

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1892



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME XLII

AVRIL, MAI, JUIN

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

##### Déclaration relative au service téléphonique.

19 novembre 1891 (1)

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté Britannique désirant régler les relations téléphoniques entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

L'acte, dont copie est annexée à la présente déclaration et qui a été signé à Paris, le 17 mai, à Londres, le 16 juin 1891, entre M. le directeur général des postes et des télégraphes de France et le postmaster general, en vue d'assurer le service de la correspondance téléphonique entre la France et la Grande-Bretagne, est et demeure approuvé par les deux Gouvernements qui s'engagent à l'exécuter dans toute sa teneur.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 19 novembre 1891.

(L. S.) Signé : WADDINGTON.

(L. S.) Signé : SALISBURY.

#### ANNEXE

##### *Accord relatif au service téléphonique entre Paris et Londres.*

Entre l'administration des postes et des télégraphes de la République française et l'administration des postes et des télégraphes de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — Un service de correspondance téléphonique sera établi et exploité entre Paris et Londres par les administrations des postes et des télégraphes des deux pays.

(1) *Journal officiel de la République française*, du 20 mars 1892.

Art. 2. — Il sera fait usage pour ce service du câble sous-marin posé à frais communs entre Sangatte, en France, et Saint-Margaret's, Grande-Bretagne.

Ce câble sera prolongé sur le territoire de chacun des deux pays par des lignes en fils de cuivre ou de bronze de haute conductibilité et établies de manière à éviter, dans la plus large mesure, les effets d'induction.

Chacune des deux administrations prend l'engagement d'entretenir en parfait état la section de ligne qui lui est propre.

Art. 3. — Le circuit métallique spécialement constitué pour servir à la correspondance téléphonique sera exclusivement affecté à ce service.

Les administrations pourront toutefois, après accord entre elles, utiliser, s'il y a lieu, ce circuit pour l'échange simultané des communications télégraphiques.

De même, après accord entre elles, elles pourront approprier les deux autres fils du câble pour créer un second circuit métallique destiné à servir à la correspondance téléphonique.

Art. 4. — A Paris et à Londres, les circuits aboutiront à un bureau central de l'Etat.

Il sera établi des cabines sourdes où le public sera admis à correspondre.

Les deux administrations prendront, en outre, dans la mesure du possible, les dispositions nécessaires pour que les établissements privés et notamment les postes des abonnés des réseaux de l'Etat à Paris et à Londres soient mis à même de correspondre entre eux au moyen de la ligne internationale, par l'intermédiaire du bureau central.

Art. 5. — L'exploitation de la téléphonie entre Paris et Londres sera assurée par les agents des deux administrations, chacune sur son territoire.

Art. 6. — L'unité adoptée tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications est la conversation de trois minutes.

Il ne peut être accordé entre les mêmes correspondants plus de deux conversations consécutives de trois minutes que lorsqu'il ne s'est produit aucune autre demande avant ou pendant la durée des conversations.

L'emploi du téléphone, l'ordre dans lequel s'échangent les conversations entre les deux bureaux centraux de Paris et de Londres, les diverses règles de service seront arrêtés d'un commun accord entre les deux administrations.

Art. 7. — La taxe par trois minutes de conversation est fixée à 10 fr. Elle pourra être réduite après accord entre les deux administrations. La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication.

Les produits seront répartis entre la France et la Grande-Bretagne dans la proportion déterminée, pour le partage des taxes télégraphiques, par l'arrangement en vigueur entre les deux pays.

Chaque administration opérera le recouvrement des taxes suivant le mode qu'elle jugera convenable.

Les recettes provenant du service téléphonique feront, de la part de chaque administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte des recettes télégraphiques.



Les deux administrations pourront percevoir une redevance spéciale pour les fils reliant les bureaux centraux aux postes d'abonnés.

Cette redevance restera affectée, dans chaque pays, à chaque administration.

Art. 8. — Le service téléphonique entre les bureaux centraux de Paris et de Londres sera ouvert au public d'une manière permanente le jour et la nuit.

Art. 9. — Les communications d'Etat jouissent de la priorité accordée aux télégrammes d'Etat par la convention internationale de Saint-Pétersbourg du 10 (22) juillet 1875.

La durée des communications d'Etat n'est pas limitée.

Art. 10. — Il n'est accordé d'abonnement ni de privilèges d'aucune sorte en faveur d'une catégorie quelconque de communications privées.

Art. 11. — Chacune des deux parties contractantes se réserve le droit de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique pour une raison d'ordre public, sans être tenue à aucune indemnité.

Art. 12. — Les administrations ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par la voie téléphonique.

Art. 13. — Le présent arrangement sera mis à exécution à la date fixée de commun accord entre les administrations des deux pays ; elle restera en vigueur pendant trois mois après la dénonciation qui pourra toujours en être faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi ont signé le présent arrangement,

Pour l'administration des postes et des télégraphes de France :

Paris, le 17 mai 1891.

*Le Directeur général des Postes  
et des Télégraphes,*

Signé : J. DE SELVES.

Londres, le 16 juin 1891.

Signé : HENRY CECIL RAIKES,  
*Postmaster general.*

— En soumettant aux Chambres la *Déclaration* qui précède, le Gouvernement français a donné les explications suivantes :

Messieurs, l'établissement d'une communication téléphonique entre la France et la Grande-Bretagne avait été projeté peu de temps après le rachat, à frais communs, par les Gouvernements français et anglais, des câbles sous-marins reliant entre eux les deux pays.

Les relations entre les villes de Paris et de Londres ont une activité dont on ne trouve l'équivalent dans les relations de la France avec aucun autre pays.

Il était particulièrement utile d'organiser un système de correspondance qui offrit au public des avantages d'exceptionnelle célérité.

Le Parlement a bien voulu s'associer aux vues de l'administration et une loi, en date du 8 août 1890, a ouvert au ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1890 (2<sup>e</sup> section, chapitre 13), un crédit supplémentaire de 400.000 fr. destiné à permettre l'établissement d'une communication téléphonique entre Paris et Londres.

Un nouveau câble a été immergé au mois de janvier 1891 et le circuit a pu être mis en service dès le 1<sup>er</sup> avril de la présente année.

C'est la première application qui ait été faite de téléphonie sous-marine et les résultats obtenus permettent de dire qu'elle a été couronnée d'un plein succès.

Nous venons aujourd'hui soumettre à votre haute approbation la convention ci-jointe, qui a surtout pour objet de régler d'une manière définitive les conditions d'exploitation de la nouvelle ligne.

Bien que ces conditions aient fait, à l'origine, l'objet d'une sérieuse étude de la part de chacune des deux administrations, il eût peut-être été téméraire d'asseoir une organisation définitive sur des probabilités que l'expérience pouvait mettre en défaut.

La fixation de la durée de l'unité de conversation, la détermination du tarif étaient autant de questions qui, dans la réglementation d'un mode de correspondance aussi nouveau, ne pouvaient manquer de provoquer des incertitudes dont aucune exploitation similaire ne présentait la solution.

Il était, d'autre part, nécessaire, en raison du chiffre considérable des frais d'établissement que la taxe, tout en étant rémunératrice, ne fût pas élevée au point de devenir prohibitive et, pour atteindre ce double but, il était indispensable de rechercher les moyens d'accroître, autant que possible, le rendement de la ligne.

C'est dans cet ordre d'idées que l'administration française et l'administration britannique ont décidé de fixer provisoirement à trois minutes la durée de l'unité de conversation qui est de cinq minutes dans le régime intérieur français, et à 10 fr. la taxe de l'unité.

Les résultats acquis démontrent que ce régime de tarif, qui sauvegarde l'intérêt du Trésor, n'a rien qui soit contraire à l'intérêt privé.

Le public a accueilli, en effet, avec une faveur marquée, l'installation du téléphone entre Paris et Londres.

Dès le premier mois d'exploitation, le nombre des communications a été de 1.222.

Il s'est successivement élevé, suivant une progression ascendante continue :

|                       |       |
|-----------------------|-------|
| Au mois de mai à..... | 1.491 |
| — juin à.....         | 1.709 |
| — juillet à.....      | 1.988 |
| — août à.....         | 2.276 |
| — septembre à.....    | 2.311 |
| — octobre à.....      | 2.731 |

ce qui donne, au 1<sup>er</sup> novembre, un total de 13.729 communications et un produit de 137.290 fr. Ce trafic augmentera encore dans une proportion beaucoup plus forte dès que les abonnés du réseau de Londres pourront être admis, comme le sont déjà ceux du réseau de Paris, à correspondre à partir de leur domicile.

La convention prévoit que les produits seront répartis entre la France et la Grande-Bretagne dans la proportion admise, pour le partage des taxes télégraphiques, par l'arrangement en vigueur entre les deux pays. Cette proportion est aujourd'hui de onze vingtièmes pour la France et de neuf vingtièmes pour l'Angleterre. Les recettes acquises par notre pays sont donc, au 31 octobre, de 75.509 fr. 50.

Les frais d'établissement du circuit s'étant élevés à 439.766 fr. 63, on peut espérer que ces frais seront vraisemblablement amortis dans un délai maximum d'environ trois ans.

Mais il est à remarquer que le câble a été construit de manière à permettre la constitution d'un deuxième circuit, et qu'avec une dépense moindre d'un tiers l'administration pourra, dans un avenir prochain, installer une deuxième communication et doubler ainsi le rendement de la ligne.

Au point de vue financier, l'opération est donc extrêmement favorable.



BELGIQUE — FRANCE

Convention pour régler le service de la correspondance téléphonique

(31 août 1891 (1))

Le Président de la République française et S. M. le roi des Belges, désirant régler le service de la correspondance téléphonique entre la France et la Belgique, et usant de la faculté qui leur est accordée par l'art. 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, ont résolu de conclure une convention à ce sujet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Alexandre Ribot, député, ministre des affaires étrangères, etc., etc., etc. ;

Et M. Jules Roche, ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, député, etc., etc., etc. ;

Et S. M. le roi des Belges, M. le baron Beyens, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Le service de la correspondance téléphonique entre la France et la Belgique est exploité par les administrations télégraphiques des deux pays.

Art. 2. — Il est fait usage, à cette fin, de fils conducteurs dont le diamètre, la conductibilité et l'isolement sont en rapport avec les conditions dans lesquelles la correspondance doit s'effectuer.

Ces fils sont disposés de façon à éviter, dans la mesure la plus large possible, les effets d'induction.

Chacune des deux administrations fait exécuter, à ses frais, sur son propre territoire, les travaux d'établissement et d'entretien des lignes téléphoniques.

Art. 3. — Les circuits spécialement constitués pour servir à la correspondance téléphonique seront exclusivement affectés à ce service, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par les deux administrations.

Les administrations peuvent, après accord entre elles, utiliser à l'échange des communications téléphoniques des fils déjà affectés à la transmission télégraphique.

Art. 4. — Les circuits téléphoniques aboutissent à des bureaux centraux qui établissent la communication entre les postes des abonnés et les bureaux publics reliés de part et d'autre.

Art. 5. — L'exploitation de la téléphonie entre la France et la Belgique est assurée par les agents des deux administrations, chacune sur son territoire, ou par d'autres agents qu'elles ont agréés.

Art. 6. — L'unité admise, tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la conversation de cinq minutes.

Par un accord entre les deux administrations, cette durée pourra être réduite, à toute époque, à trois, soit uniformément dans tout le service, soit dans certaines relations, soit à l'égard de certaines catégories de correspondances ou pendant certaines périodes du jour ou de la nuit.

(1) *Journal officiel de la République française*, du 20 mars 1892.

Art. 7. — Il ne peut être accordé entre les deux mêmes correspondants plus de deux conversations consécutives que s'il ne s'est produit aucune autre demande avant ou pendant ces deux conversations.

L'emploi du téléphone, l'ordre dans lequel s'échangent les conversations, les diverses règles du service seront arrêtés d'un commun accord entre les deux administrations.

Les communications d'Etat jouissent de la priorité attribuée aux télégrammes d'Etat par l'article 5 de la convention internationale de Saint-Petersbourg du 10/22 juillet 1875. La durée des communications d'Etat n'est pas limitée.

Art. 8. — Les taxes des correspondances sont établies d'après la distance à vol d'oiseau entre les localités où fonctionnent les bureaux centraux auxquels sont directement reliés les postes privés et les bureaux publics à mettre en communication.

Par extension, jouissent de la taxe de la localité mise en relation par une ligne internationale,

En France :

Tous les postes d'abonnés et les bureaux publics faisant partie des réseaux annexes dépendant du réseau principal installé au siège de la localité où aboutit le circuit international ;

En Belgique :

Tous les postes d'abonnés et les bureaux publics faisant partie d'un même réseau ou groupe téléphonique du régime dit local ou urbain.

Les taxes élémentaires à payer par conversation téléphonique internationale échangée entre sept heures du matin et neuf heures du soir sont fixées comme il suit :

1 fr. 50 pour toute distance de 50 kilomètres au moins ;

2 francs pour toute distance supérieure à 50 kilomètres et jusqu'à 150 kilomètres ;

2 fr. 50 pour toute distance supérieure à 150 kilomètres et jusqu'à 250 kilomètres ;

3 francs pour toute distance supérieure à 250 kilomètres et jusqu'à 350 kilomètres ; et ainsi de suite en augmentant de 50 centimes par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres.

Les taxes à acquitter par conversation téléphonique élémentaire de neuf heures du soir à sept heures du matin sont fixées comme il suit :

90 centimes pour toute distance de 50 kilomètres au moins ;

1 franc 20 pour toute distance supérieure à 50 kilomètres et jusqu'à 150 kilomètres ;

1 franc 50 pour toute distance supérieure à 150 kilomètres et jusqu'à 250 kilomètres ;

1 franc 80 pour toute distance supérieure à 250 kilomètres et jusqu'à 350 kilomètres ; et ainsi de suite, en augmentant de 30 centimes par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres.

La taxe est acquittée par la personne qui demande la communication ; chaque administration tient compte des taxes et en opère le recouvrement suivant le mode qu'elle juge convenable.

Art. 9. — Des abonnements à heures fixes, comportant au minimum une durée double de l'unité de conversation, peuvent être concédés dans le service de la correspondance téléphonique entre la France et la Belgique.



La durée de l'abonnement est d'un mois au moins ; elle se prolonge de mois en mois par tacite reconduction.

Le montant de l'abonnement est perçu par anticipation.

L'abonnement peut être résilié de part et d'autre moyennant avis donné quinze jours à l'avance.

Art. 10. — Le tarif mensuel des conversations échangées sous le régime de l'abonnement est établi comme il suit, par période quotidienne de dix minutes au minimum :

- Jusqu'à 50 kilomètres au moins, 45 fr. ;
- Pour plus de 50 jusqu'à 150 kilomètres, 60 fr. ;
- Pour plus de 150 jusqu'à 250 kilomètres, 75 fr. ;
- Pour plus de 250 jusqu'à 350 kilomètres, 90 fr. ;
- Pour plus de 350 jusqu'à 450 kilomètres, 105 fr. ;
- Pour plus de 450 jusqu'à 550 kilomètres, 120 fr.

Art. 11. — Les abonnés obtiennent la communication au moment précis arrêté d'un commun accord, à moins qu'il n'y ait une conversation déjà engagée entre deux autres personnes.

Les minutes inutilisées dans une séance ne peuvent être reportées à une autre séance.

Toutefois, si la non-utilisation est due à une interruption du service, la compensation est, autant que possible, accordée à l'abonné dans la même journée, de minuit à minuit.

Art. 12. — Il n'est fait aucun décompte de taxe à raison d'une interruption du service d'une durée de moins de vingt-quatre heures. Passé ce délai de vingt-quatre heures, il est remboursé à l'abonné, pour chaque période nouvelle de vingt-quatre heures d'interruption, un trentième du montant mensuel de l'abonnement.

Art. 13. — Les administrations désignent, d'un commun accord, les circuits qui sont affectés aux correspondances d'abonnement, ainsi que les heures auxquelles sont admises les correspondances de ce régime.

Jusqu'à disposition contraire, à concerter entre les deux administrations, les conversations du régime de l'abonnement ne sont point admises durant les heures de la tenue des bourses mises en communication téléphonique.

Art. 14. — La répartition du produit des correspondances téléphoniques franco-belges a lieu suivant le rapport de 3 pour la France à 2 pour la Belgique.

Les recettes provenant du service téléphonique font, de la part de chaque administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte des recettes télégraphiques.

Art. 15. — Chacune des deux parties contractantes se réserve de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique pour une raison d'ordre public, sans être tenue à aucune indemnité.

Art. 16. — Les deux administrations ne sont soumises à aucune responsabilité à raison du service de la correspondance privée par voie téléphonique.

Art. 17. — Les dispositions de la présente convention seront complétées par un règlement de service qui peut, à toute époque, être modifié d'un commun accord par les administrations télégraphiques des deux pays.

Art. 18. — La présente convention abroge celles qui ont été conclues à Bruxelles le 1<sup>er</sup> décembre 1886 (1) et le 4 avril 1887.

Elle sera mise à exécution à la date qui sera fixée par les administrations télégraphiques des deux pays; elle restera en vigueur pendant trois mois après la dénonciation qui pourra toujours en être faite par l'une ou par l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double à Paris, le 31 août 1891.

(L. S.) Signé : A. RIBOT.  
(L. S.) — JULES ROCHE.  
(L. S.) — BEYENS.

## ITALIE — SUISSE

**Complément à la déclaration concernant les mariages contractés entre les ressortissants des deux Etats, des 15/29 novembre 1890 (2).**

(Du 11 mars 1892)

Afin de faire harmoniser les dispositions contenues à l'article 2 de la déclaration en question avec celles de la législation italienne, il est entendu :

1<sup>o</sup> Que l'attestation à délivrer par les offices de l'état civil italiens et et constatant qu'aucun obstacle connu ne s'oppose, d'après le droit civil italien, à la célébration du mariage ne sera point inscrite sur le certificat de publication, mais formera un document séparé ;

2<sup>o</sup> Que la légalisation, par les autorités suisses et italiennes compétentes, de la signature des officiers de l'état civil suisses et italiens implique la déclaration de la compétence de ces derniers pour délivrer l'attestation mentionnée au chiffre 1.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Berne, le 11 mars 1892.

*Le conseiller fédéral*                      *L'envoyé extraordinaire et ministre*  
*chef du département de justice et police,*                      *plénipotentiaire d'Italie,*  
(L. S.) L. RUCHONNET.                      (L. S.) A. PEIROLERI.

**Circulaire du département fédéral de justice et police aux gouvernements cantonaux sur un complément à la déclaration italo-suisse des 15/29 novembre 1890, concernant la célébration des mariages entre ressortissants des deux pays.**

(Du 12 mars 1892)

Monsieur le Président et Messieurs,

Par circulaire du 29 novembre 1890 (F. féd. 1890, V. 100), le conseil fédéral vous a communiqué la déclaration échangée avec le gouvernement italien les

(1) V. *Archives*, 1887, II, p. 40.

(2) V. *Archives*, 1891, I, p. 132.

15/20 novembre 1890, au sujet du mariage des ressortissants des deux pays (Rec. off., nouv. série, XI. 674).

Il a été constaté, dès lors, que les stipulations de cette déclaration ne pouvaient être observées telles quelles en Italie. Le gouvernement de ce pays fit savoir au conseil fédéral que plusieurs d'entre elles n'étaient pas compatibles avec certaines prescriptions législatives italiennes, notamment avec celles des lois de finance et d'impôts.

Il s'ensuivit de longues négociations entre notre département et la légation d'Italie à Berne, d'une part, la légation suisse à Rome et les ministères italiens, d'autre part.

Finalement, ces négociations aboutirent à une déclaration complémentaire, qui a été signée et échangée à Berne, par les délégués respectifs, le 11 courant.

Agissant par ordre du conseil fédéral, nous avons l'honneur de vous remettre ci-inclus cette déclaration complémentaire et de vous prier de veiller à son observation. Elle modifie, dans deux directions, la déclaration primitive.

Premièrement, l'attestation dont il est question à l'art. 2, 2<sup>m</sup>e alinéa, de la déclaration, constatant qu'aucun obstacle connu ne s'oppose à la célébration du mariage (*certificato di nulla osta*), ne doit pas être délivrée par les officiers italiens de l'état civil sur le certificat de publication; elle doit, au contraire, former un document spécial. Ce changement donne satisfaction aux lois de finance italiennes.

Secondement, la déclaration exigée par le 3<sup>m</sup>e alinéa de cet art. 2, portant que les officiers de l'état civil sont compétents pour délivrer l'attestation de *nulla osta*, est considérée comme superflue, c'est-à-dire comme implicitement contenue dans la légalisation des signatures des officiers de l'état civil.

Nous nous bornons à ces quelques observations et vous présentons, monsieur le président et messieurs, les assurances de notre haute considération.

Berne, le 12 mars 1892.

*Le chef du département fédéral de justice et police,*  
L. RUCHONNET.





## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

### FRANCE

---

#### APPLICATION DU NOUVEAU TARIF DOUANIER

##### ET PROROGATION

##### DE CERTAINES CLAUSES DES TRAITÉS DÉNONCÉS.

(*Suite*) (1)

---

### GRÈCE

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(*Télégramme.*)

Athènes, le 14 octobre 1890.

Dès mon retour à Athènes, j'ai entretenu le Gouvernement royal, conformément aux instructions verbales que Votre Excellence m'a données, de l'opportunité qu'il y aurait à resserrer les relations économiques entre la France et la Grèce au moyen d'une convention provisoire.

En échange de la consolidation du droit d'entrée en France du raisin sec, M. Tricoupis est prêt à nous accorder :

- 1° Traitement de la nation la plus favorisée ;
- 2° 300 p. 100 de réduction sur dentelles et blondes (article 190 du tarif général hellénique) ;
- 3° 50 p. 100 sur les velours peluches, soies (article 192) et chenilles de soie (article 193) ;
- 4° Franchise des vins en général (article 144) ;
- 5° 50 p. 100 sur la parfumerie (article 80) ;
- 6° Protection des marques de fabrique ;
- 7° Exemption des taxes extraordinaires en cas de guerre ;
- 8° Immunités et avantages quelconques accordés à la navigation la plus favorisée.

Puis-je signer une Convention sur ces bases ? Dans l'opinion de la Chambre de commerce française d'Athènes (Pirée), notre situation commerciale serait ainsi sensiblement améliorée.

MONTOLON.

---

(1) V. *Archives*, 1892, I, p. 269-310.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 23 octobre 1890.

Le Conseil des Ministres, que j'ai entretenu des propositions contenues dans votre télégramme du 14 relativement à un arrangement commercial avec la Grèce, estime qu'elles peuvent être acceptées.

Il serait donc entendu que, en échange des avantages qui nous seraient accordés et que vous avez précisés dans votre télégramme, la Grèce jouirait en France du traitement de la nation la plus favorisée, particulièrement en ce qui concerne les raisins secs.

Cet arrangement aurait un caractère provisoire et prendrait fin le 1<sup>er</sup> février 1892. Il serait naturellement subordonné à la ratification des Chambres. Je me réserve d'examiner avec mon collègue, M. Jules Roche, si, au lieu de soumettre l'arrangement lui-même à la sanction législative, il ne serait pas préférable de déposer un projet de loi autorisant le Gouvernement français à appliquer, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, les tarifs les plus réduits aux marchandises de provenance hellénique. RIBOT.

---

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 23 octobre 1890.

J'ai signé le projet de convention destiné à assurer, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, le resserrement de nos relations économiques avec la Grèce. Votre Excellence trouvera, ci-joint, l'instrument original de cet arrangement qui accorde à la France le traitement de la nation la plus favorisée en Grèce et qui protégera plus efficacement nos importations que ne l'avaient fait nos précédents projets de convention. C'est ainsi que nous avons obtenu en plus : 1<sup>o</sup> la franchise complète pour l'entrée en Grèce des vins en général compris dans l'article 144 du tarif hellénique de 1887 ; il va sans dire que nos vins n'échapperont pas au droit d'accise de 0.20 l'ocque (1,280 gr.) acquitté par tous les vins grecs ; 2<sup>o</sup> 75 p. 100 au lieu de 50 p. 100 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le n<sup>o</sup> 190 dudit tarif. Ces articles acquitteront un droit de 10 drachmes, au lieu de 40 drachmes. En d'autres termes, ils bénéficieront d'une réduction de 300 p. 100.

Les autres avantages sont identiques à ceux qui nous avaient été accordés par les conventions antérieures. Ces avantages consistent : 1<sup>o</sup> dans une réduction de 50 p. 100 sur les velours, peluches en soie et chenilles de soie (art. 193, *a* et *b*) et les articles de parfumerie ; 2<sup>o</sup> dans la protection des marques de fabrique ; 3<sup>o</sup> dans l'exemption des taxes extraordinaires en temps de guerre ; 4<sup>o</sup> dans l'application à notre marine des immunités accordées aux marines étrangères.

J'appellerai l'attention de Votre Excellence sur l'importance de l'article du projet actuel relatif à la protection des marques de fabrique. La législation grecque a, il est vrai, des lacunes en pareille matière. Mais on est en train de la perfectionner dans l'espèce ; des amendements sont à l'étude et ne tarderont pas à être votés par le Parlement. Si incomplète que soit encore cette législation, il ne sera pas moins très utile de bénéficier de ces dispositions et nous sommes assurés, d'autre part, de profiter des améliorations dont elle sera bientôt dotée.



Le Président du Conseil m'a donné l'assurance qu'en vertu de l'article 26 de la loi relative au tarif général du 18 avril 1880, un décret royal appliquera dans le plus bref délai à nos importations les droits conventionnels en vigueur.

Il va sans dire que les stipulations particulières de la présente Convention n'entreront pas en exercice avant d'avoir été sanctionnées par le Parlement hellénique.

MONTHOLON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES EN DATE DU 25 OCTOBRE 1890.

### Convention de commerce entre la France et la Grèce.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Hellènes, animés du même désir de consolider leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre les deux pays, ont résolu de conclure dès à présent une Convention qui prendra fin le 1<sup>er</sup> février 1892 et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, le comte de Montholon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Hellènes, officier de la Légion d'honneur, grand'croix de l'Ordre du Sauveur, etc., etc...

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Etienne Dragoumis, son Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier. — Les citoyens, les navires et les marchandises de chacun des deux pays jouiront dans l'autre des privilèges, immunités ou avantages quelconques, des franchises ou réductions de tarifs qui sont ou seront accordés par les traités ou par l'usage à la nation la plus favorisée.

Toutefois ces dispositions ne concernent pas la pêche, ni la navigation de côte ou cabotage, auxquelles la législation respective des deux pays reste applicable.

Art. 2. — A l'entrée en France, toutes les marchandises grecques bénéficieront des franchises ou réductions de tarifs qui sont actuellement ou seront à l'avenir accordées par les traités ou par l'usage à la nation étrangère la plus favorisée et le Gouvernement de la République s'engage à ne pas relever, durant la période susmentionnée, les droits auxquels sont soumis les raisins secs à leur entrée en France.

Art. 3. — A l'entrée en Grèce, toutes les marchandises françaises bénéficieront des franchises ou réductions de tarifs qui sont ou seront accordées en Grèce aux nations étrangères les plus favorisées par les traités ou par l'usage. Les articles suivants de provenance française : vins, n° 144 du tarif hellénique de 1887, entreront en franchise de droits de tarifs ; dentelles, blondes, et autres articles compris dans le n° 190 de ce même tarif bénéficieront d'une réduction de 75 p. 100 ; velours, peluches en soie et chenilles de soie (art. 193 a et b), articles de parfumerie (n° 90) bénéficieront d'une réduction de 50 p. 100.

Art. 4. — Dès qu'une loi aura été promulguée en Grèce pour régler la protection de la propriété industrielle, les citoyens de chacun des deux Etats contractants jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toutes espèces, ainsi que des noms commerciaux.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Français en Grèce et réciproquement au profit

des Hellènes en France, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique est du domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes précédents sont également applicables aux marques de fabrique, de commerce et aux noms commerciaux.

Les Français pourront revendiquer, en Grèce, la propriété exclusive d'une marque de fabrique, d'un modèle, d'un dessin ou d'un nom commercial, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur la matière qui sont ou seront en vigueur en Grèce.

Il en sera de même pour les Hellènes en France.

Art. 5. — Les ressortissants de chacun des deux Etats seront exempts dans l'autre de tout service militaire, de toute réquisition et contributions extraordinaires qui seraient établis par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

Art. 6. — La présente Convention sera soumise dans le plus bref délai possible à la ratification des Parlements français et grec et les ratifications seront échangées à Athènes dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants auront été accomplies.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Athènes en double exemplaire,

Le 12/24 octobre 1890.

*Signé* : Comte DE MONTHOLON.

*Signé* : E. DRAGOMIS.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 10 novembre 1890.

J'ai reçu, avec votre lettre du 25 octobre, le texte de l'arrangement commercial que vous avez signé avec M. Dragoumis.

Eu égard aux précédents de cette affaire, il serait désirable que la sanction des Chambres pût être obtenue par la présentation d'un projet de loi qui assurerait en France, « aux citoyens, aux navires et aux marchandises de la Grèce le traitement de la nation la plus favorisée jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, notamment en matière de tarif douanier, de propriété industrielle, etc. »

Cette formule garantirait complètement à la Grèce les avantages résultant des stipulations de la Convention du 24 octobre. Je vous prie d'en entretenir M. Delyannis.

Le Cabinet hellénique, déjà autorisé à appliquer à nos produits, par décret royal, les droits conventionnels actuellement en vigueur à l'entrée en Grèce, pourrait sans doute procéder d'une manière analogue quant aux autres dispositions contenues dans la Convention.

Pour constater l'accord intervenu, il suffira d'échanger des lettres par lesquelles le Gouvernement grec et le Gouvernement français feraient connaître leur intention de saisir leurs Parlements respectifs non pas de l'Arrangement du 24 octobre, mais de projets de loi les autorisant à assurer à l'autre pays les avantages qui s'y trouvent mentionnés.

**RIBOT.**

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 27 novembre 1890.

J'ai échangé aujourd'hui avec le Ministre des Affaires étrangères les lettres relatives aux projets de loi destinés à déterminer les rapports économiques entre la France et la Grèce jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. Votre Excellence trouvera, ci-joint, la lettre originale signée de M. Deligeorgis et copie de celle que j'ai adressée à ce dernier.

Ce document reproduit *in extenso* les articles de la Convention du 24 octobre de l'année courante, concernant les réductions de tarifs applicables aux articles de fabrication française compris dans les paragraphes 190-193 (*a* et *b*) et 90 du tarif hellénique de 1887 et la franchise des vins en général dénommés dans l'article 144 dudit tarif.

Les articles 1<sup>er</sup>, 4, 5 de la Convention du 24 octobre relatifs à la propriété industrielle, aux noms commerciaux, à la navigation, au service militaire et aux taxes extraordinaires étant d'une teneur fort longue n'ont pas été reproduits *in extenso* dans les lettres de ce jour. Cette reproduction n'était pas indispensable, le régime du traitement de la nation la plus favorisée nous accordant les avantages obtenus dans l'espèce par ladite Convention, et la Convention gréco-italienne du 20 mars 1889 les renfermant dans leur intégralité.

MONTHOLON.

ANNEXE 1 A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 27 NOVEMBRE 1890.

**M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères de Grèce,  
à M. le comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

Athènes, le 10/22 novembre 1890.

Un projet de loi allant être déposé dans le plus bref délai par le Gouvernement de la République en vue d'accorder le traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, aux citoyens, navires et marchandises de Grèce, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc., j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement de S. M. le Roi Georges saisira, de son côté, dans le plus bref délai, la Chambre des Députés d'un projet de loi assurant :

1<sup>o</sup> Le traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, aux citoyens, aux navires et aux marchandises de la France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc.

2<sup>o</sup> La franchise des droits de tarifs appliqués aux vins en général (article 144 du tarif hellénique de 1887).

3<sup>o</sup> Une réduction de 75 p. 100 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le n<sup>o</sup> 190 de ce même tarif.

4<sup>o</sup> Une réduction de 50 p. 100 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie (art. 193, *a* et *b*) et sur la parfumerie (art. 90) dudit tarif.

Toutefois, la pêche et la navigation de côte ou de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

Il est bien entendu que les diverses dispositions précitées entreront en vigueur dès que le pouvoir législatif des deux Etats aura donné son assentiment aux projets de loi en question.

L. DELIGEORGIS.



## ANNEXE N° 2.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères de Grèce.**

Athènes, le 27 novembre 1890.

Un projet de loi allant être déposé dans le plus bref délai par le Gouvernement du Roi Georges en vue d'accorder :

1° Le traitement de la nation la plus favorisée, jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, aux citoyens, navires, marchandises de France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc. ;

2° La franchise des droits de tarifs appliqués aux vins en général (art. 144 du tarif hellénique de 1887) ;

3° Une réduction de 75 p. 100 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le n° 190 de ce même tarif ;

4° Une réduction de 50 p. 100 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie, art. 193 (a et b) et sur la parfumerie (art. 90) dudit tarif.

J'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement de la République saisira de son côté, dans le plus bref délai, le Parlement français d'un projet de loi assurant en France aux citoyens, aux navires et aux marchandises de la Grèce le traitement de la nation la plus favorisée jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc.

Toutefois la pêche et la navigation de côte ou de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

Il est bien entendu que les diverses dispositions précitées entreront en vigueur dès que le Pouvoir législatif des deux Etats aura donné son assentiment aux projets de loi en question.

MONTOLON.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

Paris, le 13 décembre 1890.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée le 27 novembre dernier, et à laquelle était joint le texte des lettres que vous avez échangées avec M. le Ministre des Affaires étrangères de Grèce, en vue de constater l'accord intervenu entre les deux Gouvernements pour régler par voie législative et jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892 les rapports commerciaux entre les deux pays.

Je vous remercie des démarches que vous avez faites, à cette occasion, auprès du Gouvernement hellénique. Le projet de loi visé par les notes précitées a été déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 2 de ce mois par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, et nous avons l'espoir que le Parlement y fera promptement un accueil favorable.

RIBOT.

---

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 21 février 1891.

Le Gouvernement royal m'a notifié hier, sous la forme d'une note verbale revêtue de la signature du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires étrangères, la promulgation et l'application par les autorités grecques de la loi douanière déterminant les relations économiques des deux

pays, à partir de ce jour et jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. Votre Excellence trouvera ci-joint ce document (annexe n° 1).

J'ai accusé réception de cet office par la note verbale ci-annexée (annexe n° 2).

Ces documents établissent la communauté de vues et d'action du Gouvernement de la République et du Gouvernement hellénique en matière commerciale et industrielle, durant une période de onze mois, à dater de ce jour. Je ne doute pas que cet accord ne tourne au plus grand profit de nos importations en Grèce.

MONTHOLON.

#### ANNEXE 1 A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 21 FÉVRIER 1891.

Athènes, le 8/20 février 1891.

Les soussignés, Ministre des Affaires étrangères et Ministre des Finances de Sa Majesté Hellénique, dûment autorisés par la loi promulguée le 7/19 février 1891, ont l'honneur de porter à la connaissance de Monsieur l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française qu'à partir du jour de la promulgation de la présente déclaration dans l'*Officiel* et jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892 n. s., il est accordé :

1° Le traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens, navires et marchandises de la France, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc. ;

2° La franchise des droits de tarifs appliqués aux vins en général (n° 144 du tarif hellénique de 1887) ;

3° Une réduction de 75 p. 100 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le numéro 190 de ce même tarif ;

4° Une réduction de 50 p. 100 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie (n° 193, a et b) et sur la parfumerie (n° 90 dudit tarif).

Toutefois la pêche et la navigation de côtes ou de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

En échange de ce qui est accordé à la France par les stipulations ci-dessus jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892 n. s., le Gouvernement de la République française accordera, durant le même laps de temps, aux citoyens, aux navires et aux marchandises de la Grèce le traitement de la nation la plus favorisée, notamment en matière de tarifs douaniers, de propriété industrielle, etc.

Les soussignés saisissent l'occasion pour présenter à Monsieur l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française l'assurance de leur haute considération.

L. DELIGEORGIS.

C. CARAPANOS.

#### ANNEXE N° 2.

Athènes, le 8/20 février 1891.

Le soussigné, comte de Montholon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française, a reçu l'office par lequel Leurs Excellences Monsieur Deligeorgis, Ministre des Affaires étrangères, et Monsieur Carapanos, Ministre des Finances du Gouvernement de S. M. le Roi Georges, lui annoncent que le Parlement grec les a autorisés à accorder et qu'ils accorderont aux sujets, navires et marchandises d'origine française à partir du 9/21 février 1891, notamment en matière de tarif douanier, de propriété industrielle, etc., jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, le traitement de la nation la plus favorisée et que dans le même laps de temps les produits français énumérés ci-dessous entreront en Grèce aux conditions suivantes :

1° La franchise des droits de tarif appliqués aux vins en général (art. 144 du tarif hellénique de 1887) ;

2<sup>o</sup> Une réduction de 75 p. 100 sur les dentelles, blondes et autres articles compris dans le n<sup>o</sup> 190 de ce même tarif ;

3<sup>o</sup> Une réduction de 50 p. 100 sur les velours, peluches de soie et chenilles de soie (art. 193, *a* et *b*) et sur la parfumerie (art. 90 dudit tarif).

Toutefois la pêche et la navigation de côte ou de cabotage demeureront soumises à la législation respective des deux pays.

En échange de ces avantages, le soussigné a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement royal, qu'à partir de demain, 9/21 février, la loi suivante sera promulguée en France et intégralement mise en vigueur jusqu'au 20 janvier (1<sup>er</sup> février) 1892.

« Les sujets, navires et marchandises de la Grèce jouiront en France, à partir du 9/21 février 1891 jusqu'au 20 janvier (1<sup>er</sup> février) 1892, sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée, tant pour l'importation, l'exportation, le transit, et en général pour ce qui concerne les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce et de l'industrie, le paiement des taxes et autres impôts, la protection de la propriété industrielle. »

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Leurs Excellences Monsieur Deligeorgis, Ministre des Affaires étrangères, et Monsieur Carapanos, Ministre des Finances, les assurances de sa haute considération.

Comte DE MONTHOLON.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

Paris, le 21 février 1891.

La loi relative au régime douanier applicable aux produits helléniques à leur entrée en France a été promulguée aujourd'hui : vous en trouverez le texte ci-annexé.

RIBOT.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. RIBOT AU COMTE DE MONTHOLON, DU 21 FÉVRIER 1891.

**Loi relative au régime douanier applicable aux produits helléniques à leur entrée en France.**

Article unique. — A partir de la promulgation de la présente loi, et jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, les sujets, les navires et les marchandises de la Grèce jouiront en France, sous condition de réciprocité, du traitement de la nation la plus favorisée, tant pour l'importation, l'exportation, le transit et, en général, pour ce qui concerne les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce et de l'industrie, le paiement des taxes et autres impôts, la protection de la propriété industrielle.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 février 1891.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Athènes, le 16 décembre 1891.

Votre Excellence sait que l'arrangement commercial entre la France et la Grèce expire le 1<sup>er</sup> février prochain ; il serait à désirer que nous puissions augmenter les avantages acquis au moyen d'un nouvel arrangement de même nature. Le Gouvernement royal est disposé à nous donner satis-



faction à ce sujet, si nous lui concédons le traitement du tarif minimum. Il y aurait intérêt à entamer sans retard des pourparlers à cet égard, afin d'être en mesure de faire ratifier par le Parlement hellénique avant les vacances de Noël l'arrangement à intervenir, celles-ci pouvant durer plusieurs mois, si la discussion du budget était terminée d'ici-là.

MONTHOLON.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 18 décembre 1891.

J'ai reçu votre télégramme du 16 de ce mois. Nous sommes prêts à régler nos relations commerciales avec la Grèce à partir du 1<sup>er</sup> février prochain dans les termes que vous m'indiquez. Seulement, au lieu d'assigner un délai fixe à la durée du nouvel accord, il serait entendu qu'il resterait exécutoire jusqu'à l'expiration de six mois ou d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes aura annoncé son intention d'en faire cesser les effets. Vous pouvez dès à présent vous exprimer en ce sens dans vos entretiens avec le gouvernement grec.

RIBOT.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

Paris, le 24 décembre 1891.

Mes instructions télégraphiques du 18 du mois vous ont fait connaître que nous étions disposés à régler nos relations commerciales avec la Grèce, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, sur les bases indiquées dans votre télégramme du 16 décembre. Depuis lors, ainsi que vous l'aurez remarqué, la Chambre a voté, dans la séance de lundi dernier, le projet de loi autorisant le Gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits des pays qui, comme la Grèce, jouissent actuellement, en France, de notre tarif conventionnel et qui consentiront, de leur côté, à appliquer à nos marchandises le traitement de la nation la plus favorisée. Il n'est pas à prévoir que le Sénat élève de difficulté contre ce projet de loi. Nous serons donc en mesure de faire bénéficier la Grèce, le 1<sup>er</sup> février prochain, de notre tarif minimum, dans les conditions exposées par ma circulaire du 15 de ce mois, si la Grèce, de son côté, nous accorde ses tarifs les plus réduits, et nous sommes prêts à nous entendre avec elle, dès à présent, sur cette base, au moins à titre provisoire.

Nous avons, en outre, à demander des réductions sur un certain nombre de produits et des garanties efficaces pour la protection de nos marques de fabrique. Si la nécessité de s'assurer de la ratification du Parlement hellénique avant Noël ne permettait pas d'arriver à un accord sur ces différents points, il y aurait lieu d'obtenir tout au moins la promesse formelle que nos desiderata feront l'objet d'un examen spécial en vue d'une convention définitive.

L'arrangement provisoire relatif à la concession à la Grèce de notre tarif minimum en échange de ses tarifs les plus réduits pourrait, d'ailleurs, être réalisé par un échange de lettres analogues à celles du 27 novembre 1890 ;

quant au terme de cet accord, il pourrait être fixé au 1<sup>er</sup> juillet prochain, un délai de six mois paraissant suffisant pour l'élaboration de l'arrangement plus complet que les deux gouvernements se réservaient de conclure.

En ce qui concerne, d'autre part, les mesures d'exécution que rendra nécessaires dans les deux pays l'application de l'entente provisoire à intervenir, les deux gouvernements s'engageraient à prendre celles que comportent leurs législations respectives.

Je vous serai obligé de me faire connaître, le plus tôt qu'il vous sera possible, la suite que vous aurez donnée à ces instructions. RIBOT.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Athènes, le 30 décembre 1891.

Le Parlement grec étant sur le point de se séparer, le Gouvernement grec n'est pas en mesure de lui présenter dès à présent un projet de convention commerciale avec la France comportant d'importantes réductions. Me référant à vos instructions, j'ai demandé, en conséquence, au Ministre des affaires étrangères de proroger l'accord commercial en vigueur durant six mois, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, sur la base du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée. M. Deligeorgis y a adhéré et a déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre un projet de loi dans ce sens. Il a été formellement entendu que nos desiderata feront l'objet d'un examen spécial en vue d'une convention définitive, et que celle-ci sera substituée à l'acte de prorogation dès que les deux gouvernements seront tombés d'accord.

MONTHOLON.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte de Montholon,  
ministre de France à Athènes.**

(Télégramme.)

Paris, le 31 décembre 1891.

Je vous autorise à échanger des lettres avec M. Deligeorgis pour proroger de six mois, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, l'accord commercial en vigueur, sur la base du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée. Vous prendrez acte de l'engagement du Gouvernement hellénique d'examiner nos desiderata en vue d'un abaissement des droits du tarif hellénique sur certains articles.

RIBOT.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes, à M. Ribot,  
ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 9 janvier 1892.

Le Parlement a adopté le projet de loi prorogeant de six mois à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, les dispositions fiscales et administratives en vigueur concernant les importations françaises en Grèce et les privilèges accordés aux sujets et navires français en vertu du traitement de la nation la plus favorisée. — Ce vote a été rendu à l'unanimité.

MONTHOLON.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 20 janvier 1891.

J'ai échangé aujourd'hui avec le Ministre des affaires étrangères les lettres relatives à la prorogation des lois déterminant actuellement les rapports commerciaux entre la France et la Grèce.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte original de la lettre qui m'a été adressée par M. Deligeorgis ainsi que la copie de celle que j'ai écrite à ce dernier.

Il a été de nouveau entendu verbalement entre le Ministre des affaires étrangères et moi à l'occasion de l'échange de ces documents que le Gouvernement royal tiendra compte du désir que nous avons manifesté d'obtenir de nouveaux avantages en matière douanière. M. Deligeorgis m'a déclaré à ce propos que nos desiderata faisaient l'objet d'un examen minutieux de la part de son Ministère et de celui des Finances.

MONTHOLON.

---

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE D'ATHÈNES DU 20 JANVIER 1892.

**M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères de Grèce, à M. le comte de Montholon, ministre de France à Athènes.**

Athènes, le 8/20 janvier 1892.

Le pouvoir législatif ayant autorisé le Gouvernement royal de proroger par décret la Loi du 7/19 février 1891, qui détermine actuellement les rapports commerciaux entre la France et la Grèce, et le Parlement français ayant autorisé de son côté le Gouvernement de la République à appliquer, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, le tarif minimum aux produits des pays qui, comme la Grèce, jouissent en France actuellement d'un tarif conventionnel et qui consentiront à faire bénéficier les marchandises françaises du traitement de la nation la plus favorisée, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement royal a prorogé par décret daté d'hier la loi précitée du 7/19 février pour le laps de six mois à partir du 1<sup>er</sup> février 1892.

J. DELIGEORGIS.

---

ANNEXE N° 2.

**Le comte de Montholon, ministre de France à Athènes, à M. Deligeorgis, ministre des affaires étrangères.**

Athènes, le 20 janvier 1892.

Le Parlement français ayant autorisé le Gouvernement de la République à appliquer le tarif minimum aux produits des pays qui comme la Grèce, jouissent actuellement en France d'un tarif conventionnel et qui consentiront de leur côté à faire bénéficier les marchandises françaises du traitement de la nation la plus favorisée, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, d'ordre de mon Gouvernement, qu'à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, et durant six mois, la Grèce jouira en France du tarif minimum promulgué le 11 de ce mois et du traitement de la nation la plus favorisée, le gouvernement royal prorogeant durant le même laps de temps la loi du 7/19 février 1891, qui détermine actuellement les rapports économiques de la Grèce avec la France.

MONTHOLON.



## PAYS-BAS

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 7 décembre 1891.

La discussion du budget des affaires étrangères a fourni à plusieurs membres de la Chambre l'occasion d'aborder la question du traité de commerce avec la France et a amené le Gouvernement à s'expliquer sur ce sujet.

Je crois devoir adresser à Votre Excellence le texte officiel de la réponse que M. de Tienhoven a faite aux différents orateurs et qui contient des indications intéressantes pour nous sur les vues du Gouvernement néerlandais en matière économique.

LEGRAND.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA HAYE DU 7 DÉCEMBRE 1891.

**Extrait du discours du Ministre des affaires étrangères, M. Van Tienhoven.**

« On m'a demandé ce que le Gouvernement sait d'un projet de loi déposé, selon les journaux, par le Gouvernement français, sur le bureau de la Chambre des Députés. Le texte officiel de ce projet de loi n'est pas encore publié et, par conséquent, il n'est pas encore connu du Gouvernement, mais je sais, bien que ce soit seulement depuis quelques jours, quel sera probablement le contenu de cette proposition. Les informations que j'ai reçues sont conformes, en général, aux nouvelles des journaux, seulement il m'est prouvé que le Gouvernement français, au lieu de vouloir appliquer le tarif minimum sans réciprocité, ne veut le faire que sauf réciprocité. Aussi les journaux paraissent s'être trompés en mettant « sans » au lieu de « sous ».

« Cependant, je crois qu'il vaut mieux ne pas nous occuper pour le moment d'un projet de loi qui vient seulement d'être déposé, mais dont on ne connaît pas encore le texte officiel.

« Certes, le Gouvernement ne perdra pas de vue que chaque traité est un lien et que des avantages importants doivent exister pour que l'on sacrifie sa liberté.

« Monsieur le Président, après les discours de MM. Farnecombe, Sanders, van Karnebeek et Bahlman, on peut se faire déjà une idée de ce que seront ces avantages pour la Néerlande.

« Du reste, le Gouvernement veut réserver son jugement sur des propositions qui ne lui sont pas encore faites et qu'il ne provoquera pas. Le Gouvernement dit seulement qu'il compte bien avoir l'œil ouvert et alors seulement la main tendue, si, selon lui, nous pouvons obtenir en réalité des avantages. Heureusement, le Gouvernement peut ajouter que les bons rapports qui existent entre la Néerlande et la France n'obligent nullement, en ce qui concerne les avantages à offrir par cet Etat à la Néerlande, à faire intervenir le « *Timeo Danaos* ».

M. Bahlman veut, avant de conclure des traités, se renforcer par des tarifs protectionnistes et ne se fie pas, quant aux moyens à employer par le Gouvernement, à la déclaration qu'il a faite dans sa réponse écrite, qu'il ne veut pas se départir des principes dont l'expérience a prouvé l'efficacité. Les antécédents des membres du Gouvernement indiquent qu'ils sont partisans du système libre échangeiste. Mais, dit M. Bahlman, s'il en est ainsi, pourquoi voulez-vous donc des traités de commerce, qui doivent entraver votre liberté tant vantée ?

« Monsieur le Président, l'honorable député a fort bien compris l'idée qui

dirige le Gouvernement. Nous sommes parfaitement d'accord avec lui que la liberté, si on la prend pour base de négociations, doit être mise au plus haut prix, et qu'ainsi, du moment qu'on sacrifie une partie de cette liberté, cette partie doit être vendue aussi cher que possible. Mais le Gouvernement ne peut pas s'associer à son idée de fixer ce prix de la manière qu'il a indiquée. Le Gouvernement ne désire pas prendre, et certainement pas pour le moment, des mesures de représailles dans l'esprit préconisé par ce député. Mais, d'un autre côté, le Gouvernement veillera sur toutes les circonstances et c'est aussi pourquoi il veut attendre le résultat de l'examen dont est chargée une Commission spéciale d'hommes experts. Il va de soi que s'il était possible d'obtenir sans traité le traitement de la nation la plus favorisée, alors le Gouvernement ne conclura pas de traité. Mais, selon moi, on peut fort bien être en principe libre-échangiste et, néanmoins, être assez opportuniste pour conclure des traités, si, de cette manière, on peut obtenir mieux ce qu'on désire que par l'application du système libre-échangiste, c'est-à-dire l'extension dans le sens le plus étendu des relations commerciales. »

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 4 janvier 1892.

Le Ministre des affaires étrangères vient de me faire connaître, après en avoir délibéré avec ses collègues, que les préférences du cabinet de la Haye étaient pour un mode de procéder qui ne l'obligerait pas à conclure un arrangement formel avec vous. Il a ajouté que tel était aussi le sentiment du Président de la Commission chargée de donner son avis sur les questions douanières. Dans cet ordre d'idées, nous notifierons au Gouvernement néerlandais que nous lui appliquerons notre tarif minimum, tant qu'il continuera à faire jouir nos produits du traitement actuel, et le Gouvernement royal n'aurait qu'à nous accuser réception de notre communication.

Toutes les probabilités sont pour qu'aucun relèvement de droits n'intervienne prochainement dans la législation douanière des Pays-Bas. J'estime même qu'ils procéderont d'autant moins vite à ce relèvement que nous ne leur aurons pas contesté la liberté de le faire. En subordonnant l'octroi de notre tarif minimum au maintien des avantages dont nous jouissons actuellement de par la législation très libérale des Pays-Bas, nous contredrions, suivant moi, de la façon la plus efficace, par la menace implicite de notre tarif maximum, toute velléité de rehaussement des taxes douanières.

Dans la combinaison que préconise le Cabinet de La Haye, nous ne prenons pas d'engagement et nous n'en demandons pas. Nous restons par conséquent toujours libres de faire cesser des avantages bénévolement accordés.

Tout le monde ici nous saura gré de procéder de cette façon ; les intéressés seront heureux de savoir que le traitement qui les attend le 1<sup>er</sup> février sera le plus favorable dont nous puissions disposer, et l'opinion sera favorablement impressionnée par le caractère amical de notre manière d'agir.

Il me semble que rien dans le texte de la loi qui a été votée pour l'application des tarifs ne fait obstacle à ce *modus vivendi* qui nous assurera, en fait tout ce que nous pouvons espérer, sans diminuer en quoi que ce soit notre liberté d'action.

Si Votre Excellence partage sur ce point ma manière de voir, j'attacherais du prix à ce qu'elle voudût bien me le faire savoir.

LEGRAND.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Legrand, ministre de France à la Haye**

Paris, le 6 janvier 1892.

Je partage la manière de voir que vous m'avez exposée dans votre lettre du 4 de ce mois, sur la nécessité de déterminer, dans le plus bref délai possible, d'accord avec le Gouvernement néerlandais, le régime auquel seront soumis nos échanges avec les Pays-Bas le 1<sup>er</sup> février prochain.

Quant aux moyens de réaliser cette entente, il me paraît qu'ils devraient être cherchés tout d'abord dans la prorogation de la Convention signée entre les deux pays le 19 avril 1884, à l'exception, bien entendu, des clauses relatives aux tarifs annexes. Il est à remarquer, en effet, que si nous nous bornions à convenir que nous appliquerons aux produits néerlandais notre tarif minimum aussi longtemps que les Pays-Bas continueront à faire bénéficier nos marchandises du traitement dont elles jouissent actuellement, un certain nombre de questions intéressant le commerce des deux pays resteraient en dehors de cette entente. Il serait donc à désirer que les deux Gouvernements se missent d'accord pour proroger notamment l'article premier de la convention actuelle, qui stipule, d'une manière générale, le traitement réciproque de la nation la plus favorisée « pour le commerce et la navigation aussi bien pour l'importation, l'exportation, le transit et, en général, tout ce qui concerne les opérations commerciales, que pour l'exercice du commerce ou des industries et pour le paiement des taxes qui s'y rapportent ». La même observation s'applique à l'article 9, relatif au traitement que se sont accordé les deux Etats dans leurs colonies respectives.

La prorogation de cette convention aurait, d'autre part, l'avantage de permettre aux relations entre les deux pays de se continuer dans des conditions de durée analogues à celles qui existent actuellement. Le Gouvernement de la République serait, en effet, disposé, conformément à l'autorisation que lui a conférée la loi du 29 décembre dernier (art. 1<sup>er</sup>) à adopter, en ce qui concerne la durée de l'acte de prorogation, une rédaction à peu près semblable à celle de l'article 10 du traité de 1884. La disposition que nous proposerions serait ainsi conçue : « La présente Convention sera mise en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> février 1892 et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura notifié son intention d'en faire cesser les effets. »

C'est dans ces conditions que le Gouvernement des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège vient de consentir à proroger les traités de commerce et de navigation qu'il avait signés avec nous le 31 décembre 1881, et il semble que les considérations qui ont déterminé cette entente s'appliquent avec la même force à la Convention existant entre la France et les Pays-Bas. Tel nous paraît devoir être également l'avis du Cabinet de la Haye, et nous sommes d'autant plus autorisés à le penser que nous sommes prêts à comprendre parmi les clauses à proroger celles des articles 7 et 8 : ces dispositions, qui présentent un intérêt particulier pour les Pays-Bas, fixent, comme vous le savez, le régime des marchandises expédiées par les



chemins de fer confinant à la Hollande et celui des produits originaires des Etats limitrophes des Pays-Bas, exportés par certains ports hollandais.

Je vous serai donc obligé de vouloir bien, en vous appuyant sur les considérations qui précèdent, proposer au Cabinet de la Haye de conclure avec nous, dans les conditions que je viens d'indiquer, une Convention portant prorogation de celle du 19 avril 1884. Quant aux articles à excepter de la prorogation, ce seraient seulement ceux qui portent les numéros 2 et 3, concernant les tarifs, et l'article 10, que remplacerait la disposition relative à la durée de l'acte de prorogation.

Si le Gouvernement néerlandais ne jugeait pas possible, en ce qui le concerne, de consentir à la prorogation de la Convention de 1884, il nous resterait à lui proposer une entente sur la base de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891. Je vous autoriserais, dans ce cas, à lui notifier notre intention d'appliquer aux produits néerlandais notre tarif minimum, aussi longtemps que nos marchandises continueraient à bénéficier du régime dont elles jouissent actuellement dans les Pays-Bas, y compris le traitement de la nation la plus favorisée. L'accord ainsi établi s'appliquerait, d'ailleurs, aux colonies ou possessions des deux pays, dans les conditions fixées, en ce qui nous concerne, par l'article 3 du projet de loi de notre tarif des douanes.

RIBOT.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 8 janvier 1892.

Je me suis empressé, dès la réception de votre dépêche du 6 de ce mois, d'aller entretenir M. de Tienhoven de votre désir de régler le régime auquel seront soumises nos relations économiques, au moyen d'une convention ayant pour objet la prorogation partielle de l'arrangement signé entre les deux pays le 19 avril 1884.

Ainsi que j'en ai informé Votre Excellence, le Cabinet de la Haye préférerait que la question fût réglée par une entente tacite, aux termes de laquelle nous aurions appliqué aux produits néerlandais notre tarif minimum aussi longtemps que les Pays-Bas continueraient à faire profiter nos envois du traitement actuel, et, de mon côté, je pensais que cette combinaison aurait, en fait, été pour nous sans aucun inconvénient.

Mais il va de soi que je me suis attaché à convaincre le Ministre des Affaires étrangères des avantages de la combinaison qui avait vos préférences.

J'ai, en conséquence, en me conformant à vos directions et en m'inspirant de l'arrangement conclu avec les Royaumes-Unis, rédigé un projet de convention que j'ai fait tenir à M. de Tienhoven.

LEGRAND.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 12 janvier 1892.

Le Conseil des Ministres, à qui communication a été donnée du projet d'arrangement commercial que Votre Excellence avait bien voulu me charger de préparer, s'est prononcé contre l'adoption de nos propositions.

En me faisant part de cette décision, le Ministre des Affaires étrangères

a allégué qu'une convention de ce genre risquerait de rencontrer aux Etats généraux des dispositions peu favorables.

« Pourquoi ne nous traitez-vous pas comme l'Angleterre, a ajouté M. de Tienhoven, puisque notre législation douanière est aussi libérale que la sienne ? » Il m'a assuré de nouveau qu'on nous en saurait gré. Cette combinaison aurait, en fait, les mêmes avantages, étant donné le peu de vraisemblance que des changements soient apportés à l'état de choses existant dont nous n'avons nullement à nous plaindre et que le Gouvernement ne songe point à modifier.

J'ai insisté pour que le Ministre des Affaires étrangères causât de nouveau de l'affaire avec ses collègues. Mais je n'ai guère espoir de les faire changer de sentiment. Leur désir est d'être traités comme l'Angleterre ; cette solution leur paraît la plus pratique.

LEGRAND.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Legrand, ministre de France à la Haye.**

(Télégramme.)

Paris, le 15 janvier 1892.

Du moment où le Gouvernement néerlandais juge préférable de ne pas proroger la convention existante, je vous prie de lui proposer de régler les relations commerciales entre les deux pays sur la base indiquée à la fin de mes instructions du 6 de ce mois. La note que vous adresseriez à M. le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas serait conçue dans les termes suivants :

« Le Soussigné, etc., . . . a l'honneur de faire savoir à S. Exc. M. le « Ministre des Affaires étrangères que la Convention qui, depuis 1884, « régit les rapports commerciaux entre la France et les Pays-Bas expirant « le 1<sup>er</sup> février prochain, le Gouvernement français, désireux de maintenir « les bonnes relations qui existent entre les deux Etats, a décidé d'user, en « ce qui concerne les Pays-Bas, des droits que lui confère l'article 2 de la « loi du 29 décembre 1891, ainsi conçu :

« Le Gouvernement est autorisé à concéder, en tout ou en partie, le « tarif minimum qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février prochain, aux « produits ou marchandises originaires des pays qui bénéficient actuelle- « ment du tarif conventionnel et qui consentiront, de leur côté, à appli- « quer aux marchandises françaises leurs tarifs les plus réduits.

« Cette concession ne pourra être accordée que sous la réserve, par le « Gouvernement français, d'en faire cesser les effets en notifiant cette « intention douze mois d'avance. »

En conséquence, le Gouvernement français appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires des Pays-Bas, sous la condition que les Pays-Bas, de leur côté, continueront à appliquer aux produits ou marchandises originaires de France le traitement de la nation la plus favorisée.

Il est, d'ailleurs, entendu que cet arrangement s'appliquera aux colonies ou possessions respectives, dans les conditions fixées, en ce qui concerne la France, par l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes.

Si le Gouvernement néerlandais accepte la présente notification, les Pays-Bas se trouveront dans une situation semblable à celle qui existe, en

France, pour l'Angleterre, en vertu de la loi française, toujours révocable, du 27 février 1882.

Les représentants de la République à Berne et à Bruxelles vont adresser des notes semblables aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

RIBOT.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 16 janvier 1892.

J'ai fait à M. de Tienhoven la notification dont Votre Excellence m'a chargé au sujet du régime commercial entre la France et les Pays-Bas.

Je venais de recevoir la réponse écrite du Ministre des Affaires étrangères concernant le projet de convention dont je l'avais entretenu. J'adresse, ci-joint, à Votre Excellence copie de ce document.

LEGRAND.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA HAYE DU 16 JANVIER 1892.

**S. Exc. M. de Tienhoven, à M. L. Legrand, ministre de France à la Haye.**

La Haye, le 16 janvier 1892.

Votre Excellence avait déjà, lorsque j'ai eu l'honneur de recevoir sa lettre du 8 de ce mois, eu l'occasion de m'entretenir au sujet du régime auquel devraient être soumises, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, les relations économiques entre la France et les Pays-Bas.

Or, ainsi que Votre Excellence ne l'ignore pas, les avantages que le Gouvernement de la République serait à même de lui offrir en vertu de la nouvelle loi douanière, votée en France, ceux du tarif minimum tout au plus, ne lui avaient pas paru être de nature à l'engager à une obligation quelconque par rapport à son propre régime douanier.

L'examen attentif du projet de convention qui était joint à votre lettre n'a pas pu modifier son opinion.

Il est, en effet, d'avis que son régime douanier extrêmement libéral aussi longtemps qu'il assure à la France le même traitement favorable qu'à toute autre nation étrangère, doit suffire à lui seul pour faire appliquer au commerce des Pays-Bas le régime le plus avantageux dont le Gouvernement de la République est en mesure de disposer.

Dans ces conditions, Monsieur le Ministre, le Cabinet de la Haye, tout en appréciant l'initiative prise par votre Gouvernement, ne saurait accepter la proposition contenue dans votre lettre précitée.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement de la République et en même temps j'ose exprimer la confiance que celui-ci, tenant compte du régime douanier actuellement en vigueur dans les Pays-Bas, appliquera au commerce néerlandais ses tarifs les plus réduits, du moins aussi longtemps que notre législation n'aura pas changé ce système, et sans qu'il soit créé un lien quelconque pour les deux nations.

En ajoutant que j'ai chargé le Ministre de la Reine à Paris de fournir au Gouvernement de la République les informations dont celui-ci pourrait encore avoir besoin, je vous prie, Monsieur le Ministre, etc., etc.

DE TIENHOVEN.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 17 janvier 1892.

J'ai remis hier au Ministre des Affaires étrangères, dans les termes que



vous m'aviez tracés, la notification relative au régime commercial qui devra présider, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, aux relations économiques entre la France et les Pays-Bas.

Le Conseil des Ministres ne se réunit que mardi. La réponse du Gouvernement devra être soumise à la Régente, je ne puis pas espérer la recevoir avant le milieu de la semaine prochaine. J'ai tout lieu de croire que cette réponse, dont la signification vous est indiquée d'avance par la dernière lettre du Ministre des Affaires étrangères, sera de nature à nous satisfaire.

LEGRAND.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 23 janvier 1892.

C'est seulement hier que le Ministre des Affaires étrangères a pu m'entretenir de la notification que je lui ai faite au sujet du régime commercial à établir entre les deux pays. Il avait désiré, avant d'en causer avec moi, voir M. de Stuers qui est en ce moment à la Haye.

J'ai retiré de notre entretien l'impression qu'il pourrait être utile de modifier sur quelques points le texte de notre notification. Dans le troisième alinéa, au lieu des mots « sous la condition que » nous pourrions dire « pour autant que » ou « aussi longtemps que ». — Dans le quatrième alinéa, au lieu de dire : « Il est d'ailleurs entendu que cet arrangement s'appliquera » nous dirions « cette disposition comprend ». — Le paragraphe suivant, cinquième alinéa, commencerait ainsi : « Les Pays-Bas se trouveront dès lors ».

J'estime que nous pouvons nous prêter à ces modifications.

LEGRAND.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Legrand, ministre de France à la Haye.**

Paris, le 25 janvier 1892.

Vous pouvez accepter les modifications de forme indiquées dans votre dépêche du 23 de ce mois.

Pour ne pas perdre de temps, je vous laisse le soin de vous entendre avec le Ministre des Affaires étrangères sur les termes de la réponse qui doit nous être faite.

RIBOT.

---

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

La Haye, le 28 janvier 1892.

J'ai remis à la date d'hier au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté la Reine notre notification relative au régime qui présidera, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, aux relations économiques des deux pays ; j'ai reçu aujourd'hui la réponse de M. de Tienhoven. Votre Excellence trouvera, ci-joint, en copie, le texte de ces deux notes.

Nos produits vont donc continuer, après le 1<sup>er</sup> février, à jouir, tant dans le royaume des Pays-Bas que dans les colonies et possessions néerlandaises, du traitement dont ils bénéficiaient précédemment en vertu de la Convention du 19 avril 1884.

Ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes, M. de Tienhoven réserve pour l'avenir la liberté d'action de son Gouvernement. Mais comme le cabinet de la Haye ne projette aucun changement dans la législation douanière des Pays-Bas, nous pouvons, avec toute probabilité, compter sur une application prolongée des tarifs actuels dont Votre Excellence connaît le caractère libéral. Le Ministre des Affaires étrangères vient encore de déclarer devant la première Chambre des Etats généraux que le Gouvernement de Sa Majesté n'entendait pas abandonner la politique libre-échangiste suivie jusqu'à présent.

LEGRAND.

ANNEXE N° 1 A LA DÉPÊCHE DE LA HAYE DU 28 JANVIER 1892.

**M. Legrand, ministre de France à la Haye, à M. de Tienhoven, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.**

La Haye, le 27 janvier 1892.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française, a l'honneur de faire savoir à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, que la Convention qui, depuis 1884, régit les rapports commerciaux entre la France et les Pays-Bas expirant le 1<sup>er</sup> février prochain, le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre les deux Pays, a décidé d'user, en ce qui concerne les Pays-Bas, des droits que lui confère l'article 2 de la loi du 29 décembre ainsi conçu :

« Le Gouvernement est autorisé à appliquer, en tout ou en partie, le tarif minimum qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février prochain, aux produits ou marchandises originaires des pays qui bénéficient actuellement du tarif conventionnel et qui consentiront, de leur côté, à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée.

« Cette concession ne pourra être accordée que sous la réserve, par le Gouvernement français, d'en faire cesser les effets en notifiant cette intention douze mois à l'avance. »

En conséquence, le Gouvernement français appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires des Pays-Bas aussi longtemps que les Pays-Bas, de leur côté, continueront à appliquer aux produits ou marchandises originaires de la France le traitement de la nation la plus favorisée.

Cette disposition comprend les colonies ou possessions respectives, dans les conditions fixées, en ce qui concerne la France, par l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes.

Les Pays-Bas se trouveront dès lors dans une situation semblable à celle qui existe en France pour l'Angleterre, en vertu de la loi française, toujours révoquée, du 27 février 1882.

LEGRAND.

**M. de Tienhoven, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, à M. Legrand, ministre de France à la Haye.**

La Haye, le 28 janvier 1892.

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la note du 27 janvier dernier, par laquelle elle a bien voulu porter à ma connaissance la décision du Gouvernement de la République qui placera les Pays-Bas dans une situation semblable à celle créée à la Grande-Bretagne par la loi du 27 février 1882, et qui comprendra aussi leurs colonies et possessions dans les conditions fixées pour la France par l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892.

Vous connaissez, Monsieur le Ministre, la législation qui régit actuellement nos tarifs douaniers tant dans la métropole que dans les colonies, législation qui ne fait aucune différence entre les importations de l'étranger quelle que soit leur origine. Les mêmes tarifs sont donc applicables aux marchandises françaises comme à celles des autres nations.

Toutefois, je tiens à constater que le Gouvernement de la Reine maintient, sous tous les rapports, son entière liberté d'action.

VAN TIENHOVEN.

## PORTUGAL

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Lisbonne, le 17 décembre 1891.

Le journal du Gouvernement a publié hier le projet de loi relatif à l'établissement d'un nouveau tarif des douanes. L'approbation du Parlement demeure indispensable à toutes les modifications qui pourront, dans les négociations futures, être apportées au tarif normal.

Ce tarif, tel qu'il est proposé par le Gouvernement, reproduit, sauf l'adjonction de quelques articles et de légères altérations de droits, le projet élaboré par le Conseil supérieur des douanes : il constitue un régime protectionniste qui, pour certains articles, devient prohibitif. Si on considère les principaux articles d'importation française, on reconnaît qu'ils sont frappés de droits très élevés, qui parfois les arrêteront à la frontière ; les tissus de soie, par exemple, supporteront une charge très aggravée. Certains d'entre eux comme les rubans et galons subiront une augmentation de 1,500 reis. Les droits sur les vins, qui n'intéressent guère que la France et l'Espagne, sont triplés à peu près ; ils s'élèvent à un nombre de *reis* qui, au change normal, correspond à 1 fr. par litre. Je rapproche, sans commentaires, ces chiffres de ceux qu'a votés le Parlement français pour protéger notre viticulture.

Je ne sais si je me trompe, mais je crois qu'il convient d'attendre, pour examiner chacun des droits du nouveau tarif, la discussion à laquelle ils pourront donner lieu dans les Cortès. Le Gouvernement portugais a renoncé à l'établissement d'un tarif minimum et préfère accorder des concessions isolées et spéciales à chacune des nations avec lesquelles il entrera en négociations.

BIHOULD.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Lisbonne, le 23 décembre 1891.

Votre circulaire, en date du 15 décembre courant, m'est parvenue aujourd'hui. Je me suis immédiatement enquis de l'accueil que le Gouvernement portugais pourrait réserver aux propositions qui lui seraient adressées, conformément au projet de loi déjà adopté par la Chambre des Députés, en vue de la fixation du régime commercial après le 1<sup>er</sup> février prochain.

Le Comte de Valbom m'a répété que le tarif des douanes qui sortira des délibérations des Cortès, probablement dans le courant du mois prochain, devra seul servir de base aux négociations ; que la clause de la nation la plus favorisée ne sera introduite par le Portugal dans aucun traité,



mais que des conventions spéciales pourront octroyer certains avantages. Ces avantages seront de deux sortes : les uns constitueront un privilège exclusif et ne seront concédés qu'en échange de concessions ayant le même caractère ; les autres seront aussi le prix d'un traitement de faveur, mais non exclusif, et ils pourront être étendus à plusieurs nations. Les uns et les autres se rencontreront probablement dans le même traité.

Le Comte de Valbom m'a laissé entendre que les premiers avantages, ceux qu'il qualifie de *réservés*, ne nous seraient pas accordés, et que, seuls, les autres pourraient l'être, en compensation de notre tarif *minimum*. Il semble donc que nous ne réussirions pas à obtenir les tarifs les plus réduits auxquels fait allusion l'article 2 du projet de loi ; mais j'incline à penser que le Portugal offre un marché trop restreint à l'importation étrangère pour se faire accorder le traitement absolument privilégié auquel il entend subordonner l'octroi des « avantages réservés ».

L'adoption presque complète, par les Cortès, du projet gouvernemental, est probable. Une commission de Députés vient de se livrer récemment à une étude préparatoire. Jusqu'à présent, rien n'a transpiré des dispositions de cette Commission au sujet des conventions spéciales qui dérogeront au tarif général. La presse n'a pas encore envisagé, à ce point de vue, l'avenir commercial. Elle n'a pas, à la suite du vote, par les Chambres françaises, de droits élevés sur les vins, manifesté la vive émotion qui a éclaté de l'autre côté de la frontière.

Quant à la prorogation des clauses du traité de commerce autres que celles qui fixent des droits de douane, elle me semble devoir rencontrer moins de difficultés. J'ai rappelé qu'il ne s'agissait pas, en cette matière, d'innover, mais simplement de maintenir provisoirement un régime basé sur la réciprocité, toujours soumis à la dénonciation et qui ne paraissait pas avoir soulevé de critiques sérieuses.

BIHOUD.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne.**

Paris, le 7 janvier 1892.

Vous m'avez rendu compte, dans votre lettre du 23 décembre, du dernier entretien que vous aviez eu avec le Ministre des Affaires étrangères de Portugal, relativement à l'entente commerciale à établir entre les deux pays sur la base de notre loi du 29 décembre dernier. Il en résulte que les résolutions du Cabinet de Lisbonne n'étaient pas encore complètement arrêtées sur ce sujet, mais que, dans votre pensée, il ne serait peut-être pas éloigné de consentir à une prorogation des clauses du traité de commerce franco-portugais, autres que celles qui fixent des droits de douane.

Je vous prie, en conséquence, de faire savoir au Comte de Valbom qu'il nous paraît nécessaire de déterminer, dans le plus bref délai possible, d'accord avec lui, le régime auquel seront soumis nos échanges avec le Portugal après le 1<sup>er</sup> février prochain, et que la prorogation des clauses non douanières du traité du 19 décembre 1881 nous semble être le moyen le plus efficace d'assurer aux relations entre les deux pays, les garanties que réclame leur intérêt commun. Les questions de commerce, de navigation et d'établissement que règle ce traité sont, en effet, trop nombreuses pour qu'il soit possible de soumettre à une revision, dans le court délai qui nous sépare du 1<sup>er</sup> février, les clauses dont elles sont l'objet. Une prorogation

de ces dispositions paraît donc s'imposer aux deux Gouvernements, si, ainsi que nous devons le penser, le Cabinet de Lisbonne estime, comme nous, que les intérêts garantis par le Traité ne doivent pas rester sans protection. Les deux Gouvernements se réserveraient, d'ailleurs, la faculté de faire cesser les effets de cette prorogation en se prévenant douze mois à l'avance et, par suite, si le Gouvernement portugais entendait, comme l'indique votre correspondance, modifier sur certains points son régime conventionnel, il pourrait recouvrer sa liberté d'action dans un temps très court ou utiliser la durée de la prorogation pour préparer les propositions qu'il jugerait utile de nous adresser en vue d'une modification des clauses de notre Traité.

C'est dans ces conditions qu'une entente vient de s'établir entre la France et la Suède et la Norvège, relativement à la prorogation des Traités que nous avons signés avec les Royaumes-Unis le 31 décembre 1881, et il semble que les considérations qui ont motivé cet accord s'appliquent avec non moins de force au Traité de commerce et de navigation existant entre la France et le Portugal.

Vous voudrez donc bien, proposer au Cabinet de Lisbonne de conclure avec nous, dans les conditions que je viens d'indiquer, une convention portant prorogation du 30 du traité du décembre 1881.

La rédaction de cet acte pourrait être semblable à celle de la Convention de même nature que nous sommes sur le point de signer avec le Cabinet de Stockholm, et dont vous trouverez ci-joint le texte pour votre information. Quant aux articles à excepter de la prorogation, ce seraient ceux qui portent les nos 2, 3, 27 et 28. Les articles 2 et 3 concernent les tarifs et ne sauraient, dès lors, être maintenus; d'autre part, les articles 27 et 28 seraient remplacés par l'insertion, dans la Convention de prorogation, d'une clause identique à celle qui figure dans l'article 3 du projet ci-joint de Convention avec la Suède et la Norvège.

Nous maintenons, bien entendu, la clause de l'article 6, d'après laquelle les deux Pays se sont accordé le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs, et nous consentons à ce que le Portugal continue à se réserver le droit de concéder au Brésil des avantages particuliers. En définitive, la prorogation s'appliquerait au Traité tout entier, à la seule exception des articles 2, 3, 27 et 28.

Si, comme nous l'espérons, ces propositions sont accueillies, la signature de l'acte à intervenir pourrait avoir lieu dans le plus bref délai. La nouvelle convention entrerait en vigueur, en France, sans qu'il fût besoin de la soumettre au Parlement, la loi du 29 décembre 1891 (article 1<sup>er</sup>) ayant, à cet égard, conféré au Gouvernement de la République les pouvoirs nécessaires.

Dans le cas où le Gouvernement portugais ne jugerait pas possible, en ce qui le concerne, de consentir à la prorogation du traité de 1881, il nous resterait à lui proposer une entente sur la base de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891. Je vous autoriserais, dans ce cas, à lui notifier notre intention d'appliquer aux produits portugais notre tarif minimum aussi longtemps que nos marchandises continueraient à bénéficier en Portugal du traitement de la nation la plus favorisée. L'accord ainsi établi s'appliquerait, d'ailleurs, aux colonies ou possessions des deux pays dans les conditions fixées, en ce qui touche les nôtres, par l'article 3 de notre projet de tarif douanier.

Si le Portugal se bornait à accepter cette notification sans prendre lui-même d'engagement, il va de soi que l'intention que nous lui aurions notifiée ne nous lierait pas non plus. Notre situation vis-à-vis de lui serait, dès lors, semblable à celle qui existe entre la France et l'Angleterre en vertu de notre loi, toujours révocable, du 27 février 1882.

Pour prévenir toute équivoque, vous aurez à reproduire dans votre lettre officielle de notification les termes mêmes de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891, et vous ajouterez que le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre la France et le Portugal, a décidé d'user, en ce qui concerne le Portugal, des pouvoirs que lui confère ledit article. En conséquence, il appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires de Portugal, sous la condition, bien entendu, que le Portugal continuera, de son côté, à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée.

Je vous prie, d'ailleurs, de n'effectuer cette notification qu'après m'avoir fait connaître le résultat de l'entretien que vous aurez eu avec le Comte de Valbom.

RIBOT.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Lisbonne, le 12 janvier 1892.

J'ai eu hier un entretien avec le Ministre des Affaires étrangères au sujet du régime commercial à établir entre nos deux pays.

Le Comte de Valbom paraissait bien décidé à décliner toute négociation ne tendant pas à la conclusion d'un nouveau traité de commerce. Il a fait allusion à nos tendances protectionnistes, à l'élévation des nouveaux droits sur le vin, qui ne laisseraient pas espérer de notre part des concessions sérieuses. La combinaison que j'avais à proposer ajournait toute discussion sur ce point; je me suis borné à faire remarquer que le Portugal ne pouvait nous adresser pareil reproche, lorsque lui-même élaborait un tarif prohibitif pour tant d'articles. Enfin, le Comte de Valbom réclame le droit de réserver un traitement privilégié, non seulement au Brésil, mais encore à l'Espagne, et il explique cette demande par les relations spéciales que crée le voisinage.

Le Ministre, durant la conversation, a relevé l'écart, tout à l'avantage de la France, entre les importations portugaises en France, et les importations françaises en Portugal. Il a insisté sur le chiffre insignifiant des vins portugais achetés par la France dans les dix premiers mois de 1891, — 20,000 hectolitres, — d'après les plus récentes statistiques. J'ai rappelé que les vicissitudes commerciales pouvaient ramener la situation qui, plus d'une fois durant la dernière période décennale, avait été favorable au Portugal, et, comme le Ministre tirait de l'état actuel cette conclusion que la France perdrait plus que le Portugal à la rupture des relations actuelles, j'ai fait remarquer qu'ici l'intérêt des deux nations n'était pas proportionnel aux chiffres respectifs des exportations, ni même à ceux du mouvement commercial entre nos deux pays, mais bien au rapport de ces chiffres avec le mouvement commercial de la France et du Portugal. Il est évident que nos exportations en Portugal ont, pour l'ensemble de notre commerce général, un intérêt inférieur à celui que le Portugal, avec un mouvement



d'affaires beaucoup moindre, doit attacher à ses exportations en France. Des différents arguments invoqués par le Comte de Valbom pour décliner nos propositions, je ne retiens que les suivants : déclaration solennelle, dans le discours de la Couronne, que la clause de la nation la plus favorisée ne figurera plus dans aucun traité ; difficultés que cette clause apporterait aux négociations probables ; refus analogue déjà opposé à d'autres pays, notamment à l'Allemagne, à l'Italie.

J'ai tenu à pressentir le Ministre sur ses dispositions, en ce qui concernait les autres articles dont nous proposons la prorogation, sauf l'article 6 ; car je pense que, si le Gouvernement portugais se refuse à tout arrangement relatif au régime douanier, Votre Excellence regardera comme nécessaire que les questions de commerce, d'établissement et de navigation continuent à être réglées par le traité en vigueur. Le comte de Valbom m'a paru assez disposé à accepter, sur ce point, le maintien du régime actuel.

BIHOURD.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne.**

(Télégramme.)

Paris, le 19 janvier 1892.

Insistez pour obtenir une réponse ferme. Nous avons besoin d'être fixés avant le 30 janvier. Nous ne pouvons appliquer aux produits portugais notre tarif minimum que si le Portugal accorde à nos produits ses tarifs les plus réduits.

Il ne s'agit, d'ailleurs, que d'un *modus vivendi* provisoire.

RIBOT.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Lisbonne, le 20 janvier 1892.

Je viens de renouveler les instances les plus pressantes. Le ministre des affaires étrangères s'est montré opposé à toute prorogation du traité de commerce, les protectionnistes réclamant des droits de plus en plus élevés ; il se propose toutefois de négocier des conventions.

Il a vraisemblablement l'intention de demander aux Chambres d'appliquer dès le 1<sup>er</sup> février le projet de tarif, avant le vote par les Cortès.

BIHOURD.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Lisbonne, le 23 janvier 1892.

Le nouveau Cabinet annonce, comme celui qui l'a précédé, le dessein de conclure des traités de commerce avec diverses nations, notamment avec la France ; mais il décline provisoirement les ouvertures qui lui sont faites en vue d'une entente, et il demande au Parlement l'autorisation de percevoir, à partir du 1<sup>er</sup> février prochain, les droits de douane inscrits dans le projet de tarif déposé par le Gouvernement. Le vote approuvatif de la Chambre des députés sera suivi, à bref délai, de celui de la Chambre des

pairs. Ainsi, le mois prochain, tous les traités de commerce prenant fin, sauf ceux de l'Angleterre et de la Suède et de la Norvège qui se réduisent à la clause de la nation la plus favorisée, toutes les importations seront frappées de droits très élevés, ou arrêtées par eux. Il n'entre sans doute pas dans les intentions du Gouvernement de la République d'accorder, en échange de ce traitement, le bénéfice de notre tarif minimum.

Peut-être réussirai-je à obtenir la prorogation du traité du 19 décembre 1881, en laissant de côté les articles 2, 3, 6, 27 et 28. BIHOURD.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme.)*

Lisbonne, le 25 janvier 1892.

Ne conviendrait-il pas de poursuivre la prorogation de notre traité en consentant à supprimer, outre les articles indiqués dans votre lettre du 7 de ce mois, l'article 6 qui stipule le traitement réciproque de la nation la plus favorisée en matière de tarifs ?

BIHOURD.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 26 janvier 1892.

Insistez de nouveau en vue de la prorogation des clauses non douanières du traité de 1881, et consentez au besoin, ainsi que vous le proposez, à ne pas comprendre l'article 6 dans la prorogation. Les termes de l'arrangement à intervenir devraient être conformes à ceux de la Convention que nous avons signée le 13 de ce mois avec la Suède et Norvège.

RIBOT.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme.)*

Lisbonne, le 26 janvier 1892.

J'ai acquis la certitude de l'impossibilité absolue de poursuivre en ce moment aucun accord avec le Cabinet de Lisbonne. Je me suis heurté comme mes collègues à une décision qui paraît inébranlable.

Le ministre des affaires étrangères m'a exprimé le désir d'arriver plus tard à un accord avec la France, mais je crois que des pourparlers utiles ne pourront être engagés avant le vote du nouveau tarif.

La Chambre des pairs a confirmé sans discussion le vote de la Chambre des députés. A partir du 1<sup>er</sup> février, les provenances françaises seront soumises, en tous cas, et pour un temps que je ne saurais indiquer, à des droits très élevés.

BIHOURD.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne.**

(Télégramme.)

Paris, le 27 janvier 1892.

Le nouveau tarif portugais sera-t-il applicable à tous les pays sans exception, à partir du 1<sup>er</sup> février, ou bien un traitement plus favorable continuera-t-il à être appliqué à un ou plusieurs pays, en vertu de conventions antérieures ?

Veuillez me répondre par télégraphe.

RIBOT.

**M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Lisbonne, le 27 janvier 1892.

Le Portugal a dénoncé tous ses traités. Ceux qui ne seront pas encore expirés le 1<sup>er</sup> du mois prochain ne contiennent que la clause de la nation la plus favorisée. Quant à celui que le Portugal a conclu récemment avec le Brésil et dont les termes ne sont pas encore connus, il n'est pas ratifié. Tous les pays seront donc soumis au nouveau tarif portugais, le 1<sup>er</sup> février.

BIHOUD.

## SUISSE

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 30 décembre 1891.

Je n'ai pas trouvé, à mon retour à Berne, la situation sensiblement modifiée, en ce qui touche la question commerciale. M. Droz, au cours de l'entretien que j'ai eu lundi avec lui, ne s'est guère écarté des déclarations qu'il m'avait faites précédemment.

Si je dis que la situation, depuis six semaines, est à peu près restée la même, quant au fond, c'est que nous connaissions déjà à cette époque les sentiments du Conseil fédéral, que nous savions l'extrême mécontentement causé dans tout le pays par notre nouvelle loi douanière. Mais, à l'approche du 1<sup>er</sup> février, le mécontentement s'est accentué et une émotion très vive s'est emparée, à la veille de l'expiration du traité franco-suisse, du monde industriel et des masses agricoles.

Dans notre entretien d'avant-hier, M. Droz m'a déclaré qu'il serait impossible au Gouvernement fédéral d'adhérer à tout *modus vivendi*, pour aussi provisoire qu'il fût, d'après lequel le tarif minimum serait accepté par la Suisse, en retour du traitement de la nation la plus favorisée concédé à la France.

Mais il ajoutait : « Tout autre serait notre situation, si nous pouvions dire aux Chambres dans le courant de janvier : « Nous avons reçu du « Gouvernement français la promesse que des négociations, en vue d'un « traité définitif, s'ouvriraient dans un délai très rapproché. » Dans ce cas, une entente provisoire ne pourrait manquer de s'établir, et nous éviterions une guerre de tarifs, à tous les égards si déplorable, et dont la première conséquence serait évidemment de reculer jusqu'à une époque indéterminée toute chance d'un arrangement commercial ultérieur. »



Le chef du département des affaires étrangères est entré, en vue des négociations, dans certains détails que je crois devoir rapporter.

Les points de notre tarif qui préoccupent le plus les Suisses sont, comme le sait Votre Excellence, l'horlogerie, la broderie, les tissus de soie, les fromages.

« En ce qui concerne l'horlogerie, on ne comprend pas, me disait M. Droz, que les fabricants de Besançon et de la région avoisinante croient qu'il soit de leur intérêt de réclamer contre les articles suisses des droits à peu près prohibitifs ; qu'ils ne voient pas, au contraire, qu'il y aurait pour les deux pays un avantage certain à un échange facile de produits français et suisses. Il est reconnu, en effet, que si la fabrication française l'emporte sur nous pour les « boîtes », la fabrication suisse conserve une supériorité incontestable pour les « mouvements ».

« Nous entendre, au lieu de chercher à nous nuire réciproquement, serait la seule façon de lutter contre la concurrence si redoutable des Etats-Unis. » M. Droz me citait, à ce propos, les relations étroites qui existent entre les brodeurs de Saint-Gall et ceux du Voralberg ; la Suisse, comme l'Autriche, y trouve un profit réel.

En résumé, de mon entretien avec M. Droz, il résulte clairement que, quel que puisse être son esprit conciliant, le Conseil fédéral se verrait empêché de nous accorder le traitement de la nation la plus favorisée, en retour de l'application du tarif minimum, s'il n'était, le moment venu, en mesure d'annoncer aux Chambres et au pays l'ouverture prochaine de négociations. Une réunion tenue hier par les représentants de l'industrie et de l'agriculture a souligné, avec beaucoup de force, cette déclaration très nette.

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 5 janvier 1892.

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du compte que vous m'avez rendu de votre entretien avec M. Droz. Les conversations que j'ai eues de mon côté avec M. Lardy confirment les impressions que cette lecture m'avait laissées. Il est évident que le Conseil fédéral sent, comme nous, la nécessité d'arriver, avant le 1<sup>er</sup> février, à une entente tout au moins provisoire. Si quelques industriels suisses croient avoir intérêt à pousser le Gouvernement à nous refuser l'application du traitement de la nation la plus favorisée en échange de notre tarif minimum, il n'est pas démontré, tant s'en faut, que leur avis soit celui de la majorité des intéressés.

M. Lardy m'a expliqué que, dans la pensée de M. Droz, il conviendrait, pour faciliter la tâche du Gouvernement fédéral, dont les bonnes dispositions nous sont connues, que le Gouvernement de la République se prêtât à l'ouverture immédiate de négociations en vue d'un arrangement définitif qui porterait à la fois sur les chiffres du tarif minimum français, et sur ceux du tarif général et du tarif conventionnel de la Suisse. Pendant ces pourparlers, les deux pays se feraient mutuellement l'application de leurs tarifs les plus réduits.

En ce qui concerne la propriété littéraire et artistique, le Gouvernement fédéral ne se refuserait pas à proroger, pendant la durée de ces négocia-

tions, le traité, du 23 février 1882, sous la condition que les Sociétés Françaises d'auteurs, de compositeurs et d'éditeurs prendraient l'engagement d'accepter les stipulations de l'article 7 de la loi du 23 avril 1883 sur la propriété littéraire et artistique.

Enfin la Suisse consentirait à maintenir, pendant la même période, en faveur du pays de Gex, les concessions douanières prévues par le règlement annexé, sous lettre F, au traité de commerce de 1882; en échange, nous accorderions le maintien des dispositions de l'article 11 du traité de commerce relatif au contrôle des objets en métaux précieux et aux bureaux de garantie de Bellegarde et de Pontarlier.

J'ai répondu à M. Lardy que le Gouvernement français n'était pas autorisé à appliquer à la Suisse des droits inférieurs à ceux du tarif minimum; que, sans doute, nous avons eu soin de réserver entièrement le droit qui nous appartient d'ouvrir des négociations en vue de la conclusion d'un traité de commerce, mais que, dans l'intérêt même des relations futures des deux pays, nous avons le devoir de tenir le plus grand compte des dispositions qui prévalent en ce moment dans les deux Chambres et qui sont décidément contraires à la conclusion immédiate de traités de commerce ou même d'arrangements qui porteraient sur les chiffres du tarif minimum.

L'expérience que nous allons faire de ce tarif pourra démontrer la nécessité de certaines transactions et de certains engagements réciproques pour une durée plus ou moins limitée; mais il serait dangereux de vouloir devancer le travail qui se fait dans l'opinion. Ce serait le plus sûr moyen d'aboutir à un échec.

Sans doute, le Gouvernement français ne peut se refuser à examiner, dans l'esprit le plus conciliant et le plus équitable, les réclamations que le Gouvernement fédéral croirait devoir lui soumettre, en ce qui concerne certains articles du tarif minimum. Les Chambres se sont réservé la faculté d'introduire, s'il y a lieu, des modifications dans ce tarif et le Gouvernement ne s'est pas interdit d'appeler leur attention sur les points qui lui paraîtraient susceptibles d'être corrigés, mais l'ouverture immédiate d'une négociation en règle semblerait indiquer que les deux Gouvernements sont, dès à présent, d'accord pour élaborer un traité de commerce.

Il est préférable de s'en tenir, quant à présent, à des pourparlers qui, pour être d'un caractère moins solennel, n'en auraient peut-être que plus d'efficacité.

Si M. Droz vous entretient de cette question, vous ne manquerez pas d'insister sur les considérations que j'ai présentées à M. Lardy.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

(Télégramme.)

Paris, le 6 janvier 1892.

Je vous prie de notifier au Gouvernement fédéral que le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre les deux pays, a décidé d'appliquer, à partir du 1<sup>er</sup> février, le tarif minimum aux marchandises d'origine ou de fabrication suisse et qu'il a l'intention de continuer cette application aussi longtemps que la Suisse appliquera aux produits français ses tarifs les plus réduits.

Vous demanderez, en outre, au Gouvernement fédéral s'il n'est pas disposé à proroger provisoirement le traité de commerce dans les clauses qui ne touchent pas aux tarifs, notamment l'annexe F et le traité pour la protection de la propriété artistique, littéraire et industrielle.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

*(Télégramme.)*

Paris, le 7 janvier 1892.

Je vous ai autorisé à notifier au Gouvernement fédéral notre intention d'appliquer aux produits suisses notre tarif minimum aussi longtemps que nos marchandises continueraient à bénéficier du traitement de la nation la plus favorisée. Il va de soi que si la Suisse, ainsi que l'a fait pressentir M. Droz, accepte cette notification, nous ne serons pas plus liés vis-à-vis d'elle qu'elle ne le sera vis-à-vis de nous. Elle se trouvera dans une situation semblable à celle qui existe entre la France et l'Angleterre en vertu de notre loi, toujours révoquée, de février 1882.

Pour prévenir toute équivoque, je vous prie de reproduire dans votre lettre officielle les termes mêmes de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891 et de faire savoir au Gouvernement fédéral que le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre la Suisse et la France, a décidé d'user, en ce qui concerne la Suisse, des pouvoirs que lui confère ledit article. En conséquence, il appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires de Suisse, sous la condition, bien entendu, que la Suisse continuera, de son côté, à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée.

Nous adressons une communication semblable aux autres Etats dont les traités de commerce avec nous expirent le 1<sup>er</sup> février.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 10 janvier 1891.

Conformément aux instructions contenues dans vos télégrammes du 6 et du 7, j'ai adressé, sous la date du 8 de ce mois, à M. le Président de la Confédération une lettre officielle par laquelle je notifie au Gouvernement fédéral l'intention où est le Gouvernement de la République d'appliquer aux produits suisses le tarif minimum, aussi longtemps que la Suisse ne frappera pas nos produits de droits supérieurs à ceux dont sont frappés les produits similaires d'autres pays. Je n'ai pas manqué, pour prévenir toute équivoque, de reproduire, dans ma lettre, les termes mêmes de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891.

J'ai demandé, en outre, au Conseil fédéral, ainsi que vous m'y invitez, s'il n'est pas disposé à proroger provisoirement le Traité de commerce dans les clauses qui ne touchent pas aux tarifs, notamment l'annexe F, et les conventions pour la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle.



M. Droz m'a fait savoir qu'il me recevrait demain dans la matinée. Je vous enverrai, par la voie télégraphique, le résumé de notre entretien.

Je ne puis m'empêcher de compter encore sur la prudence du Conseil fédéral, et d'espérer qu'il ne se laissera pas entraîner par les incitations de la presse.

Je compte surtout sur les raisons que vous avez fait valoir auprès de M. Lardy, et qui ne pouvaient que produire sur son esprit une impression très vive. Je m'appliquerai, de mon côté, dans l'entrevue que j'aurai demain avec M. Droz, à faire ressortir, en reprenant les arguments, à mon sens si décisifs, que vous avez développés devant le Ministre de Suisse, et qui sont consignés dans votre lettre du 5 janvier, les avantages, pour les deux Pays, d'une entente tout au moins provisoire, préparant et amenant sans doute, dans un avenir rapproché, l'établissement d'un régime plus favorable aux intérêts commerciaux de la Confédération.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à  
M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 11 janvier 1891.

Je m'empresse d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de la lettre officielle que j'ai, sous la date du 8 de ce mois, adressée à M. le Président de la Confédération, conformément aux Instructions contenues dans les télégrammes du 6 et du 7.

ARAGO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE DU 11 JANVIER 1892.

**Copie d'une lettre adressée, le 8 janvier 1892, par l'Ambassadeur de la République française à Berne au Président de la Confédération.**

Monsieur le Président,

Le traité qui, depuis 1882, régit les rapports commerciaux de la Suisse et de la France expirant le 1<sup>er</sup> février prochain, je suis officiellement chargé de notifier au Gouvernement fédéral que le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre la Suisse et la France, a décidé d'user, en ce qui concerne la Suisse, des droits que lui confère l'article 2 de la loi du 29 décembre 1891. Cet article est ainsi conçu :

« Le Gouvernement est autorisé à appliquer, en tout ou en partie, le tarif  
« minimum aux produits ou marchandises originaires des pays qui bénéficient  
« actuellement du tarif conventionnel et qui consentiront, de leur côté, à  
« appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus  
« favorisée.

« Cette concession ne pourra être accordée que sous la réserve par le Gouvernement français d'en faire cesser les effets en notifiant cette intention  
« douze mois à l'avance. »

En conséquence, le Gouvernement français appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires de la Suisse, sous la condition que la Suisse, de son côté, continuera à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée.

Il va de soi que si la Suisse, ainsi que nous avons lieu de le penser, accepte la notification que j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de la République, de faire au Conseil fédéral, par l'entremise de Votre Excellence, nous ne serons pas plus liés vis-à-vis d'elle qu'elle ne le sera vis-à-vis de nous. Elle se trouvera dans une situation semblable à celle qui existe entre la France et l'Angleterre, en vertu de notre loi, toujours révocable, du mois de février 1882.

J'ai reçu mission, en outre, de demander au Gouvernement fédéral s'il n'est pas disposé à proroger provisoirement le traité de commerce du 23 février 1882, dans les clauses qui ne touchent pas aux tarifs, notamment l'annexe F, et les Conventions pour la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle.

ARAGO.

---

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 11 janvier 1892.

Dans un long entretien que je viens d'avoir avec M. Droz, j'ai développé, avec le plus de force que j'ai pu, les considérations que vous avez déjà présentées à M. Lardy, et j'ai, en particulier, insisté sur la faculté qui appartient au Gouvernement français d'appeler l'attention des Chambres sur les points du tarif minimum qui lui paraîtraient susceptibles d'être corrigés. J'ai avancé que le Gouvernement de la République ne se refuserait pas à examiner dans l'esprit le plus conciliant et le plus équitable les réclamations que le Conseil fédéral croirait devoir lui soumettre en ce qui touche certains articles du tarif minimum.

Plus que tout autre argument, cette observation a paru porter et produire une impression favorable sur l'esprit de M. Droz.

Donner formellement une telle promesse serait fournir une arme contre les exagérations de ceux qui vont répétant qu'on n'obtiendra aucun tempérament du Gouvernement français, et que la guerre de tarifs est par conséquent la seule solution possible.

M. Droz m'a demandé si vous seriez disposé à consigner cette assurance dans une note officielle. Je lui ai promis de vous faire part de ce désir. J'estime, quant à moi, que ce serait la seule manière (je ne dis pas une manière certaine) d'arriver à une entente provisoire.

Je n'ai pas manqué, au cours de notre entretien, de citer l'exemple de la Belgique qui nous accorde ce que la Suisse montre tant de difficulté à nous concéder.

ARAGO.

---

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 12 janvier 1892.

Une nouvelle entrevue que je viens d'avoir avec le Chef du Département des Affaires étrangères m'a fourni l'occasion de lui rappeler ses déclarations du mois de novembre : « Nous pourrions subir votre tarif minimum, il nous est interdit de l'accepter. » Il m'a dit : « C'est ce que je pense encore. » Il a ajouté : « Nous ne pouvons pas reconnaître en termes explicites votre tarif minimum ; tout ce qui paraît possible, c'est de l'appliquer en fait. Cela ne pourrait toutefois nous lier que si nous étions en mesure de faire connaître au pays que le Gouvernement français nous a formellement donné l'assurance qu'il appellerait l'attention des Chambres sur certains articles intéressant spécialement la Suisse et pour lesquels il demanderait un abaissement des droits acquis au tarif minimum. »

Le Conseil fédéral adressera aux Chambres un message relatif aux traités

conclus à Vienne, aux négociations en cours avec l'Italie et aux rapports commerciaux avec la France.

« Si le Message, me disait tout à l'heure M. Droz, peut annoncer que le Conseil fédéral a reçu des assurances formelles de la part du Gouvernement français, une telle déclaration serait de nature à calmer l'opinion de plus en plus surexcitée. »

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République à Berne.**

(Télégramme.)

Paris, le 13 janvier 1892.

Je vous autorise à dire à M. Droz que le Gouvernement français examinera, dans l'esprit le plus amical, les réclamations que le Gouvernement fédéral croirait devoir formuler au sujet de certains articles du tarif. Si, après un examen contradictoire, quelques-unes de ces réclamations paraissent justifiées, le Gouvernement français ne manquerait pas de les recommander à l'attention des Chambres.

Je tiens toutefois à préciser que cette assurance de bon vouloir de notre part ne constitue pas un engagement dont le Gouvernement fédéral soit autorisé à se prévaloir pour faire entendre aux Chambres qu'il a, dès à présent, la certitude d'obtenir des abaissements de droits sur certains articles qui intéressent spécialement la Suisse.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 13 janvier 1892.

L'Association littéraire et artistique internationale et la « Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique » viennent de recourir à l'intervention de mon Département pour obtenir la prorogation, au delà du 1<sup>er</sup> février prochain, de la Convention conclue entre la France et la Suisse, le 23 février 1882, pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.

Comme le font observer M. Pouillet, président de la première de ces Sociétés, et M. Souchon, agent général de la seconde, si la Convention précitée cessait d'exister, les auteurs français en Suisse se trouveraient sous l'empire des dispositions moins favorables de la loi fédérale de 1883 qui leur serait applicable en vertu de l'article 2 de la Convention internationale de Berne. Désireuse d'aider, en ce qui la concerne, au maintien des meilleurs rapports internationaux avec la Suisse, sur le terrain de la propriété intellectuelle, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique serait disposée à prendre l'engagement, par une lettre spéciale, de ne percevoir aucun droit d'auteur en Suisse sur les exécutions musicales publiques et gratuites, pour lesquelles les Sociétés musicales, notamment, sont fréquemment ses tributaires. En outre, cette association accepterait volontiers de rester, à l'égard de ces mêmes Sociétés musicales, dans les limites de la loi fédérale suisse de 1883, en ne percevant pas plus de 2 p. 100 sur la recette des exécutions musicales données avec entrées payantes. MM. Pouillet et Souchon ont lieu de croire que ces concessions, qui ne figureraient pas dans un texte de convention, mais seraient formellement garanties par une lettre officielle de la Société des auteurs, compositeurs et



éditeurs de musique, pourraient décider le Gouvernement suisse à continuer purement et simplement les effets de la Convention de 1882, puisque le but qu'il paraît s'être proposé en dénonçant cet acte se trouverait ainsi indirectement atteint. Au point de vue des Sociétés françaises intéressées, cette solution serait de nature à assurer d'une manière satisfaisante le maintien des principes dont la sauvegarde lui est confiée.

J'ajouterai que, d'après un renseignement que MM. Pouillet et Souchon ont donné verbalement à mon Département, M. Morel et, par son entremise, M. Droz auraient déjà eu connaissance de ces propositions et s'y seraient montrés favorables.

J'espère que le Gouvernement fédéral qui, dans sa note du 21 janvier dernier, s'est montré tout disposé à accueillir les propositions que nous lui ferions en vue de donner satisfaction aux divers intérêts en cause, considérera celles qui sont énoncées ci-dessus comme constituant une modification suffisante des conditions actuelles de la Convention dont il s'agit.

Quoi qu'il en soit, je ne puis, dans cette situation, que vous laisser absolument juge du moment où la suggestion émise par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique pourra être, d'une manière utile, soumise au Conseil fédéral.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 16 janvier 1892.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie de la Note officielle qui m'a été adressée hier par le Conseil fédéral.

ARAGO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE DU 16 JANVIER 1892.

**M. Hauser, président de la Confédération, à M. Arago, ambassadeur de la République française.**

Berne, le 15 janvier 1892.

Par sa note du 8 courant, Votre Excellence nous informe que le Gouvernement français, désireux de maintenir les bonnes relations qui existent entre la Suisse et la France, a décidé d'appliquer, à partir du 1<sup>er</sup> février 1892, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires de la Suisse, sous la condition que la Suisse appliquera, de son côté, aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, Votre Excellence nous demande si nous serions disposés à proroger provisoirement le Traité de commerce du 23 février 1882, dans les clauses qui ne touchent pas aux tarifs, notamment l'annexe F, et les conventions pour la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle.

Nous avons l'honneur de répondre à Votre Excellence que notre désir et notre espoir étaient effectivement de pouvoir consolider et développer au delà du 1<sup>er</sup> février 1892, dans le domaine si important des relations commerciales, nos bons rapports avec la France. Mais par sa nouvelle législation douanière, qui froisse gravement nos intérêts, aussi bien ceux qui nous sont communs avec d'autres pays que ceux des industries spéciales à la Suisse, la France a pris un chemin qui nous éloigne considérablement de ce but. Il nous est impossible de considérer le tarif minimum, en raison de ses droits très élevés et de son instabilité, comme l'équivalent du régime conventionnel que nous venons de fixer, pour une période de douze années,

avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et que nous sommes en voie de fixer aussi avec l'Italie. En conséquence, et tout en donnant acte à Votre Excellence de sa déclaration, nous devons nous réserver les mains complètement libres vis-à-vis de la France, en regrettant qu'un pays auquel nous unit une étroite amitié ait cru devoir adopter une politique économique dont les conséquences ne peuvent être que fâcheuses pour la bonne harmonie entre les deux nations.

En ce qui concerne la proposition par laquelle se termine la Note de Votre Excellence, nous ne pouvons que confirmer et réitérer nos déclarations de l'année dernière, contenues dans notre Note du 23 janvier en réponse à la dénonciation du Traité de commerce par le Gouvernement français, ainsi que dans la Note de M. le Ministre Lardy, du 21 janvier 1891, dénonçant les Conventions pour la propriété artistique et industrielle.

A notre avis, les stipulations du Traité de commerce du 23 février 1882 et de ses annexes ne peuvent être séparées les unes des autres, celles relatives aux tarifs n'étant, sur plus d'un point essentiel, que la contre-valeur de concessions faites à d'autres égards. Nous ne pourrions donc consentir à la prorogation ou au renouvellement desdites stipulations que si le Gouvernement de la République nous assurait en retour, sous le rapport du tarif douanier, de justes compensations. Nous désirons connaître ses intentions à ce sujet. Pour ce qui nous concerne, il nous trouvera toujours disposés à entrer avec lui en négociation sur cette base ; mais en attendant, nous garderons les mains libres, pour agir, à cet égard aussi, suivant nos convenances.

Quant à une prorogation de la Convention pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique et de commerce, elle n'offre aucun intérêt en présence de la Convention générale de Paris du 20 mars 1883, qui règle ces matières d'une façon satisfaisante pour les deux pays. Il n'en est pas de même au sujet de la protection des œuvres littéraires et artistiques. La Convention franco-suisse assure, dans son article 20, aux auteurs dramatiques et aux compositeurs français des avantages dont ils ne jouissent pas à teneur de la Convention générale de Berne du 9 septembre 1886, et qui excèdent de beaucoup les droits garantis à nos propres auteurs par la loi nationale postérieure à cette Convention. Ce privilège en lui-même, aussi bien que la manière en laquelle les agents des auteurs dramatiques et compositeurs français l'ont exercé pour la perception des droits, ont provoqué en Suisse les plus vives et les plus légitimes réclamations. Aussi ne nous serait-il pas possible, même si l'opinion publique n'était pas très excitée d'autre part à cause des nouveaux tarifs douaniers, de consentir à proroger dans les mêmes conditions la convention spéciale dont il s'agit.

Au nom du Conseil fédéral suisse :  
*Le Président de la Confédération,*  
 HAUSER.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,**  
**à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

*(Télégramme.)*

Berne, le 24 janvier 1892.

Le Conseil fédéral, après une longue délibération, vient de décider qu'il y avait lieu de demander aux Chambres « pleins pouvoirs pour régler les relations commerciales avec la France, au mieux des intérêts de la Confédération ».

Cette décision est la meilleure qu'il nous fût possible d'obtenir : formulée en ces termes, la proposition du Gouvernement ne me paraît pas pouvoir rencontrer d'opposition sérieuse dans l'Assemblée fédérale.

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères,  
à M. Arago, ambassadeur de la République à Berne.**

(*Télégramme.*)

Paris, le 24 janvier 1892.

Vous savez que les Sociétés françaises d'auteurs, de compositeurs et d'éditeurs accepteront les stipulations de l'article 7 de la loi fédérale du 23 avril 1883.

Tâchez d'obtenir la prorogation du traité sur la propriété littéraire et artistique sous cette condition.

RIBOT.

**M. Arago, ambassadeur de la République à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Berne, le 25 janvier 1892.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les rapports commerciaux avec la France.

Ce document a été distribué aux Chambres aujourd'hui.

ARAGO.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE BERNE EN DATE DU 25 JANVIER 1892.

**Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant nos rapports commerciaux avec la France.**

(Du 23 janvier 1892.)

Monsieur le Président et Messieurs,

Les graves modifications qui vont se produire dans nos rapports avec la France, dès le 1<sup>er</sup> février 1892, à la suite des énormes relèvements douaniers votés par ce pays et de la cessation de notre traité de commerce, nous font un devoir de vous exposer la situation qui en résultera et de vous demander les autorisations nécessaires pour les mesures qu'il y a lieu de prendre.

A vrai dire, l'article 34 de la loi fédérale sur les péages, du 27 août 1851, nous donne déjà d'amples compétences. Cet article statue en effet :

« Art. 34. — Dans les circonstances extraordinaires, notamment au temps de disette, lorsque le commerce de la Suisse deviendrait l'objet de restrictions plus considérables de la part de l'étranger, etc., le Conseil fédéral est spécialement autorisé à prendre temporairement des mesures exceptionnelles et à apporter au tarif les changements qu'il jugera convenables.

« Toutefois, il doit porter ces dispositions à la connaissance de l'Assemblée fédérale lors de sa première réunion et elles ne peuvent être maintenues qu'autant que l'Assemblée les approuve. »

L'Assemblée fédérale étant réunie en ce moment, nous croyons devoir nous mettre directement en rapport avec elle, pour lui indiquer à l'avance l'usage que nous pensons faire de nos compétences et lui demander, en outre, des pleins pouvoirs à toute éventualité.

Grâce aux traités de commerce conclus en 1864 et en 1882, le trafic commercial entre la Suisse et la France s'est développé dans l'intérêt des deux pays. En 1890, l'importation de France en Suisse était de 226,3 millions, l'exportation de Suisse en France, de 123,9 millions, soit environ 20 p. 100 de notre exportation totale. Cet échange important s'est effectué de la manière la plus paisible. Lorsque des contestations douanières ont surgi,



elles ont été liquidées de la façon la plus satisfaisante, ainsi que le commandaient la justice et l'équité.

C'est pourquoi la nouvelle que la France allait modifier complètement sa politique commerciale et douanière et passer du système des traités à celui du tarif autonome avec des taux protecteurs qui vont jusqu'à la prohibition, a causé une très grande et pénible surprise.

Voici ce qui s'est passé :

En vertu de l'article 11 du traité de paix de Francfort, l'Allemagne était au bénéfice de tous les droits conventionnels que la France avait concédés dans ses traités de commerce avec la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas, tandis que l'Allemagne avait maintenu son tarif général et que les droits conventionnels qu'elle avait accordés à d'autres Etats, et qui devaient aussi être appliqués à la France à titre de réciprocité, étaient sans importance. L'industrie et le commerce français se sont plaints de cette situation et ont réclamé, avec une insistance toujours plus vive, qu'il soit porté remède à cette inégalité.

Pour tenir compte de ces réclamations, le Ministère français a ordonné une enquête sur la situation des industries et sur les traités de commerce. L'enquête a été menée avec la plus grande célérité. En quelques mois, l'avis des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et métiers et des Syndicats professionnels a été recueilli. Le 16 juin 1890, le Conseil supérieur du commerce se réunissait pour élaborer un nouveau tarif douanier basé sur les résultats de cette enquête, et au bout d'un mois son travail était terminé.

La proposition fut faite de renoncer totalement, pour l'avenir, aux traités de commerce, afin d'avoir la complète liberté de modifier le tarif douanier selon les circonstances. Ce tarif devra être appliqué à toutes les nations, s'il n'y avait pas de motifs de frapper leurs produits de droits plus élevés.

Le Ministère n'a pas accédé à cette proposition, parce qu'elle aurait eu, *a priori*, pour conséquence d'exclure le commerce français avec l'étranger de tous tarifs conventionnels, et que la France se serait exposée au danger de représailles de la part des autres Etats. Le Ministère a plutôt été d'avis que la meilleure manière de faire droit aux plaintes formulées était l'établissement de deux tarifs différents : un tarif maximum, correspondant au tarif général actuel, et un tarif minimum, renfermant la limite extrême des avantages pouvant être accordés à chaque industrie, dans le but, non de la préserver contre la concurrence étrangère, mais de lui permettre de rivaliser avec elle. Ce dernier tarif serait appliqué aux Etats qui offriraient à la France des avantages correspondants, et en particulier à ceux qui traiteraient les marchandises de provenance française sur le pied de la nation la plus favorisée.

Le 20 octobre 1890, le Ministère a soumis au Parlement un projet dans ce sens. Immédiatement après, nous avons fait procéder à une enquête détaillée sur l'influence que ce projet, s'il était adopté par les Chambres françaises, pourrait exercer sur notre trafic commercial avec la France. L'enquête a démontré que ce trafic en subirait un préjudice considérable et qu'il sera même, en partie, complètement détruit. Nous n'avons pas manqué de faire tous les efforts pour que le Gouvernement français recommandât aux Chambres un traitement plus favorable à nos produits. Mais nos peines sont demeurées infructueuses. La Chambre des Députés n'a pas allégé les droits proposés par le Ministère ; au contraire, un certain nombre de ceux-ci ont été considérablement renforcés et relevés par elle. Le Sénat a encore renchéri, et, comme cela était à prévoir, le nouveau double tarif, maintenant arrêté par les deux Chambres, déploiera ses effets à partir du 1<sup>er</sup> février 1892.

Par une déclaration du 18 mars 1890, le Gouvernement français s'était, en effet, engagé devant le Parlement à dénoncer à temps les Traités de commerce accompagnés de tarifs conventionnels, afin que le 1<sup>er</sup> février 1892, la

France ait les mains complètement libres en ce qui concerne les droits d'entrée. Ces traités étaient ceux que la France a conclus en 1881 et 1882 avec la Suisse, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Norvège.

Par note du 17 janvier 1891, le chargé d'affaires de l'ambassade française a notifié au Conseil fédéral la dénonciation du traité franco-suisse du 23 février 1882.

Nous avons fait, à cette notification, la réponse suivante en date du 23 janvier de l'année suivante :

*(Voir Archives, 1892, I, page 165.)*

De notre côté, nous avions chargé M. Lardy de dénoncer les conventions pour la propriété littéraire, artistique et industrielle. Voici en quels termes notre Ministre l'a fait, par note du 21 janvier 1891, adressée au Ministère des affaires étrangères de la République française :

*(Voir Archives, 1892, I, page 164.)*

L'intention de la France est maintenant d'appliquer le nouveau tarif minimum aux marchandises des pays qui traiteront les produits français sur le pied de la nation la plus favorisée ; vis-à-vis des autres Etats, elle appliquera le tarif maximum.

En conséquence, les Chambres françaises ont adopté le 29 décembre dernier, sur la proposition du Ministère, une loi portant autorisation de proroger certaines clauses des traités ou conventions avec la Suisse, la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, et fixant le régime douanier qui pourra être appliqué, le 1<sup>er</sup> février 1892, à l'entrée en France, aux produits des pays qui bénéficient actuellement du tarif conventionnel.

Cette loi est ainsi conçue :

*(Voir Archives, 1891, I, page 42.)*

Il est du reste à remarquer que, d'après les déclarations faites au Parlement français, le tarif minimum pourra être en tout temps remanié, c'est-à-dire relevé ou abaissé, même pendant la durée de l'accord qui pourrait avoir été stipulé avec la France conformément à l'article 2 ci-dessus.

En application de cette loi, l'Ambassade française a fait au Conseil fédéral, en date du 8 janvier courant, la notification suivante :

*(Voir ci-dessus page 44.)*

Nous avons répondu ce qui suit par une Note du 13 de ce mois :

*(Voir ci-dessus page 47.)*

Jetons maintenant un coup d'œil sur la position que d'autres Etats prendront probablement vis-à-vis de la France au point de vue du régime douanier.

En ce qui concerne d'abord l'Angleterre, le tarif minimum français lui sera appliqué sans autre formalité, et cela conformément à la loi du 27 février 1882. Cette loi reste en vigueur et dispose qu'à leur entrée en France les marchandises anglaises seront traitées sur le pied de la nation la plus favorisée.

Vu la surélévation des nouveaux droits français, les Chambres de commerce avaient suggéré au Ministère anglais l'idée de répondre par des représailles. Mais, fidèle à la politique libérale que l'Angleterre a pratiquée jusqu'ici en matière commerciale, le Ministère a refusé de prendre les mesures proposées. Abstraction faite de la circonstance que des représailles auraient été tout à fait contraires à la politique économique sous l'empire de laquelle le trafic international de l'Angleterre s'est avantageusement développé, il faut s'attendre à ce que désormais l'Angleterre luttera avec succès, sur les marchés étrangers, contre la concurrence française, en raison des nouveaux droits de ce dernier pays et de l'effet qu'ils auront sur sa production.

Quant aux marchandises de provenance allemande, le tarif minimum leur sera appliqué de plein droit, en vertu de l'article 11 du traité de paix de Francfort.

Il est à prévoir que la Belgique ne commencera pas de guerre de tarifs avec la France ; elle subira le tarif minimum et traitera les marchandises françaises sur le pied de la nation la plus favorisée, mais probablement sans prendre d'engagement pour une durée déterminée.

Un arrangement a déjà été convenu avec la Suède et la Norvège. Il se rapporte principalement à la navigation.

L'attitude de la France a engagé l'Espagne à réviser aussi son tarif douanier et à le majorer dans une mesure très importante. Il doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892. Ce sont surtout les marchandises françaises qui sont visées dans ce nouveau tarif, parce que la France a repoussé la proposition de l'Espagne de prolonger le traité de commerce actuellement existant.

Le Portugal prend la même attitude que l'Espagne.

Dans les derniers mois, beaucoup de voix se sont élevées, en Suisse, pour demander qu'on réponde immédiatement au tarif minimum français en appliquant, sur toute la ligne, notre tarif général du 10 avril 1891. Pour nous éclairer sur la portée de cette demande, nous avons réuni à Berne, le 29 décembre, une conférence nombreuse de représentants de l'agriculture et de nos principales industries d'exportation, ainsi que des cantons limitrophes de la France, et nous leur avons soumis les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Quelle sera l'influence du *tarif minimum* français sur nos diverses catégories d'exportations en France ?

2<sup>o</sup> Quelle serait sous ce même rapport l'influence du *tarif maximum* ?

3<sup>o</sup> Quelles seraient, au point de vue industriel et commercial, les conséquences de l'application du *tarif général suisse* aux importations de provenance française ?

L'opinion générale a été que le tarif minimum constitue un acte de véritable agression économique contre notre pays ; qu'une notable partie de nos exportations se trouveront sacrifiées par ce tarif, et qu'il est même à prévoir que peu à peu elles le seront dans une mesure toujours plus grande ; que ce tarif, d'ailleurs essentiellement mobile, ne pourra donc jamais être accepté comme base d'un nouveau traité ; que, d'autre part, le tarif maximum a un caractère prohibitif ; qu'enfin l'application de notre tarif général aux produits français causerait certainement des dommages de ce côté-ci de la frontière, mais que, grâce à nos nouveaux traités avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et à celui que nous espérons conclure avec l'Italie, il serait possible d'atténuer ces dommages dans une très grande mesure, puisque ces trois pays sont en état de nous fournir à bon compte les matières premières et les objets d'alimentation et autres dont nous avons besoin.

Quant à la question de savoir s'il faut répondre, dès le 1<sup>er</sup> février, au tarif minimum par notre tarif général, ce qui aurait pour conséquence certaine, d'après la loi française du 29 décembre 1891, l'application du tarif maximum, nous l'avons réservée comme appartenant aux autorités fédérales, qui ont à prendre en considération l'ensemble des intérêts du pays. Mais l'opinion a été très énergiquement exprimée, dans cette réunion, que l'on ne devait pas reculer devant ce moyen extrême, si l'on n'avait pas de perspective d'arriver avant peu à une amélioration de nos rapports commerciaux avec la France.

Des manifestations dans le même sens se sont produites dès lors. Ainsi nous avons reçu une pétition d'un certain nombre de Sociétés industrielles de la Suisse orientale, datée de Saint-Gall, 6 janvier, et demandant l'application immédiate de notre tarif général. Le motif principal sur lequel la pétition se base, c'est que la guerre des tarifs est le seul moyen d'obtenir de la France, à bref délai, les concessions nécessaires pour empêcher l'exclusion plus ou moins totale de nos produits de son marché. Cette pétition imprimée est en vos mains ; nous pouvons donc nous dispenser d'en reproduire



ici les motifs accessoires. D'autres pétitions sont venues appuyer cette demande.

D'autre part, il nous est parvenu une pétition de la chambre de commerce de Bâle, du 15 janvier, qui se prononce en sens contraire.

Dans les pourparlers qui ont eu lieu ces jours derniers, le Gouvernement français a fait entrevoir la possibilité que le Parlement apporte des atténuations au tarif minimum pour les articles qui intéressent particulièrement la Suisse. Un examen contradictoire auquel les deux Gouvernements pourront se livrer après le 1<sup>er</sup> février, déterminerait les points sur lesquels les réductions sont demandées. Il ne s'agirait pas d'un traité à conclure, mais de décisions que la France prendrait par voie autonome pour nous donner satisfaction si possible.

Nous n'avons pu nous empêcher de voir dans ces ouvertures du Gouvernement français la preuve du désir qui l'anime d'éviter une rupture commerciale complète. Il est permis d'espérer que la France tiendra à réparer le tort gratuit qu'elle nous a causé. Après avoir mûrement pesé le pour et le contre, nous n'avons pas pu nous convaincre que le meilleur moyen d'obtenir ce résultat serait de suivre la marche conseillée par les pétitions qui demandent que l'on applique le tarif général dès le 1<sup>er</sup> février. Les pourparlers que nous venons de mentionner ne sont pas clos. Ce serait les rendre certainement plus difficiles, sinon impossibles, que de nous livrer immédiatement à des mesures de représailles.

Mais nous nous réservons, cela va sans dire, la faculté de prendre à chaque instant, une autre attitude, s'il y a lieu, en faisant usage de nos compétences et des pleins pouvoirs que nous vous demandons par le projet d'arrêté ci-après. Dans votre prochaine session ordinaire ou, en cas de besoin, dans une session extraordinaire, nous vous rendrons compte de l'usage qui en aura été fait, et vous pourrez prendre les nouvelles décisions que la situation comportera.

Nous saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 23 janvier 1892.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

*Le Président de la Confédération,*  
HAUSER.

### **Arrêté fédéral concernant les rapports commerciaux avec la France.**

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

Vu le message du Conseil fédéral du 23 janvier 1892,

Arrête :

Le Conseil fédéral reçoit des pleins pouvoirs pour sauvegarder le mieux possible, jusqu'à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée fédérale, les intérêts de la Suisse dans ses relations commerciales avec la France.

Il fera rapport, dans la prochaine session ordinaire et, en cas de besoin, dans une session extraordinaire, sur l'usage qu'il aurait fait desdits pouvoirs et présentera éventuellement ses propositions pour le règlement ultérieur de la situation.

**M. Arago, ambassadeur de la République à Berne, à M. Ribot,**  
**ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 25 janvier 1892.

Le Conseil fédéral a pris une décision ferme : pas de guerre de tarifs ; à

titre provisoire : application du tarif conventionnel suisse aux marchandises françaises en échange de l'application du tarif minimum français aux marchandises suisses.

Le Message sera distribué aujourd'hui aux Chambres. Mercredi, selon toute vraisemblance, le Conseil national devra se prononcer sur la demande de pleins pouvoirs formulée par le Conseil fédéral.

Le Chef du Département des Affaires étrangères donnera connaissance aux Commissions des deux Chambres, qui se réuniront demain en séance plénière, des notes que nous avons échangées.

En ce qui concerne le pays de Gex, M. Droz a renouvelé la suggestion soumise à Votre Excellence par M. Lardy, en y ajoutant toutefois cette observation que, jusqu'à présent, les facilités douanières ne s'appliquaient qu'aux propriétaires français, tandis que, selon lui, elles doivent s'appliquer aux propriétés elles-mêmes, que les propriétaires soient Suisses ou Français.

Quant à la propriété littéraire et artistique, M. Droz, tout en acceptant en principe nos propositions, estime qu'un échange de signatures est cependant nécessaire pour le cas de difficultés devant les tribunaux.

ARAGO.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

(Télégramme.)

Paris, le 25 janvier 1892.

J'ai pris l'avis de M. le Ministre du commerce relativement à l'article 11 du traité de commerce et à l'annexe F. Vous recevrez incessamment notre réponse à ce sujet.

En accusant réception à M. Droz de sa dernière communication du 13 janvier, vous voudrez bien marquer, dans la forme que vous jugerez la plus convenable, que si le Gouvernement fédéral se réserve de nous présenter des observations au sujet de certains articles du tarif minimum, nous nous réservons, de notre côté, d'appeler son attention sur les majorations du tarif général suisse qui frappent particulièrement nos produits. Si nous ne pensions pas que ces discussions sont prématurées et ne peuvent, en ce moment, qu'aigrir inutilement les esprits, il nous serait aisé de montrer que les traités récemment conclus par la Suisse ne touchent qu'à un petit nombre des articles qui nous intéressent et que, par suite de l'application du nouveau tarif général, les importations françaises seront, à partir du 1<sup>er</sup> février, soumises à un régime beaucoup moins libéral qu'on ne paraît le croire en Suisse.

RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne.**

Paris, le 27 janvier 1892.

M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie m'a fait parvenir une Note sur la disposition contenue dans le paragraphe 2 de l'article 11 du Traité de commerce franco-suisse, qui est relative au contrôle des objets d'or et d'argent.

Pour faire suite à ma communication du 13 de ce mois et en me référant à votre télégramme du 25, j'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie

de ce document qui conclut à la possibilité du maintien provisoire de l'article dont il s'agit.

RIBOT.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. RIBOT A M. ARAGO, EN DATE DU 27 JANVIER 1892.

**Note sur l'article 11 et l'annexe F du Traité franco-suisse du 23 février 1882.**

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 11 du Traité franco-suisse stipule le traitement national en matière de garantie et de contrôle des articles d'orfèvrerie et de bijouterie d'or et d'autres matières précieuses. Cette disposition n'a donné lieu à aucune réclamation et ne paraît offrir que des avantages.

Le paragraphe 2, au contraire, a donné matière à des critiques.

Les objets importés en Suisse à l'état fini sont depuis longtemps essayés « *au touchant* », système qui, dans certains cas, laisse place à la fraude.

Si, comme le permettent les termes de la loi du 29 décembre 1891, une prorogation de l'article 11 intervenait, il conviendrait que le Gouvernement se réservât, au moyen d'une déclaration formelle, le droit de pratiquer l'essai à la coupelle, sur les articles finis, lorsque les intérêts du Trésor l'exigent.

Dans ces conditions, nous pourrions consentir à une prorogation, tout au moins provisoire, même du paragraphe 2 de l'article 11, surtout si, en échange, le Gouvernement suisse nous maintenait les avantages assurés au pays de Gex par l'annexe F, dont la suppression atteindrait les intérêts de l'industrie et de l'agriculture locales.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 27 janvier 1892.

Aujourd'hui la Commission des douanes s'est prononcée, à la presque unanimité, après les explications de M. Droz, en faveur de la proposition du Conseil fédéral.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 28 janvier 1892.

L'établissement d'un *modus vivendi* provisoire avec la France, tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral, a été accepté par 81 suffrages contre 14.

Ce résultat est dû en grande partie à la déclaration très nette faite au nom du Conseil par le Chef du Département des Affaires étrangères.

ARAGO.

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 29 janvier 1892.

Dans sa séance de ce matin, le Conseil des Etats a adopté la proposition du Gouvernement fédéral relative aux rapports commerciaux entre la France et la Suisse.

ARAGO.



**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 30 janvier 1892

Le Conseil fédéral n'a pas consenti à la prorogation de la convention littéraire. M. Droz vient de m'en informer. Il estime d'ailleurs qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper outre mesure de la situation qui résultera de la non-prorogation. Il m'a déclaré que dès qu'il serait possible d'arriver à un accord définitif sur la question principale, celle du tarif douanier, un nouvel accord pour la propriété littéraire aurait pour effet immédiat de faire revivre l'ancien, qu'en d'autres termes il serait facile, par analogie avec les dispositions de l'article 14 de la Convention de Berne de 1886, de tirer du domaine public les œuvres françaises qui y seraient tombées momentanément.

ARAGO.

---

**M. Arago, ambassadeur de la République française à Berne,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Berne, le 30 janvier 1892.

Le Conseil fédéral vient de prendre les résolutions suivantes : jusqu'à nouvel ordre le tarif d'*usage* (traitement de la nation la plus favorisée) sera appliqué aux produits français ; les dispositions de l'annexe F, concernant le pays de Gex, seront maintenues.

ARAGO.

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SAINT-SIÈGE

**Lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Léon XIII aux Archevêques, Evêques, au Clergé et à tous les catholiques de France.**

(16 février 1892.)

*A nos vénérables frères les archevêques, évêques, au clergé et à tous les catholiques de France.*

Vénérables Frères,  
Très chers Fils,

Au milieu des sollicitudes de l'Eglise universelle, bien des fois, dans le cours de Notre Pontificat, Nous Nous sommes plu à témoigner de Notre affection pour la France et pour son noble peuple. Et Nous avons voulu, par une de Nos Encycliques encore présente à la mémoire de tous, dire solennellement, sur ce sujet, tout le fond de Notre âme. C'est précisément cette affection qui Nous a tenu sans cesse attentif à suivre du regard, puis à repasser en Nous-même, l'ensemble des faits, tantôt tristes, tantôt consolants, qui depuis plusieurs années se sont déroulés parmi vous.

En pénétrant à fond, à l'heure présente encore, la portée du vaste complot que certains hommes ont formé d'anéantir en France le Christianisme, et l'animosité qu'ils mettent à poursuivre la réalisation de leur dessein, foulant aux pieds les plus élémentaires notions de liberté et de justice pour le sentiment de la majorité de la nation, et de respect pour les droits inaliénables de l'Eglise catholique, comment ne serions-nous pas saisi d'une vive douleur ? Et quand Nous voyons se révéler, l'une après l'autre, les conséquences funestes de ces coupables attaques qui conspirent à la ruine des mœurs, de la religion et même des intérêts politiques sagement compris, comment exprimer les amertumes qui Nous assiègent ?

D'autre part, Nous Nous sentons grandement consolé lorsque Nous voyons ce même peuple français redoubler, pour le Saint-Siège, d'affection et de zèle, à mesure qu'il le voit plus délaissé, Nous devrions dire plus combattu sur la terre. A plusieurs reprises, mus par un profond sentiment de religion et de vrai patriotisme, les représentants de toutes les classes sociales sont accourus de France jusqu'à Nous, heureux de subvenir aux nécessités incessantes de l'Eglise, désireux de Nous demander lumière et conseil, pour être sûrs qu'au milieu des présentes tribulations ils ne s'écarteront en rien des enseignements du Chef des croyants. Et

Nous, réciproquement, soit par écrit, soit de vive voix, Nous avons ouvertement dit à Nos fils ce qu'ils avaient droit de demander à leur père. Et loin de les porter au découragement, Nous les avons fortement exhortés à redoubler d'amour et d'efforts dans la défense de la foi catholique, en même temps que de leur patrie : deux devoirs de premier ordre, auxquels nul homme, en cette vie, ne peut se soustraire.

Et aujourd'hui encore, Nous croyons opportun, nécessaire même, d'élever de nouveau la voix, pour exhorter plus instamment, Nous ne dirons pas seulement les catholiques, mais tous les Français honnêtes et sensés, à repousser loin d'eux tout germe de dissentiments politiques, afin de consacrer uniquement leurs forces à la pacification de leur patrie. Cette pacification, tous en comprennent le prix ; tous, de plus en plus, l'appellent de leurs vœux. Et Nous, qui la désirons plus que personne, puisque nous représentons sur la terre le *Dieu de la paix* (1), Nous convions par les présentes Lettres toutes les âmes droites, tous les cœurs généreux, à Nous seconder pour la rendre stable et féconde.

Avant tout, prenons comme point de départ une vérité notoire, souscrite par tout homme de bon sens et hautement proclamée par l'histoire de tous les peuples, à savoir que la religion, et la religion seule, peut créer le lien social ; que seule elle suffit à maintenir sur de solides fondements la paix d'une nation. Quand diverses familles, sans renoncer aux droits et aux devoirs de la société domestique, s'unissent, sous l'inspiration de la nature, pour se constituer membres d'une autre famille plus vaste, appelée la société civile, leur but n'est pas seulement d'y trouver le moyen de pourvoir à leur bien-être matériel, mais surtout d'y puiser le bienfait de leur perfectionnement moral. Autrement la société s'élèverait peu au-dessus d'une agrégation d'êtres sans raison, dont toute la vie est dans la satisfaction des instincts sensuels. Il y a plus : sans ce perfectionnement moral, difficilement on démontrerait que la société civile, loin de devenir pour l'homme, en tant qu'homme, un avantage, ne tournerait pas à son détriment.

Or la moralité, dans l'homme, par le fait même qu'elle doit mettre de concert tant de droits et tant de devoirs dissemblables, puisqu'elle entre comme élément dans tout acte humain, suppose nécessairement Dieu, et, avec Dieu la religion, ce lien sacré dont le privilège est d'unir, antérieurement à tout autre lien, l'homme à Dieu. En effet, l'idée de moralité emporte avant tout un ordre de dépendance à l'égard du vrai, qui est la lumière de l'esprit ; à l'égard du bien, qui est la fin de la volonté : sans le vrai, sans le bien, pas de morale digne de ce nom. Et quelle est donc la vérité principale et essentielle, celle dont toute la vérité dérive ? C'est Dieu. Quelle est donc encore la bonté suprême, dont tout autre bien procède ? C'est Dieu. Quel est enfin le créateur et le conservateur de notre raison, de notre volonté, de tout notre être, comme il est la fin de notre vie ? Toujours Dieu. Puisque donc la religion est l'expression intérieure et extérieure de cette dépendance que nous devons à Dieu à titre de justice, il s'en dégage une grave conséquence qui s'impose : tous les citoyens sont tenus de s'allier pour maintenir dans la nation le sentiment religieux vrai, et pour le défendre au besoin, si jamais une école athée, en dépit des protestations de la nature et de l'histoire, s'efforçait

(1) Non enim est dissensionis Deus, sed pacis. (I Cor. XIV.)



de chasser Dieu de la société, sûre par là d'anéantir bientôt le sens moral au fond même de la conscience humaine. Sur ce point, entre hommes qui n'ont pas perdu la notion de l'honnête, aucune dissidence ne saurait subsister.

Dans les catholiques français, le sentiment religieux doit être encore plus profond et plus universel, puisqu'ils ont le bonheur d'appartenir à la vraie religion. Si, en effet, les croyances religieuses furent, toujours et partout, données comme base à la moralité des actions humaines et à l'existence de toute société bien ordonnée, il est évident que la religion catholique, par le fait même qu'elle est la vraie Eglise de Jésus-Christ, possède plus que toute autre l'efficacité voulue pour bien régler la vie, dans la société comme dans l'individu. En faut-il un éclatant exemple ? La France elle-même le fournit. — A mesure qu'elle progressait dans la foi chrétienne, on la voyait monter graduellement à cette grandeur morale qu'elle atteignit comme puissance politique et militaire. C'est qu'à la générosité naturelle de son cœur, la charité chrétienne était venue ajouter une abondante source de nouvelles énergies ; c'est que son activité merveilleuse avait rencontré, tout à la fois comme aiguillon, lumière directrice et garantie de constance, cette foi chrétienne qui, par la main de la France, traça dans les annales du genre humain des pages si glorieuses. Et encore aujourd'hui, sa foi ne continue-t-elle pas d'ajouter aux gloires passées de nouvelles gloires ? On la voit, inépuisable de génie et de ressources, multiplier sur son propre sol les œuvres de charité ; on l'admire partant pour les pays lointains où, par son or, par les labeurs de ses missionnaires, au prix même de leur sang, elle propage d'un même coup le renom de la France et les bienfaits de la religion catholique. Renoncer à de telles gloires, aucun Français, quelles que soient par ailleurs ses convictions, ne l'oserait : ce serait renier sa patrie.

Or, l'histoire d'un peuple révèle d'une manière incontestable quel est l'élément générateur et conservateur de sa grandeur morale. Aussi, que cet élément vienne à lui manquer, ni la surabondance de l'or, ni la force des armes ne sauraient le sauver de la décadence morale, peut-être de la mort. Qui ne comprend maintenant que, pour tous les Français qui professent la religion catholique, la grande sollicitude doit être d'en assurer la conservation ; et cela avec d'autant plus de dévouement qu'au milieu d'eux le Christianisme devient, de la part des sectes, l'objet d'hostilités plus implacables ? Sur ce terrain, ils ne peuvent se permettre ni indolence dans l'action ni division de partis ; l'une accuserait une lâcheté indigne du chrétien, l'autre serait la cause d'une faiblesse désastreuse.

Et ici, avant de pousser plus loin, il nous faut signaler une calomnie astucieusement répandue pour accréditer, contre les catholiques et contre le Saint-Siège lui-même, des imputations odieuses. — On prétend que l'entente et la vigueur d'action inculquées aux catholiques pour la défense de leur foi ont, comme secret mobile, bien moins la sauvegarde des intérêts religieux que l'ambition de ménager à l'Eglise une *domination politique sur l'Etat*. — Vraiment, c'est vouloir ressusciter une calomnie bien ancienne, puisque son invention appartient aux premiers ennemis du Christianisme. Ne fut-elle pas formulée tout d'abord contre la personne adorable du Rédempteur ? Oui, on l'accusait d'agir par des

visées politiques, alors qu'il illuminait les âmes par sa prédication et qu'il soulageait les souffrances corporelles ou spirituelles des malheureux avec les trésors de sa divine bonté ; « Nous avons trouvé cet homme travaillant à bouleverser notre peuple, défendant de payer le tribut à César et s'intitulant le Christ-roi. Si vous lui rendez la liberté, vous n'êtes pas ami de César : car quiconque se prétend roi fait de l'opposition à César... César est pour nous le seul roi (1) ».

Ce furent ces calomnies menaçantes qui arrachèrent à Pilate la sentence contre Celui qu'à plusieurs reprises il avait déclaré innocent. Et les auteurs de ces mensonges ou d'autres de la même force, n'omirent rien pour les propager au loin, par leurs émissaires, ainsi que saint Justin le martyr le reprochait aux Juifs de son temps : « Loin de vous repentir, après que vous avez appris sa résurrection d'entre les morts, vous avez envoyé de Jérusalem des hommes habilement choisis, pour annoncer qu'une hérésie et une secte impie, avaient été suscitées par un certain séducteur appelé Jésus de Galilée (2) ».

En diffamant si audacieusement le Christianisme, ses ennemis savaient ce qu'ils faisaient ; leur plan était de susciter contre sa propagation un formidable adversaire, l'empire romain. La calomnie fit son chemin ; et les païens, dans leur crédulité, appelaient à l'envi les premiers chrétiens « des êtres inutiles, des citoyens dangereux, des factieux, des ennemis de l'Empire et des empereurs (3) ». En vain les apologistes du christianisme par leurs écrits, en vain les chrétiens par leur belle conduite s'appliquèrent-ils à démontrer tout ce qu'avaient d'absurde et de criminel ces qualifications : on ne daignait même pas les entendre. Leur nom seul valait une déclaration de guerre ; et les chrétiens, par le seul fait qu'ils étaient chrétiens, non pour aucune autre cause, se voyaient forcément placés dans cette alternative : ou l'apostasie, ou le martyre. — Les mêmes griefs et les mêmes rigueurs se renouvelèrent plus ou moins dans les siècles suivants, chaque fois que se rencontrèrent des Gouvernements déraisonnablement jaloux de leur pouvoir et animés contre l'Eglise d'intentions malveillantes. Toujours ils surent mettre en avant devant le public, le prétexte des prétendus envahissements de l'Eglise sur l'Etat, pour fournir à l'Etat des apparences de droit, dans ses empiètements et ses violences envers la religion catholique.

Nous avons tenu à rappeler en quelques traits ce passé, pour que les catholiques ne se déconcertent pas du présent. La lutte, en substance, est toujours la même : toujours Jésus-Christ mis en butte aux contradictions du monde ; toujours mêmes moyens mis en œuvre par les ennemis modernes du christianisme, moyens très vieux au fond, modifiés à peine dans la forme ; mais toujours aussi mêmes moyens de défense clairement indiqués aux chrétiens des temps présents par nos apologistes, nos docteurs, nos martyrs. Ce qu'ils ont fait, il nous incombe de le

(1) Hunc invenimus subvertentem gentem nostram, et prohibentem tributa dare Cæsari, et dicentem se Christum regem esse. (LUC, XXIII, 2). Si hunc dimittis, non es amicus Cæsaris ; omnis enim qui se regem facit contradicit Cæsari... Non habemus regem nisi Cæsarem. (JOAN. XIX, 12-15).

(2) Tantum abest ut poenitentiam egeritis, postquam Eum a mortuis resurrexisse accepistis, ut etiam... eximii delectis viris, in omnem terrarum orbem eos miseritis, qui renunciarent hæresiam et sectam quamdam impiam et iniquam excitatam esse a Jesu quodam Galileo seductore. (*Dialog. cum Tryphone.*)

(3) Tertull, *In Apolog.* ; — Minutius Felix, *In Octavio.*

faire à notre tour. Mettons donc au-dessus de tout la gloire de Dieu et de son Eglise ; travaillons pour elle avec une application constante et effective ; et laissons le soin du succès à Jésus-Christ qui nous dit : « Dans le monde, vous serez opprimés ; mais ayez confiance, j'ai vaincu le monde (1) ».

Pour aboutir là, Nous l'avons déjà remarqué, une grande union est nécessaire, et si l'on veut y parvenir, il est indispensable de mettre de côté toute préoccupation capable d'en amoindrir la force et l'efficacité. — Ici, Nous entendons principalement faire allusion aux divergences politiques des Français, sur la conduite à tenir envers la République actuelle : question que nous désirons traiter avec la clarté réclamée par la gravité du sujet, en partant les principes et en descendant aux conséquences pratiques.

Divers Gouvernements politiques se sont succédé en France dans le cours de ce siècle, et chacun avec sa forme distinctive : empires, monarchies, républiques. En se renfermant dans les abstractions, on arriverait à définir quelle est la meilleure de ces formes, considérées en elles-mêmes ; on peut affirmer également en toute vérité que chacune est bonne, pourvu qu'elle sache marcher droit à sa fin, c'est-à-dire le bien commun pour lequel l'autorité sociale est constituée ; il convient d'ajouter finalement, qu'à un point de vue relatif, telle ou telle forme de Gouvernement peut être préférable, comme s'adaptant mieux au caractère et aux mœurs de telle ou telle nation. Dans cet ordre d'idées spéculatif, les catholiques, comme tout citoyen, ont pleine liberté de préférer une forme de Gouvernement à l'autre, précisément en vertu de ce qu'aucune de ces formes sociales ne s'oppose, par elle-même, aux données de la saine raison, ni aux maximes de la doctrine chrétienne. Et c'en est assez pour justifier pleinement la sagesse de l'Eglise alors que, dans ses relations avec les pouvoirs politiques, elle fait abstraction des formes qui les différencient, pour traiter avec eux les grands intérêts religieux des peuples, sachant qu'elle a le devoir d'en prendre la tutelle, au-dessus de tout autre intérêt. Nos précédentes Encycliques ont exposé déjà ces principes ; il était toutefois nécessaire de les rappeler, pour le développement du sujet qui nous occupe aujourd'hui.

Que si l'on descend des abstractions sur le terrain des faits, il faut nous bien garder de renier les principes tout à l'heure établis : ils demeurent inébranlables. Seulement, en s'incarnant dans les faits, ils y revêtent un caractère de contingence déterminé par le milieu où se produit leur application. Autrement dit, si chaque forme politique est bonne par elle-même et peut être appliquée au Gouvernement des peuples, en fait, cependant, on ne rencontre pas chez tous les peuples le pouvoir politique sous une même forme ; chacun possède la sienne propre. Cette forme naît de l'ensemble des circonstances historiques ou nationales, mais toujours humaines, qui font surgir dans une nation ses lois traditionnelles et même fondamentales : et par celles-ci, se trouve déterminée telle forme particulière du Gouvernement, telle base de transmission des pouvoirs suprêmes.

Inutile de rappeler que tous les individus sont tenus d'accepter ces Gouvernements, et de ne rien tenter pour les renverser ou pour en

(1) In mundo pressuram habebitis : sed confidite, ego vici mundum. (JOAN. xvi, 33.)



changer la forme. De là vient que l'Eglise, gardienne de la plus vraie et de la plus haute notion sur la souveraineté politique, puisqu'elle la fait dériver de Dieu, a toujours réprouvé les doctrines et toujours condamné les hommes rebelles à l'autorité légitime. Et cela, dans le temps même où les dépositaires du pouvoir en abusaient contre Elle, se privant par là du plus puissant appui donné à leur autorité, et du moyen le plus efficace pour obtenir du peuple l'obéissance à leurs lois. On ne saurait trop méditer, sur ce sujet, les célèbres prescriptions que le prince des apôtres, au milieu des persécutions, donnait aux premiers chrétiens : « Honorez tout le monde : aimez la fraternité ; craignez Dieu ; rendez « honneur au roi (1) ». Et celles de saint Paul : « Je vous en conjure donc « avant toutes choses : ayez soin qu'il se fasse au milieu de vous des « obsécrationes, des oraisons, des demandes, des actions de grâce, pour « tous les hommes : pour les rois, et pour tous ceux qui se sont élevés « en dignité, afin que nous menions une vie tranquille, en toute piété, « et chasteté, car cela est bon et agréable devant Dieu notre Sau-  
« veur (2) ».

Cependant, il faut soigneusement le remarquer ici : quelle que soit la forme des pouvoirs civils dans une nation, on ne peut la considérer comme tellement définitive qu'elle doive demeurer immuable, fût-ce l'intention de ceux qui, à l'origine, l'ont déterminée. — Seule l'Eglise de Jésus-Christ a pu conserver, et conservera sûrement jusqu'à la consommation des temps, sa forme de gouvernement. Fondée par Celui qui *était*, qui *est*, et qui *sera dans les siècles* (3), elle a reçu de Lui, dès son origine, tout ce qu'il faut pour poursuivre sa mission divine à travers l'océan mobile des choses humaines. Et loin d'avoir besoin de transformer sa constitution essentielle, elle n'a même pas le pouvoir de renoncer aux conditions de vraie liberté et de souveraine indépendance dont la Providence l'a munie dans l'intérêt général des âmes. — Mais quant aux Sociétés purement humaines, c'est un fait gravé cent fois dans l'histoire que le temps, ce grand transformateur de tout ici-bas, opère dans les institutions politiques de profonds changements.

Parfois il se borne à modifier quelque chose à la forme de gouvernement établie ; d'autres fois, il va jusqu'à substituer aux formes primitives d'autres formes totalement différentes, sans en excepter le mode de transmission du pouvoir souverain.

Et comment viennent à se produire ces changements politiques dont Nous parlons ? Ils succèdent parfois à des crises violentes, trop souvent sanglantes, au milieu desquelles les Gouvernements préexistants disparaissent en fait ; voilà l'anarchie qui domine ; bientôt l'ordre public est bouleversé jusque dans ses fondements. Dès lors une *nécessité sociale* s'impose à la nation ; elle doit, sans retard, pourvoir à elle-même. Comment n'aurait-elle pas le droit et plus encore le devoir de se défen-

(1) Omnes honorate ; fraternitatem diligite ; Deum time : regem honorificate (I. Petr. II, 17).

(2) Obsecro igitur primum omnium fieri obsecrationes, orationes, postulationes, gratiarum actiones, pro omnibus hominibus : pro regibus, et omnibus qui in sublimitate sunt, ut quietam et tranquillam vitam agamus, in omni pietate et castitate : hoc enim bonum est et acceptum coram Salvatore nostro Deo. (I. Timoth. II. I. seqq.)

(3) Jesus Christus heri, et hodie ; ipse in sæcula. (HÉBR. III 6.)

dre contre un état de choses qui la trouble si profondément, et de rétablir la paix publique dans la tranquillité de l'ordre? Or cette nécessité sociale justifie la création et l'existence des nouveaux Gouvernements, quelque forme qu'ils prennent, puisque, dans l'hypothèse où nous raisonnons, ces nouveaux Gouvernements sont nécessairement requis par l'ordre public, tout ordre public étant impossible sans un Gouvernement. Il suit de là que dans de semblables conjonctures, toute la nouveauté se borne à la forme politique des pouvoirs civils, ou à leur mode de transmission; elle n'affecte nullement le pouvoir considéré en lui-même. Celui-ci continue d'être immuable et digne de respect, car, envisagé dans sa nature, il est constitué et s'impose pour pourvoir au bien commun, but suprême qui donne son origine à la Société humaine. En d'autres termes, dans toute hypothèse, le pouvoir civil, considéré comme tel, est de Dieu et toujours de Dieu : « *Car il n'y a point de pouvoir si ce n'est en Dieu* (1) ».

Par conséquent, lorsque les nouveaux Gouvernements qui représentent cet immuable pouvoir seront constitués, les accepter n'est pas seulement permis, mais réclamé, voire même imposé par la nécessité du bien social qui les a faits et les maintient. D'autant plus que l'insurrection attise la haine entre citoyens, provoque les guerres civiles et peut rejeter la nation dans le chaos de l'anarchie. Et ce grand devoir de respect et de dépendance persévérera, tant que les exigences du bien commun le demanderont, puisque ce bien est, après Dieu, dans la Société, la loi première et dernière.

Par là s'explique d'elle-même la sagesse de l'Eglise dans le maintien de ses relations avec les nombreux Gouvernements qui se sont succédé en France, en moins d'un siècle, et jamais sans produire des secousses violentes et profondes. Une telle attitude est la plus sûre et la plus salutaire ligne de conduite pour tous les Français, dans leurs relations civiles avec la République, qui est le Gouvernement actuel de leur nation. Loin d'augmenter ces dissentiments politiques qui les divisent, tous leurs efforts doivent se combiner pour conserver ou relever la grandeur morale de leur patrie.

Mais une difficulté se présente : « Cette République, fait-on remarquer, est animée de sentiments si antichrétiens que les hommes honnêtes, et beaucoup plus les catholiques, ne pourraient consciencieusement l'accepter. » Voilà surtout ce qui a donné naissance aux dissentiments et les a aggravés. — On eût évité ces regrettables divergences, si l'on avait su tenir soigneusement compte de la distinction considérable qu'il y a entre « pouvoirs constitués et législation ». La législation diffère à tel point des pouvoirs politiques et de leur forme que, sous le régime dont la forme est la plus imparfaite, peut se rencontrer une excellente législation. Prouver, l'histoire à la main, cette vérité, serait chose facile; mais à quoi bon? Tous en sont convaincus. Et qui mieux que l'Eglise est en mesure de le savoir, elle qui s'est efforcée d'entretenir des rapports habituels avec tous les régimes politiques? Certes, plus que toute autre puissance, elle saurait dire ce que lui ont souvent apporté de consolations ou de douleurs les lois des divers Gouvernements qui ont successivement régi les peuples, de l'empire romain jusqu'à nous.

(1) Non est enim potestas nisi à Deo (Rom. XIII, 1).

Si la distinction tout à l'heure établie a son importance majeure, elle a aussi sa raison manifeste : la législation est l'œuvre des hommes investis du pouvoir et qui, de fait, gouvernent la nation. D'où il résulte qu'en pratique, la qualité des lois dépend plus de la qualité de ces hommes que de la forme du pouvoir. Ces lois seront donc bonnes ou mauvaises, selon que les législateurs auront l'esprit imbu de bons ou de mauvais principes, et se laisseront diriger, ou par la prudence politique ou par la passion.

Qu'en France, depuis plusieurs années, divers actes importants de la législation aient procédé de tendances hostiles à la religion, et, par conséquent, aux intérêts de la nation, c'est l'aveu de tous, malheureusement confirmé par l'évidence des faits. Nous-même, obéissant à un devoir sacré, Nous en adressâmes des plaintes vivement senties à celui qui était alors à la tête de la République. Ces tendances cependant persistèrent, le mal s'aggrava, et l'on ne saurait s'étonner que les membres de l'épiscopat français, placés par l'Esprit Saint pour régir leurs différentes et illustres Eglises, aient regardé, encore tout récemment, comme une obligation d'exprimer publiquement leur douleur, touchant la situation créée en France à la religion catholique. Pauvre France ! Dieu seul peut mesurer l'abîme de maux où elle s'enfoncerait si cette législation, loin de s'améliorer, s'obstinait dans une telle déviation, qui aboutirait à arracher de l'esprit et du cœur des Français la religion qui les a faits si grands.

Et voilà précisément le terrain sur lequel, tout dissentiment politique mis à part, les gens de bien doivent s'unir comme un seul homme pour combattre, par tous les moyens légaux et honnêtes, ces abus progressifs de la législation. Le respect que l'on doit aux pouvoirs constitués ne saurait l'interdire : il ne peut emporter ni le respect, ni beaucoup moins l'obéissance sans limites à toute mesure législative quelconque, édictée par ces mêmes pouvoirs. Qu'on ne l'oublie pas, la loi est une prescription ordonnée selon la raison et promulguée, pour le bien de la communauté, par ceux qui ont reçu à cette fin le dépôt du pouvoir. — En conséquence, jamais on ne peut approuver des points de législation qui soient hostiles à la religion et à Dieu ; c'est, au contraire, un devoir de les réprouver. C'est ce que le grand évêque d'Hippone, saint Augustin, mettait en parfaite lumière dans ce raisonnement plein d'éloquence : « Quelquefois, les puissances de la terre sont bonnes et craignent Dieu ; « d'autres fois, elles ne le craignent pas. Julien était un empereur infidèle à Dieu, un apostat, un pervers, un idolâtre. Les soldats chrétiens « servirent cet empereur infidèle. Mais, dès qu'il s'agissait de la cause « de Jésus-Christ, ils ne reconnaissaient que Celui qui est dans le ciel. « Julien leur prescrivait-il d'honorer les idoles et de les encenser ; ils « mettaient Dieu au-dessus du prince. Mais, leur disait-il, formez vos « rangs pour marcher contre telle nation ennemie, à l'instant ils obéissent. Ils distinguaient le Maître éternel du maître temporel, et « cependant, en vue du Maître éternel, ils se soumettaient même à un « maître temporel (1) ». Nous le savons, l'athée, par un lamentable abus de sa raison, et plus encore de sa volonté, nie ces principes. Mais, en

(1) Aliquando... potestates bonæ sunt, et timent Deum; aliquando non timent Deum. Julianus extitit infidelis imperator, extitit apostata, iniquus, idolatra : milites christiani servirunt imperatori infideli; ubi veniebatur ad causam Christi, non agnoscebant nisi illum



définitive, l'athéisme est une erreur si monstrueuse qu'elle ne pourra jamais, soit dit à l'honneur de l'humanité, y anéantir la conscience des droits de Dieu pour y substituer l'idolâtrie de l'Etat.

Les principes qui doivent régler notre conduite envers Dieu et envers les Gouvernements humains étant ainsi définis, aucun homme impartial ne pourra accuser les catholiques français, si, sans épargner ni fatigues ni sacrifices, ils travaillent à conserver à leur patrie ce qui est pour elle une condition de salut, ce qui résume tant de traditions glorieuses enregistrées par l'histoire, et que tout Français a le devoir de ne pas oublier.

Avant de terminer notre Lettre, Nous voulons toucher à deux autres points connexes entre eux, et qui, se rattachant de plus près aux intérêts religieux, ont pu susciter parmi les catholiques quelque division. L'un deux est le *Concordat*, qui pendant tant d'années, a facilité en France l'harmonie entre le gouvernement de l'Eglise et celui de l'Etat. Sur le maintien de ce Pacte solennel et bilatéral, toujours fidèlement observé de la part du Saint-Siège, les adversaires de la religion eux-mêmes ne s'accordent pas. — Les plus violents voudraient son abolition, pour laisser à l'Etat toute liberté de molester l'Eglise de Jésus-Christ. D'autres, au contraire, avec plus d'astuce, veulent ou du moins assurent vouloir la conservation du Concordat : non pas qu'ils reconnaissent à l'Etat le devoir de remplir envers l'Eglise les engagements souscrits, mais uniquement pour le faire bénéficier des concessions faites par l'Eglise; comme si l'on pouvait à son gré séparer les engagements pris des concessions obtenues, alors que ces deux choses font partie substantielle d'un seul tout. Pour eux, le Concordat ne resterait donc que comme une chaîne propre à entraver la liberté de l'Eglise, cette liberté sainte à laquelle elle a un droit divin et inaliénable. De ces deux opinions, laquelle prévaudra? Nous l'ignorons. Nous avons voulu seulement les rappeler, pour recommander aux catholiques de ne pas provoquer de scission sur un sujet dont il appartient au Saint-Siège de s'occuper.

Nous ne tiendrons pas le même langage sur l'autre point, concernant le principe de la séparation de l'Etat et de l'Eglise, ce qui équivalait à séparer la législation humaine de la législation chrétienne et divine. Nous ne voulons pas nous arrêter à démontrer ici tout ce qu'a d'absurde la théorie de cette séparation; chacun le comprendra de lui-même. Dès que l'Etat refuse de donner à Dieu ce qui est à Dieu, il refuse, par une conséquence nécessaire, de donner aux citoyens ce à quoi ils ont droit comme hommes; car, qu'on le veuille ou non, les vrais droits de l'homme naissent précisément de ses devoirs envers Dieu. D'où il suit que l'Etat, en manquant, sous ce rapport, le but principal de son institution, aboutit, en réalité, à se renier lui-même, et à démentir ce qui est la raison de sa propre existence. Ces vérités supérieures sont si clairement proclamées par la voix même de la raison naturelle, qu'elles s'imposent à tout homme que n'aveugle pas la violence de la passion. Les catholiques, en conséquence, ne sauraient trop se garder de soute-

qui in celis erat. Si quando volebat ut idola colerent, ut thurificarent, præponebant illi Deum equando autem dicebant : Producite aciem, ite contra illam gentem; statim obtemperabant. Distinguebant Dominum æternum a domino temporali; et tamen subditi erant propter Dominum æternum, etiam domino temporali. (ENARRAT. in Psal. cxxiv, n. 7. fin.)

nir une telle séparation. En effet, vouloir que l'Etat se sépare de l'Eglise, ce serait vouloir, par une conséquence logique, que l'Eglise fût réduite à la liberté de vivre selon le droit commun à tous les citoyens. — Cette situation, il est vrai, se produit dans certains pays. C'est une manière d'être qui, si elle a de nombreux et graves inconvénients, offre aussi quelques avantages, surtout quand le législateur, par une heureuse inconséquence, ne laisse pas que de s'inspirer des principes chrétiens ; et ces avantages, bien qu'ils ne puissent justifier le faux principe de la séparation ni autoriser à le défendre, rendent cependant digne de tolérance un état de choses qui, pratiquement, n'est pas le pire de tous.

Mais, en France, nation catholique par ses traditions et par la loi présente de la grande majorité de ses fils, l'Eglise ne doit pas être mise dans la situation précaire qu'elle subit chez d'autres peuples. Les catholiques peuvent d'autant moins préconiser la séparation, qu'ils connaissent mieux les intentions des ennemis qui la désirent. Pour ces derniers, et ils le disent clairement, cette séparation, c'est l'indépendance entière de la législation politique envers la législation religieuse ; il y a plus, c'est l'indifférence absolue du pouvoir à l'égard des intérêts de la société chrétienne, c'est-à-dire de l'Eglise, et la négation même de son existence. Ils font cependant une réserve qui se formule ainsi : Dès que l'Eglise, utilisant les ressources que le droit commun laisse au moindre des Français, saura, par un redoublement de son activité native, faire prospérer son œuvre, aussitôt l'Etat intervenant pourra et devra mettre les catholiques français hors du droit commun lui-même. — Pour tout dire, en un mot, l'idéal de ces hommes serait le retour au paganisme : l'Etat ne reconnaît l'Eglise qu'au jour où il lui plaît de la persécuter.

Nous avons expliqué, Vénérables Frères, d'une manière abrégée, mais nette, sinon tous, au moins les principaux points sur lesquels les catholiques français et tous les hommes sensés doivent pratiquer l'union et la concorde, pour guérir, autant qu'il est possible encore, les maux dont la France est affligée, et pour relever même sa grandeur morale. Ces points sont, la religion et la patrie, les pouvoirs politiques et la législation, la conduite à tenir à l'égard de ces pouvoirs et à l'égard de cette législation, le Concordat, la séparation de l'Etat et de l'Eglise. — Nous nourrissons l'espoir et la confiance que l'éclaircissement de ces points dissipera les préjugés de plusieurs hommes de bonne foi, facilitera la pacification des esprits, et par elle l'union parfaite de tous les catholiques, pour soutenir la grande cause du *Christ qui aime les Français*.

Quelle consolation pour Notre cœur de vous encourager dans cette voie et de vous contempler tous, répondre docilement à notre appui ! — Vous, Vénérables Frères, par votre autorité et avec le zèle si éclairé pour l'Eglise et la patrie, qui vous distingue, vous apporterez un puissant secours à cette œuvre pacificatrice. — Nous aimons même à espérer que ceux qui sont au pouvoir voudront bien apprécier nos paroles, qui visent à la prospérité et au bonheur de la France.

En attendant, comme gage de Notre affection paternelle, Nous donnons à Vous, Vénérables Frères, à votre clergé, ainsi qu'à tous les catholiques de France, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, le 16 février de l'année 1892, de Notre pontificat la quatorzième.

LEO PP. XIII.

## LES COMPAGNIES DE COLONISATION

## Les Compagnies à charte anglaises.

*M. Waddington, ambassadeur de France à Londres,  
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.*

Londres, le 1<sup>er</sup> mai 1890.

Votre Excellence a bien voulu, par une lettre en date du 21 février dernier, me demander de lui adresser un rapport sur certaines Compagnies anglaises qui administrent et exploitent dans diverses parties du monde des territoires inoccupés ou peu civilisés et sont munies à cet effet de chartes octroyées par la couronne. Je me suis empressé de recueillir les informations qui pouvaient intéresser le département sur la constitution et le fonctionnement de ces associations ; mais, avant de répondre aux diverses questions formulées dans la lettre du 21 février, je crois devoir définir brièvement le caractère des chartes et montrer en quoi l'octroi qui en est fait diffère de la procédure qui préside communément à la constitution d'une Société financière.

Le droit d'octroyer des chartes est une des attributions essentielles de la couronne. Les limitations successives apportées par le jeu des institutions parlementaires à la toute-puissance royale ont réduit, en pratique, l'exercice de ce droit en créant à l'usage des Sociétés en formation d'autres moyens d'arriver à une existence légale. Le droit de la couronne n'en reste pas moins absolu et incontesté.

Parmi les prérogatives qu'elle a conservées figure le pouvoir de créer une personne morale, de conférer à une collection d'individus réunis dans un but déterminé une existence propre munie de tous les avantages que la loi confère à un sujet. Il existe encore aujourd'hui des sociétés constituées par des lettres patentes des premiers souverains de la dynastie normande ; telle est la Compagnie des eaux de Londres, qui doit sa création à une charte de Henri II. Dans l'origine, la couronne usait de ce droit, surtout en faveur des corporations religieuses ou municipales, pour créer des communes ou des congrégations ; mais lorsque le commerce britannique à l'étranger prit un grand développement, sous Elisabeth et Jacques I<sup>er</sup>, des lettres patentes analogues furent octroyées à des entreprises commerciales et les constituèrent à perpétuité en corporations ou Sociétés (*East india company bill*, 31 décembre 1600).

Jusqu'à la création des « Companies Acts », c'est-à-dire d'une réglementation légale du régime des Sociétés, l'octroi d'une charte royale était le seul moyen d'assurer la perpétuité et de garantir l'inaltérabilité d'un acte d'association commerciale. Sans doute, un groupe d'individus pouvait se lier au moyen d'un contrat, mais rien ne pouvait empêcher les associés fondateurs ou leurs successeurs de modifier le contrat ou même de changer la nature de l'association.

Dans ces conditions, force était donc aux Compagnies soucieuses de leur avenir et de leur liberté d'action de recourir au bon vouloir du souverain pour assurer leur existence.



L'avènement d'un régime légal pour les Compagnies, qui d'ailleurs ne remonte pas à une époque éloignée (le premier des « Companies Acts » datant de 1862), a enlevé à la couronne le pouvoir exclusif de donner une existence propre et reconnue aux associations ; mais si la prérogative royale s'en est trouvée restreinte quant à la fréquence des applications qu'elle pouvait faire de son droit, celui-ci n'en est pas moins intact et s'exerce encore sans prescription, on pourrait même dire sans objection.

L'octroi d'une charte autorisant une Compagnie à posséder des biens de mainmorte n'a jamais été considéré par les tribunaux comme étant en dehors de la prérogative royale, et l'on peut dire que la légitimité de ce privilège royal ne donne lieu à aucun doute. Le souverain a le droit d'octroyer une charte et d'y insérer de son plein gré les clauses qu'il juge à propos d'y faire figurer sans aucun contrôle étranger. Il est bon d'ajouter néanmoins que ce droit est limité par l'observation des lois et le respect des droits d'autrui. Certaines chartes qui avaient violé ces restrictions ont été révoquées ; on cite entre autres une charte qui conférerait à une Société le monopole perpétuel des théâtres de Londres.

Il pourrait sembler, par contre, que, pour être demeuré entier, ce privilège eût dû être mis hors d'usage par les « Companies Acts » et qu'aucune association ne devrait plus songer à user de ce moyen suranné pour fonder et assurer sa constitution. Il n'en est rien et même de nos jours la concession par la reine d'une semblable faveur n'est pas un fait exceptionnel. C'est qu'en effet si la charte ne confère à proprement parler aucun privilège qui ne puisse être acquis par le simple enregistrement de la Compagnie conformément au régime commun établi par des actes du Parlement, la concession d'un titre pareil est précédée d'enquêtes et entourée de garanties qui en relèvent, en fait, très sensiblement la valeur. Il établit surtout entre la couronne et les titulaires de la charte une sorte d'intimité, d'association pour un but commun qui assure aux bénéficiaires une situation à part et très au-dessus de celle que les Sociétés ordinaires peuvent acquérir.

Une Compagnie qui a sollicité et obtenu une charte royale peut être assurée que son objet et ses intentions ont été dûment examinés et approuvés. Cette approbation est accordée dans une forme si solennelle et en termes si précis qu'on a peine à concevoir comment elle pourrait être rétractée, du moins tant que la Compagnie demeure fidèle aux obligations qu'elle a assumées, la couronne s'engageant, dans ce cas, à lui conserver ses protections. Dans le cas où elle viendrait à faillir à ses devoirs, la sanction pénale est le droit toujours expressément réservé à la couronne de déclarer la forfaiture de la Compagnie.

On voit ainsi que la charte place la Compagnie, au moins jusqu'à un certain point, hors de l'atteinte des partis politiques et lui assure de la part de la couronne une protection qu'il ne tient qu'à la Société elle-même de rendre irrévocable.

D'autre part, en octroyant une charte, la couronne se réserve des droits et impose aux Compagnies des obligations dont il ne saurait être question sous le régime des « Companies Acts ». Elle s'assure un contrôle limité, il est vrai, mais permanent des actes d'administration de la Compagnie et le droit de connaître de tous les différends pouvant s'élever entre la Compagnie et les Puissances voisines, de donner telle direc-

tion qu'elle jugera bon aux relations de la Compagnie avec l'étranger. d'approuver le choix du représentant de la Compagnie sur les territoires qu'elle possède, d'autoriser et d'interdire le transfert en d'autres mains de tout ou partie des pouvoirs de la Compagnie, de nommer les magistrats chargés de juger les affaires où les parties sont anglaises ou de nationalités différentes (North Borneo XII). De plus, elle impose à la Compagnie des devoirs d'ordre humanitaire et religieux vis-à-vis des indigènes, la suppression de l'esclavage, l'obligation de respecter les lois et règlements du pays où elle opère (East Africa), de se conformer aux traités (Niger XV), l'interdiction d'établir aucun monopole et d'introduire certaines denrées (South Africa 12). Elle stipule enfin certains avantages pour les navires anglais et oblige la Compagnie, par une clause insérée en tête de toutes les chartes, à demeurer anglaise et aux mains de sujets nés ou naturalisés Anglais, sauf de rares exceptions expressément énoncées (South Africa C.).

On voit, par ce qui précède, que le régime des chartes est particulièrement avantageux pour régler les rapports de l'Etat avec les Compagnies commerciales qui ont acquis la souveraineté ou une quasi-souveraineté sur des territoires en dehors de l'empire britannique et de quel profit il peut être pour des entreprises qui exigent de lourdes dépenses et de longs travaux dont on ne recueillera le fruit et les intérêts que dans un avenir éloigné. D'un autre côté, la protection et la tutelle de l'Etat ne sont pas désintéressées et il parvient souvent à s'approprier par des moyens légaux le bénéfice d'une entreprise à la prospérité de laquelle il a collaboré par ses directions. Sans parler de la Compagnie des Indes, on peut citer plus récemment l'acquisition par le Dominion du Canada des territoires appartenant à la « Hudson Bay Company ». Parfois aussi, la Compagnie souveraine se place d'une façon plus intime sous la protection de l'Etat, ainsi que l'a fait l'Etat de North Bornéo qui, s'étant développé à la faveur d'une charte royale octroyée en 1881 à la « North Bornéo Company », s'est placé, par un arrangement en date du 12 mai 1888, sous le protectorat formel de la Grande-Bretagne, la Compagnie continuant à administrer, en toute indépendance, les affaires intérieures de l'Etat et abandonnant à la couronne le soin des relations extérieures.

Ainsi, non seulement le droit de la couronne ne s'est pas affaibli, mais l'exercice n'en est pas tombé en désuétude ; la dernière en date de ces chartes est celle par laquelle a été constituée le 29 octobre dernier la « South Africa Company ». Depuis lors, la même faveur a été sollicitée par d'autres Sociétés commerciales dont les requêtes sont soumises à l'examen et n'ont été l'objet d'aucune opposition de principe, les observations présentées à ce sujet par certains membres du Parlement ne portant que sur le mode d'application du régime et non pas sur sa légalité.

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter quelques indications sur la forme même de ces lettres patentes. Ainsi que Votre Excellence pourra s'en rendre compte en jetant les yeux sur les chartes, elles ont le caractère de directions générales et d'instructions enjoignant aux autorités civiles consulaires, navales et militaires de reconnaître en ces actes l'expression de la volonté royale. Après avoir passé en revue les considérations qui ont déterminé la couronne à prendre cette mesure, la charte définit

les conditions et stipulations qui circonscrivent l'exercice de l'autorisation accordée à la Compagnie et conclut par la formule suivante :

« Ordonnons, déclarons que notre présente charte sera reconnue par nos gouverneurs, nos officiers de marine ou d'armée, nos consuls et autres fonctionnaires dans nos colonies et possessions aussi bien que sur mer et en d'autres lieux. Tous devront donner entière force et effet à notre présente charte, reconnaître et assister en toutes choses la Compagnie et ses fonctionnaires.

« De plus, nous voulons, ordonnons et déclarons que notre présente charte sera acceptée et interprétée dans le sens le plus favorable et avantageux et pour le meilleur profit de la Compagnie aussi bien dans les cours de notre Royaume-Uni, de nos colonies et possessions que dans nos tribunaux fonctionnant en pays étranger, quelles que puissent être les omissions, obscurités, ambiguïtés ou imperfections qu'on croirait rencontrer dans cette charte.

« De plus, nous voulons, ordonnons et déclarons que cette charte subsistera et demeurera valide en dépit des modifications régulières qui peuvent survenir dans le titre de la Compagnie ou l'acte de formation avec l'approbation consentie et signée de notre secrétaire d'Etat.

« De plus, nous voulons, ordonnons et déclarons que, au cas où on prouverait à notre Conseil que la Compagnie a failli à l'observation des prescriptions de cette charte ou qu'elle n'exerce pas les pouvoirs à elle concédés d'une façon profitable aux intérêts que les pétitionnaires ont invoqués pour solliciter cette charte, nous réservons, en toute équité pour nous, à nos héritiers et successeurs, le droit et pouvoir de révoquer la présente charte sans préjudice des droits que pourrait avoir toute autre autorité d'en poursuivre la révocation en vertu des lois et indépendamment de la présente réserve et déclaration. »

Cette forme, qui s'applique à toutes les chartes, quel que soit le but de la corporation qu'il s'agit de constituer, n'a pas varié depuis les temps les plus reculés. Le plus récent de ces actes est calqué sur ceux qui portent la signature des premiers souverains de la dynastie, et la charte accordée à telle Compagnie commerciale fonctionnant depuis peu au cœur de l'Afrique ne diffère en rien des chartes anciennes érigeant des villes en communes ou constituant des corporations telles que les anciens guilds qui, presque tous, existent encore à Londres en vertu de ces privilèges royaux. Ce qui est plus important, et ce qui montrera d'une façon plus saillante la puissance de ces chartes, c'est que le Gouvernement de la plupart des colonies a été réglementé par la même voie. Si on excepte certains Gouvernements coloniaux, tels que le Dominion du Canada dont le statut a été réglé par voie parlementaire, c'est à des chartes que d'autres colonies doivent leur existence légale (ainsi la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Guinée), chartes créant des Gouvernements responsables et néanmoins octroyées simplement selon la formule : « Usant de notre prérogative royale, par notre faveur spéciale, dans notre connaissance éclairée et de notre propre mouvement. »

L'examen des chartes, qui sont très explicites, éclairera Votre Excellence sur l'étendue des pouvoirs dont les Compagnies se trouvent investies : leurs pouvoirs de gouvernement sont absolus ; la Compagnie est maîtresse de gouverner le territoire dont la charte lui reconnaît la possession en toute indépendance ; elle a le droit d'arborer un pavillon pro-



pre, indiquant toutefois d'une façon apparente la nationalité anglaise de la Compagnie. Comme je l'ai fait observer plus haut, il n'y a pas de différence sensible, quant à l'étendue des pouvoirs, entre la dernière charte octroyée et celle en vertu de laquelle la Compagnie des Indes a gouverné et administré ses immenses possessions jusqu'en 1858, mettant, à cette époque, aux mains du Gouvernement britannique, une organisation en plein et prospère fonctionnement.

La Compagnie (disent toutes les chartes) Est autorisée à conserver et détenir le bénéfice absolu des concessions de territoires à elle consenties, ainsi que tous les droits, autorités et pouvoirs nécessaires au Gouvernement, à la préservation de l'ordre public ou à la protection desdits territoires qui résultent de la concession et qu'elle implique, de quelque nature qu'ils puissent être... « et à prendre possession, jouir et tirer parti de ces territoires, propriétés, droits, intérêts, autorités et pouvoirs pour le bien de la Compagnie et conformément aux termes de notre présente charte. »

Les restrictions qui suivent ont trait au contrôle permanent et à l'intervention éventuelle du Gouvernement britannique, qui n'est stipulée que dans des cas tout à fait exceptionnels pour ce qui concerne les droits du Gouvernement. Des deux réserves principales qui figurent également dans toutes les chartes, l'une a trait aux relations avec les Puissances étrangères, et est ainsi conçue :

« Si jamais notre secrétaire d'Etat ne partageait pas les façons de voir de la Compagnie dans ses relations avec les Puissances étrangères ou les jugeait critiquables, et adressait à la Compagnie des suggestions fondées sur ses vues personnelles et ses objections, la Compagnie devrait les accepter comme règle de ses actions. »

La seconde, d'un caractère plus général, stipule que, si le secrétaire d'Etat avait des objections à faire à l'exercice des droits de la Compagnie sur les territoires concédés, en cas d'un conflit de prétentions visant ces territoires, la Compagnie devra déférer aux directions du Gouvernement, jusqu'à ce que la réclamation adverse ait été retirée, ou examinée et jugée.

En dehors de ces stipulations qui s'appliquent à toutes les Compagnies munies de chartes, la couronne a dû fixer certaines règles, dictées par la nécessité des bonnes relations à entretenir avec des souverains amis de l'Angleterre, tels que les sultans de Bornéo et de Zanzibar, surtout dans le cas de la « East Africa Company », dont les établissements se trouvent en partie sur des territoires dépendant du sultanat de Zanzibar. D'autres fois, une disposition spéciale est venue rappeler à la Compagnie les engagements pris par l'Angleterre vis-à-vis d'autres Puissances en matière de colonisation, et qui restreignent nécessairement l'autorité que peut leur conférer la couronne (Niger 15). Telles sont les seules réserves, d'une nature très libérale d'ailleurs, apportées à la délégation des pouvoirs de gouvernement.

Pour ce qui concerne l'administration du pays, la Compagnie n'est pas moins indépendante qu'en matière de gouvernement. La charte l'oblige néanmoins à respecter la liberté et la religion des indigènes, à travailler de tous ses efforts à la suppression de l'esclavage, et dans les pays jouissant déjà d'une organisation administrative, à se conformer aux lois et règlements en vigueur (East Africa).

Par contre, dans les pays de civilisation très rudimentaire, la Compagnie devra veiller à la sûreté des habitants et à l'adoucissement des mœurs. La charte octroyée à la « South Africa Company » l'autorise à créer une police locale, véritable force militaire, qu'un officier détaché de l'armée anglaise (au compte de la Compagnie) a été chargé d'organiser.

L'interdiction des monopoles et la liberté de commerce se retrouvent expressément stipulées dans toutes ces chartes.

« Rien dans la présente charte ne saurait être considéré comme une autorisation d'établir ou de concéder aucun monopole général commercial, et réserve faite des droits de douane établis dans l'intérêt des revenus de la Compagnie et des restrictions à l'importation semblables à celles qui existent dans le Royaume-Uni, le commerce avec les possessions de la Compagnie sera libre. »

Certaines chartes ajoutent à cet article les dispositions suivantes concernant les étrangers.

« Il n'y aura aucune différence de traitement pour les sujets d'une autre puissance en ce qui concerne l'établissement de marchés ou l'accès à ceux existants, mais les étrangers ainsi que les sujets britanniques seront soumis aux dispositions administratives dans l'intérêt du commerce et de l'ordre. »

Si l'on excepte les prescriptions toutes spéciales de certaines chartes à des Compagnies africaines concernant la chasse à l'éléphant, le commerce de l'ivoire et la clause spéciale qui interdit à la « South Africa Company » (fondée, on s'en souvient, au moment où se trouvait réunie la conférence antiesclavagiste de Bruxelles) l'introduction de spiritueux ou tout au moins la vente de produits alcooliques aux indigènes, on peut considérer que les Compagnies sont maîtresses de donner à leur commerce telle direction qu'il leur plaît et tout le développement dont elles sont capables.

Les Compagnies sont autorisées à établir des tarifs douaniers, dans la limite de leurs besoins, pour les dépenses qu'entraînent les devoirs de gouvernement, les nécessités d'administration, le maintien de l'ordre et l'exécution des traités, budget contrôlé par le secrétaire d'Etat.

En aucun cas, des Compagnies qui opèrent en des pays organisés ne pourront établir de droits ou taxes différents de ceux en usage dans la contrée « East Africa, 19 ».

En dehors de ces stipulations expresses, tous autres pouvoirs sont conférés aux Compagnies par les chartes, implicitement par quelques-unes, par d'autres explicitement. Je crois devoir, à titre d'exemple, mentionner les pouvoirs dont est munie la « South Africa Company ». L'article 24 est ainsi conçu :

Art. 24. — La Compagnie, en outre, est spécialement autorisée :

- 1° A émettre des actions de différentes natures, à augmenter le capital social, à emprunter au moyen d'obligations ;
- 2° A acquérir, posséder, fréter des vaisseaux à vapeur et autres ;
- 3° Etablir et autoriser toutes Compagnies de banque ou autres, toutes entreprises et associations conciliables avec les dispositions de la présente charte ;
- 4° Créer et entretenir toutes routes, télégraphes, chemins de fer, ports

et ouvrages tendant au développement et à l'amélioration des territoires de la Compagnie ;

5° Exploiter les mines ou autres industries, et faire concession de mines, de forêts ou autres droits ;

6° Améliorer, développer, défricher, planter et aménager pour la culture et l'irrigation toutes terres comprises dans les possessions de la Compagnie ;

7° Créer des établissements dans ces mêmes territoires et y assister et encourager l'immigration ;

8° Concéder des terrains à terme ou à perpétuité par hypothèque ou de toute façon ;

9° Faire des emprunts, lever des contributions en monnaie ou en nature pour favoriser le succès de la Compagnie ;

10° Acquérir et posséder la propriété personnelle ;

11° Acquérir et posséder (sans autre licence ou autorité spéciale que la présente charte) des terres dans le Royaume-Uni, n'excédant pas une superficie de cinq ares en tout, pour y établir les bureaux et comptoirs de la Compagnie et (réserve faite des lois locales) dans nos colonies ou ailleurs pour y mener les opérations de la Compagnie, et de disposer ensuite de ces terrains quand ils ne seront plus utiles à cet objet ;

12° Poursuivre toute opération légale de commerce, exploitation ou transaction ayant rapport à l'objet de la Compagnie ;

13° Etablir et entretenir des agences dans nos colonies, possessions, ou partout ailleurs ;

14° Ester en justice comme demandeur ou défendeur au nom de la Compagnie devant nos tribunaux du Royaume-Uni, des colonies ou des pays étrangers ;

15° Faire tout ce qui peut, conformément avec les lois, avoir rapport à l'exercice et jouissance des droits, intérêts, autorité et pouvoirs de la Compagnie, énoncés ou indiqués dans notre présente charte.

Pour ce qui concerne les pouvoirs de juridiction, la charte envisage toujours deux cas distincts dans lesquels ils peuvent être appliqués. Le premier, qui vise l'administration de la justice aux indigènes, est réglé par un article uniforme figurant dans toutes les chartes, ainsi conçu :

« Dans l'administration de la justice par la Compagnie aux populations de ses territoires ou aux personnes qui y habitent, on aura toujours soin de respecter les coutumes ou lois de la classe, tribu ou nation auxquelles chacune des parties appartient, spécialement en ce qui touche la possession, le transfert, ou toute autre façon de disposer de la propriété immobilière ou mobilière, les successions et testaments, mariage, divorce, légitimation et autres droits personnels ou réels.

« Pour le second cas, qui concerne l'administration de la justice aux étrangers ou les causes mixtes, les chartes enjoignent, en principe, aux Compagnies, de se conformer aux règles du « Foreign jurisdiction Act », sans préjudice des dispositions que peut prendre ultérieurement le secrétaire d'Etat pour réglementer la matière, et de pourvoir à l'entretien des juges, ainsi qu'à leur nomination. Néanmoins, dans la charte de la « North Borneo Company », la couronne se réserve le droit, si elle le juge nécessaire, de désigner les juges, tous les frais restant d'ailleurs à la charge de la Compagnie. Nous voyons aussi que le « Royal Niger Company » doit tenir compte des dispositions prises par les grandes



puissances à la conférence de Berlin en 1885. Ce sont les seules restrictions imposées à l'administration de la justice.

La délégation des pouvoirs souverains aux Compagnies s'applique-t-elle à des pays où l'Angleterre a la pleine souveraineté, ou seulement aux pays qu'elle protège en vertu de traités passés avec ses chefs ?

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire plus haut, le droit que détient la couronne de créer une personne morale par charte n'est pas limité et s'applique aussi bien à l'intérieur de l'Empire britannique qu'à l'extérieur. Certaines associations qui ont leur siège sur le territoire de la couronne ont été munies de plus importantes attributions. Cependant on ne saurait dire qu'aucune Compagnie ait été autorisée à exercer en des pays où l'Angleterre a la pleine souveraineté des droits aussi étendus que ceux énoncés ou impliqués dans les chartes accordées aux Compagnies que nous avons eu à citer comme exemples précédemment, et dont la situation particulière a attiré l'attention du département. On peut toutefois mentionner la Compagnie de Hong-Kong, fondée dans le but de faire valoir et prospérer la nouvelle colonie anglaise alors qu'elle était déjà sous la domination britannique.

Dans les autres cas, la prise de possession éventuelle par le gouvernement central des territoires de la Compagnie ne s'opère que par la substitution entière du Gouvernement à la Compagnie dans ses droits, et l'extinction de celle-ci, « East India Company, Hudson Bay Company, » etc.

La généralité de ces Sociétés, ayant pour but le défrichement et la colonisation, opèrent sur des territoires complètement étrangers à la couronne, acquis par elle en vertu de contrats ou traités passés avec les souverains ou chefs ayant pouvoir d'en disposer. Ce n'est qu'après avoir prouvé la possession régulière et fait connaître les origines de propriété que la Compagnie peut obtenir la charte qu'elle sollicite. La Compagnie devient maîtresse du pays dans la limite des actes passés par elle avec les souverains indigènes et des prises de possession qu'elle peut opérer ; elle y exerce tous les droits qui lui ont été délégués par la couronne. Il se présente parfois que, parmi les territoires où la Compagnie conduit ses opérations, tous ne lui appartiennent pas en toute indépendance. Ainsi la « East Africa Company » possède des établissements dans les Etats du Zanzibar. Il va sans dire que la charte en vertu de laquelle elle est constituée réserve expressément les droits du souverain étranger et restreint l'exercice des droits souverains qu'elle confère à la Compagnie aux seules régions qui lui appartiennent sans partage. Une semblable réserve s'applique également à la « South Africa Company », qui, parmi ses possessions, compte Matabéléland, récemment placé sous le protectorat anglais.

Il se peut également que la Compagnie, tout en conservant son indépendance, restitue volontairement à la couronne certains droits de gouvernement, ainsi que l'a fait la « North Borneo Company » en se plaçant sous le protectorat anglais. Mais cette transaction n'a rien de particulier au régime des Compagnies à chartes, et c'est à titre de personne morale ayant des droits de souveraineté que ladite Compagnie a pu agir ainsi.

Quant à l'organisation financière de ces Sociétés, il ne m'a pas paru qu'elle diffère en rien de celle des Sociétés fondées sous le régime du droit commun. Pour quelques-unes d'entre elles, la charte n'a fait que

confirmer l'existence d'une précédente Compagnie, ou consacrer le transfert en de nouvelles mains des propriétés et droits d'une association précédemment fondée. Dans ce dernier cas se trouve la « North Borneo Company » ; quant à la « Niger Company » la charte n'a fait qu'enregistrer sans modification l'acte d'association de la « National African Company », établie quatre ans auparavant, conformément aux règles des « Companies Acts ».

Pour les associations qui se créent, la charte, en reconnaissant leur existence, leur impose l'obligation de soumettre au conseil de la Reine, dans le délai d'une année, un acte de formation définissant et organisant :

- 1° L'objet poursuivi par la Compagnie ;
- 2° Les différentes classes et variétés d'actions formant le capital de la Compagnie, en indiquant les versements successifs, les conditions et règles auxquelles sont soumis les associés ;
- 3° La division et répartition des bénéfices ;
- 4° Les assemblées générales de la Compagnie ; la nomination par le secrétaire d'Etat (au cas où il lui plairait de réclamer ce droit) d'un directeur officiel, les conditions de nombre, qualité, nomination, rémunération, roulement, révocation, ainsi que les pouvoirs des directeurs et autres fonctionnaires de la Compagnie ;
- 5° La liste des membres de la Compagnie et la répartition en actions du capital ;
- 6° La préparation des comptes annuels à soumettre aux membres en assemblée générale ;
- 7° La lecture de ces comptes à des auditeurs indépendants ;
- 8° L'établissement d'un règlement ;
- 9° L'adoption et usage de sceaux officiels pour la Compagnie ;
- 10° La constitution et réglementation de comités ou commissions locales d'administration ;
- 11° La publication et l'exécution d'actes constitutifs supplémentaires ;
- 12° La liquidation (s'il y a lieu) des affaires de la Société ;
- 13° Le gouvernement et l'administration de la Compagnie et de ses affaires ;
- 14° Toutes autres matières propres ou applicables à une Compagnie à charte.

Cet acte, approuvé par le Conseil, devient la règle et la loi pour tous les membres, fonctionnaires ou autres de la Compagnie.

Des actes ultérieurs peuvent modifier dans les limites fixées et prévues par l'acte original les dispositions de ce contrat. Seule la clause relative à la nomination du directeur officiel ne peut être changée ou supprimée sans l'approbation expresse du secrétaire d'Etat. La charte de la « South Africa Company », en investissant les directeurs de la Compagnie, stipule en outre par une clause spéciale que trois d'entre eux, qu'elle désigne, seront directeurs à vie.

Les membres de la Compagnie sont personnellement et individuellement responsables des dettes, contrats et engagements de la Société, jusqu'à concurrence du montant des sommes non encore versées sur leur part d'actions.

Pour me résumer, en échange de la protection promise par la couronne, celle-ci se réserve un droit de contrôle sur la constitution de la

Société, et la faculté de lui retirer la charte, qu'elle tient de la faveur royale, au cas où elle manquerait à ses engagements, et sans préjudice des sanctions de droit commun, à l'observation des lois et usages en matière commerciale ou financière. Et si on excepte l'obligation, qui ne figure que dans quelques chartes seulement, de rendre des comptes au secrétaire d'Etat d'une manière périodique ou à sa réquisition, on peut affirmer que le fonctionnement de ces Compagnies, au point de vue financier, est aussi libre que celui de toute autre Société fondée en vertu des règles de droit commun, et, dans la pratique, aussi indépendant que l'exercice des droits de gouvernement, d'administration et de juridiction.

#### Charte de la « Royal Niger Company » (1).

##### *Autorisation accordée à la Compagnie.*

Article premier. — La Compagnie dite « National African Company limited » (désignée dans la présente charte sous le nom de « la Compagnie »), reçoit, par les présentes, autorisation et pouvoir de tenir, employer et retenir l'entier bénéfice des concessions précitées, ou de l'une quelconque d'entre elles, ainsi que tous les droits, intérêts, pouvoirs et privilèges à l'effet de gouverner, préserver l'ordre public, protéger lesdits territoires et exercer les autres pouvoirs de quelque nature et quelque espèce qu'ils soient, tels qu'ils sont mentionnés ici, ou résultent de la présente charte, et cédés ou conférés à la Compagnie dans, sur ou touchant les territoires, pays et propriétés compris dans ces différentes concessions ou dans, sur et touchant des territoires, pays et propriétés dans le voisinage desdites concessions, de tenir et exploiter ces mêmes territoires, pays et propriétés, jouir de ces droits et intérêts, exercer ces pouvoirs et privilèges, conformément à l'objet de la Compagnie et aux termes de notre présente charte.

##### *Accomplissement par la Compagnie de ses engagements.*

Art. 2. — La Compagnie sera obligée et tenue de remplir toutes et chacune des stipulations la concernant contenues dans les actes de concession ci-dessus mentionnés, sous la réserve de tout arrangement ultérieur relatif à ces stipulations et approuvé par l'un de nos principaux secrétaires d'Etat (désigné dans notre charte comme notre secrétaire d'Etat).

##### *Caractère anglais de la Compagnie.*

Art. 3. — La Compagnie sera toujours et demeurera anglaise de caractère et de domicile ; elle aura toujours son principal établissement en Angleterre, ses représentants dans les territoires susdits, et tous les directeurs seront toujours nés sujets britanniques, ou auront été naturalisés tels par un acte du Parlement de notre Royaume-Uni.

##### *Restriction apportée aux cessions que pourrait faire la Compagnie.*

Art. 4. — La Compagnie n'aura pas le pouvoir de transférer, en tout

(1) Le nom de la Compagnie, qui était primitivement « The national African Company limited », a été changé en « The Royal Niger Company Chartered and limited », avec l'approbation préalable du principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, comme il est requis en la matière.



ou en partie, le bénéfice des concessions précitées, ou de quelques-unes d'entre-elles, si ce n'est avec le consentement de notre secrétaire d'Etat.

#### *Puissances étrangères.*

Art. 5. — Si à une époque quelconque, notre secrétaire d'Etat croit opportun de s'opposer à un arrangement de la Compagnie avec une puissance étrangère et d'adresser à la Compagnie des injonctions basées sur ce dissentiment ou cette difficulté, la Compagnie sera tenue de s'y conformer.

#### *L'esclavage.*

Art. 6. — La Compagnie fera tous ses efforts pour entraver et, autant que cela sera possible, abolir par degrés tout système de servitude domestique existant parmi les naturels, et aucun étranger, soit Européen ou autre, ne pourra se servir d'esclaves d'aucune espèce dans les territoires de la Compagnie.

#### *Religion des habitants.*

Art. 7. — La Compagnie comme telle, et ses agents comme tels, n'interviendront, en aucune façon, en ce qui concerne la religion d'aucune classe ou tribu des peuplades de leurs territoires ou d'aucun de leurs habitants, si ce n'est autant qu'il pourra être nécessaire dans l'intérêt de l'humanité, et toute forme de religion et de pratique religieuse pourra être exercée dans lesdits territoires, et aucun empêchement ne pourra y être apporté, sauf en ce qui concerne la réserve ci-dessus mentionnée.

#### *Manière de rendre la justice aux indigènes.*

Art. 8. — La Compagnie, dans la façon dont elle rendra la justice aux populations de ses territoires ou aux habitants, quels qu'ils soient, qui en dépendent, devra toujours avoir les plus grands égards relativement aux coutumes et lois de la classe, tribu ou nation à laquelle appartiennent respectivement les parties, surtout en ce qui concerne la tenure, la possession, la cession et la disposition des terres et des biens meubles, les successions testamentaires ou *ab intestat*, le mariage, le divorce, la légitimation, les autres droits de propriété et les droits personnels.

#### *Traitement des indigènes en général.*

Art. 9. — Si, à un moment quelconque, notre secrétaire d'Etat juge convenable de ne pas se rallier ou de s'opposer à l'un des procédés, quel qu'il soit, ou au système adopté par la Compagnie à l'égard des peuples de ces territoires ou de quelqu'un des habitants qui en dépendent, en ce qui touche à l'esclavage, à la religion, à la manière de rendre la justice ou à quelque autre chose, et de faire à la Compagnie quelque observation fondée sur ce dissentiment ou cette objection, la Compagnie devra y conformer ses agissements.

#### *Facilités accordées aux vaisseaux nationaux anglais.*

Art. 10. — La Compagnie devra toujours fournir toutes les facilités nécessaires pour nos vaisseaux dans les ports qui dépendent d'elle.

#### *Pavillon.*

Art. 11. — La Compagnie pourra arborer sur ses bâtiments, partant

sur ses territoires et sur ses vaisseaux, tel pavillon distinctif indiquant le caractère anglais de la Compagnie, et qui sera, de temps à autre, soumis à l'approbation de notre secrétaire d'Etat et des lords commissaires de l'amirauté.

*Pouvoirs généraux de la Compagnie.*

Art. 12. — Par les présentes, la Compagnie reçoit, à dater de ce jour, et après approbation préalable de notre secrétaire d'Etat, l'autorisation et le pouvoir d'acquérir et de prendre par voie d'achat, de cession, ou tout autre moyen légal, d'autres droits, d'autres intérêts, d'autres pouvoirs, de quelque ordre ou nature qu'ils soient, dans, sur ou touchant les territoires, pays ou possessions compris dans les divers traités susdits, ou tous droits, intérêts, pouvoirs ou privilèges, de quelque ordre ou nature qu'ils soient, sur, dans ou touchant d'autres territoires, pays ou possessions dans la région susmentionnée, et de les exercer, de s'en servir, d'en jouir et de s'en prévaloir conformément à l'objet de la Compagnie et aux termes de notre présente charte.

*Conflit de prétentions.*

Art. 13. — Si, à un moment donné, notre secrétaire d'Etat juge opportun de s'opposer à l'exercice que pourrait faire la Compagnie de l'un quelconque de ses pouvoirs ou privilèges sur une partie quelle qu'elle soit des territoires compris dans les différentes concessions précitées ou autrement acquis par la Compagnie, en se fondant sur ce qu'il lui parviendrait, de ce chef, une réclamation adverse, la Compagnie devra se soumettre à cette opposition.

*Prohibition de monopole.*

Art. 14. — Rien, dans notre présente charte, ne tendra à autoriser la Compagnie à imposer ou à accorder un monopole de commerce quelconque. Le commerce avec les territoires de la Compagnie placée sous notre protection sera libre, soumis seulement aux taxes et droits de douane ci-autorisés et à des restrictions sur les importations semblables, en l'espèce, à celles qui se pratiquent dans notre Royaume-Uni ; et il n'y aura pas de différence dans le traitement accordé aux sujets des diverses puissances, tant pour les règlements que pour l'accès aux marchés ; mais les étrangers aussi bien que les sujets anglais seront soumis aux dispositions administratives prises dans l'intérêt du commerce et de l'ordre public.

Les droits de douane et les taxes ci-autorisés ne seront exigibles et applicables que dans le but de subvenir aux dépenses nécessaires du Gouvernement, c'est-à-dire l'administration de la justice, le maintien de l'ordre et l'exécution des obligations du traité comme il est ici mentionné, et cela dans la mesure et de la manière que notre secrétaire d'Etat pourra de temps en temps autoriser pour le remboursement de dépenses déjà faites dans des buts analogues ou tous autres, relatifs à l'acquisition au maintien et à l'exécution des droits du traité.

De temps en temps, périodiquement ou autrement, suivant ce qu'en décidera notre secrétaire d'Etat, la Compagnie devra fournir, dans la forme qu'il indiquera, des comptes et des détails, lesquels seront vérifiés comme il le demandera, sur les produits, la répartition, la perception, les revenus et l'application de ces taxes ; elle se conformera à la

direction qu'il donnera, eu égard aux modifications à apporter à la distribution, au produit, à la répartition, à la perception ou à l'application de toutes taxes de la même nature.

#### *Conformité aux traités.*

Art. 15. — La Compagnie sera soumise à l'exécution, l'observation et l'entreprise de toutes les obligations et stipulations relatives au fleuve du Niger, à ses affluents, ses branches, ses bouches, ou aux territoires qui l'avoisinent ou bien à ceux situés en Afrique qui sont désignés et visés par nous dans l'acte général de la conférence des grandes puissances à Berlin, en date du 26 février 1885, ou dans tout autre traité, accord ou arrangement intervenu entre Nous et tout autre Etat ou toute autre puissance, qu'il soit déjà conclu ou destiné à être conclu postérieurement.

#### *Juridiction étrangère.*

Art. 16. — Dans toutes les matières relatives à l'observation du dernier article précédent ou à l'exercice dans l'étendue des territoires de la Compagnie, pour le temps présent, de toute juridiction exercable par nous sous l'empire des actes de juridiction étrangère ou de l'acte général susdit du 26 février 1885, la Compagnie devra adopter, observer et exécuter toutes les directions qui pourront, de temps en temps, lui être données dans ce but par notre secrétaire d'Etat, et la Compagnie devra prendre à ses frais la nomination de tous les agents nécessaires pour accomplir ces devoirs, remplir ces emplois de justice, et faire, pour l'administration de la justice, les autres choses qui seront rendues nécessaires pour sa direction.

#### *Dispositions générales.*

Et en outre, voulons, ordonnons et déclarons que notre présente charte sera reconnue par nos gouverneurs, nos officiers, soit de terre, soit de mer, nos consuls et tous autres officiers de nos colonies et possessions, etc., etc. (de style) ;

Et en outre, voulons, ordonnons et déclarons que notre présente charte soit considérée et interprétée comme ayant le sens le plus libéral et le plus favorable au point de vue des intérêts de la Compagnie, tant devant nos tribunaux du Royaume-Uni que devant ceux de nos colonies et possessions, etc., etc. ;

Et en outre, voulons, ordonnons et déclarons que notre présente charte continuera à subsister bonne et valable nonobstant tout changement légal dans le nom de la Compagnie ou dans les articles de ses statuts, un tel changement étant intervenu avec l'approbation préalable de notre secrétaire d'Etat, constatée par une pièce portant sa signature ;

Et enfin, voulons, ordonnons et déclarons que, dans quelque cas et à quelque époque que ce soit, il sera licite pour nous, nos héritiers, nos successeurs, si cela semble utile à Nous et à notre Conseil, de révoquer notre présente charte, et nous réservons expressément pour nous, nos héritiers et successeurs le droit et la faculté de le faire au moyen d'un instrument écrit portant le grand sceau de notre Royaume-Uni, etc., etc.



*Cédule des traités (1).*

Année 1884.

|   |    |      |    |                 |            |
|---|----|------|----|-----------------|------------|
| 1 | en | date | du | 31              | janvier.   |
| 1 | —  | —    | —  | 20              | août.      |
| 1 | —  | —    | —  | 28              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 29              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 30              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 23              | septembre. |
| 1 | —  | —    | —  | 23              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 24              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 25              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 27              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 29              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 2               | octobre.   |
| 3 | —  | —    | —  | 9               | —          |
| 3 | —  | —    | —  | 10              | —          |
| 2 | —  | —    | —  | 11              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 13              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 15              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 16              | —          |
| 2 | —  | —    | —  | 21              | —          |
| 2 | —  | —    | —  | 22              | —          |
| 2 | —  | —    | —  | 23              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 25              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 26              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 27              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 28              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 29              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 31              | —          |
| 1 | —  | —    | —  | 1 <sup>er</sup> | novembre   |
| 1 | —  | —    | —  | 2               | —          |

En foi de quoi nous avons ordonné la publication des présentes lettres.

Fait à Westminster, le 10 juillet 1886, dans la cinquantième année de notre règne.

Le grand sceau du Royaume-Uni.

**Charte de la « British South Africa Company ».**

Article premier. — Le champ principal d'opérations de la « British South Africa Company » sera la région de l'Afrique méridionale située immédiatement au nord du « Bechuanaland » britannique, au nord et à l'ouest de la République Sud-Africaine et à l'ouest des possessions portugaises.

(1) La cédule mentionnée ci-dessus ne contient nécessairement que les traités conclus à la date de la pétition (12 février 1885). Un beaucoup plus grand nombre de traités additionnels ont été conclus dans l'intervalle qui a précédé la publication de cette charte, se rapportant aux territoires situés sur les deux rives du Niger (comprenant le Bénoué et autres affluents) que les traités contenus dans la présente cédule laissent intacts. Ces nouveaux traités tombent sous la clause 12 de la présente charte.

Art. 2. — La Compagnie reçoit, par les présentes, autorisation et pouvoir de tenir, employer et retenir, sous les conditions de notre présente charte, l'entier bénéfice provenant des concessions et des arrangements ou de l'un quelconque d'entre eux, faits comme il a été dit ci-dessus, en tant que ceux-ci sont valables, ainsi que les intérêts, droits et pouvoirs compris ou mentionnés dans lesdits arrangements et concessions, à la condition toutefois que rien de ce qui est contenu dans les présentes ne portera préjudice ou ne nuira à nulles autres concessions et arrangements en vigueur et subsistants qui auront pu être consentis par l'un quelconque des chefs ou des tribus précitées. En particulier, rien de ce qui est contenu dans les présentes ne portera préjudice ni atteinte aux concessions accordées en 1880 et postérieurement en ce qui concerne le territoire habituellement connu sous la dénomination de district de Tati, et rien de ce qui est contenu dans les présentes ne pourra être interprété comme donnant un droit de juridiction administrative ou autre sur le district de Tati, dont les limites sont les suivantes, savoir : à partir de l'endroit où la rivière Shaxi prend sa source jusqu'à son point de jonction avec les rivières Tati et Ramaquaban, de là le long de la rivière Ramaquaban jusqu'à l'endroit où elle prend sa source, enfin le long du versant (ligne de partage des eaux) de ces rivières.

Art. 3. — La Compagnie reçoit en outre, par les présentes, autorisation et pouvoir d'acquérir, avec l'approbation préalable de l'un de nos premiers secrétaires d'Etat, en vertu de concessions, arrangements, cessions ou traités quelconques, tous droits, intérêts, privilèges, juridictions et pouvoirs d'espèce ou de nature quelconque, y compris les pouvoirs nécessaires pour gouverner, maintenir l'ordre public et protéger les territoires, terres, propriétés compris ou mentionnés dans les concessions ou arrangements faits comme il a été dit ci-dessus, ou affectant d'autres territoires, pays, propriétés en Afrique ou leurs habitants, ainsi que de tenir, occuper et exploiter ces territoires, pays, propriétés, droits, intérêts, privilèges, juridictions et pouvoirs et en faire usage respectivement dans l'intérêt de la Compagnie et conformément aux clauses et conditions de notre présente charte.

Art. 4. — Il est entendu toutefois que nuls pouvoirs d'administration ou de gouvernement ne seront exercés en vertu de concessions, arrangements, cessions ou traités mentionnés en dernier lieu ou en ce qui s'y rapporte, avant qu'un exemplaire de ces concessions, arrangements, cessions ou traités, accompagnés des cartes ou des détails que notre secrétaire d'Etat aura jugés convenables, ne lui aient été transmis, et qu'il n'ait signifié son approbation y relative, soit d'une manière absolue, soit sous certaines conditions ou réserves. Et il est également arrêté que nuls droits, intérêts, privilèges, juridictions ou pouvoirs ne seront acquis par la Compagnie sur le territoire du district susdit des Tatis, décrit comme ci-dessus, sans le consentement par écrit préalable de ceux qui seront alors propriétaires des concessions mentionnées plus haut et se rapportant audit district et sans l'autorisation de notre secrétaire d'Etat.

Art. 5. — La compagnie sera obligée et tenue de remplir toutes et chacune des stipulations la concernant contenues dans les concessions,

arrangements, cessions ou traités ci-dessus mentionnés, sauf tous arrangements ultérieurs relatifs à ces stipulations approuvées par notre secrétaire d'Etat.

Art. 8. — Si à une époque quelconque notre secrétaire d'Etat est contraire ou est opposé à des opérations quelconques de la compagnie avec une puissance étrangère et adresse à la compagnie des injonctions basées sur ce dissentiment ou cette opposition, la compagnie sera tenue de s'y conformer.

Art. 9. — Si à une époque quelconque notre secrétaire d'Etat juge convenable de s'opposer à l'exercice par la compagnie d'un privilège, pouvoir ou droit dans une partie quelconque des territoires susdits, en se fondant sur l'existence d'une prétention contraire, en ce qui concerne cette partie, la compagnie déférera à cette opposition jusqu'à ce qu'un arrangement ou un règlement ait été conclu par les soins de notre secrétaire d'Etat.

Art. 10. — La compagnie devra faire tous ses efforts pour maintenir la tranquillité et l'ordre par les moyens et de la manière qu'elle jugera nécessaire et elle pourra, dans ce but, rendre des ordonnances soumises à l'approbation de notre secrétaire d'Etat et créer et entretenir un corps de police.

Art. 11. — La compagnie devra mettre tous ses soins à entraver et, en tant que cela sera praticable, abolir progressivement tout trafic d'esclaves ou servitude domestique sur les territoires précités.

Art. 14. — Dans l'administration de la justice à ces peuples et habitants, on devra toujours respecter soigneusement les coutumes et les lois de la classe, tribu ou nation auxquelles les parties appartiennent respectivement, notamment relativement à la tenure, à la possession, au transfert et à l'aliénation des terres et des biens meubles, aux successions testamentaires et *ab intestat*, aux mariages, aux divorces, à la légitimité, aux autres droits de propriété et statuts personnels, mais cela sous observation des lois britanniques qui pourraient être en vigueur dans l'un des territoires susdits et applicables aux peuples ou habitants qui s'y trouvent.

Art. 18. — Les divers agents de la compagnie, sous observation des règles de la hiérarchie officielle et de tous les règlements qui pourront être convenus, communiqueront librement avec notre haut commissaire dans l'Afrique du Sud et tous nos autres fonctionnaires résidant sur l'un des territoires susdits et ils auront dûment égard aux demandes, conseils ou requêtes que ledit haut commissaire ou d'autres fonctionnaires leur adresseront et chacun desdits agents de la compagnie sera tenu de veiller à l'observation du présent article.

Art. 19. — La compagnie pourra hisser et battre sur ses édifices et ailleurs, sur les territoires susdits et sur ses navires, un pavillon distinctif indiquant le caractère britannique de la compagnie, que notre secrétaire d'Etat et les lords commissaires de l'amirauté approuveront de temps à autre.

Art. 20. — Rien dans la teneur de notre présente charte ne devra être considéré comme autorisant la compagnie à instituer ou accorder un monopole commercial quelconque, et il est décrété que le fait d'établir ou celui d'accorder des concessions de banques, chemins de fer, tramways, docks, télégraphes, ouvrages hydrauliques et autres entreprises



semblables, l'établissement de tout système de brevets ou de droits d'auteur, autorisés par notre secrétaire d'Etat, ne seront pas considérés comme constituant des monopoles auxdits effets. La compagnie ne devra, ni directement, ni indirectement, entraver aucune compagnie ou personne quelconque exploitant actuellement ou dirigera ultérieurement, licitement et paisiblement une affaire, un établissement ou une spéculation dans le district de Tati ci-dessus décrit; mais elle devra, en permettant et facilitant le transit par tous moyens légaux pour se rendre dans le district de Tati ou en revenir en traversant son propre territoire ou celui sur lequel elle a juridiction à cet effet, également en usant de tous moyens raisonnables et légaux, encourager, assister et protéger tous les sujets britanniques qui sont ou qui pourront être ultérieurement, légalement et paisiblement engagés dans la poursuite d'une entreprise licite dans ledit district de Tati.

Art. 22. — La compagnie sera tenue d'accomplir et exécuter toutes les obligations nous incombant à nous-même ou stipulées en vertu d'un traité, d'un arrangement ou d'un accord quelconque entre nous et quelque autre Etat ou puissance déjà conclus ou qui seraient ultérieurement conclus. Dans toutes les questions relatives à l'observation du présent article ou à l'exercice à toute époque sur les territoires de la compagnie de toute juridiction susceptible d'être exercée par nous en vertu des lois (*acts*) relatives à la juridiction étrangère (à l'étranger), la compagnie devra se conformer en les exécutant et les observant, à tous les ordres qui pourront, de temps à autre, être donnés à cet effet par notre secrétaire d'Etat, et la compagnie devra nommer tous les agents nécessaires pour accomplir ces devoirs, instituer tous tribunaux et remplir toutes autres conditions requises qui pourraient devenir nécessaires en vue de l'administration de la justice.

Art. 24. — La compagnie est, en outre, par les présentes, spécialement autorisée et reçoit plein pouvoir aux effets de notre présente charte, pour :

1° Emettre des actions de différentes sortes ou espèces, augmenter le capital-actions de la compagnie, emprunter de l'argent au moyen de bons ou d'obligations ;

2° Acquérir et posséder, affréter et utiliser des vapeurs ou d'autres navires ;

3° Etablir ou autoriser des sociétés de banque ou autres, des entreprises ou des associations de toute nature, dans un but en accord avec les dispositions de notre présente charte ;

4° Etablir et entretenir des routes, des chemins de fer, des télégraphes, des ports et tous autres ouvrages tendant au développement ou à l'amélioration du territoire de la compagnie ;

5° Exploiter des mines et autres industries, donner des concessions de mines, de forêts ou d'autres droits :

6° Améliorer, rendre arables, défricher, irriguer, cultiver toutes terres situées sur les territoires de la compagnie ;

7° Coloniser les territoires et pays mentionnés ci-dessus, favoriser et encourager l'émigration ;

8° Concéder des terres pour un certain nombre d'années ou à perpétuité, soit en toute propriété, soit par voie d'hypothèques, ou autrement ;

9° Faire des prêts et fournir de l'argent ou des valeurs, en vue d'atteindre l'un quelconque des buts que se propose la compagnie ;

10° Acquérir et déterminer des biens meubles ;

11° Acquérir et tenir (sans titre de mainmorte ni autre autorité que celle de notre présente charte) dans le Royaume-Uni, une étendue de terre ne dépassant pas 5 acres en tout, à toute époque, pour y placer les bureaux et y faire les affaires de la compagnie, ainsi que (en se conformant aux lois locales) des terres dans l'une quelconque de nos colonies, possessions ou ailleurs, convenables pour y conduire les affaires de la compagnie, enfin disposer de temps à autre desdites terres quand on n'en aura plus besoin dans le but indiqué ;

12° Faire tous commerce, trafic, travaux, affaires, opérations, négoce, licites quelconques en connexité avec le but de la compagnie ;

12° Etablir et maintenir des agences dans nos colonies, nos possessions et ailleurs ;

14° Demander et défendre dans tous procès sous le nom d'incorporation de la compagnie, tant devant nos tribunaux et cours de notre Royaume-Uni que devant ceux de nos colonies et possessions et devant nos tribunaux en pays étranger et ailleurs ;

15° Faire toutes choses licites incidentes ou tendant à l'exercice ou à la jouissance des droits, intérêts, privilèges de la compagnie, contenus ou mentionnés dans notre présente charte, ou à ceux de l'un quelconque d'entre eux.

Art. 25. — A un an de date de notre présente charte, ou à l'expiration de telle période prolongée aux termes d'un certificat émanant de notre secrétaire d'Etat, il sera fait par ceux qui seront alors membres de la compagnie un acte de constitution contenant les dispositions nécessaires concernant :

1° La définition plus ample de l'objectif et du but de la compagnie ;

2° Les classes ou la nature des actions composant le capital de la compagnie, les appels de fonds à faire sur lesdites actions, les obligations et conditions attachées à la qualité de membre de la compagnie ;

3° La répartition et la distribution des profits ;

4° Les assemblées générales de la compagnie, la nomination par notre secrétaire d'Etat (s'il le requiert) d'un directeur gérant (*Official Director*), le nombre, les qualités requises, la nomination, la rémunération, le roulement, le changement et les pouvoirs des administrateurs de la compagnie et de ses autres agents ;

5° L'enregistrement des membres de la compagnie et le transfert des actions du capital de la compagnie ;

6° La préparation du bilan annuel à soumettre aux membres (sociétaires) à une assemblée générale ;

7° La vérification de ces comptes par des censeurs indépendants ;

8° L'élaboration des règlements ;

9° La fabrication et l'emploi des sceaux officiels de la compagnie ;

10° La constitution et la réglementation des commissions ou des conseils d'administration locale ;

11° L'élaboration et la rédaction des actes supplémentaires de constitution ;

12° La liquidation (s'il y a lieu) des affaires de la compagnie ;

13<sup>e</sup> Le gouvernement et la réglementation de la compagnie et de ses affaires ;

14<sup>e</sup> Toutes autres questions usuelles ou de nature à nécessiter des dispositions y relatives en ce qui concerne une compagnie établie en vertu d'une charte.

Art. 31. — Et, en outre, nous voulons, ordonnons et déclarons que notre présente charte soit considérée et interprétée comme ayant le sens le plus libéral et le plus favorable au point de vue des intérêts de la compagnie, tant devant nos tribunaux du Royaume-Uni que devant ceux de nos colonies et possessions et devant nos tribunaux dans les contrées étrangères ou ailleurs, lors même qu'il paraîtrait y avoir dans notre présente charte des lacunes, des inexactitudes, des incertitudes ou des imperfections.

Art. 32. — Nous voulons, ordonnons et déclarons également que notre présente charte continuera à rester en vigueur, nonobstant tout changement licite dans la dénomination de la compagnie et dans son acte de constitution, quand lesdits changements auront été faits avec l'autorisation préalable de notre secrétaire d'Etat constatée par une pièce portant sa signature.

Art. 33. — Nous voulons, ordonnons et déclarons encore qu'il sera licite pour nous, nos héritiers, nos successeurs, et nous réservons expressément à nous-même, nos héritiers et successeurs, le droit et le pouvoir, au moyen d'instrument écrit portant le grand sceau du Royaume-Uni, et cela, à vingt-cinq ans de date de notre présente charte et à l'expiration de toute période ultérieure de dix ans, de compléter, modifier, abroger toutes les dispositions de notre présente charte, d'édicter toutes autres dispositions en substitution ou en addition de l'une quelconque de ces dispositions existantes. Il est décrété que le droit et pouvoir ainsi réservé sera exclusivement exercé en ce qui se rapporte, dans la présente charte, aux affaires administratives et de droit public. Nous réservons en outre expressément à nous-même, à nos héritiers et successeurs, le droit de prendre possession de tous édifices et constructions appartenant à la compagnie et servant exclusivement et principalement à des usages administratifs ou publics, moyennant payement à la compagnie de l'indemnité convenable qui pourra être convenue ou, à défaut d'arrangement, fixée par les commissaires de notre Trésor. Nous décidons, ordonnons et déclarons enfin que tout instrument écrit tel qu'il a été dit ci-dessus, portant ledit grand sceau, aura plein effet relativement à la compagnie et obligera elle, ses membres (les actionnaires?), ses agents et employés ainsi que toutes autres personnes, et aura tout autant de force, d'effet et de valeur qu'il si ses dispositions avaient fait partie des présentes et y avaient été insérées.

Art. 34. — Il est décrété et nous déclarons de plus que rien dans notre présente charte ne pourra être considéré ou interprété, en quelque manière que ce soit, comme limitant ou restreignant l'un quelconque de nos droits ou pouvoirs, eu égard à la protection de tous territoires ou à leur gouvernement, si nous jugeons convenable de les comprendre dans nos possessions.

Art. 35. — Nous voulons, et déclarons finalement, sans préjudice de la faculté d'abroger notre présente charte, au moyen d'une loi, qui appartiendra à nous, nos héritiers et successeurs, ou à l'un quelconque



de nos tribunaux, ministres ou fonctionnaires, indépendamment de la présente déclaration et réserve, que, dans le cas où, à une époque quelconque, il serait exposé et prouvé, devant nous, siégeant en notre conseil, que la compagnie a effectivement manqué d'obéir ou de se conformer aux dispositions de notre présente charte ou que la compagnie n'exerce pas ses pouvoirs conformément aux concessions, arrangements, cessions et traités susdits, ni de manière à favoriser les intérêts que les pétitionnaires nous ont représentés devoir être vraisemblablement favorisés par l'octroi de notre présente charte, il sera licite pour nous, nos héritiers, nos successeurs, et nous réservons et gardons expressément dans les présentes, à nous, à nos héritiers et successeurs, le droit et la faculté, au moyen d'instrument écrit portant le grand sceau de notre Royaume-Uni, de révoquer notre présente charte, ainsi que de révoquer et d'annuler les privilèges, pouvoirs et droits qui y sont accordés à la compagnie.

En foi de quoi nous avons ordonné la publication des présentes lettres.

Fait à Westminster, le 29 octobre 1889, en la cinquante-troisième année de notre règne, sous notre signature.

---

## QUATRIÈME PARTIE

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

##### Question de l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre maritime.

REICHSTAG (*Séance du 4 mars*). — A l'occasion de la discussion du budget des affaires étrangères, le parti progressiste a déposé une motion invitant le Gouvernement à négocier avec les puissances étrangères pour assurer, en temps de guerre, le respect de la propriété privée sur mer.

M. Baumbach, chargé de soutenir cette proposition, s'est attaché à faire ressortir l'importance des sacrifices faits par les divers pays pour sauvegarder, en cas de rupture ou de conflit avec un autre Etat, les intérêts de leur marine marchande. L'Allemagne se propose, en effet, de construire dans ce but sept grands croiseurs, dont la dépense totale ne serait pas inférieure à 47 millions. L'Angleterre a déjà 32 navires de ce type, la France 19, l'Italie 15, l'Espagne et l'Amérique du Nord 11, la Russie 4. Il était difficile de prévoir où l'on s'arrêterait maintenant dans cette voie. C'était vraiment une anomalie qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle on n'eût pas encore reconnu le principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer comme on l'avait déjà fait pour la fortune privée des habitants du territoire ennemi. Certainement, les stipulations du Congrès de Paris constituaient un très grand progrès sur le droit antérieur; mais au moins faudrait-il que toutes les puissances y eussent donné leur adhésion. Or, celle de la Prusse suffit-elle pour lier le nouvel Empire d'Allemagne? L'Espagne et les Etats-Unis n'ont, d'ailleurs, pas signé la Déclaration de 1856. Et cependant ce dernier pays n'a pas hésité à conclure avec l'Italie un traité abolissant le droit de faire des prises. En se faisant l'initiatrice d'une réforme dans ce sens, l'Allemagne resterait fidèle à ses traditions. En 1783, Frédéric le Grand ne négociait-il pas avec Franklin un accord sur ces bases, et les villes Hanséatiques ne faisaient-elles pas de même, en 1792, avec la France? Plus récemment, en 1866, la Prusse avait renoncé à la saisie de la propriété privée en haute mer, et l'on peut trouver dans le *Recueil des Lois* une ordonnance rendue au commencement de la guerre franco-allemande, qui proclamait que les navires de commerce des pays ennemis ne pouvaient pas être saisis par les navires de la Confédération du Nord. La réciprocité n'ayant pas été accordée, ces dispositions ont été rapportées au commencement de 1871. Du reste, dit l'orateur en terminant, ce n'est pas seulement des intérêts du commerce et de l'industrie de l'Allemagne qu'il s'agit, mais d'un problème de la solution duquel tout le monde civilisé est appelé à bénéficier.

Le chancelier de Caprivi a répondu à l'orateur progressiste. Personne ne reconnaît plus que lui, a-t-il déclaré, ce que la proposition de M. Baumbach et de ses collègues renferme de vraiment humain et généreux, et s'il croyait que l'initiative de l'Allemagne pût avoir quelque chance de succès, il entamerait des pourparlers à ce sujet. Mais le moment n'est guère opportun. On ne se préoccupe plus aujourd'hui que de rendre les hostilités plus terribles encore que par le passé. Or, comme il est probable que le sort

d'une guerre ne dépendra pas d'une bataille navale, on s'efforcera de faire à l'ennemi le plus de mal possible, en capturant ses navires de commerce. C'est dans ce but que les grands paquebots reçoivent une installation qui leur permet de se convertir instantanément en bâtiments de guerre. Si, du reste, aujourd'hui, les puissances cessent de s'entendre sur les principes reconnus par le traité de Paris, il serait à craindre qu'elles ne le fissent dans un esprit beaucoup moins libéral qu'à cette époque. Quant à la Déclaration de 1836, l'Allemagne reconnaît pleinement et entièrement les engagements que la Prusse a signés.

M. Baumbach a retiré sa motion pour éviter un vote qui pût être hostile au principe émis de sa proposition.

### **Le projet de loi sur l'état de siège en Alsace-Lorraine.**

Le Reichstag a procédé, dans la séance du 3 mars, à la première délibération sur le projet de loi relatif à l'état de siège en Alsace-Lorraine.

M. Petri, député alsacien, a combattu ce projet, qui a causé de vives inquiétudes dans la province annexée. C'est une loi d'exception qui soumettrait la population alsacienne et lorraine à un régime infiniment plus rigoureux que ne l'est d'ordinaire l'état de siège quand il est proclamé en Prusse. Cet état exceptionnel doit être, lorsqu'il est jugé nécessaire, le même pour toutes les provinces qu'il frappe. Mais est-il nécessaire en Alsace-Lorraine ? Non, et rien ne fait prévoir qu'il le deviendra dans un avenir plus ou moins rapproché. La tranquillité la plus parfaite règne dans la province.

M. Bosse, sous-secrétaire au département de la justice, répond que le projet de loi n'a pas pour but de répondre aux besoins d'une situation anormale qui se serait produite dans la province annexée. L'état de choses actuel est normal ; mais, la province en question étant plus exposée aux dangers du dehors que les autres parties de l'empire, une agitation anormale peut s'y produire d'un instant à l'autre, et c'est en vue de cette éventualité qu'une législation exceptionnelle doit encore être supportée pour le moment. Au sein de la commission, le gouvernement pourra exposer, sans inconvénient, les raisons d'ordre militaire qui l'ont déterminé à présenter ce projet.

M. de Vollmar, député socialiste, se prononce contre le projet. Il rappelle d'abord que l'annexion de l'Alsace-Lorraine a été combattue par son parti, « non pas parce que ce parti aurait eu plus de sympathies pour la France que pour l'Allemagne, mais parce qu'il voulait laisser à la libre détermination de la population le soin de dire si elle voulait appartenir à la France ou à l'Allemagne ». Il ajoute que l'annexion, faite contrairement au droit des gens, a « produit l'effet contraire à celui qu'on en attendait ». « C'est ici ou jamais le cas de rappeler le mot du premier chancelier de l'empire : « Nous autres Prussiens, nous ne savons pas nous faire aimer. » Ce mélange d'esprit dictatorial et d'esprit de commandement rogue avec lequel on a traité le pays d'empire a produit l'effet le plus fâcheux.

La situation est devenue à la longue intolérable. On n'a pas même introduit en Alsace-Lorraine la liberté de presse et de réunion extraordinairement modeste qui existe en Allemagne et, au lieu de bannir toutes les mesures qui tendent continuellement à inquiéter la population, on présente ce nouveau projet, qui abolit tous les droits civils et politiques des habitants. On donne droit de vie et de mort sur les habitants aux chefs de l'armée, on autorise ces chefs à proclamer l'état de siège même quand les autorités civiles ne le jugent pas nécessaire, on les autorise à suspendre l'action des tribunaux ordinaires, on met entre leurs mains des pouvoirs monstrueux,



qui donneront lieu aux plus grands abus. On dit qu'on veut se préserver des surprises en temps de guerre. Vivons-nous donc dans un temps où, comme au moyen âge, on peut être surpris d'un instant à l'autre par l'ennemi, où l'on ne peut se coucher tranquillement, le soir venu ? On dit que le projet est nécessaire parce que la province est exposée. Mais alors pourquoi ne propose-t-on pas les mêmes mesures dans les provinces orientales, qui sont exposées, elles aussi. Et, si l'on dit que le régime que ce projet introduira en Alsace-Lorraine n'est pas un régime d'exception, on peut craindre que ce régime ne soit peu à peu imposé à l'Allemagne tout entière.

Au point de vue politique, le projet est incompréhensible, injustifiable. Il constitue un pas en arrière dans la voie où l'on doit travailler à introduire un état de choses légal et normal dans le pays d'empire. Il aggrave la situation à l'extérieur comme à l'intérieur. Dans l'intérêt de la population allemande comme dans l'intérêt de la population alsacienne, il eût fallu faire le contraire de ce que l'on fait. Il faudrait introduire en Alsace-Lorraine la liberté de presse et de réunion, supprimer le paragraphe relatif à la dictature et donner enfin au pays une représentation politique véritable. Il faudrait lui accorder au moins, sans restriction et sans défiance, la pauvre petite mesure de droits politiques dont jouit l'Allemagne. Autrement, on excite de mauvais sentiments d'envie dans le cœur de la population. On la force à regarder par-dessus la frontière, vers la France, où la situation, au point de vue des droits politiques, est tout autre que chez nous. (Les socialistes applaudissent vivement.)

Plusieurs députés se prononcent pour le renvoi du projet à une commission de vingt-et-un membres.

M. Bosse, sous-secrétaire d'Etat, répète que des raisons militaires importantes, que l'on exposera au sein de la commission, militent en faveur du projet.

M. Petri, député alsacien, expose de nouveau les motifs pour lesquels il se prononce contre le projet et qui sont principalement tirées du calme dans lequel se maintient la population.

M. de Vollmar prend une seconde fois la parole et dit que, si des raisons militaires importantes militaient en faveur du projet, ces raisons existeraient depuis vingt-deux ans, et il aurait fallu présenter le projet immédiatement après l'annexion. Mais la situation n'a pas changé dans ces derniers temps, et ce qui n'était pas nécessaire il y a vingt-deux ans ne l'est pas devenu dans ces derniers jours.

M. Singer, socialiste, répond à une assertion d'un orateur conservateur que M. Liebknecht n'a jamais formulé une demande de restitution de l'Alsace-Lorraine à la France.

Le projet de loi est renvoyé à une commission de 21 membres.

### Affaires diverses

— Dans la séance du Reichstag du 28 mars, M. de Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères, répondant à une question de M. Marquardsen, déclare que les droits des détenteurs de valeurs portugaises ne pourront pas être diminués par une décision du gouvernement portugais seul, mais seulement en vertu d'une entente.

M. de Marschall ajoute que le ministre d'Allemagne à Lisbonne a été chargé d'appuyer les délégués allemands du comité de protection.

Il termine en disant que cette affaire rendra certainement plus prudents les Allemands qui ont des capitaux à placer.

— Le *Moniteur officiel de l'empire d'Allemagne* a publié, le 12 mars, l'ordre de cabinet suivant :

En faisant parvenir au ministère d'Etat une lettre de Son Altesse royale, le duc de Cumberland, en date du 10 mars de la présente année, je lui fais connaître que je crois le moment venu de lever le séquestre dont la fortune du roi George avait été frappée par l'ordonnance du 2 mars 1868.

J'attends les propositions de mon ministère d'Etat relatives à l'exécution de cette mesure.

Berlin, le 12 mars 1892.

GUILLAUME, roi.  
Comte DE CAPRIVI.

Cet ordre de cabinet était suivi d'une lettre du duc de Cumberland ainsi conçue :

Ayant des raisons de supposer qu'un accommodement à l'amiable du différend survenu au sujet de l'exécution du contrat conclu le 29 septembre 1867, relatif à la fortune de Sa Majesté mon père, qui repose en Dieu, entre celui-ci et feu S. M. le roi Guillaume de Prusse, qui fut plus tard Guillaume I<sup>er</sup>, empereur d'Allemagne, serait conforme aux très hauts désirs de Votre Majesté royale et impériale, je n'hésite pas à adresser à Votre Majesté la gracieuse prière de bien vouloir soumettre ce traité à un examen bienveillant.

Je saisis volontiers cette occasion pour déclarer une fois de plus que toute entreprise qui serait de nature à troubler où à mettre en danger la paix de l'empire allemand, ainsi que celle des Etats qui en font partie, est étrangère à mes intentions.

En ma qualité de prince allemand, j'aime ma patrie allemande loyalement et sincèrement, et jamais — je tiens à en assurer expressément Votre Majesté royale et impériale — je ne permettrai ou approuverai qu'avec les moyens dont je dispose actuellement ou avec ceux qui seront mis à ma disposition après l'exécution du contrat dont il s'agit, des entreprises hostiles à Votre Majesté ou à l'Etat prussien soient provoquées ou favorisées.

C'est donc avec d'autant plus de confiance que j'ose espérer que Votre Très Haute Majesté ne verra aucun empêchement à faire exécuter le contrat dont il est question.

Avec l'assurance de ma plus parfaite considération et amitié, je reste, de Votre Majesté royale et impériale, le cousin et frère bienveillant.

ERNEST-AUGUSTE.

Lothringerhaus-Vienne-Penzing, le 10 mars 1892.

— Dans le Conseil de la Couronne tenu le 17 mars, l'empereur a déclaré qu'il lui était très pénible de voir l'opposition que rencontrait dans le pays le projet de loi sur la réforme scolaire, et il a laissé entendre qu'il était décidé à retirer cette loi. M. de Caprivi, surpris de cette résolution soudaine, a objecté qu'on pourrait au moins attendre l'issue des travaux de la commission ; l'empereur a répliqué que tout ajournement lui paraissait inutile. En présence de cette décision, M. de Zedlitz, ministre des cultes, a donné sa démission sur-le-champ ; quelques heures après, M. de Caprivi écrivait de même au souverain pour le prier de le relever de ses fonctions.

Le *Moniteur de l'Empire* du 24 mars annonce que le général de Caprivi est relevé de ses fonctions de président du conseil des ministres de Prusse en continuant d'être membre du ministère prussien et de remplir les fonctions de ministre des affaires étrangères de Prusse, que le comte Zedlitz est relevé de ses fonctions de ministre de l'instruction publique et des cultes en conser-

vant le titre et le rang de ministre, que le comte d'Eulenburg est nommé président du conseil des ministres de Prusse, et que le secrétaire d'Etat Bosse est nommé ministre de l'instruction publique et des cultes.

Au commencement de la séance de la Chambre des députés de Prusse du 28 mars, M. le comte d'Eulenburg, président du conseil, expose que la chancellerie de l'empire a été séparée de la présidence du conseil des ministres de Prusse, parce que les travaux accomplis à ces deux postes sont au-dessus des forces d'un seul homme.

Il constate que la discussion du projet de loi scolaire a provoqué, dans l'Assemblée et dans la commission, ainsi que dans tout le pays, une vive opposition, qui n'est pas encore apaisée, qu'on ne peut, par conséquent, espérer pour le moment un résultat satisfaisant et que le gouvernement renonce pour cette raison à prolonger la discussion du projet, mais se réserve de soulever de nouveau la question en temps opportun et de la façon qu'il jugera convenable en restant dans les limites de la Constitution.

## CHINE

Le ministre de Chine à Paris a adressé au ministre des affaires étrangères la lettre suivante au sujet des emprunts contractés à l'étranger par les autorités provinciales de l'empire chinois :

« Paris, le 26 février.

« Monsieur le ministre,

« D'ordre de mon gouvernement,

« J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence une note circulaire qui vient d'être adressée par le Tsong-li-Yamen aux représentants des puissances à Pékin ainsi qu'aux envoyés de la Chine à l'étranger pour être portée à la connaissance des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

« Comme Votre Excellence pourra en juger elle-même d'après ce document, il s'agit de soumettre à une autorisation préalable et formelle du gouvernement central de Pékin les emprunts contractés par nos vice-rois et gouverneurs de provinces avec des financiers étrangers.

« Par conséquent, tout emprunt quelconque qui se serait conclu sans une autorisation formelle du gouvernement impérial ne pourra être reconnu par la cour de Pékin.

« Cette mesure qui a été approuvée par Sa Majesté l'empereur, en vertu d'un décret rendu sur la proposition du Tsong-li-Yamen, en date du 25 novembre 1891, n'a pour but que de sauvegarder le crédit de la Chine et d'éviter aux étrangers des pertes pécuniaires auxquelles ils sont exposés dans cette matière. J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires, afin que la notification dont il s'agit soit rendue publique, pour la connaissance et la gouverne de chacun.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« Signé : SIEH. »

## ETATS-UNIS

Les négociations entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur la question des pêcheries de la mer de Behring se sont terminées le 2 mars.

Le ministre de la Grande-Bretagne, sir Julian Pauncefoot, a été reçu par M. Blaine, secrétaire d'Etat, qui a signé avec lui le traité d'arbitrage.



Sur le rapport de M. Sherman, membre du comité des relations étrangères des Etats-Unis, le président Harrison vient d'ordonner la restitution au Mexique de vingt et un drapeaux qui se trouvaient au musée de l'Académie militaire des Etats-Unis et qui avaient été capturés par l'armée fédérale dans la dernière guerre avec le Mexique.

Dans le courant de mars, M. Dolph a soumis au Sénat un bill ayant trait aux étrangers qui résident aux Etats-Unis. En voici la substance :

« Tout acte commis dans un Etat ou sur un territoire quelconque, en violation des droits d'un sujet d'un pays étranger, ces droits étant garantis par traité audit citoyen ou sujet, lorsque cet acte constitue un crime ou un délit d'après la loi de l'Etat où il a été commis, constituera également un crime ou un délit, suivant le cas, contre la paix et la dignité des Etats-Unis. Ledit acte entraînera les mêmes peines, il pourra être porté devant les mêmes tribunaux fédéraux et, après condamnation, le jugement pourra être exécuté de la même façon que les crimes ou délits prévus ou punis par les lois fédérales. »

Comme on le voit, ce projet a été inspiré par les incidents qui se sont produits l'année dernière à la Nouvelle-Orléans.

### Léon XIII et l'Exposition de Chicago.

Léon XIII, sollicité par les organisateurs de l'Exposition de Chicago de s'y faire représenter officiellement, a adressé la lettre suivante à M. Thomas Ryan, délégué spécial de l'Exposition de Chicago en Italie :

*A l'honorable Thomas Ryan,*

LÉON XIII, PAPE.

Honorable monsieur, salut !

Pendant que de toutes parts on se prépare à célébrer par des fêtes la mémoire d'un homme très illustre qui a bien mérité de la chrétienté et de tout l'univers, Nous apprenons avec un grand plaisir que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord sont entrés dans la lice pour ce tournoi honorifique de la manière qui convient à l'étendue et à la richesse de ce pays et à la mémoire du grand homme auquel ces honneurs sont rendus.

Rien certainement ne peut être plus splendide que ce que l'on Nous raconte de la grande et magnifique Exposition qui va avoir lieu à Chicago, et qui réunira en un même lieu tous les fruits que produit la nature et toutes les œuvres que crée l'esprit ingénieux de l'homme. Le succès de cette entreprise fournira certainement une nouvelle preuve de l'intelligence supérieure et de l'énergie active de ce peuple, qui entreprend des tâches énormes et difficiles avec tant d'audace et de bonheur. Nous sommes heureux de constater en même temps que l'objet que l'on a vue est aussi noble que l'entreprise elle-même est grande.

C'est un témoignage d'honneur et de gratitude à cet homme immortel qui, désireux de trouver de nouvelles routes par lesquelles on pût porter jusque dans les parties les plus reculées de l'univers, la lumière de la vérité et les bienfaits de la civilisation, ne s'est pas laissé effrayer par les dangers qu'il allait courir et ne s'est pas laissé vaincre par les plus rudes labeurs. Christophe Colomb a réuni en quelque sorte les deux fractions de la race humaine longtemps séparées, et il a rendu à toutes deux de tels services que, parmi les bienfaiteurs de l'humanité, il y en a peu qui lui soient égaux et pas un qui lui soit supérieur.

C'est pourquoi, tout en faisant aux citoyens de la grande République des éloges bien mérités, Nous exprimons le ferme espoir que leur noble entreprise, à laquelle d'autres nations prêteront leur concours, aura un résultat

favorable ; qu'elle sera d'une grande utilité, en stimulant l'ingéniosité de l'homme dans ses efforts pour développer les ressources de la nature et en encourageant les beaux-arts.

Donné à Saint-Pierre-de-Rome, le 27 février, en l'année de Notre-Seigneur 1892 et la quinziesme de Notre pontificat.

LÉON XIII, PAPE.

Le Pape a consenti, en outre, à ce que la bibliothèque du Vatican prêtât, pour la durée de l'Exposition, la première carte du Nouveau-Monde qui ait jamais été faite. Elle est connue sous le nom de « carte de Diégo Ribéra » ; commencée en 1494 et achevée en 1529, elle est en parfait état de conservation et mesure trois pieds sur sept. Elle est accompagnée d'une copie faite à la même époque et sur laquelle le Pape Alexandre VI a tracé la ligne fameuse devant délimiter en Amérique les possessions espagnoles et portugaises. Elle a été léguée à la bibliothèque du Vatican par le cardinal Borgia, et c'est celle-là même que le pape Pie IX n'avait point voulu laisser copier par le gouvernement américain. Sur cette carte, qui commence vers le milieu des îles Moluques et se termine avec la seconde moitié de cet archipel, le Nil descend de trois laes ; la Russie et la Sibérie sont marquées comme terres stériles et inconnues. L'Amérique y fait bonne figure avec le Yucatan, le Brésil et la Nouvelle-Espagne, indiqués d'une manière distincte ; au nord, elle se termine par le Labrador.

## FRANCE

Le ministère, présidé par M. de Freycinet, a donné sa démission à la suite d'un vote de la Chambre des députés, dans la séance du 18 février. Il s'agissait de l'urgence à déclarer sur un *projet de loi relatif aux Associations*, déposé par MM. Constans, ministre de l'intérieur, et Fallières, ministre de la justice. Le ministère a été reconstitué par décret du 27 février, sous la présidence de M. Loubet, sénateur, qui a pris le département de l'intérieur. M. Ribot a gardé le portefeuille des affaires étrangères et M. de Freycinet celui de la guerre.

Voici le texte de la Déclaration ministérielle qui a été lue, le 3 mars, à la Chambre et au Sénat :

« Messieurs, le cabinet qui se présente devant vous ne se dissimule pas les difficultés de sa tâche. Pour la remplir, votre confiance lui est nécessaire. Il veut, par la netteté de ses déclarations, vous permettre, dès la première heure, de lui dire s'il peut y compter.

« Notre politique aura pour premier objet la défense de toutes les lois républicaines. Au premier rang de ces lois nous plaçons la loi militaire, loi de patriotisme et d'égalité, et la loi scolaire, source de tous les développements de l'esprit national et garantie fondamentale de la liberté des consciences. Nous en poursuivrons la ferme application.

« Nous demanderons aux fonctionnaires et à tous ceux qui détiennent une part de la puissance publique d'être non seulement de fidèles observateurs de leurs devoirs professionnels, mais des serviteurs sincères de l'Etat républicain.

« Les rapports de l'Etat et de l'Eglise ont donné lieu à des incidents et à des débats où la complexité des questions posées n'a pas permis peut-être de faire une lumière suffisante. Voici les principes qui nous guideront sur ce point.

« Nous ne croyons pas avoir mandat de préparer la séparation des Egli-

ses et de l'Etat. Il n'y a pas dans les Chambres et nous ne pensons pas qu'il y ait dans le pays une majorité pour l'accomplir.

« Notre devoir est donc de maintenir avec fermeté la législation concordataire. Nous l'appliquerons dans son véritable esprit. Le Concordat assure aux ministres du culte une situation et des droits particuliers ; mais, en revanche, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, il leur impose des obligations rigoureuses. Non seulement ils doivent, comme tous les citoyens, l'obéissance aux lois nationales, mais il leur est imposé, en outre, de se renfermer dans les fonctions de leur ministère et de se tenir absolument à l'écart des discussions et des luttes des partis.

« Nous n'hésiterons pas à exiger de tous le respect de ces obligations. Nous croyons avoir en mains les pouvoirs suffisants pour y parvenir. S'il en était autrement, c'est au Parlement que nous demanderions les moyens d'action nécessaires pour résoudre des difficultés sur lesquelles il appartient à la représentation nationale de se prononcer souverainement.

« Mais notre tâche ne doit pas se borner à conserver le patrimoine des lois votées et des réformes accomplies. Vous avez, depuis le commencement de la législature, réalisé des progrès que personne ne saurait contester. Vous avez mené à bien une œuvre importante et difficile en donnant à la France un régime économique qui assure une plus efficace protection de l'agriculture et de l'industrie et la liberté des tarifs, que seul le Parlement peut modifier.

« Vous êtes saisis de projets concernant l'amélioration du sort des travailleurs. Nous vous demanderons de discuter notamment ceux qui concernent la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ; le droit à l'indemnité due aux ouvriers victimes d'un accident dans leur travail ;

« L'arbitrage dans les différends entre ouvriers et patrons ;

« La loi sur l'hygiène et la sécurité des ateliers ;

« Les caisses d'épargne ;

« La création d'une caisse nationale des retraites ouvrières ;

« La réforme du régime des boissons.

« Messieurs, la volonté nationale a donné une telle force à la République que ses adversaires semblent aujourd'hui résignés à l'accepter.

« Nous nous réjouissons du mouvement qui, en dehors des calculs intéressés des partis, porte vers elle les masses du suffrage universel, et nous nous efforcerons, par un large esprit de sagesse et de tolérance, de donner chaque jour davantage le sentiment que la République est pour tous une garantie de sécurité et de liberté.

« Mais les évolutions des partis politiques ne sauraient nous faire abandonner aucun de nos principes.

« Pour nous, la République n'est pas seulement une forme de gouvernement, elle représente l'ensemble des institutions nées de la Révolution française ; elle a pour condition d'existence la souveraineté du suffrage universel, toujours plus libre et plus éclairé, et l'indépendance absolue de la société civile ; elle a pour but la répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages communs, l'élévation progressive de tous à un degré croissant de bien-être matériel et moral.

« Messieurs, ce n'est pas seulement pour le parti républicain que nous voulons gouverner : c'est pour le pays tout entier ; mais c'est avec le parti républicain et par lui que nous comptons réaliser ces idées qui forment son patrimoine traditionnel. Nous demandons donc à tous les républicains de s'unir à nous pour cette œuvre ; leurs divisions en compromettraient le développement ; leur union en assurera le triomphe et fondera définitivement la paix dans la République et la grandeur de la France dans le monde. »

— Après la lecture de la Déclaration ministérielle à la Chambre des députés



tés, une interpellation a été déposée sur « la politique générale du Gouvernement ».

M. Rivet demandait au nouveau cabinet s'il entendait suivre la même politique que le précédent et s'il n'était pas engagé par certaines négociations nouées avec le Vatican.

M. le ministre des affaires étrangères a fait la réponse suivante :

M. Ribot, *ministre des affaires étrangères*. — « Messieurs, je désire, autant que l'honorable M. Rivet, qu'il n'y ait ni équivoque ni malentendu. On a parlé, ces jours derniers, de négociations suspectes, compromettantes, qui auraient eu lieu entre le Saint-Siège et le gouvernement français.

« On a même ajouté que ces négociations auraient été suivies à l'insu du cabinet dont j'avais l'honneur de faire partie. Je saisis très volontiers l'occasion qui m'est offerte de m'expliquer brièvement.

« On désire savoir si l'encyclique qui a paru récemment (1) a été le résultat de négociations et si à cette occasion le gouvernement français aurait pris des engagements vis-à-vis du Saint-Siège.

« Je répondrai nettement, comme j'ai répondu déjà au mois d'octobre dernier à l'honorable M. Pelletan qui m'avait posé la même question, à peu près dans les mêmes termes.

« M. Pelletan, lors de la discussion du budget, m'avait en effet demandé si le mouvement d'adhésion d'une partie des catholiques, des monarchistes vers la République, n'avait pas été l'objet de pourparlers entre le gouvernement français et le Saint-Siège, et si, à cette occasion, des engagements mutuels n'avaient pas été pris.

« J'ai dit à M. Pelletan qu'il ne pouvait y avoir, sur un pareil sujet, aucune négociation. Je répète et je dis aujourd'hui à l'honorable M. Rivet, qu'en fait il n'y a aucune négociation et qu'aucun engagement n'a été pris.

« L'encyclique a été un acte spontané de la part du Souverain-Pontife, qui se rattache à un ensemble de vues et à la situation générale que la papauté occupe en Europe et dans le monde. C'est un acte dont la portée doit être évidemment considérable, mais je le répète, nous ne l'avons pas négocié, nous ne l'avons pas sollicité, nous ne l'avons connu que par la publication faite par les journaux.

« Messieurs, nous avons, il est vrai, des relations avec le Saint-Siège, et ces relations résultent tout naturellement de ce fait qu'il y a entre la papauté et le gouvernement français un Concordat qui a été de tout temps l'objet d'échanges de vues entre les deux pouvoirs. Il n'y a là rien absolument de nouveau. Nous avons suivi la tradition constante en poursuivant l'idée même qui a inspiré la rédaction du Concordat et qui en assure encore aujourd'hui le maintien.

« Aussi, lorsqu'il y a quelque temps une certaine émotion s'est produite dans le pays et dans le Parlement à l'occasion d'une campagne imprudente d'une partie de l'épiscopat français, le gouvernement tout entier a pensé qu'il était de son devoir d'appeler l'attention du Saint-Siège sur un ensemble de faits et sur les tendances dont la gravité ne pouvait échapper à personne.

« Une question spéciale s'est mêlée à ce débat. On a parlé d'additions récemment faites au catéchisme dans certains diocèses et portant sur des matières politiques, et on a signalé au gouvernement le danger de pareilles innovations.

« Nous avons pensé qu'il y avait lieu de remettre à notre ambassadeur près du Vatican au moment où il quittait Paris pour rejoindre son poste, des instructions qui visaient cette situation générale et plus particulièrement la question des catéchismes.

(1) V. cette encyclique plus haut, p. 57.

« M. Louis Barthou. — A quel moment ?

« M. le Ministre. — Je vais vous le dire. Ces instructions n'étaient pas destinées à la publicité, mais je n'éprouve aucun embarras, et je ne vois aucun inconvénient à en donner connaissance à la Chambre. Ces instructions portent la date du 17 décembre 1891.

« En voici le texte :

*« Le ministre des affaires étrangères à M. l'ambassadeur de France  
près le Saint-Siège (Confidentiel) :*

*« Paris, le 17 décembre 1891.*

« Monsieur, la haute sagesse dont le Souverain-Pontife a coutume de s'inspirer dans ses jugements n'a pas manqué sans doute d'apprécier comme il convient les récentes manifestations auxquelles une trop grande partie de l'épiscopat français s'est laissé entraîner. Sans vouloir exagérer la portée de ces manifestations et l'émotion qu'elles ont produite, il est impossible de méconnaître qu'elles ont eu pour premier résultat de raviver des luttes irritantes et de compromettre la pacification que le Saint-Siège n'a pas cessé de recommander aux évêques. On ne comprendrait pas que ceux-ci se soient départis, en cette occasion, de la réserve qui convient à leur caractère si l'on ne savait de quelles pressions ils ont été l'objet de la part de certains partis politiques. La lettre de l'archevêque de Bordeaux qui a été communiquée à la Chambre par le ministre des cultes, d'autres lettres d'un caractère plus confidentiel, également adressées à M. Fallières, nous ont fait connaître le but de la campagne qui vient d'être engagée au nom de la religion et les moyens employés pour forcer les évêques à y prendre part.

« Les déclarations que S. E. M. le cardinal Rampolla a faites spontanément à M. de Monbel ne nous ont laissé aucun doute sur les sentiments qu'a inspirés au Souverain Pontife la conduite de quelques-uns de nos évêques. Ces sentiments m'ont d'ailleurs été confirmés au cours des entretiens que j'ai eus avec le Nonce apostolique. Je n'ignore pas que Mgr Ferrata a usé de toute l'influence dont il dispose pour faire comprendre aux évêques que le Saint-Siège n'approuvait pas leur attitude. Il n'a pas dépendu de lui d'empêcher les regrettables incidents qui ont précédé et suivi la condamnation de M. l'archevêque d'Aix.

« Quoi qu'il en soit, la situation ne laisse pas que de préoccuper tous ceux qui ont à cœur le maintien de la paix religieuse et qui considèrent que le Concordat en est encore la meilleure garantie. Les débats de ces derniers jours ont montré que l'idée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat était envisagée par certains catholiques, aussi bien que par un grand nombre de républicains, comme une solution des difficultés que soulève l'application du Concordat. Le gouvernement de la République s'est prononcé avec fermeté contre une pareille solution.

« Elle lui semble pleine de périls dans l'état actuel des esprits. Mais nous ne pouvons nous dissimuler qu'il deviendra difficile de défendre le Concordat contre les attaques dont il est l'objet, si les évêques ne s'inspirent pas davantage de son esprit.

« Le Concordat est violé dans son esprit quand les évêques affectent d'intervenir, non pas seulement comme simples citoyens, mais en tant qu'évêques, chargés de la direction d'un grand service public, dans les choses de l'ordre politique, soit en censurant les actes du gouvernement, soit en se prêtant à l'organisation d'un parti catholique dont ils seraient les chefs, mais qui ne serait en réalité qu'un parti politique.

« La déférence envers les représentants du pouvoir civil, la neutralité dans les luttes politiques sont les premiers devoirs d'un clergé reconnu par l'Etat. Du jour où ce clergé sort de sa mission religieuse pour se mêler à la politique, il met en danger le Concordat.

« Je vous signale particulièrement, à ce point de vue, le projet qui semble avoir été formé par un certain nombre d'évêques de publier, quelque temps avant les prochaines élections municipales, un manifeste sur les devoirs des électeurs. On ne manquerait pas de voir, dans cette intervention collective, une tentative de la part des évêques d'exercer une direction politique.

« Je dois surtout appeler votre attention sur les nouveaux catéchismes récemment introduits dans un certain nombre de diocèses, et qui contiennent non seulement des conseils sur le choix des candidats politiques, conseils fort peu appropriés en tous cas à l'âge des enfants auxquels ils sont adressés, mais encore des critiques de la loi qui a tracé les programmes d'enseignement dans les écoles publiques.

« Il ne serait que temps de donner aux évêques des conseils de prudence si — comme je n'en saurais douter — le Saint-Siège tient à prévenir de nouveaux et graves conflits dans une matière aussi délicate que celle-ci entre l'autorité civile et une partie de l'épiscopat.

« Vous pouvez affirmer hautement que le gouvernement de la République désire avec la plus entière sincérité la paix religieuse, qu'il a le plus profond respect des croyances et des droits de la conscience. Il vient de donner une preuve des sentiments qui dirigent sa conduite en déclarant publiquement qu'il ne s'associerait à aucune mesure préparatoire de la dénonciation du Concordat. En vous faisant l'interprète de ces sentiments, vous n'aurez que plus d'autorité pour signaler le péril qu'il y aurait à laisser l'épiscopat persévérer dans la voie où il est entré. Votre langage doit être, à cet égard, aussi net et aussi ferme que notre conduite a été jusqu'à ce jour prudente et modérée. Nous ne voulons pas avoir la responsabilité de ce qui pourrait advenir si on laissait s'aggraver un état de choses si contraire aux véritables intérêts de l'Eglise. Vous êtes autorisés à donner lecture de cette lettre au cardinal secrétaire d'Etat. »

« Voilà, messieurs, le langage que nous avons tenu, langage qui n'était pas destiné à cette tribune, mais que j'y porte sans aucun embarras. Si l'on a dit quelque part que le gouvernement français, dans ses rapports avec le Saint-Siège, avait eu une attitude humiliée, je m'adresse à la Chambre tout entière et je lui demande de déclarer si le langage dont le gouvernement s'est servi n'est pas un langage gouvernemental.

« Cette lettre a été communiquée au Saint-Père, et le Pape a dû être frappé des considérations qui y sont développées, puisqu'il nous a fait savoir qu'il avait l'intention d'intervenir en cette affaire des catéchismes pour la régler de façon à prévenir un conflit entre l'autorité civile et l'autorité religieuse.

« Je crois, messieurs, que nous n'avons rien à cacher, qu'il n'y a rien, absolument rien dans notre conduite, dans notre langage, qui ne puisse être porté au grand jour de cette tribune. En présence de toutes ces insinuations, de tous ces mensonges, de tout cet ensemble de suspensions dont on cherche à nous envelopper, il n'y a qu'une manière de faire la lumière. Ce n'est pas en publiant des notes ou en se livrant à des contre-attaques qui seraient indignes de nous : c'est en abordant la question, comme je viens de le faire, simplement, loyalement, à la tribune, en vous montrant quelle a été notre conduite et en vous demandant de la juger.

« M. François Deloncle. — C'est il y a quinze jours que vous auriez dû dire cela !

« M. le ministre. — Je n'ai jamais tenu un autre langage.

« Messieurs, ce sera à vous de dire, et de dire avec netteté, si le gouvernement qui a tenu ce langage, — et je ne parle pas seulement du gouvernement dont j'avais l'honneur de faire partie, je parle aussi du gouvernement



actuel qui accepte complètement, entièrement, la solidarité sur ce point avec les actes et le langage du gouvernement précédent... Ce sera à vous de dire si nous sommes d'accord.

« Je comprends, pour ma part, que ceux qui n'admettent pas l'existence du Concordat, qui veulent le dénoncer n'admettent pas que le gouvernement ait des relations avec le Saint-Siège. Ils sont logiques et conséquents avec eux-mêmes ; mais le Parlement, qui, en tenant compte de l'état des esprits en ce pays, s'est plusieurs fois prononcé pour le maintien du Concordat, ne doit pas s'étonner que le gouvernement adresse à son représentant auprès du Saint-Siège des instructions analogues à celles dont je viens de vous donner lecture.

« En tous cas, je désire, pour ma part, qu'il n'y ait pas dans ce débat l'ombre d'une équivoque et je demande à la Chambre — comme c'est mon droit — de se prononcer aussi catégoriquement et aussi nettement que possible et de nous dire si, oui ou non, le langage que nous avons tenu est l'expression de sa pensée, si, oui ou non, nous pouvons compter sur sa confiance. »

Appelé à la tribune par M. Barthou, M. le président du Conseil a prononcé un premier discours dont nous reproduisons les passages les plus caractéristiques :

« M. Barthou s'étonnait tout à l'heure que l'honorable ministre des affaires étrangères eût apporté ici, en donnant lecture du document que vous connaissez, une politique qui était à la fois celle de l'ancien cabinet et du nouveau.

« Mais, messieurs, vous devez bien supposer que le nouveau cabinet qui avait l'honneur, mais aussi la lourde charge et la lourde responsabilité de paraître devant vous et de soutenir l'honneur de la République et de faire ses affaires, vous devez bien supposer qu'avant de se former, le nouveau cabinet voulut savoir ce qui s'était passé et quelles étaient les prétendues négociations qu'après les incidents de la séance du 18 février, plus encore qu'avant ou pendant, on avait accusé le Gouvernement précédent d'avoir nouées et continuées avec le gouvernement pontifical. C'est en parfaite connaissance de cause, après avoir lu le document qui a passé sous vos yeux et en avoir pesé la valeur, l'importance et la signification, que j'ai pensé et que mes collègues ont pensé avec moi qu'il n'y avait là absolument que l'exercice d'un droit, je dis plus, que l'accomplissement d'un devoir strict par le Gouvernement français : à savoir, faire respecter le contrat qui nous lie encore à l'heure qu'il est, et qui nous liera jusqu'au jour où les Chambres l'auront déchiré en le dénonçant ou en y substituant un nouveau pacte.

« Lorsque deux parties ou deux Etats, comme deux particuliers, nouent des négociations, font un traité, si l'une des parties, soit le lendemain, soit cent ans après, néglige de remplir les obligations qui découlent de cet accord, vous voulez que la partie qui se prétend lésée, qui se croit en droit de faire des réclamations, ne puisse s'adresser à son contractant pour le rappeler à l'exécution du contrat et au respect de la signature donnée ?

« Mais il n'y a absolument que cela dans le document qui a été lu par l'honorable ministre des affaires étrangères, et je répète que c'est en parfaite connaissance de cause que j'en ai accepté l'entière responsabilité, absolument comme si je l'avais signé moi-même, au mois de décembre dernier. »

Répondant enfin à M. Camille Pelletan, M. le président du Conseil s'est exprimé en ces termes sur la communication diplomatique dont M. Ribot avait donné lecture :

« Me suis-je trompé ? J'ai examiné le document dont vous avez entendu la lecture tout à l'heure. J'y ai vu une doctrine qui est la mienne, qui est celle de la déclaration que j'ai eu l'honneur de lire devant la Chambre des

députés. Elle se résume dans ces termes très simples : Nous avons un contrat ; notre droit, notre devoir, est de rappeler nos contractants à l'exécution des clauses, des termes et de l'esprit de ce contrat...

« M. Pichon. — Les lois organiques ne sont pas un contrat ! Nous ne pouvons pas laisser dire cela.

« Je demande la parole.

« M. le président du Conseil. — Je ne vois rien dans ces prétendues négociations qui ait été de nature à gêner mon action, lorsque j'ai consenti à accepter le pouvoir.

« L'honorable M. Pichon me dit — et la déclaration a répondu par avance à cette préoccupation — : « Mais ce n'est pas un contrat ! nous sommes libres, nous sommes chez nous. Notre souveraineté est absolue : nous avons des lois générales, des lois de police, nous avons le code pénal ; nous avons, au besoin, des lois nouvelles à faire, si celles-là ne suffisent pas ».

« Est-ce que j'ai jamais soutenu l'opinion contraire ? Et quel est le ministre français, je ne dis pas républicain, mais quel est le ministre qui, à aucune époque, a laissé dire ou est venu dire ici que la France était obligée de s'incliner devant des prescriptions venant d'un gouvernement étranger, fût-ce le gouvernement pontifical ?

« Vous êtes les maîtres. Jamais le président du Conseil du précédent cabinet, jamais aucun ministre n'a dit le contraire, et nous avons tenu aujourd'hui à affirmer ce droit absolu, ce droit que nous entendons maintenir dans son intégrité.

« Voilà, messieurs, notre programme sur ces matières. Si vous l'approuvez, vous nous donnerez votre confiance ; si vous êtes d'un sentiment contraire, nous saurons tirer la conclusion. »

La Chambre a adopté ensuite, par 341 voix contre 91, un ordre du jour ainsi conçu :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement, passe à l'ordre du jour. »

— Le 21 mars, lord Dufferin a présenté au Président de la République les lettres qui l'accréditent comme ambassadeur de la Grande-Bretagne près le Gouvernement français.

Nous croyons devoir rappeler à cette occasion les principales dates de la carrière si remplie et si chargée d'honneurs du successeur de lord Lytton :

Fils unique du quatrième baron Dufferin et de la petite-fille du poète dramatique Sheridan, le très honorable Frederick Temple Blackwood, aujourd'hui marquis de Dufferin et Ava, naquit à Florence en 1826 ; il succédait au titre paternel en 1841, étant encore dans sa minorité, et épousait, en 1862, miss Harriet, fille aînée du capitaine Archibald Hamilton, Irlandaise comme lui, et qui devait devenir sa collaboratrice dévouée.

L'énumération de tous les postes que lord Dufferin a remplis serait fort longue. Nous ne rappellerons que les principaux. Après avoir été attaché, en 1855, à la mission de lord Russell, à Vienne, et envoyé, en 1860, par lord Palmerston, en Syrie, pour faire une enquête au sujet des massacres du Liban, il fut successivement sous-secrétaire d'Etat pour les Indes (1864-1866) et sous-secrétaire pour la guerre (1866-1867), puis devint chancelier du duché de Lancaster, en 1868, sous l'administration de M. Gladstone qui, dans l'été de l'année 1872, l'envoyait à Ottawa comme gouverneur général du Canada. Remplacé dans ce poste en 1878 par le marquis de Lorne, grand-père de la reine Victoria, il succédait à lord Augustin Loftus dans celui d'ambassadeur à Saint-Petersbourg, d'où il passait, en 1881, à Constantinople,

puis au Caire. La façon dont il s'acquitta en Egypte de la mission de diriger le Gouvernement khédivial dans sa lutte contre Arabi, le fit connaître pour un diplomate de premier ordre ; aussi ne fut-on pas surpris de le voir succéder, en 1884, au marquis de Ripon, qui, lui-même, avait remplacé lord Lytton, dans la vice-royauté des Indes. C'est en quittant cette haute position qu'il fut créé, en 1888, marquis de Dufferin et Ava et comte d'Ava, ce dernier titre par allusion aux services qu'il avait rendus dans son administration des affaires de l'Inde.

Depuis 1888, lord Dufferin fut ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, jusqu'au moment où la mort de lord Lytton et la faveur de la reine Victoria l'appelèrent à Paris.

Parmi les ouvrages les plus connus de lord Dufferin, il faut citer la série de ses études irlandaises : son *Voyage d'Oxford à Skibbereen*, publié après la terrible famine de 1846, son *Emigration irlandaise*, son *Examen du plan de M. Mill pour la pacification de l'île sœur*, ses *Contributions à une enquête sur l'état de l'Irlande*. Dans la littérature proprement dite, il débuta par un coup de maître avec ses *Lettres des hautes latitudes*, dans lesquelles il raconte le voyage qu'il fit en 1859 sur les côtes d'Islande ; il publiait plus tard une satire des mœurs anglaises sous ce titre : *The honourable Impulsia Gusgington*. En 1882 paraissait un recueil de ses *Discours et Adresses* ; en 1890, un volume contenant les discours prononcés par lui dans les Indes.

Nous avons dit que lady Dufferin était devenue une collaboratrice dévouée de son mari. Il suffit de rappeler l'admirable institution qu'elle a créée dans les Indes, dans le but de fournir aux femmes le moyen d'être soignées par des femmes. Son talent d'écrivain est bien connu. Le *Journal canadien* qu'elle a publié à son retour d'Ottawa et le recueil de ses souvenirs des Indes, intitulé : *Our viceregal life in India* l'ont brillamment attesté.

— Par décret du 8 mars, le sous-secrétariat des colonies a été rattaché au Ministère de la Marine et M. Jamais, député, en a été chargé.

Voici le texte de la circulaire qu'il a adressée au gouverneur général de l'Indo-Chine et aux gouverneurs des colonies :

En vous confirmant mon télégramme du 9 mars, j'ai l'honneur de vous rappeler que le rattachement de l'administration des colonies au Ministère de la marine ne saurait impliquer aucun changement dans la direction des affaires coloniales.

L'administration centrale conserve son autonomie, et le décret du 19 mars 1889, qui a fixé les attributions du sous-secrétaire d'Etat, reste en vigueur dans son intégralité.

Vous trouverez auprès de moi, comme auprès de mes prédécesseurs, le concours le plus complet pour le développement pacifique de nos possessions d'outre-mer et pour l'œuvre de civilisation, d'organisation commerciale et économique, qui doit caractériser de plus en plus notre politique coloniale. Je compte, à cet égard, sur votre dévouement et votre collaboration éclairée.

Vous devez vous attacher à assurer l'emploi le plus sévère des crédits affectés à votre administration, afin de ne pas accroître, et même d'alléger peu à peu les sacrifices que la métropole et les colonies sont dans la nécessité de s'imposer. C'est dans cette pensée que j'appelle votre attention sur les réformes dont les budgets locaux des colonies sont susceptibles et sur les délais dans lesquels ces budgets sont présentés à l'administration centrale.

J'attache le plus grand prix à toutes les mesures qui tendraient à fortifier le contrôle du Gouvernement et du Parlement français, et qui leur permettraient de se prononcer en complète connaissance de cause à l'heure où ils accordent les crédits dont les colonies sont appelées à bénéficier. Je vous prie de m'adresser sur ce point les propositions qui vous paraîtraient de



nature à donner satisfaction au vœu si souvent et si légitimement formulé.

Je fais appel à votre vigilance pour obtenir ce double résultat et pour maintenir le personnel sous vos ordres, à tous les degrés, dans l'observation des principes et des devoirs qui doivent faire aimer et respecter la France sur tous les points où l'on rencontre son drapeau.

Agréez, Messieurs, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Émile JAMAIS.

Dès le lendemain, 9 mars, une proposition de loi a été soumise à la Chambre pour la création d'un Ministère des Colonies. En voici l'*exposé des motifs* rédigé par M. Joseph Reinach :

Messieurs,

L'administration des colonies vient de passer une fois de plus du Ministère du Commerce, où elle avait été placée par Gambetta, au Ministère de la Marine, qui ne pouvait se consoler de son départ.

Le rattachement des colonies à l'un ou à l'autre de ces Ministères comporte par lui-même, depuis quinze ans, une signification claire et précise.

Le Ministère de la Marine, que son titulaire soit un officier ou un civil, est un Ministère militaire ; chaque fois que l'administration des colonies y sera annexée, alors même que le lien qui les unira sera des plus légers, la force des choses, supérieure aux plus fermes résolutions, l'orientera vers une politique qui ne sera point exclusivement celle du développement industriel et commercial.

Enlever au Ministère de la Marine la direction de nos possessions d'outre-mer, c'est donc, d'abord, l'obliger à se consacrer tout entier à sa véritable tâche qui ne laisse point sans doute d'être considérable : la défense maritime ; c'est reconnaître ensuite, avec les faits eux-mêmes, que les colonies sont sorties définitivement de la période militaire et qu'elles n'ont plus, dans une sécurité officiellement proclamée, qu'à travailler à la mise en œuvre de leurs ressources et de leurs richesses naturelles.

Le Cabinet du 14 novembre 1881, celui du 23 février 1889, avaient également compris ces vérités. Gambetta avait plus que personne l'orgueil et le culte de l'armée ; employer ses officiers à une tâche où ne les avaient préparés, ni leur origine, ni leur instruction ne lui semblait pas cependant la preuve d'une sollicitude éclairée pour leurs intérêts. La marine a la gloire d'avoir conquis nos plus belles colonies ; c'était compromettre sa renommée que de lui en abandonner l'administration. Chacun son métier ; à chacun son rôle. — La même pensée dictait, en 1889, le rapport de MM. Tirard et de Freycinet au Président de la République : « Les expéditions lointaines étant « arrivées à leur terme, le moment paraît venu de pourvoir nos colonies « d'une administration spécialement organisée en vue de la mise en valeur « et du développement des richesses de toute nature qu'elles renferment... » L'expérience a ensuite parlé : l'obligation de soustraire les colonies à toute administration militaire du jour où elles ont été définitivement pacifiées, tous ces principes, qui sont élémentaires dans les grands pays coloniaux, n'ont pas été démontrés chez nous, depuis trois ans, avec moins d'évidence et de force qu'à l'étranger. La solution qui avait été adoptée n'était pas sans doute elle-même sans inconvénients ; mais, au moins, elle constituait une renonciation formelle à la chimère d'un ministère militaire abdiquant ses traditions propres dès qu'il touche aux questions coloniales ; ce ministère y parviendrait-il par un véritable miracle, il ne le pourrait d'ailleurs qu'au prix de ses propres institutions faussées et détournées de leur but : il risquerait de se « démilitariser » lui-même sans réussir à « démilitariser » les colonies. Or, a-t-il jamais été plus nécessaire qu'à cette heure de conserver au grand département qui est chargé de la défense de nos côtes et des mers où flotte notre pavillon, le maximum de sa force militaire ? Au lendemain de la

promulgation du tarif général des douanes, comment une administration qui ne serait pas exclusivement civile et imbue d'idées civiles pourrait-elle donner à nos jeunes comme à nos vieilles colonies le moyen de tirer du champ élargi qui s'ouvre à leur activité tout le parti que la métropole a généreusement escompté ?

Si le rattachement des colonies au Ministère de la Marine porte également préjudice à la marine qu'il distrait de sa redoutable tâche et à nos possessions d'outre-mer dont ils paralysent l'essor, la forme sous laquelle avait été opéré naguère le rattachement au Ministère du Commerce n'était point elle-même exempte de critique. Le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies n'était, en effet, Ministre des colonies que sur le papier ; il avait la responsabilité politique sans posséder l'action immédiate ; le sous-secrétaire d'Etat avait, d'autre part, la direction effective sans avoir la responsabilité au moins constitutionnelle. Il n'est jamais bon pour personne, pas plus pour un Ministre que pour un sous-secrétaire d'Etat, d'avoir ainsi soit la chose sans le nom, soit le nom sans la chose. Et, en tout cas, la vérité constitutionnelle et parlementaire se trouve ainsi gravement faussée.

Nous avons, Messieurs, pensé depuis longtemps que, pour clore l'ère de ces expériences et pour revenir à la vérité, il serait indispensable, le jour où la question de l'administration métropolitaine des colonies se poserait à nouveau devant vous, de la faire sortir du régime des décrets pour la faire entrer sous le régime de la loi. Pour mettre fin à la navette que l'administration des colonies semble condamnée à faire du Ministère de la Marine à celui du Commerce et du Commerce à la Marine, nous vous proposons d'ériger cette administration elle-même en Ministère. L'importance de nos possessions lointaines, les plus riches et les plus étendues qui soient au monde après celles de l'Angleterre, comporte depuis nombre d'années, à Paris comme à Londres, les honneurs et les attributions d'un département autonome ; l'avenir de nos colonies ne peut être assuré que par une administration qui ne soit point tentée de confondre la routine avec la règle et dont le caractère civil soit placé d'une manière définitive et permanente au-dessus des fluctuations de la politique quotidienne.

Le Gouvernement eût-il pu procéder par simple décret à la création du Ministère des Colonies ? De l'aveu même de ceux qui, dans un débat célèbre, refusaient autrefois au pouvoir exécutif la faculté de créer de nouveaux Ministères par décret, la Constitution ne l'interdit certainement point et les précédents ne manquent pas pour le permettre. Mais, quoi qu'il en soit de cette controverse, les garanties qu'offre la loi sont telles que les partisans de la doctrine qui fut soutenue par le Ministère du 14 novembre et si vivement combattue par la Commission des crédits dans la séance du 8 décembre 1881, seront les premiers à préférer la solide stabilité d'une mesure législative à la fragilité passagère d'un décret.

En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de la Chambre la proposition suivante, qui ne sera, à vrai dire, que le principe de la nouvelle loi, mais dont le Parlement, après avoir entendu le Gouvernement, n'aura point de peine à dégager les conséquences.

### Proposition de loi.

#### ARTICLE UNIQUE.

L'administration des colonies est érigée en Ministère.

— Un traité d'extradition a été signé le 23 mars entre la France et les Etats-Unis par M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères, et M. Whitelaw Reid, Ministre des Etats-Unis à Paris. Il avait été préparé par une Commission dont faisaient partie, pour les Etats-Unis : MM. Henry Vignaud, premier secrétaire de la Légation, et Hall, conseiller juridique de la Légation ; pour

la France : MM. F. Boutin, conseiller d'ambassade, sous-directeur du contentieux au Ministère des Affaires étrangères ; Herbault, chef de bureau à la direction des affaires criminelles du Ministère de la Justice, et Louis Renault, professeur de Droit des gens à la Faculté de Droit et à l'Ecole des Sciences politiques.

— Le Ministre du commerce français a terminé les négociations engagées avec le représentant des Etats-Unis. Le Ministre demandait la non-application à la France de l'article 3 du bill Mac-Kinley qui donne au président des Etats-Unis le droit de supprimer l'admission en franchise de certains produits, tels que le sucre, les mélasses, les peaux, etc. En échange, la France proposait l'application de son tarif minimum à diverses marchandises américaines dont la valeur est sensiblement égale à celle des produits français visés par l'article 3 du bill Mac-Kinley.

Un accord sur ces bases est définitivement intervenu entre les représentants des deux pays. Le Président de la République des Etats-Unis a publié, le 15 mars, une note indiquant les pays auxquels ne sera pas appliqué l'article 3 du bill.

M. Jules Roche a déposé, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi portant approbation de l'accord intervenu entre les deux Gouvernements.

---

### GRANDE-BRETAGNE

La *Gazette officielle* du 5 mars annonce que par lettres patentes de la reine, portant le grand sceau du Royaume-Uni, les établissements que les Anglais possèdent dans les îles Falkland (îles Malouines) et leurs dépendances sont constitués en « colonie des îles Falkland » et placés dès à présent sous la direction d'un gouverneur et commandant en chef. Sir Roger Tuckfield Goldsworthy est nommé à ce poste.

On sait que la possession de ces îles est revendiquée par la République Argentine, et a donné lieu à plusieurs reprises à des négociations entre elle et la Grande-Bretagne dans le cours de ce siècle. Une question diplomatique fut même soulevée, il y a quelques années, par une carte de ce pays où figuraient les îles Malouines comme territoire argentin. L'affirmation définitive que l'Angleterre vient de faire de ses droits sur les Falkland paraît devoir provoquer des réclamations du Gouvernement de Buenos-Ayres qui les a toujours considérés comme illégitimes et non fondés.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 3 mars*). — On a mis en discussion un crédit de 20,000 livres sterling pour les tracés préparatoires du chemin de fer de Mombassa au lac Victoria.

Le but du crédit, dit le sous-secrétaire des affaires étrangères, est d'étendre et de faire prévaloir la politique de l'Angleterre, c'est-à-dire d'amener la suppression de la traite des esclaves dans l'Afrique orientale et dans l'Afrique centrale.

Le sous-secrétaire croit que les efforts publics et particuliers de l'Angleterre pour supprimer la traite des esclaves ont réussi.

A présent, le commerce avec l'intérieur ne peut être fait qu'à l'aide de porteurs. Il croit que la construction du chemin de fer sera une mesure pacifique qui permettra de supprimer la traite des esclaves et dont l'effet sera d'un caractère permanent.

La question est de savoir simplement si l'Angleterre veut continuer sa politique traditionnelle au sujet de la suppression de la traite des esclaves, et si elle doit signer des documents tels que l'acte de la Conférence de Bruxelles et ne pas prendre de mesures pour leur accomplissement.



D'autres pays ont fait des démarches pareilles à celle dont le Gouvernement anglais propose maintenant l'adoption à la Chambre.

Le roi des Belges dépense 80,000 livres sterling par an. Le Gouvernement allemand expédie de grosses sommes pour développer son territoire en Afrique, mais le Gouvernement anglais n'a rien fait jusqu'à présent. Le Gouvernement ne demande maintenant de l'argent que pour les études du tracé de la ligne projetée. 150 milles de longueur de cette route ont déjà été arpentés; mais 15 milles seulement ont été trouvés d'un travail difficile. Aussitôt que l'arpentage sera complet, le Gouvernement et le pays seront en meilleure position qu'actuellement pour se former une opinion, et pour savoir si le chemin de fer peut être construit, et à quel prix.

L'Angleterre ne fait rien; elle recule.

Il sera impossible pour la Société de l'Afrique orientale de supporter la dépense et de maintenir le capitaine Lugar à Ouganda.

Il faudra le faire revenir, et alors les mahométans et les autres ennemis qui sont sur la frontière des possessions des communautés chrétiennes les attaqueront immédiatement; les missionnaires seront les premiers à être sacrifiés. La traite prendra un nouvel essor dans l'Ouganda où à présent elle est entravée.

M. Buchanan proteste contre ce nouveau point de départ de la politique anglaise, car on ne s'était proposé d'abord ni d'envoyer des troupes ni de faire des dépenses d'argent pour le développement de ce pays-là.

M. Wyndham appuie le crédit à affecter aux études de chemins de fer, déclarant que l'adhésion de l'Angleterre à l'acte de la Conférence de Bruxelles lui impose le devoir de faire quelque chose pour la suppression de la traite des esclaves dans les territoires de l'Afrique orientale qui sont sous le protectorat de l'Angleterre ou qui se trouvent dans la sphère des intérêts anglais.

M. Bryce se plaint des explications maigres et peu satisfaisantes présentées par le Gouvernement et il déclare que ce chemin de fer ne contribuerait aucunement à la suppression de la traite des esclaves entre le Nyassa et Monbassa, attendu qu'il ne se fait là aucune traite d'esclaves. Il déclare de plus que ce chemin de fer ne viendrait pas soulager le fardeau résultant du maintien des croiseurs anglais sur la côte.

L'orateur nie que l'Angleterre soit obligée de construire ce chemin de fer à cause des engagements qu'elle a signés à la Conférence de Bruxelles.

M. Goschen déclare qu'avant de demander à la Chambre de garantir la somme nécessaire pour assurer la construction de ce chemin de fer, le Gouvernement s'informerait si la Société qui se chargerait des travaux possède une position financière suffisante pour exécuter sa tâche.

M. Goschen maintient que les engagements pris par l'Angleterre au sein de la Conférence de Bruxelles obligent l'Angleterre à exécuter ces travaux et que, si ces engagements sont maintenus, les résultats seront des plus bienfaisants.

M. Gladstone est d'avis que l'Angleterre doit tenir les engagements qu'elle a pris relativement à la suppression de la traite des esclaves; mais, avant tout, il faut être sûr que l'Angleterre a pris ces engagements; il faut aussi que la façon dont on demande de les remplir soit formelle.

L'orateur nie que par son adhésion à l'acte de la Conférence de Bruxelles, l'Angleterre se soit engagée en aucune façon à construire le chemin de fer.

Il se plaint que le Gouvernement n'ait pas fourni à la Chambre les renseignements nécessaires pour la mettre à même de se former une opinion satisfaisante.

L'orateur conclut en répudiant toute responsabilité pour des procédés qui sont sans exemple dans l'histoire de cette administration et de toute autre administration.

M. Gladstone a été vivement applaudi sur les bancs de l'opposition.

— Dans la séance du lendemain, M. Labouchère a repris la discussion. Il a demandé des renseignements sur la position financière de la Société de l'Afrique orientale. Cette Société qui, en réalité, jouit des droits de souveraineté sur des territoires de vaste étendue, a débuté à titre d'entreprise de spéculation financière. De vastes territoires qui lui appartiennent sont toujours exposés aux incursions des indigènes. M. Labouchère croit que le Gouvernement et la Société cachent à la Chambre des faits importants dont ils ont connaissance ; il conteste que la continuation du chemin de fer doive amener la suppression de la traite des esclaves et conclut en déclarant qu'à son avis ce n'est pas l'affaire du Gouvernement d'aider par des garanties et des subventions une spéculation purement financière.

La demande de crédits est également combattue par sir William Harcourt, qui se base sur le rapport du capitaine Lugar, lequel prouve que la construction du chemin de fer projeté est impraticable.

A sept heures, la clôture proposée par M. Balfour est votée et le crédit est adopté par 211 voix contre 113, soit une majorité de 98 voix.

### Arrestation de sujets britanniques en France.

A la séance du 14 mars de la Chambre des communes, M. Richard Chamberlain a adressé au Gouvernement la question suivante :

M. William Purdie et son frère ont été arrêtés à Auteuil le dimanche 6 courant, accusés d'être des pickpockets ; malgré leurs protestations d'innocence et leurs demandes instantes d'être autorisés à communiquer avec l'ambassadeur d'Angleterre, ils furent retenus jusqu'à mercredi ; pendant ce temps, ils furent mis en prison et traités comme des malfaiteurs ordinaires jusqu'au jeudi, jour où ils furent mis en liberté sur parole, leur procès et leur acquittement n'ayant eu lieu que le vendredi.

M. J.-W. Lowther, secrétaire parlementaire des Affaires étrangères. — Les faits exposés par l'honorable gentleman sont, je crois, substantiellement exacts. Ni au sujet de M. Purdie ni au sujet de son frère, aucune communication n'est parvenue à l'ambassade jusqu'à mercredi à une heure après-midi. Un des secrétaires de l'ambassade s'est rendu à la Préfecture et a demandé la mise en liberté de ces messieurs ; mais on lui a dit que la mise en liberté ne pourrait être effectuée que si l'ambassade voulait se porter garante de l'honorabilité de MM. Purdie. Comme l'ambassade n'était pas en mesure de remplir cette condition, il y eut quelque ajournement. Mais, dans la soirée du même jour (mercredi), une nouvelle communication a été faite à la Préfecture, demandant la mise en liberté de ces messieurs. Malheureusement, par suite de l'absence des principaux fonctionnaires de la Préfecture, il fut impossible d'obtenir pour le soir même l'élargissement de MM. Purdie ; mais jeudi matin, les fonctionnaires de l'ambassade, mis à même de garantir la parfaite honorabilité de MM. Purdie, demandèrent la mise en liberté immédiate des prisonniers et on fit droit à leur demande dans l'après-midi de la même journée.

C'est là une affaire fort grave, ajoute le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office. Elle fait actuellement l'objet de communications échangées entre les Gouvernements britannique et français. Nous espérons que le Gouvernement français sera prêt à réparer le tort commis et qu'il prendra des mesures pour empêcher que de semblables incidents puissent se reproduire à l'avenir.

A la séance du 15 mars de la Chambre des communes, M. Ballantine demandait au sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères pourquoi l'assistance accordée à MM. Purdie par le Foreign-Office et par l'ambassade d'Angleterre à Paris avait été refusée à MM. Cooper et Bedwell arrêtés à Saint-Etienne en vertu de la loi sur l'espionnage.

Le Foreign-Office n'a-t-il pas reçu, à l'époque de l'arrestation de MM. Cooper et Bedwell, des témoignages sur l'honorabilité de Bedwell de la part du chef de l'Institut technique de Coventry, qui l'a envoyé à Saint-Etienne pour y compléter ses études et de la part du maire et des autorités de Coventry, ville où Bedwell a passé sa vie entière ? Quels sont les efforts qu'a faits le Foreign-Office pour obtenir sa mise en liberté ? Le Foreign-Office se prêterait-il à demander au Gouvernement français une indemnité pour l'emprisonnement de M. Bedwell ?

M. Lowther. — Les deux cas sont tout à fait dissemblables. M. Purdie a été arrêté sur soupçons et pendant quelque temps on ne lui a pas permis de communiquer avec l'ambassade. Quand on a examiné son affaire, il fut aussitôt innocenté. MM. Cooper et Bedwell ont été traduits devant les Tribunaux pour espionnage et convaincus de ce délit. Il n'y a aucune raison de dire que la procédure fut irrégulière. Le vice-consul britannique a suivi de près cette affaire et a prêté toute l'assistance possible. Le Gouvernement de Sa Majesté a fait des représentations non-officielles au Gouvernement français dans le but d'obtenir une atténuation de la peine prononcée contre M. Bedwell, mais il n'y a pas lieu de réclamer une indemnité.

M. Ballantine demande de nouveau pourquoi on a accordé à MM. Purdie une prompt assistance tandis qu'on la refusait à M. Bedwell.

M. Lowther. — Je ne crois pas que les constatations de l'honorable député infirment les assertions du Gouvernement. Je n'ai pas connaissance que l'attention de l'ambassade ait été immédiatement appelée sur le fait qui concerne le gentleman en question. Mais aussitôt que les autorités apprirent l'arrestation, le vice-consul de Lyon, qui se trouve le plus voisin de Saint-Etienne, s'y rendit et fit toutes les démarches possibles pour faire relaxer le prisonnier ; mais il n'y réussit point.

M. Ballantine répond qu'il est allé avec le frère de M. Bedwell à l'ambassade ; là, on leur aurait déclaré que c'était affaire avec la loi française et on se serait refusé à toute démarche.

M. Picton demande si le Gouvernement de Sa Majesté s'efforcera d'obtenir que, dans des cas semblables à celui de M. Purdie, quand des sujets britanniques seront arrêtés en France, les autorités de ce pays préviennent l'ambassade.

M. Lowther. — J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que des démarches seront faites en vue d'obtenir de la France un arrangement aux termes duquel l'ambassade d'Angleterre sera prévenue quand, en France, on arrêtera des sujets britanniques.

### L'Armée britannique.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 7 mars*). — Sur la proposition de passer à la discussion du budget de la guerre, sir Stafford Northcote demande comme amendement que l'on vote l'urgente nécessité de protéger le port d'Esquimaux, dans la Colombie anglaise.



Le Ministre de la guerre reconnaît l'urgence qu'il y a à assurer maintenant la défense de ce port, à cause de son importance croissante, et affirme que cette défense sera bientôt complétée. Il a été entendu que l'Angleterre fournirait les canons, les mines sous-marines et surveillerait les constructions.

Le Canada devait donner le terrain et construire les fortifications ; mais ce dernier, il est vrai, n'a pas encore commencé les travaux, bien que l'armement soit prêt. Toutefois, le Gouvernement est certain que le Canada est décidé à les commencer.

Dans ces conditions, le Ministre déclare ne pas pouvoir accepter l'amendement, que son auteur retire aussitôt.

M. Hambury appelle l'attention de la Chambre sur ce fait que les dépenses occasionnées par l'armée britannique sont hors de proportion avec le résultat obtenu. L'armée peut être petite, mais elle doit être un parfait instrument de combat.

Le budget actuel demande 19 millions de livres sterling pour 544,000 hommes, alors que l'Allemagne entretient 2,800,000 hommes, et la France 2,300,000 hommes.

L'orateur critique l'état de l'armée actuelle.

Le major Rasch croit que l'armée laisse beaucoup à désirer sous le double point de vue du nombre et de l'état physique des combattants.

M. Campbell Bannermann, tout en admettant que l'organisation militaire britannique n'est pas parfaite, estime qu'il serait imprudent d'y apporter des changements précipités.

M. Stanhope explique le budget de la guerre déjà connu. Il déclare qu'il est impossible de comparer les dépenses de l'armée britannique avec celles des armées de France et d'Allemagne, vu qu'en Angleterre c'est une armée de volontaires, tandis qu'en France et en Allemagne le service militaire est obligatoire.

En outre, en Angleterre, les dépenses de nourriture sont plus élevées que sur le continent.

L'orateur demande que le premier chapitre, comportant un chiffre de 150,073 hommes comme effectif, soit voté.

Après quelques observations présentées par divers membres, la discussion a été ajournée.

### Situation de l'Égypte.

Le Gouvernement vient de publier le rapport annuel de sir Evelyn Baring sur la situation politique, administrative et financière de l'Égypte. Ce document est fort long, en voici la conclusion :

« Pour conclure, il me reste à dire que, aussi longtemps que la situation politique ne subira pas de changement, le progrès moral et matériel du pays est assuré sans doute, si le Gouvernement égyptien était libre de disposer de ses ressources, après avoir satisfait ses créanciers, le progrès serait plus rapide qu'à présent. Mais même dans les circonstances actuelles, les divers engagements internationaux pris par le Gouvernement égyptien, tout en retenant certainement le développement progressif du pays, ne peuvent l'arrêter complètement. Les obstacles aux réformes mis par les engagements servent, cependant, à démontrer les graves inconvénients qui existent dans tout système de gouvernement ou d'administration internationale.

« Je dois ajouter que les discussions publiques qui ont eu lieu récemment au sujet des affaires de l'Égypte ont tendu, dans une certaine mesure, à troubler pendant quelque temps les esprits. En outre, une partie de la Presse

européenne et de la Presse indigène qui subit l'influence européenne s'est montrée dernièrement exceptionnellement violente et inexacte dans ses affirmations. Mais ni l'un ni l'autre de ces faits n'a contribué matériellement à arrêter le progrès du pays.

« La conduite et la discipline des troupes britanniques en Egypte continuent d'être excellentes sous tous les rapports. Leur présence n'est pas mal vue de la masse de la population. Le moment n'est pas encore venu, selon moi, où il serait prudent de les retirer. »

## ITALIE

Le comte Rinaldo Taverna a été choisi pour remplacer à Berlin, en qualité d'ambassadeur d'Italie, M. le comte de Launay, mort récemment. M. le comte Taverna n'appartient pas à la carrière; c'est ce qui explique qu'il se soit épanché sans méfiance dans le sein de M. Barth, correspondant du *Berliner Tageblatt*. Il a fait à ce journaliste des déclarations que la presse italienne a très sévèrement appréciées et qui ont provoqué à la Chambre des députés un incident des plus caractéristiques.

Voici en quels termes se serait exprimé M. le comte Taverna; la relation est de M. Barth, elle a paru dans les colonnes du *Tageblatt* :

Le comte Taverna me déclara qu'il avait toujours été un ami sincère non seulement de l'Allemagne, mais aussi et tout particulièrement de ce beau Berlin, vers lequel son cœur l'attirait constamment. La triple alliance n'a pas rencontré en Italie un défenseur plus zélé et plus convaincu que lui, qui avait reconnu la nécessité de cette alliance depuis de longues années.

Déjà, en 1868, lorsqu'il revint à Rome après avoir été attaché au 2<sup>e</sup> régiment de la garde prussienne, il avait hardiment prédit au gouvernement italien que, si la guerre devait éclater entre la France et la Prusse, ce serait la Prusse qui serait victorieuse. Encore aujourd'hui, il a la même conviction, si une guerre européenne devait survenir; car, même si l'Allemagne devait être attaquée de deux côtés, elle n'aurait pas à être inquiète à cause de la supériorité de ses officiers, que lui, Taverna, a eu occasion de connaître de près. L'avenir, au surplus, appartient sans conteste à ce peuple allemand sain et robuste, en qui réside la source de tout véritable progrès.

A plusieurs reprises, et de la façon la plus nette, le comte Taverna m'affirma les tendances absolument pacifiques de la triple alliance. Quant à la situation spéciale de l'Italie dans cette alliance, le comte Taverna déclara que la situation du pays s'est améliorée, comme tout le monde le sait, et que le budget n'est plus en déficit, comme jadis, de plus de cent millions. Personne ne songe à demander la diminution de la force militaire de l'Italie, de sorte que l'Italie sera en mesure en tout temps et en toute occasion de remplir ses obligations militaires vis-à-vis de la triple alliance. L'Italie est même devenue, aujourd'hui que ses finances vont être rétablies, d'une façon durable, un allié plus précieux qu'auparavant.

On comprend l'émotion causée en Italie par ces paroles au moins insolites dans la bouche d'un ambassadeur. Les journaux officiels ont essayé d'expliquer, d'atténuer, d'arranger les choses. L'Italie, qui puise ses inspirations à la Consulta, a prétendu que la conversation avait été mal rendue et, ce qui est en somme une confirmation plutôt qu'un démenti, que le correspondant du *Berliner Tageblatt* avait donné à une causerie familière la portée d'une conversation politique. M. Barth est aussi intervenu dans le débat; il a écrit à divers journaux une lettre déclarant, « afin de prévenir toute appréciation inexacte », que M. le comte Taverna « lui a parlé uniquement, dans leur entrevue, de la puissance militaire de l'Allemagne, sans la moindre allusion politique, en se plaçant au point de vue exclusivement militaire et

en insistant sur la mission toute pacifique qu'il aurait à remplir à Berlin ». Les intentions de l'Italie et de M. Barth sont louables ; c'est tout ce qu'on peut dire de leurs explications.

Dans la séance de la Chambre du 14 mars, en présence des demandes d'interpellation déposées par un certain nombre de députés, M. di Rudini déclarait vouloir répondre immédiatement « afin de réduire l'affaire à ses justes proportions ». Le président du Conseil s'est exprimé en ces termes :

M. di Rudini. — Il est vrai que M. le comte Taverna a été nommé ambassadeur à Berlin ; ce qui n'est pas exact, c'est le langage qui lui a été attribué. Je comprends que les journalistes tâchent d'avoir des entrevues, et je veux admettre qu'ils peuvent être de bonne foi lorsque, recueillant quelques paroles, ils imaginent avoir entendu tout un discours ; mais il ne me semble pas que cela mérite d'occuper le Parlement.

M. Molmenti. — L'incident me paraît digne, au contraire, de notre attention ; il importe de dissiper tout espèce de doute sur nos sentiments à l'égard du noble pays de France.

M. Imbriani. — Bravo !

M. Cavallotti. — Le Parlement et le gouvernement doivent tenir compte de l'importance de la presse. Bien que j'aie reçu du correspondant du *Bertiner Tageblatt* une lettre affirmant que M. le comte Taverna ne lui a parlé que de la question militaire, j'estime qu'on est en droit d'exiger plus de circonspection de la part d'un représentant diplomatique du pays.

M. Imbriani. — Le pays réproouve unanimement le choix de ce monsieur Taverna (Exclamations). C'est à ce qu'il me semble un homme fort peu connu dans l'histoire...

M. le Président. — Je vous invite à respecter un homme méritant et qui a justifié plusieurs fois la confiance du pays.

M. Imbriani. — Je respecte tout le monde, même les personnes que je ne connais pas. Mais vous prétendez que ce qui a été publié par le correspondant du *Tageblatt* n'est pas exact ; eh bien ! je crois, moi, que sa relation est vraie.

M. di Rudini (avec animation). — Elle n'est pas vraie.

M. Imbriani. — Elle est vraie, vous dis-je.

M. di Rudini. — Non ! non ! Elle n'est pas vraie !

M. Imbriani. — La nomination de M. Taverna doit être révoquée.

M. le Président. — Mais puisque l'entrevue est démentie !

M. Imbriani. — Je demande s'il est bon, s'il est utile, s'il est généreux de chercher à envenimer les rapports avec une très noble nation.

M. di Rudini. — En cherchant à faire croire que le gouvernement du roi n'est pas sincère dans ses sentiments à l'égard de la France, les honorables Molmenti et Imbriani ne servent pas la cause qu'ils ont l'intention de défendre.

M. Imbriani. — C'est vous qui le dites !

M. di Rudini. — Vous pouvez douter de ma parole, mais je puis dire, le front haut, que l'Europe n'en doute pas !

## NORVÈGE

Dans la séance du 1<sup>er</sup> mars, le Storthing a discuté la question de la représentation consulaire. Le ministre d'Etat M. de Steen a déclaré qu'il ne doutait pas que cette question pourrait recevoir une solution, mais toute solution serait payée trop cher qui aurait pour conséquence d'établir que les affaires dans lesquelles la Suède serait intéressée à un degré quelconque devraient être soustraites aux décisions de la Norvège.

Il faut, a ajouté le ministre, que les questions intéressant l'une et l'autre partie de la monarchie soient réglées d'un commun accord.

Le Storthing a adopté, par 64 voix contre 48, l'ordre du jour suivant :



« Le Storthing déclare que la question de la création d'un corps consulaire propre à la Norvège est une affaire exclusivement norvégienne qui ne saurait être réglée que par des éléments norvégiens.

« Confiant que cette question recevra sa solution du seul conseil norvégien, si elle vient à être mise en discussion, le Storthing passe à l'ordre du jour. »

## LUXEMBOURG

Dans la séance de la Chambre des représentants belge, du 11 mars, M. Beernaert a annoncé que le consul de Belgique à Luxembourg sera remplacé par un agent diplomatique, la France et l'Allemagne étant seules jusqu'ici représentées au Luxembourg par des agents diplomatiques.

## PARAGUAY

### Circulaire adressée aux Consuls.

Assomption, 24 novembre 1891.

« Monsieur le Consul,

Il arrive parfois que des familles animées des meilleures intentions, mais ne possédant aucune notion d'agriculture et n'ayant jamais travaillé la terre, émigrent vers les pays sud-américains, dans l'espoir que le travail est plus facile qu'en Europe.

Ces familles n'obtiennent pas le résultat qu'elles avaient espéré, se découragent et rendent le pays responsable de leur insuccès.

Lorsqu'une de ces familles se présentera au consulat pour demander des renseignements, vous devrez la dissuader d'émigrer au Paraguay.

Le Gouvernement de la République du Paraguay, dans le but d'éviter des mécomptes, n'accordera qu'aux familles d'agriculteurs seulement, les avantages de la loi de colonisation.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul, l'assurance de ma considération distinguée.

*Le Directeur général,*  
PAUL CIRES. »

## ROUMANIE

Le roi a ouvert, le 7 mars, la session parlementaire avec le cérémonial d'usage.

Le prince héritier était présent.

Sur tout le parcours du palais à la Chambre, ainsi qu'à l'entrée et à la sortie du Parlement, le roi et le prince ont été chaleureusement acclamés.

Le message constate que les dernières élections prouvent indubitablement que le pays veut avant tout l'ordre et la stabilité.

Il annonce le dépôt de projets importants, notamment sur la réorganisation du crédit agricole sur de nouvelles bases, sur la réforme de l'administration, sur la création d'une gendarmerie rurale, sur le développement de l'instruction primaire, sur la réforme de la justice d'arrondissement, sur la construction d'une gare centrale à Bucharest, etc.

Dans le passage relatif à l'armée, le message annonce qu'un nouveau fusil sera donné à l'infanterie, que la cavalerie sera réorganisée et que de nouvelles casernes seront construites conformément aux règles d'hygiène et aux progrès modernes.

Le roi exprime l'espoir fondé que les circonstances extérieures ne troubleront pas l'œuvre des réformes intérieures.

I constate avec bonheur que toutes les puissances européennes ont proclamé la volonté de maintenir la paix. La Roumanie, qui suit aussi une politique de paix et d'ordre, est fière de pouvoir dire que ses relations avec les autres pays sont des plus amicales.

Le message a été chaleureusement applaudi.

Dans la séance du Sénat du 19 mars, M. Théodore Varesco a demandé communication des actes diplomatiques relatifs à la succession Zappa :

Je sollicite, Monsieur le président, votre bienveillante intervention pour prier MM. les Ministres des affaires étrangères et de la justice de déposer sur le bureau du Sénat la correspondance diplomatique et les actes émanant du ministère public relatifs à la succession Zappa. Cette succession aurait donné lieu, dit-on, pendant la formation de l'inventaire et l'accomplissement des formalités prévues par la loi, à des velléités, de la part de la représentation diplomatique hellénique à Bucharest, de contester les droits de souveraineté territoriale de l'Etat roumain.

Je demande communication de ces actes, non pas pour m'assurer d'une chose dont je suis pleinement convaincu, à savoir que le gouvernement a fait à coup sûr son devoir et a su défendre les droits et la dignité du pays, mais je demande la communication des dits actes pour y recueillir encore de nouveaux documents au sujet d'une question que je me propose de soumettre à cette haute assemblée par voie de proposition ou d'interpellation.

Cette question consiste à savoir si, sans faire de restriction à la liberté de tester, les corps législatifs ne devraient pas prendre des mesures, soit par voie de législation civile, soit par voie de législation fiscale, pour qu'on ne puisse plus voir désormais des fortunes importantes sises en Roumanie passer à des institutions de charité ou de culture du dehors, ou même à des Etats étrangers, sans que les institutions similaires de chez nous reçussent la moindre libéralité, et sans que ce pays généreux et hospitalier, qui reçoit chacun à bras ouverts et lui fournit les moyens d'acquérir ici la considération et la fortune, recueille d'autre récompense que l'ingratitude et une indifférence humiliante.

### **Les relations commerciales de la Roumanie et de l'Allemagne.**

Elles ont donné lieu à une discussion dans la séance du Sénat du 23 mars. Nous reproduisons l'analyse que *l'Indépendance Roumaine* donne de cette discussion.

M. P.-S. Aurelian développe son interpellation relative au traitement que l'Allemagne accorde à nos céréales. L'orateur veut savoir quelles mesures a prises le ministre des affaires étrangères pour faire cesser le traitement différentiel auquel notre production agricole est soumise en Allemagne. Les céréales autrichiennes et américaines paient un droit de 3 m. 50; les céréales roumaines paient 3 marks. Une concurrence est impossible dans ces conditions.

M. Aurelian rappelle que, pour obtenir son indépendance politique, la Roumanie a eu besoin du concours bienveillant des Puissances; ce concours, elle l'a trouvé aux heures difficiles. Il est donc peu probable que ces Puissances nous refusent leur concours au point de vue économique.

L'orateur démontre ensuite que la prohibition allemande a contribué énormément à la crise commerciale dont Braila et Galatz sont frappés. Généralement, dès le mois de février, ces deux ports présentent un aspect fort animé; cette année-ci, on y constate une atonie complète, bien que les magasins soient gorgés de céréales.

Cette crise se répercute d'ailleurs sur toute la situation économique du pays. Comparez le cours actuel de nos rentes avec celui d'il y a un an;

comparez le mouvement d'affaires de Botoshani et d'autres villes de Moldavie avec celui de 1890 ; vous constaterez un recul des plus accentués.

Evidemment, il serait exagéré d'attribuer uniquement à la prohibition de nos céréales en Allemagne, la dépression économique dont nous souffrons ; la spéculation y entre pour une grosse part, et les arrivages d'Amérique ont produit une baisse à laquelle on était loin de s'attendre.

L'orateur rappelle ensuite avec quel succès la Roumanie a su se créer des débouchés, après sa guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie ; nos relations commerciales ont pris une extension extraordinaire avec l'Angleterre et avec la Belgique ; ce dernier pays nous servait d'intermédiaire dans nos rapports maritimes avec l'Allemagne. Aujourd'hui, le débouché d'Anvers nous est fermé.

Actuellement, nos blés sont soumis en Autriche-Hongrie à une taxe de 18 fr. 90 la *kilé munteneasca*, en France à 26 fr. 20, en Italie à 26.20, en *Allemagne* à 33 francs !

Notons que la petite Bulgarie a réussi à obtenir en Allemagne le traitement qu'on nous refuse, ses céréales ne paient que 3 m. 50.

L'orateur ne pense pas que les taxes inscrites dans notre tarif actuel méritent des représailles. C'est un tarif très modéré dont l'Allemagne a moins à se plaindre que n'importe quel autre pays. M. Aurelian cite ici des données statistiques indiquant l'accroissement incroyable des importations de l'Allemagne depuis 5 ans ; elle tient la tête avec 130 millions, tandis que nos exportations dans ce pays, même en tenant compte du détour par Anvers, n'atteignent que 30 millions. N'oublions pas, en outre, que la plupart de nos emprunts ont été contractés en Allemagne et que les annuités que nous payons de ce chef aux financiers allemands s'élèvent à 60 millions par an. Cela fait en tout 200 millions de francs que nous payons annuellement à l'Allemagne ; ce qui revient à dire que le marché roumain est d'une importance exceptionnelle pour ce pays, et qu'il faudrait réfléchir à deux fois avant de le perdre.

Une chose certaine, c'est que les grands banquiers d'Anvers ne font plus d'affaires avec nous ; c'est une perte sèche de 40 millions par an pour la Roumanie. Pouvons-nous rester les bras croisés en présence d'un tel acte d'injustice ? L'orateur ne le pense pas.

Pour garantir une exportation de sucre d'environ 60 millions, l'Allemagne a accordé aux Etats-Unis le droit réduit de 3 m. 50 ; est-il admissible qu'elle nous tienne la dragée haute, alors que ses intérêts en Roumanie sont beaucoup plus considérables ? Mais les journaux de Berlin eux-mêmes trouvent que la politique économique de l'Allemagne vis-à-vis de la Roumanie est irrationnelle.

En terminant, l'orateur fait appel au gouvernement et le conjure de faire cesser cet état de choses qui nous est très préjudiciable.

M. Al. Lahovary déclare que l'interpellation de M. Aurelian est inopportune et exprime la crainte qu'elle n'influe d'une façon défavorable sur les négociations pendantes entre la Roumanie et l'Allemagne. C'est pourquoi l'orateur ne pourra pas être aussi clair qu'il l'aurait voulu, de crainte de faire du tort à ces mêmes négociations.

Cependant, le ministre ne conteste pas que la crise dont parle M. Aurelian ait en partie son origine dans le traitement différentiel de nos céréales en Allemagne. Même en faisant la part du tarif allemand dans cette crise — une part très petite — le ministre rejette la véritable cause sur la spéculation. Il ne s'explique pas que la défection d'un seul débouché, le débouché allemand, provoque une grande crise agricole chez nous.

M. Al. Lahovary rappelle que la Roumanie a adopté un tarif autonome, unilatéral, par lequel elle s'est réservé une absolue liberté d'action.

Ce tarif, M. Aurelian le dit modéré ; mais l'Allemagne peut le juger exagéré. Certes, nous chercherons à la convaincre du contraire ; mais elle



peut toujours nous répondre qu'elle est meilleur juge que nous de ses propres intérêts.

Faire une politique douanière autonome est très bien ; seulement, il y a aussi le revers de la médaille.

D'ailleurs, l'Allemagne n'est pas le seul pays qui nous traite d'une façon différentielle ; la France agit dans le même sens, puisqu'elle nous applique son tarif maximum.

M. Aurelian s'étonne que la Bulgarie jouisse en Allemagne du droit de 3 m. 50. Il doit pourtant savoir que l'Allemagne accorde ce traitement favorable à tous les Etats qui ont conclu des conventions avec elle. Or, la Bulgarie est dans ce cas ; la Roumanie n'y est pas.

Le ministre déclare que, dès le mois de février, il a déjà demandé, au gouvernement impérial d'Allemagne, le bénéfice du traitement de la nation favorisée. Il s'est basé, en agissant ainsi, sur une loi adoptée par le conseil fédéral et, aux termes de laquelle le gouvernement impérial peut, jusqu'au 31 décembre 1892, concéder le traitement de la nation la plus favorisée en échange de concessions équivalentes.

Or, ce sont précisément des concessions équivalentes qu'on nous demande jusqu'ici. Nous autres, nous ne pouvons baser nos négociations que sur les arguments suivants : l'intérêt du commerce allemand et la modération de notre tarif.

Si nous ne parvenons pas à nous entendre sur ce terrain, la solution sera très difficile, car nous ne pouvons invoquer aucune raison valable pour décider l'Allemagne à nous faire une concession, sans que nous lui offrions quelque chose en échange.

Il reste alors la voie des représailles, indiquée par M. Aurelian.

Je ne dis pas d'une façon absolue qu'il ne faille y recourir en aucun cas ; mais j'affirme qu'elle renferme des périls, non pas pour l'Allemagne, mais pour la Roumanie.

C'est pourquoi je demanderai au Sénat de vouloir bien avoir confiance dans le gouvernement, qui est animé des meilleures intentions. Et si nous ne réussissons pas, je prierais M. Aurelian de me dire ce qu'il aurait fait.

M. Aurelian s'élève contre l'affirmation de M. Al. Lahovary que la Roumanie n'a aucun *droit* (drept) de demander des concessions à l'Allemagne. Il cite l'exemple de la Suisse, qui a su défendre ses intérêts avec fermeté, et qui n'a reculé ni devant la France ni devant l'Allemagne.

M. Al. Lahovary. — Je n'ai pas dit « que la Roumanie n'a pas de droit », dans le sens que M. Aurelian donne à cette expression. J'ai déclaré que nous ne pouvions pas nous appuyer sur une convention, sur un texte quelconque.

Ne confondons pas *drept* (droit) avec *dreptate* (justice) !

Quant à la question de savoir si nous userons éventuellement de représailles à l'égard de l'Allemagne, je demande au Sénat la permission de ne pas y répondre. (Applaudissements.)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Séance du 26 mars*). — La Chambre discute le budget du ministère des affaires étrangères.

M. C.-C. Dobresco propose la création d'un consulat en Macédoine.

M. Al. Lahovary dit que des négociations à cet effet seront entamées et il exprime l'espoir qu'elles aboutiront. Il reconnaît la nécessité d'un consulat à Bitolia.

M. Popp parle du tarif allemand défavorable aux céréales roumaines. Il

veut savoir si le ministre a pris des mesures pour mettre un terme à cet état de choses préjudiciable pour nous.

Si le ministre ne réussit pas, fera-t-il usage de l'article 2 de la loi du tarif, concernant les représailles ? L'orateur prévoit que, si la prohibition de nos céréales en Allemagne se prolonge, nous perdrons définitivement ce débouché, car les moulins allemands, montés pour la mouture du blé roumain, seront obligés de modifier leurs installations.

M. Al. Lahovary répond que l'Allemagne a deux tarifs : l'un conventionnel applicable aux pays qui ont un traité avec elle et un autre, général, applicable aux pays qui n'ont pas de traité de commerce avec elle. Nous n'avons pas de convention avec l'Allemagne ; donc elle applique à nos céréales la taxe de son tarif général, soit 5 marks.

Le ministre répète les déclarations qu'il a faites au Sénat, en réponse à l'interpellation de M. Aurelian. Les négociations sont en cours ; toutes ces discussions, aussi bien dans le Parlement que dans la presse, ne feront pas avancer la question d'un pas. Il faut avoir confiance dans le gouvernement.

D'ailleurs, les craintes de M. Popp sont exagérées ; il est inexact de dire que nous perdrons 35 millions si l'Allemagne maintient sa taxe de 5 marks.

Notre commerce trouvera un autre débouché ; l'Autriche-Hongrie exportera plus de céréales en Allemagne, et nos blés iront en Autriche-Hongrie combler ce vide.

Voilà tout.

Le budget du ministère des affaires étrangères est voté par 60 voix contre 8.

---

Un groupe d'étudiants roumains de Paris fait appel à l'opinion publique par la protestation suivante qui est relative à la situation faite par l'Etat hongrois à ses sujets de race roumaine.

Les Roumains de Hongrie et de Roumanie, qui font leurs études à Paris, alarmés des proportions toujours grandissantes que prennent les persécutions exercées systématiquement en Hongrie contre la nationalité roumaine, se voient obligés, par la force même des choses, de faire appel à l'opinion publique de l'Europe entière, en lui soumettant cette question qui, malheureusement, ne semble plus avoir de solution possible sur le terrain d'une entente amicale.

Par un système de lois et de mesures spéciales, savamment combinées, les Roumains qui occupent au nombre de trois millions et en masse compacte la partie orientale de la Hongrie, se trouvent non seulement exclus de toute participation à la vie publique, mais menacés même dans leur existence civile.

Une loi exceptionnelle de 1874 faite uniquement pour les régions habitées par les Roumains, les prive en fait de la faculté d'envoyer des représentants dans le Parlement, exigeant de leur part un cens électoral de dix-huit florins dont une grande partie des habitants magyars de ces régions sont dispensés grâce à leurs titres nobiliaires, et qui n'est dans tout le reste de la Hongrie que de cinq florins. Et lorsque, malgré cela, les Roumains cherchent à vaincre toutes les difficultés que leur créent les lois, on n'épargne aucun des moyens violents dont on dispose pour les mettre dans l'impossibilité d'exercer leur droit de vote ; aussi nos compatriotes qui, en raison de leur nombre devraient envoyer à la Chambre hongroise quatre-vingts députés, se trouvent-ils n'y avoir aucun représentant.

La vie publique locale leur est aussi interdite, car ils sont exclus de toute fonction publique. L'administration et la justice sont exercées par des fonctionnaires magyars, dans la langue magyare, langue incompréhensible pour

la plus grande partie de la population ; et, par ce fait seul, l'administration prend un caractère tout à fait despotique, tandis que la justice, incomprise des justiciables qu'on livre à des interprètes coûteux et de mauvaise foi, devient une formalité purement dérisoire.

Quant à la vie intellectuelle roumaine, elle est écrasée sans pitié. L'Etat magyar qui reçoit des Roumains à peu près la cinquième partie des impôts du sang et de la richesse qu'il recueille chez tous ses sujets, non content de n'avoir fondé aucune école roumaine de quelque degré qu'elle soit, empêche les Roumains d'ouvrir de leurs propres fonds une école, fermant ou magyarisant celles qui ont été fondées avec de l'argent roumain. Quelques chiffres feront mieux comprendre cette situation : ainsi, sur les 180 lycées que la Hongrie possède, 162 sont magyars, tandis que les autres nationalités, qui forment les deux tiers de la population, n'en ont que 18, y compris les Roumains qui en ont à peine quatre.

La liberté de la presse n'existe pour nous que de nom. En Transylvanie, province éminemment roumaine, une loi spéciale s'est chargée de paralyser toute liberté de parole. En effet, ceux qui ont le courage et l'audace de faire paraître un journal roumain, à côté des frais élevés qu'entraîne l'obligation d'un cautionnement des plus considérables, se voient livrés pieds et poings liés aux procureurs hongrois qui ont le droit de leur intenter des procès sans nombre pour les raisons les plus futiles. Mais ce qui est surtout inique, c'est la loi spéciale, portant que le journaliste mis sous jugement doit supporter les frais de justice, alors même qu'il serait acquitté. Le jury, en outre, devant lequel il est déferé, est un jury de circonstance, recruté dans une ville dont la population est composée pour la plus grande partie de Hongrois. Le résultat de cet ensemble de mesures iniques était assez facile à prévoir et n'a pas manqué de se produire. Dans l'espace de quelques années, quatorze journalistes roumains, qui avaient osé élever un peu plus haut la voix, ont été envoyés dans les prisons de l'Etat ; et en ce moment même, l'un d'eux est en train de subir une condamnation d'un an et demi, tandis qu'un de ses confrères vient à peine de purger sa peine.

Une dernière mesure, et des plus vexatoires, est venue mettre le comble à cette persécution systématique qui date de loin. Une loi de 1891 décide que, dans chaque commune, on établira dorénavant des asiles dans lesquels tous les enfants roumains de trois à six ans seront forcés d'aller apprendre le magyar. La loi est entrée en vigueur cette année et a donné à la nationalité roumaine un coup terrible qui, probablement, ne sera pas le dernier. Tout concourt à le faire pressager ; et l'enthousiasme avec lequel tous les partis de la Chambre hongroise ont voté cette loi, l'indifférence voulue qu'ils ont toujours opposée aux protestations roumaines, nous ôtent tout espoir d'entente avec la nation magyare et de changement dans la ligne de conduite arbitraire adoptée par elle.

Persécutés de la sorte dès l'âge de trois ans pour la seule raison qu'ils sont Roumains, privés de tout appui et sans espoir de jamais en trouver dans la Hongrie même, il ne reste plus aux Roumains de ce pays qu'à protester de toutes leurs forces devant l'Europe entière. Le parti national roumain de Hongrie l'a déjà fait dans un Mémoire qu'il a adressé en 1881 au monde européen ; mais aujourd'hui, en face des mesures rigoureuses qui le frappent à nouveau, il a décidé, dans un congrès tenu le 21 janvier 1892, de soulever encore la question. A ce même effet, les étudiants roumains des universités d'Autriche-Hongrie ont écrit une brochure qui doit paraître incessamment et qui est appelée à exposer plus au long leurs réclamations. Aussi les étudiants des universités de Roumanie, qui ont parmi eux des frères de Hongrie et qui se sentent, d'ailleurs, frappés avec eux dans leurs sentiments les plus chers, ont déjà élevé la voix (Mémoire de 1891) ; et c'est pour s'associer à ce mouvement général de protestation que les étudiants roumains de Paris font appel à l'opinion publique dans cette France, à laquelle la Roumanie doit sa



civilisation et ses progrès, dans cette France qui n'a jamais refusé son appui, ou tout au moins ses sympathies aux opprimés.

Signé : V. ANTONESCO, S. BRATIANO, J. NANO,  
M. NICOLEANO, V. POPOVICI, N. STAI-  
COVICI, N. ZLOTESCO et 150 autres si-  
gnatures.

## SERBIE

### Renonciation de l'ex-roi Milan à l'indigénat serbe.

Voici le texte de la lettre de renonciation du roi Milan à la qualité de citoyen serbe : ce document a paru à l'*Official* de Serbie sous forme d'acte de la préfecture de Belgrade du 4 16 octobre 1891, confirmé par les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères.

« Messieurs les régents royaux,

« En me référant à ma déclaration du 30 mars 1891 à vous adressée et à la suite de la notification de laquelle la Skoupchtina a pris la résolution que l'on connaît, j'ai l'honneur de vous communiquer que, par les mêmes conditions et par les mêmes motifs, j'ai décidé de faire un nouveau sacrifice, le plus grand et le dernier. Par le présent acte, constituant pour moi un engagement formel, je renonce solennellement et à jamais à ma qualité de membre de la maison royale de Serbie, ainsi qu'à tous les droits et devoirs que cette qualité comporte en vertu de la Constitution et de la législation du pays. Dès lors, le droit qui m'est réservé aux termes de l'art. 72 de la Constitution, de veiller à l'éducation du roi Alexandre I<sup>er</sup>, vous est attribué, en conséquence de quoi les curateurs de la liste civile de Sa Majesté auront à suivre vos instructions, vous présenteront leurs rapports et demanderont votre approbation. Je renonce également à toute réclamation envers la maison royale de Serbie.

« En vous faisant cette déclaration, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ma décision, que je considère comme un engagement formel, de renoncer aussi à l'indigénat et à tous les droits de citoyen serbe. d'établir pour toujours ma résidence hors de la Serbie et de ne jamais mettre le pied sur le territoire serbe, sauf le seul cas d'une maladie grave de Sa Majesté, auquel cas, conformément à la décision de la Skoupchtina en date du 30 mars 1891, la régence et le gouvernement m'inviteraient à venir en Serbie pour la durée de la maladie grave du roi.

« A la suite de cette décision irrévocable, je vous prie de prendre les dispositions nécessaires pour me délier de l'indigénat serbe, afin que je puisse obtenir une autre naturalisation.

« Je vous prie, Messieurs les régents, de me notifier votre consentement et votre approbation au sujet de mes fermes engagements susmentionnés et de mes décisions absolues, telles qu'elles sont exposées dans le présent acte.

« Paris, le 30 septembre 1891.

« Signé : MILAN. »

En communiquant, le 12 mars, cette lettre à la Skoupchtina, la Régence l'a saisie du projet de loi suivant, qui a été adopté dans la séance du 17 mars :

« Article premier. — L'ex-roi Milan cesse d'être membre de la maison royale d'Obrenovitch et de la dynastie régnante en Serbie. Il perd tous les droits dont il jouissait conformément à la Constitution et aux lois du royaume en tant que membre de cette maison, et est délié de tous les devoirs qui lui incombaient de ce chef. La surveillance au sujet de l'éducation du

roi Alexandre, prévu par l'art. 72 de la Constitution, incombera dorénavant aux régents. Ce sont ces derniers qui doivent demander aux curateurs de leur rendre compte de la gestion de la fortune du jeune roi et qui leur donneront décharge de ce chef.

« Art. 2. — L'ex-roi ne pourra dorénavant sans condition demander quoi que ce soit à la Serbie ni à la maison royale.

« Art. 3. — L'ex-roi, cessant d'être citoyen serbe et perdant tous les droits dont il jouissait en cette qualité, ne pourra pas redevenir citoyen de la Serbie sans le consentement de la Skoupchtina.

« Art. 4. — L'ex-roi ne pourra pas rentrer en Serbie, y rester et s'y fixer.

« Art. 5. — Ce n'est que dans le cas où le roi Alexandre serait atteint d'une maladie grave que l'ex-roi Milan, s'il était appelé en même temps par la régence et le gouvernement, pourrait, contrairement aux dispositions de l'article 4, rendre visite à son fils. Même dans ce cas, il ne pourra rester que pendant la durée de la maladie.

« Art. 6. — Ces dispositions acquerront force de loi par l'apposition de la signature du roi. »

Le même jour, a paru au *Journal officiel*, un décret signé par le ministre de l'intérieur dégageant l'ex-roi Milan de l'indigénat serbe.

En voici le texte :

« Sur la demande de Sa Majesté l'ancien roi Milan, M. Obrenovitch, après l'accomplissement des conditions prescrites par l'article 44 du Code civil, et vu l'autorisation du ministre de l'intérieur en date du 4 octobre 1891, n° 15370, la préfecture de la ville de Belgrade, à la même date et sous le n° 15380, a délivré au requérant un certificat de renonciation à la qualité de Serbe. Cette renonciation ayant été approuvée par le ministre de l'intérieur et le ministre des affaires étrangères, le certificat précité a été remis au requérant pour lui servir ultérieurement au besoin.

« En conséquence, l'ancien roi Milan, M. Obrenovitch a, sur son propre désir, cessé d'être citoyen serbe.

« A Belgrade, le 28 février 1892.

« Le ministre de l'intérieur,

« Signé : J. DJAJA. »

## SUISSE

Par note du 27 février, la légation austro-hongroise a, au nom de son gouvernement, dénoncé la convention conclue le 5 décembre 1890, entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie, dans le but d'empêcher la propagation des épizooties par le trafic du bétail. (*Archives*, 1891, I, p. 237.)

Par note du 12 mars, la légation allemande à Berne a fait savoir au conseil fédéral, au nom du gouvernement de l'Empire, que, quoique le traité de commerce entre la Suisse et l'Allemagne ne renferme aucune disposition à ce sujet, les marques suisses de fabrique et de commerce continueront, comme par le passé, à être protégées sur le territoire impérial.

Le conseil fédéral a pris note de cette déclaration, et il a décidé, en même temps, que la protection légale restera assurée aussi aux marques allemandes qui seront inscrites en Suisse.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### Extension de la Convention de Genève aux guerres maritimes

Nous avons publié l'année dernière (*Archives*, 1891, I, p. 115) le programme

d'un concours ouvert par l'*Union des femmes de France* pour étudier la question des secours aux victimes des guerres maritimes. Nous reproduisons le rapport fait au nom du jury, institué pour juger ce concours, qui a été présidé d'abord par l'amiral Devarenne, puis, après la mort de celui-ci, par l'amiral Brown de Colstoun.

### Rapport de M. Louis Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris.

La convention signée à Genève le 22 août 1864, au sujet des militaires blessés sur le champ de bataille, peut être considérée comme un acte qui fait grand honneur à notre siècle. Elle a transformé un devoir moral en une obligation internationale et prouvé par là, de la manière la plus manifeste, que la guerre ne supprime pas tous les liens entre les peuples qui en sont venus à cette terrible extrémité, qu'il subsiste entre eux, malgré toutes les ardeurs de la lutte, des droits et des devoirs au sens juridique. Le but de la guerre est atteint à l'égard des combattants réduits à l'impuissance par des blessures ou la maladie, et l'humanité reprend ses droits qu'il s'agit seulement de concilier avec les légitimes exigences de l'attaque ou de la défense. Cette conciliation a été assez heureusement réalisée par la convention de Genève pour que, malgré des critiques de détail, elle ait été successivement acceptée par presque tous les Etats du monde civilisé. Il y a eu, sans doute, dans l'application, des tâtonnements dus à l'inexpérience, mais d'immenses progrès ont été réalisés dans l'organisation des services de santé et dans la préparation des secours aux victimes de la guerre. On peut affirmer qu'un Gouvernement n'oserait pas prendre la responsabilité de dénoncer la convention qui assure une protection internationale à ces services et à ces secours.

La convention de Genève ne parle pas des Sociétés de secours; ce sont elles cependant qui l'avaient provoquée dans la Conférence de 1863, et, à son tour, la convention a développé l'activité de ces Sociétés. La charité privée a été d'autant plus empressée que le droit international lui donnait la sécurité dont elle avait besoin pour remplir sa mission. Le personnel hospitalier consent volontiers à se sacrifier, à courir les risques inhérents à son rôle de dévouement, mais il a le désir légitime de ne pas dépendre du caprice et de l'arbitraire de l'ennemi avec lequel il peut se trouver en contact.

La convention de 1864 n'a trait qu'à la guerre continentale. La guerre maritime ne fait-elle pas aussi de nombreuses victimes, blessés, malades ou naufragés, aussi dignes d'intérêt que leurs frères d'armes des troupes de terre? Le droit international ne doit-il pas s'occuper d'elles et s'efforcer de leur assurer les secours dont elles ont besoin? La question n'avait pas été oubliée en 1864, mais on était allé au plus pressé et l'on avait eu raison. Si les idées d'humanité sont forcément les mêmes, l'application ne peut en être identique, à raison des différences de fait et de droit qui existent entre la guerre continentale et la guerre maritime.

La question ne tarda pas à être étudiée, et dans une Conférence tenue à Genève, on arrêta, le 20 octobre 1868, une série d'*articles additionnels*, dont les uns (art 1-5) complétaient ou modifiaient la convention de 1864, dont les autres (art. 6-14) en étendaient les principes essentiels aux guerres maritimes.

Ces articles n'ont pas été ratifiés par les puissances. Il est cependant à noter qu'ils n'ont donné lieu à aucune objection essentielle, que seulement quelques critiques de détail ont été formulées, spécialement par la Grande-Bretagne et la Russie. Nul doute qu'on ne fût arrivé assez aisément à s'entendre et à écarter les malentendus, si les événements politiques qui survinrent presque immédiatement n'avaient empêché les négociations de se poursuivre. La France et la Prusse ne pensaient pas, en 1870, que les articles additionnels missent obstacle à l'exercice légitime des droits des belligérants, puisque, sur la proposition du Gouvernement fédéral suisse, elles acceptaient qu'ils fussent appliqués pendant le cours de la guerre (Voir Instructions du Ministre de la marine de France du



23 juillet 1870, n° 21). Cela n'eut pas d'application en ce qui touche les articles additionnels qui portent les nos 6-13, puisque la guerre ne donna lieu à aucun incident sur mer; il n'en est pas moins à retenir que deux grandes puissances ont admis, non pas théoriquement et en vue d'une guerre hypothétique, mais pratiquement et dans le cas d'une guerre ouverte, d'une part, qu'une entente était possible dans l'intérêt des blessés et des naufragés, d'autre part, que les articles arrêtés en 1868 fournissent une base acceptable pour cette entente.

En 1873, le Gouvernement suisse tenta d'obtenir l'adhésion des puissances aux articles additionnels de 1868, mais les négociations furent arrêtées par une fin de non-recevoir un peu sommaire de la Grande-Bretagne. Pour quitter momentanément les sphères diplomatiques, la question ne cessa pas de préoccuper ceux qui veulent que la guerre n'entraîne pas des cruautés inutiles et que l'énergie ne se confonde pas avec la barbarie.

Après la terrible épreuve de la guerre de 1870, avec la généralisation du service militaire dans les divers pays et l'augmentation démesurée des effectifs, sous le coup de menaces de guerre trop fréquentes, des efforts considérables ont été faits pour mettre les services hospitaliers, militaires et civils, à la hauteur de la mission qui leur est réservée lors de la lutte suprême. On ne peut qu'admirer l'œuvre accomplie et tous nous devons une profonde reconnaissance aux hommes et aux femmes de cœur qui s'y sont consacrés avec une ardeur sans pareille. On a mieux vu le but à atteindre, le rôle du service hospitalier, les droits et les devoirs qui lui incombent, et on peut affirmer que les règles de la convention de Genève, bien connues et bien comprises, seront mieux observées qu'elles ne pouvaient l'être dans les guerres qui ont éclaté au lendemain même du jour où elles avaient été adoptées. Une éducation juridique et morale était nécessaire non moins que l'instruction technique et médicale; cette éducation est maintenant faite. C'est à dessein que j'insiste sur ce point qui paraît éloigné du sujet de ce rapport. Ces observations permettent de dire que la fin de non-recevoir opposée par l'Angleterre en 1873 ne peut plus être présentée aujourd'hui avec la même force.

A la Conférence tenue par les Sociétés de secours à Carlsruhe en septembre 1887, un rapport sur *l'activité maritime des Sociétés de la Croix-Rouge* fut présenté par le Comité central des associations allemandes. Après avoir rappelé les délibérations d'une Conférence internationale tenue à Berlin en 1869, le vœu qui y avait été émis pour l'adoption par toutes les Puissances de la Convention de 1864 et des articles additionnels, ce rapport proposait d'ajourner les délibérations à ce sujet jusqu'à ce que les Gouvernements eussent pris des décisions définitives par rapport aux articles additionnels. Le docteur Hyades, médecin principal de la marine française, que nous avons l'honneur d'avoir comme collègue dans ce jury, fit remarquer que, « si l'on acceptait la proposition, cela équivaldrait à un ajournement presque indéfini de la question. » Après une courte discussion, on tomba d'accord pour confier l'examen de la question au Comité international de Genève.

Lors de l'élaboration du programme du *Congrès des Œuvres d'assistance en temps de guerre* qui se tint à Paris en 1889, M. Delacroix, commissaire adjoint de la marine, souleva la question des secours aux victimes des combats sur mer. Néanmoins elle ne fut pas inscrite au programme, et le Congrès se borna, dans sa dernière séance, à prendre en considération le vœu suivant :

« Le Congrès rappelle avec instance à l'attention de toutes les Sociétés de secours l'étude et la mise en pratique des meilleurs moyens de venir en aide aux victimes des combats sur mer.

« En raison des difficultés grandes et de toute nature que doit nécessairement rencontrer la solution de ce problème humanitaire, le Congrès émet le vœu que toutes les Sociétés s'unissent dans un accord commun :

1° « Pour la recherche des voies et moyens;

2° « Pour la réalisation du but à atteindre, tant au point de vue du personnel qu'au point de vue du matériel;

3<sup>e</sup> « Pour l'adoption ou la proposition, aux Gouvernements des divers pays, des mesures générales ou particulières qu'il y aurait lieu de prendre ».

La question a été encore agitée au Congrès médical international qui s'est tenu à Berlin du 4 au 9 août 1890. La nécessité de la participation des Sociétés de secours dans les guerres maritimes a été reconnue sans difficulté. Un médecin de la marine italienne avait proposé de confier au Gouvernement allemand l'étude de l'admission et de la participation des Sociétés de la Croix-Rouge aux guerres maritimes et le soin de préparer un projet de règlement à ce sujet. Mais, sur la motion du Dr Hyades, la mission dont le Comité international avait été chargé fut maintenue purement et simplement.

Le Comité international de Genève s'est donc mis en rapport avec les diverses Sociétés de secours et leur a demandé de lui faire connaître leurs idées. La Société française présidée par M. le maréchal de Mac-Mahon a, en 1889, par l'organe de M. le marquis de Vogüé, l'un de ses vice-présidents, examiné le problème et soumis un projet à M. le Ministre de la marine, qui en a confié l'examen au Conseil d'amirauté (1). Les Sociétés de plusieurs autres grands pays se sont également mises à l'œuvre avec le concours de l'Administration de la marine, et la Conférence de Rome, qui se réunit dans quelques jours, sera saisie de la question, la plus importante, sans contredit, de celles qui sont mises à son ordre du jour.

Cet exposé préliminaire, malgré sa longueur, a paru nécessaire pour bien faire comprendre le but que s'étaient proposé « l'Union des femmes de France » en ouvrant le concours, le jury en en arrêtant le programme.

L'extension des principes de la Convention de Genève aux guerres maritimes est un problème d'une importance capitale, qui n'a pas encore été étudié dans tous ses détails et sous tous ses aspects. Tout le monde sent que les choses n'en peuvent rester là, qu'il ne peut y avoir indéfiniment ce contraste choquant entre la guerre continentale et la guerre maritime. L'humanité a les mêmes exigences sur mer et sur terre; ce qui est considéré comme barbare et ce qui est réprouvé ici, ne peut être admis là. Seulement, si les idées générales essentielles sont forcément identiques, il faut bien tenir compte de la différence des éléments, des règles spéciales à la guerre navale qui, par suite de la nature des choses ou des traditions, s'écartent sur beaucoup de points des règles suivies dans la guerre continentale. C'est cette adaptation de la Convention de Genève à ce nouveau domaine dont il lui faut faire la conquête, qui est difficile à faire, qui exige beaucoup de prudence, une exacte connaissance des pratiques de la guerre maritime, le sentiment très vif des exigences de l'attaque et de la défense, en même temps que l'ardente compassion pour les malheureuses victimes de la lutte. L'œuvre, malgré ses difficultés, a été tentée en 1868, et le résultat n'était pas trop imparfait, puisqu'en définitive les objections faites alors ne portaient que sur des points de détail et auraient pu recevoir satisfaction moyennant de faibles changements.

Seulement vingt-quatre années se sont écoulées depuis lors, et l'art de détruire a subi des transformations, s'est grandement perfectionné sur mer comme sur terre. Les conditions de fait à envisager ne sont donc plus les mêmes et il faut bien tenir compte de ces changements pour les règles de droit à proposer comme pour les secours à organiser.

« L'Union des femmes de France » avait eu la noble ambition de faire faire un pas décisif à la question juridique et à la question pratique de l'extension à la guerre maritime des idées humanitaires qui ont inspiré la Convention de Genève. Le jury organisé par elle s'était associé à sa pensée et avait élaboré deux programmes qui peuvent se résumer ainsi; nous demandons aux concurrents de rechercher :

(1) Voir le remarquable rapport de M. le marquis de Vogüé dans le *Bulletin de la Société française de secours aux blessés*, numéro d'octobre 1889.

1° Le minimum de protection et de garantie internationales nécessaire pour assurer des secours aux victimes des combats sur mer;

2° Les moyens pratiques d'utiliser ces garanties.

La première partie du problème était principalement juridique, la seconde principalement technique. Nous n'empêchions personne de les traiter à la fois toutes les deux, mais nous comprenions et nous admettions qu'il pouvait y avoir des aptitudes spéciales soit pour l'une, soit pour l'autre.

Nous pouvions espérer que notre appel aux diverses personnes qu'un pareil problème peut intéresser, marins, médecins, jurisconsultes, serait entendu par un certain nombre d'entre elles et que nous obtiendrions des mémoires dans lesquels on trouverait les éléments de solutions juridiques et pratiques complètes. Est-ce le temps qui a manqué? Est-ce la difficulté du problème qui a effrayé? Nous ne savons, mais nous devons constater avec regret que nos espérances ne se sont pas complètement réalisées.

Deux concurrents seulement se sont présentés et encore faut-il tout de suite ajouter que l'un d'eux, qui a pris comme devise quelques mots de Byron (*Over the glad waters of the dark blue sea*), s'est borné à nous dire en quelques pages pourquoi, après avoir fait diverses recherches et réuni des matériaux, il n'avait pas cru devoir rédiger un mémoire. Pour le côté juridique, l'auteur pense que la question n'est pas susceptible de solution tant que l'Angleterre opposera son veto. Les puissances continentales devraient la charger de formuler un nouveau *modus faciendi* en s'entourant des garanties qui lui semblent nécessaires pour assurer le maximum de sincérité dans la pratique de la Convention de Genève. Les articles ainsi proposés par l'Angleterre seraient discutés dans une Conférence internationale. A un autre point de vue, l'auteur s'est préoccupé des soins à donner aux blessés sur leur propre navire; il exprime le désir qu'un ouvrage spécial soit consacré à ce sujet qui, suivant lui, n'aurait pas encore été traité dans son ensemble. Il est à regretter que l'auteur n'ait eu que des velléités, qu'il n'ait pas entrepris de traiter, au moins sous l'un de ses aspects, le problème dont il comprenait très bien l'intérêt et la complexité, en même temps qu'il avait une idée élevée de la mission héroïque de nos médecins et infirmiers de la marine.

L'autre mémoire, qui porte les devises : *Labor omnia vincit improbus. Courbet. Keelung*, nous permet de dire que la noble initiative de l'Union des femmes de France n'aura pas été inutile et que nous n'avons pas à regretter l'ouverture de ce concours. C'est un travail vraiment remarquable malgré les réserves que j'aurai à faire tout à l'heure; c'est une utile contribution à l'entreprise dont j'ai essayé de faire ressortir la grandeur et les difficultés.

Nous avons entendu la lecture de ce mémoire avec un vif intérêt, et je n'ai qu'à résumer les impressions qui ont été échangées entre nous. L'auteur a parfaitement compris les données du problème à résoudre et les a présentées de la manière la plus nette et la plus saisissante. On sent un homme du métier qui se rend compte des circonstances dans lesquelles se poursuivront vraisemblablement les luttes maritimes et qui à l'intelligence des faits joint un réel talent d'exposition.

Le style va rapide et clair comme la pensée.

Les cas divers dans lesquels la lutte sur mer pourra s'engager sont successivement passés en revue et les exigences militaires comme les exigences humanitaires sont indiquées pour chaque cas.

Il faut prévoir des combats de navires isolés, soit au large, soit le long d'une côte, des combats d'escadres.

L'intervention de bâtiments de secours dans chacune de ces hypothèses est prévue. Les garanties dont ils ont besoin pour remplir leur rôle humanitaire en même temps que celles qu'ils doivent fournir aux belligérants, sont indiquées avec soin. Nous pensons que l'auteur a rendu un réel service en dégageant aussi bien les données du problème; nous ne croyons pas que ce travail ait encore été fait avec autant de netteté et de précision. Il a signalé au début un



cas qui paraît de nature à se présenter assez fréquemment, qui aurait besoin d'être réglé et qui ne semble pas cependant avoir été prévu dans les divers projets : celui du navire de l'un des belligérants déposant dans un port neutre des blessés et des naufragés qui peuvent être ses propres nationaux ou des ennemis. S'il est vrai que bien poser une question, c'est la résoudre à demi, il a rendu un grand service à ceux qui pourront être chargés de l'étude du problème ; spécialement il a fourni aux juriconsultes la matière sur laquelle ils pourront travailler, en leur montrant clairement les situations qui ont besoin de règles internationales.

L'auteur ne s'est cependant pas borné à prévoir les cas possibles ; il a indiqué les moyens à employer pour concilier les devoirs de l'humanité avec les droits de la guerre et la défense des intérêts du pays. Il est persuadé que cette conciliation est possible, et cette persuasion est précieuse à constater chez un patriote et un marin.

Le mémoire se termine par un projet de convention internationale en douze articles qui résume ses idées d'une façon concrète. Il nous est impossible d'analyser cette convention, d'en discuter les bases ; cela nous entraînerait trop loin. Nous pouvons dire seulement que ce projet sera fort utilement consulté et pourra sur certains points fournir des formules heureuses quand on en viendra à discuter un arrangement international.

Après ces justes éloges donnés au mémoire, je suis obligé de faire des réserves qui peuvent être ainsi résumées : c'est plutôt une brillante esquisse qu'un tableau achevé.

L'auteur s'est trop contenté d'affirmer qu'une convention internationale est indispensable pour que l'assistance officielle ou privée puisse utilement fonctionner dans les guerres maritimes, que les articles additionnels de 1868 sont démodés, que l'entente doit être recherchée sur d'autres bases. Il fallait le *montrer* de manière à porter la conviction dans tous les esprits. Jusqu'à présent, on peut le dire sans blesser personne, cette question n'a pas encore été suffisamment approfondie et elle a été soulevée dans des réunions qui n'étaient pas pleinement compétentes pour en apercevoir toute la complexité et toutes les difficultés. Dans une assemblée de médecins ou de délégués des Sociétés de la Croix-Rouge, il est aisé de faire acclamer un vœu humanitaire, des propositions plus ou moins vagues. Ce qui est moins aisé, mais en même temps plus nécessaire, c'est de convaincre des diplomates, des juriconsultes, des marins qui, les uns et les autres, ont voix au chapitre, qui ont la garde des intérêts suprêmes de la patrie et qui ne peuvent les laisser méconnaître à la faveur des meilleures intentions. C'est pour produire cette conviction que nous aurions voulu un *travail décisif*, montrant par des faits et des raisonnements que l'application stricte de ce qu'on appelle les droits du belligérant produit dans la guerre maritime des conséquences devant lesquelles on doit reculer, quand on a accepté comme bons les principes de la Convention de Genève. Par exemple, une Société de secours équipe un bâtiment hospitalier, elle le munit du personnel et du matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission charitable. Ce bâtiment est soumis au droit de prise, et ce ne sera que par la générosité éventuelle de l'ennemi qu'il y échappera. Peut-on supposer que les Sociétés de secours vont faire de grands sacrifices sans savoir s'ils seront utiles ? Le droit international doit donner les garanties indispensables, ce sera ensuite le rôle de la charité privée, si active, si ingénieuse, d'utiliser ces garanties pour le bien de l'humanité. La Convention de 1864 a précédé le grand développement des Sociétés de secours qui apporteront un concours si bienfaisant et si nécessaire aux services officiels d'assistance forcément insuffisants avec les effectifs d'aujourd'hui et la puissance meurtrière des nouveaux engins. Il est donc à supposer que les choses n'en resteront pas là, qu'un effort sera fait pour combler la lacune que présente actuellement le droit maritime en temps de guerre.

L'auteur du mémoire analysé n'a pas fait tout ce qu'il aurait pu faire pour conduire à ce résultat. L'étude du droit des gens actuel comme celle des articles

additionnels de 1868 a besoin d'être complétée. Il faut connaître avec précision les règles qui seraient strictement applicables pour se rendre compte de leur insuffisance et de la nécessité d'introduire de nouveaux principes. Nous ne pouvons donc proposer d'attribuer le prix même tel qu'il était indiqué; mais, à raison du réel talent manifesté par l'auteur, de la clarté avec laquelle le problème est exposé et les différents cas à régler sont prévus, nous sommes d'avis de lui attribuer un prix de huit cents francs.

Qu'il nous soit permis d'adresser, en terminant, une prière à notre lauréat. Sans doute, la publication du mémoire tel qu'il est sera utile (1) et fournira, comme il a été dit plus haut, une précieuse matière aux juristes que ce grand problème attire. Mais nous lui voudrions plus d'ambition. Nous sommes convaincus que l'auteur pourrait facilement nous donner l'ouvrage décisif que nous appelons de nos vœux. Qu'avec son intelligence vive des exigences de la situation, ses sentiments d'homme patriote et de marin, il reprenne son travail à loisir! Qu'il le complète en montrant dans le détail ce qui *serait* ou ce qui *pourrait être* en l'absence de convention internationale, en indiquant ce qui *devrait être* pour concilier les intérêts également sacrés qui semblent en conflit. Il aura rendu un service signalé au droit et à l'humanité, et l'*Union des femmes de France* pourra être justement fière de ce succès qu'elle aura préparé en ouvrant le concours.

— Ce rapport a été approuvé à l'unanimité par le jury dans la séance du 9 avril.

Il est dès lors pris connaissance du nom de l'auteur du mémoire portant les inscriptions suivantes : « Labor omnia vincit improbus » — « Courbet-Keelung », et, conformément aux conclusions du rapporteur, M. le capitaine de frégate Alfred Houette est proclamé lauréat du concours, et un prix de 800 francs lui est décerné.

### La paix en Europe.

M. Ed. Tallichet a publié dans la *Bibliothèque universelle*, une revue suisse qui s'imprime à Lausanne, deux articles (numéros de janvier et de mars 1892) dont les conclusions ont occupé ou occupent la presse de tous les pays, surtout la presse française et allemande. L'auteur a examiné, en effet — et résolu au gré de son imagination ou de sa bonne volonté — le problème européen, tel qu'il a été posé par les événements de 1870 et par l'évolution économique qui s'est faite chez nous entre les traités de commerce de 1860 et le tarif des douanes de 1891.

De la question douanière, nous avons peu de chose à dire. Nous nous bornerons à constater avec M. Ed. Tallichet que la furie protectionniste, au moment même où l'Allemagne négocie des traités de commerce, risque de créer à la longue entre les peuples de la triple alliance et les nations neutres ou indifférentes des liens autrement solides et autrement durables que des traités ou des combinaisons purement politiques. L'isolement que les fautes de Napoléon III avaient fait et dont nous avons tant souffert naguère, les fantaisies de la secte protectionniste peuvent le créer à nouveau. M. Ed. Tallichet nous l'apprend; plusieurs l'avaient dit avec une conviction égale à la sienne : la majorité n'a pas suivi leurs avis.

M. Ed. Tallichet croit, en somme, au maintien de la paix. L'expérience économique où nous nous sommes lancés implique elle-même, malgré son apparence de provocation, de longs desseins pacifiques, afin d'être menée à bien. Puis ce n'est plus M. de Bismarck qui règne en Allemagne. Puis enfin, la guerre prochaine, dans l'état où sont aujourd'hui les armements des nations, « entraînerait pour le vainqueur lui-même de si grandes calamités » que l'on

(1) Le mémoire a été publié par l'*Union des Femmes de France*.

y regardera à plusieurs fois avant de la déchaîner. D'ailleurs, qui songe à attaquer?

« La France, dit M. Ed. Tallichet, a recouvré ses forces; elle est plus puissante qu'elle ne l'a jamais été, possédant une armée immense, bien exercée, excellemment armée, pourvue, on peut le croire, d'un très bon commandement et animée tout entière d'une ardeur, d'un moral très remarquables. En outre, malgré une dette énorme, elle jouit d'une position financière et possède des ressources de premier ordre. On ne saurait douter un seul instant qu'elle ne soit en mesure de soutenir contre tout venant une guerre défensive, même si ses adversaires lui opposaient des armées plus nombreuses. Quant à une guerre offensive, ce serait une autre question. Elle ne pourrait y songer sans un allié et le seul qui pût se joindre à elle, la Russie, serait probablement au début pour elle une déception et une faiblesse plutôt qu'un appui. Pour le moment, la Russie, outre la répugnance bien connue du tsar pour la guerre, a deux forts motifs de s'en abstenir, la famine qui ravage plusieurs de ses provinces et qui partout se fait sentir peu ou prou, et le défaut de préparation de l'armée, qui n'a pas été pourvue encore d'un fusil de petit calibre et qui ne pourra l'être, sans doute, de quelques années. De plus, si la Russie possède une très grande force, c'est une force qui ne devient disponible qu'avec beaucoup de temps. L'empire est immense, et il ne dispose pas de moyens de transport suffisants. . . Or, dans la guerre moderne, les premiers coups sont en général les plus décisifs; en tous cas, ils ont une très grande importance, et, pendant les premiers mois d'une guerre, la France devrait en porter seule tout le poids. Elle est en état de le faire si elle demeure sur son territoire, à portée de toutes ses ressources; mais sa situation deviendrait périlleuse si elle s'en éloignait, même pour poursuivre des premiers succès. »

Du côté de la triple alliance, on a « des raisons tout aussi fortes pour ne point attaquer ». Faut-il donc se résigner à la paix armée dont l'Europe subit les charges écrasantes? N'est-il pas d'autre terme qu'une collision sanglante entre des armées innombrables munies d'engins de dévastation sans cesse perfectionnés, ou la ruine lente, mais sûre, par la concurrence des armements continuels? M. Ed. Tallichet croit avoir trouvé le moyen d'écartier le danger d'une guerre en établissant un ordre de choses meilleur et plus normal que l'état actuel.

« Ce qui divise l'Europe en deux camps ennemis — dit-il, en abordant nettement la question — c'est l'Alsace-Lorraine. » La raison principale qui a inspiré à l'Allemagne l'idée de consacrer sa victoire par une annexion de territoire, ce fut une raison de sécurité. L'avis du grand état-major allemand était, dit-on, que la possession de Metz équivaldrait pour le nouvel empire à une armée de cent mille hommes. Or, comme le montre M. Ed. Tallichet, Metz aux mains des Allemands ne conservait point cette valeur uniquement défensive. La forteresse lorraine, devenue une garnison allemande, rapprochait les armes germaines de notre capitale, à quelques jours de marche seulement. Dès lors, de part et d'autre, on redouble d'efforts pour faire face à tout événement. Et c'est ainsi que bien loin de valoir à l'Allemagne une armée de cent mille hommes, la possession de Metz a contraint l'empire allemand d'accroître ses armées de plusieurs centaines de mille hommes. La conquête de l'Alsace, dans un autre ordre d'idées, n'a pas eu des résultats différents :

« La séparation fut un déchirement. Au lieu de comprendre et de tolérer cette douleur, très naturelle, et de traiter avec ménagements ceux qui venaient de perdre leur patrie et ne pouvaient encore considérer comme la leur le pays contre lequel ils venaient de combattre et qui leur avait apporté les calamités de la guerre, M. de Bismarck les traita durement; tous ceux qui le purent optèrent pour la France et y émigrèrent, entretenant dans ce pays la douleur d'une amputation dont la plaie n'a jamais pu se cicatriser.

« Et aujourd'hui encore, après plus de vingt ans, c'est là qu'est le danger pour la paix de l'Europe. Un professeur du Collège de France, qui connaît bien l'Allemagne et en apprécie les qualités solides, m'a dit à plus d'une reprise :



« Sans l'Alsace-Lorraine, rien ne nous empêcherait de vivre en bon accord « avec les Allemands; nous sommes rapprochés d'eux bien plus que des « Anglais, par exemple. Mais ils nous contraignent à être leurs ennemis. » Cela est vrai. La France aurait pu tout oublier de la guerre de 1870, si l'Alsace-Lorraine n'en entretenait le vivant souvenir.

« Or, on peut se demander si l'Allemagne a tiré de sa conquête la moindre force et le plus petit profit? Bien loin qu'il en soit ainsi, elle l'a payée déjà fort au delà de sa valeur, quelque grande qu'on l'estime, par les sacrifices de tout genre qu'elle lui a imposés, par l'énorme augmentation de son état militaire, par l'insécurité de l'avenir, et elle peut lui coûter bien plus cher encore, s'il en sortait cette guerre dont nous parlions tout à l'heure. »

M. Ed. Tallichet ne songe pas à souhaiter la rétrocession pure et simple de l'Alsace-Lorraine, qui serait consentie, sans condition, par l'Allemagne à la France. Mais il pense que la France pourrait très bien donner, en échange des provinces perdues, une de ses colonies, le Tonkin par exemple, « qui est d'un grand avenir », ou le protectorat de Madagascar. La paix, la cessation des armements exagérés, la prospérité : telles seraient les conséquences, immédiates ou indirectes, de cet accord bienfaisant.

Depuis que M. Ed. Tallichet tendait le caducée, il y a deux mois, aux diplomates de bonne volonté, ses propositions débonnaires ont été examinées et discutées par divers organes de l'opinion publique de deux côtés du Rhin. Ici, l'on a été plein de réserve. Et, d'ailleurs, les réflexions que devaient faire nos publicistes ne pouvaient, en aucun cas, être empreintes d'un grand enthousiasme. Les vainqueurs seuls pouvaient parler librement, sans l'oppression de cruels souvenirs. La *Gazette nationale* et la *Post* ont donné le vol à des commentaires qui témoignent, comme de coutume, de la méconnaissance la plus absolue de l'esprit et du caractère français et qui témoignent aussi — ce qui est plus grave — d'un dédain systématique de la vérité objective. La *Gazette de Francfort*, au contraire, a publié un article inspiré par une sorte de scepticisme conciliant qui rappelle la *manière* de notre confrère M. Magnard. Ce journal n'ose guère, naturellement, espérer une solution pacifiante; mais, en attendant, dit-il, « ou peut toujours continuer à discuter : s'il n'en résulte pas beaucoup de bien, en tout cas il n'en sortira aucun mal. »

Vérifiant cette sage parole, M. Ed. Tallichet vient de compléter ses observations en insistant sur ceci qu'il ne saurait être question d'un arrangement bilatéral entre la France et l'Allemagne. Aucune de ces deux puissances ne consentirait à faire les premiers pas. C'est à l'Europe entière d'intervenir pour résoudre une question qui est européenne. Ceci écarte d'abord toutes les difficultés qui seraient préalablement soulevées par les susceptibilités nationales. Ensuite, il faut que l'Europe trouve le moyen de se réorganiser en éliminant autant que possible les causes de conflits. Car toutes ne sont pas sur les rives du Rhin.

Ainsi, il y a une question du Maroc. Toute l'Europe y est intéressée. M. Ed. Tallichet prévient toutes complications en donnant le Maroc à la France, qui a déjà l'Algérie. (Ce n'est pas plus difficile que ça, sur le papier!) On réserverait cependant Tanger et son territoire à l'Angleterre, qui rétrocéderait Gibraltar à l'Espagne. La France renoncerait, en faveur de l'Angleterre, à ses droits d'intervention en Egypte. L'Italie prendrait Tripoli. Ainsi tout le monde serait content, sauf peut-être le sultan de Constantinople; mais on a pris l'habitude, semble-t-il, de se passer de sa permission.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> mars. — *La rencontre du faubourg Saint-Antoine*, par le duc d'Aumale (extrait du 6<sup>e</sup> volume de l'*Histoire des princes de Condé*). — *Les jeux séculaires d'Auguste, d'après de récentes découvertes*, par Gaston Boissier. — *La papauté, le socialisme et la démocratie : les Syndicats. L'alliance avec le quatrième Etat et la paix sociale*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Un séjour à Athènes*, par Gaston Deschamps. — *L'Empereur Guillaume II, ses ministres et sa politique*, par G. Valbert.

15. — *Fin de la guerre de la succession d'Autriche. Traité d'Aix-la-Chapelle, dernières négociations*, par le duc de Broglie. — *Le roman contemporain et le naturalisme en Allemagne*, par Lévy-Bühl. — *La littérature byzantine*, par D. Bikélas. — *La Révolution à Toulon. Le Club jacobin, l'esprit public et l'émigration*, par George Duruy. — *Athènes au Moyen-âge*, par Eug. Müntz. — *Chateaubriand*, par le vicomte de Vogüé (à propos du livre de M. de Lescure).

## Le Correspondant.

10 février. — *Mémoires du prince de Talleyrand. Le duc de Choiseul* (fin d'un portrait peu flatté). — *Le mouvement néo-chrétien dans la littérature contemporaine*, par Félix Klein. — *La Bulgarie et le prince Ferdinand*, par H. de Kerohant (article extrêmement favorable dont l'auteur a vu surtout dans le prince de Bulgarie un membre de la famille d'Orléans). — *Une Cour d'Allemagne en 1892*, par L. de la Brière (il s'agit de la Cour de Saxe-Weimar, sur laquelle l'auteur donne de curieux renseignements puisés à bonne source). — *A propos du 21 janvier. Comment finirent les régicides*, par Edgar Bourloton (fin du travail).

25. — *La dépopulation de la France*, par le marquis de Nadaillac. — *Les missions et expéditions au Congo*, par M<sup>re</sup> Augouard. — *Le clergé et l'école primaire en Prusse*, par l'abbé Kanuengieser. — *La Belgique française (1795-1814)*, par L. de Lauzac de Laborie. — *La Chine, la Russie et l'Angleterre*, par Albert Perquer.

## Revue politique et littéraire.

5 mars. — *Le prince Napoléon Bonaparte*, par G. Larroumet (notice lue à l'Académie des Beaux-Arts dont le prince était membre libre). — *La philosophie et le temps présent*, par F. Rauh (à propos d'un ouvrage de M. Ollé-Laprune). — *Les fouilles récentes d'Aboukir*, par Daninos Pacha.

12. — *Le Grand Condé : la finie (1651)*, par le duc d'Aumale. — *Les journalistes et les journaux en Grèce*, par G. Deschamps.

19. — *Choses de guerre (1870)*, par Ch. Ephreïm. — *Les mystères*, fragment d'une étude sur l'histoire des religions, par M. Ravaisson. — *Emile Augier*, par R. Doumic. — *La fête de la Raison à Paris*, par F.-A. Aulard.

26. — *De Moltke intime*, d'après ses lettres à sa mère et à ses frères, par A. Rambaud. — *Les banques de lotto en Italie*, par Marcellin Pellet.

## Revue algérienne et tunisienne.

Février. — Décisions judiciaires algériennes et tunisiennes. — Rapport adressé à la Chambre des députés sur le budget de l'Algérie.

Mars. — Décisions judiciaires intéressantes au sujet d'étrangers et d'indigènes.

---

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — Note de M. Nicolopoulo sur *les privilèges de l'Eglise orthodoxe en Turquie*. — Etude de M. Lainé sur la *Convention conclue, le 30 juillet 1891, entre la France et la Belgique, et relative à l'application des lois qui régissent le service militaire dans les deux pays*. (Nous ne saurions trop recommander la lecture de ce travail très complet qui expose d'une manière remarquable les difficultés qui ont trop souvent surgi entre la France et la Belgique et qu'on a essayé de diminuer par la Convention dont il s'agit. A la suite de la communication de M. Lainé, ont été échangées quelques observations relatives à une question importante qui vient de surgir au sujet de l'application de la loi de 1889 sur la nationalité et qui ne manquera pas de soulever des difficultés avec la Belgique.) — Chronique législative : Chambres suédoises (union avec la Norvège); Chambres françaises.

---

### Journal du droit international privé et de législation comparée.

1892, I-II. — *De la déchéance de la puissance paternelle considérée au point de vue international*, par A. Pillet. — *Des transports internationaux par chemins de fer*, par L. Poincard (exposé général, analyse de la Convention de Berne du 14 octobre 1890). — *Des délits commis à l'étranger*, notamment d'après le nouveau Code pénal italien, par G. Fusinato. — *De la nationalité de l'individu né en France d'une étrangère qui elle-même y est née*, par Dreyfus et Le Sueur (à propos d'un arrêt récent de la Cour de cassation qui a eu déjà un grand retentissement et qui suscitera vraisemblablement de nombreuses réclamations). — Notes et renseignements sur *la propriété littéraire et artistique en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et en Russie*, par Ern. Chavegrin (analyse claire et précise d'assez nombreuses décisions relatives à des points importants de la matière). — *De la condition juridique des prêtres étrangers en France*, par J. Dejamme, auditeur au Conseil d'Etat. — *Nouvelles règles d'York et d'Amers sur le règlement des avaries communes* (texte anglais et traduction). — Chronique : deux questions de nationalité récemment soulevées (l'une était relative à M. Albert Delpit, le romancier connu, l'autre à M. Lafargue, le député socialiste). — *A quelles conditions les libéralités faites à un établissement public étranger peuvent-elles être recueillies?* — Jurisprudence française, allemande, autrichienne, égyptienne, espagnole, américaine, norvégienne, suisse. — Résolutions votées par l'Institut de droit international dans sa session de Hambourg.

---

### Revue pratique de droit international privé.

1892, II. — *Le droit international privé en Espagne*, par M. Torrès Campos, professeur à l'Université de Grenade (exposé sommaire des règles suivies). — *Du recours contentieux en matière d'expulsion des étrangers en France*, par H. de Lalande, avocat au Conseil d'Etat. — Documents officiels relatifs aux rapports internationaux (lois, décrets, circulaires). — Jurisprudence française et étrangère.

---

### Le Mémorial diplomatique.

12 mars. — *Les missions françaises en Orient*, par L. de Riberpré. — La crise en Grèce. — Message du Roi de Roumanie aux Chambres (7 mars); message du Trône lu à l'ouverture du Parlement canadien (24 février).

19. — *Le compromis de Vienne à la Diète de Prague*, par A. Lefavre.

26. — Convention commerciale entre l'Egypte et l'Italie (1<sup>er</sup> fév. 1892).

---



## L'Économiste français.

5 mars. — *Les différents modes de rémunération des ouvriers*, par P. Leroy-Beaulieu (à propos d'un ouvrage anglais récent). — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley-Bert (le commerce extérieur en 1891 avec les chiffres depuis 1870 (progression continue); les Universités et leur rôle populaire (détails sur ce qu'on appelle aux Etats-Unis comme en Angleterre *University Extension*)). — *Les finances du Portugal*, par J. de Reinach. — *La baisse du fret et la concurrence maritime entre l'Europe et l'Extrême-Orient* (d'après le discours du Président de la grande Société de navigation anglaise *Peninsular and oriental Company*).

19. — *Les finances italiennes et le degré de richesse de l'Italie*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'assistance aux ouvriers indigents en France et à l'étranger*, par G. Michel. — *Les premiers mécomptes budgétaires du nouveau régime douanier*, par L. Gournay. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley-Bert : *l'exportation de l'or, ses causes*. — *La République Argentine en 1892*, par G. Guilaïne.

26. — *Leurs Majestés les Syndicats, le Droit civil et le droit pénal*, par P. Leroy-Beaulieu. (Les Syndicats sont les dieux du jour, on leur offre en sacrifice la liberté civile, mais ce sont des dieux éphémères : à la longue, après en avoir pâti, le bon sens public, l'équité et le goût de la liberté détruiront cette gigantesque et ridicule mystification.) — *Les fonctionnaires des colonies. Les colonies anglaises d'Extrême-Orient et le recrutement de leurs fonctionnaires*, par J. Chailley-Bert.

## Bulletin de statistique et de législation comparée.

Mars. — *France* : *Projet de budget pour 1893*; les patentes en 1891; produits des contributions indirectes perçus et constatés pendant les années 1891 et 1890 (augmentation de 4 millions environ). — *Angleterre* : Le Royaume-Uni et ses colonies en 1891 (renseignements statistiques, la population dépasse 342 millions d'habitants et les recettes budgétaires 263 millions de livres sterling; cela ne comprend pas les protectorats ou sphères d'influence); le cours des valeurs mobilières. — *Belgique* : le produit des impôts en 1891. — *Allemagne* : le monnayage. — *Autriche-Hongrie* : le retrait des *Vereinsthaler* autrichiens (arrangement avec l'Allemagne); la réforme monétaire; la réforme des impôts directs en Autriche; le monnayage en Autriche-Hongrie pendant l'année 1891; statistique des indigents à Vienne. — *Russie* : la disette dans la Russie d'Europe (extr. d'un travail de M. Levasseur).

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FREMONT.

# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO — FRANCE — PORTUGAL

**Protocole réglant les tarifs des droits d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo.**

8 avril 1892

I. — Tous les produits importés dans le bassin occidental du Congo seront taxés à 6 0/0 de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel, qui acquitteront le taux de 10 0/0. Les alcools sont réservés.

Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans, prenant cours le jour de l'application des droits, et pourront ensuite être imposés à 3 0/0.

Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation. Ils pourront ensuite être imposés à 3 0/0.

Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte, les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo, sont exempts.

II. — Les produits exportés du bassin occidental du Congo acquitteront les droits de sortie suivants :

Ivoire, caoutchouc, 10 0/0 de la valeur.

Arachides, café, copal rouge, copal blanc (de qualité inférieure), huile de palme, noix palmistes, sésame, 5 0/0 de la valeur.

Les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc seront perçus sur les bases suivantes :

|                                            |           |           |
|--------------------------------------------|-----------|-----------|
| Morceaux d'ivoire, pilons, etc. . . . .    | fr. 10 00 | le kilog. |
| Droits d'un poids inférieur à 6 kilog. . . | 16 00     | »         |
| supérieur           »                      | 21 00     | »         |
| Caoutchouc. . . . .                        | 4 00      | »         |

Ces bases seront revisables d'année en année, d'après la valeur marchande à la côte d'Afrique, dans des conditions de nature à donner toute garantie au commerce.

III. — Les tarifs ci-dessus indiqués des droits d'entrée et de sortie sont établis pour dix ans.

### Acte général de la Conférence de Bruxelles

2 juillet 1890 (1).

Au nom de Dieu Tout-Puissant,

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne, etc. en Son Nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume; Sa Majesté le Roi-souverain de l'Etat Indépendant du Congo; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Française (2); Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, etc.; Sa Majesté le Shah de Perse; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar,

Egalement animés de la ferme volonté de mettre un terme aux crimes et aux dévastations qu'engendre la traite des esclaves africains, de protéger efficacement les populations aborigènes de l'Afrique et d'assurer à ce vaste continent les bienfaits de la paix et de la civilisation;

Voulant donner une sanction nouvelle aux décisions déjà prises dans le même sens et à diverses époques par les Puissances, compléter les résultats qu'elles ont obtenus et arrêter un ensemble de mesures qui garantissent l'accomplissement de l'œuvre qui fait l'objet de leur commune sollicitude;

Ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, d'accord avec le Gouvernement de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, de réunir à cet effet une Conférence à Bruxelles, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

(1) Pour les protocoles de la Conférence, voir *Archives*, 1891, I, p. 91, 132, 271; II, p. 11, 493, 26; I, I, p. 13, 103.

(2) En ce qui concerne la France, la ratification ne s'applique pas aux articles 21-23, 42-61. V. l'*Exposé des motifs*, le *Rapport* fait par M. F. Charrins au nom de la Commission de la Chambre des députés et la discussion parlementaire des 24 et 25 juin 1891, *Archives*, 1891, III, p. 161-231.



Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, le Sieur Frédéric-Jean, Comte d'Alvensleben, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur Guillaume Gohring, Son Conseiller intime de légation, Consul Général de l'Empire d'Allemagne, à Amsterdam ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi Apostolique de Hongrie, le Sieur Rodolphe, Comte Khevenhüller-Metsch, Son Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Auguste, Baron Lambermont, Son Ministre d'Etat, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, et le Sieur Emile Banning, Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique ;

Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Frédéric-George Schack de Brockdorff, Consul Général de Danemark à Anvers ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en Son Nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume, Don Jo-é Gutierrez de Agüera, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, le Sieur Edmond Van Eetvelde, Administrateur Général du Département des Affaires Etrangères de l'Etat Indépendant du Congo, et le Sieur Auguste Van Maldeghem, Conseiller à la Cour de Cassation de Belgique ;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Sieur Edwin H. Terrel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur Henry Shelton Sanford ;

Le Président de la République Française, le Sieur Albert Bourée, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur George Cogordan, Ministre Plénipotentiaire, Directeur du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères de France ;

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Lord Vivian, Pair du Royaume-Uni, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et Sir John Kirk ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Sieur François de Renzis, Baron de Montanaro, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur Thomas Catalani, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le Sieur Louis, Baron Gericke de Herwylen, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté Impériale le Shah de Perse, le Général Nazare Aga, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Le Sieur Henrique de Macedo Pereira Coutinho, Membre de Son Conseil, Pair du Royaume, Ministre et Secrétaire d'Etat honoraire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Le Sieur Léon, Prince

Ouroussoff, Maître de Sa Cour, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges, et le Sieur Frédéric de Martens, Son Conseiller d'Etat actuel, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères de Russie ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Le Sieur Charles de Burenstam, Son Chambellan, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Etienne Carathéodory Efendi, Haut Dignitaire de Son Empire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, Sir John Kirk, et le Sieur Guillaume Gohring ;

Lesquels, munis de pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont adopté les dispositions suivantes :

## CHAPITRE PREMIER

### Pays de traite. — Mesures à prendre aux lieux d'origine.

Article premier. — Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants :

1<sup>o</sup> Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées ;

2<sup>o</sup> Etablissement graduel, à l'intérieur, par les Puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme ;

3<sup>o</sup> Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme ;

4<sup>o</sup> Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives ;

5<sup>o</sup> Etablissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;

6<sup>o</sup> Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;

7<sup>o</sup> Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la traite.

Art. 2. — Les stations, les croisières intérieures organisées par chaque Puissance dans ses eaux et les postes qui leur servent de ports d'attache, indépendamment de leur mission principale, qui sera d'empêcher la capture d'esclaves et d'intercepter les routes de la traite, auront pour tâche subsidiaire :

1<sup>o</sup> D'être servies de point d'appui et au besoin de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le protectorat de l'Etat de qui relève la station, aux populations indépendantes, et temporairement à toutes autres en cas de danger imminent ; de mettre les populations de la première de ces catégories à même de concourir à leur propre défense ; de

diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien-être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ;

2° De prêter aide et protection aux entreprises du commerce, d'en surveiller la légalité en contrôlant notamment les contrats de service avec les indigènes et de préparer la fondation de centres de culture permanents et d'établissements commerciaux ;

3° De protéger, sans distinction de culte, les missions établies ou à établir ;

4° De pourvoir au service sanitaire et d'accorder l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la traite.

Art. 3. — Les Puissances qui exercent une souveraineté ou un protectorat en Afrique, confirmant et précisant leurs déclarations antérieures, s'engagent à poursuivre graduellement, suivant que les circonstances le permettront, soit par les moyens indiqués ci-dessus, soit par tous autres qui leur paraîtront convenables, la répression de la traite, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Toutes les fois qu'elles le jugeront possible, elles prêteront leurs bons offices aux Puissances qui, dans un but purement humanitaire, accompliraient en Afrique une mission analogue.

Art. 4. — Les Puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique pourront toutefois déléguer à des Compagnies munies de chartes, tout ou partie des engagements qu'elles assurent en vertu de l'article 3. Elles demeurent néanmoins directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent Acte Général et en garantissent l'exécution.

Les Puissances promettent accueil, aide et protection aux Associations nationales et aux initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la traite, sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

Art. 5. — Les Puissances contractantes s'obligent, à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent article, à édicter ou à proposer à leurs législatures respectives, dans le délai d'un an au plus tard à partir de la date de la signature du présent Acte Général, une loi rendant applicables, d'une part, les dispositions de leur législation pénale qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et coopérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence ; et, d'autre part, les dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs et marchands d'esclaves.

Les coauteurs et complices des diverses catégories spécifiées ci-dessus de capteurs et trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs.

Les coupables qui se seraient soustraits à la juridiction des autorités du pays où les crimes ou délits auraient été commis seront mis en état d'arrestation, soit sur communication des pièces de l'instruction de la part des autorités qui ont constaté les infractions, soit sur toute autre preuve de



culpabilité, par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle ils seront découverts, et tenus sans autre formalité à la disposition des tribunaux compétents pour les juger.

Les Puissances se communiqueront, dans le plus bref délai possible, les lois ou décrets existants ou promulgués en exécution du présent article.

Art. 6. — Les esclaves libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du continent seront renvoyés, si les circonstances le permettent, dans leur pays d'origine; sinon, l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Art. 7. — Tout esclave fugitif qui, sur le continent, réclamera la protection des Puissances signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles, ou à bord des bâtiments de l'Etat naviguant sur les lacs et rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'Etat.

Art. 8. — L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de traite et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience ayant prouvé manifestement que la conservation des populations africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les Puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu, et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus à l'article suivant, interdite dans les territoires compris entre le 20° parallèle Nord et le 22° parallèle Sud, et aboutissant vers l'Ouest à l'océan Atlantique, vers l'Est à l'océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Art. 9. — L'introduction des armes à feu et de leurs munitions, lorsqu'il y aura lieu de l'autoriser dans les possessions des Puissances signataires qui exercent des droits de souveraineté ou de protectorat en Afrique, sera réglée, à moins qu'un régime identique ou plus rigoureux n'y soit déjà appliqué, de la manière suivante, dans la zone déterminée à l'article 8.

Toutes armes à feu importées devront être déposées, aux frais, risques et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'administration de l'Etat. Aucune sortie d'armes à feu ni de munitions importées ne pourra avoir lieu des entrepôts sans l'autorisation préalable de l'administration. Cette autorisation sera, sauf les cas spécifiés ci-après, refusée pour la sortie de toutes armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entières ou en pièces détachées, de leurs cartouches, des capsules ou d'autres munitions destinées à les approvisionner.

Dans les ports de mer et sous les conditions offrant les garanties nécessaires, les Gouvernements respectifs pourront admettre aussi les entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex, et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

Indépendamment des mesures prises directement par les Gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des

exceptions pourront être admises, à titre individuel, pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas donnés, cédés ou vendus à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Toute arme, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, sera enregistrée et marquée par l'autorité préposée au contrôle, qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de ports d'armes, indiquant le nom du porteur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis, révoquables en cas d'abus constatés, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

La règle ci-dessus établie de l'entrée en entrepôt s'appliquera également à la poudre.

Ne pourront être retirés des entrepôts pour être mis en vente que les fusils à silex non rayés ainsi que les poudres communes dites de traite. A chaque sortie d'armes et de munitions de cette nature destinées à la vente, les autorités locales détermineront les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les régions atteintes par la traite seront toujours exclues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'obligeront à présenter à l'administration, tous les six mois, des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les dites armes à feu et les poudres déjà vendues, ainsi que les quantités qui restent en magasin.

Art. 10. — Les Gouvernements prendront toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente et au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher, soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage vers les régions où sévit la traite.

L'autorisation de transit, dans les limites de la zone spécifiée à l'art. 8, ne pourra être refusée lorsque les armes et munitions doivent passer à travers le territoire d'une Puissance signataire ou adhérente occupant la côte, vers des territoires à l'intérieur placés sous la souveraineté ou le protectorat d'une autre Puissance signataire ou adhérente, à moins que cette dernière Puissance n'ait un accès direct à la mer par son propre territoire. Si cet accès était complètement interrompu, l'autorisation de transit ne pourra non plus être refusée. Toute demande de transit doit être accompagnée d'une déclaration émanée du Gouvernement de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur, et certifiant que les dites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter exceptionnellement et provisoirement le transit des armes de précision et des munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

Art. 11. — Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés

ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

Art. 12. — Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires, afin que les contrevenants aux défenses établies par les articles 8 et 9 soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

Art. 13. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article 8, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de la dite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

Art. 14. — Le régime stipulé aux articles 8 à 13 inclusivement restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux en deux ans.

## CHAPITRE II

### Route des caravanes et transports d'esclaves par terre.

Art. 15. — Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la traite, les stations, croisières et postes dont l'établissement est prévu à l'article 2 et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'article 4 par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

Art. 16. — Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances souveraines ou protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'article 3, par les autorités dont relèvent les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et de libérer les esclaves.

Art. 17. — Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

Les caravanes débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.



Art. 18. — Dans les possessions de chacune des Puissances contractantes, l'administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

Art. 19. — Les dispositions pénales prévues à l'article 5 seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis au cours des opérations qui ont pour objet le transport et le trafic des esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte Général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la traite.

## CHAPITRE III

### Répression de la traite sur mer.

#### § 1. — *Dispositions générales.*

Art. 20. — Les Puissances signataires reconnaissent l'opportunité de prendre d'un commun accord des dispositions ayant pour objet d'assurer plus efficacement la répression de la traite dans la zone maritime où elle existe encore.

Art. 21 (1). — Cette zone s'étend entre, d'une part, les côtes de l'océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge), depuis le Beloutchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilmane), et, d'autre part, une ligue conventionnelle qui suit d'abord le méridien de Tangalane jusqu'au point de rencontre avec le 26<sup>e</sup> degré de latitude sud; se confond ensuite avec ce parallèle, puis contourne l'île de Madagascar par l'Est en se tenant à 20 milles de la côte orientale et septentrionale, jusqu'à son intersection avec le méridien du cap d'Ambre. De ce point, la limite de la zone est déterminée par une ligne oblique qui va rejoindre la côte du Beloutchistan, en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had.

Art. 22. — Les Puissances signataires du présent Acte Général, entre lesquelles il existe des conventions particulières pour la suppression de la traite, se sont mises d'accord pour restreindre les clauses de ces conventions concernant le droit réciproque de visite, de recherche et de saisie des navires en mer, à la zone susdite.

Art. 23. — Les mêmes Puissances sont également d'accord pour limiter le droit susmentionné aux navires d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux.

Cette stipulation sera révisée dès que l'expérience en aura démontré la nécessité.

Art. 24. — Toutes les autres dispositions des conventions conclues entre les dites Puissances pour la suppression de la traite, restent en vigueur pour autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent Acte Général.

Art. 25. — Les Puissances signataires s'engagent à prendre des mesures efficaces pour prévenir l'usurpation de leur pavillon et pour empêcher le transport des esclaves sur les bâtiments autorisés à arborer leurs couleurs.

Art. 26. — Les Puissances signataires s'engagent à prendre toutes les

(1) Les art. 21-23 n'ont pas été ratifiés par la France.

mesures nécessaires pour faciliter le prompt échange des renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite.

Art. 27. — Un bureau international, au moins, sera créé; il sera établi à Zanzibar. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à lui faire parvenir tous les documents spécifiés à l'article 41, ainsi que les renseignements de toute nature susceptibles d'aider à la répression de la traite.

Art. 28. — Tout esclave qui se sera réfugié à bord d'un navire de guerre sous pavillon d'une des Puissances signataires sera immédiatement et définitivement affranchi, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, s'il a commis un crime ou délit de droit commun.

Art. 29. — Tout esclave retenu contre son gré à bord d'un bâtiment indigène aura le droit de réclamer la liberté.

Son affranchissement pourra être prononcé par tout agent d'une des Puissances signataires, à qui le présent Acte Général confère le droit de contrôler l'état des personnes à bord des dits bâtiments, sans que cet affranchissement puisse le soustraire à la juridiction compétente, si un crime ou délit de droit commun a été commis par lui.

## § 2. — *Règlement concernant l'usage du pavillon et la surveillance des croiseurs.*

1. — Règles pour la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs.

Art. 30. — Les Puissances signataires s'engagent à exercer une surveillance rigoureuse sur les bâtiments indigènes autorisés à porter leur pavillon dans la zone indiquée à l'article 21, et sur les opérations commerciales effectuées par ces bâtiments.

Art. 31. — La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène ;

2<sup>o</sup> Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'océan Indien, de la mer Rouge ou du golfe Persique.

Art. 32. — L'autorisation d'arborer le pavillon d'une des dites Puissances ne sera accordée à l'avenir qu'aux bâtiments indigènes qui satisferont à la fois aux trois conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Les armateurs ou propriétaires devront être sujets ou protégés de la Puissance dont ils demandent à porter les couleurs ;

2<sup>o</sup> Ils seront tenus d'établir qu'ils possèdent des biens-fonds dans la circonscription de l'autorité à qui est adressée leur demande, ou de fournir une caution solvable pour la garantie des amendes qui pourraient être éventuellement encourues ;

3<sup>o</sup> Les dits armateurs ou propriétaires, ainsi que le capitaine du bâtiment, devront fournir la preuve qu'ils jouissent d'une bonne réputation et notamment n'avoir jamais été l'objet d'une condamnation pour faits de traite.

Art. 33. — L'autorisation accordée devra être renouvelée chaque année. Elle pourra être suspendue ou retirée par les autorités de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs.

Art. 34. — L'acte d'autorisation portera les indications nécessaires pour établir l'identité du navire. Le capitaine en sera détenteur. Le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints en caractères latins, à la poupe, et la ou les lettres initiales de son port d'attache ainsi que le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port, seront imprimés en noir sur les voiles.

Art. 35. — Un rôle d'équipage sera délivré au capitaine du bâtiment, au port de départ, par l'autorité de la Puissance, dont il porte le pavillon. Il sera renouvelé à chaque armement du bâtiment, ou, au plus tard, au bout d'une année, et conformément aux dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> Le rôle sera, au moment du départ, visé par l'autorité qui l'a délivré ;

2<sup>o</sup> Aucun noir ne pourra être engagé comme matelot sur un bâtiment sans qu'il ait été préalablement interrogé par l'autorité de la Puissance dont ce bâtiment porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale, à l'effet d'établir qu'il contracte un engagement libre ;

3<sup>o</sup> Cette autorité tiendra la main à ce que la proportion des matelots ou mous-es ne soit pas anormale par rapport au tonnage ou au grément des bâtiments ;

4<sup>o</sup> L'autorité qui aura interrogé les hommes, préalablement à leur départ, les inscrira sur le rôle d'équipage, où ils figureront avec le signallement sommaire de chacun d'eux en regard de son nom ;

5<sup>o</sup> Afin d'empêcher plus sûrement les substitutions, les matelots pourront, en outre, être pourvus d'une marque distinctive.

Art. 36. — Lorsque le capitaine d'un bâtiment désirera embarquer des passagers noirs, il devra en faire la déclaration à l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, à l'autorité territoriale. Les passagers seront interrogés et, quand il aura été constaté qu'ils s'embarquent librement, ils seront inscrits sur un manifeste spécial donnant le signalement de chacun d'eux en regard de son nom, et indiquant notamment le sexe et la taille. Les enfants noirs ne pourront être admis comme passagers qu'autant qu'ils seront accompagnés de leurs parents ou de personnes dont l'honorabilité serait notoire. Au départ, le manifeste des passagers sera visé par l'autorité indiquée ci-dessus, après qu'il aura été procédé à un appel. S'il n'y a pas de passagers à bord, mention expresse en sera faite sur le rôle d'équipage.

Art. 37. — A l'arrivée dans tout port de relâche ou de destination, le capitaine du bâtiment produira devant l'autorité de la Puissance dont il porte le pavillon ou, à défaut de celle-ci, devant l'autorité territoriale, le rôle d'équipage et, s'il y a lieu, les manifestes de passagers antérieurement délivrés. L'autorité contrôlera les passagers arrivés à destination ou s'arrêtant dans un port de relâche, et fera mention de leur débarquement sur le manifeste. Au départ, la même autorité apposera de nouveau son visa au rôle et au manifeste, et fera l'appel des passagers.

Art. 38. — Sur le littoral africain et dans les îles adjacentes, aucun passager noir ne sera embarqué à bord d'un bâtiment indigène en dehors des localités où réside une autorité relevant d'une des Puissances signataires.

Dans toute l'étendue de la zone prévue à l'art. 21, aucun passager noir ne pourra être débarqué d'un bâtiment indigène hors d'une localité où réside une autorité relevant d'une des Hautes Parties contractantes et sans que cette autorité assiste au débarquement.



Les cas de force majeure qui auraient déterminé l'infraction à ces dispositions devront être examinés par l'autorité de la Puissance dont le bâtiment porte les couleurs, ou, à défaut de celle-ci, par l'autorité territoriale du port dans lequel le bâtiment inculpé fait relâche.

Art. 39. — Les prescriptions des art. 35, 36, 37 et 38 ne sont pas applicables aux bateaux non pontés entièrement ayant un maximum de dix hommes d'équipage et qui satisferont à l'une des deux conditions suivantes :

1° S'adonner exclusivement à la pêche dans les eaux territoriales ;

2° Se livrer au petit cabotage entre les différents ports de la même Puissance territoriale, sans s'éloigner de la côte à plus de 5 milles.

Ces différents bateaux recevront, suivant les cas, de l'autorité territoriale ou de l'autorité consulaire, une licence spéciale renouvelable chaque année et révocable dans les conditions prévues à l'art. 40, et dont le modèle uniforme, annexé au présent Acte général, sera communiqué au Bureau international de renseignements.

Art. 40. — Tout acte ou tentative de traite, légalement constaté à la charge du capitaine, armateur ou propriétaire d'un bâtiment autorisé à porter le pavillon d'une des Puissances signataires, ou ayant obtenu la licence prévue à l'art. 39, entraînera le retrait immédiat de cette autorisation ou de cette licence. Toutes les infractions aux prescriptions du § 2 du chapitre III seront punies, en outre, des pénalités édictées par les lois et ordonnances spéciales à chacune des Puissances contractantes.

Art. 41. — Les Puissances signataires s'engagent à déposer au Bureau international de renseignements les modèles-types des documents ci-après :

1° Titre autorisant le port du pavillon ;

2° Rôle d'équipage ;

3° Manifeste des passagers noirs.

Ces documents, dont la teneur peut varier suivant les règlements propres à chaque pays, devront renfermer obligatoirement les renseignements suivants, libellés dans une langue européenne :

I. En ce qui concerne l'autorisation de porter le pavillon :

a) Le nom, le tonnage, le gréement et les dimensions principales du bâtiment ;

b) Le numéro d'inscription et la lettre signalétique du port d'attache ;

c) La date de l'obtention du permis et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré.

II. En ce qui concerne le rôle d'équipage :

a) Le nom du bâtiment, du capitaine et de l'armateur ou des propriétaires ;

b) Le tonnage du bâtiment ;

c) Le numéro d'inscription et le port d'attache du navire, sa destination, ainsi que les renseignements spécifiés à l'art. 25.

III. En ce qui concerne le manifeste des passagers noirs :

Le nom du bâtiment qui les transporte et les renseignements indiqués à l'art. 36, et destinés à bien identifier les passagers.

Les Puissances signataires prendront les mesures nécessaires pour que les autorités territoriales ou leurs consuls envoient au même Bureau des copies certifiées de toute autorisation d'arborer leur pavillon, dès qu'elle aura été accordée, ainsi que l'avis du retrait dont ses autorisations auraient été l'objet.

Les dispositions du présent article ne concernent que les papiers destinés aux bâtiments indigènes.

2. — *De l'arrêt des bâtiments suspects.*

Art. 42 (1). — Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre de l'une des Puissances signataires auront lieu de croire qu'un bâtiment d'un tonnage inférieur à 500 tonneaux et rencontré dans la zone ci-dessus indiquée, se livre à la traite ou est coupable d'une usurpation de pavillon, ils pourront recourir à la vérification des papiers de bord.

Le présent article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales.

Art. 43. — Dans ce but, un canot, commandé par un officier de vaisseau en uniforme, pourra être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention.

L'officier envoyé à bord du navire arrêté devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

Art. 44. — La vérification des papiers de bord consistera dans l'examen des pièces suivantes :

1° En ce qui concerne les bâtiments indigènes, les papiers mentionnés à l'art. 41 ;

2° En ce qui concerne les autres bâtiments, les pièces stipulées dans les différents traités ou conventions maintenus en vigueur.

La vérification des papiers de bord n'autorise l'appel de l'équipage et des passagers que dans les cas et suivant les conditions prévus à l'article suivant.

Art. 45. — L'enquête sur le chargement du bâtiment où la visite ne peut avoir lieu qu'à l'égard des bâtiments naviguant sous le pavillon d'une des Puissances qui ont conclu ou viendraient à conclure les conventions particulières visées à l'art. 22, et conformément aux prescriptions de ces conventions.

Art. 46. — Avant de quitter le bâtiment arrêté, l'officier dressera un procès-verbal suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel il appartient.

Ce procès-verbal doit être daté et signé par l'officier, et constater les faits.

Le capitaine du navire arrêté, ainsi que les témoins, auront le droit de faire ajouter au procès-verbal toutes explications qu'ils croient utiles.

Art. 47. — Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aurait arrêté un navire sous pavillon étranger doit, dans tous les cas, faire un rapport à son Gouvernement en indiquant les motifs qui l'ont fait agir.

Art. 48. — Un résumé de ce rapport, ainsi qu'une copie du procès-verbal dressé par l'officier envoyé à bord du navire arrêté, seront, le plus tôt possible, expédiés au Bureau international de renseignements, qui en donnera communication à l'autorité consulaire ou territoriale la plus proche de la Puissance dont le navire arrêté en route a arboré le pavillon. Des doubles de ce document seront conservés aux archives du Bureau.

Art. 49. — Si, par suite de l'accomplissement des actes de contrôle mentionnés dans les articles précédents, le croiseur est convaincu qu'un fait de traite a été commis à bord durant la traversée ou qu'il existe des

(1) Les art. 42-61 n'ont pas été ratifiés par la France.

preuves irrécusables contre le capitaine ou l'armateur pour l'accuser d'usurpation de pavillon, de fraude ou de participation à la traite, il conduira le bâtiment arrêté dans le port de la zone le plus rapproché, où se trouve une autorité compétente de la Puissance dont le pavillon a été arboré.

Chaque Puissance signataire s'engage à désigner dans la zone et à faire connaître au Bureau international de renseignements les autorités territoriales ou consulaires, ou les délégués spéciaux qui seraient compétents dans les cas visés ci-dessus.

Le bâtiment soupçonné peut également être remis à un croiseur de sa nation, si ce dernier consent à en prendre charge.

### 3. — *De l'enquête et du jugement des bâtiments saisis.*

Art. 50. — L'autorité visée à l'article précédent, à laquelle le navire arrêté a été remis, procédera à une enquête complète, selon les lois et règlements de sa nation, en présence d'un officier du croiseur étranger.

Art. 51. — S'il résulte de cette enquête qu'il y a eu usurpation de pavillon, le navire arrêté restera à la disposition du capteur.

Art. 52. — Si l'enquête établit un fait de traite défini par la présence à bord d'esclaves destinés à être vendus ou d'autres faits de traite prévus par les conventions particulières, le navire et sa cargaison demeurent sous séquestre, à la garde de l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Le capitaine et l'équipage seront déférés aux tribunaux désignés aux art. 44 et 46. Les esclaves seront mis en liberté après qu'un jugement aura été rendu.

Dans les cas prévus par cet article, il sera disposé des esclaves libérés conformément aux conventions particulières conclues ou à conclure entre les Puissances signataires. A défaut de ces conventions, les dits esclaves pourront être remis à l'autorité locale, pour être renvoyés, si c'est possible, dans leur pays d'origine; sinon cette autorité leur facilitera, autant qu'il dépendra d'elle, les moyens de vivre, et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

Art. 53. — Si l'enquête prouve que le bâtiment est arrêté illégalement, il y aura lieu, de plein droit à une indemnité proportionnelle au préjudice éprouvé par le bâtiment détourné de sa route.

La quotité de cette indemnité sera fixée par l'autorité qui a dirigé l'enquête.

Art. 54. — Dans le cas où l'officier du navire capteur n'accepterait pas les conclusions de l'enquête effectuée en sa présence, la cause serait, de plein droit, déférée au tribunal de la nation dont le bâtiment capturé aurait arboré les couleurs.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que dans le cas où le différend porterait sur le chiffre de l'indemnité stipulée à l'art. 53, lequel sera fixé par voie d'arbitrage, ainsi qu'il est spécifié à l'article suivant.

Art. 55. — L'officier capteur et l'autorité qui aura dirigé l'enquête désigneront, chacun dans les quarante-huit heures, un arbitre, et les deux arbitres choisis auront eux-mêmes vingt-quatre heures pour désigner un sur-arbitre. Les arbitres devront être choisis, autant que possible, parmi les fonctionnaires diplomatiques, consulaires ou judiciaires des Puissances signataires. Les indigènes se trouvant à la solde des Gouvernements contractants sont formellement exclus. La décision est prise à la majorité des voix. Elle doit être reconnue comme définitive.



Si la juridiction arbitrale n'est pas constituée dans les délais indiqués, il sera procédé pour l'indemnité, comme pour les dommages-intérêts, conformément aux dispositions de l'art. 58, § 2.

Art. 56. — Les causes sont déferées, dans le plus bref délai possible, au tribunal de la nation dont les prévenus ont arboré les couleurs. Cependant les consuls ou toute autre autorité de la même nation que les prévenus, spécialement commissionnés à cet effet, peuvent être autorisés par leur Gouvernement à rendre les jugements aux lieu et place des tribunaux.

Art. 57. — La procédure et le jugement des infractions aux dispositions du chapitre 3 auront toujours lieu aussi sommairement que le permettent les lois et règlements en vigueur dans les territoires soumis à l'autorité des Puissances signataires.

Art. 58. — Tout jugement du tribunal national ou des autorités visées à l'article 56 déclarant que le navire arrêté ne s'est point livré à la traite sera exécuté sur-le-champ, et pleine liberté sera rendue au navire de continuer sa route.

Dans ce cas, le capitaine ou l'armateur du navire arrêté sans motif légitime de suspicion ou ayant été soumis à des vexations, aura le droit de réclamer des dommages-intérêts dont le montant sera fixé de commun accord entre les Gouvernements directement intéressés ou par voie d'arbitrage, et payé dans le délai de six mois, à partir de la date du jugement qui a acquitté la prise.

Art. 59. — En cas de condamnation, le navire séquestré sera déclaré de bonne prise au profit du capteur.

Le capitaine, l'équipage et toutes autres personnes reconnues coupables seront punis, selon la gravité des crimes ou délits commis par eux, et conformément à l'article 5.

Art. 60. — Les dispositions des articles 50 à 59 ne portent aucune atteinte ni à la compétence, ni à la procédure des tribunaux spéciaux existants ou de ceux à créer pour connaître des faits de traite.

Art. 61. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les instructions qu'elles donneront, en exécution des dispositions du chapitre 3, aux commandants de leurs bâtiments de guerre naviguant dans les mers de la zone indiquée.

#### CHAPITRE IV

##### **Pays de destination dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique.**

Art. 62. — Les Puissances contractantes dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique et dont, par suite de ce fait, les possessions situées dans ou hors l'Afrique servent, malgré la vigilance des autorités, de lieux de destination aux esclaves africains, s'engagent à en prohiber l'importation, le transit, la sortie ainsi que le commerce. La surveillance la plus active et la plus sévère possible sera organisée par elles sur tous les points où s'opèrent l'entrée, le passage et la sortie des esclaves africains.

Art. 63. — Les esclaves libérés en exécution de l'article précédent seront, si les circonstances le permettent, renvoyés dans leur pays d'origine. Dans tous les cas, ils recevront des lettres d'affranchissement des autorités compétentes et auront droit à leur protection et à leur assistance afin de trouver des moyens d'existence.

Art. 64. — Tout esclave fugitif arrivant à la frontière d'une des Puissances mentionnées à l'article 62 sera réputé libre et sera en droit de réclamer des autorités compétentes des lettres d'affranchissement.

Art. 65. — Toute vente ou transaction dont les esclaves visés aux articles 63 et 64 auraient été l'objet par suite de circonstances quelconques, sera considérée comme nulle ou non avenue.

Art. 66. — Les navires indigènes portant le pavillon d'un des pays mentionnés à l'article 62, s'il existe des indices qu'ils se livrent à des opérations de traite, seront soumis par les autorités locales, dans les ports qu'ils fréquentent, à une vérification rigoureuse de leur équipage et des passagers, tant à l'entrée qu'à la sortie. En cas de présence à bord d'esclaves africains, il sera procédé judiciairement contre le bâtiment et contre toutes personnes qu'il y aura lieu d'inculper. Les esclaves trouvés à bord recevront des lettres d'affranchissement par les soins des autorités qui auront opéré la saisie des navires.

Art. 67. — Des dispositions pénales en rapport avec celles prévues par l'article 5 seront édictées contre les importateurs, transporteurs et marchands d'esclaves africains, contre les auteurs de mutilation d'enfants ou d'adultes mâles et ceux qui en trafiquent, ainsi que contre leurs coauteurs et complices.

Art. 68. — Les Puissances signataires reconnaissent la haute valeur de la loi sur la prohibition de la traite des noirs, sanctionnée par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans le 4/16 décembre 1889 (22 Rebi-ul-Akhir 1307), et elles sont assurées qu'une surveillance active sera organisée par les autorités ottomanes, particulièrement sur la côte occidentale de l'Arabie et sur les routes qui mettent cette côte en communication avec les autres possessions de Sa Majesté Impériale en Asie.

Art. 69. — Sa Majesté le Shah de Perse consent à organiser une surveillance active dans les eaux territoriales et sur celles des côtes du golfe Persique et du golfe d'Oman qui sont placées sous sa souveraineté, ainsi que sur les routes intérieures qui servent au transport des esclaves. Les magistrats et les autres autorités recevront à cet effet les pouvoirs nécessaires.

Art. 70. — Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar consent à prêter son concours le plus efficace pour la répression des crimes et délits commis par les trafiquants d'esclaves africains sur terre comme sur mer. Les tribunaux institués à cette fin dans le Sultanat de Zanzibar appliqueront strictement les dispositions pénales prévues à l'article 5. Afin de mieux assurer la liberté des esclaves libérés, tant en vertu des dispositions du présent Acte Général que des décrets rendus en cette matière par Sa Hautesse et ses prédécesseurs, un bureau d'affranchissement sera établi à Zanzibar.

Art. 71. — Les agents diplomatiques et consulaires, et les officiers de marine des Puissances contractantes prêteront, dans les limites des conventions existantes, aux autorités locales leur concours, afin d'aider à réprimer la traite là où elle existe encore; ils auront le droit d'assister aux procès de traite qu'ils auront provoqués, sans pouvoir prendre part à la délibération.

Art. 72. — Des bureaux d'affranchissement ou des institutions qui en tiennent lieu seront organisés par les administrations des pays de destination des esclaves africains, aux fins déterminées à l'article 18.

Art. 73. — Les Puissances signataires s'étant engagées à se communi-

quer tous les renseignements utiles pour combattre la traite, les Gouvernements que concernent les dispositions du présent chapitre échangeront périodiquement avec les autres Gouvernements les données statistiques relatives aux esclaves arrêtés et libérés, ainsi que les mesures législatives ou administratives prises afin de réprimer la traite.

## CHAPITRE V

### Institutions destinées à assurer l'exécution de l'Acte Général.

#### § 1<sup>er</sup>. — *Du bureau international maritime.*

Art. 74. — Conformément aux dispositions de l'article 27, il est institué à Zanzibar un bureau international où chacune des Puissances signataires pourra se faire représenter par un délégué.

Art. 75. — Le Bureau sera constitué dès que trois Puissances auront désigné leur représentant.

Il élaborera un règlement fixant le mode d'exercice de ses attributions. Ce règlement sera immédiatement soumis à la sanction des Puissances signataires qui auront notifié leur intention de s'y faire représenter et qui statueront à cet égard dans le plus bref délai possible.

Art. 76. — Les frais de cette institution seront répartis, à parts égales, entre les Puissances signataires mentionnées à l'article précédent.

Art. 77. — Le Bureau de Zanzibar aura pour mission de centraliser tous les documents et renseignements qui seraient de nature à faciliter la répression de la traite dans la zone maritime.

A cet effet, les Puissances signataires s'engagent à lui faire parvenir, dans le plus bref délai possible :

1<sup>o</sup> Les documents spécifiés à l'article 41;

2<sup>o</sup> Le résumé des rapports et la copie des procès-verbaux visés à l'article 48;

3<sup>o</sup> La liste des autorités territoriales ou consulaires et des délégués spéciaux compétents pour procéder à l'égard des bâtiments arrêtés, aux termes de l'article 49;

4<sup>o</sup> La copie des jugements et arrêts de condamnation rendus conformément à l'article 58;

5<sup>o</sup> Tous les renseignements propres à amener la découverte des personnes qui se livrent aux opérations de la traite dans la zone susdite.

Art. 78. — Les archives du Bureau seront toujours ouvertes aux officiers de la marine des Puissances signataires autorisés à agir dans les limites de la zone définie à l'article 21, de même qu'aux autorités territoriales ou judiciaires et aux consuls spécialement désignés par leurs Gouvernements.

Le Bureau devra fournir aux officiers et agents étrangers autorisés à consulter ses archives, les traductions en une langue européenne des documents qui seraient rédigés dans une langue orientale.

Il fera les communications prévues à l'article 48.

Art. 79. — Des bureaux auxiliaires en rapport avec le Bureau de Zanzibar pourront être établis dans certaines parties de la zone, en vertu d'un accord préalable entre les Puissances intéressées.



Ils seront composés des délégués de ces Puissances et établis conformément aux articles 75, 76 et 78.

Les documents et renseignements spécifiés à l'article 77, en tant qu'ils concernent la partie afférente de la zone, leur seront envoyés directement par les autorités territoriales et consulaires de cette région, sans préjudice de la communication au Bureau de Zanzibar, prévue par le même article.

Art. 80. — Le Bureau de Zanzibar dressera, dans les deux premiers mois de chaque année, un rapport sur ses opérations et celles des bureaux auxiliaires pendant l'année écoulée.

§ II. — *De l'échange entre les Gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.*

Art. 81. — Les Puissances se communiqueront dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles :

1<sup>o</sup> Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte Général ;

2<sup>o</sup> Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

Art. 82. — L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires Etrangères à Bruxelles.

Art. 83. — Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article 80 sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article 79.

Art. 84. — Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une table analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles 81 et 83.

Art. 85. — Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en résulteront, seront supportés par toutes les Puissances signataires et recouvrés par les soins du Département des Affaires Etrangères à Bruxelles.

§ III. — *De la protection des esclaves libérés.*

Art. 86. — Les Puissances signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'article 21 et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des articles 6, 18, 52, 63 et 66.

Art. 87. — Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, lesdits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être

retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance desdites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

Art. 88. — Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

Art. 89. — Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux Bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

## CHAPITRE VI

### Mesures restrictives du trafic des spiritueux.

Art. 90. — Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des articles 91, 92 et 93 dans une zone délimitée par le 20° degré latitude Nord et par le 22° degré latitude Sud, et aboutissant vers l'Ouest à l'océan Atlantique et vers l'Est à l'océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

Art. 91. — Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

Art. 92. — Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieur à 15 fr. par hectolitre, à 50° centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 fr. par hectolitre, à 50° centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 fr. pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'art. 91.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

Art. 93. — Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions

visées à l'art. 92 et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'art. 92.

Art. 94. — Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'art. 90 s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de la dite zone.

Art. 95. — Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs.

## CHAPITRE VII

### Dispositions finales.

Art. 96. — Le présent Acte général abroge toutes stipulations contraires des conventions antérieurement conclues entre les Puissances signataires.

Art. 97. — Les Puissances signataires, sans préjudice de ce qui est stipulé aux art. 14, 23 et 92, se réservent d'introduire au présent Acte général, ultérieurement et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 98. — Les Puissances qui n'ont pas signé le présent Acte général pourront être admises à y adhérer.

Les Puissances signataires se réservent de mettre à cette adhésion telles conditions qu'elles jugeraient nécessaires.

Si aucune condition n'est stipulée, l'adhésion emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Les Puissances se concerteront sur les démarches à faire pour amener l'adhésion des Etats dont le concours serait nécessaire ou utile pour assurer l'exécution complète de l'Acte général.

L'adhésion se fera par un acte séparé. Elle sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et par celui-ci à tous les Etats signataires et adhérents.

Art. 99. — Le présent Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, qui en donnera avis à toutes les autres Puissances signataires du présent Acte général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives du royaume de Belgique.

Aussitôt que toutes les ratifications auront été produites, ou au plus tard un an après la signature du présent Acte général, il sera dressé acte du dépôt dans un Protocole qui sera signé par les représentants de toutes les Puissances qui auront ratifié.

Une copie certifiée de ce Protocole sera adressée à toutes les Puissances intéressées.

Art. 100. — Le présent Acte général entrera en vigueur dans toutes les



possessions des Puissances contractantes le soixantième jour à partir de celui où aura été dressé le Protocole de dépôt prévu à l'article précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

(L. S.) ALVENSLEBEN, GOHRING. R. KHEVENHÜLLER, LAMBERMONT, E. BANNING, SCHACK DE BROCKDORFF, J.-G. DE AGUERA, EDM. VAN EETVELDE, A. VAN MALDEGHEM, EDWIN H. TERRELL, H.-S. SANFORD, A. BOURÉE, G. COGORDAN, VIVIAN, JOHN KIRK, F. DE RENZIS, T. CATALANI, L. GERICE, NAZARE AGA, HENRIQUE DE MACEDO PEIREIRA COUTINHO, L. OUDOUSSOFF, MARTENS, BURENSTAM, ET. CARATHÉODORY, JOHN KIRK, GOHRING.

### Déclaration.

Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, ou qui y ont adhéré,

Après avoir arrêté et signé de concert, dans l'Acte général de ce jour, un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la traite des nègres sur terre comme sur mer et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes ;

Considérant que l'exécution des dispositions qu'elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre elles, qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources nouvelles ;

Sont convenues de faire la Déclaration suivante :

Les Puissances signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans ledit bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalant à 10 0/0 de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'Acte général de ce jour.

Après la signature dudit Acte général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte général de Berlin ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 0/0 de la valeur, les conditions du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo.

Il reste néanmoins entendu :

1° Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis ;

2° Que, dans l'application du régime douanier qui sera convenu, chaque Puissance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce ;

3° Que l'arrangement à résulter de la négociation prévue restera en

vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration.

A l'expiration de ce terme et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'art. 4 de l'Acte général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 0/0 les marchandises importées dans le bassin conventionnel du Congo leur restant acquise.

Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte général du même jour.

Eu foi de quoi, les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

(L. S.) ALVENSLEBEN, GOHRING, R. KHEVENHÜLLER, LAMBERMONT, E. BANNING, SCHACK DE BROCKDORFF, J.-G. DE AGÜERA, EDM. VAN EETVELDE, A. VAN MALDEGHEM, A. BOURÉE, G. COGORDAM, VIVIAN, JOHN KIRK, F. DE RENZIS, T. CATALANI, L. GERICKÉ, HENRIQUE DE MACEDO PEREIRA COUTINHO, L. OUROUSOFF, MARTENS, BURENSTAM, ED. CARATHÉODORY, JOHN KIRK, GOHRING.

**Protocole de la séance tenue à Bruxelles, au Département des Affaires étrangères, le 2 juillet 1891, en exécution de l'art 9) de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, signé le 2 juillet 1890.**

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Excellence M. le Comte d'Alvensleben, Ministre d'Allemagne, à Bruxelles.

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence M. le Comte Khevenhüller-Metsch, Ministre d'Autriche-Hongrie, à Bruxelles.

Pour la Belgique : M. le Baron Lambremont, Ministre d'Etat ; M. Emile Banning, Directeur général au Ministère des Affaires étrangères.

Pour le Danemark : M. F.-G. Schack de Brockdorff, Consul général de Danemark, à Anvers.

Pour l'Espagne : Son Excellence M. Gutierrez de Agüera, Ministre d'Espagne, à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. E. Van Eetvelde, Administrateur général du Département des Affaires étrangères de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour les Etats-Unis : Son Excellence M. Edwin H. Terrell, Ministre des Etats-Unis d'Amérique, à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne : M. Martin Gosse, chargé d'Affaires du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à Bruxelles.

Pour l'Italie : Son Excellence M. le Baron de Renzis, Ministre d'Italie, à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas : Son Excellence M. le Baron Gericke de Herwynen, Ministre des Pays-Bas, à Bruxelles.

Pour la Perse : Son Excellence le Général Nazare-Aga, Ministre de Perse, à Bruxelles.

Pour la Russie : Son Excellence M. le Prince Ouroussoff, Ministre de Russie, à Bruxelles.

Pour la Suède et la Norvège : Son Excellence M. de Burenstam, Ministre de Suède et de Norvège, à Bruxelles.

Pour la Turquie : Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie, à Bruxelles.

Pour le Zanzibar : M. Martin Gosselin.

Les soussignés se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles, afin de procéder à l'exécution de l'art. 99 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

M. le Baron Lambermont, l'un des représentants de la Belgique, donne lecture dudit article et de l'avant-dernier paragraphe de la Déclaration. Il fait connaître à l'assemblée que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges a reçu les instruments des ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; de Sa Majesté le Roi des Belges ; de Sa Majesté le Roi de Danemark ; de Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, de Sa Majesté la Reine-Régente ; de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo ; de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; de Sa Majesté le Roi d'Italie ; de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, de Sa Majesté la Reine-Régente ; de Sa Majesté le Shah de Perse ; de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ; de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar.

Lesdites ratifications sont produites et, après examen, trouvées en bonne et due forme, ces documents, conformément aux prescriptions de l'art. 99, resteront déposés dans les archives du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Les représentants des Puissances ci-dessus mentionnées donnent acte aux représentants de la Belgique de ce dépôt.

Son Excellence le Comte Khevenbüller-Metsch déclare que Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, son auguste Souverain, a signé les ratifications de l'Acte général et de la déclaration du 2 juillet 1890, qu'elles sont expédiées et seront, dès leur arrivée, dans un jour ou deux, déposées au Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Son Excellence Carathéodory Efendi déclare que Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, son auguste Souverain, a également signé les ratifications et qu'elles sont expédiées. Son Excellence rappelle la réserve que son Gouvernement a faite au sujet de l'emploi des caractères turcs dans les cas prévus par l'art. 34 de l'Acte général, réserve qui a été portée à la connaissance de tous les Gouvernements signataires et n'a soulevé aucune objection.

Les représentants des Puissances donnent acte à Leurs Excellences de leurs déclarations.

Son Excellence le Prince Ouroussoff déclare que Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, son auguste Souverain, a signé l'Acte de ratification, mais Son Excellence considère qu'il y a lieu d'en ajourner le dépôt jusqu'au moment où l'exécution de l'Acte général sera définitivement assurée.

Son Excellence M. Terrell déclare qu'il n'est pas autorisé officiellement



à prendre la parole dans cette réunion, étant sans instructions de son Gouvernement à cet égard. Il ne s'est rendu à cette Assemblée que pour répondre à la courtoise invitation qui lui a été envoyée.

Toutefois, il croit pouvoir dire que la question de la ratification de l'Acte général de Bruxelles est encore pendante devant le Sénat des Etats-Unis, qui n'est actuellement pas en session, mais se réunira vers le commencement du mois de décembre prochain.

Son Excellence ajoute, d'une manière non officielle, mais à simple titre d'information pour MM. les représentants des Puissances, que le Gouvernement des Etats-Unis, voulant témoigner du profond intérêt qu'il porte au succès de cette grande œuvre, a conclu un arrangement avec l'Etat du Congo, dans le but exprès de rendre possible la ratification de l'Acte général de Bruxelles par les autres Puissances signataires.

Il est donné lecture de la lettre suivante, adressée par Son Excellence M. le Ministre de la République française, à Bruxelles, à M. le Ministre des Affaires étrangères de Belgique :

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 1891.

Prince,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'information que j'ai donnée hier de vive voix à M. le Baron Lambermont : après une discussion prolongée qui a occupé les séances des 24 et 25 du mois dernier, la Chambre des Députés de France a décidé de surseoir à l'autorisation de ratifier l'*Acte général* et la *Déclaration de Bruxelles*, du 2 juillet, ainsi que le Protocole du 9 février dernier. Le Gouvernement de Sa Majesté a pu se rendre compte de la part que le Cabinet a prise à ce grave débat ; il n'a certes pas dépendu de ses efforts que la conclusion n'en fût toute différente. Votre Excellence sait déjà d'ailleurs que les considérations qui ont influé sur les déterminations de la Chambre ont été tirées de la nature des mesures destinées à réprimer la traite sur mer.

Il va de soi, dès lors, que nous nous trouverons, bien à regret, dans l'impossibilité d'apporter, dans les limites de temps prévues, c'est-à-dire le 2 de ce mois, la ratification des arrangements préparés par la Conférence.

Dans ces circonstances, mon Gouvernement ne verrait pas d'utilité à ma présence au sein de la réunion pour laquelle Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser une convocation, et où tous ceux de mes Collègues qui doivent y prendre part se trouvent avoir déjà en mains les instruments des ratifications, ou sont en mesure d'annoncer qu'ils vont les recevoir à très bref délai.

Je saisis cette occasion, etc.,

Signé : A. BOURÉE.

Le Baron Lambermont fait connaître que M. le Chargé d'Affaires de Portugal, à Bruxelles, a annoncé au Gouvernement belge que la Commission parlementaire, en présence de la résolution de la Chambre française, a décidé de surseoir, de son côté, au vote de la loi approuvant l'Acte général de Bruxelles. Le Gouvernement portugais a pensé qu'il ne pouvait que se conformer à l'opinion de la Commission parlementaire ; et, en affirmant d'ailleurs ses sentiments humanitaires et sa bonne volonté, il a jugé qu'il n'y avait pas lieu, dans les circonstances actuelles, de se faire représenter à la réunion du 2 juillet.

Considérant la situation créée par les actes et les déclarations rapportés ci-dessus, et animé du désir sincère de voir une entente unanime s'établir entre les Puissances, l'Assemblée décide que le délai fixé par l'art. 99 de l'Acte général, pour le dépôt des ratifications, est prorogé jusqu'à une époque qui sera fixée de commun accord, aussitôt que les Puissances dont les

représentants n'assistent pas à la réunion ou n'ont pas les pouvoirs officiels nécessaires auront fait connaître leur adhésion à la prorogation.

Le présent Protocole leur restera ouvert à cet effet pendant un délai de dix jours.

L'assemblée, avant de se séparer, exprime le désir que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges veuille bien demander et recevoir les adhésions mentionnées au paragraphe précédent, et dès que celles-ci seraient acquises, prêter son intermédiaire pour amener l'entente entre les Puissances quant à la durée de la prorogation.

Les Représentants de la Belgique déferont ce double vœu à leur Gouvernement et ne doutent pas qu'il sera accueilli.

En foi de quoi a été dressé le présent Protocole, dont une copie certifiée sera adressée, par les soins du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, à chacune des autres Puissances ayant ratifié l'Acte général et la déclaration du 2 juillet 1890.

ALVENSLEBEN, R. KHEVENHULLER, LAMBERMONT, E. BANNING, SCHACK DE BROCKDORFF, J.-G. DE AGUERA, EDM. VAN EETVELDE, EDWIN-H. TERRELL, A. BOURÉE, MARTIN GOSSELIN, F. DE RENZIS, L. GERICKE, NAZARE AGA, BARON DE SENDAL, L. OUROUSOFF, BURENSTAM, ET. CARATHÉODORY, MARTIN GOSSELIN.

**Protocole de la séance tenue à Bruxelles, au Département des Affaires étrangères, le 2 janvier 1892, en exécution de l'art. 99 de l'Acte général de Bruxelles et du Protocole du 2 juillet 1891.**

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : M. le Prince de la Tour et Taxis, Chargé d'Affaires d'Allemagne, à Bruxelles.

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Excellence M. le Comte Khevenhüller-Metsch, Ministre d'Autriche-Hongrie, à Bruxelles.

Pour la Belgique : M. le Baron Lambertmont, Ministre d'Etat ; M. E. Banning, Directeur général au Ministère des Affaires étrangères.

Pour le Danemark : M. F.-G. Schack de Brockdorff, Consul général de Danemark, à Anvers.

Pour l'Espagne : Son Excellence M. Gutierrez de Agüera, Ministre d'Espagne, à Bruxelles.

Pour l'Etat Indépendant du Congo : M. Van Eetvelde, Secrétaire d'Etat de l'Intérieur de l'Etat Indépendant du Congo.

Pour la France : Son Excellence M. Bourée, Ministre de France, à Bruxelles.

Pour la Grande-Bretagne : Son Excellence Lord Vivian, Ministre de Sa Majesté Britannique, à Bruxelles ; Sir John Kirk.

Pour l'Italie : Son Excellence M. le Baron de Renzis, Ministre d'Italie, à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas : Son Excellence M. le Baron Gericke de Herwynen, Ministre des Pays-Bas, à Bruxelles.

Pour le Portugal : Son Excellence M. d'Antas, Ministre de Portugal, à Bruxelles.

Pour la Russie : Son Excellence M. le Prince Ouroussoff, Ministre de Russie, à Bruxelles.

Pour la Suède et la Norvège : Son Excellence M. de Burenstam, Ministre de Suède et de Norvège, à Bruxelles.

Pour la Turquie : Son Excellence Carathéodory Efendi, Ministre de Turquie, à Bruxelles.

Pour le Zanzibar : Sir John Kirk.

Les soussignés se sont réunis au Ministère des Affaires Etrangères, à Bruxelles, conformément à l'article XCIX de l'Acte Général du 2 juillet 1890, et en exécution du Protocole du 2 juillet 1891, afin de dresser acte du dépôt des ratifications de celles des Puissances signataires qui n'ont pas accompli cette formalité à la réunion du 2 juillet 1891.

Son Excellence le Comte Khevenhüller-Metsch fait connaître à l'Assemblée que l'instrument des ratifications de Sa Majesté I. et R. Apostolique sur l'Acte général et la Déclaration du 2 juillet 1890, a été déposé au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, le 3 juillet 1891.

Son Excellence le Prince Ouroussoff dépose l'instrument des ratifications de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sur l'Acte Général et la Déclaration du 2 juillet 1890.

Son Excellence Carathéodory Efendi dépose l'instrument des ratifications de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans sur l'Acte Général et la Déclaration du 2 juillet 1890.

Son Excellence déclare, conformément à une communication qui a été portée à la connaissance des Puissances signataires, sans soulever d'objection de leur part, que le Gouvernement impérial ottoman interprète l'article XXXIV de l'Acte Général, en ce sens que les inscriptions prescrites par cet article seront faites, en ce qui concerne les navires ottomans, en caractères et en chiffres turcs. La Sublime Porte, toutefois, n'a pas d'objection à ce qu'une traduction en caractères latins soit ajoutée aux inscriptions faites en caractères turcs.

Il est donné acte à M. le Ministre de Turquie de sa déclaration.

Il est donné également acte à MM. les Ministres d'Autriche-Hongrie, de Russie et de Turquie du dépôt des ratifications de leurs Souverains.

Son Excellence M. Bourée dépose l'instrument des ratifications du Président de la République sur l'Acte Général et la Déclaration du 2 juillet 1890.

Son Excellence déclare que le Président de la République, dans ses ratifications sur l'Acte Général de Bruxelles, a provisoirement réservé, jusqu'à une entente ultérieure, les articles XXI, XXII et XXIII, ainsi que les articles XLII et LXI.

Les représentants des Puissances donnent acte à M. le Ministre de France du dépôt des ratifications du Président de la République française, ainsi que de l'exception portant sur les articles XXI, XXII et XXIII, et sur les articles XLII à LXI.

Il est entendu que les Puissances ayant ratifié l'Acte général dans son entier se reconnaissent réciproquement liées entre elles pour toutes ses clauses.

Il est également entendu que ces Puissances ne seront tenues à l'égard de celle qui a ratifié partiellement que dans la limite des engagements souscrits par cette dernière.



Enfin, il reste bien entendu qu'à l'égard de la Puissance ayant ratifié partiellement, les matières faisant l'objet des articles XLII à LXI continueront, jusqu'à un accord ultérieur, à être régies par les stipulations et arrangements actuellement en vigueur.

M. le Baron Lambermont, l'un des représentants de la Belgique, communique à l'Assemblée la lettre suivante, qui a été adressée à M. le Ministre des Affaires Étrangères de Belgique par S. E. M. le Ministre de France :

« LÉGATION DE FRANCE  
EN BELGIQUE

Bruxelles, 31 décembre 1891.

« Prince,

« Dans la note verbale en date du 18 de ce mois, remise le même jour à M. le Ministre des Affaires Étrangères de France par M. le Baron Beyens, le Gouvernement Belge a appelé l'attention du Gouvernement de la République sur les conditions dans lesquelles pourraient être appliqués, dans certaines possessions françaises, les articles XXX à XLI de l'Acte Général de la Conférence de Bruxelles. Ces articles concernent la concession du pavillon aux bâtiments indigènes le rôle de l'équipage et le manifeste des passagers noirs. En constatant l'importance de ces articles et en rappelant qu'ils étaient dus à l'initiative de la France, le Gouvernement du Roi Léopold a fait observer qu'ils n'étaient applicables que dans les ports de la zone visée par l'article XXI, lequel est réservé par la France. Il a demandé, en conséquence, que le Représentant de la République, à Bruxelles, fût autorisé à faire connaître les intentions du cabinet de Paris à ce sujet.

« D'ordre de mon Gouvernement et conformément aux vœux exprimés dans la note précitée, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que les dispositions contenues dans les articles XXX à XLI de l'Acte Général de Bruxelles seront appliquées spontanément par le Gouvernement de la République dans le territoire d'Obock et, suivant les nécessités, dans l'île de Madagascar et les Comores.

« Veuillez agréer, Prince, les assurances de ma haute considération.

(Signé) « A. BOURÉE. »

« Son Excellence Monsieur le Prince DE CHIMAY, Ministre des Affaires Étrangères, etc. »

Son Excellence le Baron Gericke de Herwynen déclare, au nom de son Gouvernement, qu'en signant le Protocole de ce jour il est tenu de faire observer que les dispositions constitutionnelles qui régissent les Pays-Bas exigent que ce Protocole reçoive l'approbation des États-Généraux. Cette approbation n'ayant pu être demandée avant le 2 janvier, le Gouvernement de la Reine-Régente se propose d'y pourvoir dès la rentrée des Chambres.

Il est donné acte à M. le Ministre des Pays-Bas de sa déclaration.

Les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, du Président de la République française, de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans sont, après examen, trouvées en bonne et due forme. Ces documents, conformément aux prescriptions de l'article XCIX, resteront déposés, avec les instruments des ratifications qui ont été remis le 2 juillet 1891, dans les archives du Gouvernement du royaume de Belgique.

Les représentants des Puissances donnent acte aux représentants de la Belgique de ce dépôt.

Son Excellence M. d'Antas déclare que les circonstances n'ayant pas permis aux Chambres portugaises de se prononcer sur l'Acte Général et la

Déclaration du 2 juillet 1890, il est chargé par son Gouvernement de demander que le Protocole demeure ouvert pour le dépôt des ratifications de Sa Majesté Très Fidèle jusqu'à la date du 2 février 1892.

L'Assemblée donne son assentiment à la prorogation du délai proposée par M. le Ministre de Portugal.

En foi de quoi a été dressé le présent Protocole, dont une copie certifiée sera transmise, par les soins de Sa Majesté le Roi des Belges, à chacune des autres Puissances ayant signé l'Acte Général et la Déclaration du 2 juillet 1892.

Fait à Bruxelles, le 2 janvier 1892.

Prince F. DE LA TOUR ET TAXIS, R. KHEVENHULLER, LAMBERMONT, E. BANNING, SCHACK DE BROCKDORFF, J. G. DE AGUERA, EDM. VAN EETVELDE, A. BOURÉE, VIVIAN, JOHN KIRK, F. DE RENZIE, L. GERICKE, M. D'ANTAS, L. OUROUSOF, BURENSTAM, ET. CARATHÉODORY, JOHN KIRK.

Pour la Perse : Son Excellence le Général Nazare-Aga, Ministre de Perse à Bruxelles.

Le 3 janvier 1892.

NAZARE-AGA.

#### ANNEXE AU PROTOCOLE DU 2 JANVIER 1892

#### Protocole constatant le dépôt des ratifications du Président des Etats-Unis d'Amérique

Le 2 février 1892, conformément à l'article XCIX de l'Acte Général du 2 juillet 1890 et à la décision unanime des Puissances signataires, qui a prorogé au 2 février 1892, pour les Etats-Unis, le terme prévu au même article XCIX, le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, a déposé entre les mains de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique les ratifications du Président des Etats-Unis sur ledit Acte Général.

A la demande de Son Excellence, la résolution suivante, par laquelle le Sénat des Etats-Unis a consenti à la ratification du Président, a été insérée dans le présent Protocole :

Resolved (two thirds of the senators present concurring there in).

That the Senate advise and consent to the ratification of the General Act signed at Brussels, July 2 1890, by the Plenipotentiaries of the United States and other powers, for the suppression of the African Slave Trade, and for other purposes.

Resolved further, That the Senate advise and consent to the acceptance of the partial ratification of the said General Act on the part of the French Republic, and to the stipulations relative thereto, as set forth in the protocol signed at Brussels, January 2, 1892.

Resolved further, as a part of this act of ratification, That the United States of America, having neither possessions nor protectorates in Africa, hereby disclaims any intentions, in ratifying this treaty, to indicate any interest whatsoever in the possessions or protectorates established or claimed on that continent by the other powers, or any approval of the wisdom, expediency or lawfulness thereof, and does not join in any expressions in the said General Act which might be construed as such a declaration or acknowledgment; and, for this reason, that it is desirable that a copy of this resolution be inserted in the Protocol to be drawn up at the time of the exchange of the ratifications of this treaty on the part of the United States.

Cette résolution du Sénat des Etats-Unis ayant été préalablement et textuellement portée par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges à la connaissance de toutes les Puissances signataires de l'Acte Général, celles-ci ont donné leur assentiment à son insertion au présent Protocole, qui demeurera annexé au Protocole du 2 janvier 1892

Il en est donné acte à Monsieur le Ministre des Etats-Unis.

Les ratifications du Président des Etats-Unis ayant été trouvées en bonne et due forme, il est également donné acte de leur dépôt à Son Excellence Monsieur Edwin H. Terrell; elles seront conservées dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

Au moment de procéder à la signature du présent Protocole, le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Belges fait connaître que le représentant de la Russie, dans la note exprimant l'assentiment de son Gouvernement, a émis l'avis qu'il eût été désirable qu'une traduction en langue française accompagnât au Protocole le texte anglais des résolutions du Sénat des Etats-Unis d'Amérique, et que, en tout cas, l'absence de cette traduction ne doit pas former précédent.

Une copie certifiée du présent Protocole sera adressée par le Gouvernement Belge aux Puissances signataires de l'Acte général.

Fait à Bruxelles, le 2 février 1892.

*Le Ministre*  
*des Affaires Etrangères,*  
PRINCE DE CHIMAY.

*L'Envoyé Extraordinaire et Ministre*  
*Plénipotentiaire*  
*des Etats-Unis d'Amérique,*  
EDWIN H. TERRELL.

ANNEXE AU PROTOCOLE DU 2 JANVIER 1892

**Protocole constatant le dépôt des ratifications de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves**

Le 30 mars 1892, conformément à l'article XCIX de l'Acte Général du 2 juillet 1890 et à la décision unanime des Puissances, qui a prorogé au 2 avril 1892, pour le Portugal, le terme prévu au même article XCIX, le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, a déposé entre les mains de Monsieur le Ministre des Finances de Belgique, Ministre des Affaires Etrangères *ad interim*, les ratifications de son Souverain sur ledit Acte Général et la Déclaration de la même date qui y est annexée.

Les ratifications ayant été trouvées en bonne et due forme, il est donné acte de leur dépôt à Son Excellence M. d'Antas. Elles seront conservées dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, conformément à l'article XCIX de l'Acte Général.

Une copie certifiée du présent Protocole sera adressée par le Gouvernement belge aux Puissances signataires de l'Acte Général.

Fait à Bruxelles, le 30 mars 1892.

*Le Ministre des Finances*  
*de Belgique,*  
*Ministre des Affaires Etrangères ad. int.,*  
A. BEERNAERT.

*L'Envoyé Extraordinaire*  
*et Ministre Plénipotentiaire*  
*de S. M. le Roi*  
*de Portugal et des Algarves,*  
M. D'ANTAS.

Bruxelles, le 17 février 1892.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que toutes les Puissances signataires de l'Acte Général de Bruxelles ont donné leur assentiment à la double proposition que le Gouvernement portugais leur a fait parvenir en recourant



à l'intermédiaire du Gouvernement du Roi, et dont Votre Excellence a reçu communication par ma lettre du 29 janvier dernier.

En conséquence, les Parties contractantes à l'Acte Général se trouvent unanimement d'accord :

1<sup>o</sup> Pour étendre jusqu'au 2 avril prochain le délai qui avait été convenu pour le dépôt des ratifications de S. M. le Roi de Portugal ;

2<sup>o</sup> Pour fixer également au 2 avril l'entrée en vigueur de l'Acte Général et de la Déclaration du 2 juillet 1890.

Le Ministre du Roi, à Lisbonne, a été chargé de notifier au Gouvernement portugais l'entente aujourd'hui établie sur ces deux points entre toutes les Puissances signataires.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre :  
Le Secrétaire-Général,  
BARON LAMBERMONT.

*Son Excellence Monsieur le Comte DE GRELLE ROGIER, Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de l'Etat Indépendant du Congo.*

Bruzelles, le 2 avril 1891.

Monsieur le Comte,

J'ai l'honneur de vous informer que, d'après une communication officielle que je viens de recevoir de S. E. Monsieur le Ministre des Pays-Bas, les Etats-Généraux ont donné leur approbation au Protocole du 2 janvier dernier, et qu'en conséquence la réserve dont ce Protocole avait été l'objet de la part du Cabinet de La Haye est aujourd'hui levée.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères  
ad interim,  
A. BEERNAERT.

*Son Excellence Monsieur le Comte DE GRELLE ROGIER, Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, de l'Etat Indépendant du Congo.*

Conformément à l'accord unanime établi entre les Puissances et constaté par la lettre ci-dessus reproduite du 17 février 1892 l'entrée en vigueur de l'Acte Général et de la Déclaration est fixée au 2 avril 1892.

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO -- ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

### Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

(24 janvier 1891)

Sa Majesté Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et les Etats-Unis d'Amérique, désirant consacrer, confirmer et encourager les rapports de commerce et de bonne intelligence existant déjà entre les deux pays respectifs, par la conclusion d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, Edm. Van Eetvelde, Administrateur Général du Département

des Affaires Etrangères, officier de son Ordre de Léopold, et le Président des Etats-Unis d'Amérique, Edwin H. Terrell, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près de Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura liberté pleine, entière et réciproque de commerce, d'établissement et de navigation entre les citoyens et habitants des deux Hautes Parties contractantes.

Les citoyens et habitants de l'Etat Indépendant du Congo dans les Etats-Unis d'Amérique et ceux des Etats-Unis d'Amérique dans l'Etat Indépendant du Congo auront réciproquement la faculté, en se conformant aux lois du pays, d'entrer, voyager et séjourner dans toutes les parties de leurs territoires respectifs ; d'y faire le commerce ; et ils jouiront, à cet égard, pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux ou les citoyens et habitants de la nation la plus favorisée.

Ils pourront librement exercer leur industrie ou leur commerce, tant en gros qu'en détail, dans toute l'étendue des territoires, sans être assujettis, en ce qui concerne leurs personnes ou leurs propriétés, ou à raison de leurs affaires, à des taxes générales ou locales, impôts ou conditions quelconques, autres ou plus onéreux que ceux qui se perçoivent ou pourront être perçus sur les nationaux autres que les indigènes non civilisés, ou sur les citoyens et habitants de la nation la plus favorisée.

De même ils jouiront réciproquement du traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui touche aux droits, privilèges, exemptions et immunités quelconques en ce qui concerne leurs personnes et leurs propriétés, et en matière de commerce, d'industrie et de navigation.

Art. 2. — Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la succession, la possession et l'aliénation des propriétés mobilières et immobilières, les citoyens et habitants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, de tous les droits que les lois respectives accordent ou accorderont, dans ces territoires, aux citoyens et habitants de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les citoyens et habitants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans les territoires de l'autre, de tout service personnel dans l'armée, la marine ou les milices, et de toutes contributions pécuniaires qui en tiendraient lieu, ainsi que de toutes les fonctions officielles obligatoires quelconques, sauf l'obligation de siéger, dans un rayon de cent kilomètres du lieu de leur résidence, comme juré dans les procédures judiciaires ; en outre, leurs biens ne pourront pas être requis pour le service public, sans une compensation ample et suffisante.

Ils auront un libre accès auprès des tribunaux de l'autre, en se conformant aux lois régissant la matière, tant pour la poursuite que pour la défense de leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par la loi. Ils pourront se faire représenter par des avocats, et ils jouiront à cet égard, et en ce qui concerne les visites domiciliaires dans leurs maisons, fabriques, magasins, dépôts, etc., des mêmes droits et des mêmes avantages qui sont ou seront accordés aux citoyens et habitants de la nation la plus favorisée, ou aux nationaux.

Art. 4. — Les citoyens et habitants des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre, d'une liberté de conscience pleine et entière. Ils seront protégés dans le libre exercice de leur culte; ils auront la faculté d'ériger des édifices religieux et de maintenir des missions.

Art. 5. — Il sera loisible aux deux Hautes Parties contractantes de nommer et établir des consuls, vice-consuls, consuls suppléants, agents consulaires et agents commerciaux dans les territoires de l'autre; mais aucun de ces agents ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir reçu l'exécutur nécessaire du Gouvernement auprès duquel il est délégué.

Lesdits agents de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans les territoires de l'autre, sur le pied d'une complète réciprocité, de tous les privilèges, immunités et droits qui sont actuellement accordés à ceux de la nation la plus favorisée ou qui pourront leur être accordés dans la suite.

Lesdits agents, citoyens ou habitants de l'Etat par lequel ils sont nommés, ne seront pas soumis à la détention primitive, sauf dans le cas de faits qualifiés crimes par la législation locale et punis comme tels. Ils seront exempts du logement militaire et du service dans l'armée, la marine ou les milices, ainsi que de toutes contributions directes, à moins que celles-ci ne soient dues à raison de propriétés immobilières, ou à moins que lesdits agents n'exercent une profession ou un commerce quelconques.

Lesdits agents pourront arborer leur pavillon national sur leurs chancelleries.

Les chancelleries consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront y pénétrer sous aucun prétexte. Elles ne pourront, dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui y seront déposés. Les chancelleries consulaires ne pourront, d'autre part, servir de lieu d'asile, et si un agent du service consulaire est engagé dans des affaires commerciales ou autres, les papiers se rapportant au consulat seront tenus séparément.

Lesdits agents auront le droit d'exercer toutes les fonctions appartenant généralement aux consuls, spécialement en ce qui concerne la légalisation de documents privés et publics, de factures et de contrats commerciaux, la réception de dépositions et la faculté de conférer l'authenticité aux actes et documents légaux.

Lesdits agents auront le droit de s'adresser aux autorités administratives et judiciaires du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions pour se plaindre de toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux Gouvernements, et dans le but de protéger les droits et intérêts des citoyens et habitants de leur pays. Ils auront aussi le droit de régler tous les différends surgissant entre les capitaines ou les officiers du bord et les matelots des navires de mer de leurs nations. Les autorités locales s'abstiendront d'intervenir dans ces cas, à moins que le maintien de la tranquillité publique ne l'exige, ou à moins que leur assistance ne soit demandée par l'autorité consulaire pour assurer l'exécution de ses décisions.

Les autorités locales donneront auxdits agents et, à leur défaut, aux capitaines ou à leurs mandataires éventuels, toute aide pour la recherche et l'arrestation des marins déserteurs, qui seront détenus et gardés dans les prisons de l'Etat, à la réquisition et aux frais des consuls ou des capitaines pendant un délai maximum de deux mois.

Art. 6. — Les citoyens et habitants de chacune des Hautes Parties contractantes auront réciproquement, aux mêmes titres et conditions et avec



les mêmes privilèges que ceux de la nation la plus favorisée, la faculté d'entrer avec leurs navires et chargements dans tous les ports, et de naviguer sur toutes les rivières et les eaux intérieures de l'autre Etat.

Les navires de chacune des Parties contractantes ou de ses citoyens ou habitants pourront naviguer librement sur les eaux dépendant du territoire de l'autre, sans être soumis à d'autres péages, charges ou obligations que ceux qu'auraient à supporter les navires appartenant aux citoyens ou habitants de la nation la plus favorisée.

Il ne sera imposé par aucune des Parties contractantes aux navires appartenant à l'autre, ou aux citoyens ou habitants de l'autre, en matière de tonnage, de droits de port, de pilotage, de droits de phare et de quarantaine, de sauvetage de navires ou d'autres dépenses administratives quelconques concernant la navigation, de taxes ni charges quelconques autres ou plus élevées que celles qui sont ou seront imposées aux bâtiments publics ou privés de la nation la plus favorisée.

Il est convenu que tout navire appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes ou à un citoyen ou habitant de l'une d'elles, ayant le droit de porter le pavillon de ce pays et ayant droit à sa protection, le tout conformément aux lois de ce pays, sera considéré comme un navire de sa nationalité.

Art. 7. — En ce qui concerne les tarifs et les facilités de transport et les péages, les marchandises appartenant aux citoyens ou habitants de l'un des Etats contractants, transportées sur les routes, chemins de fer et voies navigables de l'autre Etat, seront traitées sur le même pied que les marchandises appartenant aux citoyens ou habitants de la nation la plus favorisée.

Art. 8. — Dans les territoires d'aucune des Hautes Parties contractantes, il ne sera établi ni mis en vigueur de prohibition à l'égard de l'importation, de l'exportation ou du transit d'aucun article d'un commerce légal, produit ou manufacturé dans les territoires de l'autre, à moins que cette prohibition ne soit étendue également et en même temps à toutes les autres nations.

Art. 9. — (Réservé.)

Art. 10. — La République des Etats-Unis d'Amérique, reconnaissant qu'il est juste et nécessaire de faciliter à l'Etat Indépendant du Congo l'accomplissement des obligations qu'il a contractées en vertu de l'Acte Général de Bruxelles du 2 juillet 1890, admet, pour ce qui la concerne, que des droits d'entrée soient perçus sur les marchandises importées dans ledit Etat.

Le tarif de ces droits ne pourra dépasser 10 0/0 de la valeur des marchandises au port d'importation, pendant quinze ans à partir du 2 juillet 1890, sauf pour les spiritueux qui sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'Acte Général de Bruxelles.

A l'expiration de ce terme de quinze ans, et à défaut d'un nouvel accord, l'Etat Indépendant du Congo se retrouvera vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique dans la situation qui existait antérieurement au 2 juillet 1890, la faculté d'imposer des droits d'entrée à un maximum de 10 0/0 sur les marchandises importées dans ledit Etat lui restant acquise, aux conditions et dans les limites déterminées aux articles 10 et 12 de ce traité.

Art. 11. — Les Etats-Unis jouiront dans l'Etat Indépendant du Congo, quant aux droits d'entrée, de tous les avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Il a été convenu en outre :

1<sup>o</sup> Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourra être établi;

2<sup>o</sup> Que, dans l'application du régime douanier qui sera introduit, l'Etat du Congo s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce.

Art. 12. — Eu égard au fait que, dans l'article 10 du présent traité, les Etats-Unis d'Amérique ont donné leur assentiment à l'établissement de droits d'entrée dans l'Etat Indépendant du Congo sous certaines conditions, il est bien entendu que ledit Etat Indépendant du Congo assure au pavillon, aux navires, au commerce et aux citoyens et habitants des Etats-Unis d'Amérique, dans toutes les parties du territoire de cet Etat, tous les droits, privilèges et immunités concernant les droits d'entrée et de sortie, le régime douanier, les taxes et charges intérieures et, d'une manière générale, tous les intérêts commerciaux qui sont ou seront accordés aux puissances signataires de l'Acte de Berlin ou à la nation la plus favorisée.

Art. 13. — Dans le cas où un différend s'élèverait entre les deux Hautes Parties contractantes quant à la validité, l'interprétation, l'application ou la mise en vigueur d'une des dispositions contenues dans le présent traité, et qu'il ne pourrait être arrangé amicalement par correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements, ces derniers conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral dont ils s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal sera composé de trois membres; chacune des deux Hautes Parties contractantes en désignera un, choisi en dehors des citoyens et des habitants de l'un ou l'autre des Etats contractants et de la Belgique. Les Hautes Parties contractantes demanderont, de commun accord, à un Gouvernement ami de nommer le troisième arbitre, à choisir également en dehors des deux Etats contractants et de la Belgique.

Si un arbitre était dans l'impossibilité de siéger par suite de décès, démission ou pour toute autre cause, il serait remplacé par un nouvel arbitre dont la nomination sera faite de la même manière que celle de l'arbitre dont il prend la place.

La majorité des arbitres peut statuer en cas d'absence intentionnelle ou de retraite formelle de la minorité. La décision de la majorité des arbitres sera définitive sur toutes les questions à résoudre.

Les dépenses générales de la procédure arbitrale seront supportées, à parts égales, par les Hautes Parties contractantes; mais les dépenses faites par l'une ou l'autre des Parties pour préparer et pour exposer sa cause seront à la charge de cette Partie.

Article 14. — Il est bien entendu que si la Déclaration au sujet des droits d'entrée, signée le 2 juillet 1890, par les Puissances signataires de l'Acte de Berlin, ne devait pas entrer en vigueur, en ce cas, le présent traité serait absolument nul et sans effet.

Art. 15. — Le présent traité sera soumis à l'approbation et à la ratification, d'une part, de Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, et, d'autre part, du Président des Etats-Unis, agissant de l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications du présent traité seront échangées en même temps que l'Acte Général de Bruxelles, du 2 juillet 1890, et il entrera en vigueur à la même date que celui-ci.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité en double, en français et en anglais, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatrième jour du mois de janvier de l'an mil huit cent quatre-vingt-onze.

(s.) EDM. VAN EETVELDE.  
(L. S.)

(s.) EDWIN H. TERRELL.  
(L. S.)

Les ratifications ont été échangées le 2 février 1892.

---

— Le Gouvernement belge, en soumettant aux Chambres l'Acte de la Conférence de Bruxelles, l'avait accompagné de l'Exposé des motifs suivant, que nous croyons utile de reproduire :

Messieurs,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à l'approbation de la Législature l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, du 2 juillet dernier, ainsi que la Déclaration qui y fait suite.

Le recueil des protocoles qui rendent compte des délibérations de cette haute Assemblée, le procès-verbal résumant les décisions de la Commission douanière, ainsi que les documents préparés par les Plénipotentiaires belges pour la Conférence (1), sont soumis à votre examen avec le traité dont ils facilitent l'interprétation.

# I

Lorsque, dans la séance du 9 juillet dernier, le Gouvernement vous a proposé de sanctionner la convention intervenue quelques jours auparavant entre l'Etat belge et l'Etat indépendant du Congo, il a eu l'occasion de rappeler les origines et les phases de ce grand mouvement africain auquel la Belgique, grâce à son Roi, a été appelée à prendre part.

Chacun sait à la suite de quels efforts, sous l'empire de quelles préoccupations politiques et économiques, morales et religieuses, s'est formé le puissant courant d'opinion dont la Conférence, ouverte le 18 novembre 1889, devint à la fois l'expression et l'organe. Ses travaux se sont prolongés presque sans interruption pendant plus de sept mois ; repris dans des conditions nouvelles au mois de novembre dernier, ils viennent d'atteindre, il y a quelques jours seulement, leur terme final par l'établissement d'une entente complète sur les moyens d'exécution des décisions prises par les Puissances.

Une négociation d'une telle durée indique des problèmes d'une nature ardue et complexe. Le mandat de la Conférence a revêtu, en effet, sous bien des rapports, un caractère unique par l'étendue de son objet, l'ancienneté et la diversité des rétroactes, le nombre des Parties contractantes, le but enfin qui se trouve visé. Ce n'est pas à un pays, ni même à un groupe d'Etats, que doit s'appliquer la législation dont le plan général vous est présenté : c'est à la majeure partie d'un continent immense, à un territoire équivalant à deux

(1) *La traite des esclaves en Afrique*. Renseignements et documents recueillis pour la Conférence de Bruxelles (1840 à 1890). Un volume in-folio.

*La traite des esclaves en Afrique*. Actes internationaux et documents relatifs à la législation des pays d'Orient, recueillis par la Conférence de Bruxelles. Un volume in-folio.



fois la superficie de l'Europe, accru encore d'une large zone maritime dans l'océan Indien. Sur ce vaste théâtre, il s'agit de venir en aide à une population d'au moins cent vingt-cinq millions d'hommes, demeurés pour la plupart aux échelons inférieurs de la civilisation, victimes séculaires de mœurs et d'institutions barbares, livrés aux excès des guerres intestines comme aux horreurs de la traite.

C'est par millions que se chiffrent les nègres que la traite a immolés dans les forêts africaines, a transportés au delà des mers ou ensevelis sous leurs eaux. C'est encore par centaines de mille chaque année que le fléau, bien que circonscrit et limité de nos jours, compte néanmoins ses victimes. Un tableau saisissant en est tracé, par le simple groupement des témoignages, dans l'un des documents qui vous sont présentés.

La conscience du monde, tardivement réveillée, ne permet plus désormais de tolérer un tel état de choses. Mais il a fallu un siècle pour lui faire comprendre la profondeur du mal, l'énormité du crime, la nécessité de subordonner en cette matière toute autre considération à celle du salut de toute une race. Après avoir proscrit, en 1807, la traite pour elle-même, l'Angleterre n'a plus cessé d'en poursuivre l'abolition totale avec une persévérance infatigable. Plus de cent traités ont été négociés et conclus dans ce but entre les Puissances européennes, américaines, asiatiques. Mais que d'oppositions à vaincre, d'intérêts à concilier pour en obtenir l'exécution ! Les Congrès de Vienne (1815), et de Vérone (1822), le traité de la quintuple Alliance (1841), avec les longues et pénibles négociations relatives au droit de visite, les traités anglais avec le Sultan de Zanzibar (1873), avec l'Egypte (1877), avec l'Empire Ottoman (1880), l'Acte général de Berlin (1884-1885), marquent les étapes de ce grand travail diplomatique, qui s'est poursuivi parallèlement avec la campagne d'affranchissement dont les dates les plus mémorables sont les années 1833 en Angleterre, 1848 en France, 1863 aux Etats-Unis, 1887 au Brésil.

Deux hautes influences ont contribué de nos jours au succès de ce double mouvement de répression et d'émancipation : le courant politique qui, depuis 1884, porte la plupart des nations européennes à prendre pied sur le continent d'Afrique, et le courant religieux qui s'est formé, en 1888, à la voix du Souverain-Pontife, secondé par le zèle ardent du cardinal Lavigerie.

Il a fallu tous ces précédents, il a fallu le concours de toutes ces volontés, de toutes ces sympathies, pour rendre possible et fructueuse la réunion à Bruxelles des Plénipotentiaires de dix-sept puissances, représentant à la fois les quatre principaux continents du globe. Malgré la divergence des points de vue, des doctrines, des traditions, qui devait résulter de la coopération de tant d'Etats, si considérables que fussent les intérêts opposés qu'ils avaient à sauvegarder ou à concilier, l'entente a pu s'établir. L'Acte général du 2 juillet a été conclu au nom d'un intérêt supérieur d'humanité et de justice. C'est l'expiation d'une erreur funeste des siècles passés, c'est une affirmation nouvelle du principe de la liberté de tout être humain, c'est aussi et surtout une promesse de civilisation matérielle et morale pour le continent d'Afrique et ses malheureuses populations.

La Belgique ne saurait qu'être reconnaissante aux Souverains et aux Chefs de tant de puissantes nations, dont plusieurs comptent en cette carrière d'illustres services, d'avoir voulu dater de sa capitale des résolutions qui recèlent de telles conséquences.

## II

L'Acte général se compose de cent articles, répartis en sept chapitres ; il se complète par une Déclaration signée à la même date. Le volumineux recueil des Protocoles en constitue le commentaire. Chacun des chapitres de l'Acte général a été délibéré par des Commissions dont les procès-verbaux étendus ne sont pas actuellement destinés à la publicité. Sauf pour les dis-

positions finales, un rapport développé établit pour chaque chapitre le point de départ de la discussion, les projets successivement introduits et le sens des clauses adoptées d'un commun accord.

La Conférence, en élaborant son œuvre, a rigoureusement suivi la marche même de la traite, afin de la réprimer d'une façon efficace dans chacune des phases qu'elle parcourt. Au lieu de s'astreindre à la procédure suivie jusqu'à ce jour et qui tendait à intercepter sur mer le trafic de l'homme plutôt que de l'empêcher au lieu même de son origine, elle a considéré que la condition politique actuelle de l'Afrique et l'extension continue des possessions et protectorats européens justifiaient une autre marche, plus rapide et plus sûre dans ses effets. C'est donc au cœur de l'Afrique, sur le terrain de capture des nègres destinés à alimenter la traite, qu'elle s'est placée tout d'abord ; elle accompagne ensuite les convois d'esclaves dans leur trajet vers les côtes, passe avec eux sur mer pour y régler dans les conditions les plus minutieuses l'action des croisières, aborde enfin les marchés de destination où arrivent, exténués et décharnés, un sur cinq, un sur dix peut-être, les produits des chasses africaines. Après avoir pourvu aux multiples nécessités de la punition des coupables comme de la protection des victimes dans toutes ces étapes, la Conférence a prévu et arrêté une série de moyens d'exécution ; telles sont la création de bureaux de surveillance, d'affranchissement, de publicité ; la réglementation du commerce des spiritueux, la création de ressources financières propres à faciliter l'action des Gouvernements.

Le Chapitre premier a pour objet la suppression de la traite aux lieux d'origine. Il définit en quatre articles un plan d'occupation qui concentre les efforts de chaque puissance vers un but commun et en accroît ainsi l'efficacité. L'article V fixe les bases de la législation répressive qui sera appliquée partout aux crimes et délits de traite, en partant du principe que le meurtre, le rapt, la mutilation des indigènes d'Afrique doivent être assimilés, au point de vue pénal, à ces mêmes crimes commis envers les blancs. Les esclaves libérés ou fugitifs seront les uns protégés, les autres affranchis (articles VI et VII). Les articles VIII et XIV règlent dans un sens étroitement restrictif le commerce des armes et des munitions de guerre, qui sont, de l'avis de tous les témoins oculaires, les instruments les plus pernicious de la chasse aux esclaves.

Le chapitre II détermine en cinq articles (XV à XIX) les mesures à prendre par les autorités territoriales pour la surveillance des routes suivies par les caravanes, l'arrestation des convois, la libération des esclaves, la punition des négriers.

Le chapitre III définit avec précision les principes généraux comme la procédure à suivre pour la répression de la traite sur mer : quarante-deux articles (XX à LXI) règlent cette difficile matière. Le droit de visite n'est pas légalement supprimé : il subsiste entre les Puissances qui sont liées à cet égard par des traités ; mais, de fait, il est appelé, à moins que l'expérience ne démente les prévisions qui paraissent le mieux fondées, à faire place à un régime nouveau et universel, réglementant l'octroi du pavillon et la vérification des papiers de bord. Trois principes régiront désormais l'intervention des escadres : leur surveillance est restreinte à la zone maritime comprise entre la côte orientale d'Afrique jusqu'à la rencontre du méridien de Tangalane avec le 26° degré de latitude sud, ce même parallèle et une diagonale menée d'un point situé à 20 milles au nord du cap Ambre pour aboutir, en passant à 20 milles au large du cap Raz-el-Had, à la côte du Beloutchistan, enveloppant ainsi la mer Rouge, le golfe Persique et les eaux de Madagascar. Cette surveillance ne s'étend que sur les bâtiments d'un port inférieur à 500 tonneaux. Enfin le droit d'asile pour l'esclave est absolu, au moins à bord des bâtiments de guerre.

Le chapitre IV arrête en douze articles (LXII à LXXIII) les bases de la législation servile, quant aux esclaves africains, importés dans les contrées d'Orient ou d'Afrique dont les institutions comportent l'existence de l'esclavage domestique. Il ne pouvait convenir aux Puissances chrétiennes de reconnaître à aucun titre le statut servile ; mais, d'autre part, elles avaient à tenir compte du principe de la souveraineté nationale. Des dispositions empreintes d'un caractère transactionnel ont résolu le problème sur la base de la loi ottomane du 16 décembre 1889. L'importation, l'exportation, le transit, le commerce des esclaves africains sont formellement interdits : la violation éventuelle de cette défense entraînerait le châtiment des délinquants et la mise en liberté des esclaves. Les agents diplomatiques et consulaires ainsi que les officiers de marine prêteront à cet effet leur concours aux autorités locales dans les limites fixées par les traités.

Telle est l'économie de l'Acte général dans ses quatre premiers chapitres, comprenant 73 articles. Les dispositions qui suivent sont autant de moyens d'exécution, se classant sous trois rubriques principales.

Le chapitre V institue un bureau international maritime à Zanzibar. Sa mission consiste à faciliter la surveillance des escadres en concentrant toutes les informations relatives à la traite dans les eaux de l'océan Indien. Des bureaux auxiliaires peuvent être organisés dans le même but sur d'autres points de la zone placée sous le contrôle des croiseurs (articles LXXIV à LXXX). Un bureau correspondant est établi en Europe, à l'effet de centraliser les renseignements relatifs à la traite et les communications que les Puissances s'engagent à se faire réciproquement entre elles au sujet de l'exécution de l'Acte général. Ce bureau est rattaché au Département des Affaires Étrangères à Bruxelles (articles LXXXI à LXXXV). Enfin, des bureaux d'affranchissement, ou des institutions analogues, protégeront la liberté des esclaves affranchis et assureront l'éducation aux enfants, des moyens d'existence aux adultes (articles LXXXVI à LXXXIX).

A première vue, le chapitre VI ne semble pas se rattacher directement au but spécial que la Conférence avait à poursuivre ; mais il n'en est ainsi qu'en apparence. La suppression de la traite sera par elle-même un grand bienfait, mais le retour à la paix et à la sécurité ne doit être qu'un moyen d'élever à la civilisation les populations indigènes de l'Afrique. Or, la consommation des boissons spiritueuses est un obstacle absolu dans cette voie ; peu répandue encore à la côte orientale par suite de l'influence des doctrines musulmanes, elle prend une effrayante extension à la côte occidentale et menace d'avoir pour la race noire les mêmes conséquences fatales que pour la race rouge. L'alcoolisme, en arrêtant tout progrès, est devenu l'auxiliaire indirect de la traite. Les articles XC à XCV tendent à parer à ce danger. L'importation, la vente, la fabrication des spiritueux seront désormais totalement interdites dans toutes les contrées où l'usage n'en a pas encore pénétré ; là où il existe, où la prohibition arrêterait les transactions commerciales et la prestation de la main-d'œuvre, un droit d'entrée de 45 fr. sera perçu par hectolitre à 50 degrés centigrades et un droit d'accise correspondant sera imposé sur la fabrication indigène. Après trois ans, cette taxe pourra être portée à 25 fr. ; elle sera sujette à révision à la fin de la sixième année. Si le montant de ce droit paraît minime, il faut pour l'apprécier tenir compte, d'une part, de la divergence des vues comme de l'opposition des intérêts commerciaux qui se heurtent en cette matière ; d'autre part, de la valeur relative des marchandises à la côte d'Afrique et de la capacité d'achat des indigènes. Il y a lieu également de considérer que le relèvement de la taxe dans l'avenir est l'éventualité la plus probable, et que la zone d'interdiction totale est de beaucoup la plus étendue.



Les dispositions finales (articles XCVI à C) ne comportent pas d'observation particulière ; il n'en est pas de même de la Déclaration, qui, distraite de l'Acte principal, fût néanmoins corps avec lui et a été signée le même jour. Elle appartient, en effet au système général de l'œuvre, en ce sens qu'elle en constitue un moyen essentiel d'exécution.

La législation arrêtée par les Plénipotentiaires des Puissances pour mettre un terme aux ravages de la traite, impose aux gouvernements possessionnés dans la zone infestée des obligations multiples. A raison de sa situation géographique, les charges de l'Etat du Congo seront particulièrement lourdes. Mais les ressources financières d'un pays neuf, où presque tous les éléments de richesse restent encore à développer, sont nécessairement limitées ; les droits d'entrée ou de sortie sont indispensables pour les alimenter. Les Puissances qui ont des possessions dans le bassin conventionnel du Congo disposent de la faculté de prélever des droits de sortie ; mais les droits d'entrée leur sont interdits par l'article IV de l'Acte général de Berlin pendant une période de vingt ans. Le moment n'était-il pas venu, dans un intérêt supérieur de civilisation, de les relever au moins partiellement de cette interdiction ? C'est la question qui a été posée, au nom de l'Etat indépendant du Congo, devant la Conférence, et à laquelle toutes les Puissances, sauf une, ont d'emblée répondu par l'adhésion la plus sympathique.

La Déclaration du 2 juillet est l'expression de cet accord. Elle autorise les Puissances qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le bassin conventionnel du Congo, à y prélever sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra excéder un taux équivalant à 10 0/0 de la valeur au port d'importation, sauf les spiritueux, qui sont régis par des dispositions spéciales. Ce régime restera en vigueur pendant quinze ans : à l'expiration de ce terme, s'il ne survient pas de nouvel accord, les Puissances se retrouveront dans les conditions prévues par l'art. IV de l'Acte général de Berlin, mais la faculté de percevoir des droits d'entrée de 10 0/0 au maximum reste acquise dans tous les cas.

Cette déclaration a dû prendre deux aspects distincts, à raison de la situation spéciale des Etats-Unis. Le cabinet de Washington, n'ayant pas ratifié l'Acte général de Berlin, ne pouvait participer à la revision d'une de ses clauses. C'est pour cette raison que la résolution de la Conférence relative aux droits d'entrée a dû être distraite de l'Acte général et revêtir une double forme, correspondant l'une à la situation de droit des Puissances liées par l'Acte général de Berlin, l'autre à la position particulière des Etats-Unis à l'égard de l'Etat indépendant du Congo. Mais, différentes de formule, les deux Déclarations concordent au fond.

Le Gouvernement des Pays-Bas n'avait pas accepté, à la date du 2 juillet, la revision de l'article IV de Berlin, conformément à la Déclaration de ce jour. La Conférence, d'autre part, n'ayant pas consenti à la disjonction de l'Acte général et de l'acte séparé, avait admis un délai de six mois pour permettre au cabinet de La Haye d'apporter sa signature à l'œuvre commune. Répondant au vœu unanime et réitéré des Puissances, le Gouvernement néerlandais a signé, le 30 décembre 1890 les deux Actes.

Tel est le plan général de l'œuvre émanée des délibérations de la Conférence ; il est impossible de n'en pas reconnaître l'efficacité et la grandeur. L'effort a été considérable et le résultat est digne de cet effort. De longtemps on n'a vu une Assemblée d'un aussi grand nombre de Puissances entreprendre de concert une négociation aussi importante, aussi compliquée, touchant à tant et de si graves intérêts, et la faire aboutir à une conclusion aussi satisfaisante, malgré toutes les difficultés, à travers tous les obstacles. L'honneur en appartient à tous les Gouvernements qui ont poursuivi le bien commun avec une égale énergie et persévérance, qui ont voulu que les droits de l'humanité l'emportassent en cette circonstance sur toutes les autres considérations, quelque légitimes qu'elles fussent.

## III

La Déclaration du 2 juillet n'était pas en elle-même un acte définitif; elle prévoyait qu'une négociation ultérieure serait ouverte entre les Puissances signataires ou adhérents de l'Acte de Berlin, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 0/0 de la valeur, les conditions du régime douanier à instituer dans le bassin conventionnel du Congo. Une négociation parallèle devait s'ouvrir entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Etat indépendant du Congo, en vue d'un traité de commerce et de navigation qui réglerait l'application des principes convenus dans la Déclaration échangée entre ces deux Puissances.

Une Commission internationale se réunit dans ce but à Bruxelles, le 5 novembre 1890. Toutes les Puissances qui avaient signé l'Acte général et la Déclaration du 2 juillet, y furent représentées; d'après leur désir commun, le Gouvernement des Pays-Bas fut invité à participer également aux travaux de la Commission. Le cabinet de La Haye s'est rendu à ce vœu, et son Délégué a suivi officiellement la négociation.

Des appréciations diverses se sont fait jour au sein de cette Assemblée sur la caractère et la portée de son mandat. Le tarif à édicter devait-il, à moins de l'existence de réserves spéciales faites à ce sujet au moment de l'adoption de l'Acte de Berlin, être *commun* à tous les Etats et territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo, et appartenait-il à la Commission de *statuer* sur ce tarif? La réponse faite par la presque unanimité des Délégués à ces deux questions était affirmative; mais le Gouvernement portugais objectait à l'établissement d'un tarif *unique*, applicable à une région aussi vaste que le bassin conventionnel du Congo, et le Gouvernement de la République française, de son côté, non seulement répugnait à la pensée d'un tarif commun, mais contestait à la Commission la compétence pour l'établir. A ses yeux, chaque Puissance devra être libre de se mouvoir dans la limite des 10 0/0 au maximum de la valeur des marchandises. Il consentait toutefois à se prêter à une négociation « de cabinet à cabinet » entre Puissances limitrophes et placées dans des conditions analogues sous le rapport géographique et économique.

Tenant compte de cette divergence, la Commission a décidé que le bassin conventionnel serait divisé, au point de vue du tarif des droits d'entrée, en deux zones : la zone orientale, comprenant les possessions de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie sur le littoral de l'Océan Indien; la zone occidentale, enveloppant les territoires de l'Etat indépendant du Congo, ainsi que les possessions de la France et du Portugal à la côte occidentale. La colonie portugaise de Mozambique se trouvait, en vertu de réserves antérieures, en dehors de cet arrangement.

Les Puissances de chaque groupe devaient se concerter et arrêter entre elles un accord qui serait ensuite notifié au Président de la Commission.

C'est en vertu de cette entente que les deux tarifs adoptés, l'un pour la zone orientale par l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie, l'autre pour la zone occidentale par l'Etat indépendant du Congo, la France et le Portugal, ont été successivement transmis au Président de la Commission. Le premier de ces instruments porte la date du 22 décembre 1890, le second, celle du 9 février 1891. Tous les Etats signataires de l'Acte général et de la Déclaration du 2 juillet en ont reçu communication.

Les deux tarifs sont annexés au présent Exposé : ils reposent manifestement sur des bases similaires. Le tarif oriental procède directement des traités conclus à diverses époques par le sultan de Zanzibar avec certaines nations d'Europe ou d'Amérique; il se résume dans le taux uniforme de 5 0 0 applicable à toutes les marchandises, sauf les spiritueux. Il est dans l'intention des Etats contractants de porter à 10 0/0 le droit sur les armes à feu et les munitions; mais une entente préalable est nécessaire à cet égard avec la France, les Etats-Unis et le Portugal, qui ont des titres acquis au

5 0/0 universel. L'accord à ce sujet n'est guère douteux. C'est le sentiment unanime des Puissances que l'extinction de la traite dépend essentiellement de la restriction du trafic des armes à feu et des munitions. Quand ce point sera réglé, le régime des deux côtes sera bien près d'être uniforme; en même temps la situation actuelle sur le littoral de l'océan Indien ne sera point sensiblement modifiée. Tous les cinq ans, le tarif oriental pourra être révisé, mais seulement de commun accord.

Les stipulations adoptées pour la zone occidentale se rapprochent des précédentes, sans toutefois se confondre avec elles. Le tarif repose également sur un taux unique : toutes les marchandises acquitteront le droit de 6 0/0, sauf les armes à feu, les munitions, la poudre et le sel, qui sont taxés à 10 0/0. Quelques articles nominativement indiqués sont exempts; d'autres pourront être ultérieurement imposés au taux réduit de 3 0/0. Ce tarif est applicable dans les trois possessions du Congo occidental; il est fait pour le terme de quinze ans prévu par la Déclaration; toutefois il peut être remanié au cours de cette période. Pendant deux ans, aucun changement n'y sera apporté; mais six mois avant l'expiration de ces deux premières années, et ensuite d'année en année, la révision peut être réclamée par chacune des Puissances contractantes : à défaut d'un accord, celles-ci ne seraient plus liées que par les clauses de la Déclaration du 2 juillet.

Le tarif occidental est connexe à une série de mesures qui déterminent le régime fiscal de l'Etat indépendant du Congo. Ces mesures concernent les droits de sortie pour l'ivoire et le caoutchouc, les impôts personnels ou directs et les droits de licence sur les spiritueux. Le décret que le Roi-Souverain a pris à cet effet le 19 février 1891 apporte des adoucissements notables aux charges qui actuellement grèvent le commerce international; il établit la situation pour une durée de dix ans.

Pour clore le cycle des arrangements destinés à assurer l'exécution de l'Acte général, il restait à pourvoir à la situation spéciale des Etats-Unis vis-à-vis de l'Etat indépendant du Congo. En signant avec celui-ci la Déclaration du 2 juillet, le Gouvernement américain avait fait abandon du droit absolu de libre entrée résultant, en faveur de ses nationaux, de la Déclaration du 22 avril 1884; mais il n'avait fait cette concession que sous une réserve formelle : à savoir que son pavillon, ses nationaux et leurs intérêts commerciaux jouiraient, dans toute l'étendue du bassin conventionnel du Congo, même en l'absence des traités spéciaux, des mêmes avantages et du même traitement qui sont garantis aux Etats signataires de l'Acte général de Berlin, encore qu'il n'eût pas lui-même ratifié cet Acte. Reproduite explicitement au sein de la Commission par le Délégué des Etats-Unis, cette demande a obtenu, dans la séance du 22 décembre 1890, l'adhésion des représentants de toutes les Puissances possessionnées dans le bassin conventionnel du Congo.

C'est sur cette base qu'est intervenu, le 24 janvier dernier, un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Etat indépendant du Congo. Ce traité concède à ce dernier la faculté d'imposer à l'entrée les marchandises américaines dans la limite maxima de 10 0/0 de la valeur; il assure, d'autre part, au pavillon et aux citoyens des Etats-Unis le traitement de la nation la plus favorisée dans sa plus large extension. Cette transaction est soumise actuellement à la sanction du Sénat et du Président des Etats-Unis; leur assentiment apportera un complément nécessaire aux actes qui font l'objet de la présente communication.

Le régime conventionnel qui résulte de l'ensemble de ces négociations, ne modifie pas d'une manière fondamentale celui qui avait été établi par l'Acte de Berlin. Les droits d'entrée perçus jusqu'ici à la côte orientale par le Sultan de Zanzibar, conformément aux traités de commerce conclus à diverses époques par ce souverain, sont rendus d'application générale dans les territoires des Puissances européennes établies dans cette zone, à l'except-



tion des colonies portugaises. A la côte occidentale, la libre entrée absolue fait place à un système de tarification ; mais les bases en sont trop modérées pour que le développement des entreprises commerciales risque d'en être ralenti. Au taux où sont fixés les droits, le produit en sera nécessairement peu considérable au début, mais il suivra une marche ascendante à mesure que les ressources du pays seront mises en valeur et fourniront la matière d'opérations nouvelles. L'Etat du Congo entre en jouissance d'une source de recettes nécessaire à son équilibre financier, indispensable pour qu'il puisse prêter un concours actif et persistant à l'œuvre commune qui domine ici tout autre intérêt : la suppression de la traite.

#### IV

Il nous reste, Messieurs, à déterminer la condition spéciale de la Belgique, au point de vue de l'exécution des Actes internationaux dont le système vient d'être exposé.

Les obligations qu'impose l'Acte général du 2 juillet sont nombreuses et importantes ; mais elles n'atteignent pas au même degré toutes les hautes Parties contractantes. Il y a lieu de distinguer à cet égard entre les Puissances qui exercent des pouvoirs de souveraineté ou de protectorat en Afrique et celles qui ne se trouvent pas en ce cas. Même pour les premières, la situation n'est pas la même suivant que leurs possessions sont ou non comprises dans la zone de traite.

La Belgique ne possède pas actuellement de colonie africaine : elle n'a donc pas d'action propre à exercer pour la répression de la traite. Il en est autrement de l'Etat indépendant du Congo, qui est tenu de réprimer sur son territoire la traite indigène et se trouve de plus en contact avec l'un des principaux foyers de la traite orientale. Ses obligations de ce chef sont particulièrement onéreuses ; elles revêtent en même temps un caractère d'urgence. L'avenir de l'Etat, son rapide développement économique exigent que l'ordre et la sécurité règnent dans ses vastes provinces, que le brigandage des chasses humaines avec leur cortège de meurtres et de dévastation soit arrêté à bref délai. C'est pour cela que les Puissances ont voulu lui assurer un accroissement de ressources ; c'est aussi pour cela que la Belgique, à qui elle avait fait l'honneur de confier la mission de présider aux travaux de la Conférence, s'est attribué le devoir d'être la première à donner une sanction matérielle à ses résolutions. Indépendamment de cette considération, les liens particuliers qui l'unissent à l'Etat du Congo, lui traçaient cette voie. L'union personnelle des deux pays, votre intervention dans la construction du chemin de fer des cataractes, qui sera, même au point de vue de l'extinction de la traite, un puissant instrument de progrès, les nombreux capitaux belges engagés dans les entreprises du Congo, enfin la reprise éventuelle de l'Etat par la Belgique, comportaient de sa part une intervention active dès le début de la campagne humanitaire qui va s'ouvrir. C'est à cette pensée qu'a répondu la loi du 4 août 1890, mettant un capital de 25 millions à la disposition de l'Etat du Congo, et notamment 5 millions dès la première année, afin que le Roi-Souverain disposât sur le champ des ressources nécessaires pour imprimer une impulsion énergique et efficace à l'exécution de l'Acte général. C'est grâce à ces moyens que se sont fondés ou renforcés les camps de l'Arouimi, du Lomani, du Sankourou, de l'Ouellé, qui engagent aujourd'hui aux confins extrêmes de l'Etat, la lutte civilisatrice et ont obtenu déjà plus d'un important succès.

L'intervention du pays procédait ici d'une obligation morale, plutôt que conventionnelle. Sa situation, en effet, est celle des Puissances qui n'ont pas d'action répressive directe à exercer en Afrique. Les engagements stricts de cette catégorie d'Etats se ramènent à trois, correspondant aux articles V, XI et LXXXV.

Le premier de ces articles oblige toutes les Puissances contractantes, à moins qu'il n'y soit déjà pourvu par leur législation, soit à punir ceux de

leurs nationaux qui auraient participé, comme auteurs ou complices, à des actes de traite soit à arrêter sur communication des charges et à extraditer les étrangers réfugiés sur leur territoire et coupables des mêmes actes. L'article V assimile, suivant les cas, les crimes et délits de traite aux attentats graves envers les personnes ou aux attentats à la liberté individuelle. Sauf cette unique restriction, le législateur national détermine librement la procédure et la peine.

Le rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission chargée de l'examen du chapitre I de l'Acte général explique, en détail, l'article V. L'origine de cette clause les formes successives qu'elle a revêtues et le sens précis du texte qui a été adopté. Un grand nombre de législations pénales, celles notamment de l'Angleterre (loi du 24 juin 1824), de la France (loi du 4 mars 1831), de l'Autriche (code pénal de 1852), des Etats-Unis (statuts de 1872-74), de la Hongrie (code pénal de 1878), des Pays-Bas (code pénal de 1881), de l'Italie (code pénal de 1889) ont prévu les crimes et délits de traite. Le Code pénal belge contient à cet égard une lacune : les lois du 20 novembre 1848 et du 23 décembre 1824 règlent à la vérité cette matière, mais il y a lieu d'examiner si elles répondent à la situation qui se présente aujourd'hui. Bien que la Belgique, en accédant par la Convention de Londres du 24 février 1848 au traité du 20 décembre 1841 pour la suppression de la traite, eût contracté l'obligation de légiférer à cet égard, elle s'en est abstenue comme plusieurs autres Puissances, sans doute à raison de la difficulté de concilier la juridiction nationale, réservée par l'Acte de 1841, avec la qualification de *piraterie* assignée à la traite des nègres. Le Gouvernement aura éventuellement à soumettre à la Législature un projet de loi sur cet objet, dans l'année de la signature du traité, c'est-à-dire avant le 2 juillet prochain. On examinera à la même occasion s'il ne conviendrait pas d'étendre la compétence des consuls établis dans la zone de surveillance maritime, afin de leur permettre d'intervenir dans le jugement des cas de traite, conformément à l'article LVI.

L'article XII a trait aux armes à feu et aux munitions dont le trafic est soumis à un régime restrictif dans toute l'étendue de l'Afrique comprise entre le 20<sup>e</sup> parallèle nord et le 22<sup>e</sup> parallèle sud, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte. Les Gouvernements contractants s'engagent à punir les auteurs et complices des infractions à ce régime, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies « proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas ». Le rapport présenté à ce sujet à la Conférence définit explicitement la portée de l'obligation assumée. Comme il s'agit ici d'un délit nouveau, aucune des Puissances contractantes ne pourra se dispenser de légiférer pour ce cas spécial. Le Gouvernement compte vous soumettre les dispositions nécessaires en même temps que celles concernant l'exécution de l'article V.

L'article LXXXV de l'Acte général se rapporte à un autre ordre d'idées. Les Puissances ont voulu organiser entre elles un échange de documents législatifs, administratifs et statistiques, qui, en constatant les progrès mêmes de l'œuvre commune, fournissent en même temps les moyens de la compléter ou de la rectifier. Il entrait dans les vues d'un certain nombre d'entre elles d'organiser à cet effet un Bureau international investi d'un pouvoir de contrôle et de direction. Mais ce projet ayant soulevé des objections chez plusieurs Gouvernements, la réalisation en a été réservée à l'avenir, et l'on s'est borné pour le moment à décider l'institution d'un Bureau national et spécial qui veillerait à la réunion et à la publication des documents échangés en les accompagnant d'un répertoire analytique. Du consentement unanime, le soin de constituer ce Bureau, qui formerait une dépendance du ministère des Affaires Etrangères, a été offert à la Belgique. Le Gouvernement a accepté cette haute marque de confiance. Aux termes de

l'article LXXXV, les frais du Bureau seront supportés par toutes les Puissances signataires; le Département des Affaires Etrangères de Belgique en fera l'avance et recouvrera le montant de ses débours. Le Gouvernement aura donc un crédit à solliciter dans ce but; la dépense annuelle ne paraît pas devoir excéder vingt à trente mille francs qui, répartis entre dix-sept Etats, constitueront une charge légère.

Tels sont les seuls points contractuels qui engagent en ce moment l'intervention du pays et dont le règlement exigera le concours des Chambres législatives.

Arrivé au terme de cet exposé, le Gouvernement a la conviction profonde que le sentiment qui l'anime au moment du dépôt de cette transaction internationale sera partagé sans exception aucune par tous les Représentants de la nation. Il est des actes qui commandent par eux-mêmes la sympathie universelle. Quel objet peut en être plus digne que celui qui vous est déféré? La grandeur et la sainteté du but, la justice et l'efficacité des moyens, les conditions particulières où l'œuvre se présente devant vous, tout concourt pour lui concilier votre entière adhésion.

Certes, il y a loin de la lettre d'un programme à son accomplissement. Le salut d'une race, la civilisation d'un continent sont des entreprises de longue durée; ils seront la récompense d'un travail persistant. Mais c'est beaucoup, c'est tout peut-être que d'aborder de semblables tâches avec un plan mûrement réfléchi, fortement conçu dans toutes ses parties, soutenu par la volonté concordante, le concours loyal de toutes les Puissances.

L'Acte général de Bruxelles est la continuation de l'Acte général de Berlin. La pensée généreuse qui les a inspirés l'un et l'autre est devenue aujourd'hui une pensée universelle, et la reconnaissance de l'humanité est due aux Puissances qui ont entrepris la difficile tâche de la réaliser. Une part en reviendra au Souverain qui a servi cette noble cause avec une persévérance à laquelle l'histoire a déjà rendu hommage.

*Le Ministre des Finances,*  
A. BEERNAERT.

*Le Ministre des Affaires Etrangères,*  
Le Prince DE CHIMAY.  
*Le Ministre de la Justice,*  
Jules LE JEUNE.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE BRUXELLES

---

**M. Bourée, ministre de France à Bruxelles, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bruxelles, le 2 juillet 1891.

Sur la proposition du baron Lambermont, tous les représentants présents se sont entendus pour proroger en principe le terme du 2 juillet fixé par l'article 99 de l'Acte général. Le Protocole qui le constate nous restera ouvert pendant dix jours. Si nous le signons, on déterminera ultérieurement et d'un commun accord la durée du nouveau délai. BOURÉE.

---

**M. Bourée, ministre de France à Bruxelles, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bruxelles, le 3 juillet 1891.

Le baron Lambermont vient à l'instant de me faire parvenir le Protocole de la séance du 2 juillet et je m'empresse de l'adresser à Votre Excellence (1). Cet envoi accompagnait une lettre du prince de Chimay m'indiquant le sens de la résolution adoptée par les plénipotentiaires de tous les pays représentés à la Conférence de Bruxelles, sauf ceux de la France et du Portugal, à l'effet de proroger le délai primitivement fixé pour le dépôt des ratifications de cet acte diplomatique. Votre Excellence verra également par la communication du ministre des affaires étrangères « que, en vue  
« d'associer à cette mesure les puissances qui ne comptaient pas de repré-  
« sentants dans l'Assemblée, on est convenu de laisser le Protocole ouvert,  
« et que le gouvernement du Roi a reçu mission de pressentir à cet égard  
« les intentions du gouvernement français. »

Un délai de dix jours nous est laissé pour faire connaître nos intentions. Si Votre Excellence jugeait à propos, d'ici là, de se rallier à la proposition qui a rencontré l'assentiment unanime de mes collègues présents à la réunion d'hier, je La prierais de vouloir bien m'autoriser à joindre ma signature à la leur : le principe même du sursis une fois consacré ainsi par l'approbation de tous les Etats contractants sans exception, il ne resterait plus qu'à convenir des conditions dans lesquelles l'accord devrait s'établir entre eux pour assigner une limite à la nouvelle période d'attente qui viendrait à s'ouvrir. BOURÉE.

(1) V. plus haut, p. 150.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. BOURÉE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EN  
DATE DU 3 JUILLET 1891.

**Son Excellence M. le prince de Chimay, ministre des affaires étrangères de Belgique, à M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.**

Bruxelles, le 3 juillet 1891.

Dans leur réunion du 2 de ce mois, les représentants des puissances signataires de l'Acte général de Bruxelles, autres que la France et le Portugal, ont été unanimes à penser que, dans les circonstances présentes, il y a lieu de proroger le délai primitivement fixé pour le dépôt des ratifications de cet acte diplomatique.

En vue d'associer à cette mesure les puissances qui ne comptaient pas de représentants dans l'Assemblée, il a été décidé que le Protocole leur demeurerait ouvert, et le gouvernement du Roi a reçu la mission de pressentir à cet égard les intentions du gouvernement français.

J'ai l'honneur de recourir à l'entremise de Votre Excellence pour faire parvenir au gouvernement de la République l'exemplaire ci-joint du Protocole (1), et je lui serai très obligé de me faire part de la résolution à laquelle il se sera arrêté.

CHIMAY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.**

Paris, le 8 juillet 1891.

Je vous autorise à signer le Protocole du 2 juillet. Je vous prie de résumer dans une note verbale aussi brève que possible les déclarations que vous avez faites au baron Lambermont.

Vous signerez le Protocole en même temps que vous remettrez cette note.

RIBOT.

**M. Bourée, ministre de France à Bruxelles, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Bruxelles, le 9 juillet 1891.

J'ai signé tout à l'heure au Ministère des affaires étrangères le Protocole du 2 juillet dernier. Vous trouverez sous ce pli le texte de la note verbale que j'ai remise au prince de Chimay et qui vous paraîtra, j'espère, répondre aux intentions dont le télégramme d'hier soir m'a apporté l'expression.

BOURÉE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. BOURÉE DU 9 JUILLET 1891.

**Note verbale remise à S. Exc. le prince de Chimay par M. Bourée.**

Bruxelles, le 9 juillet 1891.

Le Gouvernement de la République n'a pu qu'être sensible à la résolution adoptée par les puissances ayant participé à la Conférence de Bruxelles et qui, prenant en considération le vote suspensif de la Chambre des Députés, ont voulu proroger le terme primitivement fixé pour la ratification de l'Acte général et de ses annexes. Aussi le Représentant de la France est-il autorisé à profiter de la latitude réservée à son Gouvernement en joignant sa signature à celle de ses collègues sur le Protocole du 2 juillet dernier.

(1) V. plus haut, p. 150.

Le Gouvernement de la République, animé du plus sincère désir de servir par tous les moyens en son pouvoir les idées de civilisation, d'humanité et de justice qui ont inspiré la réunion même de la Conférence, espère que tant d'efforts dépensés en commun ne seront pas perdus pour la cause généreuse à laquelle la France a déjà fait de si grands sacrifices et que le nouveau délai que se sont donné les puissances fournira aux Cabinets intéressés le moyen de rechercher les points sur lesquels les actes signés à Bruxelles peuvent être modifiés, de façon à permettre qu'ils soient présentés de nouveau à l'approbation des Chambres françaises.

---

**M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 24 juillet 1891.

Le Protocole du 2 juillet, dont j'ai eu l'honneur de transmettre le texte à Votre Excellence par ma lettre du 13 de ce mois, a constaté l'accord de toutes les puissances signataires pour proroger le délai fixé par l'article 99 de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

Il reste à déterminer la durée de cette prorogation.

L'Assemblée a bien voulu confier au Gouvernement du roi le soin d'entrer en rapports avec les autres Cabinets pour fixer le terme du délai.

Mon Gouvernement a lieu de croire qu'un terme de six mois répondrait aux circonstances et aurait des chances d'être généralement bien accueilli.

En ce qui concerne les Etats-Unis, le Sénat ne rentrant en session que le 7 décembre, et ses travaux devant être interrompus par les fêtes de Noël, il conviendrait de laisser le Protocole ouvert au cabinet de Washington pendant un mois de plus, c'est-à-dire jusqu'au 2 février. Il va sans dire que, passé ce terme, les Etats-Unis pourront toujours adhérer.

J'ai été chargé de recourir aux bons offices de Votre Excellence à l'effet de savoir si le Gouvernement de la République accepte ces propositions.

BEYENS.

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 27 juillet 1891.

En vous référant au Protocole de la réunion tenue à Bruxelles, le 2 de ce mois, vous m'avez fait l'honneur, par une lettre datée du 24, de m'informer que le Gouvernement du Roi, à qui avait été confié le soin d'entrer en rapports avec les autres Cabinets en vue de déterminer la durée de la prorogation du délai fixé par l'article 99 de l'Acte général de la Conférence anti-esclavagiste, estimait qu'il y avait lieu d'adopter un terme de six mois.

Conformément au désir que vous avez bien voulu m'exprimer en même temps, je m'empresse de vous faire savoir que le Gouvernement de la République, après examen, accepte cette proposition. RIBOT.

---

**Note verbale remise par M. le baron Lambermont, ministre d'Etat, à M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.**

Bruxelles, le 29 juillet 1891.

En annonçant que le Représentant de la France était autorisé à joindre



sa signature à celle de ses collègues sur le Protocole destiné à proroger le terme primitivement fixé pour les ratifications de l'Acte général de Bruxelles, la note verbale du 9 juillet exprimait l'espoir que le fruit de tant d'efforts dépensés en commun ne serait pas perdu et prévoyait que le nouveau délai pouvait être mis à profit pour rechercher les moyens d'amener une entente sur les points qui ont fait l'objet d'observations au sein de la législature française.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges désire non moins sincèrement que l'on parvienne à sauvegarder l'œuvre de la Conférence, et il a toute raison de compter que ses dispositions à cet égard sont partagées par les autres Cabinets intéressés.

Il appartient naturellement au Gouvernement de la République de faire connaître les points auxquels la note du 9 juillet faisait allusion. Les questions posées, on se mettrait sans doute aisément d'accord sur la procédure diplomatique à suivre pour en faciliter et en hâter l'examen. Dans la pensée du Gouvernement de S. M. le Roi des Belges, c'est par la voie de l'interprétation et des mesures d'exécution que l'accord aurait le plus de chances de se réaliser.

---

**M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 10 août 1891.

Le Protocole du 2 juillet dernier, signé par les représentants des puissances qui ont participé à la Conférence de Bruxelles, a constaté leur assentiment à la prorogation du délai prévu par l'article 99 de l'Acte général pour le dépôt des ratifications.

Le même Protocole a confié au Gouvernement du Roi, mon Auguste Souverain, le soin d'entrer en rapports avec les autres Cabinets en vue d'arrêter le terme de ce délai.

Une prorogation de six mois pour les puissances qui n'ont pas encore ratifié l'Acte général, étendue à sept mois pour les Etats-Unis d'Amérique, a paru répondre aux convenances des parties intéressées, et le Gouvernement du Roi a fait parvenir une proposition conçue dans ce sens aux Etats représentés à la Conférence de Bruxelles.

Je suis chargé de faire connaître à Votre Excellence que cette proposition a rencontré une adhésion unanime.

En conséquence, le terme du délai admis pour l'échange des ratifications de l'Acte général est fixé au 2 janvier 1892 ; en ce qui concerne les Etats-Unis, il expirera le 2 février de la même année.

Le Gouvernement du Roi a fait la communication à toutes les puissances signataires de l'Acte général.

BEYENS.

---

**Note verbale remise par M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 10 août 1891.

En répondant, le 29 juillet dernier, à la note verbale par laquelle il a reçu notification de l'adhésion de la France au Protocole destiné à proroger le terme primitivement fixé pour les ratifications de l'Acte général de Bruxelles, le Gouvernement belge a exprimé l'avis qu'il appartenait au

Gouvernement de la République de faire connaître les points auxquels cette communication faisait allusion.

Les observations formulées au sein du Parlement français visaient plus particulièrement :

1<sup>o</sup> La délimitation de la zone prévue par l'article 21 de l'Acte général, en tant qu'elle comprend les eaux de Madagascar ;

2<sup>o</sup> Le règlement concernant l'arrêt, la saisie et le jugement des bâtiments suspects ;

3<sup>o</sup> Les droits de sortie dans le bassin conventionnel du Congo, pour lesquels la déclaration du 2 juillet a omis de fixer un maximum.

Un examen approfondi des questions qui se trouvaient ainsi posées a amené le Gouvernement français à se demander si, sur le premier point, on ne pourrait pas convenir de fixer la zone dont il s'agit à . . . . . milles à partir de la côte continentale, depuis le Béloutchistan jusqu'à la pointe du Tangalane (Quilimaue), en déclarant qu'au delà de cette limite les puissances directement intéressées seraient chargées d'assurer la surveillance.

Quant au deuxième point, le titre même sous lequel les dispositions relatives à l'arrêt, à la saisie et au jugement des bâtiments suspects ont été incorporées à l'Acte général indique suffisamment qu'elles pourraient en être distraites, sans qu'il fût porté réellement atteinte à l'œuvre de la Conférence, pour être réservées à un accord ultérieur entre les puissances. Jusque-là les choses resteraient en l'état. Ce mode de procéder présenterait d'autant moins d'inconvénients que la Conférence a été unanime à reconnaître, au cours de ses travaux, l'efficacité de la surveillance que la France exerce sur les bâtiments portant son pavillon, conformément aux règles concertées entre elle et l'Angleterre en 1867.

Enfin, il est permis de penser que les puissances, s'inspirant des tendances libérales de l'Acte de Berlin, se mettraient facilement d'accord sur l'utilité qu'il y a à réparer l'omission que nous avons dû signaler dans la Déclaration du 2 juillet, en spécifiant, sous une forme à déterminer, que le maximum de 10 p. 0/0 s'applique aux droits de sortie comme aux droits d'entrée.

Le caractère pratique de ces diverses solutions suffit à indiquer l'esprit qui les a dictées ; il ne saurait laisser aucun doute au Gouvernement belge sur les dispositions dans lesquelles le Gouvernement de la République est prêt à rechercher, de concert avec lui, les moyens de hâter la mise à exécution de l'Acte dû à l'initiative du Roi Léopold, et c'est avec confiance que, à titre d'indications, il les soumet à l'appréciation du Cabinet de Bruxelles.

**Note verbale remise par M. le baron Lambermont, ministre d'Etat, à M. Bourée, ministre de France à Bruxelles.**

Bruxelles, le 6 octobre 1891.

Par sa note verbale du 10 août, le Gouvernement de la République française a fait connaître les points des Actes signés à Bruxelles sur lesquels, à son avis, il serait désirable qu'une nouvelle entente s'établît afin d'écarter les objections qui se sont produites au sein du Parlement français. Ces points sont au nombre de trois : le premier concerne la zone de

la surveillance sur mer définie à l'article 21 ; le second a trait aux dispositions relatives à l'arrêt, à la saisie et au jugement des bâtiments suspects ; le troisième se rapporte aux droits de sortie dont la réglementation n'a pas été prévue dans la Déclaration du 2 juillet 1890.

Rappelant ensuite les dispositions dans lesquelles il est prêt à rechercher, de concert avec le Gouvernement du Roi, les moyens de hâter la mise à exécution de l'Acte général, le Gouvernement de la République soumet à l'appréciation du Cabinet de Bruxelles, à titre d'indications, diverses combinaisons qui lui paraissent propres à atteindre le but proposé. C'est dans les mêmes conditions et le même esprit que le Gouvernement belge a procédé à une étude attentive des questions sur lesquelles son attention a été appelée. Il ne saurait en donner un meilleur témoignage qu'en mettant sous les yeux du Gouvernement français le projet de Déclaration suivant, qui serait la formule d'un accord satisfaisant à tous les points de vue.

### Déclaration.

« Les Représentants de.....

après avoir constaté qu'un échange de vues a eu lieu entre leurs Gouvernements respectifs à l'effet d'aplanir les difficultés qui avaient empêché certains d'entre eux d'apporter à la réunion du 2 juillet dernier leur ratification de l'Acte général et de la Déclaration du 2 juillet 1890, se sont réunis pour consigner dans la présente Déclaration les clauses de l'entente qui s'est établie entre leurs gouvernements sur les points suivants :

1<sup>o</sup> Il est convenu que les instructions à donner à leurs croiseurs par les puissances signataires, en exécution de l'Acte général, réserveront au Gouvernement français le contrôle des boures indigènes portant les couleurs françaises dans la partie de la zone décrite à l'article 21 qui s'étend à l'est de l'île de Madagascar.

2<sup>o</sup> L'article 42 de l'Acte général doit être entendu en ce sens que les bâtiments autres que les bâtiments indigènes définis à l'article 31, quel que soit leur tonnage, ne sont soumis, en vertu des dispositions de l'Acte général, à aucune vérification de papiers de bord, cette mesure ne pouvant résulter pour les bâtiments non visés à l'article 31 que des traités ou arrangements particuliers existant entre les Puissances.

3<sup>o</sup> Toute enquête à l'égard d'un bâtiment indigène de moins de 300 tonneaux rencontré dans la zone de surveillance et suspect d'actes de traite, s'il est couvert du pavillon d'une des puissances signataires, doit, conformément à l'article 49, commencer par la vérification des trois documents spécifiés à l'article 41. L'arrêt et le jugement éventuel, quand il n'existe pas de traité ou d'arrangement particulier autorisant une autre procédure, n'ont lieu que si l'examen de ces documents révèle ou un cas d'usurpation de pavillon ou une altération des papiers constituant un cas de fraude, ou fournit une preuve irrécusable de participation à la traite.

Il est d'ailleurs, bien entendu que les droits des puissances ayant entre elles des traités ou des arrangements particuliers sont expressément réservés conformément à l'article 21.

4<sup>o</sup> Le recours à l'arbitrage prévu par l'article 54 n'ayant, d'après l'article 55, qu'un caractère facultatif, il est entendu que chaque puissance pourra ne pas user de ce mode de procédure, auquel cas l'indemnité sera fixée conformément à l'article 58, § 2.

La présente Déclaration restera annexée à l'Acte général du 2 juillet 1890, dont elle fixe le sens ou règle l'application.



En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à

, le

18

La note du 10 août suggère, en terminant, l'idée de compléter la Déclaration du 2 juillet 1890 par une disposition en vertu de laquelle, dans le bassin conventionnel du Congo, le maximum de 10 p. 0/0 s'appliquerait aux droits de sortie comme aux droits d'entrée.

Il en résulterait non seulement une extension de l'Acte général de Bruxelles, mais encore une modification de l'acte général de Berlin.

Le traité de Berlin a tracé des limites à l'autonomie des gouvernements dans le bassin conventionnel du Congo. Serait-il opportun de faire un pas de plus dans cette voie et de restreindre encore, par une nouvelle disposition européenne, l'une des prérogatives souveraines qu'il a laissées intactes ?

Une mesure de ce genre se concilierait elle, d'autre part, avec la Déclaration du 2 juillet 1890, destinée précisément à rendre aux puissances du bassin conventionnel une latitude partielle devenue et reconnue nécessaire ?

De sérieuses difficultés, touchant au fond et à la procédure, seraient à prévoir s'il fallait, sur un tel terrain, amener un accord unanime de toutes les Puissances.

On sait, d'ailleurs, qu'en matière de droits de sortie comme de droits d'entrée les Administrations coloniales de la Côte orientale échappent, en vertu d'anciennes réserves, aux conséquences de l'application de l'Acte de Berlin.

La question soulevée par la Note du 10 août semble donc devoir se traiter entre les Puissances qui ont des possessions dans la partie occidentale. L'Etat du Congo, fidèle à l'esprit de conciliation qui l'anime, est d'avis qu'il trouverait une solution satisfaisante à tous les points de vue dans un Protocole ainsi formulé :

#### Protocole.

Le Gouvernement de l'Etat indépendant du Congo, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le Roi de Portugal et des Algarves se sont entendus sur les points suivants :

1<sup>o</sup> Les produits importés dans le bassin occidental du Congo seront taxés à 6 0/0 de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel, qui acquitteront le taux de 10 p. 0/0. Les alcools sont réservés.

Les navires et les bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits et pourront ensuite être imposés à 3 p. 0/0.

Les locomotives, voitures et matériel de chemin de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation. Ils pourront ensuite être imposés à 3 p. 0/0.

Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte, les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo sont exempts.

2<sup>o</sup> Les produits exportés du bassin occidental du Congo acquitteront les droits de sortie suivants :

Ivoire, caoutchouc (10 p. 0/0 de la valeur).

Arachides, café, copal rouge, copal blanc (de qualité inférieure), huile de palme, noix palmistes, sésame (5 p. 0/0 de la valeur).

Les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc seront perçus sur les bases suivantes :

|                                           |                   |
|-------------------------------------------|-------------------|
| Morceaux d'ivoire, pilons, etc.....       | 10 fr. le kilogr. |
| Dents d'un poids inférieur à 6 kilogr.... | 16 —              |
| Dents d'un poids supérieur à 6 kilogr...  | 24 —              |
| Caoutchouc.....                           | 4 —               |

Ces bases seront revisables d'année en année, d'après la valeur marchande à la côte d'Afrique, dans des conditions de nature à donner toute garantie au commerce.

3° Les tarifs ci-dessus indiqués des droits d'entrée et de sortie sont établis pour dix ans.

Fait à en triple exemplaire, le

Cet arrangement, qui embrasse tout le régime douanier, entrée et sortie, assurerait au commerce les garanties de stabilité et d'uniformité nécessaires pour lui permettre de combiner et développer ses entreprises.

**Note verbale remise par M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 17 novembre 1891.

Le Gouvernement de la République a reçu la Note verbale que le Gouvernement belge a bien voulu lui faire tenir le 6 octobre, en réponse à une communication du 10 août relative à certaines dispositions de l'Acte général et de la Déclaration de Bruxelles.

Cette Note contient un projet de Déclaration et de Protocole concernant les trois points sur lesquels ont porté plus particulièrement les observations formulées au sein du Parlement français. Chacun de ces points a fait, de la part du Gouvernement Royal, l'objet de propositions qui ont été examinées avec le soin le plus attentif et le plus sincère désir d'arriver à une entente définitive.

En ce qui concerne la délimitation de la zone prévue par l'article XXI de l'Acte général, il y a lieu de faire observer que la Déclaration proposée ne ferait disparaître qu'en partie seulement les objections soulevées dans le Parlement français par la rédaction de cette clause. La Chambre des Députés, en renvoyant l'article dont il s'agit à l'examen du Gouvernement, a manifesté le désir que l'île de Madagascar ne fût pas comprise dans la région soumise au régime institué par l'Acte de Bruxelles. Il serait facile d'arriver, de ce chef, à un accord en limitant, conformément à l'indication déjà fournie par la Note du 10 août, la zone en question à une étendue de 100 milles le long des côtes de l'Océan Indien (y compris celles du golfe Persique et de la mer Rouge) depuis le Bélouchistan jusqu'à la pointe de Tangalane (Quilimane). Au delà de cette limite, les Puissances directement intéressées seraient chargées d'assurer la surveillance.

Quant au Règlement concernant l'arrêt, la saisie et le jugement des bâtiments suspects, le projet porte que « toute enquête à l'égard d'un bâtiment indigène de moins de 500 tonneaux rencontré dans la zone de surveillance, doit, conformément à l'article XLIX, commencer par la vérification des trois documents spécifiés à l'article XLI ». Cette expression *commencer* prête à l'équivoque, en ce qu'elle semblerait indiquer que la vérification des papiers de bord peut être suivie (même dans le cas où des traités spéciaux n'auraient pas attribué cette faculté au navire effectuant la vérification) d'autres opérations telles que l'appel de l'équipage et des passagers et l'inspection du navire.

Le projet de Déclaration continue en ces termes : « l'arrêt et le jugement éventuel, quand il n'existe pas de traité ou d'arrangement particulier autorisant une autre procédure, n'ont lieu que si l'examen de ces documents révèle ou un cas d'usurpation de pavillon ou une altération des papiers

constituant un cas de fraude, ou fournit une preuve irrécusable de participation à la traite ». Ce passage donne lieu à deux observations. On doit se demander d'abord comment l'examen des papiers de bord visés par les Représentants de la Puissance dont le bateau porte les couleurs pourrait fournir une preuve irrécusable de participation à la traite. Pour que cette hypothèse fût réalisable, il faudrait supposer que les autorités chargées de viser les papiers se seraient rendues coupables d'une négligence équivalant à une sorte de complicité.

En second lieu, on a toujours soutenu en France, depuis 1841, que du moment où il est constaté qu'un bâtiment a droit de porter les couleurs françaises, il appartient à l'autorité française seule de procéder à son arrestation dans le cas où il serait suspect de faits de traite.

Cette doctrine a été consacrée dans l'Arrangement conclu en 1867 par le Gouvernement français et le Gouvernement britannique. C'est pour nous un devoir d'autant plus étroit de maintenir dans leur intégrité les dispositions de cet arrangement, que l'attention du Gouvernement de la République a été spécialement appelée par la Chambre des Députés sur les articles de l'Acte de Bruxelles qui semblaient de nature à y porter atteinte en quelque mesure que ce soit.

Dans ces conditions, il n'est pas permis d'espérer que les propositions nouvelles du Gouvernement belge puissent être soumises utilement au Parlement français, et le Gouvernement de la République croit devoir, par suite, insister sur l'avantage qu'il y aurait à distraire de l'Acte général, pour les réserver éventuellement à un examen ultérieur, les articles du règlement qui ont spécialement trait à l'arrêt, à la saisie et au jugement des bâtiments suspects, soit les articles XLII à LXI.

Pour ce qui concerne le troisième point, qui était relatif aux droits de sortie dans le bassin occidental du Congo, le Gouvernement français est disposé à accueillir les propositions dont il a été saisi par le Gouvernement royal.

---

**Note verbale remise par M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 18 décembre 1891.

Le Ministre de Belgique a l'honneur d'envoyer la [Note ci-jointe à Son Excellence M. le Ministre des Affaires étrangères.

Le baron Beyens saisit cette occasion, etc.

---

**ANNEXE I A LA NOTE VERBALE DE M. LE BARON BEYENS, EN DATE DU 18 DÉCEMBRE 1891.**

Bruxelles, le 18 décembre 1891.

Dans sa Note verbale du 17 novembre, le Gouvernement de la République française a fait connaître les considérations qui ne lui permettaient pas d'espérer que les propositions transmises par le Gouvernement du Roi, le 6 octobre, pussent être soumises utilement au Parlement français. Il a insisté en même temps sur l'avantage qu'il y aurait à distraire de l'Acte général, pour les réserver à une entente ultérieure, les articles du règlement qui ont spécialement trait à l'arrêt, à la saisie et au jugement des bâtiments suspects, soit les articles XLII à LXI.

Le Gouvernement du Roi s'abstiendra de rencontrer ici les observations présentées dans la Note du 17 novembre sur le projet de Déclaration qui a



été communiqué au Cabinet de Paris le 6 octobre, et spécialement de formuler les réserves qu'il aurait à faire quant à l'interprétation donnée à l'article III de ce projet.

Désirant assurer la mise en vigueur de l'Acte général et sauvegarder ainsi les grands intérêts qui ont fait l'objet des délibérations de la Conférence de Bruxelles, il s'est appliqué à rechercher s'il ne serait pas possible de se placer sur le terrain qu'indiquait M. le Ministre des Affaires étrangères.

Dans ce but, il a préparé le projet de protocole qui est ci-joint. Toutes les questions que soulève la Note du 17 novembre y trouvent une solution qui paraît répondre aux vues du Gouvernement français.

L'arrangement ainsi formulé appelle d'ailleurs un complément qui, on n'en saurait douter, entrera également dans les intentions du Gouvernement de la République ; les articles XXX à LXI concernant la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs ont une haute valeur ; ils procèdent de l'initiative de la France. Ces dispositions n'étant d'application obligatoire que dans les ports de la zone de l'article XXI, lequel est réservé par la France on doit pouvoir compter qu'elles seront appliquées spontanément par le Gouvernement français dans le territoire d'Obock et, suivant les nécessités, dans l'île de Madagascar et dans les Comores. Une déclaration dans ce sens serait faite par le Représentant de la France.

Le Gouvernement du Roi a la confiance que la combinaison qui est exposée ci-dessus paraîtra au Gouvernement français de nature à lever les obstacles qui l'ont empêché jusqu'à présent de ratifier l'Acte général.

Dès que le Cabinet de Paris aura fait connaître son adhésion, celle des autres Puissances qui n'ont pas eu l'occasion de se prononcer sera demandée sans délai.

Le Gouvernement belge, en terminant, constate avec satisfaction que l'accord est établi sur le tarif qui sera appliqué dans le bassin occidental du Congo.

---

ANNEXE 2 A LA NOTE VERBALE DE M. LE BARON BEYENS, EN DATE  
DU 18 DÉCEMBRE 1891.

**Projet de Protocole.**

Les soussignés..... se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, conformément à l'article xcix de l'Acte général du 2 juillet 1890, et en exécution du Protocole du 2 juillet 1891, afin de dresser acte du dépôt des ratifications de celles des Puissances signataires qui n'avaient pas été en mesure d'opérer ce dépôt à la réunion du 2 juillet 1891.

Son Excellence le Ministre de France déclare que le Président de la République, dans ses ratifications sur l'Acte général de Bruxelles, a provisoirement réservé, jusqu'à une entente ultérieure, les articles XXI, XXII et XXIII ainsi que les articles XLII à LXI.

Les représentants..... donnent acte à M. le Ministre de France du dépôt des ratifications du Président de la République française, ainsi que de l'exception portant sur les articles XXI, XXII et XXIII et les articles XLII à LXI.

Il est entendu que les Puissances ayant ratifié l'Acte général dans son entier se reconnaissent réciproquement liées entre elles pour toutes ces clauses.

Il est également entendu que ces puissances ne seront tenues, à l'égard de celles qui auront ratifié partiellement, que dans la limite des engagements souscrits par ces dernières.

Enfin il reste bien entendu qu'à l'égard des Puissances ayant ratifié partiellement, les matières faisant l'objet des articles XLII à LXI continueront jusqu'à un accord ultérieur à être régies par les stipulations et les arrangements actuellement en vigueur.

En foi de quoi.....

---

**Note verbale remise par M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris.**

Paris, le 18 décembre 1891.

Le Ministre des Affaires étrangères a reçu la Note en date de ce jour que le Ministre de Belgique à Paris lui a communiquée, et par laquelle il lui a fait connaître la réponse de son Gouvernement à la Note française, du 17 novembre dernier.

Il résulte des termes de ce document que le Cabinet de Bruxelles a bien voulu rechercher les moyens de donner satisfaction aux demandes formulées par le Cabinet de Paris et a, dans ce but, préparé un projet de Protocole destiné à régler toutes les questions soulevées par la Note française précitée.

Le Gouvernement de la République a pris connaissance de ce projet et il est heureux de constater avec le Gouvernement belge que les dispositions dont il s'agit donnent satisfaction à ses demandes.

Il est prêt, en conséquence, à recommander aux Chambres d'autoriser dans ces conditions la ratification de l'Acte général de Bruxelles.

Pour ce qui est d'une Déclaration par laquelle le Gouvernement français ferait connaître son intention d'appliquer dans le territoire d'Obock et, suivant les nécessités, dans l'île de Madagascar et dans les Comores, les articles xxx à xli concernant la concession du pavillon aux bâtiments indigènes, le rôle d'équipage et le manifeste des passagers noirs, le Ministre des Affaires étrangères a l'honneur d'informer M. le Ministre de Belgique que des instructions à cet effet seront adressées au Représentant de la République à Bruxelles aussi tôt que les Chambres françaises se seront prononcées sur les propositions dont elles vont être saisies.

---

**M. Étienne, sous-secrétaire d'État aux Colonies, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Paris, le 18 décembre 1891.

J'ai reçu la lettre du 20 novembre dernier, par laquelle vous m'avez communiqué les notes verbales échangées entre notre Légation à Bruxelles et le Gouvernement belge, relativement à la délimitation de la zone prévue à l'article xxi de l'Acte général de Bruxelles, au règlement concernant l'arrêt, la saisie et le jugement des bâtiments suspects, ainsi qu'aux droits de sortie dans le bassin occidental du Congo.

Je ne puis que m'associer complètement aux directions que vous avez données à notre Représentant en Belgique. Nous sommes, d'ailleurs, d'accord aujourd'hui avec le Gouvernement du Roi Léopold, en ce qui a trait au régime commercial à instituer au Congo par entente entre l'État-Libre, le Portugal et nous.

ETIENNE.

---

## ETATS-UNIS — FRANCE

---

### RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES

---

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Desprez, chargé d'affaires de France à Washington.**

Paris, le 20 novembre 1891.

La Chambre des Députés vient d'adopter le droit de 25 francs par 100 kilogrammes sur le porc salé, tel qu'il avait été voté par le Sénat, et la prohibition dont ce produit, de provenance américaine, a été l'objet depuis un certain nombre d'années sera levée prochainement. Les Etats-Unis vont donc obtenir une satisfaction qu'ils demandent avec une grande insistance ; de plus, bien que le droit de 25 francs soit un peu plus élevé que celui dont ils désiraient l'adoption et que le Gouvernement français avait lui-même proposé au Parlement, cette tarification est cependant assez modérée pour ne pas entraver les importations, en France, de salaisons américaines.

Dès lors, il semble que nous soyons, de notre côté, autorisés à nous adresser au Gouvernement de l'Union pour obtenir certaines concessions réclamées d'une manière non moins pressante par notre Commerce.

Dans cet ordre d'idées, nos efforts pourraient porter, notamment, sur le maintien des conditions douanières actuelles, par application de la section 3 du Tarif Mac-Kinley, en ce qui concerne l'importation de nos sucres aux Etats-Unis.

Le « Syndicat des Fabricants de sucre de France » m'ayant, d'ailleurs, adressé une requête en ce sens, il y aurait lieu d'obtenir en faveur de notre industrie sucrière, la garantie du régime établi en principe par la loi douanière américaine. J'estime, au surplus, qu'à ce point de vue nous ne saurions attendre moins des Etats-Unis, que le traitement qu'ils auraient assuré à l'Allemagne à la suite de la levée de l'interdiction du porc salé américain dans ce pays.

RIBOT.

---

**M. Desprez, chargé d'affaires de France à Washington, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Washington, le 15 décembre 1891.

Le Gouvernement allemand avait cru pouvoir se fonder sur la levée de la prohibition de l'entrée du porc américain en Allemagne pour demander le maintien de la section 3 du Bill Mac-Kinley en faveur des sucres allemands ; mais le Gouvernement de Washington a refusé de traiter conjointement les deux questions ; il a déclaré qu'en renonçant aux mesures prohibitives qui frappaient le porc américain, l'Allemagne avait accompli simplement un acte de justice qui ne saurait servir de prétexte à des concessions de la part du Gouvernement fédéral sur un autre terrain.

La correspondance échangée entre le Chargé d'Affaires d'Allemagne à



Washington et M. Foster, au sujet du traité de réciprocité conclu récemment avec les Etats-Unis, vient d'être publiée : elle permet de saisir très exactement les raisons qui ont amené cet accord :

M. de Mumm, en mentionnant le retrait de la mesure prise par son Gouvernement contre le porc américain, exprime l'opinion que, cette question étant résolue à la satisfaction du Gouvernement américain, le Président des Etats-Unis n'usera pas à l'égard des produits allemands énumérés dans la section 3 du Bill Mac-Kinley du « Meat Bill » du 30 août 1890 ; il ajoute qu'il a d'autant plus de motifs de le supposer que le Gouvernement impérial est disposé à accorder aux Etats-Unis les mêmes réductions de droits qui ont été ou sont accordées à l'Autriche-Hongrie et à d'autres Etats dans les négociations actuellement en cours en Allemagne.

La réponse de M. Foster, chargé de l'intérim des négociations pendant la maladie de M. Blaine, est conçue dans des termes encore plus précis. Il évite de se référer à la section 3 du Bill, sur le premier point de la dépêche allemande. Voici la traduction presque littérale du passage qui répond aux observations ci-dessus mentionnées du chargé d'Affaires d'Allemagne.

« Je me félicite de pouvoir vous donner l'assurance, sur l'invitation du « Président, que l'intention projetée du Gouvernement impérial de rap-  
« porter la loi du 6 mars 1883, prohibant l'importation du porc américain,  
« écarte pour le Président l'occasion de se servir à l'égard des produits  
« allemands du pouvoir qui lui est conféré par la section 5 de la loi d'ins-  
« pection sur les viandes (*meat Bill*) votée par le Congrès le 30 août 1890.

« Je suis, en outre, autorisé par le Président à déclarer qu'il accepte la  
« proposition du Gouvernement impérial d'accorder aux produits agricoles  
« des Etats-Unis à leur entrée en Allemagne les mêmes réductions de tarif  
« que celles accordées aux produits similaires de l'Autriche-Hongrie, énu-  
« mérés dans le traité de commerce récemment conclu avec ce Gouverne-  
« ment, ou qui pourront être accordées par l'Allemagne à d'autres contrées,  
« comme acte de due réciprocité pour le droit qui appartient aux Etats-  
« Unis en vertu de la section 3 de la loi du Tarif du 1<sup>er</sup> octobre 1890 ;  
« aussitôt qu'il sera informé officiellement que le Gouvernement impérial  
« est disposé à décréter l'admission en Allemagne des produits américains  
« en question aux réductions de tarif proposées, le Président provoquera  
« l'émission des ordres nécessaires pour continuer à assurer la libre entrée  
« aux Etats-Unis des articles et produits allemands énumérés dans la  
« section 3 du Bill Mac-Kinley. »

Ainsi que Votre Excellence le voit, le Gouvernement fédéral n'a assuré définitivement à l'Allemagne le traitement de faveur établi par l'article 3 du Bill Mac-Kinley que parce que le cabinet de Berlin a déclaré qu'il était prêt à lui offrir les mêmes réductions de droits que celles accordées récemment à l'Autriche-Hongrie et qui se traduisent, notamment pour les céréales, par l'abaissement à 3 marks 50 du tarif antérieur qui était de 5 marks. L'exportation des sucres allemands à destination des Etats-Unis est, d'ailleurs, beaucoup plus considérable que celle des sucres français.

DESPREZ.

M. Patenôtre, ministre de France à Washington, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Washington, le 10 janvier 1892.

Les représentants d'Autriche, de Colombie, d'Haïti, de Nicaragua, de

Honduras, d'Espagne (pour les Philippines) et de Vénézuéla ont été officiellement informés que si leurs pays respectifs n'avaient pas conclu d'ici au 15 mars des traités de réciprocité avec les Etats-Unis, ils se verraient refuser l'entrée en franchise des produits visés dans la section 2 du tarif Mac-Kinley.

En ce qui nous concerne, le Président des Etats-Unis a jugé que, vu l'état actuel des négociations poursuivies avec la France, une semblable communication serait sans objet.

PATENOTRE.

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

## LES COMPAGNIES DE COLONISATION

(Suite) (1)

**Acte impérial de protection à la société allemande de l'Afrique orientale.**

*(Extraits du Reichsanzeiger du 3 mars 1885.)*

Sa Majesté l'empereur a daigné adresser l'acte impérial de protection dont la teneur suit, à la société fondée pour la colonisation allemande des territoires acquis par cette dernière dans l'Afrique orientale.

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu empereur d'Allemagne, roi de Prusse, promulguons et ordonnons ce qui suit :

Le président actuel de la société de colonisation allemande, le docteur Charles Peters, et notre chambellan, Félix, comte Behr-Baudelln, ayant demandé notre protection pour les territoires acquis par la société dans l'Afrique orientale, à l'ouest de l'empire du sultan de Zanzibar et ne relevant d'aucune autre puissance; les traités récemment conclus par ledit Charles Peters avec les gouvernements de l'Usaraga, du Nguru, de l'Useguta et de l'Ukami, aux mois de novembre et de décembre dernier, et aux termes desquels ces territoires lui ont été cédés pour le compte de la société allemande de colonisation, avec tous droits de souveraineté sur lesdits territoires, ayant été mis sous nos yeux accompagnés d'une requête tendant à obtenir que ces territoires soient placés sous notre suzeraineté,

Déclarons, par les présentes, accepter cette suzeraineté et placer sous notre protection impériale les territoires en question, nous réservant le droit de décider ultérieurement en ce qui touche les acquisitions nouvelles pouvant être faites dans la même région, par la société ou par ses successeurs légitimes.

Nous accordons à ladite société, sous la condition qu'elle restera allemande et que les membres du conseil de ses directeurs ou toutes autres personnes chargées de l'administration de la société seront sujets de l'empire; nous accordons à ses successeurs légitimes, sous les mêmes conditions, l'autorisation d'exercer, sous la surveillance de notre gouvernement, tous les droits dérivant des traités qui nous ont été soumis,

(1) V. plus haut, p. 67 et suiv.



y compris ceux de juridiction sur les indigènes, aussi bien que sur les sujets de l'empire d'Allemagne et des autres nations, établis sur ces territoires, ou y résidant pour des entreprises commerciales ou autres. Des règlements ultérieurs pourront d'ailleurs intervenir et des additions être faites par nous au présent acte de protection.

En foi de quoi, nous avons donné de notre royale main ledit acte et l'avons fait revêtir de notre sceau impérial.

Donné à Berlin, le 17 février 1885.

Signé : GUILLAUME.

Contresigné : DE BISMARCK.

### Charte de la compagnie allemande de l'Afrique orientale.

*(Société du docteur Peters)*

*Privilège accordé, pour cinquante ans, à la société du docteur Peters, nommée « German East Association », par Sa Hautesse Saïd-Bargach ben Saïd, sultan de Zanzibar et de ses dépendances.*

Article premier. — S. H. Saïd-Bargach accorde à l'association toute son autorité sur la terre d'Afrique, depuis Ménina et dans tout le pays qui lui est soumis au sud de la rivière Eleuba. Il lui confère toute action, afin qu'elle agisse au nom de S. H. et sous son pavillon. Il est bien entendu que l'association est responsable de tout ce qui pourrait arriver par suite de guerre, réparations, dommages ou difficultés de quelque sorte que ce soit. Quant au sultan, il n'aura aucune responsabilité et l'association n'aura aucun droit de lui adresser aucune réclamation de ce fait.

L'Association, et personne autre, aura le droit d'acheter dans cette région des terrains comme cela se pratiquait précédemment avec le sultan.

Le sultan accorde à l'association et à ses agents le droit de prélever la dîme sur le territoire susdit. Le sultan s'engage à leur prêter son assistance et son appui dans toutes leurs opérations, à requérir tout ce dont ils auront besoin jusqu'à ce que leur autorité soit établie.

On est d'accord également pour déclarer que le sultan, par ce privilège, ne sera pas placé en contradiction avec les traités existant entre lui et les sujets de la Grand-Bretagne, de l'Amérique, de la France, de l'Allemagne et des autres gouvernements étrangers qui ont des traités ou avec les stipulations de l'acte de la conférence de Berlin.

Art. 2. — Le sultan donne l'autorisation de laisser des agents dans cette région pour y créer des résidences pour les autorités en vertu des règlements.

Le sultan accorde à l'association et à ses représentants le droit de faire des traités avec les chefs et les notables, mais ces traités se feront au nom du sultan et lui seront soumis pour être ratifiés.

Le sultan accorde à l'association et à ses représentants ses pouvoirs dans cette région africaine si ce n'est sur les propriétaires actuels.

Le sultan accorde les terrains, les forts, les maisons inhabitées qui lui appartiennent en propre, mais il est entendu que ce que le sultan voudra pour son usage personnel en tant que forts, habitations, champs et terres, lui sera remis d'après un arrangement ultérieur.

De même pour toute terre non occupée, le sultan donne le droit d'y prélever la dime, le revenu et les redevances pour les occupants, d'empêcher la fraude, d'améliorer les voies de communication, les cours d'eau, et de faire tout ce qui incombe au gouvernement.

Art. 3. — Le sultan autorise l'association à trafiquer de toute espèce de marchandises, à acheter des terres, des maisons, des constructions de tout genre dans toute la région indiquée, mais avec le consentement des propriétaires et sans aucune pression.

Art. 4. — Le sultan accorde à l'association et à ses représentants, partout où ils se trouveront, le droit de faire dans l'intérêt du commerce tout ce qu'ils jugeront convenable, comme de construire des navires sur les fleuves et les côtes, d'établir des routes, des tramways, des railways, des canaux, des télégraphes, de prélever des droits pour ces travaux ; de saisir et garder les armes et les engins de guerre, les boissons enivrantes, ce qui est prohibé par la loi et le « Chéri » et ce qui trouble les courages. Mais il est bien entendu que ceci ne sera pas en contradiction avec les traités existants entre le sultan et les gouvernements étrangers.

Art. 5. — Le sultan accorde à l'association et à ses représentants le droit de s'installer en son nom dans les forts et les échelles des côtes et des rivières (dans toutes les localités de la région), d'y établir des bureaux pour la dime et les droits sur les navires et sur toutes les marchandises qui arriveront dans ces ports ou en sortiront, d'empêcher la fraude de tout genre et d'agir conformément aux traités conclus avec les puissances étrangères.

Art. 6. — Le sultan autorise l'association à ses représentants à rechercher des mines et à envoyer, à cet effet, des agents dans toute la région pour y découvrir du plomb, du charbon, du fer, du cuivre, du zinc, de l'or, de l'argent, des pierres précieuses. Le sultan les autorise à en trafiquer dans la région sans payer d'autre droit que 5 0/0 du produit net, déduction faite de la main-d'œuvre.

Ce droit sera payé de la manière qui sera spécifiée ultérieurement.

L'association ne payera pas de droits pour le bois et les matériaux nécessaires pour ses opérations commerciales.

Quant au bois de construction, au bois à brûler, à ce qu'on appelle des « poutres », on sera autorisé à en couper, mais en s'entendant avec l'association. Pour le sultan, il en coupera autant qu'il le voudra pour son usage.

Art. 7. — Le sultan autorise l'association à créer une ou plusieurs » banques » et à émettre des billets.

Art. 8. — Le privilège accordé à l'association est pour cinquante ans, à partir de la ratification. Après ce temps, tous les établissements, les terrains et les constructions feront retour au sultan, à ses héritiers et successeurs, d'après l'évaluation des agents des deux parties.

Art. 9. — Le sultan accorde à l'association et à ses représentants la douane dans toute la région, pour le temps susdit, aux conditions suivantes :

L'association s'engage à remettre au sultan la somme qu'il touche aujourd'hui sur le commerce, tant à l'importation qu'à l'exportation. Mais il est bien entendu que ce chiffre ne regardera que l'année qui suivra la remise de la douane entre leurs mains. Pour cette première année, on payera au sultan le montant actuel des revenus calculés

d'après ses registres. Le paiement se fera par fractions, d'après chaque mois de l'année arabe. Si l'année se passe sans que l'association ait prévenu le sultan, elle se trouvera engagée pour cinquante ans par cette convention.

Si elle prévient qu'elle y perd après la première année, tout reviendra au sultan comme auparavant.

Il est bien entendu que le sultan ne pourra toucher le double du droit, même si les perceptions de l'association s'élèvent au double du chiffre actuel ; mais elle payera au sultan 50 0/0 du surplus perçu dans les ports de la région.

Le sultan autorise l'association à établir des surveillants pour régulariser le chargement et le déchargement et les transports de toute nature, par terre ou par eau.

Art. 10. — L'association accorde au sultan une part de fondateur, comme l'a fait la « British East Association », pour reconnaître la générosité du sultan vis-à-vis de l'association et de ses représentants. Cela sera inscrit sur les registres de l'association et l'intérêt sera calculé à 8 0/0.

Art. 11. — Il est bien entendu que, dans le privilège accordé par le sultan à l'association, ne sont pas compris l'île de Zanzibar, Pemba, ni ce qui se trouve au nord de la rivière Omba ; et pour tout ce qui est de l'autorité et du privilège, tout se fera au nom du sultan et par ses ordres.

Art. 12. — Il est convenu entre le sultan et l'association que tout ce qui précède est obligatoire pour les deux parties, leurs héritiers et leurs représentants, pour cinquante ans.

Art. 13. — L'association prendra possession des douanes et des établissements dans la région le 1<sup>er</sup> juillet 1888. Cette convention sera valable après la ratification donnée par le souverain de l'Allemagne à l'association. Quant au sultan, il a déjà donné la sienne.

*Nota.* — Le texte arabe est très lisible ; mais, bien qu'on puisse supposer des erreurs de la part du copiste, on ne peut l'accuser seul des obscurités du texte incorrect et tout à fait incompréhensible dans plusieurs passages, et l'on est obligé de supposer que le traducteur ou n'a pas bien compris le texte allemand, ou plutôt qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de le rendre en arabe.

Ces divergences sont, du reste, inévitables et les formules diplomatiques européennes inscrites dans les traités passés avec les indigènes de l'Afrique sont souvent intraduisibles.

La traduction ci-dessus n'a donc pas la prétention de reproduire le texte allemand, dont elle s'éloigne peut-être beaucoup, surtout pour les articles 2 et 9.

#### Charte de la compagnie allemande de la Nouvelle-Guinée

*(Extraits de la National-Zeitung du vendredi 22 mai 1885. — N° 322.)*

Nous, Guillaume, etc.,

Ayant, au mois d'août 1884, promis notre protection à une société de sujets allemands qui a, dans l'intervalle, pris le nom de « Compagnie de



la Nouvelle-Guinée », pour une entreprise coloniale tentée par elle sur les territoires insulaires de la partie orientale de l'océan Pacifique sud.

La compagnie, représentée au point de vue juridique par notre conseiller intime commercial Adolphe von Hausemann, ayant déclaré qu'elle se chargeait d'organiser et d'entretenir à ses frais tous les établissements publics destinés au progrès du commerce et à l'exploitation économique du sol, ainsi qu'au maintien des relations pacifiques avec les indigènes et à leur civilisation...

Nous concédons à la compagnie de la Nouvelle-Guinée cette patente de protection, et affirmons ici avoir pris possession des territoires dont il s'agit.

Nous accordons de même, par les présentes lettres, à la compagnie, à charge d'entretenir les établissements créés par elle et de subvenir également aux frais d'une administration judiciaire étendue, des droits analogues à ceux de souveraineté ainsi que le privilège de prendre possession de tout territoire non encore occupé, d'en disposer, de passer des traités avec les indigènes. Le gouvernement a la haute surveillance et doit prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter les droits de propriété régulièrement acquis antérieurement et pour protéger les naturels.

L'organisation de l'administration judiciaire, ainsi que le règlement et la direction des relations entre le territoire protégé et les pays étrangers, sont réservés à notre gouvernement.

Nous donnons notre patente impériale de protection à la compagnie de la Nouvelle-Guinée, à la condition de se constituer dans le délai d'un an en conformité avec les prescriptions de la loi allemande ; les membres du conseil d'administration et les fonctionnaires dirigeants doivent être sujets de l'empire ; le gouvernement se réserve le droit d'édicter ultérieurement les dispositions qu'il jugerait utile de prendre pour compléter les lettres patentes et pour en régler l'exécution. La non-observation de ces règles entraînerait pour la compagnie la perte de tout droit à notre protection.

Donné à Berlin, le 17 mai 1885.

GUILLAUME.

### Charte de la compagnie belge du Congo.

#### CONVENTION

Entre les soussignés :

D'une part,

MM. le général Strauch, administrateur-général du département de l'intérieur ; Hubert Van Neuss, administrateur-général du département des finances, et Edmond Van Etvelde, administrateur général du département des affaires étrangères et de la justice, agissant au nom de l'Etat indépendant du Congo, spécialement autorisés aux fins des présentes par un décret de Sa Majesté le Roi, souverain de cet Etat, du 25 de ce mois ;

Et, d'autre part,

MM. Gustave Sabatier, membre de la Chambre des représentants de Belgique ; Jules Urban, ingénieur ; Adolphe de Roubaix, industriel, et Albert Thys, capitaine d'état-major, officier d'ordonnance du roi ; le premier, président ; le second, vice-président, et les deux derniers

administrateurs délégués de la société anonyme belge « Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie », agissant au nom de cette compagnie en vertu de l'article 24 de ses statuts, et des pouvoirs qui lui ont été spécialement délégués par le conseil d'administration de ladite compagnie, dans sa séance du 9 février.

Il a été convenu ce qui suit :

Article premier. — La compagnie s'engage à faire à ses frais l'étude complète d'un chemin de fer reliant, dans les conditions les plus favorables, le bas Congo au Stanley-Pool.

Ce chemin de fer devra être entièrement sur le territoire de l'Etat indépendant du Congo. Il pourra être en deux tronçons reliés par une partie navigable du fleuve.

Art. 2. — Sauf le cas de force majeure et sous peine de résiliation du présent contrat, l'étude devra être terminée dans un délai de dix-huit mois, et la compagnie devra remettre à l'Etat, à l'expiration de ce délai, une expédition des études faites, comprenant le tracé de la ligne, les profils, les plans généraux des travaux d'art, des installations et de toutes les dépendances, les types du matériel et un devis estimatif.

La compagnie remettra en même temps à l'Etat un relevé justificatif des dépenses qu'elle aura effectuées pour l'exécution de ce travail.

Art. 3. — L'Etat concède à la compagnie, comme prix de ces études, et sous les réserves indiquées à l'art. 7 ci-après, la pleine propriété de 150,000 hectares de terres, que la compagnie choisira au plus tard trois mois après avoir remis à l'Etat le travail mentionné à l'art. 2.

Au cours de ses études, la compagnie pourra exercer son droit d'option en désignant à l'Etat les terres qu'elle veut se réserver; elle pourra provisoirement prendre possession de ces terres et les exploiter au mieux de ses intérêts; mais leur propriété ne sera définitivement acquise à la compagnie qu'après réception par l'Etat du travail susindiqué.

Art. 4. — Pendant un délai de dix-huit mois à partir de la remise des études, la compagnie aura le droit d'option pour la concession de la construction de la ligne et de son exploitation pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, aux conditions d'un cahier des charges arrêté d'avance.

Dans le cas où, après ce terme de dix-huit mois et dans les trois ans qui suivront la remise des études, l'Etat indépendant du Congo voudrait adopter un cahier des charges autre que celui proposé à la compagnie, il est entendu que celle-ci serait admise de nouveau à exercer, avant l'adjudication, le droit d'option qui lui a été concédé par le paragraphe ci-dessus.

Au bout du terme de quatre-vingt-dix-neuf ans stipulé plus haut, le chemin de fer et ses dépendances deviendront la propriété de l'Etat.

Art. 5. — L'Etat garantit dès à présent à la compagnie, si elle fait usage du droit d'option stipulé à l'art. 4, un minimum d'avantages fixés comme suit :

A. La concession de tous les terrains nécessaires pour l'établissement de la voie et de ses dépendances y compris les quais d'embarquement et de débarquement à chaque terminus du chemin de fer; ces terrains seront au besoin expropriés par l'Etat et à son compte, pour être remis sans frais à la compagnie. Il est entendu que l'on adoptera autant que

possible les combinaisons de tracé et autres, de manière à éviter les expropriations.

B. La concession en pleine propriété, sauf les réserves indiquées à l'art. 7, de toutes les terres dont la compagnie voudra prendre possession au fur et à mesure de la construction de la ligne, dans une zone de 200 mètres de profondeur de chaque côté de la voie ferrée.

C. La concession en pleine propriété de 1,500 hectares de terres pour chaque kilomètre de voie ferrée construit et livré à l'exploitation. Ces terres pourront être choisies par la compagnie, en un ou plusieurs blocs, dans n'importe quelle partie du territoire de l'Etat, sous les réserves indiquées à l'article 7 ; la compagnie pourra faire ce choix et entrer en possession définitivement des terres choisies, soit à mesure de la mise en exploitation des diverses sections de la ligne, soit dans les cinq ans qui suivront l'achèvement total de celle-ci.

Art. 6. — Les terres qui seront affectées à l'installation de la ligne ferrée et de ses dépendances seront exemptes, pendant toute la durée de la concession, de toute taxe ou impôt foncier. Les autres terres cédées à la compagnie seront à tous égards placées sous le même régime et soumises aux mêmes dispositions légales que les autres terres appartenant à des particuliers ou à des compagnies.

Art. 7. — Il est entendu que les terres mentionnées à l'art. 3 et aux litt. B et C de l'art. 5 devront être prises parmi les terres vacantes appartenant à l'Etat et non occupées par les indigènes, et que les droits de location ou autres qui existeront au moment où la compagnie fera son choix devront être respectés.

Le gouvernement pourra exiger que le long du Congo et de ses affluents navigables, chaque bloc de terrain choisi par la compagnie n'ait pas plus de 2,000 mètres de rive et reste séparé d'un autre bloc concédé à la compagnie par une longueur de rive de 2 000 mètres.

Le gouvernement se réserve d'ailleurs les emplacements qu'il jugera nécessaires pour les besoins de l'administration, de même que ceux qu'il jugerait devoir être affectés immédiatement ou par la suite à des travaux d'utilité publique autres que ceux du chemin de fer et de ses dépendances. Il indiquera ces terres au moment où la compagnie fera son choix.

Art. 8. — Si la compagnie ne fait pas usage du droit d'option spécifié à l'article 4, les études du chemin de fer resteront la propriété de l'Etat. qui pourra accorder la concession de la ligne à telle autre compagnie qu'il lui conviendra, ou construire le chemin de fer lui-même, à la condition d'imposer au constructeur concessionnaire le remboursement en numéraire de la somme dépensée pour les études ou de la rembourser lui-même. Il est entendu que le subside prévu par l'article suivant cessera dès lors d'être payé à la compagnie.

Dans l'éventualité prévue dans le présent article, la compagnie devra rétrocéder gratuitement les terres qu'elle aura occupées ou choisies en vertu de l'article 3 ; mais seulement pour autant que ces terres seront nécessaires pour la construction de la ligne ou de ses dépendances.

Art. 9. — L'Etat indépendant du Congo s'engage dès à présent, et jusqu'à l'expiration de la concession éventuelle de quatre-vingt-dix-neuf



ans, à accorder annuellement à la compagnie, à titre de subside, 20 0/0 du produit brut des droits de sortie qu'il aura perçus pendant l'année précédente, sans que toutefois ce subside doive jamais excéder 5 0/0 du capital que la compagnie aura dépensé jusqu'à la fin de ladite année pour les études, et éventuellement pour la construction et l'outillage de la ligne ferrée, et sans qu'il puisse y avoir report d'une année à l'autre.

Art. 10 — La compagnie, si elle use du droit d'option stipulé à l'article 4, tiendra une comptabilité spéciale pour l'exploitation du chemin de fer, et les bénéfices réalisés par elle sur cette exploitation — le subside stipulé à l'article 9 étant compté dans les recettes — seront répartis comme suit :

1° 5 0/0 à la réserve légale ;

2° 6 0/0 d'intérêts sur les sommes versées et dépensées pour les études, la construction et l'outillage de la ligne ferrée ;

3° Le surplus sera partagé entre l'Etat et la compagnie au prorata de 40 0/0 pour l'Etat et 60 0/0 pour la compagnie.

Art. 11. — L'Etat aura la faculté de nommer deux délégués qui auront le droit d'assister à toutes les séances du conseil d'administration et du conseil général de la compagnie, avec voix consultative, et de prendre connaissance de tous registres et documents quelconques relatifs aux affaires de la compagnie.

Art. 12. — Le gouvernement reconnaît à la compagnie une existence légale sur le territoire de l'Etat indépendant du Congo.

La compagnie ne pourra, sous peine d'annulation des concessions et avantages qui lui sont faits par la présente convention, ni modifier ses statuts, ni se fusionner avec une autre société, ni transférer en tout ou en partie les concessions et avantages susdits, sans l'assentement préalable de l'Etat indépendant du Congo.

Toutefois, elle disposera librement, d'après les règles du droit commun, des terres qui lui seront concédées en vertu de l'art. 3 et des litt. B et C de l'art. 5, et ce à partir du jour où elle en sera légalement propriétaire.

Ainsi fait en double expédition, au siège du gouvernement de l'Etat indépendant du Congo, à Bruxelles, le 26 mars 1887.

*Pour la Compagnie du Congo  
pour le Commerce et l'Industrie :*

Signé : G. SABATIER,  
URBAN,  
A. DE ROUBAIX,  
A. THYS.

*Pour l'Etat indépendant du Congo :*

Signé : STRAUCH,  
H. VAN NEUSS,  
E. VAN EETVELDE.

#### Charte de la compagnie portugaise du Mozambique.

(Texte publié par le Times, du lundi 2 février 1891.)

Article premier. — Le gouvernement concède à la compagnie du Mozambique, constituée par acte du 8 mars 1888, l'administration et l'exploitation, dans les conditions prescrites par le présent décret, des territoires de la nouvelle province du Mozambique limités au nord et au nord-ouest par le cours du Zambèze, depuis son embouchure la plus méridionale et par le district de Tête, à l'ouest par la frontière intérieure

de la province, et au sud par le cours du rio Save jusqu'à son embouchure la plus méridionale, à l'est par l'Océan.

Cette concession ne deviendra effective que quand la compagnie aura augmenté son capital et modifié ses statuts en harmonie avec les dispositions du présent décret.

Art. 2. — La compagnie pourra passer des traités, conventions ou contrats avec les chefs et tribus indigènes dans l'étendue du territoire délimité par l'article précédent, mais seulement ceux relatifs à des concessions territoriales ou à la construction de chemins de fer, routes, canaux, télégraphes et autres travaux d'utilité publique.

1<sup>o</sup> Les contrats, traités et conventions avec les chefs ou tribus indigènes n'auront d'effet qu'après avoir reçu la sanction du gouvernement, qui pourra y introduire toutes les conditions et restrictions qu'il jugera convenables ;

2<sup>o</sup> La compagnie aura l'obligation d'accomplir toutes et chacune des stipulations de ces traités, contrats et conventions.

Art. 3. — S'il survient, à toute époque, quelque conflit ou litige entre la compagnie et les chefs ou tribus résidant sur les territoires de la concession, il sera soumis à la décision du gouvernement, et la compagnie devra se soumettre à cette décision.

Art. 4. — La compagnie sera tenue à l'exacte et fidèle observation de toutes les clauses et conditions des traités, conventions ou accords que le gouvernement a conclus ou viendra à conclure avec tout Etat ou puissance étrangère.

Art. 5. — Si, à une époque quelconque, le gouvernement désapprouve les relations de la compagnie avec quelque Etat ou puissance étrangère, la compagnie devra s'abstenir des actes réprouvés et se conformer aux instructions qui lui seront données par le gouvernement.

Art. 6. — Pour l'exécution des facultés et attributions qui lui sont conférées par ce décret, la compagnie organisera et entretiendra des forces de police de mer et de terre, en soumettant à l'approbation préalable du gouvernement le plan de leur organisation et les règlements des services qu'elles devront rendre.

Art. 7. — Le gouvernement, après entente avec la compagnie, décrètera l'organisation judiciaire des territoires de la concession.

Les magistrats et officiers de justice qui y fonctionneront seront nommés par le roi et payés par l'Etat.

Art. 8. — La compagnie devra pourvoir à l'instruction des habitants des territoires qu'elle administre, en établissant et entretenant des écoles d'instruction primaire et d'arts et métiers, suivant un plan arrêté entre elle et le gouvernement.

Art. 9. — Les territoires de la concession sont soumis, comme ils l'ont été jusqu'à présent, aux autorités ecclésiastiques portugaises, et il ne pourra s'y établir aucune mission religieuse étrangère sans l'autorisation du gouvernement. Toutefois, la liberté de conscience et la tolérance religieuse sont garanties aux habitants.

Art. 10. — La compagnie réglementera le commerce des alcools et autres boissons enivrantes afin d'empêcher l'abus de ces boissons, comme aussi celui des armes de guerre et de la poudre.

Art. 11. — La compagnie sera tenue pendant les cinq premières années à compter de la date de sa constitution, aux termes du présent

décret, d'installer sur ses territoires au moins mille familles de colons européens ou descendants d'Européens que le gouvernement transportera jusqu'à l'un quelconque des ports compris dans la concession.

La compagnie devra, pour l'installation de ces colons, fournir à chaque famille une case d'habitation, des terrains de culture et des instruments agraires, dont la valeur totale sera remboursée à la compagnie par les colons au moyen d'annuités à long terme, qui toutefois ne dépasseront jamais le délai de concession établi par l'article.

Un règlement spécial proposé par la compagnie et approuvé par le gouvernement définira les conditions de cette colonisation.

Art. 12. — Toutes les fois que le gouvernement désapprouvera les systèmes ou procédés d'administration adoptés par la compagnie à l'égard des habitants de ses territoires, la susdite compagnie devra tenir compte de cette désapprobation et se conformera aux instructions données par le gouvernement.

Art. 13. — Tous les navires de l'Etat auront toujours libre accès dans les ports administrés par la compagnie et seront exempts de tous droits, sauf ceux provenant de dépenses faites par ces navires pour travaux exécutés à leur bord, pour services rendus ou pour fournitures de matériaux et objets divers.

Art. 14. — Le droit concédé à la compagnie d'entretenir des forces de police de mer et de terre ne pourra, en aucun cas, entraver l'action du gouvernement en ce qui touchera la défense des territoires appartenant à la nation.

Art. 15. — Le gouvernement conserve intégralement le droit de garnir de forces militaires tous les points de la frontière des territoires concédés qu'il jugera utile d'occuper, sans que la compagnie puisse s'opposer au stationnement ou au passage des troupes de l'Etat.

En cas de guerre, la compagnie mettra à la disposition du gouvernement toutes les subsistances, munitions, armements et matériel militaire qu'elle possédera, comme aussi tous les moyens de transport fluvial ou maritime, sans que le gouvernement soit obligé de payer à la compagnie plus que la valeur des fournitures dépensées ou utilisées à son service ou le coût des transports.

Dans cette même hypothèse, toutes les forces de police de la compagnie et celles qu'elle pourra recruter seront mises à la disposition du gouvernement qui aura à payer à la compagnie seulement l'excédent de la dépense que lui auront occasionné le recrutement et le transport de ces troupes.

Toutes les troupes, officiers ou commissions militaires et le matériel de guerre de l'Etat seront, en temps de paix, transportés sur les chemins de fer ou embarcations de la compagnie avec un rabais de 75 0/0 sur les tarifs ordinaires.

La compagnie concédera gratuitement au gouvernement les terrains dont il pourra avoir besoin pour fortifications, postes militaires, casernes, résidences du personnel judiciaire ou ecclésiastique, et autres fonctionnaires, comme aussi pour tout établissement d'utilité publique.

Art. 16. — La compagnie sera considérée comme portugaise en tous ses effets et aura son siège principal à Lisbonne.



Le personnel administratif et fiscal sera toujours en majorité composé de sujets portugais domiciliés en Portugal.

L'agent principal de la compagnie à Lisbonne et son principal représentant en Afrique seront également de nationalité portugaise et devront résider, le premier, sur le continent du royaume, et le second, sur les territoires de la concession.

Par disposition statutaire seront nommés administrateurs pour dix années les administrateurs actuels de la compagnie du Mozambique :

Joaquim Carlos Paiva de Andrade, colonel d'artillerie ;

Jayme Aguella dos Santos Covreur, lieutenant-colonel de la même arme ;

Marquis de Fontès Pereira de Mello, capitaine du génie.

Art. 17. — La compagnie pourra créer dans les pays étrangers des agences dirigées par des représentants résidant hors du Portugal, quand l'importance des capitaux souscrits dans ces pays justifiera l'installation de ces agences.

Art. 18. — Le gouvernement nommera un commissaire royal auprès de la compagnie qui assistera à toutes les séances des conseils d'administration et de contrôle, où il aura voix consultative, et prendra part à tous les actes administratifs.

Art. 19. — Les agents de la compagnie exerçant des fonctions administratives ou fiscales, aussi bien que les officiers brevetés des forces de police de mer et de terre, seront en général de nationalité portugaise et, quand exceptionnellement ils seront étrangers, ils demeureront, pour tous les actes pratiqués dans l'exercice de leurs fonctions, soumis aux lois, autorités et tribunaux portugais.

Ces agents et officiers auront, sur les territoires de la concession, les mêmes prérogatives que les fonctionnaires de même classe de l'Etat, quand ils se trouveront concurremment en service avec eux.

Art. 20. — La compagnie devra construire dans un délai de quatre années, sans subvention ni garantie d'aucune nature de l'Etat, un chemin de fer avec rails d'acier, d'un poids minimum de 20 kilogrammes par mètre courant, pour relier le port de Beira (Baie du l'ungue) avec la frontière intérieure du district de Manica, passant par Massikessé.

Cette construction devra être terminée dans un délai improrogable de quatre années, compté de la date à laquelle le gouvernement ordonnera de la commencer, de même qu'elle ne pourra pas être commencée sans l'ordre du gouvernement.

Les tarifs à établir sur cette ligne ne pourront pas être supérieurs, sans l'autorisation du gouvernement, à ceux de Lourenço Marques à la frontière du Transwaal.

Art. 21. — Le gouvernement concède à la compagnie :

1° Le droit exclusif de construire et d'exploiter, dans l'étendue des territoires désignés à l'art. 1<sup>er</sup>, des routes, chemins de fer, canaux, ports maritimes ou intérieurs, quais, docks, ponts, télégraphes, distributions d'eau et autres travaux d'utilité publique ou privée ;

2° Le droit exclusif de la navigation des fleuves (à l'exception du Zambèze, de ses affluents et de la Save), étant entendu que les tarifs de transport, maritime ou fluvial, de passagers ou marchandises, seront égaux pour tous et préalablement approuvés par le gouvernement :

3° Le droit exclusif d'exercer et d'autoriser l'industrie minière sur toute l'étendue de la concession ;

4° Le droit exclusif de la pêche des perles et du corail sur la côte de ses territoires ;

5° Le droit exclusif de la chasse des éléphants, directement ou par concession de licences ;

6° Le droit d'émettre des actions, d'augmenter son capital-actions, de se créer des ressources au moyen d'obligations diverses, et de fonder des banques sur les territoires de la concession ;

7° La possession de tous les terrains appartenant à l'Etat compris sur l'étendue de la concession à l'exception des domaines de la couronne, comme aussi le droit d'acquérir et de posséder ceux qu'elle pourra acquérir par toutes voies légitimes au dedans ou en dehors de la concession ;

8° Le droit d'acquérir et de posséder, dans la forme légale, tant dans la métropole que dans les colonies, les terrains nécessaires à l'installation des bureaux, magasins, entrepôts ou autres dépendances ;

9° Le droit d'administrer et de mettre en exploitation les « domaines de la couronne » situés sur le territoire de la concession et d'y percevoir « le mussoco », mais en respectant les droits actuels des localités ;

10° Le droit d'établir des taxes de licence sur l'entrée, la sortie ou le transit des marchandises dans tous les territoires de la compagnie. Ces taxes ne pourront pas être, sans le consentement du gouvernement, supérieures ou inférieures aux droits de douane actuels établis dans les districts de Inhambane et Quilimane, et seront graduées de manière à garantir aux produit nationaux ou nationalisés les mêmes avantages que ceux dont ils jouissent dans ces districts, quand des conventions internationales ne s'y opposeront pas.

a. Le transit de marchandises par les territoires de la concession sera soumis à des règlements élaborés par le gouvernement, après entente avec la compagnie, et destinés à empêcher la contrebande au préjudice de l'Etat.

b. Les produits exportés des territoires de la compagnie seront taxés à leur entrée en Portugal ou dans les colonies en parfaite égalité avec ceux provenant des colonies portugaises les plus favorisées par la législation douanière.

c. En cas d'exportation des territoires de la concession pour la métropole ou les colonies de marchandises que ces colonies ou la métropole ne produisent pas, les droits d'importation de ces marchandises perçus par les douanes du royaume ou des colonies ne seront pas supérieurs à ceux qu'auraient payés à ces mêmes douanes les mêmes marchandises de provenance étrangère avec un rabais de 50 0/0 ;

11° La faculté de coloniser tous les terrains et d'y installer des centres de population comme aussi de les défricher, planter, cultiver, irriguer et en général améliorer et exploiter ;

12° La faculté d'exercer tous les genres de commerce et d'industrie autorisés par les lois ;

13° Le droit d'administrer les territoires de la concession, au moyen des fonctionnaires nommés par elle ;

14° Le droit de prélever des contributions pécuniaires, étant entendu que l'établissement et l'importance de ces contributions aussi bien que

les modes de répartition seront préalablement soumis à l'approbation du Gouvernement ;

15° En général, la faculté de pratiquer tous les actes licites nécessaires à l'exercice ou à l'usufruit des droits et intérêts que ce décret confère à la Compagnie.

Art. 22. — La Compagnie s'oblige à arborer et à faire usage, dans tous les territoires de la concession et sur ses édifices et embarcations, du drapeau national portugais, auquel elle pourra joindre un signe distinctif.

Art. 23. — La Compagnie pourra céder temporairement ou perpétuellement les parties utiles des terrains des territoires libres que lui concède le paragraphe 7 de l'article 21, étant entendu qu'ils seront toujours soumis au paiement d'une location, foro ou canon, que la Compagnie percevra pendant la durée de son privilège, et qui sera ensuite recouvré par l'Etat. Toute concession du domaine utile dépassant 5.000 hectares à une même personne ou à une même société devra être autorisée par le Gouvernement pour être valable.

La Compagnie respectera toutes les propriétés particulières construites dans l'étendue de la concession, comme aussi celles des Chambres municipales et autres corporations administratives déjà existantes, et laissera aux indigènes les terrains nécessaires aux cultures pour les nourrir.

Les terrains incultes compris dans une zone de cinq kilomètres de largeur tracée autour des villages existants seront divisés en parties égales entre l'Etat et la Compagnie.

L'Etat respectera, après l'expiration de la concession, les foros ou locations de terrain faits par la Compagnie en tant que ces foros ou locations auront acquitté les droits devant l'autorité portugaise.

Art. 24. — L'exercice des droits exclusifs de la pêche des perles et du corail et de la chasse des éléphants, comme aussi l'exploitation des bois et forêts, seront soumis à des règlements spéciaux proposés par la Compagnie et approuvés par le Gouvernement et destinés à empêcher le gaspillage de ces sources de revenu.

Art. 25. — La Compagnie pourra, par tous les moyens légaux, louer ou vendre en partie, à tous particuliers, Syndicats, Sociétés ou Compagnies, les concessions de nature agricole, minière, commerciale ou industrielle, qui lui sont concédées par l'article 21.

Ces particuliers, Syndicats, Sociétés ou Compagnies seront soumis aux taxes et contributions établies suivant les paragraphes 10 et 14 du même article.

Art. 26. — Tous les Syndicats, Sociétés, Compagnies ou particuliers qui exploiteront les concessions de la Compagnie de Mozambique, de quelque nature qu'elles soient, seront obligés explicitement de se soumettre aux lois et aux autorités du Portugal et de soumettre à la décision des tribunaux portugais les désaccords et litiges qui surviendront entre eux et le Gouvernement, la Compagnie ou d'autres sous-concessionnaires.

Art. 27. — Il est expressément interdit à la Compagnie de transférer perpétuellement ou temporairement, en tout ou partie, à un Gouvernement ou à une puissance étrangère aucun des droits que lui confère le présent décret.



Art. 28. — Le Gouvernement pourra, à l'expiration de vingt-cinq années comptées de la date du contrat définitif passé avec la Compagnie en vertu du présent décret et en plus après chaque période successive de six années, ajouter, annuler ou modifier une ou plusieurs des dispositions de ce même contrat, ou bien ajouter de nouvelles clauses en substitution ou en ampliation de celles déjà existantes, avec la restriction cependant que cette faculté réservée au Gouvernement ne pourra être exercée que sur la partie du contrat relative à la concession des droits exclusifs à la possession des terrains ou d'attributions de l'Etat :

1<sup>o</sup> A ces mêmes époques, le Gouvernement pourra acquérir, moyennant indemnisation, les édifices de la Compagnie affectés exclusivement ou principalement aux services publics qui passent de l'administration de la Compagnie à celle de l'Etat comme aussi les propriétés, constructions ou travaux d'utilité publique, susceptibles de revenus, ainsi que les chemins de fer, canaux, ports intérieurs, quais, docks, télégraphes, distributions d'eau, domaines et autres analogues.

L'indemnité à payer pour les édifices destinés aux services publics sera fixée par accord ou, à défaut, par arbitres. Le prix de rachat des constructions et toutes propriétés de rapport sera le capital qui produirait, au taux de 5 0/0 par an, un revenu annuel équivalant à la moyenne de la recette nette que la Compagnie aura tirée de ces propriétés ou constructions pendant les trois années précédentes, ce capital pouvant être payé en une seule fois ou par prestations annuelles avec intérêt à 5 0/0 au choix du Gouvernement.

Quand cependant cette base de calcul du rachat paraîtra désavantageuse au Gouvernement ou à la Compagnie à cause de la détérioration des constructions, ou parce qu'elles ne seront pas parvenues à leur période de plus grand rendement, ou pour tout autre motif, l'indemnité à payer pourra être fixée à l'amiable ou par arbitres, ainsi qu'il a été dit relativement aux édifices destinés aux services publics.

Il reste entendu que dans les recettes nettes des propriétés et constructions ne sont pas comprises pour le calcul de l'indemnisation ni les sommes appartenant à l'Etat aux termes de l'article 29, ni la part destinée au fonds de réserve qui doit lui revenir, ni les sommes qui représentent le bénéfice de l'exemption de contributions ;

2<sup>o</sup> Quand l'indemnité devra être fixée par arbitres, s'il y a désaccord entre eux, le différend sera tranché par un tiers arbitre qui sera nommé par le Tribunal suprême de justice si on ne peut se mettre d'accord sur son choix ;

3<sup>o</sup> Si le Gouvernement se résout à acquérir toutes les constructions et propriétés de la Compagnie susceptibles de rendement, il sera obligé d'acquérir également les édifices destinés aux services publics ;

4<sup>o</sup> La concession des mines faite à la Compagnie durera indéfiniment, aux termes de droit commun, pour celles en exploitation et tant que durera l'exploitation.

Art. 29. — Le Gouvernement s'abstiendra, pendant vingt-cinq ans, de percevoir des contributions directes ou indirectes sur les territoires de la concession ; il recevra toutefois annuellement une quote-part de 5 0/0 des bénéfices nets totaux de la Compagnie, le produit de cette quote-part ne pouvant pas être inférieur au total de la recette de toute nature, nette

des dépenses de recouvrements, que l'Etat a recouvrée sur les dits territoires pendant l'année financière 1889-1890.

La quote-part stipulée à cet article sera élevée à 10 0/0 lorsque le dividende des actions de la Compagnie atteindra 10 6/0 ou plus.

Art. 30. — Le capital social de la Compagnie sera de 4.500 contos de reis divisés en actions de 4.500 reis.

Art. 31. — La Compagnie aura le caractère d'une Société anonyme à responsabilité limitée, mais ses statuts seront soumis à l'approbation du Gouvernement.

Elle aura un fonds de réserve formé au moyen d'un prélèvement annuel de 5 0/0 du montant du bénéfice net, jusqu'à concurrence du capital social. Elle présentera chaque année au Gouvernement, après la clôture de l'exercice financier, un rapport dans lequel, outre les comptes des dépenses de l'administration et des revenus publics, en dehors des bénéfices commerciaux faits pendant l'exercice précédent, elle exposera ses actes publics et la situation des territoires compris dans la sphère de ses opérations.

La Compagnie présentera au Gouvernement tous les rapports, comptes et informations qu'il lui demandera.

Art. 32. — La Compagnie soumettra à l'approbation du Gouvernement tous les règlements d'intérêt public qui, en plus de ceux spécialement désignés dans ce décret, seront nécessaires pour l'exercice régulier de ses attributions.

Tous les règlements pour lesquels il n'aura pas été pris de résolution après un délai de quatre mois, compté du jour de leur présentation au secrétariat d'Etat des colonies, seront considérés comme approuvés.

Art. 33. — L'exercice de tout commerce, industrie ou profession dont le droit exclusif ne sera pas réservé à la Compagnie, sera libre sur le territoire de la concession.

Art. 34. — L'organisation municipale sera maintenue telle qu'elle existe dans les districts des territoires de la concession, et elle devra également être organisée dans tous les villages de plus de 500 feux.

Art. 35. — Les dispositions de ce décret et les concessions par lui faites ne devront pas porter préjudice à aucun des droits acquis ni à toute autre concession déjà accordée avant sa date par le Gouvernement portugais et qui ne sera pas encore périmée.

Si la Compagnie cesse de remplir les stipulations du présent contrat ou si elle n'exerce pas les attributions d'intérêt public qui lui sont conférées, ou si elle ne respecte et n'accomplit pas les traités, conventions ou accords passés avec les puissances étrangères ou les chefs de tribus indigènes, ou encore si elle abandonne l'exploitation minière, agricole, commerciale et industrielle des territoires de sa concession, le Gouvernement pourra annuler le contrat fait avec elle après lui avoir intimé cette résolution, sans que la Compagnie ait droit, pour ce fait, à une indemnité quelconque.

Art. 36. — Tous les désaccords qui surviendraient entre le Gouvernement et la Compagnie relativement à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du contrat, seront soumis à un Tribunal arbitral, formé de deux arbitres nommés par le Gouvernement, deux par la Compagnie et d'un cinquième nommé par accord entre eux ou, à défaut de cet accord,

par le suprême Tribunal de justice. Le Tribunal arbitral jugera *ex æquo et bono* et ses décisions seront sans appel.

Art. 37. — Dans le délai de soixante jours compté de la date de ce décret, la Compagnie devra avoir accompli les conditions du paragraphe unique de l'article premier, en augmentant son capital et en modifiant ses statuts suivant les voies légales. Faute de l'accomplissement de ces conditions dans le délai fixé qui est improrogeable, toutes les dispositions de ce décret seront sans effet.

## SUISSE

### Loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

(Du 23 juin 1891.)

L'Assemblée Fédérale de la Confédération Suisse, en exécution des articles 46 et 47 de la constitution fédérale,

Vu le message du conseil fédéral du 28 mai 1887 (1),

Décète :

#### TITRE PREMIER

### Des rapports de droit civil des ressortissants suisses établis ou en séjour en Suisse.

#### A. Dispositions générales.

Article premier. — Les dispositions en vigueur dans un canton sur le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral, sont applicables aux Suisses établis ou en séjour, originaires d'autres cantons, dans les limites fixées par la présente loi.

Art. 2. — Lorsque la présente loi ne réserve pas expressément la juridiction du lieu d'origine, les Suisses établis ou en séjour sont soumis à celle du domicile, en ce qui concerne les rapports de droit civil mentionnés à l'article premier.

Le juge est tenu d'appliquer d'office le droit d'un autre canton. Sont réservées les prescriptions cantonales concernant la preuve de l'existence d'un statut local ou d'une coutume.

Art. 3. — Le domicile, dans le sens de la présente loi, est au lieu où la personne demeure avec l'intention d'y rester d'une façon durable.

Le fait qu'une personne est placée dans un établissement d'éducation, un hospice, un asile, une maison de santé ou de correction, ou qu'elle séjourne dans une localité en vue d'y suivre les cours d'un établissement d'instruction, ne lui constitue pas un domicile dans le sens de la présente loi.

Le domicile d'une personne une fois fixé subsiste aussi longtemps qu'elle n'a pas fondé un nouveau domicile.

Nul ne peut avoir simultanément deux ou plusieurs domiciles.

Art. 4. — Le domicile de la femme mariée est au domicile du mari.

Le domicile des enfants sous puissance paternelle est au domicile de la personne qui a l'exercice de cette puissance.

( V. le message plus loin, p. 207.



Le domicile des personnes sous tutelle est au siège de l'autorité tutélaire.

Art. 5. — Lorsqu'un Suisse possède le droit de cité dans plusieurs cantons, son canton d'origine, dans le sens de la présente loi, est celui des cantons d'origine dans lequel il a eu son dernier domicile; s'il n'a jamais été domicilié dans l'un de ces cantons, celui dans lequel lui ou ses ascendants ont acquis en dernier lieu le droit de cité.

Art. 6. — S'il existe dans un canton plusieurs législations régissant des parties distinctes de son territoire, le droit du domicile d'une personne est celui de la partie du canton où elle est domiciliée; le droit du lieu d'origine, celui en vigueur dans la commune dont elle est ressortissante.

Lorsqu'une personne a plusieurs droits de bourgeoisie dans ce canton, la disposition de l'article 5 est applicable par analogie.

### *B. Droit des personnes et droit de famille.*

#### *1. Capacité civile*

Art. 7. — La capacité civile des femmes mariées est régie, durant le mariage, par la loi du domicile.

Les droits des mineurs envers les détenteurs de la puissance paternelle ou tutélaire sont déterminés par la loi qui fait règle pour la puissance paternelle ou pour la tutelle.

L'émancipation est soumise à la loi et à la juridiction auxquelles la puissance paternelle ou la tutelle sont elles-mêmes soumises.

La capacité de tester est régie par le droit du lieu où le testateur avait son domicile à la date de la disposition de dernière volonté.

#### *2. Etat civil*

Art. 8. — L'état civil d'une personne, notamment sa filiation, légitime ou illégitime, la reconnaissance volontaire ou l'adjudication des enfants naturels et l'adoption, est soumis à la législation et à la juridiction du lieu d'origine.

Dans ces cas, le canton d'origine est celui de l'époux, du père ou de l'adoptant.

#### *3. Puissance paternelle*

Art. 9. — La puissance paternelle est régie par la loi du lieu du domicile.

L'obligation alimentaire fondée sur la parenté est régie par la loi du lieu d'origine de la personne qui doit les aliments.

#### *4. Tutelle*

Art. 10. — La tutelle est régie exclusivement par la loi du domicile de la personne mise ou à mettre sous tutelle. Sont réservées les dispositions des articles 12 à 15.

Art. 11. — La tutelle, dans le sens de la présente loi, comprend tant les soins à donner aux personnes placées sous tutelle que l'administration de leurs biens.

Art. 12. — L'autorité tutélaire du domicile est tenue d'informer l'autorité du lieu d'origine de la constitution ou de la mainlevée de la tutelle, ainsi que du changement de domicile de la personne sous tutelle; elle doit également fournir à cette autorité tous les renseignements que celle-ci lui demandera au sujet de la tutelle.

Art. 13. — Lorsqu'il y a lieu, en application de l'article 49, troisième alinéa, de la constitution fédérale, de disposer de l'éducation religieuse d'un enfant sous tutelle, l'autorité tutélaire du lieu du domicile est tenue de demander à ce sujet des instructions à l'autorité tutélaire du lieu d'origine et de s'y conformer.

Art. 14. — L'autorité compétente du canton d'origine a le droit de provoquer auprès des autorités compétentes du canton de domicile la mise sous tutelle de ses ressortissants domiciliés dans ce dernier canton. Les autorités ainsi requises sont tenues de donner suite à la demande si la mise sous tutelle paraît justifiée en conformité du droit du lieu du domicile.

Art. 15. — Lorsque l'autorité du lieu du domicile compromet ou n'est pas en mesure de sauvegarder suffisamment les intérêts personnels ou pécuniaires de la personne placée sous tutelle, ou les intérêts de sa commune d'origine, ou lorsque l'autorité du domicile ne se conforme pas, en ce qui concerne l'éducation religieuse d'un enfant, aux instructions données par l'autorité du lieu d'origine, celle-ci peut exiger que la tutelle lui soit rée.

Art. 16. — Les contestations sur les demandes et réquisitions faites, en vertu des articles 14 et 15, par l'autorité d'origine, sont jugées, à l'instance de cette autorité, en dernier ressort par le tribunal fédéral siégeant comme cour de droit public. Le président du tribunal fédéral ordonnera, s'il y a urgence, des mesures provisionnelles pour la sauvegarde des intérêts compromis.

Art. 17. — Quand l'autorité tutélaire autorise le changement de domicile de la personne placée sous tutelle, le droit et l'obligation d'exercer la tutelle passent à l'autorité du nouveau domicile, et c'est à cette dernière que la fortune de ladite personne doit être remise.

Art. 18. — La tutelle ne peut être exercée simultanément dans le canton de domicile et dans celui d'origine.

#### 5. Régime matrimonial

Art. 19. — Sous réserve de ce qui est dit à l'article 20, les rapports pécuniaires des époux entre eux sont soumis, pour toute la durée du mariage, à la législation du lieu du premier domicile conjugal, alors même que les époux auraient dans la suite transféré leur domicile dans leur canton d'origine. Dans le doute, on considère comme premier domicile conjugal celui du mari au moment où le mariage a été célébré.

Dans leurs rapports avec les tiers, les époux sont soumis à la législation du lieu de leur domicile; cette législation fera seule règle, en particulier, quant aux droits de la femme vis-à-vis des créanciers du mari en cas de faillite de ce dernier ou de saisie pratiquée contre lui.

Art. 20. — Lorsque les époux changent de domicile, ils peuvent, avec l'assentiment de l'autorité compétente du nouveau domicile, adopter également pour leurs rapports entre eux la législation du nouveau domicile, moyennant une déclaration commune faite en ce sens à l'office cantonal compétent (article 36, lettre b).

La déclaration rétroagit à l'époque où le régime matrimonial a commencé à produire ses effets.

Art. 21. — Les droits acquis par des tiers à un domicile conjugal, par des actes juridiques particuliers, ne sont nullement modifiés par un changement de domicile des époux.

*C. Droit successoral*

Art. 22. — La succession est soumise à la loi du dernier domicile du défunt.

On peut, toutefois, par une disposition de dernière volonté ou un pacte successoral, soumettre sa succession à la législation du canton d'origine.

Art. 23. — La succession s'ouvre, dans les deux cas, pour la totalité des biens qui la composent, au dernier domicile du défunt.

Art. 24. — Les dispositions de dernière volonté, les pactes successoraux et les donations à cause de mort sont valables quant à la forme, si celle-ci satisfait au droit du lieu où l'acte a été passé ou à celui du canton du domicile lors de la passation de l'acte ou au droit du dernier domicile ou à celui du canton d'origine du défunt.

Art. 25. — Les pactes successoraux sont régis, quant au fond, par le droit du premier domicile conjugal lorsqu'ils ont été conclus entre fiancés et, dans tous les autres cas, par le droit du lieu où le défunt était domicilié lors de la conclusion du pacte. Le tout sans préjudice des dispositions relatives à la réserve et prévues par la loi qui régit la succession (article 22).

Art. 26. — Les droits successoraux qui naissent ensuite du prédécès de l'un des époux et qui sont en corrélation avec le droit de famille sont régis par la loi applicable à la succession (article 22); ils ne sont pas modifiés par le fait que l'époux survivant viendrait dans la suite à changer de domicile.

Art. 27. — En ce qui concerne la réserve, les donations entre vifs ou à cause de mort sont soumises à la législation qui régit la succession du donateur (article 22).

## TITRE DEUXIÈME

**Des rapports de droit civil des Suisses à l'étranger.**

Art. 28. — Les règles suivantes sont applicables aux Suisses domiciliés à l'étranger pour tout ce qui concerne le droit des personnes, le droit de famille et le droit successoral, sauf toutefois les clauses spéciales des traités internationaux :

1<sup>o</sup> Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses sont régis par le droit étranger, ce n'est pas ce droit néanmoins, mais celui du canton d'origine, qui est appliqué à leurs immeubles situés en Suisse; c'est également le canton d'origine qui exerce la juridiction en pareille matière;

2<sup>o</sup> Si, d'après la législation étrangère, ces Suisses ne sont point régis par le droit étranger, c'est le droit du canton d'origine qui leur est appliqué, et c'est également ce canton qui exerce la juridiction.

Art. 29. — Lorsqu'un Suisse placé sous tutelle quitte la Suisse, l'autorité tutéaire qui jusqu'alors avait exercé la tutelle continue à l'exercer, tant que subsiste le motif de la mise sous tutelle.

Les droits attribués par l'article 15 à l'autorité tutéaire du lieu d'origine sont également maintenus.

Art. 30. — Lorsqu'il y a lieu d'instituer une tutelle pour une personne qui émigre ou qui est absente du pays, c'est à l'autorité du canton d'origine qu'il appartient d'y pourvoir.

Art. 31. — Les rapports pécuniaires des époux suisses dont le premier



domicile conjugal est à l'étranger sont soumis à la loi du canton d'origine, pour autant que le droit étranger ne leur est pas applicable.

Le régime matrimonial établi en Suisse entre époux suisses n'est pas modifié par le transfert du domicile conjugal à l'étranger, pourvu que le droit étranger ne s'oppose pas à son maintien.

Les époux suisses qui transfèrent leur domicile de l'étranger en Suisse continuent à être soumis, en ce qui concerne leurs rapports entre eux, au régime qui leur était applicable à l'étranger. Il leur est toutefois loisible de faire usage de la faculté accordée par l'article 20. Leur situation vis-à-vis des tiers est réglée par l'article 19, alinéa 2.

#### TITRE TROISIÈME

##### Des rapports de droit civil des étrangers en Suisse.

Art. 32. — Les dispositions de la présente loi sont applicables, par analogie, aux étrangers domiciliés en Suisse.

Art. 33. — La tutelle constituée en Suisse pour un étranger doit être remise à l'autorité compétente du lieu d'origine, sur la demande de celle-ci, à condition que l'Etat étranger accorde la réciprocité.

Art. 34. — Sont réservées les dispositions spéciales des traités et l'article 10, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur la capacité civile, du 22 juin 1881.

#### TITRE QUATRIÈME

##### Dispositions transitoires et finales.

Art. 35. — Le Conseil fédéral pourvoira à ce que l'administration des tutelles soit remise dans un délai convenable, en conformité de la présente loi, aux autorités du canton du domicile.

Art. 36. — Les cantons désignent :

A. Les autorités cantonales compétentes pour connaître des contestations en matière de tutelle, prévues à l'article 16, à moins qu'ils ne préfèrent soumettre ces contestations en premier et dernier ressort au tribunal fédéral;

B. L'autorité compétente pour approuver les déclarations faites en conformité de l'article 20, ainsi que l'office chargé de les recevoir.

Art. 37. — Les époux dont le mariage aura été célébré avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront également faire usage de la faculté accordée par l'article 20.

Art. 38. — Le tribunal fédéral connaîtra, en la forme fixée pour les recours de droit public, de toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi.

Art. 39. — Seront abrogées, dès la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toutes les dispositions contraires des législations fédérale et cantonales. Cesseront également d'être en vigueur à la même date :

1° Le concordat sur les tutelles et curatelles, du 15 juillet 1822 ;

2° Le concordat relatif à la faculté de tester et aux droits d'hérédité, du 5 juillet 1822.

Art. 40. — Le Conseil fédéral est chargé conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874, concernant la votation populaire sur les

lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer la date où elle entrera en vigueur.

Ainsi décrété par le Conseil national, Berne, le 23 juin 1891.

*Le président* : ADR. LACHENAL.

*Le secrétaire* : RINGIER.

Ainsi décrété par le Conseil des Etats, Berne, le 25 juin 1891.

*Le président* : GOTTISHEIM.

*Le secrétaire* : SCHATZMANN.

---

Le Conseil fédéral arrête :

La loi fédérale ci-dessus sera insérée dans la feuille fédérale.

Berne, le 11 août 1891.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président de la Confédération* : WELTI.

*Le chancelier de la Confédération* : RINGIER.

---

Message du conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant un projet de loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

(Du 28 mai 1887.)

Monsieur le Président et Messieurs,

Le postulat du 30 janvier 1882 (Rec. des postulats, nouv. série, n° 268) est parti de la conviction que le moment propice serait venu de présenter à nouveau un projet de loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

Comme vous vous en souvenez, un projet sur cette matière, que nous vous avons soumis avec notre message du 25 octobre 1876 (F. féd. 1876, IV. 61), fut, après la discussion des articles, rejeté le 9 décembre 1879 par le conseil national à une forte majorité (84 voix contre 21). Le conseil des Etats ne voulut pas s'associer à ce rejet ; il décida le 17 du même mois de renvoyer la loi au conseil fédéral, en l'invitant à présenter un nouveau projet à l'époque qu'il jugerait convenable. Le conseil national adhéra à cette décision du conseil des Etats.

Plus tard, par le postulat du 30 janvier 1882 dont nous venons de parler, vous nous avez invités à vous présenter des projets de lois tant contre la double imposition que sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

Après vous avoir déjà nantis, par message du 6 mars 1883, de l'un de ces projets, nous vous soumettons l'autre aujourd'hui, celui sur les rapports de droit civil. Les quelques observations suivantes lui serviront d'introduction et d'explication.

### *A. Considérations générales.*

Les articles 46 et 47 de la constitution fédérale exigent impérativement que les rapports de droit civil des Suisses établis ou en séjour soient réglés par une loi fédérale. Notre premier projet n'ayant pas obtenu la faveur de l'assemblée fédérale, nous avons différé, depuis 1879 jusqu'à aujourd'hui, de faire figurer à nouveau cet objet sur la liste de vos tractanda. Il était nécessaire que les points de vue opposés en vinssent auparavant à s'éclairer les

uns les autres, que la difficulté, si ce n'est l'impossibilité d'arriver à quelque chose qui pût satisfaire à la fois les uns et les autres, devint de plus en plus évidente dans les milieux autorisés et que, d'un autre côté, chacun sentit bien l'impérieux besoin d'apporter un remède aux inconvénients graves auxquels on se heurtait dans le domaine intercantonal de notre droit privé.

La décision prise par les chambres en janvier 1882 a depuis été appuyée d'une manière très énergique par la société suisse des juristes. Dans sa réunion de Lausanne, le 16 septembre 1884, cette société a voté la résolution suivante : « La promulgation de la loi fédérale prévue aux articles 46 et 47 de la constitution fédérale est nécessaire et désirable dans l'intérêt de la sécurité du droit et d'une bonne solution des conflits qui naissent de la diversité des législations cantonales. » Ce vœu émis par la société suisse des juristes contient une nouvelle invitation aux autorités du pays, une invitation à ne pas se soustraire plus longtemps en ce point à leur mission législative. Nous constatons en outre avec une vive satisfaction que deux juristes distingués de la Suisse française et allemande, les deux rapporteurs de la dernière réunion de Lausanne, étaient d'accord sur cette question.

Qu'il nous soit permis d'extraire de leurs rapports les passages suivants :

Le rapport de M. Soldan, alors président du tribunal cantonal à Lausanne, rédigé en langue française, dit entre autres : « Ce qui constitue effectivement un inconvénient, et un grand inconvénient, c'est la possibilité de conflits entre les lois particulières ; c'est l'incertitude juridique qui naît de ce que les cantons, appliquant leur souveraineté à la fois à leurs ressortissants par le droit de cité et aux habitants de leur territoire, créent ainsi des situations intolérables pour le public, si ce n'est inextricables pour les juristes eux-mêmes. Un député de Genève a dit d'un pareil état de choses qu'il était digne d'un peuple sauvage ; sans aller aussi loin, nous dirons à notre tour que l'absence d'une loi destinée à prévenir les conflits a contribué à populariser l'idée de l'unification du droit plus que toutes les considérations politiques. Remplaçons les droits cantonaux par un droit unique, puisqu'il n'est pas possible de prévenir autrement les conflits de lois, c'est certainement là un raisonnement qui a dû séduire bien des gens. »

De son côté, le rapporteur allemand, M. le Dr Rott, greffier du tribunal fédéral, qui saluerait, lui, la pleine et entière unification du droit privé comme un bien inappréciable pour le pays, en arrive néanmoins à la même conclusion, attendu que, d'après son opinion, il s'écoulera encore, tout allât-il pour le mieux, bien des dizaines d'années avant que la grande œuvre d'un code civil suisse ne soit un fait accompli ; d'ici-là, dit-il, les exigences de nos institutions réclament impérieusement une réglementation du droit intercantonal privé. « Il règne en partie dans ce domaine », — fait observer le Dr Rott, — « une incertitude juridique et une bigarrure pleines de conséquences graves pour de notables fractions de la population suisse ; je me borne à rappeler l'état de choses créé par le droit successoral et de tutelle. On ne peut certainement pas arriver à une réglementation de ces rapports par la voie d'un concordat. La jurisprudence fédérale en matière de recours s'y est également montrée impuissante à procurer une solution satisfaisante des questions litigieuses... Il n'y a donc qu'une loi fédérale pour remédier au mal. Quant aux difficultés matérielles qu'il y aura à surmonter lors de l'élaboration de cette loi, il ne faut pas se faire d'illusion ; elles ne sont assurément pas de minime importance... » Mais une règle positive et sûre dans le domaine du droit intercantonal privé, peu importe laquelle, est préférable au régime actuel du droit, qui équivaut en maints endroits à l'absence de toute règle : l'exécution des art. 46 et 47 de la constitution fédérale est dès lors un but digne d'être poursuivi. »

Nous ne saurions mieux justifier la décision qui a été prise par vous et nous d'entrer maintenant dans la discussion d'un nouveau projet de régle-



mentation des rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour. L'opportunité et même l'urgence qu'il y a d'édicter une loi pareille ne peut plus être mise en question.

En vous présentant ce nouveau projet, nous pourrions borner nos explications aux points sur lesquels la discussion parlementaire de 1876-1879 avait fait voir qu'il y avait réellement contestation et qui peuvent encore aujourd'hui passer pour soulever le désaccord. Il nous sera ainsi permis de nous en référer purement et simplement, sous bien des rapports, à notre message du 25 octobre 1876 (F. féd. 1876, IV, p. 61). Nous tenons également à rappeler ici le message par lequel nous vous avions soumis, sous l'empire de la constitution fédérale de 1848, le précédent projet de loi concernant la fixation et la détermination de la compétence des cantons à l'égard des Suisses établis sur leur territoire, du 28 novembre 1862 (F. féd. 1862, III, 471), ainsi que les intéressants rapports de commission, sur le même objet, de 1863 (F. féd. 1863, I, 149 et 159; III, 1, 73 et 553).

Pour faciliter l'étude, les messages, rapports et projets antérieurs sur cette matière ont été réunis en une brochure, qui a été distribuée aux membres de l'assemblée fédérale.

### B. Explications spéciales.

#### I

Nous indiquons ci-après les points sur lesquels les décisions des deux conseils, de 1876, 1877 et 1879, constataient l'accord de la grande majorité de leurs membres.

1<sup>o</sup> L'assimilation des personnes établies et de celles qui sont en séjour, pour tout ce qui concerne les rapports de droit civil. C'est par suite de cet accord que nous nous sommes considérés comme absolument autorisés, dans cette loi sur le droit civil, à renoncer à établir une différence de traitement entre l'établissement et le séjour;

2<sup>o</sup> La compétence de la Confédération d'édicter des prescriptions non seulement sur le droit matériel, mais encore sur le for, et de prendre pour règle dans les unes comme dans les autres le principe du domicile;

3<sup>o</sup> L'introduction d'une disposition définissant le domicile, ainsi que la teneur de cette définition;

4<sup>o</sup> La reconnaissance de l'exception consistant à admettre que l'exercice d'une profession ou d'une industrie spéciale en dehors du domicile normal fonde un domicile spécial, à la législation et à la juridiction duquel l'intéressé est soumis pour tous les rapports de droit civil qui se rattachent à cet exercice. Cette même règle s'applique au domicile spécial fixé par la loi ou convention pour une affaire déterminée;

5<sup>o</sup> L'empire de la loi du domicile en ce qui concerne tant le pouvoir paternel et les questions de tutelle que la reconnaissance des enfants illégitimes et l'adoption;

6<sup>o</sup> L'application de la législation du dernier domicile du défunt en matière de droit de succession;

7<sup>o</sup> La règle que les dispositions de dernière volonté, les traités d'hérédité et les contrats de mariage sont valables, quant à leur forme, lorsqu'ils sont établis conformément à la législation du lieu où ils ont été faits.

#### II

Sur la question de savoir s'il y avait lieu d'introduire dans la présente loi une disposition sur le domicile spécial, les juristes suisses sont en désaccord, par la raison qu'il ne donnent pas tous la même étendue à la compétence attribuée à la Confédération par les articles 46 et 47 de la constitution. Ces articles confèrent-ils au législateur le droit de régler d'une manière circon-

tanciée et générale tous les rapports de droit civil des établis et des séjournants; ou bien ne doit-on pas plutôt restreindre la compétence du législateur fédéral à ces matières du droit civil, où la loi du lieu de l'établissement ou du séjour est opposée à celle du lieu d'origine, où les intérêts des établis et des séjournants peuvent continuer à être régis par la législation du lieu d'origine et ne seraient pas réglés de la même manière, suivant qu'on appliquerait le droit du lieu de l'établissement ou du séjour ou celui du lieu d'origine? On voit que, si l'on se place à ce dernier point de vue, plus restreint que l'autre, la législation fédérale n'aurait pas mission de s'occuper des rapports du droit réel et des obligations, dont la réglementation ne serait subordonnée en rien au droit de cité cantonal de l'intéressé. Le droit applicable dans les cas de ce genre serait simplement la règle commune à tous les citoyens. Ce point de vue est le bon; nous le pensons du moins. Maintenant que nous possédons un code fédéral des obligations, la question ne présente d'ailleurs plus une importance pratique aussi grande qu'autrefois. Quoi qu'il en soit, nous croyons que la présente loi fédérale doit s'enfermer dans ces limites étroites que trace la constitution et que nous venons d'indiquer.

Le principal effet du domicile spécial est de créer un for spécial. D'après les idées généralement reçues, c'est au lieu où s'exerce la profession ou l'industrie, ou bien au lieu désigné par la loi ou par la convention comme domicile légal et spécial, que se place la juridiction sur les rapports de droit qui découlent de cet exercice. Or, comment un canton voudrait-il et pourrait-il établir sous ce rapport d'autres formes de droit pour les établis que pour ses citoyens? C'est ce que nous ne saurions comprendre. Il est bien évident que, se heurtant alors aux articles 4, 59 et 60 de la constitution fédérale, il se verrait obligé par la Confédération à n'appliquer qu'un seul et même droit à ses ressortissants comme aux autres habitants de son territoire. Bien autre est le cas où les législations des deux cantons créent une différence licite entre ressortissants et établis, par le fait que certains droits sont inhérents à la personne, et qu'ils peuvent et doivent même continuer à être régis par la loi d'origine.

Ce sont donc les conflits de statuts, savoir les cas nés en Suisse de la différence de deux législations cantonales en matière de droit des personnes, de droit de famille ou de droit de succession, qui paraissent avoir besoin d'être réglés par une loi fédérale conformément à l'art. 46 de la constitution fédérale. Nous ajoutons au droit successoral une disposition concernant les donations entre vifs ou à cause de mort, attendu que cette matière est en connexité intime avec le droit d'hérédité et que, régie encore aujourd'hui par la législation cantonale, elle est plus ou moins influencée par ce droit. Ce sont ces conflits entre la loi du canton d'origine et celle du canton de domicile que divers concordats liés entre un plus ou moins grand nombre de cantons, ainsi que la jurisprudence fédérale en matière de recours, n'ont pu résoudre jusqu'ici que d'une manière partielle et souvent très défectueuse.

### III

Contrairement aux précédentes décisions des chambres, nous proposons de soumettre l'institution de l'adoption à la loi d'origine et en général de déclarer cette loi applicable aux questions dites de statut ou d'état civil: légitimité ou illégitimité des enfants et fixation de la paternité des enfants naturels, qu'elle ait lieu par reconnaissance volontaire, par adjudication ensuite d'une action en paternité, ou par décision d'office (per rescriptum). Nous avons affaire ici à des institutions d'un caractère de droit public aux effets juridiques desquelles est subordonné le droit de cité communal et cantonal de l'intéressé.

### IV

La réglementation intercantonale du régime matrimonial fut, comme on

le sait, la pierre d'achoppement à laquelle se sont heurtés les conseils. L'échec subi par la loi en 1879 est dû principalement aux difficultés qu'il y a à régler ces points d'une façon satisfaisante. La grande majorité avec laquelle le projet a fini par être repoussé en conseil national ne s'explique que par un sentiment de lassitude éprouvé pour un travail offrant toujours de nouvelles difficultés et ne parvenant pas, malgré tous les efforts, à un résultat pleinement satisfaisant. Toutefois, ainsi que le prouve à l'évidence la décision de renvoi des deux conseils, du 17 décembre 1879, la majorité n'estimait pas que l'incertitude juridique qui n'a cessé de régner et qui règne encore aujourd'hui dût être préférée à une règle fixe, bien qu'il y ait impossibilité à en trouver une qui soit à l'abri de critiques.

Aussi sommes-nous d'avis que les difficultés assurément grandes de l'œuvre ne devraient pas nous enlever le courage de faire ce qu'il est en notre pouvoir de faire : créer un état de choses qui, d'ici à l'époque jugée très éloignée où les dispositions seront unifiées dans ce domaine, remédie, autant que possible, aux graves inconvénients existant actuellement. Mais nous devons d'emblée renoncer à vouloir faire quelque chose de théoriquement parfait, contentant chacun.

## V

Une autre question, qui donna également lieu à des controverses dans le sein des conseils lors de la délimitation du champ d'application de la loi fédérale, est celle de savoir si les dispositions de cette loi doivent aussi s'appliquer aux étrangers domiciliés en Suisse. Le conseil fédéral avait proposé dans la loi un article consacrant cette application, sous réserve des traités internationaux. Mais les conseils législatifs en décidèrent autrement, ne voulant déclarer la loi applicable qu'aux établis et séjournants suisses.

En revanche, le conseil fédéral et les deux chambres avaient adopté une disposition relative à la succession d'un citoyen suisse ayant eu son domicile hors de Suisse. Cette succession fut soumise à la législation et à la juridiction du lieu d'origine, pour autant que le droit suisse doit être appliqué.

On a contesté au pouvoir fédéral, en se fondant sur les articles 46 et 47 de la constitution fédérale, la compétence de décider à quelle loi sont soumis les ressortissants étrangers établis en Suisse ou vice versa. D'un autre côté par contre, on s'attache à défendre non seulement la proposition du conseil fédéral de 1876, touchant l'application de la loi aux étrangers établis en Suisse, mais encore la disposition adoptée par les trois conseils en 1876/79 en ce qui concerne la liquidation de la succession d'un citoyen suisse mort à l'étranger.

Selon nous, il est parfaitement juste de dire que les articles 46 et 47 de la constitution fédérale ont un seul et unique but : déterminer au point de vue juridique les conditions des ressortissants suisses établis ou en séjour dans un autre canton que le leur. Si ces deux articles ont trouvé place dans la constitution, c'est pour établir de l'ordre dans ce domaine. Mais si ces articles n'appellent pas le législateur fédéral à statuer des dispositions législatives pour régler les rapports de droit civil des étrangers établis en Suisse et ceux des ressortissants suisses domiciliés à l'étranger, ils ne le lui interdisent pas non plus. Il s'agit de rapports internationaux ; leur réglementation rentre par conséquent, aux termes de la constitution, dans le domaine du pouvoir fédéral. On a objecté, et à bon droit, à ceux qui contestaient la compétence fédérale en cette matière, que la Confédération, autorisée à régler, — par la voie des traités internationaux, — les rapports de droit des Suisses établis à l'étranger, l'était évidemment aussi pour fixer ces mêmes rapports par voie de législation.

Nous pouvons invoquer aussi à ce sujet un précédent législatif des plus explicites : La loi fédérale sur la capacité civile, du 22 juin 1881, statue en son article 10 que ses dispositions s'appliquent à tous les ressortissants suisses, soit qu'ils résident en Suisse, soit qu'ils demeurent à l'étranger ; elle



décide en outre, d'un côté, que la capacité civile des étrangers sera régie par le droit du pays auquel ils appartiennent et, de l'autre côté, que l'étranger qui, d'après le droit suisse, posséderait la capacité civile, s'oblige valablement par les engagements qu'il contracte en Suisse, lors même que cette capacité ne lui appartiendrait pas selon le droit de son pays d'origine.

La question est donc de savoir si, pour des considérations pratiques, il y a lieu ou non d'introduire, dans la présente loi fédérale, des dispositions sur les rapports de droit civil tant des étrangers domiciliés en Suisse que des Suisses établis à l'étranger. Cette question, nous croyons pouvoir la résoudre affirmativement, guidés que nous sommes en cela par les motifs plus particulièrement énoncés dans la suite du présent message.

Ce côté-là du travail législatif et la réglementation des rapports entre les époux, quant à leurs biens, nous offriront l'occasion d'entrer dans le détail des questions y relatives.

Quant aux autres parties du projet de loi, nous nous réserverons de développer oralement nos points de vue au sein des hauts conseils.

## VI

En remontant aux sources historiques de l'art. 46 de la constitution fédérale, on voit que le législateur n'aurait, à strictement parler, d'autre question à se poser que celle de savoir si, en matière d'institutions de droit civil, il faut appliquer aux établis la législation du canton du domicile ou celle du canton d'origine. En 1871 M. Dubis avait proposé de déterminer tout simplement par une loi fédérale quelle serait la législation cantonale qui ferait règle pour les rapports de droit des établis. Cette proposition ne fut pas adoptée. Il en fut de même de celle faite ensuite en 1873 par M. Büzberger en vue de donner à l'article la rédaction suivante : « Les établis sont, en ce qui concerne les rapports de droit civil, soumis à la juridiction et à la législation du domicile, en tant que les lois fédérales n'en disposent pas autrement en faveur de la législation du lieu d'origine ou de celle d'un domicile antérieur. » Dans l'intérêt de l'unité de principe, on rédigea l'article 46 tel qu'il est actuellement, posant ainsi pour règle que les établis sont soumis à la juridiction et à la législation de leur domicile en ce qui concerne les rapports de droit civil et donnant pour mission à la législation fédérale de statuer les dispositions nécessaires en vue de l'application de ce principe.

Mais si l'application du principe doit porter sur les rapports de droit civil entre les époux établis, concernant leurs biens, il devient évident que le caractère juridique de ces rapports ne permet nullement de les régler d'après l'alternative : législation du domicile (règle) ou législation du lieu d'origine (exception), l'alternative étant ici au contraire : la législation du domicile, ou bien le régime matrimonial déjà fondé par contrat ou par la loi précédente. Ce régime matrimonial antérieur peut être celui du canton d'origine ; mais il arrive très souvent qu'il est celui d'un autre canton.

Les lois des cantons de Zurich, Zoug, Schaffhouse et Lucerne, celle de ce dernier avec une différence, consacrent toutes expressément l'application de la législation du lieu d'origine aux époux établis ; les cantons primitifs et Bâle, ainsi que Fribourg, si l'on en juge d'après la pratique, et sans doute aussi Genève, conformément à une pratique récente, obéissent à ce même principe. Par contre Berne, Soleure, Argovie, Tessin, Thurgovie, Saint-Gall et la plupart des cantons de la Suisse occidentale rendent hommage, non sans des modifications et des hésitations il est vrai, au système de la territorialité et, au point de vue fédéral, rien ne les empêche de l'appliquer dans toute sa rigueur. Cela ne serait pas possible si la nature des rapports entre les époux commandait l'application du droit matrimonial du lieu d'origine. Mais tel n'est pas le cas, tant s'en faut, ainsi que nous allons nous en rendre plus particulièrement compte.

La réglementation du régime matrimonial n'exerce aucune influence sur les conditions des époux au point de vue de leur droit de cité. Il s'ensuit

qu'il n'est pas nécessairement régi par la législation du canton d'origine et qu'il peut résulter d'un contrat. Abstraction faite des cas où il est déterminé par un contrat, on ne doit pas non plus appliquer au régime des biens entre les époux la loi d'origine, mais celle du domicile matrimonial. « La patrie effective, de fait le domicile, doit, à nos vœux, l'emporter ici sur la patrie légale, le lieu d'origine; les vœux et les besoins de la société dans le sein de laquelle vivent les époux sont, au point de vue de la réglementation des rapports de fortune de ces derniers, de beaucoup plus importants et déterminants que le fait que les époux seraient originaires de tel ou tel canton. » (Dr Rott, dans son rapport présenté par la société suisse des juristes dans sa réunion de 1884, page 43.) Les conseils estimaient d'ailleurs en 1876 et 1877, avec un ensemble parfait, que la règle consacrée par l'article 46 de la constitution fédérale ne saurait souffrir d'exception en ce qui concerne les rapports de droit des époux quant à leurs biens. Et comme conséquence de cet accord, les projets sanctionnaient tous, sous ce rapport, la législation du domicile. On ne commença à ne plus s'entendre que lorsqu'on voulut régler les rapports de fortune des époux après un changement de domicile. C'est ici, en effet, que la question apparaît dans toute sa complexité, dans toute sa difficulté, et il est bien à désirer que, cette fois-ci, elle ne soit pas, comme en 1879, l'écueil contre lequel vienne s'échouer la loi entière.

Le droit matrimonial devra, pensons-nous, être placé, dans la règle, sous la législation du domicile réel des époux; autrement, ce serait, ainsi que nous l'avons déjà fait ressortir dans notre message de 1876, abandonner la règle posée à l'article 46 de la constitution fédérale là où elle a le plus d'actualité et là où son application engage le plus grand nombre d'intérêts généraux. Si donc l'on s'est une fois décidé, pour des raisons inhérentes à la nature même des rapports juridiques, à adopter le principe territorial, on ne pourra déclarer, de par la Confédération, comme régulièrement applicable au régime matrimonial, d'autre législation que celle du canton dans lequel les époux ont leur domicile réel, c'est-à-dire légal et de fait.

Cependant, nous l'avons déjà dit plus haut, l'institution du droit matrimonial, quant aux biens, ne se soumet pas à l'alternative « législation du domicile ou législation du lieu d'origine ». Il y a ici à considérer un troisième élément : la stabilité des rapports de droit une fois constitués.

Mais comment s'y prendre pour en tenir compte sans heurter le principe de l'art. 46 de la constitution fédérale? Cette question paraît excessivement difficile à résoudre, et elle l'est d'autant plus que le régime matrimonial, loin de faire loi seulement entre les parties elles-mêmes, déploie dans les rapports des époux avec les tiers des effets juridiques de la plus haute importance; il est sous bien des rapports en connexion intime avec toute la législation de droit civil d'un pays. C'est le cas notamment en matière de droit de succession et de droit de faillite. Non seulement la succession de l'un des conjoints varie, par rapport aux biens qui la composent, suivant que les époux ont vécu jusqu'alors sous tel ou tel régime matrimonial, mais encore la qualité requise pour succéder est diversement appréciée, selon la législation applicable dans chaque cas particulier au régime matrimonial. On doit dire aussi, en se plaçant au point de vue du droit de faillite, que la liquidation d'une masse et la collocation des créanciers sur le produit de la vente subissent, précisément en ce qui concerne le droit matrimonial, bien des transformations, au gré des diverses lois cantonales. Les questions qui se rattachent au droit de succession doivent être soumises, par la loi fédérale actuellement en voie d'élaboration, à la législation du domicile; quant à celles en matière de faillite, elles seront, dans toute la Suisse, l'objet d'une loi uniforme; d'ici à son entrée en vigueur, la procédure en cas de faillite est déterminée par la législation du canton sur le territoire duquel la faillite est prononcée et, d'après le droit suisse, ce canton n'est autre que le canton dans lequel le failli a son domicile. On pourrait donc bien être d'avis que la logique juridique commande de soumettre les rapports de droit des époux

quant à leurs biens à la même législation que les questions de droit de succession et de faillite.

Mais la mutabilité du droit matrimonial, quant aux biens, réclamée par les points de vue ci-dessus, ne correspond pas à la doctrine de droit commun; le principe de l'immutabilité est au contraire reconnu notamment par la France et l'Allemagne tant en théorie qu'en pratique. Comme nous l'avons déjà donné à entendre, le principe de droit privé qui prédomine dans cette question est que le régime des biens entre les époux une fois fixé par un contrat ou par la loi se qualifie de situation juridique créant des rapports de droit immuables. « La loi du premier domicile des époux entend elle aussi, de même qu'incontestablement le contrat de mariage, donner aux rapports de fortune des époux, en raison de la nature même du mariage en tant qu'institution durable de vie en commun, leur forme durable aussi et immuable, établir des rapports de droit définitifs, créant de part et d'autre des droits et des devoirs. » (Dr Rott.) Cette manière de voir peut être juste en matière de droit purement privé. Mais le législateur fédéral ne peut se mouvoir librement dans ce domaine. Sa ligne de conduite est tracée par la constitution fédérale.

Une solution du problème législatif qui, à nos yeux, tiendrait dûment compte des différents côtés que présentent les rapports matrimoniaux, quant aux biens, consisterait à donner aux époux, en cas de changement de domicile, la faculté de conserver leur ancien régime matrimonial contractuel ou légal, si telle est bien leur intention et si, ensuite de demande officielle, ils le font enregistrer pour être immédiatement porté, par voie de publication officielle, à la connaissance du public.

La Confédération peut et doit reconnaître comme droit matrimonial légal et susceptible d'être maintenu en cas de changement de domicile des époux le droit du premier domicile de ces derniers.

Faire une distinction entre les rapports des époux entre eux et leur droit vis-à-vis des tiers, comme le conseil fédéral et le conseil des états voulaient le décider en 1876 et 1877, le conseil fédéral dans le cas de non-déclaration du droit établi par un contrat, et le conseil des états dans celui de non-enregistrement du régime des biens déjà fondé par la loi ou par contrat, n'est pas une solution recommandée, attendu qu'il en résulterait une nouvelle incertitude, un nouveau démembrement juridique. Par contre, il y a lieu, après un changement de domicile des époux, de sauvegarder les droits légitimement acquis par des tiers.

Pour écarter les inconvénients pratiques du système de la déclaration et de la publication, nous statuons que lorsque des citoyens suisses, mariés, vont s'établir dans un autre canton, on interpellera d'office les deux époux, pour qu'ils aient à se prononcer sur leur volonté de rester au bénéfice du régime matrimonial sous lequel ils ont vécu jusqu'alors. Leur déclaration sera transcrite dans un registre officiel, signée par les parties et en outre rendue publique, si le droit matrimonial conservé n'est pas celui du nouveau domicile. La déclaration de l'un des époux seulement suffirait à assurer le maintien du régime primitif.

La femme trouvera toujours, si elle le veut bien, l'appui légal nécessaire contre la contrainte abusive à laquelle elle serait en butte de la part de son mari. C'est d'ailleurs à bon droit que l'on a fait observer que, dans neuf cas sur dix, les tiers doivent plutôt être protégés contre les opérations financières des époux que la femme contre celles de son mari.

## VII

Comme nous l'avons dit plus haut, il convient de toucher dans la loi fédérale les rapports des étrangers établis en Suisse. En 1876, le conseil fédéral avait présenté dans ce but l'article suivant : « Les dispositions de la présente loi sont applicables aux étrangers domiciliés en Suisse, sauf stipulations,



contraires des traités. » A l'appui de cette proposition, le message d'alors disait que, en soumettant les étrangers à la législation du lieu du domicile, le projet suivait l'exemple de la plupart des législations étrangères. Il faut bien reconnaître cependant qu'aujourd'hui le principe de la nationalité semble reprendre quelque faveur dans le droit international privé; il est surtout préconisé par les juriconsultes italiens, Mancini en tête. Cependant, pas plus aujourd'hui qu'il y a neuf ans, nous ne devons méconnaître une chose : c'est que l'état moderne tend à mettre d'une manière égale tous les habitants du pays, les étrangers comme les indigènes, au bénéfice des avantages de sa législation. Même en matière de tutelle, où cependant le principe de la nationalité aurait le plus de raison d'être ensuite de l'obligation du pays d'origine d'assister ses ressortissants, on en vient graduellement au principe du droit territorial. Ce qui l'emporte ici, c'est le rôle humanitaire que joue l'état en faveur de tous les habitants de son territoire. Dans la pratique, plusieurs cantons suisses appliquent d'une manière constante les lois de tutelle aux étrangers.

« La loi prussienne sur les tutelles, du 3 juillet 1863, nous paraît être dans le vrai en statuant que l'autorité du lieu de domicile est tenue de prendre en mains la tutelle d'un étranger, sauf à la remettre ensuite aux autorités du pays d'origine, si elles viennent à en faire la demande. Il n'est pas à craindre que cela ait pour conséquence de placer sous la protection de nos lois des étrangers indigènes ou débauchés, attendu que les traités d'établissement nous autorisent sans réserves à rapatrier les gens de cette espèce.

Touchant le régime matrimonial, les réserves admises pour le maintien du régime établi doivent aussi être valables en faveur des étrangers. Les traités internationaux contraires sont expressément réservés. Comme on le sait, la convention avec la France sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements, du 15 juin 1869, règle les questions les plus importantes en se plaçant au point de vue du droit d'origine. Quant aux stipulations des traités d'établissement qui assimilent les étrangers aux Suisses, elles ne s'entendent, selon l'interprétation qui leur est donnée, que des rapports de droit purement civil, et il n'existe de convention réglant d'une manière détaillée les rapports de droit privé avec aucun autre pays que la France. Aussi arrive-t-il très souvent que les juges cantonaux sont dans le doute sur la question de savoir quel droit appliquer aux étrangers. De l'incertitude à l'arbitraire, à la justice rendue cas après cas sans principes fixes, il n'y a qu'un pas, qu'il ne devrait pas être possible de franchir; aussi attachons-nous une certaine importance à ce que, — sauf à modifier nos rédactions, — la Confédération garantisse aux étrangers le même droit qu'aux nationaux eux-mêmes.

Nous attachons, il est vrai, une importance beaucoup plus grande aux rapports de droit civil résultant de la situation juridique des Suisses domiciliés à l'étranger. C'est surtout ensuite d'observations et de communications faites par le ministre suisse à Paris que l'attention de notre département de justice et police s'est portée sur cette question. La convention avec la France, du 15 juin 1869, règle des rapports de droit appartenant à la procédure plutôt qu'au droit civil. Mais elle laisse intacte toute une série de questions de droit international. C'est ici de nouveau tout particulièrement le droit matrimonial qui donne le plus souvent matière à controverse. Si, par exemple, des époux suisses se rendent en France, il arrive que, conformément aux principes du code Napoléon, leur droit matrimonial leur capacité civile et leurs rapports de famille y sont appréciés d'après les lois de leur pays d'origine. Mais comment déterminer en France le droit applicable à ces époux, alors que, dans le pays d'origine lui-même, personne ne sait au juste à quoi s'en tenir? que décider si les époux n'étaient pas soumis, pendant leur séjour en Suisse, à la législation de leur canton d'origine, mais bien à celle d'un autre canton, dont la loi diffère peut-être du tout au

tout d'avec celle du canton d'origine? que décider si ces époux ont droit de cité dans plusieurs cantons, etc., etc?

C'est ainsi qu'il arrive fréquemment aux tribunaux français de se trouver dans une complète incertitude sur la législation qui doit être appliquée, par exemple lorsqu'il s'agit du droit de l'un ou de l'autre des époux de disposer entre vifs. C'est en vain que les tribunaux embarrassés chercheraient, pour lever leurs doutes, à s'adresser au représentant de notre pays ou aux autorités suisses. On ne saurait que leur répondre. Nous ne pouvons pas chercher une espérance dans de futurs traités internationaux à conclure. Si l'on parvient à en conclure, tant mieux, mais, en attendant, nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour sortir nos compatriotes à l'étranger de l'insécurité actuelle.

Le remède, à notre avis, n'est pas difficile à trouver. Si la législation étrangère prescrit ou tolère l'application, à nos compatriotes, de la loi du pays d'origine, on ne peut entendre par là, à défaut de prescriptions fédérales, que la législation du canton dont ils sont ressortissants, puisqu'ils n'ont aucun domicile en Suisse. Il faut réserver la puissance tutélaire du canton de domicile sur les individus qui émigrent alors qu'ils sont sous tutelle, ainsi que le droit matrimonial en vigueur pour les époux alors qu'ils demeuraient encore en Suisse.

Sous ce dernier rapport, il se présente une difficulté. Comment établir le droit matrimonial des citoyens suisses qui ont émigré avant l'entrée en vigueur de la loi actuelle ou dans les trois mois accordés pour la déclaration de maintien de l'ancien système matrimonial? Il y a lieu de prévoir ici, au moyen d'une disposition transitoire, que les époux suisses pourront faire auprès de nos agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, dans un certain délai et avec les mêmes effets en droit, la déclaration que les époux demeurant en Suisse ont la faculté de faire, lors d'un changement de domicile, pour conserver le régime matrimonial sous lequel ils ont vécu jusqu'alors.

### VIII

Un règlement d'exécution du conseil fédéral devra statuer le nécessaire pour l'exécution de la disposition des articles 15 et 16 de la loi, relativement à l'annonce et à la publication du droit matrimonial des époux. Naturellement, les déclarants devront fournir dûment la preuve de l'existence des conditions de droit dans lesquelles ils ont vécu.

Du reste, il nous paraît convenable, comme lors du projet de 1876, de fixer un délai transitoire assez long, dans l'intervalle duquel puisse s'effectuer la translation des tutelles du canton d'origine à celui de domicile.

Nous terminons en vous proposant d'entrer en matière sur le projet de loi ci-après, et nous vous renouvelons, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Berne, le 28 mai 1887.

Au nom du conseil fédéral Suisse,

*Le président de la Confédération :*

DROZ.

*Le chancelier de la Confédération :*

RINGIER.

### Rapport de la Commission du Conseil des Etats concernant le projet de loi sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour.

(Du 14 juin 1889)

Monsieur le Président et Messieurs,

Votre Commission a été complétée en décembre dernier par la nomination de MM. Haberstick et Schmid, remplaçant M. Schoch et Wirz, démissionnaires, et du rapporteur soussigné, remplaçant M. Allwegg, décédé. Après avoir discuté

la matière qui nous occupe dans dix séances, savoir du 17 au 20 février, du 23 au 25 mars, ainsi que le 1<sup>er</sup>, le 2 et le 5 juin 1889. elle a l'honneur de vous présenter aujourd'hui le résultat de ses délibérations et de vous soumettre la proposition, votée par six voix contre une, de vouloir bien, vous aussi, entrer en matière sur ce projet de loi.

M. Haberstich, qui vous propose de ne pas entrer en matière, a néanmoins pris une part méritoire aux débats de la Commission sur le fond du projet. M. Moriaud a fait excuser son absence des séances de février et de mars et de celles des 1<sup>er</sup> et 2 juin; il a, par contre, assisté à la séance finale du 5 de ce mois. L'accord a pu finalement être établi au sein de la Commission sur toutes les parties du projet, à l'exception du régime matrimonial, matière particulièrement épineuse. Puisse cette conciliation d'opinions fort divergentes au début être d'un bon augure pour le sort qui est réservé à la loi dans le Conseil. afin que du choc des points de vue divergents auxquels se sont placées les différentes législations cantonales, quant à la portée territoriale des lois, jaillisse finalement une œuvre, conforme à la règle constitutionnelle d'après laquelle les rapports de droit civil des citoyens établis sont soumis à la juridiction et à la législation du lieu de leur domicile, mais faisant aussi à l'exception la part commandée par les particularités de chaque matière et par les rapports de connexité qui relient ce domaine aux autres parties du droit civil.

Le rapport écrit ne s'étendra pas plus au long sur la question de l'entrée en matière. Il suffit de rappeler à cet égard ce qui a été dit sur ce point dans le message du Conseil fédéral, du 25 mai 1887, et dans le rapport de la Commission du Conseil national, du 12 juin 1888. L'essentiel, au demeurant, n'est pas d'entreprendre la tâche, mais de la mener à bonne fin. Quant à M. Haberstich, qui vous propose de ne point entrer en matière, il vous exposera lui-même les motifs qui l'engagent à vous faire cette proposition.

Votre rapporteur se bornera donc à faire brièvement ressortir, point par point, en quoi le projet de votre Commission diffère de la décision du Conseil national.

#### A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'art. 2 établit comme règle la juridiction du domicile; une exception est faite seulement pour les questions qui touchent aux rapports de famille et pour la mise sous tutelle d'un ressortissant demeurant hors du canton (art. 12), laquelle d'ailleurs, ne rentre dans la juridiction contentieuse que lorsqu'il s'agit d'un procès en interdiction. Dans les cas où le droit du canton d'origine fait règle au for du domicile, le juge doit être tenu d'appliquer d'office ce droit à lui étranger, pourvu qu'il repose sur une loi écrite et non sur une simple coutume ou sur un statut local. Tel est le cas notamment pour les obligations alimentaires entre parents et enfants (pour le régime matrimonial d'après la proposition de MM. Haberstich, Rusch et Schmid), et pour les successions (articles 8 [15] et 17 à 20). Il en sera de même dans les cas où, suivant la proposition de MM. Göttisheim, Loretan et Eggli, le régime matrimonial du premier domicile conjugal fait l'objet d'un litige devant le juge d'un domicile ultérieur et lorsque, par la coïncidence de plusieurs chefs de demande connexes, le juge du lieu d'origine est appelé à connaître d'une cause qui, jugée isolément, eût été, suivant notre projet, du ressort du juge du domicile.

On peut différer d'opinion sur l'utilité qu'il peut y avoir à attribuer au juge territorial des différends relevant, quant au fond, de la loi du lieu d'origine ou, en général, de la loi d'un autre canton. Le tout est de savoir lequel des deux inconvénients est le moindre: ou de renvoyer les parties devant un juge peut-être fort éloigné, avec tous les désagréments inséparables d'un procès qui se poursuit à distance, — ou bien de courir le risque de voir le juge du domicile se tromper dans l'interprétation des articles de loi applicables dans l'espèce. Or, en général, on pourra en toute sécurité se fier à la bonne volonté et à la sagacité du juge appelé à appliquer le droit d'un autre canton, cela d'autant plus que, dans la plupart des cas, les contestations de ce genre pourront être



portées, par voie d'appel, devant l'instance supérieure du canton. Au surplus, l'obligation imposée de la sorte au juge d'appliquer le droit d'un autre canton ne contribuera pas pour peu à familiariser nos juristes avec le droit civil suisse, ce qui n'est point à dédaigner.

Votre Commission a retranché à l'unanimité l'art. 5 (nouveau) de la décision du Conseil national, étendant l'application de la loi aux parties d'un même canton, régies par des législations différentes. Nous avons estimé, en effet, que la compétence de la Confédération de régler les rapports de droit civil des citoyens établis et en séjour n'a trait qu'aux rapports de canton à canton et non pas au régime intérieur d'un canton, lequel relève exclusivement de la souveraineté cantonale. Libre aux cantons, cela va sans dire, de faire sur ce modèle une loi cantonale en tous points semblable pour régler les rapports analogues résultant de la diversité des législations à l'intérieur du canton.

## B. DROIT DES PERSONNES ET DROIT DE FAMILLE.

### 1. Capacité civile.

Votre Commission a substitué aux termes généraux du projet du Conseil national une rédaction distinguant les différents cas, en conformité de l'art. 2, alinéa 2, de l'art. 3, alinéa 2, et de l'art. 7 de la loi fédérale du 22 juin 1881 sur la capacité civile.

Si l'émancipation dépend du chef de famille, elle est régie, quant à ses conditions de fond et de forme, par la loi du domicile (art. 8); de même, en règle générale, lorsqu'elle est provoquée par le tuteur (art. 9); que si, par contre, la tutelle est exercée par l'autorité du lieu d'origine (art. 12), c'est le droit du canton d'origine qui fait règle et la justice de ce canton qui statue, la capacité de tester des mineurs est, naturellement, régie par la loi qui fait règle pour le contenu de la disposition de dernière volonté.

C'est la loi du domicile qui régit les droits que certaines législations cantonales accordent aux mineurs, à partir d'un certain âge, vis-à-vis de la personne investie de la puissance paternelle ou tutélaire, par exemple en ce qui concerne le choix de la profession ou de la confession, le droit de coopérer à la gestion des biens, etc.

Différents auteurs, notamment Bar (das internationale Privat und Strafrecht, p. 344), ont cru devoir distinguer, en ce qui concerne les actes de la femme passés sans le consentement du mari, entre la nullité résultant des droits du mari sur les biens de la femme et celle provenant de l'incapacité de la femme soumise à la puissance maritale. Mais, d'après Schreiber (die ehelichen Güterrechte der Schweiz, II, p. 139), cette distinction serait pour ainsi dire sans importance par rapport aux régimes matrimoniaux de nos cantons, attendu que, de toutes façons, le mari possède, soit en son nom, soit au nom de la communauté dont il est le gérant, des compétences administratives et des droits de jouissance considérables, de sorte que l'incapacité de la femme se trouve partout justifiée par les intérêts économiques du mari. Aussi bien, le projet traite, d'une manière générale, de la capacité civile de la femme pendant la durée du mariage, en la soumettant à la loi du domicile, sans mentionner spécialement les différentes restrictions de la capacité qui peuvent résulter du régime matrimonial. La loi du domicile fera donc règle pour les questions ci-après : capacité de la femme de disposer des réserves et de s'obliger à leur égard; droit d'administrer et d'aliéner les biens paraphernaux dans le régime dotal; capacité pour accepter des successions et des donations, pour aliéner ou hypothéquer des immeubles, pour s'obliger directement vis-à-vis de tiers; actes de la femme obligeant le mari; intercessions au profit du mari ou au profit de tiers; renonciation à un privilège au profit des créanciers hypothécaires du mari; mode de contracter avec le mari en cas de collision d'intérêts; contrats de mariage et traités d'hérédité, droit d'ester en justice, droit de requérir les garanties légales pour sauvegarder les apports, administration des apports repris par la femme en vertu d'une séparation de biens ensuite de faillite, de

jugement ou de séparation de corps ; capacité de la femme en cas d'interdiction du mari, etc.

Les législations cantonales règlent la capacité de la femme de différentes manières ; il y en a qui accordent à la femme pleine liberté dans la gestion de ses réserves et capacité illimitée en cas de faillite ou d'interdiction du mari, tandis que d'autres, dans ces deux derniers cas, la pourvoient d'un tuteur ; pour les contrats à passer avec le mari et, en général, en cas de collision d'intérêts, presque toutes nos législations font assister la femme d'un Conseil, d'aucunes subordonnent ses actes à l'autorisation de l'autorité tutélaire ou du juge ; lorsqu'il n'y a ni collision, ni amoindrissement de l'autorité maritale par suite de faillite ou d'interdiction, la coopération ou l'assentiment du mari aux actes de la femme est généralement de rigueur.

### 2. *Rapports de famille.*

Votre Commission a rétabli pour ce chapitre le projet du Conseil fédéral dont elle approuve sans réserves l'argumentation, à savoir que nous avons à faire ici à des institutions d'un caractère de droit public, aux effets juridiques desquelles est subordonné le droit de cité communal et cantonal de l'intéressé.

### 3. *Puissance paternelle.*

En ce qui concerne les rapports juridiques entre parents et enfants, la Commission distingue entre les droits et obligations dont l'ensemble constitue la puissance paternelle, d'une part, et la dette alimentaire, d'autre part. Les questions rentrant dans la première catégorie sont soumises à la loi du domicile : obligations relatives à l'éducation religieuse et professionnelle et à l'enseignement scolaire, droit de correction, obligation de doter les enfants en cas de mariage, pouvoir tutélaire, droits sur les biens de l'enfant et sur le produit de son travail, sûretés à fournir pour garantir la fortune de l'enfant. Les principes régissant ces matières sont à peu près les mêmes que pour l'exercice de la tutelle ; lorsque les parents sont déclarés déchus de la puissance paternelle et qu'un tuteur leur est substitué, ce sont les dispositions contenues au chapitre suivant qui font règle. Par contre, la question des aliments est liée étroitement à l'organisation de l'assistance publique dont elle forme même une partie intégrante dans les cantons de la Suisse allemande, tandis que les cantons romands la règlent dans leurs codes civils. Par suite de cette connexité, il existe naturellement de nombreuses corrélations entre l'obligation alimentaire motivée par le degré de parenté et celle incombant à la commune d'origine ; c'est pourquoi la Commission estime que ces deux sortes d'obligations doivent être régies par la même législation.

### 4. *Tutelle.*

Les motifs qui justifient théoriquement le statut personnel en matière de tutelle n'ont pour la Suisse qu'une valeur secondaire et ne sauraient prévaloir sur l'avantage considérable qu'il y aurait à confier la tutelle à une autorité siégeant à proximité du pupille et ayant la connaissance exacte des personnes et des choses. La loi fédérale sur la capacité civile a fixé d'une manière uniforme l'âge de la majorité et les conditions de l'émancipation ; elle a réglé la restriction de la capacité des personnes majeures au moins en ce sens qu'elle l'interdit pour toutes causes autres que celles énoncées par la loi fédérale. Dès lors, les différences qui subsistent en matière de procédure en interdiction, de nomination de tuteur, d'organisation de la tutelle, des droits d'usufruit sur les biens des enfants, etc., ne pèsent plus d'un assez grand poids pour justifier l'abandon des avantages considérables du régime territorial.

Aussi bien votre Commission a adopté, elle aussi, le principe de la tutelle territoriale, qui figurait déjà dans tous les projets précédents ; elle a cependant étendu les compétences de l'autorité du lieu d'origine en ce sens que celle-ci aura de son côté le droit de provoquer et d'exercer, dans le canton d'origine, la tutelle sur ses ressortissants demeurant au dehors, ou d'exiger, lorsque bon

lui semble, qu'une tutelle établie par l'autorité du domicile lui soit remise (art. 12).

L'intercalation de ce rouage nouveau (ou, à proprement parler, ancien) dans le système du projet ne doit nullement avoir pour effet de détruire le principe de l'unité et de l'indivisibilité de l'administration tutélaire, attendu que dans la mesure où l'autorité tutélaire du lieu d'origine fait usage de son droit, celle du domicile se trouve, par le fait même, dégagée de ses droits et de ses obligations. Dans l'opinion de votre Commission, l'autorité du lieu d'origine, après avoir provoqué elle-même la tutelle sur ses ressortissants du dehors ou se l'être fait céder par l'autorité du domicile, n'est plus en droit d'exiger que celle-ci la reprenne à sa charge ; aussi bien le domicile du pupille n'est plus réputé être au lieu de sa résidence réelle, mais au siège de l'autorité tutélaire du canton d'origine (art. 4. alinéa 2).

La faculté que nous entendons accorder de la sorte à l'autorité du lieu d'origine se justifie, d'une part, par la diversité des confessions, d'autre part, par l'organisation de l'assistance publique. La personne qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire ayant, aux termes de la constitution, le droit de disposer de l'éducation religieuse de l'enfant jusqu'à l'âge de seize ans révolus, on ne saurait équitablement enjoindre à une commune catholique de confier à des protestants la tutelle des orphelins baptisés catholiques et vice versa. Et comme, d'après le droit fédéral, le canton d'origine est tenu de recevoir ses ressortissants qui tombent à la charge de la charité publique, il est beaucoup plus intéressé que le canton du domicile à gérer avec la plus grande parcimonie les modiques ressources dont tel de ses ressortissants disposerait.

On peut objecter, il est vrai, que cette clause, juste en principe, peut, dans son application, donner lieu à des abus, les autorités du canton d'origine étant peut-être portées, soit en vue des impôts ou des émoluments à retirer à réclamer la tutelle des grosses fortunes de préférence à celle des petites. De pareils abus pourront certainement se produire. Il ne faut pas perdre de vue cependant que, étant donné la responsabilité qui en résulte, responsabilité qui s'accroît avec le chiffre de la fortune et avec la distance, la tutelle est généralement envisagée comme une charge plutôt que comme un bénéfice. La crainte de quelques rares abus ne saurait donc nous faire renoncer à une solution dont nous avons reconnu la justesse.

### 5. Régime matrimonial.

Cette partie de la loi est de beaucoup la plus difficile. Nous nous trouvons ici en présence de près de trente législations ou statuts locaux, dont la grande variété empêche toute solution satisfaisante. Hors de l'unification du droit, pas de salut.

Votre Commission s'est scindée en deux fractions, sans compter M. Moriaud qui vous présentera une proposition distincte, basée sur l'immutabilité absolue, même vis-à-vis des tiers, du régime matrimonial une fois constitué.

Il y a cependant deux points sur lesquels votre Commission est d'accord : elle entend que le changement de domicile ne doit, à lui seul, modifier en rien la situation respective des époux ; et elle est d'avis que le maintien du régime vis-à-vis des tiers, au moyen d'une publication, ne constitue pas une solution praticable.

Jusqu'à quel point les relations d'affaires des époux au nouveau domicile commandent-elles une modification du régime matrimonial vis-à-vis des tiers ? C'est la une question qui mérite d'être examinée. Mais, ce point mis à part, la mutabilité du régime matrimonial, du régime légal en particulier, ne saurait être préconisée qu'au nom de la théorie de l'empire absolu du statut réel excluant, sur le territoire, tout régime stable quelconque fondé au dehors. Or, la science moderne est orientée dans un sens tout opposé : elle tend à admettre de plus en plus que la situation d'une personne puisse être régie par une loi étrangère, ce qui facilite considérablement les relations entre nations. Et si le principe est juste pour les rapports de nation à nation, à plus forte raison



doit-il présider aux relations entre membres d'un état fédératif qui a érigé en axiomes constitutionnels le caractère national du droit de cité et la liberté d'établissement. La loi qui fixe ce régime matrimonial n'entend pas simplement indiquer la solution de telle ou telle question qui se présenterait, le cas échéant, mais régler d'une manière positive, pour la vie entière, les relations économiques des époux, relations dont découlent toute une série de droits et d'obligations. Il est donc de l'essence de cette loi d'être en tout temps et en tous lieux à l'abri des modifications.

Quant au régime conventionnel, son immutabilité résulte déjà du principe de l'inviolabilité des droits acquis. Rappelons enfin que les changements de domicile dépendent du mari seul et que, dans un cas donné, la supposition que la femme s'est soumise volontairement à la loi du nouveau domicile peut être absolument erronée, l'application du nouveau régime causant même, dans l'espace, un préjudice grave aux intérêts de la femme.

Tout en proclamant le principe de l'immutabilité du régime matrimonial entre les époux, votre Commission estime que, vis-à-vis des tiers créanciers, c'est la loi en vigueur au domicile qui seule doit faire règle. Elle s'est arrêtée à cette solution parce qu'elle ne saurait se rallier à l'expédient imaginé par le Conseil fédéral et adopté par le Conseil national et qui consiste à permettre le maintien du régime matrimonial moyennant une publication. Cette publication serait, à notre avis, un trompe-l'œil sans aucune valeur réelle. Que la loi attribue un caractère de notoriété à la publication visant un acte déterminé à accomplir à un moment donné, ou à l'inscription au registre du commerce, inscription emportant certains effets exactement définis par la loi et ne concernant que le monde commercial, soit. Mais il serait bien hardi de prétendre que chacun peut avoir connaissance et se rendre compte de la portée de la publication, faite il y a dix ou vingt ans, sur un point quelconque du territoire cantonal, pour rendre public tel ou tel régime matrimonial basé sur les dispositions plus ou moins claires d'un contrat de mariage ou de la loi ou du statut local de l'un des vingt-cinq Etats confédérés. Et comment supposer que le tiers, encore qu'il ait souvenance de la publication en question, sache toujours qu'elle a trait précisément aux époux avec lesquels il est sur le point de passer un contrat?

Le système auquel votre Commission s'est arrêtée consiste donc à distinguer entre les rapports des époux entre eux et leur situation vis-à-vis des tiers. Cette distinction est commandée par l'intérêt public : elle est fondée en droit. C'est ce qu'avait reconnu le Conseil des Etats déjà en 1863, ainsi qu'il résulte des passages ci-après que nous empruntons au rapport de la majorité de la Commission du Conseil national, du 29 mai 1873 : « Quant à la question des biens matrimoniaux, elle est déjà plus contestée. Le Conseil fédéral voulait faire prévaloir ici le principe du lieu d'établissement, mais le Conseil des Etats s'est décidé pour celui de la nationalité et a fait seulement la réserve qu'envers des tiers, ainsi dans la pratique en cas de faillite, le droit du lieu de l'établissement doit être appliqué. La majorité de votre Commission (six voix contre une) adhère en ceci complètement à la proposition du Conseil des Etats. » Le rapport ajoute plus loin : « Si, par cette disposition il est, dans la règle, tenu compte des intérêts des époux et surtout de ceux de la femme mariée, l'on ne doit pas méconnaître que ceux du public habitant le lieu de l'établissement méritent aussi d'être pris convenablement en considération. Il n'y a pas lieu de s'attendre que ce public, avec lequel fraye un couple établi, connaisse les lois des vingt-deux cantons en matière de biens. On admet, en effet, communément que l'obligation de la femme de payer les dettes de son mari est celle que règlent les lois du lieu où l'on vit. »

Conforme à l'exposé ci-dessus, la disposition du projet de la Commission était ainsi libellée : « Pendant la durée du mariage, les rapports des époux, quant aux biens, sont placés sous la législation et juridiction du canton de l'établissement, en tant qu'il s'agit de répondre des dettes contractées envers des tiers ; elles demeurent à tous autres égards sous celle du canton d'origine. »

La même distinction entre les rapports des époux entre eux et leur responsa-

bilité vis-à-vis de tiers se trouve, en principe, dans le projet du Conseil fédéral du 25 octobre 1876, dans la décision du Conseil national du 18 décembre 1876 et dans celle du Conseil des Etats du 16 juin 1877. Voici la teneur des dispositions en question :

Projet du Conseil fédéral : « Un contrat de mariage valablement conclu ne cesse pas de déployer ses effets juridiques par le fait d'un changement de domicile, à la condition que l'un ou l'autre des époux l'ait fait enregistrer auprès de l'autorité compétente, dans le délai de trois mois du changement de domicile.

En cas d'omission de cette formalité, c'est la législation du nouveau domicile qui fait règle vis-à-vis des tiers (créanciers). »

Décision du Conseil national : « Après un changement de domicile, le droit du nouveau domicile est applicable en cas de faillite. »

Décision du Conseil des Etats : « Le régime matrimonial établi par la loi ou par un contrat de mariage continue à déployer ses effets entre les époux, lorsque ceux-ci changent de domicile.

« A l'égard des tiers, le régime matrimonial de l'ancien domicile fait règle si... il a été rendu public au nouveau domicile par un enregistrement auprès de l'autorité compétente. »

Ces précédents nous dispensent de dissenter plus longuement sur le point de savoir si la distinction proposée peut se justifier juridiquement. Ce n'est point là, nous le voulons bien, de la jurisprudence élégante ; il pourra aussi en résulter, nous en convenons, certaines complications dans le décompte avec les époux ou leurs ayants droit, si la loi du lieu de la faillite attribue aux créanciers du mari une part plus grande des apports de la femme que ce ne serait le cas d'après le régime faisant règle entre les époux. Mais la distinction, on ne saurait le contester, constitue une solution éminemment pratique au point de vue des relations commerciales. Et d'ailleurs, nous le répétons, si nous nous sommes ralliés à ce système, c'est après nous être convaincus qu'il n'existe aucun moyen efficace qui permette de maintenir au nouveau domicile, vis-à-vis des tiers, le régime des biens précédemment valable entre les époux, sans porter une atteinte grave à la bonne foi.

Il va bien sans dire que les droits acquis devront être sauvegardés. Mais votre Commission n'entend qualifier tels que les obligations de la femme résultant d'engagements spéciaux et non point les simples espérances fondées sur les apports de la femme par les créanciers du mari, en vertu du régime matrimonial en vigueur à un moment donné.

Après vous avoir exposé de la sorte le projet de la Commission en tant qu'il repose sur une base commune, il nous reste à traiter brièvement des divergences qui nous divisent. La proposition de MM. Haberstich, Schmid et Rusch part du principe de l'origine et peut, à cet égard, invoquer le précédent créé en 1863. Cette fraction de votre Commission se fonde principalement sur la connexité qui existe entre le régime des biens entre époux et le droit de succession ; elle allègue, en outre, que le lieu d'origine du mari pouvant être déterminé avec une certitude absolue, toute controverse au sujet du régime à appliquer se trouve écartée d'emblée, ce qui n'est pas toujours le cas lorsque c'est le premier domicile conjugal qui fait règle.

La fraction, composée de MM. Gottisheim, Loretan et Eggli, oppose au précédent, créé en 1863, le principe constitutionnel, proclamé dans l'interval, d'après lequel les rapports de droit civil des citoyens établis sont soumis, dans la règle, à la législation du lieu de leur domicile. Elle n'envisage pas qu'il y ait connexité absolue entre le régime des biens et le droit des successions, étant d'avis que le régime des biens doit se borner à régler les obligations qui peuvent exister entre époux, à départager les apports et les acquêts ou à déterminer comment ce partage s'opérera le cas échéant, et que tout ce qui concerne les droits de l'époux survivant dans la succession du conjoint prédécédé fait

partie du droit des successions ; elle estime, en outre, que la détermination du lieu du premier domicile conjugal ne rencontrera pas, comme on l'a dit, dans le cas particulier, des difficultés insurmontables, attendu que la jurisprudence ne manquera pas, en cas de doute, de s'en tenir simplement au domicile du mari à l'époque de la célébration du mariage. Mais le point décisif a été, pour cette fraction, que le régime des biens entre époux joue un rôle important dans leurs relations économiques avec leur entourage et qu'il convient par conséquent d'approprier ce régime au milieu dans lequel vivent les époux : le régime des biens a, de son essence, un caractère territorial. En appliquant la loi du territoire, on met de l'ordre et de l'unité dans la situation des citoyens établis d'une manière stable, tandis que le système de la loi du canton d'origine produirait forcément un certain dualisme regrettable à bien des égards.

La fraction, à laquelle appartient votre rapporteur, complète son système, basé sur le principe du domicile, par la faculté accordée aux époux de se placer par une déclaration commune sous la législation du nouveau domicile. Cette faculté étant donnée par une loi fédérale, elle doit pouvoir être exercée alors même que les époux auraient fixé leur régime par une convention et que la loi du canton du nouveau domicile interdirait de modifier ou d'annuler le contrat de mariage pendant la durée du mariage. Le principe de l'immutabilité du régime des biens en cas de changement de domicile n'est absolument opposé qu'à la théorie de la soumission tacite sous la loi du nouveau domicile ; il n'est point incompatible avec un acte en vertu duquel les époux se placeraient volontairement sous cette loi. Et dans l'intérêt de la plus grande uniformité possible du régime, il y a lieu de donner, de par la loi, à un pareil acte un effet rétroactif remontant à l'époque de la création ou de la dernière modification du droit matrimonial.

Les époux peuvent avoir différents motifs plausibles pour se placer ainsi sous la loi du nouveau domicile. Peut-être cette dernière répond-elle mieux à leur situation économique, ou bien offre-t-elle, en cas de crise, des moyens plus efficaces pour sauvegarder les apports de la femme. Il importe, ici aussi, que les droits acquis par des tiers, en vertu d'engagements spéciaux de la femme, ne puissent être lésés. La déclaration des époux ne touchant qu'à leurs rapports entre eux, point n'est besoin de la rendre publique. Il doit cependant être loisible aux cantons de prescrire l'enregistrement, voire même la publication de ces déclarations.

### C. SUCCESSIONS ET DONATIONS.

L'essentiel est, en matière de successions, de réaliser le principe de l'unité et de l'universalité, quel que soit le lieu où la succession est ouverte. Reste à décider, en second lieu, si le droit unique qui régira la liquidation sera celui du domicile du défunt ou celui de son lieu d'origine. La solution de cette question n'a pas à tenir compte des intérêts de tierces personnes, des exigences du commerce, qui jouent un si grand rôle pour le régime matrimonial. Les lois des cantons suisses en matière de successions sont, en effet, toutes d'accord sur ce point découlant du principe de l'universalité, que les héritiers sont tenus des dettes et charges de la succession. Ce qui, par contre, importe le plus, si l'on veut éviter des complications inextricables, c'est que toute succession, qu'elle se fonde sur une convention, sur un testament ou qu'elle ait lieu *ab intestat*, ne relève que d'une seule législation. Les prescriptions régissant les conventions entre époux en matière de succession varient de canton à canton, soit qu'elles revêtent la forme d'une institution d'héritier ou d'une donation à cause de mort ou celle de la suppression de l'ordre légal de succession ; certains droits cantonaux admettent la renonciation à la succession de la part d'un héritier légitimaire (Erbsaukauf, dotation) ; la partie disponible est déterminée de différentes façons ; le droit d'héritage du conjoint survivant peut aller dans certains cantons jusqu'à embrasser, à titre de légitime, la succession entière de l'époux prédécédé, tandis que d'autres législations n'admettent aucun droit de



succession entre époux ; les effets d'un second mariage sont aussi réglés de manière fort diverse ; enfin, la succession *ab intestat* présente une collection bigarrée des principes les plus variés en fait de légitime, de degrés de parenté, de privilèges de sexe et de naissance. Placé devant cette mosaïque de lois diverses, le législateur doit avoir pour ligne de conduite d'éviter autant que possible que des droits successoraux ayant pris naissance en des lieux différents et sous l'empire de lois cantonales divergentes ne viennent, en produisant simultanément leurs effets au moment de l'ouverture de la succession, se croiser et se contrecarrer, ce qui rendrait absolument impossible la liquidation d'une succession d'après des principes de droit précis et uniformes.

Ce principe admis, on conviendra que le droit du domicile ne saurait être appliqué, sans créer des complications, qu'aux personnes établies d'une manière permanente et qui ne changent plus de canton d'établissement. Mais dès qu'il s'agit de la partie plutôt flottante de la population, il n'y a que la loi du lieu d'origine qui puisse réaliser l'unité dans la succession.

C'est cette loi, du reste, qui répond le mieux à la nature des choses : la succession *ab intestat* part de l'idée que les proches parents du défunt sont les premiers appelés à lui succéder dans ses biens. Ces parents qui appartiennent, de près ou de loin, à la famille du citoyen émigré se trouveront généralement au lieu d'origine de ce dernier ; c'est là également que se trouvent les registres qui font foi de la parenté.

C'est, du reste, actuellement, d'après la loi du lieu d'origine que les successions sont liquidées sur la plus grande partie du territoire suisse : ont adhéré au concordat du 15 juillet 1822, sur la faculté de tester et la liquidation des successions, les cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zoug, Soleure, Schaffhouse, Appenzell Rh. int., Argovie et Tessin ; les cantons de Bâle, d'Appenzell Rh. ext. et des Grisons, sans faire partie du concordat, appliquent également le principe du lieu d'origine (v. Huber, *schweizerisches Privatrecht*, I, p. 81). Le droit du pays d'origine a aussi été sanctionné par les conventions internationales avec l'Italie (traité de commerce de 1868), la France (traité de 1869 sur le for), la Perse (traité de commerce de 1873) et le Brésil (convention consulaire de 1878) ; par contre, le traité de 1836 avec le grand-duché de Bade, concernant le libre établissement, a proclamé la loi du domicile, le traité d'établissement de 1850 avec les Etats-Unis la loi du lieu où se trouvent les biens ce qui répond aux idées anglo-américaines.

Tout cela considéré, votre Commission s'est décidée à placer les successions et, partant, les donations sous l'empire de la loi nationale, en rendant cependant hommage au principe *locus regit actum*, en ce qui concerne les formalités à observer pour les dispositions de dernière volonté, les traités d'hérédité et de donation.

A la demande expresse de notre collègue M. Rusch, nous ferons observer que les termes de « légitime », « conditions légitimaires », etc., ne s'appliquent qu'improprement au droit du canton d'Appenzell-Rh. int., étant donné que le droit de ce canton, fidèle à ses origines germaniques, n'admet la succession testamentaire que dans une mesure fort restreinte, à savoir jusqu'à concurrence de 2 0/0 de la succession lorsqu'il existe des descendants et, à leur défaut, de 5 0/0.

#### D. et E. SITUATION DES SUISSES A L'ÉTRANGER ET DES ÉTRANGERS EN SUISSE.

Ces deux chapitres ne donnent pas lieu à des observations, la Commission vous proposant d'adhérer sous ce rapport aux décisions du Conseil national. Nous avons seulement réservé, à l'égard des personnes, placées sous tutelle ou curatelle, qui se rendent à l'étranger, la faculté, pour l'autorité du lieu d'origine, de se faire attribuer l'exercice de la tutelle ou curatelle.

#### F. DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES.

Votre Commission, comme nous l'avons dit, ayant jugé impraticable la déclaration publique moyennant laquelle on peut maintenir son régime matri-

monial, a retranché de ce chapitre les dispositions ayant trait à cette formalité.

Le Conseil national a cru devoir compléter la disposition relative au for, en distinguant, conformément aux art. 57 et 59 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, les contestations entre cantons et les recours présentés par des particuliers ; il y a ajouté, comme troisième catégorie, les différends qui viendraient à surgir au sujet d'un changement de domicile. Votre Commission estime ces distinctions inutiles, la disposition en question n'ayant, à son avis, d'autre but que d'attribuer la juridiction au Tribunal fédéral et de déterminer la procédure. Quant à la légitimation des parties, elle résultera d'elle-même, dans chaque cas particulier, des dispositions de la présente loi ; de même, l'objet du litige : en alléguant, à cet égard, les art. 57 et 59 de la loi précitée, on s'engagerait dans la casuistique au risque d'être incomplet.

Ceci dit, la majorité de votre Commission vous engage à entrer en matière sur le projet de loi, chacun des membres se réservant d'ailleurs de compléter, de vive voix, l'exposé que vous venez de lire.

Berne, le 14 juillet 1889.

*Le Rapporteur :*  
EGGLI.

*Membres de la Commission :* MM. EGGLI,  
GOTTISHEIM, HABERSTICH, LORETAN, MORIAUD,  
RUSCH, SCHMID (Uri).





## QUATRIÈME PARTIE

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

L'émigration prend, cette année, des proportions qu'on n'avait pas constatées depuis de longues années. Elle a enlevé à l'empire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars, 59.179 habitants. Elle est allée croissant chaque année depuis 1888. En 1888, dans les trois premiers mois, le chiffre des émigrants ne s'était élevé qu'à 31,000.

Le 13 avril, a été signé un accord entre l'Allemagne et la Suisse concernant la protection des brevets et marques de fabrique.

---

#### BELGIQUE

Dans la discussion, à la Chambre (séance du 12 avril), des crédits pour l'achèvement des forts de la Meuse, M. Frère-Orban, ancien ministre, chef du parti libéral doctrinaire, a fait une excursion rétrospective dans l'histoire des rapports de la Belgique avec la France, pendant le second empire. Nous nous contentons de reproduire le compte rendu analytique de cette partie du discours de l'homme d'Etat belge.

A Paris, au lendemain du coup d'Etat de 1852, un décret fut porté la nuit au *Moniteur* pour proclamer l'annexion de la Belgique à la France! Il ne fut retiré que sur les conseils d'un ami du prince qui avait fait le coup d'Etat et qui avait compris les dangers de cette agression. Mais si le décret fut retiré, la pensée sub-sista toujours.

Peu d'années après, au moment où allait éclater la guerre d'Orient, Napoléon III faisait dire au gouvernement belge que, si les traités étaient déchirés en Orient, ils l'étaient également, à son avis, en Occident : c'était clair. Et il fallut faire appel aux puissances pour qu'on s'expliquât sur ce nouveau principe du droit public : nous obtinmes satisfaction.

Après la guerre, le plénipotentiaire au congrès de Paris attaqua la Belgique dont il dénonga la presse. Au lendemain de Sadowa, on trafiquait encore de nous.

Lorsque M. le général Chazal songea à préparer la défense de la Belgique en créant le camp retranché d'Anvers, le gouvernement français protesta : l'empereur fit appeler le ministre belge à Paris et se plaignit de l'inexécution du traité de 1831, les places fortes qu'on allait démolir devant, selon lui, être maintenues.

C'est dans cette situation que, en 1857, nous primes le pouvoir et nous proposons immédiatement de fortifier Anvers. Aussitôt nos adversaires politiques combattant la petite enceinte; ils nous forcèrent à présenter l'année d'après le projet dit de la grande enceinte.

De très attaques furent ultérieurement dirigées contre nous. Ayant échoué après Sadowa dans ses entreprises, l'empereur voulait s'annexer le Luxembourg : on fut à la veille de la guerre et nous dûmes parer à ce nouveau danger.

Les craintes étaient si vives que nous ne pûmes échanger à Paris nos bons du trésor pour créer des ressources : Nous dûmes réaliser nos fonds et l'opposition nous refusa ensuite un bill d'indemnité : Encore et toujours l'esprit de parti !

Plus tard, on fit suggérer à l'Autriche de réclamer, pour obtenir la paix, l'ancienne frontière de 1814 qui nous enlevait une partie du Hainaut et nous donnait en compensation une partie du Luxembourg ; mais l'Allemagne refusa.

On essaya de créer un mouvement en Belgique pour réaliser une union douanière avec la France : on échoua encore.

Peu avant 1870, on essaya d'obtenir les routes stratégiques qui se trouvaient sur notre territoire. On sait que M. de Bismarck menaça alors le Luxembourg de dénoncer sa neutralité !

Voilà une série de dangers auxquels nous avons échappé.

Les faits énoncés par M. Frère-Orban sont en partie fort peu connus, et leur authenticité sera sans doute contestée ; mais il n'en ressort pas moins une différence capitale entre la politique de Napoléon III et celle de la République française à l'égard de la Belgique.

M. Frère-Orban ne cite à l'appui de ses allégations aucun texte, aucun document ; il se borne à un récit plus ou moins véridique, à une appréciation plus ou moins exacte de certains actes de la politique impériale. M. Emile Olivier a, d'ailleurs, opposé à l'ancien ministre belge une réfutation en règle :

Il est parfaitement inexact, a déclaré M. Emile Olivier, qu'au lendemain du coup d'Etat, et surtout à la veille de la guerre d'Orient, Napoléon III ait songé à l'annexion de la Belgique.

Il faut être absolument ignorant des données premières de la politique que suivait alors le gouvernement impérial, pour lui supposer une pareille intention.

En effet, jusqu'en 1866, l'alliance que Napoléon III pratiquait était celle de l'Angleterre ; celle qu'il caressait, c'était celle de la Prusse. Or, ni l'Angleterre ni la Prusse, à ce moment, n'auraient voulu l'anéantissement de la Belgique.

En 1866, tout changea et il fut, en effet, question de l'annexion de la Belgique à la France ; mais l'initiative de cette combinaison venait de M. de Bismarck — et non de l'empereur.

Ne croyant pas pouvoir s'assurer la complaisance puis la complicité de la France pour sa politique agressive contre l'Autriche par l'abandon des territoires allemands, M. de Bismarck dit à Napoléon III :

— Prenez donc la Belgique, je vous y aiderai.

A cette époque, il est vrai de dire que l'empereur eut un moment de tentation, et qu'il envisagea comme possible l'agrandissement de la France par l'annexion de ce petit royaume en compensation de l'agrandissement de la Prusse en Allemagne.

Cette pensée fut cependant fugitive et ne se traduisit par aucun acte d'exécution ; elle fut presque aussitôt abandonnée qu'écoutée ; à partir de 1867, elle ne demeure plus dans l'esprit de l'empereur que comme un mauvais cauchemar et ne tient plus aucune place dans ses projets diplomatiques.

Il y eut encore entre la France et la Belgique des difficultés relatives aux chemins de fer luxembourgeois. Mais ces difficultés furent suscitées par M. de Bismarck et la Belgique, et non par la France ; d'ailleurs, l'empereur prêta complaisamment la main à leur arrangement.

Voilà, resumée en quelques mots, l'exacte vérité sur la politique de Napoléon III à l'égard de la Belgique ; de nombreux documents officiels pourraient au besoin l'attester. Tout le reste est de pure fantaisie.

Le *Temps* a enfin versé au débat une pièce capitale, une lettre inédite que l'empereur Napoléon III adressait, en 1870, au duc de Gramont, ministre des affaires étrangères. Cette lettre était absolument intime et confidentielle. En voici le texte intégral :

Metz, le 28 juillet 1870.

« Mon cher duc,

« En partant ce matin j'ai oublié de vous dire qu'il serait bien important de faire le plus tôt possible une dépêche à Lavalette afin de rejeter sur qui de droit l'initiative et la responsabilité du prétendu traité.

« Voici ce que m'a rappelé mon cousin Napoléon et ce qui est d'accord avec mes souvenirs. M. de Bismarck a dit au prince Napoléon à Berlin : « Vous cherchez une chose impossible : vous voulez prendre les provinces « du Rhin qui sont allemandes et qui veulent le rester. Pourquoi ne pas « vous adjoindre la Belgique, où existe un peuple qui a la même origine, la « même religion et parle la même langue ? J'ai déjà fait dire cela à l'empereur ; s'il entrait dans ces vues, nous l'aiderions à prendre la Belgique ; « quant à moi, si j'étais le maître et que je ne fusse pas gêné par l'ennemiement du roi, cela serait déjà fait. »

« Ceci est authentique, car Goz me l'avait déjà dit. Aussi, lorsque à l'époque de l'Exposition le roi des Belges parla à Napoléon de ses inquiétudes sur mes intentions, mon cousin lui répondit : « Vous devriez être très reconnaissant à l'empereur, car Bismarck lui a offert la Belgique et il l'a refusée. » En un mot, c'est la Prusse qui a fait l'offre, et c'est nous qui avons élué de répondre.

« J'ai fait mon voyage. L'enthousiasme est une belle chose, mais bien fatigante et souvent de bien mauvais goût.

« Croyez à ma sincérité.

« NAPOLÉON. »

## FRANCE

### Questions coloniales à la Chambre des Députés.

Dans la séance du 2 avril, M. de Mahy a questionné le ministre des affaires étrangères sur la situation des intérêts français à Madagascar.

Voici le discours du ministre :

M. Ribot, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je remercie l'honorable M. de Mahy de la forme bienveillante qu'il a donnée aux questions qu'il vient de m'adresser.

M. de Mahy a tracé un tableau fort noir de la situation présente dans l'île de Madagascar. Moins que personne, je nierai les difficultés de la politique que nous y suivons pour faire exécuter complètement le traité de 1885 et pour y asseoir d'une façon définitive notre influence prépondérante. Mais il ne faudrait pas prendre comme des faits indiscutables les allégations que M. de Mahy a apportées à cette tribune et qu'il a puisées si je ne me trompe, dans les journaux de Tananarive qui, par chaque courrier, nous apportent ce qu'on appelle des nouvelles sensationnelles.

Il n'est pas exact qu'à l'heure présente la sécurité des Français soit menacée et que les affaires soient entièrement paralysées.

M. de Mahy. — Tant mieux.

M. le ministre des affaires étrangères. — D'après les rapports que j'ai reçus, le calme est complet à Tananarive...

M. Le Provost de Launay (*ironiquement*). — Comme au Tonkin !

M. le ministre. Si vous apportez des questions précises, je m'expliquerai ; mais je répète qu'à l'heure présente le calme est complet à Tananarive.

Il s'est passé, il y a quelques semaines, des faits fort étranges, qui ont été



racontés dans les journaux sous le titre « Affaire des cœurs malgaches » et qui jettent un jour singulier sur l'état mental d'une partie des populations.

Le bruit s'est répandu, tout à coup, dans l'île, que les Français et aussi les Anglais se procuraient, à prix d'argent, des cœurs de jeunes enfants malgaches, avec lesquels ils fabriquaient des élixirs.

Notre résident général, pour prévenir les conséquences que pourrait avoir la propagation de pareils bruits, a demandé, de la façon la plus énergique, que les auteurs de ces calomnies fussent arrêtés et punis. On a saisi plusieurs Malgaches; un, notamment, qui avait amené son jeune enfant pour le vendre et le soumettre à cet abominable supplice.

Deux des principaux coupables ont été condamnés à mort, les autres aux travaux forcés, et cette légende aussi absurde que dangereuse a été démentie par une proclamation du premier ministre.

M. Jacques Piou. — On applique à Madagascar la loi contre la diffamation plus vite que chez nous.

M. le Ministre. — Elle est appliquée plus sévèrement et surtout plus rapidement qu'ici.

J'arrive à ce qui se serait passé à Ambohimberina, aux environs de Diégo-Suarez.

M. de Mahy a expliqué qu'il y a quelques mois, deux ou trois Français auraient pénétré dans un fort hova et qu'on les aurait précipités, pieds et poings liés, du haut d'un rocher.

M. de Mahy. — C'étaient deux de nos anciens soldats indigènes.

M. le Ministre. — Ce seraient alors des Malgaches ?

M. de Mahy. — Des Malgaches qui ont servi la France, monsieur le ministre.

M. le Ministre. — La Chambre comprendra que je ne puis m'expliquer sur un fait qui nous est absolument inconnu. Diégo-Suarez n'est pas dans le protectorat de Madagascar; c'est une terre française, qui relève de l'administration coloniale, et je suis certain que l'honorable M. Etienne n'aurait pas manqué de porter à ma connaissance un fait aussi grave, s'il était réel.

Voici ce qui s'est passé il y a quelques mois à l'occasion de la fête du bain de la reine, la solennité nationale des Malgaches.

Le gouverneur français de Diégo-Suarez fut invité, suivant la coutume, à participer à la fête dans le fort hova. Pour s'y rendre, il voulut prendre une route par laquelle les Européens n'ont pas coutume de pénétrer dans le fort, il trouva cette route coupée; évidemment, elle l'avait été à dessein, dans une pensée malveillante. Il exigea qu'on lui fit des excuses. Le lendemain, le commandant hova se rendit avec une escorte à Diégo-Suarez et fit des excuses en forme en présence de notre gouverneur.

J'ai lu, comme M. de Mahy, dans un journal de Tamatave que le gouverneur hova aurait interdit aux étrangers de passer par certains chemins; il aurait indiqué la seule voie d'accès dont il permettait la pratique. D'après ce journal, le gouverneur français de Diégo-Suarez aurait purement et simplement fait afficher cette défense en prévenant que les contrevenants seraient fusillés.

Cela serait grave, assurément; mais ni le dernier courrier, ni aucun des courriers précédents n'a apporté aucune nouvelle de ce genre. Il n'est pas vraisemblable que M. Froger, le gouverneur de Diégo-Suarez, si un fait pareil s'était produit, ne l'eût pas porté à la connaissance de son supérieur, M. le sous-secrétaire d'Etat.

Quoi qu'il en soit, aussitôt que le fait m'a été signalé, j'ai demandé des renseignements; M. le sous-secrétaire d'Etat en a demandé de son côté. Si je ne peux pas apporter aujourd'hui ces renseignements à la Chambre, c'est que, vous le savez, messieurs, les communications entre la grande île et nous sont malheureusement très imparfaites. Les échanges de lettres demandent plusieurs mois. Quant à la pose d'un câble télégraphique que, pour ma part, je désire vivement, nous n'avons pas encore pu saisir la Chambre du projet qui est à l'étude.

En ce qui concerne l'état des affaires, sans rien exagérer, je puis dire que les exportations et les importations ne cessent de progresser.

J'ai reçu, il y a quelques semaines, le relevé des importations et des exportations pour le port de Tamatave. Elles sont en constant progrès et, ce qui doit vous satisfaire encore davantage, la part des Français va sans cesse en augmentant.

Ces importations ne sont pas destinées à nos soldats, car nous n'avons, comme vous le savez, à Tananarive, non pour exercer la police, mais pour former l'escorte du résident général, qu'une force de 50 à 70 hommes.

M. le comte Albert de Mun. — C'est bien là le malheur !

M. le Ministre. — Permettez ! Le traité de 1883 a été voté par la Chambre.

M. le comte Albert de Mun. — Ce n'est pas ma faute ni celle de M. de Mahy !

*Un membre de l'extrême gauche.* — Ni la nôtre !

M. le Ministre. — Il ne suffit pas de proclamer à la tribune que nous avons le devoir de faire la police dans cette île un peu plus grande que la France, et d'ajouter que s'il se commet sur un point quelconque un attentat, le gouvernement français sera responsable ! Je me borne à vous rappeler le texte du traité et à vous donner l'assurance que nous nous appliquons à remplir aussi complètement que possible la tâche parfois difficile qui nous a été confiée par le Parlement.

J'aborde les autres points signalés par M. de Mahy et je vais essayer d'y répondre aussi brièvement et aussi simplement.

M. de Mahy a parlé de la juridiction à Madagascar. Il a dit que les Français ne pouvaient pas y obtenir justice quand ils étaient aux prises avec un étranger ; qu'à l'inverse les étrangers trouvaient devant nos tribunaux un accueil qui n'est pas payé de réciprocité.

Il est vrai que nos résidents investis de la juridiction ont admis les actions des étrangers contre des Français défendeurs. Les tribunaux anglais jusqu'à l'année dernière avaient refusé la réciprocité aux Français qui ont affaire à des Anglais.

Nous nous sommes préoccupés de fondre toutes ces juridictions en une seule et d'obtenir des nations étrangères qu'elles remissent à la France la juridiction de leurs nationaux.

C'est dans cette pensée que nous avons demandé l'année dernière à la Chambre de poser dans une loi le principe d'une juridiction française, non pas seulement consulaire, mais composée de magistrats. Ce projet a soulevé des difficultés que M. de Mahy connaît mieux que personne. Je n'ai pas à entrer dans le détail, et il m'a lui-même prié de n'y pas entrer. Mais je puis dire que l'Angleterre nous a fait connaître que quand nos tribunaux fonctionneraient, elle retirerait les siens.

Notre intention est d'établir ces tribunaux à bref délai. Les communications sont tellement lentes qu'il était à peu près impossible d'arriver à se mettre d'accord sur certains détails importants avec le résident général sans qu'il vint à Paris. Il est arrivé il y a quelques semaines.

Vous connaissez les éventualités qui peuvent se produire d'un instant à l'autre dans l'île, que nous avons dû aussi envisager et qui sont dans une certaine mesure une cause de retard. Mais je puis assurer à mon honorable collègue M. de Mahy que personne n'est plus désireux que moi de voir la justice française définitivement installée à Madagascar.

L'honorable M. de Mahy a parlé en outre de concessions de terre et de mines qui ont été faites à Madagascar. J'ai déjà eu l'honneur de répondre à cette question il y a quelques mois. J'y ai répondu à cette tribune, et aussi à la suite d'une lettre qui me fut adressée à la fin de janvier par M. de Mahy.

J'ai dit que le gouvernement français se réservait de ne pas reconnaître la validité de concessions qui, par leur caractère, par les clauses qu'elles con-

tiennent, par leur étendue, toucheraient d'une manière quelconque aux droits de souveraineté à Madagascar et présenteraient un caractère politique.

Je renouvelle cette déclaration. Depuis la dernière réponse que j'ai faite à M. de Mahy, aucune concession nouvelle n'a été accordée, et je puis ajouter que les concessions précédentes n'ont pas été mises en valeur. On n'a trouvé ni en Angleterre ni ailleurs des capitaux pour s'associer aux entreprises que l'on avait en vue.

M. le comte Armand. — Vous en êtes-vous expliqué avec le gouvernement hova ?

M. le Ministre. — Je crois inutile de m'expliquer sur cette question avec le gouvernement malgache; une pareille conversation ne pourrait nous mener à rien d'utile ni d'efficace.

Je ferai respecter les droits qui nous appartiennent quand le moment sera venu; mais encore une fois, j'estime qu'il est inutile d'entamer des négociations sur un point qui nous paraît aussi clair.

Enfin, M. de Mahy m'a demandé s'il était vrai que le gouvernement hova dût prendre part à l'exposition de Chicago.

Rien dans la correspondance n'indique qu'une résolution ait été prise à cet égard. J'ai lu seulement dans un journal de Madagascar qu'en effet, on prêtait au gouvernement hova l'intention d'exposer les produits de l'île dans une vitrine de l'exposition de Chicago. Mais dans quelles conditions ce projet doit-il être exécuté ? A cet égard le journal est muet. J'ai fait prendre des renseignements, et dès qu'ils me seront parvenus, je les communiquerai à mon honorable collègue.

M. de Mahy. — Le gouvernement hova a-t-il le droit de traiter avec le gouvernement américain dans ce but ?

M. le Ministre. — Je n'ai pas à discuter ici la question de droit.

*Divers membres à droite.* — Pourquoi ?

M. François De'ouele. — La question est jugée par les accords de 1890. Le gouvernement hova n'a pas le droit de conclure, hors de notre intermédiaire, une convention avec le gouvernement américain.

M. le Ministre. — Le fait d'envoyer des produits à une exposition constitue-t-il une négociation ?

Nous veillerons en tout cas à ce que les droits que nous tenons des traités soient rigoureusement sauvegardés.

M. Jourde. — Et l'introduction des armes dans l'île ?

M. le Ministre. — Il est parfaitement exact que le gouvernement hova a acheté des armes à différentes époques et s'est adressé soit à la France, soit à d'autres pays.

Messieurs, je crois avoir répondu à toutes les questions qui m'ont été posées.

M. le comte Armand. — Vous avez répondu faiblement et nous devons constater que la situation ne fait qu'empirer à Madagascar.

M. le Ministre. — J'ai répondu, en tout cas, avec la plus grande franchise.

M. le comte Armand. — Je ne dis pas le contraire, mais sans fermeté !

M. le Ministre. — Le jour où vous voudrez examiner à fond la situation qui nous a été faite à Madagascar par le traité de 1885, celle que nous y avons et celle à laquelle nous devons prétendre, le gouvernement ne se refusera pas à cette discussion. Mais je ne crois pas que l'heure actuelle soit propice à ce débat en présence de certaines éventualités auxquelles je faisais allusion.

Il est possible que la Chambre veuille qu'une politique nouvelle soit faite à Madagascar, que le traité de 1885 ne lui suffise pas, qu'elle en désire un autre. Je ne veux pas, messieurs, engager cette discussion. Je me permets seulement de dire que ces dernières questions ne sont pas de celles que l'on peut aborder en quelque sorte au pied levé, et qu'il ne suffit pas pour les résoudre de les envisager avec des sentiments auxquels je m'associe de tout cœur; qu'il faut aussi y apporter la maturité des réflexions et prendre en



considération certaines données que je n'ai pas à indiquer en ce moment à la tribune. Je suis prêt à répondre, comme je le dois, en toute circonstance, sur la façon dont nous avons exécuté les décisions des Chambres et appliqué le traité.

Ce traité de 1885 — je n'hésite pas à le dire — a créé pour mes prédécesseurs comme pour moi-même une situation qui a ses difficultés ; les moyens matériels qu'il met à notre disposition sont limités. Quant aux moyens moraux, vous savez que leur efficacité n'est pas constante et ne peut pas suffire toujours à dénouer toutes les difficultés.

Nous nous sommes efforcés, quant à nous, de ne rien abandonner de notre situation, de l'élargir au contraire, de la fortifier en toute circonstance. Nous avons obtenu de l'Angleterre qu'elle retirât à ses agents le droit de communiquer avec le gouvernement hova sans passer par notre intermédiaire.

Je sais bien que nous avons en face de nous à Madagascar des résistances qui ne sont pas le fait des gouvernements étrangers, mais celui d'indigènes que vous connaissez bien, qui se défendent et qui luttent pied à pied contre notre influence. Le jour où j'aurai des moyens plus étendus, plus complets pour vaincre ces résistances, j'en userai ; pour le moment vous trouverez bon, messieurs, que, sans engager le Parlement à son insu...

*Un membre à gauche.* — Très bien ! très bien !

M. le Ministre. — ... Dans une politique que peut-être il n'approuverait pas, je me renferme, comme c'est mon devoir, dans la tâche qui m'incombe, de défendre à Madagascar par les moyens qui sont en mon pouvoir les droits que la France s'y est assurés.

À de nouvelles observations de M. de Mahy et à une demande d'interpellation de M. Deloncle, M. Ribot a répondu :

Il n'y a qu'une raison qui me ferait accepter immédiatement et même demander l'interpellation : c'est que tout à l'heure l'honorable M. de Mahy en a trop dit pour une question et n'en a pas dit assez pour une interpellation.

Quant à moi, puisqu'on nous accuse de laisser passer des insolences ou des bravades sans les réprimer, je voudrais que la Chambre fût mise à même de se prononcer, et si je n'écoutais que mon sentiment personnel, je demanderais la discussion immédiate de l'interpellation. Mais M. de Mahy reconnaissait tout à l'heure qu'il ne lui paraissait pas possible d'engager ce débat aujourd'hui. Je suis de cet avis.

En tout cas, la discussion ne devrait pas venir incidemment.

### Les crédits pour le Soudan français.

La Chambre a abordé, le 7 avril, la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire pour le service des colonies et d'une interpellation sur les affaires du Dahomey.

Dès le début de la séance, M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies a demandé de joindre les deux questions.

M. Emile Jamais, sous-secrétaire d'Etat des colonies. — Nous prions la Chambre de vouloir bien joindre les deux débats et, dans notre demande, je n'ai pas besoin de le dire, il n'y a aucune espèce d'arrière-pensée.

Nous ne considérons pas que la question du Soudan et celle du Dahomey comportent des solutions identiques. Elles diffèrent l'une de l'autre ; chacune a son caractère propre ; mais nous pensons qu'il n'est de l'intérêt de personne d'établir ici, à deux ou trois jours d'intervalle, une double discussion relativement à notre situation sur la côte occidentale d'Afrique.

Une occasion toute naturelle nous est offerte de jeter un coup d'œil d'en-

semble sur notre situation et notre politique coloniale en Afrique; nous prions la Chambre de la saisir pour ouvrir un débat où tout le monde pourra s'expliquer très nettement et très loyalement. Ce n'est pas, je le répète, que l'une des deux questions puisse et doive engager l'autre; nous faisons cette demande dans l'intérêt de l'ordre et de la clarté du débat.

M. Martineau, partisan de l'évacuation du Soudan, ou tout au moins d'une occupation très limitée, et M. Hervieu, signataire de l'interpellation, se sont attelés, l'un à démontrer l'insuffisance de nos efforts dans ce territoire de l'Afrique; l'autre à montrer le roi du Dahomey comme « agissant à l'instigation de l'Allemagne ». Les deux orateurs concluaient dans le même sens.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies a répondu :

Messieurs, notre politique coloniale est engagée au Soudan et à Dahomey. Comment devons-nous la comprendre? Quelles limites faut-il lui assigner? Par quels moyens d'action faut-il la soutenir?

C'est ce que je voudrais rechercher devant la Chambre, très simplement, mais aussi nettement que possible.

L'honorable M. Hervieu s'est étonné que le gouvernement n'eût pas encore pris une situation nette par le dépôt d'une demande de crédits en ce qui concerne le Dahomey.

L'explication est pourtant bien simple. Nous nous sommes trouvés, il y a quelques jours, pour le Soudan, en face d'une situation sur laquelle je vais m'expliquer dans un instant, et qui nous a paru comporter le dépôt immédiat d'une demande de crédits. Nous l'avons fait.

Nous nous sommes trouvés plus récemment, en ce qui concerne le Dahomey, en face d'événements et d'une situation qui ont amené un débat. Ce débat est ouvert, et la demande de crédits, que le gouvernement est du reste décidé à vous proposer, a été fixée par lui à 5 millions.

Il y aura la sanction naturelle de ce débat et de l'exposé de notre politique en ce qui touche le Dahomey, si cette politique obtient votre approbation.

J'examine séparément l'une et l'autre question.

Pour le Soudan, il y aurait trop de choses à dire sur la situation actuelle et pour ma part, je suis trop désireux de toucher le plus tôt possible au point vif de ce débat pour vouloir refaire, une fois de plus, après les discussions précédentes, l'historique de nos campagnes militaires et de notre expansion coloniale au Soudan.

Tout le monde sait que cette expansion de la France au Soudan, entrevue il y a bien longtemps par Faidherbe, a ors qu'il était gouverneur du Sénégal, continuée, poursuivie après lui par les généraux Brière de l'Isle et Borgnis Desbordes, par les colonels Combe, Boiève, Gallieni; tout le monde sait que cette expansion est surtout entrée dans une phase active au cours des dernières années. La situation en présence de laquelle il faut se placer à l'heure actuelle est le résultat des deux brillantes campagnes du colonel Archinard contre Ahmadou et du colonel Humbert contre Samory.

La première pensée qui peut venir à l'esprit de nos contradicteurs, le premier point que j'ai le devoir d'aborder dans ce débat, puis que je discute et j'essaye de justifier une demande de crédit supplémentaire sur l'exercice actuel, c'est de rechercher et d'indiquer à quoi correspond à cette demande.

On nous dit : Voulez-vous vous étendre au Soudan ?

Notre réponse est très nette : Non ! nous ne voulons pas nous étendre au Soudan. Nous voulons, et nous ne voulons que ça, maintenir la situation actuelle, et dans les conditions que je vais indiquer.

Nous ne voulons pas nous étendre, parce que nous ne le devons pas, étant donnée cette situation, et j'ajoute que nous pouvons prendre très sincèrement devant la Chambre, sans crainte d'être entraînés dans l'avenir par

les évènements, l'engagement de nous limiter, parce que nos possessions actuelles au Soudan sont aujourd'hui enfermées dans des limites qui nous imposent le devoir, avant de songer à des conquêtes nouvelles, d'organiser commercialement, de consolider la situation acquise dans les territoires que nous possédons.

M. Le Provost de Launay. — C'est impossible !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Vous dites que c'est impossible. Nous discuterons ce point ; mais laissez-moi démontrer à la Chambre que la chose est possible.

Quelle est notre situation ? Nous occupons là-bas un territoire dont l'étendue dépasse les deux tiers de la France. Nous allons de Bakel, qui est le point de contact entre la frontière du Sénégal et le Soudan français, jusqu'à la rive droite du Niger ; c'est une étendue de 700 à 800 kilomètres. Du nord de Nioro à Sannankoro, nous avons une étendue d'environ 1,000 kilomètres.

Nous possédons cet immense territoire, qui n'est pas encore organisé, qui ne le sera qu'après de longs efforts, après des travaux productifs, et ce territoire si étendu est occupé par des forces dont j'indiquerai le chiffre lorsque j'essayerai de faire ressortir le caractère purement défensif du projet qui vous est soumis.

Ce territoire, pouvons-nous prendre l'engagement de ne pas l'étendre ?

Messieurs, vous l'entendez bien, dans le domaine politique colonial il y a des périodes d'action et des périodes de repos ; or, j'ai la conviction que l'action que nous avons déployée depuis deux ans nous impose actuellement une période de repos, une période pendant laquelle nous chercherons à consolider les résultats acquis, et ce sera là l'objectif de notre politique.

M. Hubbard. — Il y a dix ans qu'on nous dit cela !

M. le comte Albert de Mun. — Je demande la parole.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Messieurs, quelles sont ces limites ? Avons-nous à cet égard une sécurité complète ?

A l'ouest, nous ne risquons pas d'être inquiétés ni d'être obligés à faire la guerre : car nous touchons au Sénégal et aux Rivières du Sud, qui sont des possessions françaises, et au Fouta-Djallon, qui est un pays où nous avons libre entrée. Au sud, c'est le territoire de Sierra-Leone, possession anglaise, et la République de Liberia, qui est un Etat organisé.

Au nord, de Nioro à Ségou, sur la rive droite du Niger, nous sommes en contact sur la plus grande partie de la ligne avec les Maures, des peuplades nomades avec qui nous n'aurons probablement pas à engager une véritable guerre.

A l'est, Messieurs, au delà du Niger, nous touchons à des royaumes formés par le démembrement des Etats d'Ahmadou et dont les rois ont été installés par nous.

Au sud, nous sommes en contact, pour une partie, avec les Etats de Samory, dont les bandes sont aujourd'hui en fuite, et avec la République de Liberia.

Nous avons donc, Messieurs, avec la frontière du Niger, non seulement une frontière, mais une force, qui nous permet de nous établir solidement dans les possessions acquises et d'assurer les résultats obtenus jusqu'à ce jour.

Je voudrais cependant dissiper, à cet égard, une équivoque possible. Il y a quelques jours, quand vous avez discuté le rapport de mon ami M. Poincaré sur des crédits supplémentaires, j'ai lu dans ce rapport une expression que je demande à relever.

M. Poincaré, prenant acte des déclarations que j'avais eu l'occasion de faire devant la Commission du budget, disait : « Le Gouvernement s'engage à ne pas prendre l'offensive. »

Il n'est pas douteux que ce mot d'« offensive » ne saurait être pris dans son sens littéral, et que, quand il s'agit de ces peuplades avec lesquelles



nous avons fait la guerre, le moyen de se défendre ne consiste pas à se laisser ensermer par l'ennemi, mais à l'attaquer.

M. Raymond Poincaré. — Nous sommes d'accord.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Quand nous vous disons que nous ne prendrons pas l'offensive, cela signifie dans notre pensée qu'il ne suffit pas que nous soyons attaqués pour que nous nous croyions obligés de nous annexer le territoire de l'agresseur après l'avoir châtié.

On peut venger l'insulte faite, prendre des postes, débarrasser des troupes ennemies qui s'efforcent de se concentrer : ce n'est point là prendre l'offensive dans le sens que nous donnons à ce mot. On peut infliger un châtiment et se replier ensuite sur les positions occupées, au lieu d'aller chercher au loin, je ne sais où, des frontières nouvelles, inconnues, où nous découvririons de nouveaux ennemis qui s'uniraient à ceux que nous aurions voulu combattre.

Si ce n'est pas pour étendre notre situation dans le Niger, si nous considérons que la politique qui a été suivie au Soudan depuis quelques années nous impose une période de repos et de consolidation des résultats acquis, si nous pensons qu'il serait extrêmement imprudent de marcher de l'avant avant d'avoir assuré les possessions acquises, avant d'avoir prolongé, par exemple, jusqu'au Niger, jusqu'à Bamako, le chemin de fer qui ne va aujourd'hui que jusqu'à Bafoulabé, si nous disons cela, Messieurs, quel est donc le caractère du projet de crédit, quelle pensée l'a inspiré, et quelle a été son origine ?

On m'a reproché, devant la Commission du budget, il y a quelques jours, de ne pas demander un crédit suffisant.

Mesieurs, nous avons restreint notre demande de crédits supplémentaires à ce qui nous a paru nécessaire, à ce qui répond aux demandes qui nous ont été adressées par les hommes qui sont là-bas, qui ont la confiance du Gouvernement, car nous ne pouvons pas, en semblable matière, substituer notre responsabilité à la leur et avoir la prétention, loin des événements, loin de ces régions, de diriger les opérations militaires qu'ils ont plus de compétence que nous pour diriger.

Que voulons-nous faire ? Nous vous demandons de nous permettre, — et nous n'avons pas voulu engager la question sans l'assentiment des Chambres, — nous vous demandons de nous permettre de compléter l'effectif de l'escadron soudanais, de le porter de 100 à 170 hommes, de créer deux nouvelles compagnies de tirailleurs indigènes, et lorsque nous aurons, grâce à ces deux nouvelles compagnies, un régiment complet de tirailleurs soudanais, de constituer ce régiment.

M. le baron Reille. — Je demande la parole.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je n'éprouve aucune hésitation à citer à la Chambre quelques chiffres.

J'essaie, Messieurs, de m'expliquer d'une façon aussi nette et aussi complète que possible.

Je n'éprouve aucune hésitation à placer quelques chiffres sous les yeux de la Chambre, ce n'est pas une indiscretion que je commets, et elle ne peut être dangereuse, puisqu'ils ont déjà paru il y a quelques jours dans un document officiel.

Savez-vous ce que nous avons là-bas, à l'heure actuelle, pour assurer notre sécurité sur cette immense étendue de territoire dont j'ai indiqué rapidement les limites à la Chambre ? Nous avons comme effectif dont il faudrait déduire, bien entendu, quelques incomplets — 1,464 combattants et 833 non combattants. C'est tout ce que nous avons pour garnir ces postes si nombreux.

Je ne sais pas qu'il puisse y avoir le moindre inconvénient à vous donner la composition de ces forces...

M. François Deloncle. — Le rapport de la Commission contient ces chiffres.

M. le comte de Lanjuinais. — Tout le monde les connaît.

M. Raymon-l Poincaré. — C'était dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à l'ouverture des crédits supplémentaires.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — L'observation de mon collègue M. Poincaré est très juste. Ces chiffres ont été publiés dans l'exposé des motifs du projet de crédit supplémentaire, et c'est pour cela que je les cite.

M. Paul de Cassagnac. — D'ailleurs, il y a eu assez de dissimulation dans la politique coloniale. Nous demandons la vérité, la vérité brute, parce que c'est la seule qui soit patriotique. Jusqu'à présent, il n'y a eu que des dissimulations et des mensonges.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je prends l'effectif tel qu'il est indiqué sur les états officiels, sans faire la déduction des incomplets possibles depuis lors :

Combattants : 1,464 se décomposant en 84 officiers, 197 Européens combattants et 1,183 indigènes combattants.

Non combattants : 833, se décomposant de la manière suivante : 20 officiers auxiliaires, en mission ; 99 ouvriers d'artillerie, 69 conducteurs sénégalais, 647 conducteurs auxiliaires.

Voilà les forces que nous avons là-bas pour garder nos postes. Et si je faisais sous les yeux de la Chambre — ceci, elle me permettra de ne pas le faire — le dénombrement de ces postes, le nombre des soldats qui se trouvent dans certains, nous verrions qu'il y a sur certains points des postes, comme le poste de Ségou-Sigoro, par exemple, dont la situation géographique est très importante, puisqu'il est aux confins d'un Etat qui a été placé sous la domination de la France, mais qui, s'il a été conquis, n'est pas encore complètement soumis, nous verrions que ces postes ne sont défendus que par quelques officiers et que quelques hommes.

Eh bien, Messieurs, placés en présence de cette situation, nous avons considéré comme un devoir absolu de vous demander le moyen de fortifier nos garnisons, c'est-à-dire de mettre à l'abri de tous les accidents — et vous savez quelle pourrait être dans ces régions la répercussion d'un accident quelconque — nos soldats qui se sont si vaillamment et si glorieusement comportés là-bas.

Et, puisque je parle de nos soldats, laissez-moi vous dire...

Ah ! Messieurs, croyez bien que je n'ai pas la vanité de penser que je pourrais, par une digression ou un mouvement oratoire quelconque, influencer vos décisions et vos votes ; mais moi qui ai vu les rapports venus de là-bas, qui ai vu tout ce qu'il y a eu d'héroïsmes inconnus, de dévouements obscurs dans ces régions éloignées, j'ai le devoir d'en parler à la Chambre pour rendre hommage à ces vaillants qui se battent loin de la France, à ces soldats du drapeau français.

Lorsqu'on connaît les faits, lorsqu'on a lu les rapports dont je parle, on peut avoir cette confiance que le pays qui produit de tels hommes est prêt à toutes les éventualités et à tous les devoirs.

M. Paul Déroulède. — C'est pour cela qu'il faut les ménager.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Telle est, Messieurs, la situation au Soudan. Ce n'est pas pour étendre nos possessions, mais pour maintenir la situation acquise que le Gouvernement a déposé le projet de loi.

Je voudrais maintenant, si ces explications ne paraissent pas trop longues, aborder l'autre côté de ce débat, la question du Dahomey.

Comme je vous le disais tout à l'heure à propos de la motion d'ordre qui a été présentée, elle n'est pas connexe à celle du Soudan par les résolutions qu'elle comporte.

M. Le Provost de Launay. — Elle est bien moins grave !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — La question du Soudan peut être résolue par certaines mesures ; celle du Dahomey en exige d'autres. Je suis obligé

de présenter cette observation pour dissiper une confusion d'idées que j'ai cru apercevoir dans certains esprits. On s'est figuré, en voyant le Gouvernement joindre ces deux questions devant la Chambre, qu'il y avait là l'indication d'une politique. Ceux qui ont combattu la politique d'expansion coloniale dans ces dernières années ont dit : Mais la politique du Gouvernement au Dahomey doit manifestement consister dans une expédition telle qu'elle permette de joindre, à travers le Dahomey, nos possessions du Soudan. Eh bien, non, Messieurs, nous sommes en présence d'une situation tout autre.

Comment est-elle née ? Je n'ai pas à revenir sur le traité que la Chambre connaît. C'est pourtant là un fait qu'il faut que j'indique dans ce débat. C'est même l'origine de nos difficultés.

Je n'ai point à revenir sur le traité du 3 octobre 1890, qui a été discuté ici pendant toute une séance, dont la Chambre connaît les termes et les dispositions. Ce traité a été violé il y a quelques jours par le roi de Dahomey ; cette violation nous impose le devoir de défendre nos intérêts et nos droits, et de remplir là-bas la mission que nous devons y remplir. Car il y a autre chose, dans un traité de cette nature, que la possession d'une certaine bande de territoire, il y a autre chose dans ce traité que la possession indéfinie de Kotonou et le protectorat de Porto-Novo. Par le fait même de ce traité, par la situation qu'il nous a donnée et qui n'était pas nouvelle, dont l'origine remonte à des époques antérieures, aux traités de 1838, de 1863 et de 1878...

**M. Henri Hervieu.** — Mais comment a-t-il été respecté ?

**M. le sous-secrétaire d'Etat.** — Ne cherchez pas à me faire entrer dans la politique rétrospective. Je constate la situation de fait et je dis que non seulement nous avons le devoir de défendre là-bas nos possessions, nos intérêts et nos droits, mais que nous avons aussi l'obligation morale, diplomatique, de défendre d'autres personnes que nos nationaux. Il y a, en effet, des Européens qui sont là-bas sous notre protection.

Quelle pourrait être demain la situation de la France si, voyant que nous n'intervenons pas pour les défendre, les Gouvernements dont ces Européens sont les sujets intervenaient en notre lieu et place et si, après avoir été victimes d'une violation de traité par les Dahoméens, nous étions chassés par une puissance européenne ? Il y a là un ensemble de faits et de considérations qui nous impose des devoirs et une attitude.

Quelle doit être cette attitude ? L'honorable M. Hervieu a parlé d'une éventualité que, pour ma part, je ne puis considérer ni discuter à cette tribune : il a parlé d'un échange. Je me bornerai à dire que cet échange aurait une singulière préface dans les critiques de M. Hervieu.

**M. Henri Hervieu.** — J'ai dit que l'échange n'était pas possible.

**M. le sous-secrétaire d'Etat.** — Vous avez fait une critique de notre situation. Eh bien, je dis que ce serait une singulière préface pour entrer dans une négociation de cette nature.

Il y a une autre solution que j'indique d'un mot, que la Chambre me permettra de ne pas discuter davantage : c'est l'évacuation. On peut avoir telle ou telle opinion ; il peut y avoir des hommes qui croient sincèrement que l'évacuation serait la meilleure solution. Aucun de nous n'a le monopole du patriotisme ni de l'intelligence des intérêts du pays. Mais je crois très sincèrement que celui-là même qui peut, la plume à la main, se prononcer dans un article de journal en faveur de l'évacuation se refuserait à l'appliquer et même à en parler, s'il avait la responsabilité des affaires.

**M. Paul Derouède.** — Je demande la parole.

**M. le sous-secrétaire d'Etat.** — Messieurs, l'évacuation, je ne la discute pas.

Je fais à peine remarquer en passant que, lorsqu'un pays voisin a été obligé de se résoudre à cette mesure dans une circonstance que vous connaissez — je veux parler des difficultés que les Anglais ont rencontrées en



1875 sur le territoire des Ashantees — il ne l'a fait qu'après avoir infligé un châtimeut à l'ennemi.

M. le comte Armand. — C'est cela ! il faut commencer par là.

M. François Deloncle. — Mais les Anglais ont depuis repris ce territoire !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Il y a deux autres solutions. La première, dont il a été question dans cette enceinte, et qui, à de nombreuses reprises, depuis quelques jours, a fait dans la presse l'objet de vives discussions, qui a été portée à cette tribune au mois de novembre dernier, au moment où nous avons discuté le traité dont il s'agit : c'est une marche sur Abomey.

Messieurs, nous avons envisagé cette solution, et nous venons vous dire qu'à l'heure actuelle nous ne saurions vous la proposer.

M. François Deloncle. — Alors pourquoi en parler ?

M. Jules Delahaye. — Ne livrez pas votre plan ! Behanzin lit les journaux !

M. Paul de Cassagnac. — Ne vous engagez pas d'une façon absolue !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Il ne saurait y avoir aucune espèce d'équivoque. Si je me suis mal exprimé, j'en demande pardon à la Chambre.

J'examine une situation de fait actuelle, et je crois pouvoir dire — nous l'avons dit hier à la Commission du budget, et cela résulte de l'ensemble même des déclarations que nous faisons — je crois pouvoir dire, sans apporter ici une parole imprudente, que si, à l'heure actuelle, la marche sur Abomey ne nous paraît pas un effort au-dessus de nos forces, elle serait hors de proportion avec le résultat à obtenir.

M. le comte Albert de Mun. — Vous serez obligés d'y aller !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Franchement, je suis un peu surpris de l'accueil qui est fait à mes paroles.

On demande des explications. Je suppose que dans un instant un orateur monte à cette tribune ; si je n'avais pas traité cette question, il me dirait : Vous avez oublié de parler d'une hypothèse, d'une solution : la marche sur Abomey. Qu'en pensez-vous ?

Et vous ne voulez pas que, faisant ici l'exposé de la situation, j'indique que cette solution ne nous a pas paru, à l'heure actuelle, la meilleure ?

*Voix diverses.* — A l'heure actuelle ? Très bien !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Bien entendu : à l'heure actuelle !

M. Jules Delahaye. — Il était bon de le dire !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Quel est donc le membre de cette Chambre qui voudrait lier le Gouvernement dans une formule ? Quel est celui qui pourrait dire ce que deviendra notre situation là-bas et ce qu'elle exigera de nous ?

M. Henri Hervieu. — Il faut aller jusqu'à Abomey ou évacuer le territoire. Il n'y a pas d'autre solution !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je parle de la situation d'aujourd'hui, des mesures que cette situation nous paraît comporter, et je dis que si nous avons écarté cette solution, — c'est parce que nous pensons qu'il y a d'autres moyens d'action plus efficaces, et c'est précisément en vue de ces autres moyens que nous vous demandons des crédits.

Vous pensez bien, Messieurs, que le Gouvernement n'a pas attendu le moment actuel, l'ouverture de ce débat, pour prendre les mesures qu'il était de son devoir de prendre.

Les mesures de défense ont été prises tout de suite. Nous n'avons pas cru engager bien lourdement notre responsabilité en faisant ce qui était le devoir strict des hommes qui sont chargés de la direction des affaires et qui en ont la responsabilité.

Toutes les mesures nécessaires : envoi de troupes, moyens de les faire parvenir le plus rapidement possible sur le terrain des opérations, tout a été discuté, examiné et décidé en conseil dès la première heure.

Si nous vous demandons des crédits, c'est parce qu'il faut faire face aux dépenses engagées de ce chef et qu'il faudra ensuite fortifier, s'il est nécessaire, les renforts de troupes que nous avons envoyés là-bas.

M. Paul Déroulède. — A quel endroit ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. — L'interruption de M. Déroulède m'oblige à arriver tout de suite à un des points que je considère comme très importants.

On me dit : « Quel endroit allez-vous fortifier ? Sur quel point allez-vous agir ? »

A gauche. — Ne le dites pas !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Bien entendu !

M. Jules Delahaye. — Finissez-en avec cette discrétion ! Dites donc carrément ce que vous voulez faire.

M. Paul de Cassagnac. — On continue à ne pas vouloir voir clair !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je n'étonnerai certainement personne en disant que c'est à la Chambre de savoir si elle veut voter les crédits. Quand le Gouvernement vient parler des mesures qu'il est nécessaire de prendre et qui dépendent du développement des opérations militaires, des avis qui pourront lui être transmis par ses agents qui sont sur le théâtre même des opérations, je ne crois pas qu'il y ait un seul député, sur quelque banc qu'il siège, à quelque opinion qu'il appartienne — car ces questions ont le privilège de ne pas être obscurcies par l'esprit de parti et d'opposition — qui puisse demander au Gouvernement de faire connaître ici quel chiffre d'hommes on va envoyer, quelles sont les compagnies qui partiront, quel jour elles s'embarqueront, quel jour elles arriveront, et quelles mesures nous prendrons là-bas.

Nous avons à défendre les dispositions du traité, notre protectorat de Porto-Novo, notre possession de Kotonou, tous nos intérêts sur la côte.

Nous avons beaucoup de moyens d'action. C'est sur la côte que nous pouvons les concentrer le plus utilement, parce que là nous pouvons agir, et on a déjà agi, non seulement pour l'armée de terre, mais par la flotte.

Je vous avoue, Messieurs, que ma situation devient un peu embarrassante ; si je ne dis rien, on me reproche mon silence, si je parle, on me reproche d'en dire trop.

Que voulez-vous, Messieurs, que le Gouvernement puisse vous dire, sinon vous demander, quant à l'emploi de ces crédits et aux mesures à prendre, la confiance que, dans une question de cette nature, il a le devoir de réclamer ?

Je comprends qu'un de nos collègues vienne nous dire : Je vous demande de marcher sur Abomey. C'est une solution : Ce que peut vous dire le Gouvernement, après avoir obtenu les crédits qu'il réclame, c'est que vous lui laissiez la latitude de les employer au mieux des événements et de prendre, comme sa responsabilité le comporte et lui en fait un devoir, les mesures les plus utiles pour la défense de nos intérêts ?

Telle est, Messieurs, l'explication de notre demande de crédits.

Il me sera permis d'ajouter qu'au Soudan nous voulons maintenir la situation actuelle, et qu'au Dahomey nous entendons faire respecter le traité qui a été signé par la France. Nous voulons défendre là-bas nos intérêts, nos droits, notre protectorat ; nous voulons remplir les obligations qui nous incombent au regard de nos nationaux et des autres Européens placés sous la protection de notre drapeau.

Ce n'est pas là une politique d'expansion ; mais nous ne ferons pas davantage une politique d'évacuation ou de reculade. Nous avons tous les moyens de faire face à la situation. Nous vous demandons ces crédits pour en user au mieux de nos intérêts et pour faire respecter, comme il doit être respecté partout, dans toutes les circonstances, le drapeau de la France.

A M. Jamais ont succédé M. de Lamarzelle qui s'est déclaré pour une action énergique immédiate, comportant la prise d'Abomey : M. François Deloncle, préoccupé avant tout de ne pas voir survenir une brouille avec Thiéba ; le rapporteur de la Commission, M. Chautemps, qui a réduit le

débat à ses véritables proportions en rappelant qu'il s'agissait seulement d'augmenter l'effectif de nos troupes pour assurer la sécurité du Soudan français; et M. le Provost de Launay qui demandait au Gouvernement de donner lecture d'une dépêche alarmante du colonel Humbert, communiquée la veille à la Commission du budget.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies. — Messieurs, j'aimerais beaucoup mieux, si je ne consultais que la situation que je suis obligé de prendre dans ce débat, avoir à répondre à un acte qui me serait personnel. L'honorable M. Le Provost de Launay a bien voulu mettre ma personnalité en dehors de ce débat. Il me permettra de lui dire que la politique ne permet pas de choisir les responsabilités; elle les impose.

Je voudrais serrer de près le débat, en tirer la conclusion pratique; je voudrais faire appel à la Chambre tout entière, ou tout au moins à la majorité républicaine...

*A droite.* — A tout le monde!

M. Paul de Casagnac. — Pourquoi nous séparer de vous?

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je modifie volontiers ma formule: Je fais un appel très sincère à tous ceux qui veulent voter les crédits du Soudan.

L'honorable M. Le Provost de Launay nous a dit: Je ne vous les refuse pas; bien loin de là; je suis même disposé à les augmenter, mais je demande à la Chambre de marquer par un vote précis le point de départ et la ligne de démarcation entre la politique qui a été suivie jusqu'à l'heure actuelle et celle que vous avez promis de suivre à l'avenir.

Je prie très sincèrement la Chambre de ne pas demander au sous-secrétaire d'Etat qui est à cette tribune et qui peut-être demain ne fera plus partie du Gouvernement d'apporter ici des télégrammes privés et confidentiels qui peuvent refléter l'état d'esprit d'un officier à un moment donné...

M. le Président. — Monsieur le sous-secrétaire d'Etat, veuillez poursuivre votre discours sans vous arrêter aux interruptions.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Messieurs, je suis à cette tribune — je ne désirais pas y remonter — pour accomplir ce qui m'apparaît à l'heure actuelle comme un devoir de conscience; je prie la Chambre de me le faciliter.

Je ne saurais apporter ici, Messieurs, la critique du passé, ce n'est pas mon rôle, et cela ne saurait être dans mes intentions. D'ailleurs la politique dont on a parlé a été soumise à la Chambre.

M. Paul de Cassagnac. — Je demande la parole.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Vous l'avez discutée pendant deux ou trois séances. Vous avez voté les crédits. Je n'ai pas à revenir sur ces discussions.

L'engagement que vous pouvez me demander pour l'avenir, je l'ai déjà pris et je le renouvelle avec une sincérité complète. Nous ne nous proposons pas d'étendre nos possessions, mais nous voulons les conserver intactes, sans les diminuer en rien.

Si la question du Soudan pouvait être limitée à elle-même, si vous aviez à peser, comme on vient de le dire, les avantages et les inconvénients de cette possession, à faire le décompte et le bilan de ce qu'il a pu nous coûter dans le passé, de ce qu'il nous coûtera dans l'avenir et des avantages qu'au point de vue commercial nous pouvons en espérer, vous pourriez peut-être poser le débat dans ces termes. Mais ce qui m'empêche de vous suivre à cet égard, c'est que dans cet immense et mystérieux continent africain, qui a tant causé de surprises aux explorateurs les plus habiles et aux politiques les plus avisés, vous ne pouvez pas limiter et isoler la question du Soudan français; elle a une répercussion inévitable sur notre politique algérienne et tunisienne. Dans ces conditions, je ne voudrais pas voir émettre un vote qui



affaiblirait l'action du Gouvernement et diminuerait son autorité là où elle doit s'exercer.

M. Le Provost de Launay nous reproche de demander un crédit insuffisant. S'il n'est pas plus élevé, c'est que vous avez déjà voté pour l'exercice 1892, au chapitre du Soudan, un crédit qui dépasse 5 millions, le majorant ainsi d'un chiffre très élevé par rapport aux crédits de 1891. N'oubliez pas, non plus, que nous sommes à une époque de l'année où il aura été sinon imprudent, tout au moins irréfléchi de venir vous demander, sans savoir dans quelles limites les crédits déjà votés sont engagés, ou employer des crédits nouveaux qui tomberaient dans quelques mois en annulation.

M. le comte Armand. — Ce n'est pas à craindre !

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Ce n'est pas à craindre ? Eh bien ! Monsieur le comte Armand, permettez-moi d'ajouter un mot, pour répondre à une des observations de M. Le Provost de Launay.

Il a dit : Vous nous dissimulez ou plutôt vous vous dissimulez à vous-même la situation, vous vous trompez vous-même ; vous croyez la situation meilleure qu'elle ne l'est ; le lieutenant-colonel Humbert a besoin de troupes plus nombreuses, il vous demande des renforts immédiats.

Messieurs, je crois, pour ma part, qu'il y a là beaucoup d'exagération, et c'est ce que je voudrais démontrer à la Chambre.

Mais, Messieurs, c'est la vérité des faits !

La période militaire est fermée au Soudan, c'est le commencement de l'hivernage ; le colonel Humbert a quitté Sanankoro et Bmandougou ; il va se rendre à Kayes et de là en France, où il débarquera au mois de juillet, comme l'ont fait les années précédentes tous les officiers qui ont eu le commandement supérieur des forces du Soudan. Les opérations militaires sont donc interrompues pour plusieurs mois.

M. Le Provost de Launay disait tout à l'heure que notre commandant supérieur là-bas avait eu à se plaindre de ce que Samory, contre lequel nous luttons, recevait des armes de guerre par le territoire de Sierra-Leone. Ce fait est exact, mais on n'a pas attendu le débat actuel pour saisir de notre réclamation légitime le Gouvernement anglais. Depuis quelques jours, depuis le 2 avril dernier, nous avons une garantie plus efficace que dans le passé ; nous avons la mise en vigueur de l'acte de la Conférence de Bruxelles, qui oblige toutes les puissances contractantes à s'opposer formellement à la contrebande de guerre sur tous les territoires africains où elles sont établies. Il y a là une obligation, une garantie qui nous permet, ajoutée à beaucoup d'autres, de nous engager très loyalement et très sincèrement devant la Chambre à une politique de défense et d'organisation.

C'est à cette politique que je vous demande de donner votre adhésion.

M. de Mun a conclu également à la nécessité de ces crédits. Il s'est déclaré partisan d'une politique coloniale et notamment de l'expansion de la France en Afrique.

C'est M. le président du Conseil qui lui a répondu :

M. Emile Louhet, *président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. — Messieurs, le Gouvernement ne peut s'abstenir de répondre à l'appel qui lui a été adressé tout à l'heure par l'honorable M. de Mun. Il ne peut laisser voter sur la demande de crédit en discussion sans avoir dissipé toutes les équivoques et rendu au vote sa véritable signification.

L'honorable M. de Mun a exposé sur la politique coloniale de la France des conceptions, des idées dont il avait déjà apporté l'expression à cette tribune, et que nous connaissons tous. A ses yeux un grand effort est nécessaire, et la France, rivalisant avec d'autres grandes nations, doit poursuivre ses conquêtes dans l'Afrique occidentale.

Ces conventions politiques n'ont rien à voir avec la demande de crédits

soumise en ce moment à la Chambre, et dont M. le sous-secrétaire d'Etat vous a très nettement indiqué le caractère.

Elle n'a d'autre objet que de répondre à des besoins signalés par les autorités qui nous représentent au Soudan.

Le crédit de 360,000 francs que nous vous demandons est destiné à la création, à l'organisation dans le Soudan français de deux compagnies recrutées parmi les indigènes et formées sur place : rien de plus, rien de moins.

Il ne comporte ni une critique du passé, ni une orientation de notre politique coloniale dans le sens indiqué par M. de Mun.

M. Camille Dreyfus. — Alors, qu'est-ce que c'est ?

M. le Président du Conseil. — Laissez-moi parler, et je vous le dirai.

Je réponds à M. de Mun : Non, notre demande de crédits n'implique pas une adhésion à votre politique ; nous ne voulons pas suivre un plan de politique coloniale en Afrique pareil au vôtre, parce que, à l'heure actuelle, il n'y a pas que l'accroissement de nos possessions au Soudan qui importe à la France.

La France s'est engagée, nous ne l'oublions pas, sur différents points du globe, et, si nous ne répudions pas les faits accomplis de la politique coloniale, nous ne croyons pas qu'il y ait pour le pays nécessité ou utilité à donner un nouvel élan à cette politique, quand nos conquêtes ne sont pas conso idées, quand nous n'avons pu tirer encore tout le parti que nous en attendons.

Vous semblez oublier, Messieurs de la droite, les critiques que vous avez si souvent adressées aux Gouvernements qui nous ont précédés, quand vous leur reprochiez d'engager des soldats, des armées dans les contrées les plus différentes.

*Plusieurs voix à droite.* — C'est encore notre opinion, nous n'avons pas changé.

M. le Président du Conseil. — Je les rappelle à M. le comte de Mun.

M. le baron Reille. — Il n'a pas changé non plus !

M. le comte Albert de Mun. — Monsieur le président du Conseil, vous me répondez en vous adressant à mes collègues : je n'ai parlé qu'en mon nom.

M. le Président du Conseil. — Quant au Gouvernement, il est profondément convaincu que la France a un intérêt profond à garder les possessions acquises et à en poursuivre le développement pacifique ; il prendra toutes les mesures qu'exige leur défense militaire, mais sans s'engager dans de nouvelles entreprises qui pourraient, comme l'a dit M. de Mun, nous entraîner plus loin que la limite où nous voudrions nous arrêter.

Telle est, Messieurs, la signification très précise de notre demande de crédits, et en priant la Chambre de lui conserver, en dépit des interprétations de MM. de Mun et Le Provost de Launay, son véritable caractère, je la supplie de voter les 360,000 francs que nous lui demandons.

Dans sa séance du 11 avril, la Chambre des députés a continué l'examen du projet de loi concernant les crédits supplémentaires pour le Soudan et la discussion de l'interpellation de M. Hervieu sur les événements du Dahomey.

Après la lecture par M. Chautemps, au nom de la Commission du budget, de son rapport sur la demande de crédits concernant le Dahomey, M. Delahaye a vainement déposé une demande d'ajournement de la discussion « jusqu'à ce que le Gouvernement eût fait connaître toutes les causes et toutes les responsabilités de l'état de guerre engagé au Dahomey », et M. Jules Gaillard a demandé à la Chambre de réduire le crédit de mille francs pour marquer la volonté d'en finir avec les expéditions lointaines.

A ces premiers orateurs a succédé M. Etienne, ancien sous-secrétaire d'Etat

des colonies, qui est venu défendre son administration mise en cause à la séance de samedi dernier, et montrer à quel grand rôle la France pouvait prétendre en Afrique.

M. Camille Pelletan, adversaire résolu de la politique d'expansion, lui a répondu, et après ce dernier M. Jamais est monté à la tribune :

M. Emile Jamais, *sous-secrétaire d'Etat des colonies*. — Messieurs, je serais tenté de m'excuser devant la Chambre de faire un appel nouveau à son attention, si je ne sentais le besoin et le devoir de lui présenter, à cette heure du débat, des observations que je m'efforcerai de rendre très courtes.

Le Gouvernement se trouve en présence de deux ordres d'objections et de deux sortes de contradicteurs.

Les uns lui reprochent de ne pas montrer assez de hardiesse en matière de politique coloniale, de manquer de confiance et de foi dans cette politique, de n'apporter ici que des demi-déclarations, des réticences, et de ne pas savoir accepter largement, comme il convient, l'héritage de ses prédécesseurs.

Pour d'autres, au contraire, nous allons beaucoup trop loin. Nous avons beau dire, à cette tribune, comment nous comprenons la direction à donner aujourd'hui à la politique coloniale, on n'accepte qu'avec des réserves nos déclarations et on nous dit : « Vous êtes en contradiction avec vous-mêmes, vous vous mettez à la merci des événements, vous serez obligés d'aller plus loin que vous ne le pensez. »

Il semble vraiment que, placé entre deux catégories de contradicteurs, le gouvernement qui est sur ces bancs ne fait preuve dans ce débat que d'une attitude sans netteté, sans méthode, sans plan, sans but défini.

Est-ce bien là la vérité ? Je voudrais le rechercher en quelques mots.

Je ne reviendrai pas sur les crédits eux-mêmes : on en a bien peu parlé dans cette séance ; et tout ce que je veux dire c'est que les déclarations que nous avons faites, nous les maintenons dans leur intégralité. Personne ne saurait nous demander d'entrer avec plus de précision dans les détails.

M. Jules Delahaye. — Ils ont bien leur importance.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux colonies. — Je comprends que tel ou tel de nos collègues puisse avoir le désir de nous en entre déclarer à la tribune, avec des détails précis, que nous occuperons tel ou tel point, que nous ferons telle ou telle opération militaire.

Permettez-moi de remarquer qu'il pourrait y avoir de l'imprudence et même du danger à apporter ici des déclarations qui, connues là-bas, pourraient avoir pour conséquence le retour d'événements semblables à ceux qui se sont produits dans le passé.

Nous vous soumettons une demande de crédits ; ces crédits nous paraissent répondre aux besoins de la situation actuelle, et la question qui se pose est de savoir si vous avez confiance dans nos déclarations.

Puisque j'ai parlé des crédits et des mesures que nous sommes conduits à prendre, je voudrais donner satisfaction à une question qui nous a été posée, au cours de la séance précédente, par l'honorable baron Reille. Il nous a demandé quelles troupes nous enverrions au Dahomey et il nous a sollicité de ne pas faire appel aux hommes du contingent.

Messieurs, nous avons devancé ce désir, qui n'est pas seulement le désir personnel de notre honorable collègue, mais qui, j'en suis sûr, est partagé par la Chambre entière.

Nous avons décidé par avance que nous n'enverrions au golfe de Bénin aucun homme du contingent, mais seulement des tirailleurs sénégalais et des hommes empruntés à la légion étrangère.

M. le baron Reille. — La commission de l'armée vous remercie, monsieur le sous-secrétaire d'Etat.



M. le sous-secrétaire d'Etat. — Telle était la réponse que je voulais faire à M. le baron Reille et à la Chambre.

Ce débat, messieurs, soulève une autre question que je voudrais dégager avec une netteté complète.

Il ne s'agit pas seulement des crédits que le gouvernement vous demande; il s'agit aujourd'hui et pour l'avenir, comme conclusion à cette discussion, de savoir quelle méthode nous entendons suivre pour l'administration et la direction des colonies. Il s'agit de savoir si le chef actuel de cette administration a assez de foi, assez de confiance, dans la politique coloniale, ou s'il mérite, au contraire, le reproche de timidité et de modération excessive.

*Sur divers bancs.* — Non, il ne s'agit pas de cela!

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Vous dites : non ; mais j'ai cru comprendre que plusieurs orateurs disaient : oui.

Sur ce point, messieurs, il s'agit de moi seul beaucoup plus que du gouvernement, et je n'en suis que plus à l'aise pour parler.

On a demandé au gouvernement s'il avait une conception déterminée de la politique coloniale, un plan politique d'organisation.

Laissez-moi vous dire en deux mots comment je comprends à l'heure actuelle, cette politique et cette organisation.

M. Leydet. — Et le gouvernement aussi?

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Bien enendu.

Laissez-moi vous indiquer comment cette politique sera dirigée et sur quels points nous ferons porter nos efforts.

C'est la question de politique générale qui a été posée, et je dois y répondre.

Je ne veux pas introduire dans ce débat la moindre personnalité : les questions de personnes sont trop peu de choses en politique pour que je m'y arrête. Mais il me sera permis de dire qu', de toutes les surprises que me réservait cette discussion, la plus inattendue, la plus grande et aussi — je le dis en toute conscience, — la plus imméritée a été le reproche — que j'ai senti percer dans certains discours — d'avoir manqué à cette solidarité que je considère comme un devoir pour les gouvernements qui se succèdent.

M. Peytral. — Ce n'est pas la théorie parlementaire.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Est-ce à dire cependant que l'on manque à cette solidarité lorsque, à un moment donné, on se préoccupe des nécessités de l'heure présente?

Est-ce à dire qu'on ne peut pas, lorsqu'on a essayé de se pénétrer des besoins d'une administration, qu'on s'efforce de la dégager de toute ou telle tendance excessive ou de tel ou tel parti pris, est-ce à dire qu'on ne peut pas apporter à un jour donné l'expression d'une politique déterminée et indiquer quelle est cette politique?

M. le comte Armand. — C'est ce que vous ne nous dites pas.

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je voudrais le dire tout de suite.

Ce qui nous oblige, messieurs, à limiter notre action, mais sans rien abandonner du patrimoine nouveau que la République a donné à la France, c'est qu'à l'heure actuelle notre politique coloniale est engagée sur trop de points pour qu'il ne soit pas du droit strict des hommes qui la dirigent de discerner et de choisir en quels endroits ils doivent spécialement porter leurs efforts.

Pour ma part, je suis convaincu qu'il y a en ce moment une œuvre plus importante et plus urgente à faire que d'étendre nos conquêtes : c'est d'organiser nos possessions acquises, et je n'hésite pas à reconnaître qu'elles ne sont pas suffisamment organisées.

Comment voulez-vous que nous n'ayons pas le sentiment, et en même temps le devoir de résister à une politique d'extensions nouvelles quand il suffit de consulter les statistiques de nos colonies pour savoir qu'il en est plusieurs où les autres nations font un commerce égal, sinon supérieur à celui de la France?

Comment voulez-vous que nous ne cherchions pas d'abord à organiser notre domaine colonial d'aujourd'hui, lorsque nous avons de grands efforts à faire, lorsque nous aurons peut-être à demander à la Chambre des crédits nouveaux, non pour faire des conquêtes nouvelles, mais pour mettre nos colonies en état de se défendre elles-mêmes, sans que nous soyons obligés de distraire une partie de nos forces à l'heure où se joueront, sur les champs de bataille de l'Europe, le sort et les destinées de la patrie.

Le Parlement a ouvert il y a quelques années un crédit de 1.200 000 fr. pour l'organisation militaire de nos colonies. Ce crédit est inscrit dans le budget, vous le votez chaque année, et lorsque j'annonce que l'une de nos préoccupations sera de fortifier ce crédit, est-ce que je dis quelque chose de nouveau et d'imprudent ?

Je demanderai également à la commission du budget et à la Chambre de discuter une question qui a été souvent agitée à cette tribune et qui tient une large place dans les dépenses du budget colonial. Nous rechercherons ensemble, messieurs, si la loi de 1834 sur la transportation, si la loi de 1883 sur la rélegation produisent tout leur effet utile... et si notre administration pénitentiaire dans les colonies est organisée comme elle devrait l'être.

N'ai-je pas le droit de dire, messieurs, qu'il y a là le cadre d'une politique coloniale pacifique, d'une politique d'organisation, de développement commercial, de progrès économiques, et qu'une semblable tâche jointe aux mesures qui doivent être prises pour simplifier et améliorer le personnel colonial, ne saurait se concilier avec les efforts et les dépenses qu'entraîneraient de nouvelles conquêtes ?

Sans doute, il ne s'agit pas d'abandonner quoi que ce soit de notre domaine, de reculer sur aucun des points où nous sommes établis ; mais il faut assurer, organiser, fortifier nos possessions actuelles, et je crois que cette politique répond au sentiment de la Chambre et du pays.

S'il y a parmi nous une majorité qui désire une politique plus hardie, une politique d'extension et de conquête, je demande à cette majorité de se prononcer nettement, soit au moment du vote des crédits, soit par le vote d'un ordre du jour.

La politique que nous avons déclaré vouloir suivre répond à la situation d'aujourd'hui.

Oui, elle répond à la situation d'aujourd'hui et je considère comme une imprudence d'étendre le domaine colonial de la France avant d'avoir songé à l'organiser et à le défendre.

Mais, je le répète, s'il y a ici une majorité pour une politique plus hardie, une majorité qui désapprouve la nôtre, dites-le, et, pour ma part, je saurai comprendre à demi-mot. Mais je le déclare, et ce sont mes dernières paroles, je me sens incapable de faire une politique autre qu'une politique d'organisation et de sécurité pour nos possessions actuelles.

L. de Lamarzelle. — Pour le Dahomey, ce n'est pas possible ! Comment donnerez-vous cette leçon tant promise au roi de Dahomey ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. — Je comprends très bien l'état d'esprit d'une partie de la Chambre. Je sais qu'il est très facile à la tribune d'obtenir des applaudissements en ouvrant de larges horizons, mais je ne suis pas sûr — j'ai même plutôt la certitude du contraire — je ne suis pas sûr que le jour où cette politique viendrait se traduire ici sous forme de demandes de crédits, elle recevrait un accueil favorable de ceux-là qui y auraient poussé le gouvernement.

Pour ma part, j'aurais pu, comme d'autres, porter le débat sur ce terrain ; mais pour un homme politique, il y a autre chose que l'accueil momentané que ses paroles peuvent recevoir ; et ce qu'il doit considérer avant tout c'est l'intérêt réel du pays.

Une politique d'extension nouvelle et de marche indéfinie, je le dis encore une fois, je ne me sens pas capable de la faire.

La politique que nous voulons faire, cette politique de prudence et d'orga-

nisation, c'est celle qui répond aux demandes que nous vous avons faites. Vous vous prononcerez. Quant à moi, malgré les difficultés de ma tâche, j'tenais à faire la déclaration que vous venez d'entendre, afin de dissiper toute équivoque et toute confusion.

Notre politique, je la résume d'un mot : c'est une politique d'organisation, une politique de sécurité. Tout autre serait imprudente et dangereuse : elle heurterait le sentiment du pays et rendrait beaucoup trop lourds les sacrifices que nous avons le droit de lui demander.

La question africaine, est venu dire ensuite M. Camille Dreyfus, est un problème essentiellement européen ; mais M. le ministre des affaires étrangères, appelé par l'orateur à la tribune, n'a point répondu aux questions qu'on lui adressait quant à la conférence de Berlin et à la détermination qu'elle a établie des zones où s'exerce l'influence des diverses puissances.

A une demande de réduction de mille francs sur le crédit et à M. de La Rochefoucauld qui proposait, au contraire, une augmentation de cent mille francs, M. le président du conseil a répondu :

M. Emile Loubet, *président du conseil, ministre de l'intérieur*. — Messieurs, malgré les critiques que M. Pelletan leur a adressées tout à l'heure, les déclarations que le gouvernement a apportées à cette tribune, dans la séance de jeudi dernier et aujourd'hui encore, par la bouche de l'honorable sous-secrétaire d'Etat, ont une signification trop précise pour que je puisse souscrire à la réduction de crédit proposée par l'honorable M. Maujan.

M. Maujan. — Alors le vote sera confus.

M. le président du conseil. — Pas le moins du monde ! Il le serait, au contraire, si j'acceptais la diminution. Que vous le veuillez ou non, en effet, cette diminution serait interprétée par le pays comme une marque de défiance à l'égard du cabinet.

Quelle est donc, messieurs, la situation où nous nous trouvons ? En présence de nécessités urgentes, nous adressons au Parlement deux demandes de crédits : pour le Soudan, d'abord, nous réclamons les sommes nécessaires pour organiser sans retard deux nouvelles compagnies de tirailleurs indigènes, indispensables à la garde de nos possessions ; vous savez — nous vous les avons expliquées — dans quelles conditions. Pour le Dahomey, nous avons à y conserver ou à y envoyer des effectifs déterminés, pour lesquels il nous faut 3 millions.

Voyez, messieurs, l'interprétation qui pourrait être donnée à une réduction, si minime qu'elle puisse être, des crédits demandés ! En dépit de votre bonne volonté, en dépit de vos intentions, que je ne suspecte en aucune manière, en dépit des déclarations que vous avez apportées à la tribune, une diminution que couvrent des chiffres que nous proposons serait pour nous, vis-à-vis du pays, un amoindrissement, car elle ressemblerait à un manque de confiance.

Le gouvernement acceptant aujourd'hui une responsabilité qu'il ne déclinerait jamais, ne peut consentir à aucune réduction ; il prie M. Maujan de retirer son amendement.

Le chiffre proposé par le Gouvernement et par la Commission a été adopté par 357 voix contre 107.

Une demande d'enquête, formulée par MM. de Lamarzelle, Delahaye et Martineau, a été repoussée par 337 voix contre 149, et les crédits pour le Dahomey adoptés par 314 contre 177.

Finalement, la Chambre a adopté, par 270 voix contre 232, l'ordre du jour pur et simple accepté par le Gouvernement.



Le journal le *Temps* a publié la dépêche suivante :  
Notre correspondant de Londres nous télégraphie :

« Londres, 16 avril.

« Le gouvernement britannique vient de saisir le gouvernement français d'une question qui intéresse actuellement, au plus haut point, la politique coloniale de la République, c'est-à-dire la mise à exécution rigoureuse de l'article de la convention internationale de Bruxelles qui concerne le trafic des armes de guerre avec les indigènes de l'Afrique.

« Le Foreign office s'est justement emu des réclamations violentes exprimées jusqu'à la tribune du Parlement français contre la vente par les négociants de la côte occidentale d'Afrique de fusils des plus modernes aux populations qui sont en ce moment en état de guerre contre la France.

« Il est officiellement démontré, en effet, que Samory, d'une part, et le roi de Dahomey, d'autre part, se sont approvisionnés de carabines à tir rapide des systèmes Mannlicher et Snyder, ainsi que de nombreuses munitions appropriées à ces armes, auprès des maisons anglaises et allemandes qui ont leurs comptoirs tant à Sierra-Leone qu'à Whidou et à Lagos.

« Devant cette situation, le gouvernement britannique propose donc à la France une action parallèle très ferme qui mette fin à un semblable état de choses. Des instructions personnelles dans ce sens seraient envoyées aux gouverneurs des possessions anglaises et françaises de la côte occidentale d'Afrique.

« Il est d'ailleurs probable qu'une démarche analogue sera tentée auprès du gouvernement portugais, dont la colonie de la Guinée servit, il y a quelques années, de centre de ravitaillement aux bandes du rebelle Mahmoud Lamine qui devastait le Sénégal. »

Le gouvernement anglais aurait rédigé un projet d'ordonnance communiquée à notre ministre des affaires étrangères qui l'aurait transmis au sous-secrétariat des colonies.

— Un crédit de 3,250,000 fr. a été voté pour la participation de la France à l'Exposition de Chicago. Il a été ainsi motivé par le gouvernement.

Messieurs, le gouvernement des Etats-Unis nous a conviés à prendre part à l'Exposition universelle internationale qui doit s'ouvrir à Chicago pour célébrer le quatre centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Nous avons, pour beaucoup de motifs, le devoir d'accepter l'invitation qui nous est faite. L'histoire du peuple américain se rattache à la nôtre par trop de souvenirs glorieux pour que nous ne nous empressions pas de saisir toutes les occasions qui nous sont offertes de resserrer les liens qui nous unissent à la République américaine.

La France se doit, de plus, d'apporter, partout où s'affirment les progrès de la civilisation, les preuves éclatantes de l'activité et du génie de ses enfants.

Elle occupe, au point de vue des sciences, des arts, de l'industrie et du commerce, une telle situation dans le monde, que sa présence est nécessaire partout où se dispute le premier rang.

En dehors des intérêts matériels qui nous commandent de montrer aux consommateurs du Nouveau-monde les produits les plus perfectionnés de notre industrie, notre participation n'est-elle pas un devoir d'amitié et de réciprocité à l'égard d'une nation qui a toujours été dignement représentée aux solennités artistiques et industrielles de notre pays ?

Aussi, le gouvernement français, se rappelant qu'les Etats-Unis ont été les premiers à accepter son invitation à l'Exposition de 1859, ne pouvait que décider de participer officiellement à l'Exposition de Chicago.

Nous nous trouvons donc amenés à vous présenter une demande de crédits extraordinaires dont le chiffre a été calculé en tenant compte de la dou-

ble nécessité de représenter dignement la France et de réduire le plus possible les dépenses.

Aux dernières Expositions de Vienne, de Philadelphie, d'Amsterdam et d'Anvers, il avait été alloué des crédits de 1,200,000 fr. pour la première, 600,000 fr. pour la seconde et 300,000 fr. pour ces deux dernières.

Mais il faut bien remarquer que les dépenses pour l'Exposition de Chicago seront nécessairement beaucoup plus élevées.

### Réglementation du séjour des étrangers en France.

Voici le rapport déposé le 2 avril par M. Turrel, député, au nom d'une commission chargée d'examiner diverses propositions de loi :

Messieurs,

La France est par excellence une nation accueillante et hospitalière. Elle doit, elle veut le rester. Ce serait, suivant nous, aller à l'encontre de ses mœurs, de ses intérêts que de prendre des mesures vexatoires à l'égard des étrangers qui nous visitent ou qui se fixent chez nous.

C'est qu'en effet, en dehors de l'attrait irrésistible de nos grandes villes, des qualités incontestables de notre race, les étrangers apprécient beaucoup aussi la liberté absolue dont ils jouissent sur le sol français; il ne peut pas être question de l'amoin-drir.

Nous n'entendons pas, et nous tenons à le déclarer, faire quoi que ce soit qui pût porter atteinte au bon renom de notre pays ou laisser croire que nous avons oublié les grands principes de la Révolution.

Ceci dit, nous pensons que l'hospitalité n'exclut pas la prudence, et qu'il est nécessaire de remédier à un état de choses nuisible, à notre avis, à la sécurité publique. Nous voudrions, dans cet ordre d'idées, faciliter la tâche de ceux qui ont la responsabilité du bon ordre dans ce pays. Enfin nous constatons que la présence des ouvriers étrangers est souvent pour nos nationaux une cause de gêne très grande. Le sentiment de la justice et de l'équité nous fait un devoir de ne pas oublier cette considération.

C'est donc au double point de vue de l'équité sociale et de la sécurité publique, que nous devons nous placer.

Voyons les faits : dans nos grandes villes et dans les départements frontalières, les ouvriers étrangers sont nombreux, leur nombre augmente chaque année. Il y a là pour nos nationaux une concurrence redoutable, car elle est inégale. L'ouvrier français, au point de vue de l'habileté, de l'intelligence, n'a rien à redouter : il est le premier du monde; mais ce qui rend sa situation difficile vis-à-vis des ouvriers étrangers, c'est qu'il a à supporter des charges que l'ouvrier étranger ne supporte pas.

Le Français lié à son village par sa famille, par ses habitudes, est condamné à chômer lorsque le travail manque; dès que le travail abonde, comme à l'époque des récoltes et des grands travaux agricoles, il voit sa région envahie par des légions d'ouvriers étrangers qui repartent après avoir profité des plus forts salaires. Ce caractère nomade du travailleur étranger constitue pour lui un avantage incontestable. Il le comprend et il en use le plus possible. A cela il faut ajouter une considération qui a sa valeur. Dans beaucoup de villages des départements frontalières, un tâcheron étranger loue une maison où il reçoit ses compatriotes (et il les appelle à point nommé); la vie en commun, dans des conditions d'hygiène qu'aucun Français n'endurerait, réduit à presque rien les frais des ouvriers étrangers, ce qui fait qu'avec des salaires égaux ils ont un bénéfice plus grand.

Le Français a près de lui sa famille, une femme, des enfants. Il doit les loger, les nourrir et payer pour cela les prix des denrées alimentaires dans notre pays. L'étranger vient seul, il laisse sa famille dans son pays. Elle y vit à bon marché, à l'abri de toutes les charges qui frappent nos nationaux,

elle y vit avec l'argent que lui envoie son chef qui parcourt la France et profite de nos gros salaires.

En somme, l'ouvrier français paie tous les impôts, l'étranger sédentaire ou nomade n'en paye pas. Les impôts qu'il paie dans son pays ne sont jamais comparables aux nôtres ; et les trois quarts du temps il échappe par le fait même de la vie errante à laquelle il s'est voué, au plus lourd, au plus onéreux de tous les impôts : le service militaire.

Il faut reconnaître, il est vrai, que, dans beaucoup de régions, les travaux les plus durs, les plus pénibles, sont faits par des étrangers. On s'étonne de les voir travailler à si bas prix et pour des tâches aussi rudes. Trop souvent ils disparaissent en faisant des dupes, quelquefois des victimes, et l'on apprend trop tard leurs déplorables antécédents.

Car il y a ceci de curieux et de regrettable que beaucoup de grands propriétaires fonciers refusent obstinément du travail à un ouvrier français dont ils connaissent la famille, parce qu'il a eu dans sa vie un moment de défaillance (expliqué par lui), et l'on voit ces mêmes citoyens si scrupuleux, si difficiles pour leurs compatriotes, embaucher sans difficulté des étrangers qu'ils ne connaissent pas, dont l'honorabilité est souvent douteuse, et qui prennent pour victime leur propre patron.

L'ouvrier français n'est donc pas sur le pied de l'égalité vis-à-vis de son concurrent étranger. Ayant la charge de sa famille, fixé par elle, surtout dans les régions agricoles, dans son village natal ; la vie en commun lui est interdite et les charges de toute nature qui aggravent sa condition le mettent dans des conditions désavantageuses. Le service militaire s'ajoute à tout ce qui précède.

Au point de vue de la sécurité publique, il apparaît que, dans l'état actuel des choses, aucune mesure de surveillance préventive sérieuse n'est prise en fait vis-à-vis de l'étranger et qu'aucune n'est possible.

L'étranger, en effet, quel qu'il soit, voyage et vit en France à sa guise. Le citoyen français est lié par l'état civil, il est connu, on peut à toute heure savoir d'où il vient, qui il est. La police est impuissante à l'égard de l'étranger ; il est insaisissable, rien ne met sur ses traces, rien n'aide à le découvrir et à établir son identité.

Les conséquences sont faciles à déduire. Notre pays sert de refuge aux repris de justice, à tous ceux qu'un acte reprehensible chasse de leur sol natal ; ils viennent chez nous fomenter le désordre et, lorsqu'ils travaillent, c'est trop souvent pour se procurer des ressources afin de vagabonder. Les étrangers n'ont rien de commun avec nos visiteurs, avec les honnêtes gens qui apportent chez nous, avec leur activité, le génie de leur race.

Il faut donc ne plus laisser nos laborieux et honnêtes ouvriers en contact avec des concurrents de cet ordre. Il y a là un devoir moral et une question d'équité.

Enfin, il faut régler définitivement la condition du séjour des étrangers en France. Nous ne saurions mieux faire pour donner un aperçu de notre législation, que de citer le discours de M. l'avocat général Plaisant.

« Notre droit public contient un certain nombre de dispositions concernant les étrangers.

« Une loi du 28 mars 1792 oblige quiconque circule dans le royaume à se munir d'un passeport, et, à l'entrée sur le territoire, à se présenter devant la première municipalité. Un décret du 24 vendémiaire an II, relatif à l'extinction de la mendicité, ordonne de reconduire à la frontière tous menaçants reconnus étrangers, en leur allouant un secours de route. Sous le Directoire, la loi du 28 vendémiaire an VI plaça tous les étrangers voyageant dans l'intérieur de la République, ou y résidant, sous la surveillance du pouvoir exécutif qui put retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français s'il jugeait leur présence susceptible de troubler la tranquillité publique. Plus tard, l'arrêté des Consuls du 22 messidor an VII chargea le



préfet de police de statuer sur les permissions de séjour à donner aux voyageurs qui voudraient résider à Paris plus de trois jours.

« Cette législation, faite pour des circonstances exceptionnelles, n'est point abrogée. Elle a posé nettement les principes : la surveillance des étrangers, la faculté pour le gouvernement d'expulser ceux qui paraîtraient suspects, principes qu'il est facile de retrouver développés, appliqués dans une série de lois, d'ordonnances et d'instructions ministérielles.

« C'est pour faciliter la surveillance des étrangers que furent rendus nombre d'arrêts des maires des grandes villes et spécialement des ordonnances du préfet de police. Un de ces documents, en date du 8 septembre 1851, enjoit à tout étranger qui arrivera dans le département de la Seine avec l'intention d'y résider ou d'y exercer une industrie, de se présenter dans les trois jours à la préfecture de police pour obtenir, s'il y a lieu, un permis de séjour. Des circulaires nombreuses du Garde des Sceaux et du Ministre de l'Intérieur prescrivent des poursuites contre les quêteurs et mendiants, ou rappellent l'interdiction du territoire pour tout étranger qui se présenterait sans justifier de ses moyens d'existence, ou sans être porteur de papiers certifiant qu'il peut gagner sa vie en travaillant.

« Enfin, la loi du 3 décembre 1849 définit le droit d'expulsion déjà mentionné dans la loi du 28 vendémiaire an VI, et autorisa le Ministre de l'Intérieur à enjoindre, par mesure de police, à tout étranger voyageant ou résidant en France de sortir du territoire. Dans les départements frontières, elle donna le même droit aux préfets à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer au Ministre. L'infraction à l'arrêté d'expulsion devint un délit punissable d'une peine d'emprisonnement.

« Cette loi est fréquemment appliquée à ceux qui ont subi une condamnation en France, mais non à la totalité de ces condamnés, ainsi qu'on pourrait le croire ; les instructions ministérielles ne prescrivent d'expulser que les individus dangereux pour l'ordre social. Sur les frontières, elle aide à la répression du vagabondage et de la mendicité. Elle est appliquée aussi aux réfugiés politiques dont les menées peuvent nuire à la sécurité du pays ou compromettre les relations de la France avec les autres États. Ces expulsions, fort rares, ont toujours un grand retentissement. On se souvient de l'incident auquel donna lieu l'expulsion du nihiliste Lawroff. Le ministre, interpellé à la séance de la Chambre du 24 février 1882, faillit être mis en minorité. Un député, fort éloigné du courant d'idées qui a prévalu depuis, put dire à la tribune que, pour la France, il n'y avait pas d'étrangers. Récemment, à la suite de la manifestation ouvrière du 4<sup>er</sup> mai 1890, on prêtait au Ministre de l'Intérieur l'intention d'expulser les révolutionnaires étrangers qui, abusant de notre hospitalité, interviennent dans nos affaires intérieures, prêchent la révolution sociale dans les ateliers et même autour des casernes.

« Les dispositions légales ne font donc pas défaut pour assurer une police des étrangers ; elles ont seulement cessé, la plupart, d'être strictement appliquées.

« Une tolérance s'est établie résultant d'un adoucissement des mœurs, d'une moindre suspicion à l'égard des étrangers, et du développement des relations internationales. Ce qui était facile du temps des transports diligents, a cessé de l'être sous le régime des chemins de fer et de la navigation à vapeur. L'obligation du passeport, vivement combattue, représentée comme vexatoire et inutile à la loi, est tombée en défaveur ; elle a été supprimée par des décisions remontant à 1860 et des conventions internationales signées de 1872 à 1874. A la vérité, ces textes ne font que suspendre l'effet des lois relatives aux passeports, mais on ne peut songer, à l'heure actuelle, en temps de paix, à les remettre en vigueur.

« Cette tolérance avait ses dangers auxquels les extraditions et les expulsions ne remédiaient pas suffisamment ni surtout assez vite. Ceux qui sont l'objet de ces mesures n'auraient pas dû pénétrer sur le territoire, ou

auraient dû le quitter presque aussitôt. Une surveillance plus active dans les départements frontiers pouvait faire obstacle à l'entrée d'un certain nombre d'indigents, mais, pour la majeure partie des étrangers, il fallait remplacer le passeport par quelque chose d'équivalent qui les obligeât à se mettre en rapport avec l'administration.

« Un décret du 2 octobre 1888 y a pourvu.

« Aujourd'hui, tout étranger non admis à domicile, qui se propose d'établir sa résidence en France, doit, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il veut se fixer une déclaration énonçant ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère, sa nationalité, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de son premier domicile, sa profession ou ses moyens d'existence; le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux. Il doit produire toutes pièces justificatives à l'appui de sa déclaration dont un récépissé lui est gratuitement délivré. En cas de changement de domicile, une déclaration devient nécessaire dans la commune où il fixe sa nouvelle résidence.

« En somme, ce décret ne fait que reprendre, en substance, une partie de la législation antérieure. On ne paraît pas, du reste, l'avoir rédigé avec l'arrière-pensée d'exercer des rigueurs contre une partie de la colonie étrangère. Le rapport adressé au Président de la République dit seulement qu'en présence des constatations de la statistique, il conviendrait de mettre l'administration à même de connaître les conditions dans lesquelles se produit l'établissement, sur notre territoire, des personnes ou familles venues de l'étranger; il excepte d'une façon formelle de la réglementation les étrangers qui sont momentanément de passage en France pour leurs affaires ou leurs plaisirs.

« Cet acte du Gouvernement rencontra un assentiment à peu près unanime dans le pays. Au dehors, il fut l'objet de critiques dont on peut suspecter la sincérité. C'est ainsi qu'un journal allemand ne craignit pas, à cette occasion, de lancer contre la France une accusation de barbarie, qui a lieu de surprendre, venant d'un pays dont la capitale et certaines provinces frontières sont soumises, en ce qui concerne les étrangers, à un régime sévère de présentation de passeport et d'autorisation de résidence. »

Voilà, Messieurs, quel est l'état actuel de notre droit public en ce qui concerne les étrangers.

Malheureusement, il faut le dire, le décret de 1888 est pour ainsi dire tombé en désuétude, le caractère tolérant de notre administration et des préoccupations d'un autre ordre ont relâché les mesures preventives.

C'est à cela qu'il faut porter remède, c'est dans ce but que plusieurs de nos collègues ont déposé sur le bureau de la Chambre un certain nombre de projets de loi.

Dans la législature de 1883-1889, plusieurs propositions furent faites par MM. Thiesse, Pally, Pradon, Stenackers et furent l'objet d'un rapport très étudié et très complet de M. Pradon. Ce rapport n'a pas été discuté, la loi qui le terminait n'a pas été votée.

Dans la législature actuelle, plusieurs projets de loi ont été déposés sur le même sujet :

- Le 14 décembre 1889, par M. Hubbard et plusieurs de ses collègues ;
- Le 21 novembre de la même année, par M. Castelin et ses amis ;
- Le 25 novembre, par M. Lalou, etc. ;
- Le 28 novembre, par M. Macherez, etc. ;
- Le 30 novembre, par M. Brinard, etc.

Sur le rapport de M. Maxim Lecomte fait au nom de la Commission d'initiative, ces divers projets ont été pris en considération par la Chambre.

Votre Commission, placée en présence de ces textes, les a examinés dans leur ensemble et s'est efforcée de dégager de cette étude des dispositions qui,

autant qu'il est possible, remplissent le double but que nous avons indiqué plus haut.

Pour arriver à ce résultat, il a fallu tout d'abord écarter certains articles qui renfermaient des mesures suivant elle inapplicables, ou inefficaces.

MM. Lalou, Macherz, Brincard, ont en effet présenté trois projets de loi qui tendent à imposer une taxe de séjour aux étrangers, taxe qui tendrait, dans leur esprit, à supprimer l'inégalité entre les étrangers et nos nationaux.

Nous n'hésitons pas à dire qu'après avoir, par la loi des douanes, protégé la production nationale contre l'envahissement des produits étrangers, il semble d'une logique et d'une justice indéniables de frapper d'un droit l'importation de la main-d'œuvre étrangère, afin de mettre à l'abri l'ouvrier français de la concurrence que lui fait l'ouvrier étranger. Nous comprenons donc très bien que l'idée d'une taxe de séjour soit naturellement venue à l'esprit de ceux qui, comme l'unanimité de votre Commission, ont à cœur la protection des ouvriers de France.

Mais l'assimilation n'est pas possible, tous les pays ont mis des droits de douane sur les produits étrangers, mais dans le monde entier les ouvriers circulent et travaillent librement. Nous n'avons pas cru qu'il fût possible à la France, tant que berceau de toutes les libertés, de prendre l'initiative d'un mouvement contraire à l'état actuel des choses.

Il est bon d'ajouter en outre que la taxe se heurterait dans son application à des obstacles insurmontables et que son efficacité serait très douteuse. Le taux de cette taxe serait toujours trop faible pour les uns, trop élevé pour d'autres, étant donnée la variété infinie des fonctions et des actes accomplis par les étrangers ; enfin elle ne nous mettrait pas à l'abri de ceux qui fuient la justice de leur pays d'origine.

Contraire aux conventions internationales, inapplicable souvent, toujours inefficace, la taxe nous a paru devoir être écartée.

Laissant de côté la taxe, nous estimons qu'il faut tout d'abord constituer un état civil à l'étranger, et veiller à ce que les mesures nécessaires à l'accomplissement de cette formalité soient rigoureusement observées. Il faut surtout que ceux qui ont l'honneur et la responsabilité du maintien de l'ordre public, vérifient la sincérité des renseignements qui leur sont fournis.

La Belgique offre à cet égard un exemple utile. L'étranger y est toujours bien accueilli, mais les Parquets belges s'enquière de la sincérité des déclarations qui leur sont faites et l'étranger est tenu de dire la vérité, car il sait d'avance qu'on la découvrira.

Ce sont des habitudes du même ordre qu'il faudrait prendre. Il est de toute nécessité de se renseigner sur la valeur morale de ceux que l'on reçoit.

Pour arriver à un résultat, il faut signaler l'arrivée de l'étranger, le suivre dans ses déplacements, s'assurer de la vérité des déclarations qu'il aura faites, et intéresser les logeurs et les patrons à l'observation de la loi.

C'est dans ce but que votre Commission a l'honneur de vous proposer le projet de loi suivant :

### Proposition de loi.

Article premier. — Tout étranger arrivant en France pour y séjourner ou y fixer sa résidence, devra se conformer aux règlements de police et aux dispositions de la présente loi.

Art. 2. — Tout logeur ou patron, toute personne recevant ou prenant à son service un étranger, devra lui faire remplir un questionnaire dont le modèle et la destination seront déterminés par un arrêté ministériel.

Tout contrevenant à la présente disposition sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Art. 3. — Tout étranger arrivant dans une commune pour s'y installer d'une façon temporaire ou définitive, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée.



Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant la perception des mêmes droits fiscaux, et d'un droit communal de un franc.

En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Art. 4. — Toute personne qui emploiera un étranger non muni du certificat d'immatriculation imposé par l'article précédent, sera passible d'une amende de 25 à 200 francs.

Art. 5. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs, et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

Art. 6. — Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la Caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé.

## ITALIE .

L'émigration en Italie augmente dans des proportions sérieuses. Ainsi, il résulte des dernières statistiques officielles qu'en 1890 le nombre des émigrations qui avait été de 217,244 s'est trouvé porté en 1891 au chiffre considérable de 294,206. La Sicile et les Pouilles qui entraient autrefois dans le total général pour une bonne part ont donné moins d'émigrants en 1891 que les années précédentes. La région qui en a donné le plus a été la Vénétie qui, sur une population de 3 millions d'habitants environ, a eu 133,000 émigrants, soit le 4 1/2 0/0.

— Un échange de notes très aimables a eu lieu le 14 avril, à Washington, entre M. Blaine et le marquis Imperiali, secrétaire gerant de la Légation d'Italie, au sujet de l'incident de la Nouvelle-Orléans, du 14 mars 1891, qui se trouve aplani; les relations diplomatiques sont reprises. Les Etats-Unis ont remis à M. Imperiali la somme de 125 000 fr. pour être distribuée aux familles des sujets italiens lynchés. La note de M. Blaine porte que les instructions données par M. Harrison font espérer que le malheureux incident prendra fin et que rien ne pourra plus à l'avenir troubler les relations amicales entre les deux pays.

M. Imperiali a répondu qu'il prenait acte des déclarations de M. Blaine. Le gouvernement italien qui avait déjà pris note avec plaisir des paroles dites à ce sujet par M. Harrison dans son message au Congrès, pense que l'indemnité accordée est une réparation suffisante sans préjudice toutefois des actions judiciaires complémentaires qui pourraient être entamées par les parties. Il est heureux de pouvoir rétablir les relations cordiales d'autrefois avec les Etats-Unis.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> avril. — *Le Grand Frédéric avant l'avènement. L'idylle de Rheinsberg*, par Ern. Lavisse. — *Les Etats-Unis d'Amérique et la vie américaine*, par André Chevrillon (d'après diverses publications récentes). — *Le Berry de*

*Fa François 1<sup>er</sup> à la Révolution*, par Edm. Plauchut. — *L'histoire du journalisme en Autriche*, par G. Valbert (d'après une publication récente).

15 avril. — *Le système du monde selon Descartes et selon la science contemporaine*, par Alfred Fouillée (glorification de Descartes). — *Un écrivain hollandais: Multatuli*, par L. Van Keymeulen (détails intéressants sur les pratiques coloniales de la Hollande). — *La fortune mobilière dans l'histoire: le pouvoir de l'argent*, par le vicomte d'Avenel. — *Vengeance, récit de mœurs roumaines*, par Carmen Sylva. — *Les Anglais en Birmanie: Exploitation: les ressources. L'outil'age, les résultats*, par J. Chailley-Bert. (Conclusion de l'étude en ce qui concerne l'organisation à donner au Tonkin. Suivant l'auteur, il y aurait lieu d'adapter au Tonkin les institutions de la Birmanie, non de les copier purement et simplement.) — *Pensées d'histoire dans Rome*, par le vicomte Melchior de Vogüé.

### Le Correspondant.

10 mars. — *M. le Prince à Bruxelles (1659-1657). Affaires et négociations*, par le duc d'Aumale. — *Xavier de Maistre, d'après des documents nouveaux*, par M. de Lescure. — *Saint-Marc Girardin, auteur et romancier*, par Th. Froment. — *La magistrature anglaise*, par le comte de Franqueville (étude précise et fort instructive). — *La chute des portefeuilles*, par Edgar Bourlouton. (Revue des diverses crises ministérielles depuis 1815; en 55 ans de régime parlementaire, il y a eu 52 Cabinets; le plus long ministère a été celui de M. de Villèle. Les 18 années de Louis-Philippe ont vu passer 15 Cabinets; la 3<sup>e</sup> République en est, depuis 21 ans, à son 25<sup>e</sup> ministère. Depuis 1815, c'est M. Guizot qui a été le plus longtemps ministre, un peu plus de 12 ans.)

25. — *La France et l'Italie à la veille de la Révolution de février 1848*, par P. Thureau-Dangin. — *La vieillesse de l'ouvrier*, par Maurice Vanlaer (fin d'une étude complète de cette importante question). — *La famine en Russie, la législation ouvrière en Allemagne et en France*, par Claudio Jeannot.

10 avril. — *Myr Freppel*, par Adolphe Lair (étude intéressante où l'homme est apprécié avec faveur, mais sans complaisance exagérée). — *La France et l'Italie à la veille de la Révolution de 1848*, par P. Thureau-Dangin.

25. — *La politique coloniale et la crise des salaires*, par le baron de Mandat-Grancey. — *Une institution démocratique. Le Referendum*, par A. Béchaux. — *La question allemande dans l'Eglise catholique aux Etats-Unis*, par le vicomte de Meaux. — *Les missionnaires français au Niger*, par J. Lutz.

### Revue politique et littéraire.

2 avril. — *Sophismes politiques de ce temps: l'égalité, la fraternité*, par Ch. Benoist. (Suite d'une série d'études dont l'esprit sera indiqué par la citation suivante: dans la machine sociale, la solidarité doit être le moteur; la liberté, le régulateur; quant à l'égalité, elle n'y a rien à faire: une vis n'est l'égalité d'une roue ni en grosseur ni en usage: elles ne sont égales qu'en ce qu'elles sont toutes deux également indispensables au tout. Et pour la fraternité, j'en gémis, mais une machine sait-elle ce que c'est?) — *Vues de Constantinople*, depuis Châteaubriand jusqu'à Loti, par R. Vallery-Radot.

9. — *La notion de l'Etat aux Etats-Unis*, par E. Boutmy (première partie d'une étude fort instructive). — *Mes cahiers d'écoliers arabes et biskris*, par Arvède Barine (observations intéressantes sur le caractère des indigènes).

16. — *Robespierre et le gendarme Méda*, par F.-A. Aulard (il s'agit de savoir si Robespierre a tenté de se tuer ou s'il a été blessé par Méda). — *La notion de l'Etat aux Etats-Unis (fin)*, par E. Boutmy.

23. — *Le siège d'Huningue (1815)*, par Germain Bapst (détails précis).

30. — *J.-J. Rousseau intime*, d'après une correspondance inédite, par Léo Claretie. — *Les origines du socialisme allemand*, par Lévy-Bruhl (d'après l'ouvrage récent de M. Bourdeau). — *Trois mois au Temple pendant la captivité de Louis XVI*, par G. Maugras (d'après le journal d'un des municipaux

chargés par la Commune de surveiller la famille royale). — *L'attaque de Kotonou* (4 mars 1890). — *Impressions et souvenirs*, par Jean Bayol.

### Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 avril. — *Les finances russes. Le passé, le présent, l'avenir*, par Raphaël-Georges Lévy. — *Les Constitutions de la Louisiane*, par C. de la Lande de Calan. — *La Bavière et l'Empire allemand*, par E. Junod. — *Les nationalités de Macédoine. Turcs et Musulmans, Bulgares, Valaques*, par V. Bérard (avec une carte). — *Comptes-rendus d'ouvrages*.

### Revue d'histoire diplomatique.

1892, II. — *L'ambassade du doge de Gènes à Versailles en 1685*, par E. Rodocanachi. — *Un enlèvement d'ambassadeur au XV<sup>e</sup> siècle*, par T. Jarry. — *Passage d'ambassadeurs et de princes étrangers à Angers du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par André Joubert. — *Une députation genevoise en 1701*, par M. Mayor. — *La médiation de l'abbé de Feuillant entre la Ligue et Henri III (1588-1589)*, par le comte Frémy. — *Correspondance de Talleyrand avec le premier Consul* (par le comte Boulay de la Meurthe. — *Les mémoires de Talleyrand*, par le duc de Broglie (explications sur leur authenticité).

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

1892, I. — *Aperçu historique du développement de la faillite*, par J. Kohler. — Chronique allemande de doctrine en matière de droit commercial et industriel. — Nombreuses décisions judiciaires.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1892, I. — *Du conflit des lois et de la législation internationale en matière de faillite*, par A. Weiss (rapport présenté à l'Institut de droit international). — *Le principe de non extradition pour délits politiques*, par Albéric Rolin (travail de même nature). — *Les théories politiques en Angleterre pendant le Moyen-Age*, par Ern. Nys. — *Le suffrage politique chez les principaux peuples civilisés*, par H. Pascaud. — *E. de Laveleye, Aloys d'Orelli*, par A. Rivier (intéressantes notices nécrologiques).

II. — *Le mouvement vers une Constitution fédérale de l'Empire britannique*, par Rolin-Jaequemyns. — *Les capitulations et l'incident franco-lygure de 189*, par A. Mérignhac. — *Le conflit anglo-portugais*, par M. Westlake (avec une carte). — Note sur les ratifications de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles, par Rolin-Jaequemyns. — La nouvelle loi suisse sur l'extradition, par J. Berney, professeur à l'Université de Lausanne (analyse de cette importante loi dont nous donnerons prochainement le texte).

### Le Droit d'auteur.

15 avril. — *Les rapports de l'Allemagne avec les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie et la Hollande en matière de protection des droits d'auteur* (à propos d'une interpellation au Reichstag; il s'agit de trois pays restés en dehors de l'Union de Berne et trop réfractaires au droit des étrangers). — Importante décision anglaise sur les droits d'auteurs français de compositions musicales.

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE — GRANDE-BRETAGNE

Convention d'extradition additionnelle à l'article 10 du Traité  
conclu le 9 août 1842 entre les deux Hautes Parties contractantes

12 juillet 1889 (1)

Article premier. — Les dispositions de l'art. 10, du Traité du 9 août 1842 (2), sont déclarées applicables aux crimes suivants :

1. Homicide (*manslaughter*) ; quand il est volontaire.
2. Contrefaçon ou altération de monnaie ; émission ou mise en circulation de monnaie contrefaite ou altérée.
3. Soustraction, par l'employé ou domestique, au préjudice de son patron (*embezzlement*) ; vol (*larceny*) ; recel d'argent, valeurs ou autres objets que l'on sait avoir été détournés, volés ou obtenus d'une manière frauduleuse.
4. Fraude par un dépositaire (*bailee*), banquier, agent, facteur, fidéicommissaire (*trustee*), directeur, membre ou agent d'une Compagnie, lorsque cette fraude est déclarée criminelle par les lois des deux pays.
5. Parjure ou subornation de parjure.
6. Viol (*rape*) ; rapt (*abduction*) ; vol d'enfant (*childstealing*) ; fait de transporter de force une personne d'un endroit dans un autre (*kidnapping*).
7. Vol commis de nuit et avec effraction (*burglary, house-breaking or shop-breaking*).
8. Piraterie telle qu'elle est définie par le droit des gens.

(1) La Convention a été signée, à Washington, et les ratifications ont été échangées, à Londres, le 11 mars 1890.

(2) V. cet art. 10 rapporté après le présent Traité.

9. Révolte ou complot, par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en haute mer, contre l'autorité du capitaine ou patron ; destruction, submersion, échouement ou perte d'un navire, en mer, dans une intention coupable, ou tentative d'un de ces faits ; agression à bord d'un navire en haute mer avec intention de commettre un homicide ou de faire des blessures graves.

10. Crimes et délits commis contre les lois des deux pays sur la suppression de l'esclavage et la traite.

Il y aura également lieu à extradition pour participation à l'un des crimes mentionnés dans cette Convention ou dans l'art. 10 précité, pourvu que cette participation soit punissable d'après les lois des deux pays.

Art. 2. — Aucun criminel fugitif ne sera livré si l'infraction, à raison de laquelle son extradition est demandée, a un caractère politique ou s'il prouve que la demande d'extradition a, en fait, été adressée en vue de le juger et de le punir pour une infraction d'un caractère politique.

Aucun individu, livré par une des Parties contractantes à l'autre, ne pourra être poursuivi ou jugé ou puni pour un crime ou délit politique, ou pour un fait connexe à une semblable infraction, commis avant son extradition.

S'il s'élève la question de savoir si un cas entre dans les prévisions du présent article, la décision des autorités du Gouvernement, dans la juridiction duquel se trouvera alors le fugitif, sera concluante (*final*).

Art. 3. — Aucune personne, livrée par ou à l'une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être poursuivie ou jugée pour un crime ou délit antérieur à son extradition, autre que celui pour lequel elle a été livrée, à moins qu'elle n'ait eu l'occasion de retourner dans le pays d'où elle a été extradée.

Art. 4. — Tous les objets saisis qui étaient, au moment de son arrestation, en la possession de la personne à livrer, qu'ils proviennent du crime ou délit relevé à sa charge ou qu'ils puissent servir d'élément pour établir la preuve du crime ou du délit, seront, autant que possible, et si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne la remise, délivrés au moment où l'extradition s'effectuera. Toutefois, les droits des tiers, sur les objets dont il s'agit, seront dûment respectés.

Art. 5. — Si l'individu, réclamé par l'une des deux Hautes Parties contractantes, en vertu de la présente Convention, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances du chef de crimes ou délits commis dans leurs juridictions respectives, son extradition sera accordée à l'Etat dont la demande aura été reçue la première.

Les dispositions de cet article, ainsi que celles des articles 2 à 4 inclus de la présente Convention, s'appliqueront à l'extradition pour les faits cités dans l'art. 10 précité, comme à l'extradition pour les faits prévus par la présente Convention.

Art. 6. — L'extradition des fugitifs, en vertu de la présente Convention comme en vertu de l'art. 10 précité, s'effectuera, dans les territoires de Sa Majesté Britannique comme dans ceux des Etats-Unis, respectivement, conformément aux lois sur la matière alors en vigueur dans l'Etat requis.

Art. 7. — Les dispositions du susdit article 10 et celles de la présente Convention s'appliqueront aux personnes condamnées pour les crimes

qui y sont respectivement nommés et spécifiés, et dont la sentence n'aura pas été exécutée.

Dans le cas d'un criminel fugitif, qu'on alléguera avoir été condamné pour le crime à raison duquel son extradition est réclamée, une copie, dûment certifiée, des pièces de la procédure et de la sentence de la Cour qui en a prononcé la condamnation, sera produite avec les témoignages établissant que le prisonnier est bien la personne à laquelle se rapporte la sentence.

Art. 8. — La présente Convention ne s'appliquera pas aux crimes qui auraient été commis ou aux condamnations qui auraient été prononcées avant la date de sa mise en vigueur.

Art. 9. — Cette Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées, à Londres, aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur, dix jours après sa publication, suivant les formes prescrites par les lois des Hautes Parties contractantes, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes ait signifié son désir de la faire cesser et pas plus longtemps.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la dite Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Washington, le 12 juillet 1889.

(L. S.) JULIAN PAUNCEFOTE.  
(L. S.) JAMES G. BLAINE.

#### Traité du 9 août 1842.

Art. 10. — Il est convenu que les Etats-Unis et Sa Majesté Britannique, sur des réquisitions respectivement faites par leurs ministres, agents ou autorités, livreront à la justice toutes personnes qui, étant accusées des crimes de meurtre ou de tentative de meurtre, ou de piraterie, ou d'incendie, ou de vol (*robbery*), ou de faux, ou d'usage de faux, commis dans la juridiction de l'un d'eux, auraient cherché un asile ou seraient trouvées sur le territoire de l'autre : Pourvu que cela ait lieu seulement sur des preuves de culpabilité telles que, conformément aux lois du lieu où le fugitif ou la personne ainsi accusée a été trouvée, elles justifieraient son arrestation et son renvoi en justice si le crime ou le délit y avait été commis ; et les juges ou autres magistrats respectifs des deux Gouvernements auront pouvoir, juridiction et autorité, sur une plainte faite sous serment, pour délivrer un warrant dans le but de faire arrêter le fugitif ou la personne ainsi accusée, afin qu'il puisse être amené devant les juges ou magistrats, afin que la preuve de la culpabilité puisse y être produite et examinée ; et si, après examen, la preuve est jugée suffisante pour justifier l'accusation, le juge ou le magistrat qui aura procédé à l'examen, aura le devoir de le certifier à l'autorité exécutive compétente afin qu'un warrant soit délivré pour l'extradition du fugitif. Les frais de l'arrestation et de la remise seront supportés par la partie qui aura fait la réquisition et qui recevra le fugitif.

Art. 11. — L'art. 10 restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des Parties ait notifié son intention de le faire cesser et pas plus longtemps.



## ALLEMAGNE — SUISSE

## Traité de commerce et de douane

10 décembre 1891

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'autre part, animés du désir de consolider et de développer de plus en plus les relations commerciales entre les deux pays, ont, à cet effet, entamé des négociations et nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Dr Arnold Roth ; le Conseiller national Bernard Hammer ; le Conseiller national Conrad Cramer-Frey ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse : Son Altesse le Prince Henri VII Reuss, son adjudant-général et général de cavalerie, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, qui, sous réserve de ratification réciproque, ont conclu le traité de commerce et de douane dont la teneur suit :

Article premier. — Les deux parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour ce qui a trait aux droits d'entrée et de sortie.

En conséquence, chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre dans la même mesure, sans contre-prestations quelconques, de toute faveur, de tout privilège ou réduction que, sous les rapports sus-mentionnés, elle a accordés, ou accorderait dans la suite, à une tierce puissance.

Les Parties contractantes s'engagent, en outre, à n'établir, l'une envers l'autre, aucune prohibition d'importation ni d'exportation qui ne soit, en même temps ou toutefois aux mêmes conditions, applicable aussi aux autres nations.

Toutefois, pendant la durée du présent traité, les Parties contractantes ne prohiberont pas, l'une envers l'autre, l'exportation du blé, du bétail de boucherie et des combustibles.

Art. 2. — Les objets d'origine ou de fabrication suisse énumérés dans le tarif A joint au présent traité seront, à leur entrée dans le territoire douanier allemand, admis aux conditions fixées par ledit tarif.

Les objets d'origine ou de fabrication allemande énumérés dans le tarif B joint au présent traité seront, à leur entrée en Suisse, admis aux conditions fixées par ledit tarif.

Art. 3. — Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant seront réciproquement exemptes, dans l'autre, de tout droit de transit.

En ce qui concerne le transit, les Parties contractantes s'assurent, sous tous les rapports, le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 4. — Pour faciliter le trafic de frontière réciproque, les Parties contractantes sont convenues des dispositions spéciales indiquées dans l'annexe C du présent traité.

Art. 5. — La franchise de droit d'entrée et de sortie est réciproquement accordée, si l'identité des objets exportés et réimportés est hors de doute :

1. Pour les marchandises (à l'exception des objets de consommation alimentaire) qui, sortant du commerce libre dans l'un des territoires douaniers, sont amenées dans l'autre territoire, sur les marchés ou les foires, ou ailleurs, pour une vente incertaine, ou comme échantillons, lorsque ces marchandises, après un délai à fixer d'avance, rentrent non vendues sur le premier territoire ;

2. Pour le bétail mené d'un territoire sur les marchés de l'autre et qui en revient non vendu ;

3. Pour les tonneaux, sacs, etc., vides, amenés d'un territoire douanier dans l'autre pour l'achat d'huile, de blé, etc., et destinés à être exportés ou à revenir sur le premier territoire après l'exportation de l'huile, du blé, etc., qu'ils renfermaient ;

4. Pour le bétail mené d'un territoire douanier dans l'autre, pour l'affouragement, l'engrais ou la pâture et revenant dans le premier après l'affouragement, l'engrais ou le temps de la pâture.

Art. 6. — Pour régler le trafic des marchandises qui sont amenées d'un pays dans l'autre pour y être perfectionnées ou réparées, il est stipulé que les objets suivants resteront exempts de tout droit d'entrée et de sortie à leur retour de ce pays :

a. Les tissus et fils à laver, blanchir, teindre, fouler, apprêter, imprimer, broder, les fils à tricoter et à retordre ;

b. Les filés (y compris les accessoires nécessaires) pour la confection de dentelles et de passementeries ;

c. Les fils en chaînes tondues (ou collées), avec le fil de trame nécessaire pour la fabrication de tissus ;

d. La soie à teindre ou à reteindre ;

e. Les cuirs et peaux pour la tannerie et la pelleterie ;

f. Les objets à vernir, polir et peindre, exportés d'un pays dans l'autre ;

g. Les autres objets amenés d'un territoire douanier dans l'autre pour être réparés, travaillés ou perfectionnés et, après une telle opération, réintroduits dans le premier territoire, en observant les prescriptions particulières émises pour de tels cas, lorsque leur nature essentielle et leur dénomination restent les mêmes, savoir :

Dans tous ces cas, pour autant que l'identité des marchandises et objets exportés et réimportés est hors de doute.

Pour les fils et les tissus, la franchise de droit pourra d'ailleurs être subordonnée à la production de la preuve que les marchandises exportées pour être perfectionnées sont originaires du pays même ; est exceptée la soie à teindre ou à reteindre, article pour lequel cette preuve n'est pas exigée.

Art. 7. — Pour favoriser les relations commerciales réciproques, les parties contractantes rendront les expéditions douanières aussi faciles que les intérêts de l'administration des douanes le permettent.

Art. 8. — Les taxes internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent les produits d'un des Etats contractants, soit pour le compte de l'Etat même, soit pour le compte de cantons, de provinces, de communes et de corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires originaires de l'autre Etat contractant.

Aucune des Parties contractantes ne pourra frapper à l'importation,

sous prétexte d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, des articles non produits dans le pays même et compris dans les tarifs annexés au présent traité.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou taxe interne ou une taxe additionnelle sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

Les produits formant l'objet de monopoles d'état de l'une des Parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie du monopole, être assujettis à une finance d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

Les Parties contractantes, tout en maintenant le principe inscrit au premier alinéa de cet article, se réservent le droit de frapper, à leur importation, les produits dans la fabrication desquels il entre de l'alcool, non seulement du droit qui serait fixé au tarif, mais encore d'une finance équivalente à la taxe intérieure qui grève l'alcool employé.

Art. 9. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, que, dans l'état où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics, ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle figurant à l'annexe D.

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles autorités sont compétentes pour délivrer les cartes de légitimation industrielle, et quelles prescriptions doivent être observées par les titulaires de ces cartes pour l'exercice de leur profession.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche de commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie.

Art. 10. — Le présent traité s'étend aux pays ou territoires qui sont actuellement ou seraient plus tard liés par une union douanière avec l'une des Parties contractantes.

Art. 11. — Le présent traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, douze mois avant la fin de cette période, son intention de faire cesser les effets du traité, il



demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé. Les Parties contractantes se réservent le droit d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 12. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées le plus tôt possible.

Ainsi fait à Vienne, le 10 décembre 1891.

(L. S.) (signé) H. VII P. REUSS.

(L. S.) (signé) ROTH.

(L. S.) (signé) HAMMER.

(L. S.) (signé) C. CRAMER-FREY.

# ANNEXE A

## Droits à l'entrée dans le territoire douanier allemand.

N<sup>o</sup> du tarif général  
allemand.

Mares par 100 kilog.

1. Déchets :
  - a. Déchets de la fabrication du fer (pailles, limailles), de la tôle, étamée et zinguée; de la fabrication du verre, verrerie et poterie cassées; déchets de la fabrication de la cire; lessive-mère des savonneries; déchets de corroieries et autres d'bris de cuir ne pouvant servir qu'à fabriquer de la colle forte . . . . . Exempts.
  - b. Sang animal, liquide ou desséché; tendons d'animaux; marcs de raisins; levure d'eau-de-vie; balle de grains; son, germes de malt; cendres de houille; engrais animaux et autres, tels que : cendres lessivées, cendres de chaux, écume d'os, argile, et os d'animaux, de toute sorte. . . . . Exempts.
2. Coton et articles en coton :
  - c. Filés de coton, purs ou mélangés de lin, de soie, de laine ou d'autres matières textiles, végétales ou animales :
    1. A un bout, écrus :
      - d. Au-dessus du n<sup>o</sup> 60 jusqu'au n<sup>o</sup> 79 anglais (30 »). . . . . 24 »
      - e. Au-dessus du n<sup>o</sup> 79 anglais (36 »). . . . . 24 »
    4. A trois bouts et plus, à une ou plusieurs torsions, écrus, blanchis, teints. . . . . 48 »
    - A trois bouts et plus, à une torsion, écrus (fil à broder), moyennant certificat d'autorisation comme étant destinés à la broderie (48 »). . . . . 36 »
    5. A deux bouts, à plusieurs torsions,

N. B. — Les taux du tarif général sont donnés entre parenthèses à la fin de chaque position. Là où il n'y a pas d'indication, les droits conventionnels sont les mêmes que ceux du tarif général.

|    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |
|----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | écrus, blanchis, teints; même fil retors de toute sorte, assorti, préparé pour la vente au détail. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                      | 70 »     |
| d. | Articles en coton pur ou combiné avec des fils métalliques, sans mélange de soie, de laine ou des autres poils d'animaux mentionnés au n° 41 :                                                                                                                                                                                                                  |          |
|    | Ex 1. Tissus feutrés, écrus (tissus sans fin, et couvertures de cylindres lainées, genre feutre, feutres à sécher, etc.) en coton, pour la fabrication de pâtes de bois, de bois, de fibres de paille, de cellulose et de papier (80 »). . . .                                                                                                                  | 65 »     |
|    | 3. Tous les tissus serrés non compris sous les n°s 1, 2 et 6 (*); tissus non serrés, écrus (fabriqués avec du fil écreu), à l'exception des tissus pour rideaux s'ils ne rentrent pas sous le chiffre 1; bonneterie, si elle n'est pas spécialement dénommée plus loin; passementerie et boutonnerie; même les fils combinés avec des fils métalliques. . . . . | 120 »    |
|    | Bonneterie en coton (120 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 95 »     |
|    | 5. Tous les tissus non serrés, tels que jaconas, mousseline, mousseline raide, gaze, s'ils ne sont pas compris sous les n°s 1, 3 et 4 (*) ou s'ils ne sont pas spécialement dénommés ci-après . . . . .                                                                                                                                                         | 200 »    |
|    | Tulles (200 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 150 »    |
|    | Plumetis écrus, tissés en fils de coton blanchis, et expédiés par des bureaux douaniers déterminés (200 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                             | 120 »    |
|    | Plumetis blanchis, teints, etc, expédiés par des bureaux douaniers déterminés (200 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                  | 150 »    |
|    | Ex 6. Broderie (350 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 275 »    |
| 5. | Drogueries, substances et préparations pharmaceutiques et couleurs :                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|    | Ex m. Matières pour la couleur d'aniline, extraits de baies de teinture, de séné et de noix de galle; poudre d'os. . . . .                                                                                                                                                                                                                                      | Exempts. |
| 6. | Fer et ouvrages en fer :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|    | e. Ouvrages en fer :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|    | 1. Tout à fait communs :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|    | a. En fonte de fer. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 2 50     |
|    | Ex b. Fer forgé brut pour grosses pièces de                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |

(\*) Les n°s 2 d 1, 1, 2, 4 et 6 du tarif général allemand sont ainsi conçus : tissus de coton, etc. : 1) tissus de coton serrés, écrus (fabriqués avec du fil écreu), non compris les velours; tulle écreu et non façonné M. 80. —; 2) tissus serrés, blanchis, même apprêtés, non compris les velours M. 100. —; 4) tissus pour rideaux blanchis ou apprêtés M. 230. —; 6) dentelles et broderies de toute sorte M. 350. — par 100 kg.

|     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                   |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
|     | machines et voitures; ponts et parties de ponts. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 3 »               |
| 7.  | Terre, minerais, métaux précieux, asbeste et objets en asbeste :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                   |
|     | Ex a. Terres et substances minérales brutes, même calcinées, lavées ou moulues, y compris minerais même apprêtés, si ces objets ne sont pas spécialement tarifés; métaux précieux, monnayés, en barres ou en débris. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                 | Exempts.          |
| 9.  | Céréales et autres produits agricoles :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                   |
|     | k. Produits agricoles non dénommés ailleurs. :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Exempts.          |
| 13. | Bois et autres matières à tailler, végétales et animales, ainsi que les objets qui en sont fabriqués :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                   |
|     | Ex a. Rognures de corne, sabots et griffes, os (comme matières à tailler), bruts. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Exempts.          |
| 15. | Instruments, machines et voitures :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                   |
|     | a. Instruments, sans égard à la matière dont ils sont composés :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                   |
|     | Ex 1. De musique, à l'exception des pianos, pianinos, harmoniums et autres instruments semblables à touches, mais y compris les orgues d'églises; boîtes à musique (30 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 20 »              |
|     | b. Machines :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                   |
|     | 1. Locomotives; locomobiles. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 8 »               |
|     | Ex 2. Machines électriques pour la minoterie, machines électriques, machines à filer le coton, machines pour le tissage, machines à vapeur, chaudières à vapeur, machines pour la fabrication de pâte de bois et de papier, machines-outils, turbines, transmissions, pompes, machines pour l'industrie de la poterie et du ciment, machines à tricoter avec bâtis, machines pour la fabrication de pâtes farineuses et machines agricoles, et cela d'après la matière qui domine en poids : |                   |
|     | a. En bois. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 3 »               |
|     | b. En fonte de fer. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 3 »               |
|     | y. En fer malléable. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 5 »               |
|     | d. En autres métaux communs. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 8 »               |
|     | Observation relative aux chiffres b 1 et 2. — Machines à vapeur et chaudières à vapeur pour être employées à la construction de navires (exempts).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                   |
|     | 3. Cardes et garnitures de cardes. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 36 »              |
|     | c. Voitures et traîneaux :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                   |
|     | 1. Wagons de chemins de fer :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                   |
|     | a. Non garnis de cuir ni rembourrés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 6 % de la valeur. |
|     | b. Autres. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 10 %              |
|     | Ex d. Bateaux de rivière, y compris le mobilier de bord ordinaire, les ancres, chaînes d'ancres et autres chaînes de bateaux, ainsi que les machines et chaudières à vapeur . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Exempts.          |



|       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 19.   | Cuivre et autres métaux communs non spécialement dénommés, alliages de métaux communs non dénommés ailleurs, et ouvrages de ces métaux et alliages :                                                                                                                                                                                        |          |
| Ex a. | Aluminium, pur, à l'état brut. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Exempts. |
| Ex b. | Aluminium, laminé (12 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 9 »      |
|       | Câbles télégraphiques (12 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 8 »      |
|       | d. Ouvrages, savoir :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |          |
|       | 2. Autres, s'ils ne sont pas compris sous le n° 19 d. 3. ou si, par suite de leur combinaison avec d'autres matières, ils ne rentrent pas sous le n° 20. . . . .                                                                                                                                                                            | 30 »     |
|       | 3. En aluminium, nickel; fins, spécialement objets de luxe en alfévide, en métal anglais, en bronze, argentan, tombac et alliages semblables; en laiton, fins, vernis, même combinés avec d'autres matières; si tous ses articles ne rentrent pas sous le n° 20 (*). . . . .                                                                | 60 »     |
| 20.   | Mercurie, quincaillerie, etc. :                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
| Ex a. | Or, laminé, d'un millimètre d'épaisseur au moins, et fil d'or, de 2 millimètres d'épaisseur au moins (600 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                       | 1 00 »   |
|       | c. 3. Ouvrages en filés de coton, lin, soie, laine ou autres poils d'animaux, combinés avec des matières à tailler, animales ou végétales. des métaux communs, du verre, de la gutta-percha, du caoutchouc, du cuir, du drap-cuir, du papier, du carton, de la pierre, de la paille ou de la poterie, et non spécialement tarifés . . . . . | 120 »    |
|       | d. Montres de poche, mouvements et boîtes (la pièce) :                                                                                                                                                                                                                                                                                      |          |
|       | 1. Montres avec boîtes d'or (3 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | » 80     |
|       | 2. Montres avec boîtes d'argent, même dorées ou avec carrures, anneaux ou pendants dorés ou plaqués (1 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                         | » 60     |
|       | Mouvements sans boîtes (1 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | » 40     |
|       | 3. Montres avec boîtes d'autres métaux (0 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                      | » 40     |
|       | 4. Boîtes d'or, sans mouvements (1 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                             | » 40     |
|       | 5. Autres boîtes sans mouvements (0 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                            | » 40     |
| 21.   | Cuir et ouvrages en cuir (100 kg.):                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
| Ex b. | Cuir pour semelles (36 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 30 »     |
| Ex c. | Courroies de transmission, en cuir (50 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 45 »     |
|       | e. Gants de peau. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 100 »    |
| 22.   | Fil et toile de lin et autres articles en lin :                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|       | i. Broderies . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 150 »    |
|       | k. Dentelles en fil (800 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 600 »    |
| 24.   | Objets littéraires et artistiques :                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
|       | a. Papier écrit (actes et manuscrits); livres en toutes langues, gravures sur cuivre, sur bois, et autres; lithographies et photogra-                                                                                                                                                                                                       |          |

(\*) Le n° 20 du tarif général allemand renferme entre autres la mercerie, la quincaillerie, etc. (autres qu'en métaux précieux et que celles dénommées sous le n° 20 3 ci-dessus), M. 200. — par 100 kg.

|          |                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|          | phies; cartes géographiques et de marine; musique . . . . .                                                                                                                                                                            | Exempts. |
| 25.      | Epicerie, confiserie et autres comestibles:                                                                                                                                                                                            |          |
|          | f. Beurre, même artificiel (20 »). . . . .                                                                                                                                                                                             | 16 »     |
| Ex g. 1. | Extrait de viande, liquide, et tablettes de bouillon. . . . .                                                                                                                                                                          | 20 »     |
| Ex o.    | Fromages à pâte dure, en pains ayant la forme de meules, la pièce pesant au moins 50 kg. (20 »). . . . .                                                                                                                               | 15 »     |
|          | Autres fromages. . . . .                                                                                                                                                                                                               | 20 »     |
| Ex p. 1. | Farine lactée pour l'alimentation des enfants (farine Nestlé et similaires) (60 »). . . . .                                                                                                                                            | 50 »     |
| Ex p. 3. | Chocolat . . . . .                                                                                                                                                                                                                     | 80 »     |
| 6.       | Huiles non dénommées ailleurs, et grasses:                                                                                                                                                                                             |          |
|          | g. Résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus. . . . .                                                                                                                                                          | Exempts  |
| 0.       | Soie et articles en soie:                                                                                                                                                                                                              |          |
| Ex a.    | Soie, dévidée (non filée, grège) ou filée; bourre de soie, non peignée, filée ou retorse, lesdites soies non teintées; déchets de soie teinte. . . . .                                                                                 | Exempts. |
|          | b. Ouate de soie. . . . .                                                                                                                                                                                                              | 24 »     |
|          | c. Soies et bourre de soie, teintées; lacets. . . . .                                                                                                                                                                                  | 36 »     |
|          | d. Fil retors de soie écrue (soie à coudre, à boutonnières, etc.), teinte ou non (200 »). . . . .                                                                                                                                      | 140 »    |
|          | e. 1. Articles de soie ou bourre de soie (800 »). . . . .                                                                                                                                                                              | 600 »    |
| Ex e. 2. | Broderies de soie ou mi-soie. . . . .                                                                                                                                                                                                  | 600 »    |
| Ex e. 3. | Rubans avec tissu ouvert:                                                                                                                                                                                                              |          |
|          | De soie (1,000 »). . . . .                                                                                                                                                                                                             | 800 »    |
|          | De mi-soie (1,000 »). . . . .                                                                                                                                                                                                          | 450 »    |
|          | Observation. — Par tissu ouvert, on comprend le tissu dans lequel la distance d'un fil de chaîne à un autre est plus grande que l'épaisseur du fil lui-même.                                                                           |          |
|          | Gaze à blutoir (1,000 »). . . . .                                                                                                                                                                                                      | 600 »    |
| f.       | Tous les articles de soie ou de bourre de soie non compris sous la lettre e (*), combinés avec le coton, le lin, la laine ou d'autres matières textiles, animales et végétales. . . . .                                                | 450 »    |
|          | Observation. — Il n'est pas tenu compte de la présence de la soie dans les tissus où elle est roulée sur des fils d'autres matières textiles quand elle ne cache pas lesdits fils et qu'elle ne les suit pas dans toute leur longueur. |          |
| 33.      | Pierres et ouvrages en pierre:                                                                                                                                                                                                         |          |
| a.       | Pierres brutes ou simplement taillées, même moulues . . . . .                                                                                                                                                                          | Exempts. |
|          | Observation. — Les blocs dont trois côtés seulement portent des traces du travail à la scie,                                                                                                                                           |          |

(1) Le n° 30 e du tarif général allemand est ainsi conçu: 1), tissus de soie ou de bourre de soie, même combinés avec des fils métalliques; tissus de soie mélangés d'autres matières textiles ainsi que de fils métalliques M. 800. — 2), dentelles, blanches et broderies, en tout ou en partie de soie M. 600. — 3) gaze, crêpe, en tout ou en partie de soie M. 1,000. — par 100 kg.

|       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|       | rentrent dans la catégorie des pierres brutes ou simplement taillées.                                                                                                                                                                                                                                       |          |
| Ex e. | Ardoises pour toitures (1 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                      | 0 50     |
| Ex f. | Plaques d'ardoise coupées ou fendues, non polies . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                  | 3 "      |
| h.    | Autres ouvrages en pierre, à l'exception des statues et des objets en pierres fines et en lave :                                                                                                                                                                                                            |          |
|       | 1. Non combinés avec d'autres matières, ou combinés seulement avec le bois ou le fer, mais non polis, ni vernis :                                                                                                                                                                                           |          |
|       | a. En albâtre, marbre, granit, syénite, porphyre ou autres pierres dures (15 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                    | 10 "     |
| 37.   | Animaux et produits du règne animal, non dénommés ailleurs :                                                                                                                                                                                                                                                |          |
| Ex a. | Lait naturel, et lait stérilisé non condensé, sans addition, à l'état liquide, en récipients de tout genre. . . . .                                                                                                                                                                                         | Exempls. |
| 39.   | Bétail (la pièce) :                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |
|       | b. Taureaux et vaches . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                             | 9 "      |
|       | c. Bœufs (30 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 25 £0    |
|       | d. Jeune bétail au-dessous de 2 ans 1/2 (6 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                      | 5 "      |
|       | e. Veaux de moins de six semaines. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                  | 3 "      |
| 41.   | Laines, y compris les poils d'animaux non dénommés ailleurs, ainsi que les articles en ces matières (100 kg.) :                                                                                                                                                                                             |          |
|       | c. Fils, même mélangés de matières textiles autres que le coton :                                                                                                                                                                                                                                           |          |
|       | 3. Autres fils :                                                                                                                                                                                                                                                                                            |          |
|       | a. Ecrus, simples. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 8 "      |
|       | b. Ecrus, doubles . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 10 "     |
|       | d. Articles même mélangés de coton, lin ou fils de métal :                                                                                                                                                                                                                                                  |          |
|       | 4. Feutres non imprimés, ne rentrant pas sous le n° 2 (*); ouvrages en feutre et bonneterie non imprimés, tapis de pied, même imprimés, en laine ou autres poils d'animaux, à l'exception du poil de bétail et du crin, et même combinés avec des filaments végétaux et d'autres matières textiles. . . . . | 100 "    |
|       | 5. Draps et tissus non imprimés, ne rentrant pas sous les nos 7 et 8 :                                                                                                                                                                                                                                      |          |
|       | a. D'un poids dépassant 200 grammes pour une surface de 1 mètre carré, s'ils ne sont pas spécialement dénommés ci-après . . . . .                                                                                                                                                                           | 135 "    |
|       | Tissus feutrés, en laine, écrus, même combinés avec le coton ou le lin, tissés sans fin pour la fabrication de pâtes de bois et de paille, de cellulose et de papier (135 »). . . . .                                                                                                                       | 100 "    |
|       | b. D'un poids de 200 grammes ou moins pour une surface de 1 mètre carré. . . . .                                                                                                                                                                                                                            | 220 "    |
| Ex 7. | Broderies. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 300 "    |

(\*) Articles en coton.



ANNEXE B

Droits à l'entrée en Suisse.

N° du tarif suisse.

Droits par 100 kilog.

|    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|    | 1. Déchets de la fabrication du fer (limaille, tournure, etc.), des verreries, de la fabrication de la cire, des savonneries, des teintureries; lessons de verre et de poterie; déchets de peaux ne pouvant servir qu'à la fabrication de la colle forte; résidus de la distillation; résidus de fruits pressurés, non dénommés ailleurs; sang animal, liquide ou desséché; rognures (copeaux) de corne; tendons d'animaux; sabots et griffes, os; râclures, cendres et scories de métaux précieux; etc. . . . . | Exempts. |
| Ex | 3. Son, tourteaux et farine de tourteaux; germes et résidu de malt, même séchés; déchets de la minoterie, etc., servant à l'alimentation du bétail; graine de nielle des blés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Exempts. |
|    | 5. Engrais :<br>Fumier d'écurie; compost (terreaux); cendre de chaux (plamée) et résidu de noir animal (écume sèche de raffineries de sucre); cendre (d'os, de houille, de tourbe, de bois), lessivée ou non; limon, balayures, etc.; chiffons pour engrais (de laine et de mi-laine); sciure de corne, de cuir et autres déchets servant à la fabrication des engrais . . . . .                                                                                                                                 | Exempts. |
|    | Guano; phosphorites, phosphates; poudre d'os, etc. :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |          |
|    | 6. Non chimiquement préparés; en outre, sels d'ammoniaque, bruts, sulfate d'ammoniaque, chlorure de potassium, engrais de potasse; résidus salins de Stassfurt; acide sulfurique ayant déjà servi. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Exempts. |
|    | 7. Chimiquement préparés; en outre les engrais artificiels. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 30 »     |
| Ex | 10. Alcaloïdes, produits chimiques et autres, ne rentrant pas dans les numéros 16 à 20 (*) du tarif suisse; extrait de quina; camphre raffiné (10 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 8 »      |
|    | 11. Eau minérale, naturelle et artificielle, y compris les bouteilles et les cruchons; sels de source et sels pour bains et extraits de marais tourbeux, même avec désignation de leur action médicinale, en caissettes ou en bouteilles (3 »). . .                                                                                                                                                                                                                                                              | 1 50     |
|    | Produits pharmaceutiques, tels que : poudres, pastilles, emplâtres, pilules, onguents, teintures, huiles essentielles et essences, etc. :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |          |
|    | 12. Emballés en gros, c'est-à-dire susceptibles d'être fractionnés pour la vente au détail (50 »). .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 45 »     |

(\*) Le n° 16 du tarif général suisse est ainsi conçu : matières auxiliaires brutes, telles que : jus de citron; gomme, résines brutes et colophane; poix, salpêtre, brut; soufre, brut ou raffiné; goudron, liquide; tartre, brut; lies de vin, sèches, etc. Fr. — 20 par 100 kg.

|        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |      |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Ex 13. | Pastilles de sels de source et de sels pour bains, emballées en détail (100 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 40 » |
|        | Matières auxiliaires préparées :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |      |
| 17.    | Potasse caustique, soude caustique, lessive de potasse et de soude; alun, acide arsénieux (arsenic blanc); sulfate de baryte; noir animal; chlorure de barium; chlorure de calcium, brut; chlorure de chaux; chlorure de magnésium; chlorure de manganèse; alun de chrome; mordant de fer; extraits liquides de substances contenant du tannin; litharge; pyrolignite de chaux; phénate de chaux, brut; chlorhydrate de chaux; sulfate de magnésie (sel amer); sulfate de soude (sel de Glauber); acide chlorhydrique; fleur de soufre; sulfure de fer; sulfure de sodium; acide sulfurique; soude brute; acétate et sulfate d'alumine; sulfate (vitriol) de fer, de cuivre et de zinc; verre soluble. . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 0 30 |
| 18. a. | Arséniate de soude, liquide; bicarbonate de soude, sulfite et bisulfite de soude; acide nitrique (azotique); aniline; combinaisons d'aniline pour la fabrication des couleurs (1 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 60 » |
| b.     | Acide arsénique; acide benzoïque; huile d'amandes amères, artificielle; acétate de plomb (sel de Saturne); nitrate de plomb; bioxyde de plomb; borax; acide phénique, brut; cachou, chlorure d'aluminium; chlorure de zinc; acide gallique; acide tannique (tannin); extraits solides de substances contenant du tannin; glycérine; verdet; vinaigre de bois; acide acétique, brut, à odeur empyreumatique; esprit pyroligneux, brut; prussiate de potasse, jaune; chlorate de potasse; chromate de potasse, rouge; bisulfite de chaux; acide oxalique; sels de soude, non dénommés ailleurs; oléine (acide oléique); acide naphthalique (alizarique); potasse; résorcine; huile de ricin pour usages techniques; sulfocyanure de potassium; acide salicylique; chlorure d'ammonium (sel ammoniac); esprit de sel ammoniac; salpêtre raffiné; oxalate de potasse (sel d'oseille); éther sulfurique; sulfure d'arsenic; stéarine; essence de térébenthine; alumine hydratée, en pâte; aluminate de soude; huile pour la teinture en rouge d'Andrinople; poussière de zinc; sels d'étain. . . | 1 »  |
| 9.     | Acide carbonique liquide (8 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 7 »  |
| 20.    | Matières auxiliaires préparées, non spécialement dénommées. . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 2 »  |
| 21.    | Fécule de pommes de terre (1 20). . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 1 »  |
|        | Amidon de tout genre, dextrine :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |      |
| 22.    | Emballés en gros, c'est-à-dire ouverts, en tonneaux, caisses, sacs, etc., de même qu'en paquets pesant plus de 4 kg. (2 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 1 25 |
| 23.    | Emballés en détail, c'est-à-dire en boîtes, paquets, etc., jusqu'à 4 kg. (4 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 2 50 |
| Ex 27. | Mèches de mineurs (50 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 40 » |
| Ex 29. | Allumettes chimiques (en bois) (40 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 25 » |

|        |                                                                                                                                                                                                                  |      |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 30.    | Graisse de char (cambouis). . . . .                                                                                                                                                                              | 3 »  |
| 31.    | Cirage. . . . .                                                                                                                                                                                                  | 7 »  |
|        | Colle-forte :                                                                                                                                                                                                    |      |
| 32.    | Brute (1 »). . . . .                                                                                                                                                                                             | 0 60 |
| 33.    | Purifiée (géalatine); colle de poisson. . . . .                                                                                                                                                                  | 7 »  |
|        | Matières colorantes : minérales et végétales, non dénommées ailleurs :                                                                                                                                           |      |
| 35.    | Moulues, lavées, râpées, pulvérisées, coupées, etc. . . . .                                                                                                                                                      | 0 60 |
|        | Extraits de matières colorantes :                                                                                                                                                                                |      |
| 37.    | Extrait de garance et autres extraits de matières colorantes, liquides ou solides; garancine; alizarine artificielle, sèche ou en pâte; solution d'indigo . . . . .                                              | 3 »  |
|        | Couleurs préparées, sèches, en pâtes ou liquides :                                                                                                                                                               |      |
|        | Céruse (carbonate de plomb) et blanc de zinc :                                                                                                                                                                   |      |
| 39.    | Non broyés (4 »). . . . .                                                                                                                                                                                        | 3 »  |
| 40.    | Broyés (7 »). . . . .                                                                                                                                                                                            | 5 »  |
| 41.    | Jaune de chrome, vert de chrome; vert de Schweinfurt; bleu de montagne; bleu de Prusse; smalte; outremer. . . . .                                                                                                | 7 »  |
| Ex 42. | Couleurs artificielles dérivées du goudron de houille (20 »). . . . .                                                                                                                                            | 8 »  |
| 43.    | Couleurs préparées : en boîtes, bouteilles, coquillages, petits pots, bâtons (30 »). . . . .                                                                                                                     | 20 » |
| 44.    | Vernis et laques de tout genre, sauf les vernis à l'huile (25 »). . . . .                                                                                                                                        | 18 » |
| 45.    | Vernis à l'huile. . . . .                                                                                                                                                                                        | 10 » |
|        | Verres à vitres :                                                                                                                                                                                                |      |
| 48.    | Coloré, avec dessins, dépoli (mat) (25 »). . . . .                                                                                                                                                               | 20 » |
|        | Verre creux et verrerie :                                                                                                                                                                                        |      |
| Ex 50. | Bouteilles de verre ordinaire, noir, brun ou vert (4 »). . . . .                                                                                                                                                 | 3 »  |
| 51.    | Non polis ou polis seulement sur le fond, ou avec bouchons rodés, même munis d'une marque, d'un nom ou signe, non gravés :                                                                                       |      |
|        | a. En verre mi-vert (8 »). . . . .                                                                                                                                                                               | 6 »  |
|        | b. En vert ordinaire incolore (blanc). . . . .                                                                                                                                                                   | 8 »  |
| 52.    | Polis, gravés, de couleur (en verre coloré), mats, peints, dorés et autre verrerie de tout genre non dénommée plus haut, même combinée avec d'autres matières, à l'exception des métaux précieux (30 »). . . . . | 20 » |
| 53.    | Verre creux et verrerie des espèces indiquées aux n <sup>os</sup> 50 (*) et 51 du tarif suisse :                                                                                                                 |      |
|        | a. Clissés, en bois grossiers, en roseau ou en paille, à l'exception des bombonnes à acides (12 »). . . . .                                                                                                      | 8 »  |
|        | b. Bombonnes à acides en clisses grossières de bois, roseau ou paille (12 »). . . . .                                                                                                                            | 6 »  |
| 57.    | Verre à glace non étamé :                                                                                                                                                                                        |      |
|        | a. De moins de 18 dm <sup>2</sup> (16 »). . . . .                                                                                                                                                                | 14 » |
|        | b. De 18 dm <sup>2</sup> . et au-dessus. . . . .                                                                                                                                                                 | 16 » |
|        | Verre à glace, étamé :                                                                                                                                                                                           |      |

(\*) Le n<sup>o</sup> 50 du tarif général suisse est ainsi conçu : Verre creux et verrerie : de verre ordinaire, noir, brun ou vert; *isolateurs en verre* (3 50), Fr. 4. — par 100 kg.



|        |                                                                                                                                                                                    |      |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Ex 58. | De moins de 18 dm <sup>2</sup> (16 ») . . . . .                                                                                                                                    | 14 » |
| 60.    | Bois à brûler, brouille, écorce d'arbres, tourbe, briquettes de tan (mottes à brûler), écorce à tan, tan . . . . .                                                                 | 0 02 |
| 61.    | Charbon de bois (0 20). . . . .                                                                                                                                                    | 0 10 |
|        | Bois commun, de construction et de charonnage :                                                                                                                                    |      |
| 62.    | Brut ou simplement équarri à la hache; osier, brut, non écorcé, non refendu; bois de cerclage; échalas (0 20). . . . .                                                             | 0 15 |
|        | Scié de long ou refendu (bois sciés, bardeaux, etc.), sauf le placage :                                                                                                            |      |
| 63.    | a. De chêne, à l'exception des merrains pour la fabrication des tonneaux. . . . .                                                                                                  | 0 40 |
|        | b. Merrains pour la fabrication des tonneaux (0 40) . . . . .                                                                                                                      | 0 15 |
| 64.    | Autre (1 »). . . . .                                                                                                                                                               | 0 70 |
| 65.    | Emboilé (bois de construction prêt pour le montage, c'est-à-dire muni de chevilles, de mortaises, d'assemblages, etc.) (1 50) . . . . .                                            | 1 20 |
| 73.    | Matériel grossier d'emballage, de bois tendre (caisses, tonneaux, etc., pour emballage), pour objets secs; laine de bois (2 »). . . . .                                            | 1 60 |
|        | Ouvrages en bois :                                                                                                                                                                 |      |
| Ex 75. | Ebauchés, rabotés, non assemblés; fil de bois pour allumettes; lames pour parquets ou pièces de parquet non collées (4 »). . . . .                                                 | 3 »  |
|        | Finis, de bois commun, bruts, non peints, non sculptés, non plaqués, pour autant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 78; ouvrages de charron, de charpentier, outils en bois, etc. : |      |
| 76.    | a. Sans ferrures; panneaux ou pièces de parquet collées (8 »). . . . .                                                                                                             | 6 »  |
|        | b. Cuveaux pour le beurre . . . . .                                                                                                                                                | 8 »  |
| 77.    | Avec ferrures; tonnellerie et boissellerie, montées ou démontées (15 »). . . . .                                                                                                   | 12 » |
|        | Ouvrages de menuisier et de tourneur, meubles et parties de meubles (sauf la vannerie), finis : en bois ordinaire (non exotique) :                                                 |      |
| 78.    | Bruts, non peints, non vernis, non sculptés, non plaqués (15 »). . . . .                                                                                                           | 10 » |
| 79.    | Peints, vernis, plaqués (25 »). . . . .                                                                                                                                            | 16 » |
| 80.    | a. Polis, laqués (50 ») . . . . .                                                                                                                                                  | 25 » |
|        | b. Sculptés, rembourrés (50 ») . . . . .                                                                                                                                           | 38 » |
|        | c. En bois courbé, non rembourrés (50 »). . . . .                                                                                                                                  | 12 » |

*Observation relative au n° 80 c.* — Ces meubles peuvent aussi être pourvus de clayonnages en paille, en rotin, etc., ou de parties perforées, ou ornementées par compression (sièges, dossiers etc.); de même, ces sièges, dossiers, etc., lorsqu'ils sont expédiés seuls, doivent être acquittés au taux de 12 francs. On admet aussi que ces meubles peuvent consister, en mineure partie, en bois commun, non courbé, sans restriction toutefois quant au poids ou à la quantité, pourvu que les meubles conservent le caractère de meubles en bois courbé.

*Observation relative aux n° 79 et 80 a., b. etc.* — Rentrent aussi dans ces rubriques les objets en bois commun imitant le bois d'ébénisterie.

|         |                                                                                                                                                                                                           |                      |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 81.     | Autres ouvrages en bois, peints, polis, vernis ou sculptés, de même ouvrages en bois du genre mentionné sous les n <sup>os</sup> 76 et 77 :<br>Peints, vernis, laqués (50 ») . . . . .                    | 30 »                 |
|         | Baguettes pour cadres :                                                                                                                                                                                   |                      |
| 82.     | Brutes, passées au blanc : unies, sans ornements (15 ») . . . . .                                                                                                                                         | 10 »                 |
|         | Cadres pour glaces et tableaux :                                                                                                                                                                          |                      |
| 84.     | Bruts, passés au blanc : unis, sans ornements (30 ») . . . . .                                                                                                                                            | 25 »                 |
| 83.     | Avec ornements, peints, vernis, bronzés, dorés, sculptés (50 ») . . . . .                                                                                                                                 | 40 »                 |
|         | Vannerie :                                                                                                                                                                                                |                      |
|         | Grossière :                                                                                                                                                                                               |                      |
| 86.     | En baguettes non écorcées, non refendues (6 ») . . . . .                                                                                                                                                  | 5 »                  |
| 87.     | En baguettes écorcées, refendues, de jonc ou de copeaux, passée ou non au mordant (20 »).<br>Fine : brute, passée au mordant, vernie, laquée, teinte polie, etc. :                                        | 12 »                 |
| 88.     | Non combinée avec d'autres matières, sauf le bois (50 ») . . . . .                                                                                                                                        | 30 »                 |
| 89.     | Combinée avec d'autres matières, excepté les matières textiles (70 ») . . . . .                                                                                                                           | 60 »                 |
| 90.     | Garnie, doublée ou capitonnée de matières textiles (120 ») . . . . .                                                                                                                                      | 100 »                |
|         | Brosserie :                                                                                                                                                                                               |                      |
| 93.     | Grossière, combinée avec du bois ou du fer, non vernie, non polie . . . . .                                                                                                                               | 25 »                 |
| 94.     | Fine (70 ») . . . . .                                                                                                                                                                                     | 50 »                 |
| 95.     | Produits des champs, des jardins et des forêts, frais, ne rentrant pas dans l'une des rubriques ci-dessous ou dans la catégorie XI, comestibles; semences de tout genre, non dénommées ailleurs . . . . . | Exempts.<br>Exempts. |
| 96.     | Foin, feuilles, roseaux, paille . . . . .                                                                                                                                                                 | 0 30                 |
| Ex 97.  | Colza . . . . .                                                                                                                                                                                           |                      |
| 100.    | Cuir pour semelles, cuir pour harnais et courroies; cuir de veau, brun et ciré . . . . .                                                                                                                  | 16 »                 |
| 101.    | Autres sortes de cuir de tout genre, collets et flancs lissés . . . . .                                                                                                                                   | 8 »                  |
| 103.    | Ouvrages en cuir finis, excepté les articles de voyage (voir catégorie (XVII) (*) (120 ») . . .<br>Chaussures :                                                                                           | 60 »                 |
| 104.    | Parties ébauchées de chaussures, de tout genre (45 ») . . . . .                                                                                                                                           | 40 »                 |
| 105.    | Chaussures en cuir, grossières (60 ») . . . . .                                                                                                                                                           | 40 »                 |
| 106.    | a. Chaussures en cuir, fines (130 ») . . . . .<br>b. Chaussures en mi-soie, soie, ou velours, avec semelles en cuir (130 ») . . . . .                                                                     | 60 »<br>100 »        |
| 107.    | Chaussures en autres étoffes avec semelles en cuir (65 ») . . . . .                                                                                                                                       | 45 »                 |
| Ex 108. | Chaussures en feutre sans semelles en cuir (40 ») . . . . .                                                                                                                                               | 30 »                 |

(\*) Voir n<sup>o</sup> 473 de ce tarif.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 109. Gants de peau (300 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 130 » |
| 110. Livres, imprimés; cartes géographiques et de marine; musique . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 1 »   |
| 113. a. Pianos et harmoniums, même démontés (35 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 30 »  |
| b. Autres instruments de musique, y compris les orgues, même démontés (35 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 25 »  |
| 114. Pièces détachées d'instruments de musique; cordes de tout genre, claviers, etc. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 16 »  |
| 115. Instruments et appareils d'astronomie, de chimie, de chirurgie, de mathématiques et physique, verres optiques non montés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 16 »  |
| 116. Microscopes, lunettes, stéréoscopes, loupes, télescopes (80 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 40 »  |
| 117. Appareils électriques de tout genre et pièces détachées de ces appareils, non dénommés ailleurs . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 6 »   |
| 118. Appareils orthopédiques et articles de pansement. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 40 »  |
| 126. Horloges à poids, y compris les horloges de clocher, etc., et leurs pièces détachées, finies. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 20 »  |
| Ex 127. Horloges et pendules à ressort d'après le système américain, ainsi que les horloges à ressort de la Forêt-Noire, à caisse en bois, et leurs pièces détachées, finies (50 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 20 »  |
| 129. Machines de tout genre, à l'exception des locomotives; pièces détachées de machines, finies; cylindres et plaques pour impression, gravés; constructions en fer (ponts, poutres) et leurs pièces détachées, non spécialement tarifées. . . . .                                                                                                                                                                                                                           | 4 »   |
| 130. Locomotives. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 10 »  |
| 131. Pièces de machines, grossièrement ébauchées, en fonte de fer, fer forgé ou acier, pesant au moins 50 kg. par pièce; en outre, sans distinction de poids: les parties de chaudière, grossièrement ébauchées, en fer forgé ou en acier, non rivées, et sans trous pour les rivets; matériel de chemins de fer: essieux, ressorts, roues, bandages, corps de roues, grossièrement ébauchés; tubes en fer forgé ou en acier, contournés en spirale, serpentins, etc. . . . . | 0 60  |
| 132. Pièces de machines, grossièrement ébauchées, ne rentrant pas dans le n° 131; cylindres et plaques pour l'impression, non gravés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 2 »   |
| 133. Courroies de transmission, de tout genre; cardes et garnitures de cardes. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 20 »  |
| Ex 135. Chars et traîneaux pour enfants (20 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 15 »  |
| 136. Vélocipèdes (100 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 70 »  |
| 149. Plomb laminé, tôle, tuyaux, fils, balles, grenaille; plomb aigre, métal pour lettres, vieux caractères d'imprimerie (2 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 1 50  |
| 150. Ouvrages en plomb, bruts, même combinés avec du bois ou du fer; caractères d'imprimerie, neufs (10 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 8 »   |
| 151. Ouvrages en plomb, polis, peints, vernis, même combinés avec d'autres matières (20 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 18 »  |
| 153. Fer brut en gueuses; acier brut en « ingots » (blocs, barres fondues), fer en loupes et fer ébauché au laminoir; débris et ferraille. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 0 10  |



Fer forgé, laminé, étiré :

|      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |      |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 154. | Rails de chemins de fer, fer en barres (fer rond, carré, plat, fers spéciaux), tôle de fer : non spécialement dénommés ci-après; tuyaux à parois ondulées, bruts. . . . .                                                                                                                                                                                                                                        | 0 60 |
| 155. | Rails de chemins de fer pesant moins de 15 kg. par mètre courant; fers spéciaux dont la plus grande dimension en coupe transversale n'atteint pas 6 cm.; fer rond de moins de 7 1/2 cm. d'épaisseur, fer à filer (forgis), ne rentrant pas dans le n° 156; fer carré et fer plat de moins de 36 cm <sup>2</sup> de coupe transversale; tôles décapées, sous réserve des mesures de contrôle nécessaires. . . . . | 1 70 |
| 156. | Fer à filer (forgis), brut, en torches, de plus de 5 mm. et de moins de 11 mm. d'épaisseur. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 1 30 |
|      | Tôle de fer de moins de 3 mm. d'épaisseur (à l'exception des tôles décapées) :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |      |
| 157. | Brute. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 2 50 |
| 158. | Plombée, étamée, zinguée, cuivrée, nickelée. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 3 »  |

Observation. — Est traité comme tôle tout fer plat large de 25 cm. ou plus.

Fil (fer rond étiré) :

|      |                                                       |      |
|------|-------------------------------------------------------|------|
| 159. | Brut. . . . .                                         | 4 »  |
| 160. | Plombé, étamé, zingué, cuivré, nickelé (5 »). . . . . | 4 50 |
|      | Ouvrages en fonte de fer :                            |      |
| 161. | Tout à fait grossiers, bruts, sans ornements. . . . . | 2 50 |
| 162. | Autres (6 ») . . . . .                                | 5 »  |

Ouvrages en fer forgé, fonte malléable, acier, tôle, fil :

|      |                                                                                                                                                                                                                                                         |      |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 163. | Tuyaux, étirés, laminés : bruts. . . . .                                                                                                                                                                                                                | 0 60 |
| 164. | Tout à fait grossiers, bruts : outils ébauchés; socs de charrue; essieux de voitures; enclumes; tuyaux rivés, soudés, galvanisés, de tout genre; crémaillères (rails à engrenages); tirants (tiges de traction); aiguilles et croisements; etc. . . . . | 3 »  |
| 165. | Communs, même combinés avec du bois, bruts, tournés, limés, passés à la couleur d'apprêt (minium, céruse ou blanc de zinc), goudronnés, vernis, laqués ou bronzés en tout ou en partie :                                                                |      |
|      | a. Eclisses et selles pour rails, faux et faucilles, même adoucies (10 ») . . . . .                                                                                                                                                                     | 7 »  |
|      | b. Autres. . . . .                                                                                                                                                                                                                                      | 10 » |
| 166. | a. Adoucis, étamés, zingués (15 »). . . . .                                                                                                                                                                                                             | 12 » |
|      | b. Poêles à l'intérieur adoucis ou étamés (15 »). . . . .                                                                                                                                                                                               | 10 » |
| 167. | a. Fins (à l'exception des outils d'agriculture et d'horticulture) : polis, peints, vernis, laqués, bronzés, émaillés, en tout ou en partie, même combinés avec d'autres matières (35 »). . . . .                                                       | 22 » |
|      | b. Nickelés en tout ou en partie, même combinés avec d'autres matières (35 »). . . . .                                                                                                                                                                  | 25 » |
| 168. | Coutellerie (50 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                             | 40 » |
| 169. | Armes de tout genre, excepté les bouches à feu; pièces d'armes détachées, finies (60 »). . . . .                                                                                                                                                        | 50 » |
| 174. | Cuivre, pur ou allié (laiton), martelé, laminé, étiré, en barres, tôle, tuyaux, fil. . . . .                                                                                                                                                            | 3 »  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| 175.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en cuivre ou en laiton, ébauchés, tissus en fil de cuivre ou de laiton; ouvrages surmoulés en bronze; rivets, vis, chevillettes, pointes; fil entouré de caoutchouc ou de gutta-percha.                                                                                                                                                                                                                                   | 10 »     |
| 176.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Câbles de tout genre pour conduites électriques, même avec armature de plomb, de fer, etc.; fil de cuivre entouré de caoutchouc ou de gutta-percha; enveloppé de fil métallique ou de filés enroulés ou tressés (15 »).                                                                                                                                                                                                            | 10 »     |
| 177.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Chaudronnerie, ouvrages en cuivre ou en laiton (50 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 30 »     |
| Ex 178.                                                                                                                                                                                                                                                                | Or et argent en feuilles, faux; fil léonique (60 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 30 »     |
| 180.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Nickel pur ou allié (argent neuf, maillechort), laminé, étiré, en plaques, barres, tôle, fil (10 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 7 »      |
| 181.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en nickel ou en alliages de nickel, ouvrages en maillechort (60 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 45 »     |
| 184.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en zinc, bruts.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 15 »     |
| 185.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en zinc, polis, peints, vernis (40 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 30 »     |
| 189.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en étain ou alliages d'étain (ouvrages en métal anglais), polis, peints, vernis (50 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 40 »     |
| 193.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Articles plaqués, dorés ou argentés au feu ou par les procédés galvanoplastiques (Christolle) (80 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 60 »     |
| 194.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Orfèvrerie d'or et d'argent; bijouterie, vraie (300 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 200 »    |
| <i>Observation.</i> — La fausse bijouterie, c'est-à-dire les objets de parure de tout genre qui ne consistent pas en métaux précieux, en pierres fines, en perles ou en corail véritable, rentrent, suivant leur conditionnement, dans les n <sup>os</sup> 470 ou 471. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |
| 198.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Pierres brutes (moëllons); pierres à bâtir dégrossies (piquées) ou grossièrement taillées; pavés, matériaux pour routes, graviers; sable en chargements complets; asbeste (amiant), brute; pierre à chaux et pierre à plâtre, brutes, non calcinées; argile, terre glaise; terre réfractaire; terre à porcelaine (kaolin) et autres terres et matières minérales brutes non dénommées ci-après, même calcinées, lavées ou moulues. | Exempts. |
| 206.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Ouvrages en émeri :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                        | a. Toile d'émeri.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 20 »     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                        | b. Papier d'émeri, papier de verre, papier à dérouiller (20 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 16 »     |
| 207.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Autres.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 6 »      |
| 208.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Chaux grasse et plâtres, calcinés ou moulus (0 40).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 0 20     |
| 209.                                                                                                                                                                                                                                                                   | Planches en roseau (plâtre coulé sur des roseaux dans un moule en forme de planche) (4 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 2 »      |
| Ex 212.                                                                                                                                                                                                                                                                | Ciment de Portland (0 80).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 0 70     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                        | Ouvrages en ciment (sauf les reproductions de modelages, voir n <sup>o</sup> 122 (*) du tarif suisse, tels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          |

(\*) Le n<sup>o</sup> 122 du tarif général suisse est ainsi conçu : Empreintes et objets moulés en plâtre, soufre, carton-pierre, papier mâché, ciment, etc., pour autant qu'ils ne rentrent pas dans le n<sup>o</sup> 471, Fr. 7. — par 100 kg.

|         |                                                                                                                                                                                     |          |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|         | que : pierres à bâtir, dalles, briques, tuyaux, etc. :                                                                                                                              |          |
| 213.    | Bruts, sans ornements . . . . .                                                                                                                                                     | 0 60     |
| 214.    | Avec ornements, colorés, façonnés, égrisés (frottés) (3 ») . . . . .                                                                                                                | 2 »      |
| 221.    | Feutre asphalté, carton asphalté (pour toitures), tuyaux d'asphalte, composition bitumeuse pour toitures (2 ») . . . . .                                                            | 1 50     |
| 224.    | Beurre frais (8 ») . . . . .                                                                                                                                                        | 7 »      |
| 225.    | Beurre fondu, salé; beurre de margarine; beurre artificiel (15 ») . . . . .                                                                                                         | 10 »     |
| 228.    | Oeufs (4 ») . . . . .                                                                                                                                                               | 1 »      |
| 230.    | a. Vinaigre de table, vinaigre double et esprit de vinaigre, jusqu'à 12 0/0 d'acide acétique :<br>En fûts (40 ») . . . . .                                                          | 10 »     |
|         | b. Acide acétique de plus de 12 0/0; vinaigre de tout genre en bouteilles ou cruchons d'un poids brut de 50 kg. ou moins (40 ») . . . . .                                           | 30 »     |
| Ex 231. | Fruits confits au sucre ou candis, même en bouteilles, verres, boîtes, etc.; confiseries et pâtisseries (50 ») . . . . .                                                            | 40 »     |
| 235.    | Viande de boucherie, fraîche (6 ») . . . . .                                                                                                                                        | 4 50     |
| 23h.    | Viande salée, fumée, conserves de viandes; lard séché (8 ») . . . . .                                                                                                               | 6 »      |
| 237.    | Volaille, vivante . . . . .                                                                                                                                                         | 6 »      |
| 238.    | a Volaille, tuée . . . . .                                                                                                                                                          | 12 »     |
|         | b Gibier (12 ») . . . . .                                                                                                                                                           | 10 »     |
| 239.    | Charcuterie (25 ») . . . . .                                                                                                                                                        | 20 »     |
| 241.    | Fruits, baies comestibles : frais . . . . .                                                                                                                                         | Exempts. |
| Ex 242. | Raisins de table, frais (5 ») . . . . .                                                                                                                                             | 3 50     |
| 244.    | Fruits secs ou tapés, avec noyaux : pommes, poires, cerises, pruneaux, etc.; fruits et baies foulés, de même que les herbes et racines pour la distillation (5 ») . . . . .         | 2 50     |
|         | Légumes frais :                                                                                                                                                                     |          |
| 248.    | Pommes de terre . . . . .                                                                                                                                                           | Exempts. |
| Ex 250. | Choucroute et autres légumes au sel (5 ») . . . . .                                                                                                                                 | 4 »      |
|         | Céréales, maïs, légumes à cosse :                                                                                                                                                   |          |
| Ex 252. | Ni perlés, ni égrugés . . . . .                                                                                                                                                     | 0 30     |
| Ex 253. | En grains perlés, égrugés, mondés ou concassés, gruau, semoule; farine de céréales, de maïs ou de légumes à cosse (2 50) . . . . .                                                  | 2 »      |
| 258.    | Houblon . . . . .                                                                                                                                                                   | 4 »      |
| 261.    | Succédanés du café, de tout genre, à l'état sec (10 ») . . . . .                                                                                                                    | 6 »      |
| 263.    | Fromages à pâte molle (10 ») . . . . .                                                                                                                                              | 4 »      |
| 264.    | Fromages à pâte dure (6 ») . . . . .                                                                                                                                                | 4 »      |
| 265.    | Malt (1 50) . . . . .                                                                                                                                                               | 1 »      |
| 273.    | Soupes condensées, sous forme solide ou liquide : juliennes, sagou, tapioca, farine, etc., et articles semblables pour soupes : en paquets, etc., pour la vente au détail . . . . . | 20 »     |
|         | Bière et extrait de malt :                                                                                                                                                          |          |
| 285.    | En fûts (5 ») . . . . .                                                                                                                                                             | 4 »      |
| 290.    | Vin (naturel) en fûts (6 ») . . . . .                                                                                                                                               | 3 50     |
| 302.    | Fibre pour la fabrication du papier . . . . .                                                                                                                                       | 1 25     |
| 303.    | a. Papier d'emballage, non satiné (y compris toutefois celui qui sort lisse de la machine) :                                                                                        |          |



|                                                                                                                                                                                                                                                                         |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| d'une seule couleur; papier ciré et papier goudronné (10 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                   | 4 »   |
| b. Papier à imprimer, papier à écrire et papier à lettres, réglés ou non, papier d'emballage, saliné, papier à étancher, papier buvard et papier à filtrer, papier parchemin, papier de soie, papier à dessiner, papier à calquer : d'une seule couleur (10 »). . . . . | 8 »   |
| 304. a. Papier de tout genre, de plus d'une couleur, papier doré et argenté, papier à musique, papiers peints (pour tenture) (30 ») . . . . .                                                                                                                           | 16 »  |
| b. Papier à lettres et enveloppes (même avec ornements), en cartons simples ou ornés, dans le cas où le poids de chacune des parties soumises à un taux inférieur n'est pas spécialement déclaré; en outre, tous les papiers non spécialement dénommés (30 »). . . . .  | 20 »  |
| c. Etiquettes, formulaires, affiches, prospectus, chemises pour dossiers, etc.; imprimés ou lithographiés; enveloppes de tout genre (30 »). . . . .                                                                                                                     | 25 »  |
| 305. Carton ordinaire gris, carton de pâte de bois ou de paille; carton-cuir (5 »). . . . .                                                                                                                                                                             | 3 50  |
| 307. Ouvrages de relieur et cartonnages (60 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 35 »  |
| 308. Lingerie en papier (60 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                 | 40 »  |
| 311. Ouate de coton. . . . .                                                                                                                                                                                                                                            | 5 »   |
| Coton :                                                                                                                                                                                                                                                                 |       |
| Filés :                                                                                                                                                                                                                                                                 |       |
| 312. A un bout, écrus. . . . .                                                                                                                                                                                                                                          | 7 »   |
| 313. Retors, gazés ou non. . . . .                                                                                                                                                                                                                                      | 9 »   |
| 314. Blanchis; teints; simples ou doublés. . . . .                                                                                                                                                                                                                      | 12 »  |
| 315. Sur bobines, en pelotes ou échevettes (accommodés pour la vente au détail), de même que les filés en écheveaux, teints, retors, à trois ou plusieurs bouts (45 »). . . . .                                                                                         | 35 »  |
| Tissus :                                                                                                                                                                                                                                                                |       |
| Unis, croisés, écrus :                                                                                                                                                                                                                                                  |       |
| 317. Pesant 6 kg. ou plus par 100 m <sup>2</sup> . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 10 »  |
| Pesant moins de 6 kg. par 100 m <sup>2</sup> :                                                                                                                                                                                                                          |       |
| 318. Ayant moins de 20 fils par carré de 5 <sup>mm</sup> . . . . .                                                                                                                                                                                                      | 20 »  |
| 320. Blanchis, de fils teints, teints, imprimés :                                                                                                                                                                                                                       |       |
| a. De plus de 7 kg. par 100 m <sup>2</sup> (45 »). . . . .                                                                                                                                                                                                              | 40 »  |
| b. De 7 kg. ou moins par 100 m <sup>2</sup> . . . . .                                                                                                                                                                                                                   | 45 »  |
| c. Toile pour relieurs (45 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                  | 30 »  |
| Veloutés, façonnés, piqués, basins, damassés, brillantés :                                                                                                                                                                                                              |       |
| 321. Ecrus (c'est-à-dire de filés écrus). . . . .                                                                                                                                                                                                                       | 30 »  |
| 322. Blanchis, de fils teints, teints, imprimés; tulle broché (60 »). . . . .                                                                                                                                                                                           | 45 »  |
| 323. Tissus feutrés . . . . .                                                                                                                                                                                                                                           | 40 »  |
| Couvertures (tapis de lit, de table, etc.) :                                                                                                                                                                                                                            |       |
| Sans travail à l'aiguille ni passementerie :                                                                                                                                                                                                                            |       |
| 325. Blanchies, de fils teints, teintes, imprimées . . . . .                                                                                                                                                                                                            | 40 »  |
| 326. Avec passementerie ou avec ourlet cousu. . . . .                                                                                                                                                                                                                   | 60 »  |
| 327. Châles, écharpes, etc (70 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                              | 50 »  |
| 328. Rubanerie et passementerie (70 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                         | 45 »  |
| 329. Broderies et dentelles (150 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                           | 100 » |

|         |                                                                                                                                                   |       |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 330.    | Toile cirée commune et toile huilée, pour emballage (10 »).                                                                                       | 8 »   |
| 332.    | Tapis en liège (linoleum).                                                                                                                        | 20 »  |
|         | Lin, chanvre, jute, ramie, etc :                                                                                                                  |       |
| 339.    | Toile d'emballage ayant moins de 9 fils par carré de 5 mm. (2 50).                                                                                | 2 »   |
| 340.    | Ecrus ou crémés, ayant de 9 à 13 fils par carré de 5 mm. (15 »).                                                                                  | 12 »  |
| 341.    | Ecrus ou crémés, ayant de 14 à 22 fils par carré de 5 mm. (30 »).                                                                                 | 25 »  |
| 342.    | Ecrus ou crémés, ayant plus de 22 fils par carré de 5 mm. de même que tous les tissus blanchis de fils teints, imprimés, excepté le tulle (60 »). | 42 »  |
| 344.    | Rubannerie et passementerie (60 »).                                                                                                               | 50 »  |
|         | Ouvrages de cordier :                                                                                                                             |       |
| 346.    | Cordes, câbles (12 »).                                                                                                                            | 8 »   |
| 348.    | Sangles, tuyaux, sacs.                                                                                                                            | 20 »  |
|         | Nattes, tapis de pieds et de table, de jute, de chanvre de Manille et autres végétaux filamenteux analogues, même encadrés :                      |       |
|         | Grossiers (non tissés) :                                                                                                                          |       |
| 349.    | Ecrus.                                                                                                                                            | 12 »  |
| 350.    | Teints, imprimés, etc.                                                                                                                            | 20 »  |
|         | Tissus, écrus, blancs, teints, imprimés, apprêtés :                                                                                               |       |
| 359.    | De mi-soie (100 »).                                                                                                                               | 40 »  |
| Ex 360. | Châles, écharpes, etc., de mi-soie (150 »).                                                                                                       | 100 » |
| Ex 361. | Rubannerie et passementerie de mi-soie (100 »).                                                                                                   | 60 »  |
|         | Laine :                                                                                                                                           |       |
| Ex 364. | Laine artificielle.                                                                                                                               | 0 30  |
| 365.    | Moulue, teinte, peignée, trait.                                                                                                                   | 0 60  |
|         | Filés :                                                                                                                                           |       |
| 366.    | Ecrus : à un ou deux bouts; ouate (7 »).                                                                                                          | 6 »   |
| 367.    | Ecrus : retors à trois ou plusieurs bouts.                                                                                                        | 8 »   |
|         | Blanchis, teints :                                                                                                                                |       |
| 368.    | A un ou deux bouts (15 »).                                                                                                                        | 12 »  |
| 369.    | Retors à trois ou plusieurs bouts (20 »).                                                                                                         | 18 »  |
| 370.    | Sur bobines, en pelotes ou échevettes (accommodés pour la vente au détail) (40 »).                                                                | 30 »  |
|         | Tissus :                                                                                                                                          |       |
|         | Ecrus :                                                                                                                                           |       |
| 372.    | De filés de laine cardée (30 »).                                                                                                                  | 25 »  |
| 373.    | De filés de laine peignée (50 »).                                                                                                                 | 40 »  |
| 374 1/2 | Blanchis, teints, imprimés (de laine cardée ou peignée) :                                                                                         |       |
| a.      | Pesant plus de 300 grammes par mètre carré (de laine cardée, 100 »; de laine peignée, 120 »).                                                     | 55 »  |
| b.      | Pesant 300 grammes ou moins par mètre carré (de laine cardée, 100 »; de laine peignée, 120 »).                                                    | 80 »  |
| 377.    | Tissus feutrés.                                                                                                                                   | 70 »  |
|         | Couvertures (de lit, tapis de table, etc.) :                                                                                                      |       |
| 378.    | Sans travail à l'aiguille (40 »).                                                                                                                 | 25 »  |
| 379.    | Avec travail à l'aiguille (70 »).                                                                                                                 | 60 »  |

## Tapis de pieds :

|                                                                                                                                                                                           |       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 380. Grossiers, sans franges, ni travail à l'aiguille (40 ») . . . . .                                                                                                                    | 25 »  |
| 381. Autres (70 ») . . . . .                                                                                                                                                              | 50 »  |
| 382. Châles, écharpes, etc. (125 ») . . . . .                                                                                                                                             | 75 »  |
| 383. Rubanerie et passementerie (125 ») . . . . .                                                                                                                                         | 65 »  |
| 384. Broderies et dentelles (150 ») . . . . .                                                                                                                                             | 100 » |
| 385. Etoffes en feutre . . . . .                                                                                                                                                          | 20 »  |
| Ouvrages en feutre, sans travail à l'aiguille :                                                                                                                                           |       |
| 386. Ecrus (30 ») . . . . .                                                                                                                                                               | 15 »  |
| 387. Blanchis, teints, imprimés (50 ») . . . . .                                                                                                                                          | 30 »  |
| 390. Caoutchouc et gutta-percha, en tuyaux, tubes, même combinés avec d'autres matières (10 ») . . . . .                                                                                  | 8 »   |
| 391. a. Caoutchouc et gutta-percha, appliqués sur tissus ou autres matières, et autres ouvrages non dénommés en caoutchouc ou gutta-percha (40 ») . . . . .                               | 25 »  |
| b. Tissus élastiques de tout genre en caoutchouc, mélangés de coton, laine, soie, etc . . . . .                                                                                           | 40 »  |
| Paille assortie, rotin, liber, jonc, roseau, paille de riz, racines de riz, sparte (stipe, alfa), fibre de coco, feuille de palmier, varech, crin végétal, etc. :                         |       |
| 396. Ouvrages fins, ainsi que ceux dans la confection desquels il entre du crin, des filés, des tissus (80 ») . . . . .                                                                   | 60 »  |
| Vêtements, lingerie et autres objets confectionnés, non spécialement dénommés, découpés ou finis :                                                                                        |       |
| 397. De coton (120 ») . . . . .                                                                                                                                                           | 65 »  |
| 398. De lin, jute, ramie, etc (120 ») . . . . .                                                                                                                                           | 70 »  |
| 399. De soie ou mi-soie (300 ») . . . . .                                                                                                                                                 | 175 » |
| 400. De laine ou mi-laine (180 ») . . . . .                                                                                                                                               | 105 » |
| <i>Observation relative aux nos 391 à 400. — Les articles confectionnés avec des étoffes caoutchoutées suivent le régime de l'étoffe dont ils sont faits.</i>                             |       |
| Bonneterie, avec ou sans travail à l'aiguille :                                                                                                                                           |       |
| 402. De coton (80 ») . . . . .                                                                                                                                                            | 60 »  |
| 405. De laine ou mi-laine (120 ») . . . . .                                                                                                                                               | 75 »  |
| 406. Fourrures, finies ou découpées et ajustées, bandes de fourrure, etc, pour garniture; objets confectionnés en étoffe de tout genre, garnis en fourrure ou en plumes (250 ») . . . . . | 150 » |
| Ex 408. Chapeaux de feutre, non garnis (100 ») . . . . .                                                                                                                                  | 75 »  |
| Ex 409. Chapeaux de feutre, garnis (200 ») . . . . .                                                                                                                                      | 120 » |
| Parapluies et parasols :                                                                                                                                                                  |       |
| Ex 413. De mi-soie (100 ») . . . . .                                                                                                                                                      | 60 »  |
| 414. Montures et cannes de parapluies, avec ou sans ressorts (10 ») . . . . .                                                                                                             | 8 »   |
| Bâches pour voitures et wagons, confectionnées :                                                                                                                                          |       |
| 416. En toile à voile, imprégnées ou non (25 ») . . . . .                                                                                                                                 | 20 »  |
| 417. En étoffes caoutchoutées (50 ») . . . . .                                                                                                                                            | 35 »  |
| Ex 418. Chevaux . . . . .                                                                                                                                                                 | 2 »   |



|                           |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Ex 420.                   | Poulains. . . . .                                                                                                                                                                                                                | 1 »  |
| 421.                      | Bœufs (30 »). . . . .                                                                                                                                                                                                            | 15 » |
| Ex 422.                   | Vaches et génisses : avec dents de remplacement (25 »). . . . .                                                                                                                                                                  | 18 » |
| 423.                      | Jeunes bêtes, sans dents de remplacement, pour autant qu'elles ne rentrent pas dans le n° 424 (*) du tarif des douanes fédérales (20 »). . . . .                                                                                 | 12 » |
| 425.                      | Veaux pesant jusqu'à 60 kg. inclusivement (6 »). . . . .                                                                                                                                                                         | 5 »  |
| Ex 426.                   | Porcs : pesant plus de 60 kg. (8 »). . . . .                                                                                                                                                                                     | 6 »  |
| 427.                      | Moutons (2 »). . . . .                                                                                                                                                                                                           | 0 50 |
| 429.                      | Ruches d'abeilles, habitées (par pièce). . . . .                                                                                                                                                                                 | 0 20 |
| 435.                      | Soies de porc, assorties et en bottes (par 100 kg.). . . . .                                                                                                                                                                     | 2 »  |
| Crin et poils de buffle : |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
| 437.                      | Nettoyés, filés, préparés (12 »). . . . .                                                                                                                                                                                        | 12 » |
| 440.                      | Feutres, tapis de pieds, couvertures de cheval faits de poils d'animaux rentrant dans le n° 434 (**) du tarif des douanes fédérales, ou de matières analogues de qualité inférieure. . . . .                                     | 10 » |
| 442.                      | Plumes à lit (10 »). . . . .                                                                                                                                                                                                     | 7 »  |
| 443.                      | Edredon, duvet (50 »). . . . .                                                                                                                                                                                                   | 7 »  |
| 444.                      | Vessies, boyaux, présure. . . . .                                                                                                                                                                                                | 0 60 |
| 445.                      | Cire, y compris la cérésine. . . . .                                                                                                                                                                                             | 1 50 |
| Cornes :                  |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
| 447.                      | Brutes, et autres matières animales brutes non dénommées. . . . .                                                                                                                                                                | 0 30 |
| 448.                      | Préparées ou débitées en feuillets ou plaques de toute dimension; plaques d'os (1 »). . . . .                                                                                                                                    | 0 60 |
| Ouvrages en argile :      |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
| 455.                      | Tuiles, brutes (0 60). . . . .                                                                                                                                                                                                   | 0 50 |
| 456.                      | a. Briques réfractaires (0 50). . . . .                                                                                                                                                                                          | 0 30 |
|                           | b. Tuyaux bruts sans manchon. . . . .                                                                                                                                                                                            | 0 50 |
| 457.                      | Briques, plaques, carreaux : bruts (0 50). . . . .                                                                                                                                                                               | 0 25 |
| 458.                      | Tuiles, briques : fumées, ardoisées, goudronnées, vernissées (2 »). . . . .                                                                                                                                                      | 1 50 |
| 459.                      | Tuyaux sans manchons, carreaux, plaques de tout genre, d'une seule couleur, unis : fumés, ardoisés, goudronnés, vernissés; ornements architectoniques; ouvrages en terra-cotta pour l'architecture et les jardins (3 »). . . . . | 2 »  |
| 460.                      | Carreaux, plaques, de tout genre : de plus d'une couleur, peints, imprimés, avec ornements en creux ou en relief (8 »). . . . .                                                                                                  | 6 »  |
| Ex 461.                   | Creusets, moules, cazettes (2 50). . . . .                                                                                                                                                                                       | 2 »  |
| Ouvrages en grès :        |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
| Plaques, carreaux :       |                                                                                                                                                                                                                                  |      |
| 464.                      | Ardoisés, polis, vernissés : d'une seule couleur, unis ou striés, de même que ceux formés de plus d'une masse et de plus d'une couleur (3 »). . . . .                                                                            | 2 »  |
| 465.                      | Peints, imprimés, avec ornements en creux ou en relief (8 »). . . . .                                                                                                                                                            | 6 »  |

(\*) Le n° 424 du tarif général suisse est ainsi conçu : veaux gras, pesant plus de 60 kg., fr. 10 — la pièce.

(\*\*) N° 434 : Poils d'animaux, non dénommés ailleurs (c'est-à-dire autres que la laine, crin et poils de buffle, soie de porcs).

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 467. Parties d'installation de lieux d'aisance, de porcelaine et de grès fin. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 12 »  |
| Poteries :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |       |
| 468. Communes, à cassure grise ou rougeâtre, vernissées ou non; poterie commune en grès (cruches, cruchons, etc.); isolateurs en porcelaine (4 » . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 3 »   |
| 469. A cassure blanche ou jaunâtre; grès fin; porcelaine de tout genre, parian, biscuit; de plus, toutes les poteries ne rentrant pas dans une des rubriques précédentes (25 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 16 »  |
| 470. Quincaillerie fine et articles de fantaisie de tout genre, non spécialement dénommés (200 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 120 » |
| Rentrent dans cette rubrique, les objets de parure et de toilette, les bibelots ainsi que d'autres marchandises en agate, albâtre écume, cristal de roche, ambre, ivoire, jais, lave, écaille, nacre (à l'exception des boutons); vrais et imités, sauf les imitations en verre, argile de tout genre, caoutchouc ou corne, à l'exclusion, pour cette dernière toutefois, des imitations de jais; en outre; sachets à parfumer, étuis, nécessaires, bonbonnières, etc., garnis de soie, de dentelles, de fleurs artificielles ou autres objets analogues. |       |
| 471. Quincaillerie commune et mercerie de tout genre, non spécialement dénommées :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |       |
| a. Objets de parure ne rentrant pas par leur conditionnement dans les nos 194 ou 470; ainsi, par exemple, ceux de bois, de caoutchouc durci, d'os ordinaire, de celluloïde, de verre et de strass (vitrifications, pierres fausses) ou de métaux ordinaires, même dorés ou argentés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                              | 50 »  |
| b. Autre quincaillerie et mercerie commune (50 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 30 »  |
| 472. Lampes de tout genre, finies, de même que les parties de lampes, finies, à l'exception des tubes en verre, abat-jour en verre, globes en verre et pieds en verre, pour autant qu'ils ne sont pas montés, c'est-à-dire munis de parties de laiton, etc. (30 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                              | 25 »  |
| Ex 473. Articles de voyage de tout genre, en cuir (70 »).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 50 »  |
| 474. a. Crayons noirs et de couleur, avec gaine en bois, ardoises encadrées et crayons d'ardoise (30 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 20 »  |
| b. Fournitures de bureaux, fournitures pour l'écriture, le dessin et la peinture, non dénommées ailleurs; cire à cacheter (30 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 25 »  |
| 475. Jouets de tout genre (40 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 20 »  |

## ANNEXE C

## Dispositions sur le trafic de frontière.

§ I. — Afin de faciliter l'exploitation des biens-fonds et des forêts situés dans le voisinage de la frontière, sont affranchis de tous droits d'entrée et de sortie :

Les céréales en gerbes et en épis ;

Les produits bruts des forêts, bois et charbons ;

Les semences ;

Les perches ;

Les échalas ;

Les animaux et instruments de toute espèce, qui servent à l'exploitation d'immeubles situés dans un rayon de dix kilomètres de chaque côté de la frontière, sous réserve des mesures de contrôle pouvant exister dans les deux pays pour prévenir les fraudes.

Sont en outre affranchis de tous droits d'entrée et de sortie, tous les produits de l'agriculture et de l'élevage du bétail provenant de propriétés coupées par la ligne douanière qui sépare les territoires des deux Etats contractants, lorsque ces produits, provenant des parties de ces propriétés séparées des bâtiments d'habitation ou d'exploitation rurale, sont dirigés sur ces bâtiments.

§ II. — Demeurent affranchis des droits d'entrée et de sortie :

1. Le bétail conduit temporairement, pour un travail, d'un territoire douanier dans l'autre et ramené du second dans le premier, une fois le travail terminé ; de même, les machines et instruments agricoles importés de l'un des territoires dans l'autre pour un usage temporaire et réimportés ensuite dans le premier ;

2. Le bois, tan (écorce), blé, graines oléagineuses, chanvre et autres objets pareils provenant d'exploitations rurales et amenés, dans le petit trafic ordinaire des frontières, d'un territoire dans l'autre, pour être coupés, pilés, broyés, etc., puis, une fois ces opérations terminées, réimportés dans le premier ;

3. Les marchandises ou objets qui, dans le petit trafic ordinaire de frontière, sont amenés d'un territoire douanier dans l'autre soit pour être perfectionnés, notamment pour l'impression, le blanchissage, la teinture, le tannage, le filage, le tissage, etc., soit pour être ouvrés ou réparés par les artisans et réimportés dans le premier territoire, perfectionnés, ouvrés ou réparés ;

4. Les produits fabriqués par les artisans eux-mêmes et amenés par ceux-ci sur les marchés voisins de l'autre territoire douanier et revenant non vendus ; sont exceptés, les objets de consommation alimentaire.

§ III. — Pour prévenir les abus dans les cas prévus au § II qui précède, les mesures de contrôle nécessaires seront appliquées de part et d'autre. Cependant, il est entendu qu'elles se borneront au minimum de ce que réclame le but proposé. En tout cas, on se bornera à exiger :

1. Que, à l'entrée ou à la sortie, les objets en question soient déclarés au bureau frontière, qui doit prendre note de leur nature et de leur quantité et, si possible, les marquer pour en constater l'identité, et qu'ils soient, au retour, représentés au même bureau frontière ;

2. Que la réexportation ou la réimportation ait lieu dans un délai fixé par le même bureau frontière.

Les bureaux frontières sont autorisés à exiger un cautionnement ; celui-ci ne doit toutefois pas dépasser le montant du droit simple. Si cela est nécessaire, il sera conclu un arrangement sur les dispositions de détail relatives à l'exécution de ces mesures de contrôle.



ANNEXE D.

Carte de légitimation Industrielle

POUR

Voyageurs de Commerce

Pour l'année 18.....

( Armoirie )

N° de la carte .....

VALABLE

en Suisse, dans l'Empire allemand et dans le Luxembourg

PORTEUR :

(Nom et prénoms)

(lieu), le..... 18 .....

(Autorité qui délivre la carte.)

(L. S.)

Signature

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte  
{ possède (une) [nature de la fabrique ou du commerce] à .....  
{ est voyageur de commerce au service de la maison .....  
{ sous la raison sociale .....  
{ à ....., qui y possède (une) [nature de la fabrique  
ou du commerce] .....

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes et de  
faire des achats de marchandises pour ladite maison et pour les maisons  
ci-après désignées :

1. .... à .....
2. .... à .....

il est certifié que

{ ladite maison est { astreinte(s) à payer dans ce pays les taxes légales  
{ lesdites maisons sont { pour l'exercice  
{ ladite maison est { autorisée(s) à exercer un commerce ou une industrie  
{ lesdites maisons sont { d'un commerce ou d'une industrie  
{ dans ce pays.

Désignation de la personne du porteur

Age : .....

Taille : .....

Cheveux : .....

Signes particuliers : .....

Signature : .....

**Remarque.** Des deux lignes marquées sur le formulaire, on ne doit remplir que la  
ligne supérieure ou la ligne inférieure, selon les circonstances relatives à chaque cas parti-  
culier. Le formulaire devra donner pour cela un espace suffisant.

*Note de la Rédaction.* — Les cartes de légitimation sont délivrées par les chancelleries  
cantonales.

### Protocole final.

Les soussignés se sont réunis aujourd'hui pour procéder à la signature du traité de commerce et de douane convenu entre eux. A cette occasion, ils ont adopté, pour être consignés dans le présent protocole, les éclaircissements, arrangements et remarques interprétatives dont suit la teneur.

#### I. *Ad articles 1 et 3 du traité.*

Les dispositions contenues aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas de l'article 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 3 n'excluent pas le droit d'édicter les prohibitions d'importation, de transit et d'exportation :

- a. En ce qui concerne les monopoles d'Etat actuellement existants ou qui pourraient être établis plus tard ;
- b. Pour des raisons de police sanitaire ;
- c. Pour le matériel et les provisions de guerre, dans des circonstances exceptionnelles.

Le Conseil fédéral se déclare disposé à ne pas exiger, sur la demande du Gouvernement impérial allemand, les droits conventionnels allemands pour le blé, ainsi que pour les vins qui proviennent d'un pays n'étant pas, avec l'Allemagne, sur le pied de la nation la plus favorisée, et qui entrent en Allemagne par le commerce libre de la Suisse.

#### II. *Ad article 2 du traité.*

A. Sont affranchis, de part et d'autre, de tout droit d'entrée et de sortie, lorsqu'ils ont été amenés du territoire de l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre :

- 1. Les objets d'art importés pour des expositions, des institutions artistiques publiques ou des collections publiques ;
- 2. Les cartes d'échantillons et les échantillons en coupons ou morceaux impropres à un autre usage ;
- 3. Les vêtements et le linge portés et non destinés à la vente ; les ustensiles de ménage et effets ayant servi, lorsqu'ils sont importés par les émigrants pour leur propre usage. L'exemption des droits d'entrée et de sortie s'applique également aux machines dont toutes les parties ont été usagées et que des personnes, maisons, etc., déjà établies, exportent et importent de leur établissement principal ou de leur filiale situé sur l'un des territoires, pour être utilisées par elles dans leur filiale ou leur établissement principal situé sur l'autre territoire. Toutefois, la franchise de droits pour de telles machines ne peut être accordée que par l'autorité supérieure.

En outre et avec autorisation spéciale, les vêtements, linge et effets neufs, formant le trousseau de ressortissants de l'un des Etats contractants qui, à l'occasion de leur mariage, s'établissent sur le territoire de l'autre ;

4. Les ustensiles de ménage et effets ayant servi, lorsqu'il y a certitude qu'ils proviennent de succession et quand une permission spéciale a été obtenue ;

5. Les vêtements, le linge et les autres effets de voyage que des voyageurs, des rouliers et des bateliers ont avec eux pour leur usage ; l'outillage d'ouvriers ou artisans ambulants et les ustensiles et instruments que des artistes en voyage portent avec eux pour l'exercice de leur vocation, ainsi que d'autres objets de même nature qui précèdent ou suivent ces personnes ; les provisions alimentaires à consommer pendant le voyage ;

6. Les voitures, y compris les véhicules de chemins de fer, ainsi que les

bateaux qui ne passent la frontière que pour transporter des personnes et des marchandises, et qui n'entrent que dans ce but; les bateaux, y compris l'outillage qui leur est nécessaire pour la navigation; les véhicules de chemins de fer qui reviennent vides et appartiennent aux administrations de chemins de fer du pays, ainsi que les véhicules appartenant à des Compagnies étrangères, mais qui sont déjà classés dans le service des trains;

Sur permission spéciale, les voitures de voyageurs, lors même que, au moment de l'entrée, elles ne servent pas au transport de leurs possesseurs, s'il est prouvé qu'elles leur ont déjà servi précédemment et doivent continuer à leur servir;

Les chevaux et autres animaux, lorsqu'il résulte avec certitude, de l'usage que l'on en fait lors de l'importation, qu'ils font partie de l'attelage d'une voiture de voyageur ou de roulage, ou qu'ils servent à transporter des marchandises ou des voyageurs.

*B. Ad annexe A (Droits à l'entrée sur le territoire douanier allemand).*

*1. Ad n° 15 : observation relative à b, 1 et 2.*

La franchise de droits à l'importation comprend les machines pour navires, y compris les roues à palettes ou hélices, lors même qu'elles seraient importées à l'état démonté et d'une manière successive, à condition que ces objets puissent, à leur entrée, être avec certitude reconnus comme parties de machines pour navires.

*2. Ad n° 15 d.*

Les bateaux pour la navigation sur les lacs seront traités sur le même pied que les bateaux de rivière.

*C. Ad annexe B (Droits à l'entrée en Suisse).*

*1. Ad n° 18.*

L'acide pyroligneux à odeur empyreumatique, incolore, purifié (non chimiquement pur) est tarifé d'après le n° 18 b, au taux de 1 fr. les 100 kg.

*2. Ad n° 22.*

L'amidon en paquets pesant plus de 4 kg., même avec l'étiquette indiquant la maison de commerce et la dénomination de la marchandise, mais sans donner l'explication de l'emploi, est admis au taux de fr. 1,25 les 100 kg.

*3. Ad nos 63 et 64.*

Seront traitées comme feuilles pour plaquer et, par conséquent, tarifées d'après le n° 69 ou 70 du tarif suisse : les planches taillées ou sciées en feuilles dont quatre superposées l'une sur l'autre présentent une épaisseur totale de 1 cm. au plus.

*4. Ad n° 230 a et b.*

L'importation du vinaigre de table et de l'acide acétique ne pourra s'opérer que par les douanes principales suisses de Buchs, Romanshorn, Schaffhouse-Gare, Bâle (Gare badoise et Gare centrale).

*5. Ad n° 238.*

Le houblon en cylindres (tambours) métalliques, hermétiquement

fermés, peut être introduit sans revision douanière au taux de 4 francs les 100 kg., pourvu que les conditions suivantes soient remplies :

1. Que les envois soient accompagnés d'une déclaration émanant d'une autorité de douane ou de finance qui atteste que le contenu des cylindres ne consiste effectivement qu'en houblon ;

2. Que les cylindres soient plombés de la part de l'autorité qui délivre ladite déclaration ou que, si l'envoi se fait par chargement complet de wagons de chemin de fer, les wagons soient pourvus de la fermeture de la douane.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le bureau de douane suisse pourra procéder à l'ouverture d'un des cylindres, choisi par lui, sur chaque envoi importé sous cette désignation, afin d'en vérifier le contenu. Lorsque la revision est refusée par la partie intéressée, la taxation aura lieu au droit le plus élevé.

Lors de l'importation de houblon en cylindres munis à leur face latérale d'une ouverture de 6 à 7 cm., la revision ne doit pas se faire en ouvrant le cylindre par le haut, c'est-à-dire par l'enlèvement du couvercle, mais au moyen de ladite ouverture qui peut être facilement refermée par une capsule en laiton.

Le numéro du cylindre de houblon ouvert pour la revision douanière sera annoté dans la lettre de voiture.

La refermeture du cylindre se fera avec le plus grand soin possible.

#### 6. *Ad nos 283 et 284.*

La différence en plus entre le droit dont est passible le « sucre coupé ou en poudre » (n° 284) et celui dont est frappé le « sucre en pains, plaques ou blocs » (n° 283) ne dépassera pas fr. 1,50 les 100 kg.

#### 7. *Ad n° 290.*

Une déduction de 6 0/0 est accordée pour le vin nouveau, c'est-à-dire que les 100 kg. de vin nouveau ne seront comptés que pour 94 kg., lorsque l'importation en a lieu avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année de la vendange et dans des tonneaux non bondonnés ou munis d'une bonde à air.

Les vins naturels qui n'ont subi qu'une addition légère d'alcool et dont la force alcoolique totale ne dépasse pas 13 degrés-volume, n'acquitteront que le droit de douane de francs 3,50, suivant le n° 290 (en fûts) ou celui de 25 francs d'après le n° 291 (vins en bouteilles), du tarif suisse. Les vins naturels titrant plus de 13 degrés alcoolométriques payeront, en sus du droit de douane de fr. 3,50 ou de 25 francs, pour chaque degré excédant la limite alcoolique sus-mentionnée, la taxe de monopole grevant l'alcool.

#### 8. *Ad nos 378 et 379.*

Les couvertures qui ne présentent qu'un travail à l'aiguille peu important et exclusivement destiné à la préservation des bords, seront tarifées comme couvertures sans travail à l'aiguille et n'acquitteront que le droit inscrit au n° 378.

### III. *Ad article 3 du traité.*

La disposition de l'article 3 ne doit porter aucun préjudice au droit de chacune des parties contractantes de prévenir la possibilité d'abus en adoptant des mesures de précaution (plombage, acquits de contrôle ou à caution).



#### IV. *Ad article 4 du traité, en y comprenant l'annexe C.*

Le petit trafic de frontière comprend les transactions amenées par le voisinage des localités limitrophes qui ne sont pas situées à plus de 15 kilomètres de la frontière.

Là où les territoires des deux parties contractantes sont séparées par des cours d'eau considérés, de part et d'autre, comme pays étranger, la zone indiquée plus haut et celle mentionnée dans l'annexe C, § I, doit, des deux côtés, être comptée du bord de ces cours d'eau vers l'intérieur du pays, de telle sorte que la surface occupée par ces cours d'eau n'entre pas en ligne de compte.

#### V. *Ad articles 5 et 6 du traité.*

A. La faveur d'après laquelle les marchandises soumises aux droits de douane en sont exemptées pour l'entrée et la sortie lorsqu'elles sont importées pour vente incertaine ou échantillons (article 5, 1), peut être subordonnée aux conditions spéciales ci-après :

1. A la sortie d'un pays, de même qu'à l'entrée dans le même pays, les droits, soit de sortie, soit d'entrée, sur les marchandises ou les échantillons doivent être ou payés au bureau d'expédition au moyen d'un versement en espèces ou suffisamment garantis.

2. Pour que l'on puisse constater leur identité, les marchandises ou les échantillons seront, autant que possible, désignés par une marque au timbre humide ou par un plomb ou un cachet pendu à une ficelle.

3. Le certificat d'expédition, au sujet duquel chacune des parties contractantes prendra les mesures de détail nécessaires, devra contenir :

a. La désignation des marchandises ou échantillons destinés à l'exportation ou à l'importation, avec l'indication de la nature de la marchandise et des marques particulières propres à permettre la constatation de leur identité;

b. L'indication du montant des droits de sortie ou d'entrée auxquels ces marchandises ou échantillons sont soumis, et une mention indiquant si ces droits ont été payés ou garantis;

c. L'indication de la désignation douanière de la marchandise;

d. L'indication du délai à l'expiration duquel le montant des droits sera pris sur la somme déposée ou exigé sur le cautionnement, en tant qu'il n'a pas été prouvé que les marchandises ou échantillons ont été réimportés ou, dans le cas inverse, réexportés dans le pays voisin, ou qu'ils ont été mis en entrepôt. Ce délai ne pourra excéder le terme d'une année.

4. La rentrée ou la sortie de ces marchandises ou échantillons peut s'effectuer par un autre bureau que celui par lequel ils sont sortis ou entrés.

5. Si, avant l'expiration du délai déterminé (3 d), les marchandises ou échantillons sont présentés à un bureau compétent, afin que celui-ci remplisse à leur égard les formalités nécessaires pour leur réimportation, leur réexportation ou leur admission dans un entrepôt, ce bureau doit avant tout s'assurer que ces objets sont bien ceux qui ont été présentés pour l'expédition à la sortie ou à l'entrée. S'il n'y a pas de doute à ce sujet, le bureau certifie la réimportation, la réexportation ou le dépôt, et il rembourse les droits déposés ou prend les mesures nécessaires pour l'annulation du cautionnement.

B. On se réserve de s'entendre sur les mesures de contrôle qui seront appliquées de part et d'autre contre les abus auxquels peuvent donner lieu, dans les autres cas, les dispositions des articles 5 et 6. Ces mesures seront

réduites au plus strict nécessaire et, sur les points essentiels, maintenues dans les limites prévues par les dispositions de l'annexe C relativement au mode de procéder à l'égard du trafic local (§ III); on observera, toutefois, à cet égard, les dispositions suivantes :

1. L'expédition des objets désignés, pour lesquels la franchise de droits est réclamée en vertu des articles 5 et 6, peut aussi s'effectuer par l'intermédiaire des offices de douane de l'intérieur.

2. Les différences de poids provenant de l'amélioration des marchandises par le travail ou le perfectionnement seront calculées avec toute la tolérance possible, et les petites différences ne donneront pas lieu à une augmentation de taxe.

C. Sont envisagés comme fils et tissus de production indigène ceux qui ont été fabriqués dans le pays même d'où ils sont expédiés; en outre, les filés et tissus introduits de l'étranger à l'état brut et admis à la libre circulation par la douane, mais qui ont été blanchis, teints, imprimés, flambés, apprêtés ou brodés ou garnis de dessins dans le pays d'où ils sont expédiés pour être introduits dans le pays de perfectionnement, dans le but d'y subir un nouveau travail.

Pour établir que les marchandises sont de production indigène, on devra les pourvoir d'un timbre de la fabrique ou les accompagner d'un certificat du producteur.

D. Il sera réciproquement ajouté foi aux marques (timbres, sceaux, plombs, etc.) apposées officiellement pour garantir l'identité des objets exportés et réimportés ou importés et réexportés, et cela en ce sens que les marques apposées par l'autorité douanière de l'un des territoires serviront aussi à constater l'identité des objets sur l'autre territoire; toutefois, les autorités douanières de l'un et de l'autre pays ont le droit d'apposer encore d'autres signes particuliers.

E. Pour tous les cas mentionnés à l'article 5, l'expédition en franchise de droits sera opérée, lorsque les conditions existeront pour cela : dans le territoire douanier allemand, par tous les bureaux principaux de douane et les bureaux secondaires de première classe, ainsi que par d'autres bureaux spécialement autorisés à cet effet; en Suisse, par les bureaux principaux de douane et les bureaux secondaires.

Pour les cas prévus à l'article 6, les autorités supérieures seules désigneront les bureaux de douane ayant la compétence de procéder à l'expédition.

F. Pour la réimportation en franchise de droits prévue à l'article 6, lettres a à g, il sera accordé un délai de six mois. En cas de besoin prouvé, ce délai sera étendu à douze mois.

A la demande des intéressés, ce dernier délai, compté à partir du jour de l'exportation, doit être accordé si des considérations spéciales ne s'y opposent, pour la réimportation en franchise de droits de marchandises qui, à l'époque où le traité actuel prendra fin, se trouveront dans le territoire de l'autre Etat contractant pour y être perfectionnées.

## VI. *Ad articles 4, 5 et 6 du traité.*

Dans tous les cas prévus par ces articles, les expéditions ont lieu sans perception d'aucun droit quelconque.

VII. *Ad article 7 du traité.*

1. Il est convenu que, dans le trafic entre les territoires des deux parties contractantes, on n'exigera des certificats d'origine que pour les marchandises qui, d'après leur provenance, sont soumises à des droits différents.

2. Les marchandises qui, sous contrôle douanier, vont d'une douane à une autre du même territoire, ne doivent pas, lors même que, pour atteindre leur destination, elles devraient toucher une ou plusieurs fois le sol étranger, être soumises à une expédition ultérieure par les douanes intermédiaires du même territoire.

Néanmoins, il n'est pas interdit de certifier, par des déclarations apposées sur le document de douane accompagnant la marchandise, le passage, effectué par celle-ci, d'un territoire douanier dans l'autre.

3. Les marchandises et effets de voyageurs arrivant par les services ordinaires mentionnés aux horaires des institutions publiques de transport, telles que les chemins de fer, les bateaux à vapeur, les postes, etc., doivent en tout temps être acquittés avec la plus grande célérité possible; pour de telles expéditions, qui ont lieu en dehors des heures ordinaires d'ouverture des offices de douane, il ne sera, en aucun cas, prélevé de droit spécial quelconque.

4. Les deux parties contractantes se donnent réciproquement l'assurance de prendre, autant que possible, en considération les vœux provoqués par les besoins réels du trafic, pour ce qui concerne l'établissement de bureaux de péages et la fixation de leurs attributions.

VIII. *Ad article 8 du traité.*

1. La taxe réservée au 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 pour la garantie du monopole, sera restituée si l'objet frappé de cette taxe n'a pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

2. Il est en outre entendu que, en ce qui concerne le monopole de l'alcool, existant en Suisse, la stipulation renfermée au 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 ne sera applicable qu'aux raisins foulés ou secs, aux marcs de raisin, aux lies de vin, aux fruits et déchets de fruits, aux baies de genièvre, aux racines de gentiane, aux fruits du Midi et autres matières analogues.

Le présent protocole devra être considéré comme approuvé et confirmé par les parties contractantes sans autre ratification que l'échange des ratifications du traité de ce jour auquel il se rapporte.

Vienne, le 10 décembre 1891.

(L. S.) (signé) ROTH.

(L. S.) (signé) H. VII P. REUSS.

(L. S.) (signé) HAMMER.

(L. S.) (signé) C. CRAMER-FREY.

---

**Note.**

Vienne, le 16 décembre 1891.

Le soussigné, prince Henri VII Reuss, adjudant-général de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et général de cavalerie, Ambassadeur extraordinaire près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi apostolique de Hongrie, a l'honneur de faire savoir à l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse, M. le Dr Roth, en réponse à sa note de ce jour, que, d'après l'interprétation du

Gouvernement impérial allemand conforme à celle de la Suisse, l'entente est intervenue sur les deux points suivants dans les négociations qui ont abouti à la conclusion du traité de commerce et de douane entre l'Allemagne et la Suisse, du 10 décembre 1891.

1. Les « dispositions pour l'exécution de l'article 5, chiffres 2 à 7, du traité de commerce et de douane conclu le 13 mai 1869 entre la Suisse et l'union douanière et commerciale allemande, et de l'arrangement V. B. du protocole final relatif à ce traité » convenues à Carlsruhe le 27 août 1869 (1), continuent à rester en vigueur en tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du traité de commerce et de douane de ce jour.

2. Le Gouvernement impérial est, comme le Conseil fédéral suisse, disposé à permettre aussi à l'avenir, conformément au § 19 du protocole de Carlsruhe ci-dessus mentionné (2), le fractionnement dans le lieu respectif, des tissus expédiés en trafic de perfectionnement pour être teints ou imprimés, s'il peut être établi, par un arrangement entre les autorités supérieures des deux parties, un procédé donnant des garanties complètement suffisantes au point de vue du contrôle de l'identité des tissus.

En même temps, la garantie est donnée que des négociations doivent être engagées prochainement pour déterminer le procédé de contrôle.

Toutefois, chaque partie conserve le droit de se retirer unilatéralement des stipulations éventuellement arrêtées, dès que la pratique démontrerait que les mesures de contrôle convenues ne sont pas suffisantes.

Le soussigné saisit aussi cette occasion pour renouveler l'assurance de sa considération distinguée.

H. VII P. REUSS.

*A Monsieur le Dr Roth, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse.*

## AUTRICHE-HONGRIE — SUISSE

### Traité de commerce.

(10 décembre 1891).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie, d'autre part, animés d'un égal désir d'étendre et de déve-

(1) Le protocole de Carlsruhe mentionné est si volumineux qu'il ne peut être reproduit ici. Les dispositions très détaillées qui en font l'objet se rapportent aux formalités à observer pour le trafic en franchise (trafic des marchés et des foires, trafic de perfectionnement et de réparation, trafic avec des tonneaux vides, des sacs, etc., et, en outre, avec le bétail destiné au pâturage, etc.).

(2) Le § 19 du protocole est ainsi conçu : Lorsque, dans le pays de perfectionnement, des tissus munis de signes d'identité sont tractionnés, le droit à la franchise douanière n'est pas perdu si les autorités supérieures du pays d'où l'expédition a été faite, ont préalablement autorisé cette opération et si le fractionnement a eu lieu en observant ponctuellement les mesures de contrôle convenues entre les autorités supérieures. Si le fractionnement des tissus n'a lieu que lorsque le travail de perfectionnement est terminé, on peut se dispenser de munir chaque pièce de marques d'identité spéciales, et le plombage des colis est considéré comme suffisant.

Si une entente n'est pas intervenue entre les autorités supérieures des deux pays, et que le fractionnement des tissus a cependant lieu, le droit à la franchise est perdu vis-à-vis du pays d'expédition, lors même que l'autorité supérieure du pays de perfectionnement a autorisé le fractionnement.



lopper les relations commerciales existant entre leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : M. A.-O. Aepli, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté impériale et royale apostolique ; M. Bernard Hammer, membre du Conseil national suisse, et M. Conrad Cramer-Frey, membre du Conseil national suisse ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie : M. Gustave, comte Kalnoky de Korospatak, son conseiller intime actuel et chambellan, général de cavalerie, son ministre de la maison impériale et des affaires étrangères ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, chacune des parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur qu'elle pourrait accorder à une tierce puissance. Toute faveur ou immunité qui viendrait à être concédée plus tard, sous ce rapport, à un tiers Etat, profitera simultanément par ce fait même, sans compensation, à l'autre partie contractante.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas :

1<sup>o</sup> Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter les rapports de frontières, ni aux réductions ou franchises des droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire ;

2<sup>o</sup> Aux obligations imposées à l'une des parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourraient être contractée à l'avenir.

Les parties contractantes s'engagent, en outre, à ne pas entraver les rapports commerciaux entre leurs territoires par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Il ne pourra y avoir d'exceptions à cette règle :

a. Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur, ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

b. Par égard à la police sanitaire et vétérinaire, notamment dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux régissant la matière ;

c. Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux prévisions de guerre.

La réserve faite à l'alinéa b précédent s'étend également aux mesures prohibitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'organismes nuisibles.

Les parties contractantes se communiqueront, réciproquement, toutes les restrictions apportées au trafic pour cause de police sanitaire ou vétérinaire.

Art. 2. — Les marchandises d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, énumérées au tarif A joint au présent traité, acquitteront, à leur entrée en Suisse, les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture autrichienne ou hongroise, dénommée ou non au tarif A, sera traitée, à l'entrée en Suisse, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les marchandises d'origine ou de manufacture suisse, énumérées au tarif B joint au présent traité, acquitteront, à leur entrée en Autriche-Hongrie, les droits fixés par ledit tarif.

Toute marchandise d'origine ou de manufacture suisse, dénommée ou non au tarif B, sera traitée, à l'entrée en Autriche-Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Pour faire jouir les marchandises du traitement conventionnel, la déclaration devra indiquer leur origine.

Les importateurs de marchandises suisses, autrichiennes ou hongroises, seront, en règle générale, réciproquement dispensés de l'obligation de produire des certificats d'origine.

Toutefois, la production de certificats d'origine pourra, exceptionnellement, être exigée pour le cas où des différences de droits seraient établies en Suisse ou en Autriche-Hongrie, d'après l'origine des marchandises.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'expédition, ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, ou bien d'un agent consulaire; au besoin, ils pourront même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs le jugent convenable.

Il ne sera pas exigé de visa consulaire pour les certificats d'origine émanant des autorités locales ou des bureaux de douane. Si ce visa est cependant donné, il sera gratuit, ainsi que la délivrance des certificats en question.

Art. 3. — Les marchandises de tout genre venant de l'un des territoires des parties contractantes ou y allant seront, réciproquement, affranchies, dans l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 4. — En vue de favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les territoires des parties contractantes voisins et notamment entre leurs districts-frontière respectifs, il est accordé, de part et d'autre, franchise temporaire des droits d'importation et d'exportation aux objets suivants, à condition de réexportation ou de réimportation et conformément aux règlements qu'arrêteront, d'un commun accord, les parties contractantes :

a. Toutes les marchandises qui, sortant du commerce libre dans les territoires de l'une des parties contractantes, sont expédiées aux foires ou marchés des territoires de l'autre partie contractante, ou qui, en dehors des foires et marchés, y sont expédiées pour y être déposées dans des entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés, réciproquement, par des commis-voyageurs de maisons suisses, autrichiennes ou hongroises, à condition que toutes ces marchandises et ces échantillons, n'ayant pas été vendus, soient réexportés dans un délai à fixer à l'avance;

Les sacs de toute sorte vides, signés et ayant déjà servi, ainsi que les tonneaux vides et signés qui sont importés des territoires de l'autre partie contractante pour être réexportés remplis ou qui sont réimportés

après avoir été exportés remplis, si le retour de ces récipients a lieu dans le délai de six mois;

b. Les bêtes de labour ainsi que le bétail, mené d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage, à l'affouragement, à l'engrais ou au pâturage;

c. Les cloches et les caractères d'imprimerie destinés à la refonte, la paille à tresser, la cire à blanchir, les déchets de soie à peigner.

Les peaux (avec ou sans poil), provenant de l'Engadine, des vallées de Samnaun et de Münster, destinées à être tannées dans le territoire autrichien;

d. Les objets destinés à être réparés.

Dans les cas mentionnés à l'alinéa c, il sera tenu compte du poids, défalcation faite des déchets inévitables ou légaux.

Dans les autres cas, l'identité des objets exportés et réimportés devra être prouvée, et les autorités compétentes auront, à cette fin, le droit de munir ces objets, aux frais de la partie intéressée, de certains signes caractéristiques.

Quant au trafic de perfectionnement pour la broderie (Stickerei-Veredlungsverkehr), il est, pendant la durée du traité, de nouveau garanti pour le Vorarlberg et la principauté de Liechtenstein. Ce régime ne s'appliquera qu'aux tissus brodés dans le Vorarlberg et dans la principauté de Liechtenstein.

Les maisons de commerce et les personnes établies ou résidant en Suisse, dans le Vorarlberg ou dans la principauté de Liechtenstein, seront admises à profiter de cette faveur sur le pied de parfaite égalité, sans que, notamment, le fait qu'elles sont ressortissantes de l'une ou de l'autre des parties contractantes ou qu'elles représentent des commettants domiciliés en Suisse, dans le Vorarlberg ou dans la principauté de Liechtenstein, comporte aucune différence dans leur traitement en général, ni en ce qui concerne l'admission aux déclarations de douane.

Les fils non utilisés pour broderie, qui auraient été exportés de Suisse sous le régime du trafic de perfectionnement, pourront y être réimportés en franchise de droits. Des envois complémentaires de fils pour broderie, expédiés séparément, sont admis en franchise de droits, de part et d'autre, en cas de besoin.

Les pièces entières dites « Sticketen » et les demi-pièces (coupons) qui, à cause de leur exécution défectueuse, seraient renvoyées dans le Vorarlberg ou dans la principauté de Liechtenstein pour y être rebrodées, ne seront pas exclues du susdit régime.

L'exemption de droits de douane est accordée, de part et d'autre, aux dessins (cartons) importés et réexportés sous le même régime pour servir de modèles à la broderie des tissus.

Art. 5. — Les marchandises soumises au traitement de l'acquit à caution et passant immédiatement des territoires de l'une des parties contractantes à ceux de l'autre, ne seront point déballées, et les scellés ne seront pas levés et remplacés, à condition que les règles établies d'un commun accord à cet égard soient observées.

Les formalités du service douanier seront, d'ailleurs, simplifiées et les expéditions seront accélérées autant que possible.

Les facilités stipulées ci-dessus sont soumises aux conditions suivantes :



a. Les marchandises devront être déclarées au bureau d'entrée pour passage ultérieur, moyennant un certificat de caution, et seront accompagnées d'une attestation officielle, établissant que les marchandises ont été scellées par la douane au lieu d'expédition et indiquant de quelle manière cette opération a eu lieu;

b. Il sera constaté, par la visite, si ces scellés sont restés intacts et s'ils présentent des garanties suffisantes;

c. La déclaration se fera conformément aux règlements, et toute irrégularité ou omission qui rendrait nécessaire une revision spéciale, ou qui laisserait soupçonner une tentative de fraude, sera évitée.

On pourra se passer de décharger et de peser les marchandises, s'il appert pleinement, sans déchargement, que les scellés apposés par l'autre partie se trouvent intacts et présentent des garanties suffisantes.

Art. 6. — Les droits internes de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou viendraient à grever les produits du pays, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des cantons, des provinces, des administrations municipales ou des corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant de l'autre pays.

Aucune des parties contractantes ne pourra frapper à l'entrée, sous prétexte d'une taxe interne, ni de droits nouveaux, ni de droits plus élevés, des articles non produits dans le pays même et compris dans les tarifs annexés au présent traité.

Si l'une des parties contractantes juge nécessaire d'établir un droit d'accise, une nouvelle taxe intérieure ou une taxe additionnelle sur un article de production ou de fabrication nationale, compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal.

Les produits formant l'objet de monopoles d'Etat de l'une des parties contractantes, ainsi que les articles servant à la fabrication de marchandises monopolisées, pourront, en garantie de monopoles, être assujettis à une finance d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou articles similaires indigènes n'auraient pas à acquitter cette taxe.

Les parties contractantes se réservent, en maintenant le principe énoncé à l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article, la faculté de frapper, à leur importation, les produits dans la fabrication desquels il entre de l'alcool, en dehors du droit d'entrée, éventuellement à acquitter d'après le tarif, d'une taxe équivalente au montant de la charge fiscale intérieure qui grève l'alcool employé.

Art. 7. — Les négociants, les fabricants ou autres industriels qui prouvent par une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés, dans l'Etat où ils ont leur domicile, à exercer leur industrie et qu'ils y acquittent les droits et impôts légaux, pourront, dans les territoires de l'autre partie contractante, sans être contraints à ce titre de payer des taxes ultérieures, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats chez des négociants ou dans les magasins de vente, ou enfin chez les producteurs, et recueillir, même avec des échantillons, des



commandes chez des négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi.

Les industriels (commis-voyageurs) munis d'une carte de légitimation pourront porter avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées d'après le formulaire ci-joint (annexe C).

Les parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation et elles se communiqueront les prescriptions auxquelles les détenteurs de ces cartes doivent se conformer dans l'exercice de leur profession.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre partie, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Les stipulations qui précèdent ne s'appliquent pas au colportage, au commerce ambulante, ni à la recherche de commandes chez des personnes qui n'exercent pas de commerce ni d'industrie.

Les ressortissants de l'une des parties contractantes, exerçant le métier de charretier ou la navigation entre différents points des territoires respectifs, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de leur industrie, à aucune taxe industrielle sur les territoires de l'autre.

Art. 8. — Les Sociétés anonymes ou en commandite par actions et les Sociétés d'assurance de toute espèce, légalement établies sur les territoires de l'une des parties contractantes, seront admises à exercer, sur les territoires de l'autre, leur industrie et à ester en justice, pourvu qu'elles observent les lois et règlements qui y sont en vigueur sur la matière.

Art. 9. — Aucun droit d'escale, ni de transbordement, ne pourra être perçu dans les territoires des parties contractantes, et les conducteurs de marchandises ne pourront être contraints de s'arrêter, de décharger, ni de recharger à un endroit déterminé. Sont réservées, toutefois, les dispositions concernant la police de navigation et la police sanitaire, ou nécessaires à la garantie de la perception des impôts.

Art. 10. — Les conducteurs de bateaux et de barques appartenant à l'une des parties contractantes seront libres de naviguer sur toutes les voies de communication par eau, soit naturelles, soit artificielles, dans les territoires de l'autre partie contractante, aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes sur les bâtiments ou sur la cargaison, que les conducteurs de bateaux et de barques nationaux.

Art. 11. — Les ressortissants de l'une des parties contractantes pourront se servir, aux mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux, servant à désigner les eaux navigables, des grues et poids publics, des magasins et des établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, de bateaux et d'autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par des particuliers.

Sauf les règlements spéciaux sur les fanaux, il ne sera perçu aucune

taxe, s'il n'a été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Les droits de chaussée perçus sur des routes servant à mettre les Etats des parties contractantes en communication directe ou indirecte, les uns avec les autres ou avec l'étranger, ne pourront être, quant au trafic passant la frontière, plus élevés, en proportion de la distance parcourue, que ceux grevant le trafic limité à l'intérieur du pays.

Art. 12. — Aux points-frontière où se trouvent des jonctions directes des voies ferrées et où a lieu le passage des wagons, les parties contractantes exempteront du déchargement et de la revision à la frontière, ainsi que du plombage des colis, toutes les marchandises arrivant en wagons susceptibles de fermeture conforme aux règlements et destinées à être expédiées, dans ces mêmes wagons, à un endroit de l'intérieur du pays où il existe un bureau de douane ou de finance autorisé au traitement des expéditions; le tout à condition, cependant, que ces marchandises soient présentées, à l'entrée, par la remise des déclarations, des listes de chargement et des lettres de voiture.

Les marchandises qui, sans être déchargées, passent en transit, dans des wagons susceptibles de fermeture conforme aux règlements, sur les territoires d'une des parties contractantes, en provenant des territoires de l'autre, ou y allant, seront exemptées du déchargement, de la revision et du plombage des colis, tant à l'intérieur qu'aux frontières, pourvu qu'elles soient présentées, au transit, par la remise des déclarations, des listes de chargement et des lettres de voiture.

L'application de ces dispositions est, cependant, subordonnée à la condition que les administrations des chemins de fer participant au transport soient responsables de ce que les wagons arrivent, en temps opportun et avec les scellés intacts, au bureau d'expédition de l'intérieur du pays ou au bureau de sortie.

Toute facilité, plus grande que celle mentionnée ci-dessus, que l'une des parties contractantes pourrait accorder à un tiers Etat, quant à l'expédition douanière, profitera, à condition de réciprocité, au commerce de l'autre partie contractante.

Art. 13. — Il sera loisible aux parties contractantes de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour résider dans les territoires de l'autre. Mais, avant qu'un fonctionnaire consulaire puisse agir en cette qualité, il devra être reconnu et admis, dans la forme usitée, par le Gouvernement auprès duquel il est délégué.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, de tous les privilèges, exemptions et immunités qui sont ou qui pourraient être accordés aux consuls de la même catégorie et du même rang de la nation la plus favorisée.

Chacune des parties contractantes aura le droit de désigner les localités où il ne lui conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires; mais il est bien entendu que cette réserve ne pourra être appliquée à l'une d'entre elles sans l'être également à tous les autres Etats.

Art. 14. — Sous réserve de la disposition de l'article premier, chiffre 2, le présent traité s'applique à la principauté de Liechtenstein (en vertu de l'article XXVII du traité d'union douanière conclu, le 3 décembre 1876, entre l'Autriche-Hongrie et le Liechtenstein), ainsi qu'en

général aux pays appartenant actuellement ou qui pourraient appartenir à l'avenir au territoire douanier de l'une des parties contractantes.

Art. 15. — Le présent traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Les parties contractantes se réservent la faculté d'introduire dans ce traité, d'un commun accord, toute modification qui ne serait pas en opposition avec son esprit et ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 16. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne en double expédition, le 10 décembre de l'an de grâce 1891.

(L. S.) A. O. AEPLI, m. p.

(L. S.) KALNOKY, m. p.

(L. S.) HAMMER, m. p.

(L. S.) C. CRAMER-FREY, m. p.

#### TARIF A

##### Droits à l'entrée en Suisse.

Le tarif conventionnel pour l'entrée en Suisse est de même teneur que celui convenu avec l'Allemagne. Ce tarif étant inséré à la page 269 ci-devant, il n'est donc point nécessaire de le reproduire encore ici.

#### TARIF B

##### Droits à l'entrée dans le territoire austro-hongrois.

| N° du tarif<br>austro-hongrois.                                                                                                                            | Florins en or<br>les 100 kilog. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Ex 73. Huile de ricin en futaillcs, outres et vessies, entièrement dénaturée sous contrôle des bureaux de douane spécialement autorisés à cet effet (4 »). | 0 80                            |
| Ex 85. Fromage à pâte dure en pains, en forme de meules de moulin, du poids de 50 kg. ou plus (20 »).                                                      | 3 »                             |
| 91. Cacao en poudre ou en pâte; chocolat, succédanés et produits de chocolat (60 »).                                                                       | 45 »                            |
| Ex 92. Extrait de viande, solide, même en récipients                                                                                                       |                                 |
| Et 93. fermés hermétiquement (40 »).                                                                                                                       | 30 »                            |

N.-B. — Les taux du tarif général sont donnés entre parenthèses à la fin de chaque position. Là où il n'y a pas d'indication, les droits conventionnels sont les mêmes que ceux du tarif général.

|         |                                                                                                                                                                                                                                           |      |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
|         | Extrait de viande, liquide, même en récipients fermés hermétiquement (40 ») . . . . .                                                                                                                                                     | 15 » |
|         | Lait condensé, farines et farines lactées avec addition de sucre, pour l'alimentation des enfants, même en boîtes, bouteilles et similaires, etc., fermées hermétiquement (40 »).                                                         | 20 » |
| Ex 93.  | Farines, gruaux, semoule, de toute sorte, pour soupes, en état solide, prêts pour la consommation, additionnés de bouillon condensé, de légumes, d'herbes potagères et de sel, en paquets, tablettes ou rouleaux (40 ») . . . . .         | 15 » |
| Ex 112. | Extrait de bois de châtaignier. . . . .                                                                                                                                                                                                   | 1 50 |
| 116.    | Mastic d'asphalte, bitumes d'asphalte (1 50) . .                                                                                                                                                                                          | 1 »  |
| 124.    | Fils de coton, simples, écrus :                                                                                                                                                                                                           |      |
|         | c. Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais. . .                                                                                                                                                                                         | 14 » |
|         | d. Au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 60 anglais (16 ») . . . . .                                                                                                                                                                             | 14 » |
|         | Au dessus du n° 60 anglais (16 ») . . . . .                                                                                                                                                                                               | 12 » |
| 125.    | Fils de coton, simples ou doubles, blanchis ou teints :                                                                                                                                                                                   |      |
|         | a. Jusqu'au n° 12 anglais. . . . .                                                                                                                                                                                                        | 12 » |
|         | b. Au-dessus du n° 12 jusqu'au n° 29 anglais. . .                                                                                                                                                                                         | 14 » |
|         | c. Au-dessus du n° 29 jusqu'au n° 50 anglais. . .                                                                                                                                                                                         | 18 » |
| Ex 126. | Fils de coton, retors en 3 bouts ou plus, à simple torsion, écrus (Stickfaden), destinés à la broderie, moyennant permis spécial et l'observation des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance (24 ») . . | 18 » |
| 128.    | Tissus de coton :                                                                                                                                                                                                                         |      |
|         | Ordinaires, unis, c'est-à-dire tissés de fils du n° 50 et au-dessous, contenant 38 fils ou moins par carré de 5 mm., unis, même simplement croisés :                                                                                      |      |
|         | a. Ecrus (34 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 32 » |
|         | b. Blanchis (45 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 40 » |
|         | c. Teints (55 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                | 50 » |
|         | d. Tissés en couleurs, imprimés (70 ») . . . .                                                                                                                                                                                            | 60 » |
| 129.    | Ordinaires, façonnés, c'est-à-dire tissés de fils du n° 50 et au-dessous, contenant 38 fils ou moins par carré de 5 mm., façonnés :                                                                                                       |      |
|         | a. Ecrus (45 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 40 » |
|         | b. Blanchis (55 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 50 » |
|         | c. Teints (65 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                | 60 » |
|         | d. Tissés en couleurs, imprimés (80 ») . . . .                                                                                                                                                                                            | 70 » |
| 130.    | Ordinaires, serrés, c'est-à-dire tissés de fils du n° 50 et au-dessous, contenant plus de 38 fils par carré de 5 mm. :                                                                                                                    |      |
|         | a. Ecrus (55 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 50 » |
|         | b. Blanchis (65 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                              | 60 » |
|         | c. Teints (75 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                | 70 » |
|         | d. Tissés en couleurs, imprimés (90 ») . . . .                                                                                                                                                                                            | 80 » |
| 131.    | Fins, c'est-à-dire tissés de fils au-dessus du n° 50 jusqu'au n° 100 inclusivement :                                                                                                                                                      |      |
|         | a. Ecrus (80 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 70 » |

*Observation.* — Tissus écrus du n° 131 a., destinés à la broderie, moyennant permis spécial et sous l'observation des conditions et mesures



|         |                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |
|---------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
|         | de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance (80 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                 | 35 »     |
|         | b. Blanchis, teints, tissés en couleurs ou imprimés (120 ») . . . . .                                                                                                                                                                                           | 100 »    |
| Ex 132. | Tulle écri, non façonné, destiné à la broderie, moyennant permis spécial et sous l'observation des conditions et mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance (160 ») . . . . .                                                                       | 35 »     |
|         | Tissus écrus, non façonnés, de fils au-dessus du n° 100, destinés à la broderie, moyennant permis spécial et sous l'observation de conditions et mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance (160 ») . . . . .                                       | 70 »     |
| 133.    | Rideaux, stores, vitrages, tapis de meubles (Artikel der Vorhangstickerei), brodés au crochet, en coton (300 ») . . . . .                                                                                                                                       | 150 »    |
|         | Autres tissus de coton brodés (300 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 200 »    |
|         | Dentelles de coton (300 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                            | 225 »    |
| Ex 134. | Bonneterie (90 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                     | 75 »     |
| Ex 152. | Laine artificielle . . . . .                                                                                                                                                                                                                                    | Exempte. |
| 154.    | Fils de laine :                                                                                                                                                                                                                                                 |          |
|         | c. Fils non spécialement dénommés, écrus, simples :                                                                                                                                                                                                             |          |
|         | 2. Au-dessus du n° 45 métrique (12 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                 | 10 »     |
|         | d. Fils non spécialement dénommés, écrus, doubles ou retors en plusieurs bouts :                                                                                                                                                                                |          |
|         | 2. Au-dessus du n° 45 métrique . . . . .                                                                                                                                                                                                                        | 14 »     |
| Ex 159. | Bonneterie de laine (100 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                           | 85 »     |
| 165.    | Soie dévidée ou filée, même retorse :                                                                                                                                                                                                                           |          |
|         | a. Ecrue . . . . .                                                                                                                                                                                                                                              | Exempte. |
|         | b. Teinte ou combinée avec d'autres matières textiles (50 ») . . . . .                                                                                                                                                                                          | 35 »     |
| 166.    | Bourre de soie (déchets de soie filés), même retorse :                                                                                                                                                                                                          |          |
|         | a. Ecrue ou blanchie . . . . .                                                                                                                                                                                                                                  | Exempte. |
|         | b. Teinte ou combinée avec d'autres matières textiles (50 ») . . . . .                                                                                                                                                                                          | 35 »     |
| 167.    | Soie à coudre, soie pour boutonnières et soie similaire, blanchie ou teinte; fils de soie retors de toute sorte, accommodés pour la vente au détail (50 ») . . . . .                                                                                            | 35 »     |
| 168.    | Tissus de soie, brodés ou avec fils métalliques: tulle, gaze; blondes, dentelles (fichus de dentelles); articles de garniture confectionnés de cordon, de cordonnets, de chenilles et d'autres passements similaires, de soie ou de demi-soie (500 ») . . . . . | 400 »    |
|         | Gaze à blutoir (500 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                | 200 »    |
| 169.    | Tissus de soie pure, c'est-à-dire de soie ou de bourre de soie :                                                                                                                                                                                                |          |
|         | b. Tissus de soie pure, unis et armures (500 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                       | 200 »    |
|         | Autres Tissus de soie pure (500 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                    | 400 »    |
| Ex 170. | b. Bonneterie de demi-soie (250 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                    | 225 »    |
| Ex 183. | Tresses de paille (en forme de rubans de toute sorte), non combinées avec d'autres matières (15 ») . . . . .                                                                                                                                                    | 2 »      |

|          |                                                                                                                                                                                           |      |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Ex 206.  | Elastiques pour chaussures avec fils de caoutchouc collés (70 ») . . . . .                                                                                                                | 50 » |
|          | Autres tissus élastiques. . . . .                                                                                                                                                         | 70 » |
| 214.     | Cuir à semelles et déchets de cuir à semelles (18 ») . . . . .                                                                                                                            | 15 » |
| Ex 215.  | Cuir de veau, ciré. . . . .                                                                                                                                                               | 18 » |
| Ex 216.  | Chasse-navettes et gobelets pour transporteurs, de peaux brutes non tannées (cuir naturel) (25 »). . . . .                                                                                | 15 » |
|          | Courroies de transmission pour machines, en cuir (25 »). . . . .                                                                                                                          | 22 » |
| 252.     | b. Poterie commune en terre argileuse ordinaire ou en terre argileuse dite « gesintert ». . . .                                                                                           | 0 50 |
| 262.     | Ouvrages en fonte commune :                                                                                                                                                               |      |
|          | a. Bruts, non travaillés. . . . .                                                                                                                                                         | 2 »  |
|          | b. Blanchis ou grossièrement peints; forés ou sur quelques points seulement dépolis, tournés ou rabotés; ouvrages en fonte brute avec ornements, ne faisant pas partie du n° 270 (*). . . | 4 »  |
|          | Tuyaux de fonte commune non travaillée, recouverts d'asphalte (4 »). . . . .                                                                                                              | 2 »  |
|          | Ce régime s'applique aux marchandises indiquées à la lettre b, même lorsqu'il s'y trouve des parties de fer forgé servant uniquement à l'assemblage ou lorsqu'il y entre du bois.         |      |
| 263.     | Ouvrages communs en fer et acier, c'est-à-dire en fonte malléable, en fonte d'acier, en fer forgé ou en acier, en tant qu'ils ne sont pas repris aux numéros suivants :                   |      |
|          | a. Noirs ou même blanchis. . . . .                                                                                                                                                        | 4 »  |
|          | b. Peints grossièrement (5 »). . . . .                                                                                                                                                    | 4 »  |
|          | Forés ou sur un petit nombre de points seulement dépolis, tournés, rabotés ou taraudés (y compris les écrous et les boulons), même grossièrement peints. . . . .                          | 5 »  |
|          | c. Dépolis, tournés, rabotés, cuivrés, étamés, zingués, plombés ou non grossièrement peints (8 50). . . . .                                                                               | 8 »  |
|          | (Tous ces articles même combinés avec du bois ou de la fonte.)                                                                                                                            |      |
| Ex 264.  | Tuyaux en fer forgé, même pièces de raccordement (6 50). . . . .                                                                                                                          | 6 »  |
| 265.     | Tôle et plaques de fer, noires en pièces forées ou creuses; ouvrages en tôle noire du n° 261 a et b (**), non spécialement dénommés (6 »). . .                                            | 5 50 |
|          | Ouvrages en tôle noire du n° 261 c (**), non spécialement dénommés (6 »). . . . .                                                                                                         | 5 50 |
| 265 bis. | Chaudières forgées (y compris les chaudières à vapeur) (3 50) . . . . .                                                                                                                   | 7 50 |
| 265 ter. | Ouvrages en tôle non spécialement dénommés,                                                                                                                                               |      |

(\*) Le n° 270 du tarif général austro-hongrois est conçu en partie : fonte artistique et fonte d'ornement légère, 15 fl. par 100 kg.

(\*\*) Le n° 251 a-c du tarif général austro-hongrois est ainsi conçu : tôle et plaques de fer : a, d'une épaisseur de 1 mm. et plus, 4 fl. b, de moins de 1 mm. jusqu'à 0,4 mm., 5 fl. c, au-dessous de 0,4 mm., 6 fl. par 100 kg.

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |         |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
|           | cuivrés, étamés, zingués, plombés, non grossièrement peints (15 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 12 »    |
| Ex 269.   | Clous à ferrer, clous sans tête (dits Zwecke). . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 10 »    |
| 269 bis.  | Scies blanches; limes et râpes de moins de 25 cm. d'entaille; fers de rabots et fermails, ciseaux à froid, alènes; couteaux et ciseaux grossiers pour usage agricole et industriel (même pour machines); outils finis, de toute sorte, au-dessous du poids de 500 gr. chaque; vis d'une épaisseur inférieure à 5 mm.; tous ces articles, même combinés avec d'autres matières, en tant qu'ils ne sont pas repris au n° 271 (*) ou aux ouvrages en caoutchouc, en cuir, en métal ou dans la mercerie, acquittant des droits plus élevés (20 »). . . . . | 15 »    |
| Ex 271.   | Cardes de toute sorte (23 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 20 »    |
| 276.      | Cuivre, nickel, régule d'antimoine, laiton, packfong, tombac et autres métaux et alliages métalliques, non spécialement dénommés :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |
|           | a. Bruts, même vieux en morceaux, et débris; mercure . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Exempts |
| Ex 279.   | Accumulateurs en plaques de plomb avec minium (20 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 8 »     |
| Ex 282.   | Locomobiles (8 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 8 »     |
| Ex 283.   | Machines à tricoter :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |         |
|           | b. Têtes; parties de têtes finies (à l'exception des aiguilles) (30 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 25 »    |
|           | c. Parties de têtes, non finies, même en fonte brute; machines à tricoter avec supports (20 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 15 »    |
| 284.      | Machines pour préparer et travailler les matières textiles; machines à filer, machines à retordre le fil :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |         |
|           | a. Pour le filage de fils cardés, soit de laine, soit de coton, ou de leurs déchets. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 4 25    |
|           | b. Pour tout autre filage. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 3 »     |
| 284 bis.  | Métiers à tisser (même pour dentelles) et machines auxiliaires pour le tissage; métiers à bonneterie; charrués à vapeur. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 4 25    |
|           | Machines à rouleaux pour l'impression sur étoffes; machines à broder; machines à bouter les cardes (Kratzensetzmaschinen) (4 25). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 3 »     |
|           | Toutes ces machines (n° 284 et 284 bis), lorsqu'elles sont importées à l'état complet (montées ou démontées).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |         |
| 284 ter.  | Appareils à distiller et réfrigérants pour distilleries, brasseries, etc. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 10 »    |
| 284 qter. | Machines à battre le blé. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 7 »     |
| 287.      | La machine proprement dite pour la fabrication du papier, avec l'appareil à sécher; machines pour la briqueterie (machines pour la réduction, la compression et tout autre moulage des terres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |         |

Le n° 271 renferme en général les ouvrages en fer mi-fins, 25 fl.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------|
| à cuire); machines pour la fabrication de pâtes farineuses; appareils à sécher les fruits et légumes; calandres de toute sorte, pesant 60 quintaux ou plus; métiers à cylindre et autres machines pour la meunerie; machines dynamo-électriques; machines-outils pesant 100 quintaux métriques ou plus; machines à vapeur pour bateaux — toutes ces machines, lorsqu'elles sont importées à l'état complet (montées ou démontées) (8 50). . . . . |          | 5 »  |
| Machines et appareils, non spécialement dénommés, autres (8 50) . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |          | 7 50 |
| Wagons (y compris les voitures de tramways):                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |          |      |
| 291. Wagons pour le transport des marchandises (7 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          | 6 50 |
| 292. Voitures non rembourrées, pour le transport des personnes. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |          | 8 »  |
| 293. Voitures rembourrées, pour le transport des personnes. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |          | 9 »  |
| 294. Bateaux en bois (même avec doublage de fer et de cuivre) par tonne de capacité. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |          | 0 40 |
| 298. Instruments de précision pour usage scientifique (d'astronomie, de mathématiques, de physique, de chirurgie) sans distinction des matières dont ils sont composés. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                   | Exempts. |      |
| 300. Instruments de musique (100 kg.). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |          |      |
| b. Autres, y compris ceux à mécanique. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 10 »     |      |
| 301. Montres de poche (la pièce):                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |          |      |
| a. A boîte d'or . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 1 »      |      |
| b. A boîte dont la mineure partie est en or (1 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 0 75     |      |
| c. A boîte d'argent, même dorée, ou à carrures, anneaux ou pendants, dorés ou plaqués (1 ») . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 0 50     |      |
| d. A une autre boîte, même dorée ou argentée ou à carrures, anneaux ou pendants, dorés ou plaqués (dorée, 1 »; argentée, 0 50). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 0 30     |      |
| 302. Boîtes pour montres de poche (la pièce):                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |      |
| a. D'or . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 0 70     |      |
| b. Dont la mineure partie est en or (0 70). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 0 45     |      |
| c. D'argent, même dorées, ou à carrures, anneaux ou pendants, dorés ou plaqués (dorées, 0 70) . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 0 20     |      |
| d. Autres, même argentées ou dorées à carrures, anneaux ou pendants, dorés ou plaqués. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 0 10     |      |
| 303. Mouvements pour montres de poche. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 0 30     |      |
| 306. Horloges de clochers et parties de ces horloges (100 kg.). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 10 »     |      |
| Ex 308. Fils et plaques de métaux précieux (200 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 100 »    |      |
| Ex 327. Colle de farine ou d'amidon, parement, colle de pâte et autres produits contenant de l'amidon pour l'apprêt et l'encollage. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 3 »      |      |
| 330. Matières tinctoriales dérivées du goudron, et matières tinctoriales organiques préparées artificiellement (10 »). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 1 50     |      |
| Ex 336. Articles de pansement à l'usage médical. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 24 »     |      |



Ex 342. a. Huile pour la teinture en rouge d'Andrinople  
(4 ").

2 50

348. Livres, imprimés, y compris les calendriers,  
journaux et annonces, cartes scientifiques,  
musique, papier écrit, actes et manuscrits. . .

Exempts.

349. Estampes sur papier, c'est-à-dire gravures sur  
cuivre ou sur acier, lithographies, gravures sur  
bois, photographies et similaires; chromotypies  
sur papier ou sur toile. . . . .

Exempts.

*Observations aux nos 348 et 349.* — Sont  
traités d'après les nos 348 et 349 les livres, y  
compris ceux à estampes ou à images, etc.,  
reliés, les cartes et estampes montées sur toile  
ou sur carton. Lorsque les reliures, d'après leur  
composition, rentrent dans la mercerie, ces objets  
doivent payer comme la mercerie. Les reliures,  
portefeuilles, cartons et similaires qui appar-  
tiennent visiblement aux livres, livraisons, ima-  
ges, etc., qui y sont placés ou encartés et qui  
jouissent à leur entrée de la franchise des droits,  
sont également admis en franchise.

Les impressions à l'encre noire et les chromo-  
typies, y compris les feuilles d'images, produites  
en gros et dépourvues de valeur artistique, ne  
sont pas exclues de la tarification d'après le  
n° 349.

# Carte de légitimation industrielle

Pour l'année 18..... ( Armes ) ..... N° de la carte.....

en Suisse et en Autriche-Hongrie, ainsi que dans la principauté  
de Liechtenstein

(Nom et prénom):

(Autorité qui délivre la carte de légitimation).

Signature \_\_\_\_\_

(Dénomination de la fabrique ou du commerce).

il est certifié en outre que <sup>la maison</sup> ~~les maisons~~ précitée <sup>est</sup> ~~sont~~ astreinte dans ce pays au <sup>son</sup> ~~leur~~ paiement des droits et impôts établis par les lois pour l'exploitation de <sup>leur</sup> ~~leur~~ industrie et de <sup>leur</sup> ~~leur~~ commerce.

Signes particuliers : ...

Signature du porteur.

*Observation.* — On adoptera celle des alternatives du formulaire qui correspond au cas spécial dont il s'agit.

Le porteur de cette carte de légitimation n'est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats que pour le compte <sup>de maisons</sup> des maisons précitées et cela exclusivement en voyageant. Il n'est autorisé à porter avec lui que des échantillons et non pas des marchandises. Il aura en outre à se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur dans chaque état concernant les voyageurs de commerce.

**Article additionnel.**

Afin de procurer au commerce des districts limitrophes les facilités qu'exigent les besoins journaliers, les parties contractantes sont convenues de ce qui suit.

1. Resteront libres de tout droit de douane et de timbre sur les acquits de douane, à l'importation et à l'exportation, par la frontière austro-suisse :

*a.* Toute quantité de marchandises pour laquelle la somme totale des droits à prélever n'atteint pas le chiffre de deux kreuzer ou de cinq centimes ;

*b.* L'herbe pour la nourriture du bétail, le foin, la paille, la fane, la mousse pour emballage et calfatage ; les fourrages, joncs et roseaux ordinaires, les plantes vivantes (plants et provins de vigne) ; les céréales en gerbes, les plantes légumineuses, le chanvre et le lin non teillés, les fruits frais (y compris les raisins frais), les pommes de terre ;

*c.* Le sang animal ;

*d.* Les œufs de toute sorte ;

*e.* Le lait, frais et caillé (Topfen) ;

*f.* Le charbon de bois, la houille, le lignite, la tourbe et le charbon de tourbe ;

*g.* Les pierres à bâtir et les moëllons, les pavés et les meules de moulins naturelles ; les scories et cailloux, le sable, la chaux et le gypse, la marne, la terre glaise et toute autre terre argileuse commune servant à la fabrication de briques, pots, pipes et ustensiles de cuisine ;

*h.* Les tuiles et briques ordinaires (à l'exception des tuiles cannelées) ;

*i.* Le son le sansa (déchets d'olives pressurées, entièrement secs), les tourteaux de colza et autres déchets de fruits et de graines oléagineuses, pressurés et bouillis ;

*k.* Les cendres végétales et de houilles, lessivées, les engrais (y compris le guano et l'engrais artificiel), les rinçures de distillerie, balayures, tessons d'objets en pierre ou en argile, les lavures d'or et d'argent, le limon ;

*l.* Sous réserve de supprimer ou de restreindre ce traitement de faveur vis-à-vis de ceux qui en abuseraient :

Le pain et la farine, jusqu'à concurrence de 10 kilogrammes inclusivement,

La viande fraîche, jusqu'à concurrence de 4 kilogrammes inclusivement,

Le fromage, jusqu'à concurrence de 2 kilogrammes inclusivement,

Le beurre frais, jusqu'à concurrence de 2 kilogrammes inclusivement,

Pour autant que les articles susdits, adressés à des habitants du district-frontière, ne sont pas importés par poste.

Les exemptions qui précèdent ne s'appliquent pas aux articles monopolisés par une des parties contractantes ou destinés à la fabrication de produits monopolisés, articles pour lesquels les dispositions spéciales restent réservées.

2. Seront également exempts des droits d'importation et d'exportation, et jouiront du libre passage, en dehors des routes douanières : les bêtes de labour, les instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux extrêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles, ou par suite de changement de domicile.

Les ressortissants des parties contractantes qui possèdent des biens-

fonds sur le territoire autrichien ou sur celui de Liechtenstein, respectivement sur le territoire suisse, et qui s'y rendent pour travaux agricoles, pourront emporter pour eux et pour leurs ouvriers, en franchise de droits, une quantité de comestibles et de boissons proportionnées aux besoins de la journée et du nombre des personnes.

Sera affranchi des droits de douane, tant à l'entrée en Suisse qu'au retour sur le territoire autrichien, le bétail (bœufs, vaches, bouvillons et taurillons), destiné aux travaux, introduit du territoire autrichien dans les vallées de Samnaun et de Münster pour un délai, à déterminer par l'intéressé, qui ne pourra dépasser deux années.

3. Sous obligation de les faire retourner et sous observation des règlements que les parties contractantes jugeront utile de fixer d'un commun accord, il est accordé franchise temporaire de tout droit d'entrée et de sortie aux objets suivants : bois, tan (écorce), céréales, graines oléagineuses, chanvre, lin et autres produits agricoles similaires qui seront introduits d'un territoire douanier dans l'autre pour y être moulus, taillés, pilés, broyés, etc., et qui seront renvoyés au territoire douanier dont ils proviennent après avoir subi ces opérations.

4. Les produits du sol provenant de parties de propriétés qui se trouveraient séparés par la frontière des fermes ou maisons d'habitation pourront être transportés dans ces fermes ou maisons d'habitation en franchise de tout droit d'entrée ou de sortie.

5. Toutefois, les faveurs accordées aux 1.<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 4 sont limitées aux habitants et aux produits d'une zone, le long de la frontière, qui, en Autriche et dans la principauté de Liechtenstein, comprend le district-frontière et qui, en Suisse, ne s'étend pas au-delà de 10 kilomètres de la frontière.

Il est entendu que toute la vallée du Münster, y compris la commune de Cierfs, appartient à cette zone-frontière.

Les parties contractantes s'entendront sur les mesures à observer afin de pouvoir accorder, dans des cas particuliers, pour certaines localités où on le jugera nécessaire, le libre passage, en dehors des routes douanières, des objets affranchis de droit en Autriche-Hongrie et en Suisse, tant à l'entrée qu'à la sortie.

6. La poterie ordinaire de terre argileuse commune, décorée de peinture grossière de fleurs à une ou plusieurs couleurs ou d'autres peintures de ce genre, provenant de la vallée du Rhin en tant qu'elle fait partie du canton de Saint-Gall, de même que la poterie pour jouets d'enfants provenant de cette contrée sont admises dans le territoire douanier austro-hongrois à titre de trafic frontière jusqu'à concurrence de 250 q. par an au droit de 1 florin 50 kreuzer en or les 100 kilog. Cette faveur ne sera accordée qu'à condition que l'origine des produits en question soit attestée par les autorités suisses compétentes et que l'importation en soit effectuée par les douanes munies d'échantillons (actuellement les douanes de Bregenz, St. Margarethen, Rheindorf, Lustenau, Schmitter-Rheinbrücke, Feldkirch, Buchs).

La bonneterie ordinaire du Tyrol (bas, chaussettes, gants et autres articles de ce genre) provenant des vallées de Paznaun, de Montafou et de Stans et les étoffes de laine appelées « Loden », fabriquées dans le Tyrol seront admises en Suisse, à titre de faveur de trafic-frontière, dans les quantités limitées indiquées ci-après, aux droits réduits de 15 francs les 100 kilog. pour la bonneterie et de 25 fr. les 100 kilog. pour les « Loden »,



pourvu que l'origine desdites marchandises soit attestée par des certificats émanant de l'autorité communale du lieu de production, et que l'entrée en soit effectuée par les douanes de St. Margarethen, Buchs et Martinsbruck, qui sont munies d'échantillons. De la quantité totale fixée à 250 q. par an, les douanes de St. Margarethen et de Buchs pourront expédier 57 q. de bonneterie et 57 q. de « Loden » chacune, et la douane de Martinsbruck 11 q. de bonneterie et 11 q. de « Loden ». Lorsque des marchands ou colporteurs importent eux-mêmes des articles de cette espèce, la production d'un certificat d'origine spécial ne sera pas exigée pour chaque quantité présentée à la douane. A condition que la marchandise porte les marques caractéristiques des échantillons déposés à la douane, on envisagera comme suffisant un certificat de l'autorité communale constatant la quantité totale de la marchandise que le marchand ou le colporteur avait emmenée des lieux de production.

7. Tous les ponts et bacs du Rhin seront ouverts à la circulation des personnes une heure avant le départ du premier train et ne seront fermés qu'une heure après l'arrivée du dernier train.

8. Est permis le transit du bétail et des marchandises venant d'Autriche, à travers le territoire suisse, par la vallée de Samnaun à destination de la vallée de Paznaun et *vice versa*. Est de même admis par les bureaux de douane de Martinsbruck et de Spissermühl ou par le bureau douanier autrichien à établir à Schalkelhof et le bureau douanier de Spissermühl le transit du bétail et des marchandises venant de Suisse, à travers le territoire autrichien, à destination de la vallée de Samnaun et *vice versa*.

Ensuite de la permission du transit venant de Suisse à destination de la vallée de Samnaun par le territoire autrichien et *vice versa*, ce qui implique l'assurance du maintien du bureau de douane autrichien à Spissermühl et de l'établissement d'un bureau douanier autrichien à Schalkelhof, la neutralisation, stipulée dans l'article IV du traité de délimitation austro-suisse en date du 14 juillet 1868, du chemin partant de la frontière suisse près de l'ancien pont d'Alt-Finstermühl et allant par le Schalkelhof (Schergenhof) jusqu'à Spissermühl près de la frontière de Samnaun (article II litt. b. dudit traité) sera restreinte pour la durée du présent traité de manière à ce que ce chemin sera soumis, en tant qu'il est situé sur le territoire autrichien, au contrôle douanier autrichien, ainsi qu'aux règlements douaniers en vigueur dans le territoire douanier austro-hongrois. Il en est cependant fait exception en faveur des fonctionnaires suisses vaquant à des actes officiels, du personnel de la garde-frontière, des autorités et agents de police et des militaires en uniforme, avec ou sans armement.

Quant au reste, la liberté de circulation sur le chemin en question continuera à subsister d'après les dispositions de l'article IV du traité de délimitation de la frontière.

Après l'expiration du présent traité et dans le cas où les dispositions du présent article additionnel ne seraient pas renouvelées d'un commun accord, les stipulations du traité de délimitation de la frontière, du 14 juillet 1868, rentreront en vigueur dans toute leur étendue.

L'exemption de la revision garantie aux militaires suisses en uniforme, avec ou sans armement, pour le passage de la partie du chemin située sur le territoire autrichien entre l'ancien pont d'Alt-Finstermühl, par Schalkelhof (Schergenhof), jusqu'à Spissermühl est subordonnée à la condition que lesdites personnes justifient au bureau douanier autrichien de Spisser-

mühl ou au bureau douanier autrichien à établir près du Schalkelhof, par un certificat délivré par les organes suisses autorisés à cet effet, qu'elles sont appelées au service militaire en Suisse ou qu'elles en retournent à leur domicile.

Le gouvernement suisse fera connaître, sans retard, au gouvernement autrichien les autorités suisses qui seront chargées de délivrer les certificats susmentionnés.

9. Les bureaux de douane autrichiens de Taufers, Martinsbruck, Schalkelhof, Spissermühl et Ischgl sont autorisés à expédier en transit toutes les marchandises ainsi que le bétail.

10. A la condition de ne pas passer par Taufers, le trafic entre la vallée de Münster et la Basse-Engadine par la vallée d'Avigna est permis pour les marchandises et le bétail.

La permission de passer par Taufers devra être demandée dans chaque cas particulier au bureau de douane autrichien de cette localité.

11. La douane secondaire de première classe autrichienne à Martinsbruck, qui est munie des attributions d'une douane principale de deuxième classe, ne subira pas de restriction dans ses attributions actuelles pendant la durée du présent traité.

Ledit bureau de douane est autorisé, en outre, pendant la durée du traité, d'expédier sous confirmation du droit à la bonification d'exportation, sans prise d'échantillons de polarisation :

a. Le sucre en pains, le sucre en cubes, le pilé, le sucre en cristaux ou cassonade, si les espèces de sucre précitées sont sèches et bien blanches ou qu'elles n'ont qu'une petite nuance de gris, bleu ou jaune ;

b. Le sucre moulu (en poudre), sec et bien blanc ;

c. Le sucre candi sec et pas plus foncé que jaune foncé.

12. Sont affranchis des droits d'entrée les médicaments que les personnes, autorisées, en vertu de la convention du 29 octobre 1885, à exercer la médecine dans la zone-frontière, pourront, en tant que le permettent les règlements sanitaires en vigueur dans les territoires respectifs, porter avec elles ou donner à leurs clients, de leur pharmacie privée, en y joignant les ordonnances.

Vienne, le 10 décembre 1891.

(L. S.) A. O. AEPLI, m. p.

(L. S.) KALNOKY, m. p.

(L. S.) HAMMER, m. p.

(L. S.) C. CRAMER-FREY, m. p.

### Protocole final

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu, en date de ce jour, entre la Confédération Suisse et l'Autriche-Hongrie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante du traité même.

#### *I. En ce qui concerne le traité de commerce.*

##### *Ad article 4.*

Il est convenu que les conditions et formalités desquelles dépendent les facilités accordées au commerce et au trafic en vertu de l'article 4, seront établies d'un commun accord par correspondance directe entre les Gouvernements respectifs. A cet égard, et sans préjudice de plus amples facilités

que l'une des parties contractantes pourrait accorder de son propre chef, les principes suivants seront pris pour base :

§ 1. Les objets pour lesquels l'exemption des droits de douane est demandée, seront déclarés aux bureaux des douanes par espèce et quantité et présentés à la visite.

§ 2. Le traitement en douane des objets exportés et réimportés, ou importés et réexportés, se fera par les mêmes bureaux, qu'ils soient situés à la frontière ou à l'intérieur du pays.

§ 3. Des délais convenables pourront être fixés pour la réexportation ou la réimportation. En cas d'inobservation de ces délais, les droits légaux pourront être perçus.

§ 4. Une garantie pour le paiement éventuel des droits pourra être exigée, soit par le dépôt du montant de ces droits, soit d'une autre manière convenable.

§ 5. Les différences de poids provenant de la réparation des objets ou d'un complément de main-d'œuvre, seront équitablement prises en considération, et, si elles sont de peu d'importance, elles n'entraîneront pas le paiement d'un droit.

§ 6. Les parties contractantes pourvoieront à ce que le traitement douanier soit aussi peu onéreux que possible.

§ 7. Chacune des parties contractantes désignera, sur ses territoires, les bureaux ouverts à l'importation et à l'exportation des échantillons passibles de droits importés par des voyageurs de commerce.

La réexportation pourra se faire par un autre bureau que celui de l'importation.

Sera établi, à l'importation, le montant des droits grevant les échantillons. Ce montant sera, ou déposé en espèces à la douane d'expédition, ou garanti par un cautionnement. Afin d'écarter tout doute concernant leur identité, les échantillons seront, autant que possible, marqués par l'apposition de timbres, de plomb ou de cachets, le tout sans frais.

Le bordereau d'expédition de ces échantillons, au sujet duquel chacune des parties contractantes émettra des dispositions spéciales, contiendra :

a. L'énumération des échantillons importés, leur espèce et les indications propres à faire reconnaître leur identité ;

b. L'indication du montant des droits d'entrée grevant les échantillons, et la mention si ce montant a été acquitté en espèces ou garanti par un cautionnement ;

c. L'indication de la manière dont les échantillons ont été marqués ;

d. La fixation du délai à l'expiration duquel le montant des droits payés d'avance sera définitivement acquis au fisc, ou, s'il a été garanti par un cautionnement, pourra être réalisé sur le cautionnement déposé, dans le cas où la réexportation des échantillons ou leur mise en entrepôt ne serait pas prouvée en temps utile. Ce délai ne pourra dépasser une année.

e. Lorsque, avant l'expiration du délai (d), les échantillons seront présentés à un bureau compétent pour être réexportés ou mis en entrepôt, ce bureau s'assurera si les objets de la réexportation desquels il s'agit, sont identiquement les mêmes que ceux présentés à l'importation. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau certifiera la réexportation ou la mise en entrepôt, et restituera le montant des droits d'entrée déposés en espèces, ou prendra les mesures nécessaires pour libérer l'importateur de son cautionnement.



§ 8. En vue de faciliter, le plus possible, d'un côté des frontières à l'autre, le mouvement du bétail mené au pâturage, à l'hivernage, à l'affouragement, à l'engrais, ou aux marchés, et du bétail de labour, les parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

I. Les mesures sanitaires auxquelles les animaux menés aux marchés, aux pâturages, aux travaux ou à l'hivernage, à l'affouragement ou mis à l'engrais, sont soumis à la frontière, seront prises conformément à la législation interne de l'état dans les territoires duquel se fait l'importation pour pâturage, travaux, hivernage, affouragement, engraissement ou pour vente aux marchés.

Sous cette réserve et sous les restrictions qu'elle comporte, l'entrée du bétail mené aux marchés, aux pâturages, aux travaux, à l'hivernage, à l'affouragement ou à l'engrais peut se faire le long de la ligne douanière, par chaque bureau de douane.

II. Si des circonstances locales rendaient trop onéreux aux propriétaires le passage du bétail destiné aux pâturages ou aux travaux, par le bureau-frontière de douane, une déclaration préalable d'entrée et de sortie, faite auprès de ce bureau, pourra être admise comme suffisante. Toutefois, des agents de la garde de finance ou de frontière contrôleront l'entrée et la sortie sur la base des déclarations fournies par le bureau-frontière de douane.

La garde de finance ou de frontière retournera, au bureau-frontière de douane, ces déclarations, munies de certificats de vérification.

III. Si le bureau-frontière était situé à une trop grande distance du point d'entrée ou de sortie du bétail en question, ou si les moyens de communication étaient insuffisants, et que, pour ces raisons, la déclaration mentionnée sous n° II ne pouvait être fournie que difficilement, la remise des déclarations d'entrée et de sortie pourra être faite à l'agent délégué, à cet effet, à la frontière, sur les lieux du passage du bétail. Cet agent tiendra le registre des admissions.

Les agents chargés par le bureau douanier autrichien ou suisse de recueillir les déclarations d'entrée et de sortie et de procéder à la visite dans un endroit situé au dehors de leur résidence n'ont droit qu'aux frais de tournée fixés, ou aux indemnités prescrites par les règlements de service de leur pays, et ne seront payés qu'une seule fois, pour chaque journée, sans égard au nombre des déclarations ou à la quantité du bétail.

Ces agents donneront un reçu au porteur de la déclaration.

Dans le cas où plusieurs propriétaires auraient réuni leur bétail pour le faire passer ensemble à la visite, le reçu mentionné ci-dessus sera remis à l'un d'eux.

IV. Le bétail passant la ligne douanière pour être mené à des pâturages situés à proximité de celle-ci ou aux travaux et qui sera reconduit le jour même, ne sera pas soumis aux formalités de douane. Toutefois, ce mouvement fera l'objet de mesures de surveillance propres à prévenir des abus.

V. Au retour à la frontière douanière, l'identité et le nombre des têtes de bétail seront constatés. Si il résultait de cet examen une différence dans la qualité des bêtes, il sera perçu, à la réexportation pour l'animal remplacé, et à la rentrée pour l'animal remplaçant, les droits d'entrée prescrits.

En cas de différence dans le nombre des têtes de bétail, les droits d'entrée



seront perçus, à la réexportation, pour les animaux qui manquent, à la rentrée, pour ceux qui sont en surplus.

Toutefois, il ne sera pas perçu de droits pour les animaux non représentés à la douane, si la réduction survenue a été légalement déclarée et s'il est certifié par l'autorité qu'elle est la suite d'accidents.

VI. Si la rentrée ou la réexportation est retardée au delà du terme fixé lors des déclarations de sortie ou d'entrée, il sera procédé, quant à l'entrée, conformément à la législation douanière, à moins que le retard ne se trouve excusé par des circonstances accidentelles dûment certifiées par l'autorité communale compétente.

VII. Les dispositions des n<sup>os</sup> V et VI s'appliquent également au bétail mené des districts-frontière aux marchés ou passant par la ligne-frontière pour l'hivernage, l'affouragement ou pour être mis à l'engrais.

VIII. La franchise des droits accordée au bétail mené, par la ligne douanière, aux pâturages, travaux, marchés ou à l'hivernage, à l'affouragement ou à l'engrais s'applique également, dans une quantité proportionnelle, aux produits respectifs. Resteront, par conséquent, exempts de droits :

a. Les petits mis bas par les vaches, chèvres, brebis et juments menées aux pâturages, travaux, marchés et à l'hivernage, à l'affouragement ou à l'engrais ; et cela pour autant de têtes qu'auront été notées de bêtes portantes au moment du départ, en tenant compte du temps que ces dernières ont passé hors du territoire douanier ;

b. Le fromage et le beurre provenant du bétail rentré des pâturages ou de l'hivernage, de l'affouragement ou de l'engraissement, jusqu'à concurrence, par jour, de :

|                                 |       |            |
|---------------------------------|-------|------------|
| <i>Fromage</i> , par vache..... | 0,29  | kilogramme |
| par chèvre.....                 | 0,058 | "          |
| par brebis.....                 | 0,029 | "          |
| <i>Beurre</i> , par vache.....  | 0,16  | "          |
| par chèvre.....                 | 0,032 | "          |

Dans un délai de quatre semaines à partir du jour de retour du bétail mené aux pâturages, à l'hivernage, à l'affouragement ou à l'engrais dans l'autre territoire douanier, pourront encore être importés, en franchise de douane, le fromage et le beurre produits jusqu'au jour du retour.

IX. Les employés des douanes à la frontière et les agents de la garde de finance et de la garde-frontière feront observer aux personnes dirigeant le passage du bétail à mener, dans la zone frontière voisine, aux pâturages, travaux, marchés et à l'hivernage, à l'affouragement ou à l'engrais qu'elles ont à garder soigneusement le double du document faisant preuve de la déclaration ou de l'admission, ainsi que les reçus constatant le cautionnement des droits crédités, ces documents devant être reproduits au retour du bétail. Les fonctionnaires susdits auront aussi soin d'informer ces personnes des conséquences de procédés frauduleux.

X. Les certificats qu'il pourrait être nécessaire de présenter, soit sur l'état sanitaire du bétail, soit sur le fait que les districts-frontière sont exempts de toute maladie contagieuse d'animaux, ne seront exigés qu'en original et non en traduction.

#### *Ad article 6.*

I. La taxe d'entrée complémentaire qu'aux termes du 4<sup>e</sup> alinéa de l'ar-

ticle 6 les parties contractantes se réservent de percevoir en garantie des monopoles, sera restituée dans le cas où l'objet frappé de cette taxe n'aurait pas été employé à la fabrication d'un article monopolisé.

II. Il est entendu que la disposition du 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 6 ne sera appliquée qu'aux raisins foulés ou séchés au marc de raisin, à la lie de vin, aux fruits foulés, aux déchets de fruits, aux baies de genièvre, aux racines de gentiane, aux fruits du mid et à d'autres matières similaires.

III. Quant aux savons de glycérine fabriqués sans emploi d'alcool et n'étant par conséquent pas assujettis à un droit additionnel à titre de finance de monopole, il est entendu que les bureaux de douane suisses tiendront, autant que possible, compte des certificats constatant le mode de fabrication et émanant, soit des instituts polytechniques de Vienne ou de Budapest, soit du laboratoire agronomico-chimique impérial royal de Vienne ou du laboratoire royal hongrois de chimie à Budapest. Toutefois, cette disposition ne porte aucune atteinte au droit des douanes suisses de vérifier de leur côté l'analyse des savons importés.

II. *En ce qui concerne le tarif A. (Droits à l'entrée en Suisse.)*

1. *Ad n° 18.* L'acide pyroligneux à odeur empyreumatique incolore, purifié (chimiquement non pur) est tarifé d'après le n° 18 *b* au taux de 1 fr. les 100 kilog.

2. *Ad n° 22.* L'amidon en paquets pesant plus de 4 kilog., même avec étiquette indiquant la maison de commerce et la dénomination de la marchandise, mais sans en donner l'explication de l'emploi, est admis au taux de 1 fr. 25 les 100 kilog.

3. *Ad n°s 63 et 64.* Seront traitées comme feuilles pour plaquer et, par conséquent, tarifées d'après le n° 69 ou 70 du tarif suisse les planches taillées ou sciées en feuilles dont quatre superposées l'une sur l'autre présentent une épaisseur totale de 1 cm. au plus.

4. *Ad n° 230 a et b.* L'importation du vinaigre de table et de l'acide acétique ne pourra s'opérer que par les douanes principales suisses de Buchs, Romanshorn, Schaffhouse-gare, Bâle (gare badoise et gare centrale).

5. *Ad n° 258.* Le houblon en cylindres (tambours) métalliques, hermétiquement fermés, peut être introduit sans revision douanière au taux de 4 fr. les 100 kilog., pourvu que les conditions suivantes soient remplies :

1. Que les envois soient accompagnés d'une déclaration émanant d'une autorité de douane ou de finance autrichienne ou hongroise qui atteste que le contenu des cylindres n'est effectivement que du houblon ;

2. Que les cylindres soient plombés de la part de l'autorité qui délivre ladite déclaration ou que, si l'envoi se fait par chargement complet de wagon de chemin de fer, les wagons soient pourvus de la fermeture de la douane.

Si ces conditions ne sont pas remplies, le bureau de douane suisse pourra procéder à l'ouverture d'un des cylindres, choisi par lui, sur chaque envoi importé sous cette désignation, afin d'en vérifier le contenu. Lorsque la revision est refusée par la partie intéressée, l'acquittement aura lieu au droit le plus élevé.

Lors de l'importation de houblon en cylindres munis à leur face latérale d'une ouverture de 6 à 7 cm., la revision ne doit pas se faire en ouvrant le cylindre par le haut, c'est-à-dire par l'enlèvement du couvercle, mais au moyen de ladite ouverture qui peut être facilement refermée par une capsule en laiton.

Le numéro du cylindre de houblon ouvert pour la revision douanière sera annoté dans la lettre de voiture.

La refermeture du cylindre se fera avec le plus grand soin.

6. La différence en plus entre le droit dont est passible le sucre coupé ou en poudre (n° 284 du tarif suisse) et celui dont est frappé le sucre en pains, plaques ou blocs (n° 283 du tarif suisse), ne dépassera pas 1 fr. 50 c. les 100 kilog.

7. *Ad* n° 290. Est accordée une déduction de 6 0/0 pour le vin nouveau, c'est-à-dire : les 100 kilog. de vin nouveau ne seront comptés que pour 94 kilog., lorsque l'importation en aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre de l'année de la vendange et dans des tonneaux non bondonnés ou à bonde à air.

Les vins naturels qui n'ont subi qu'une addition légère d'alcool et dont la force alcoolique totale ne dépasse pas 13 degrés-volume, n'acquitteront que le droit de douane de 3 fr. 50, suivant le n° 290 (en fûts) ou le droit du vin en bouteilles perçus sur les provenances de la nation la plus favorisée. Les vins naturels titrant plus de 13 degrés alcoolométriques payeront, en sus du droit de douane de 3 fr. 50 ou du droit du vin en bouteilles, pour chaque degré excédant la limite alcoolique sus-mentionnée, la taxe de monopole grevant l'alcool.

Les Parties contractantes fixeront d'un commun accord la définition et les caractères des vins naturels. En attendant, les bureaux des douanes suisses, en cas de contestation, tiendront compte, le plus possible, des certificats d'analyse émanant des instituts œnologiques et des laboratoires de Budapest, de Gorice, de Klosterneuburg et de S. Michele. Toutefois, cette disposition ne porte aucune atteinte au droit de la Suisse de vérifier de son côté l'analyse des vins importés.

8. *Ad* n° 302. Rentre dans le n° 302 la pâte de bois, de paille et d'autres substances similaires, propres à la fabrication du papier.

9. *Ad* n° 378 et 379. Les couvertures qui ne présentent qu'un travail à l'aiguille peu important et exclusivement destiné à la préservation des bords, sont tarifées comme couvertures sans travail à l'aiguille et n'acquitteront que le droit inscrit au n° 378.

### III. *En ce qui concerne le tarif B. (Droits à l'entrée dans le territoire douanier austro-hongrois.)*

*Ad* n° 169 b. Seront reconnues comme étoffes de soie pure, unies et armures, celles qui présentent une surface unie et régulière formée simplement par un croisement de fils de chaîne et de trame, se répétant d'après un certain nombre limité de fils, et qui peuvent être fabriquées par l'emploi simultané de plusieurs lisses, c'est-à-dire des taffetas et toutes les armures, comme : satins, sergés, surahs, merveilleux, ottomanes, marquisés, gros de Suez, failles françaises, levantines, reps, gros de Tours, armures-piquets, etc. Toutes les étoffes qui ne présentent pas une surface unie et régulière et sont formées par la combinaison de deux ou plusieurs différentes armures séparées, soit par des effets de chaîne (comme les pékins), soit par des effets de trames (comme tous les barrés), rentrent parmi les façonnés. Il est fait exception des étoffes qui ne présentent la combinaison de deux ou plusieurs armures séparées qu'en forme de bordure, telles que les étoffes pour parapluies ou parasols et les fichus. Ces étoffes seront assimilées aux tissus unis.



Les moirés, les gaufrés et toutes les étoffes imprimées (soit sur chaîne, soit sur étoffes) rentrent parmi les façonnés.

Sont considérées comme façonnées toutes les étoffes qui contiennent et présentent un dessin formé par toute espèce de combinaisons d'un nombre illimité de fils de chaîne et de trame et qui sont fabriquées par la machine Jacquard. Les velours de toute sorte, les rubans et les gazes seront traités comme les façonnés.

2. *Ad n° 269 bis.* Sont compris dans le n° 269 *bis* les limes et outils d'horloger.

3. *Ad n° 276.* L'aluminium pur, ainsi que les alliages d'aluminium, à l'exception du fer d'aluminium, en plaques et barres coulées, brutes, rentrent dans le n° 276 *a*.

4. *Ad n° 287.* Les chaudières à vapeur appartenant aux machines à vapeur pour bateaux ne sont pas exclues du traitement au taux de 5 florins les 100 kilog.

5. *Ad n° 300 b.* Les petits carillons à musique, tels que boîtes à musique et similaires, ne sont pas exclus du traitement d'après le n° 300 *b* (au taux de 10 florins les 100 kilog.). pourvu qu'ils ne rentrent pas, selon la nature de la matière dont les boîtes sont faites, dans la mercerie. Par contre, ne rentrent pas dans le n° 300 *b* et seront traités suivant leur qualité les articles d'usage, tels que albums, porte-cigares et similaires, combinés avec carillons.

6. *Ad n° 336.* Les dispositions contenues dans le répertoire alphabétique officiel du tarif général douanier austro-hongrois serviront de règle pour la définition des articles de pansement à usage médical, et pour les formalités de détail à observer à l'admission des susdits.

7. *Ad nos 348 et 349.* Seront considérées entre autres comme reliures rentrant dans la catégorie de la mercerie les reliures en soie, en velours, en ivoire, en écaille. Les livres, y compris ceux à estampes ou à images, s'ils sont reliés en toile ou en cuir, seront admis en franchise.

Les impressions et la dorure sur tranches sont indifférentes au point de vue de la tarification des livres reliés.

Il est entendu de même que les reliures qui, d'après leur nature, ne sont pas rangées dans la mercerie, ne seront pas soumises au régime de la mercerie pour la seule raison qu'elles portent des fermoirs et des garnitures en métaux communs, finement dorés ou argentés. Il ne sera donc pas tenu compte de ces accessoires dans la tarification.

Les estampes admises en franchise de droits, rentrant dans le n° 349, peuvent être dorées sur tranche et avoir des bordures dorées, des ornements pressés ou découpés à jour à l'emporte-pièce et similaires.

8. Les clous à l'usage des tapissiers, dorés ou argentés, ne seront pas soumis, à leur entrée dans le territoire douanier austro-hongrois, à des droits plus élevés que ceux perçus sur les mêmes clous non dorés ou non argentés.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à

Vienne, le 10 décembre 1891.

(*L. S.*) A.-O. AEPLI, m. p.

(*L. S.*) KALNOKY, m. p.

(*L. S.*) HAMMER, m. p.

(*L. S.*) C. CRAMER-FREY, m. p.



**Note**

A l'occasion de la signature du traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie, le soussigné se trouve en mesure de déclarer que les administrations douanières impériales-royales sont disposées à maintenir, pour le traitement douanier des cardes montées, les facilités inscrites dans l'ordonnance, dont ci-joint copie, du ministère impérial-royal des finances du 5 juillet 1888, Z, 22,017, et cela aussi longtemps que les administrations douanières ne seraient pas obligées, par des abus constatés, d'y apporter des changements.

Vienne, le 10 décembre 1891.

(Signé) KALNOKY.

*A Messieurs les Plénipotentiaires de la Suisse, délégués pour la conclusion du traité de commerce avec la monarchie austro-hongroise.*

---

**Ordonnance du ministère impérial-royal des finances,  
du 5 juillet 1888, Z, 22,017.**

A l'occasion des doutes qui se présentent au sujet du procédé qu'il faut continuer à appliquer dans l'expédition en douane des cardes (machines à carder) qui sont importées déjà montées, il a été convenu ce qui suit, en se référant à l'ordonnance ministérielle du 21 mai 1887, III. Verordnungsblatt, page 144, alinéa 8.

1. Si cela est possible sans difficulté, toutes les cardes doivent être séparées de leur support et être pesées séparément, afin de permettre leur tarification d'après le n° 271 du tarif général des douanes.

2. S'il n'est possible de séparer qu'une partie de la garniture des cardes, le poids total des cardes doit être établi en pesant cette partie et en mesurant aussi bien la partie démontée, que les cardes pesées montées.

3. Si aucune partie de la garniture des cardes ne peut être démontée, on demandera à l'intéressé la production de modèles de la même espèce de cardes et on procédera comme il est dit au chiffre 2.

4. Si cette production de modèles est impossible, on prend comme base de tarification le poids déclaré qui doit être contrôlé par une spécification exacte des fabricants étrangers.

S'il surgit des doutes sur l'exactitude de ces indications de poids, la douane doit appliquer provisoirement, par mesure de sûreté, le droit le plus élevé, mais en même temps faire constater, au lieu de destination, le poids des cardes par un monteur, et restituer ensuite, conformément à ce résultat, l'excédent de la garantie.

Ces dispositions seront portées à la connaissance des bureaux de douane secondaires.

---

**Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant les traités de commerce conclus le 10 décembre 1891 avec l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie.**

(Du 5 janvier 1892.)

Monsieur le Président et Messieurs,

I.

Comme cela était à prévoir, le plus important et le plus étendu des traités de commerce que la Suisse avait jusqu'ici conclus avec des Etats étrangers, c'est-à-dire celui avec la France, a été dénoncé par le gouvernement de ce pays pour la première date où il pouvait l'être aux termes mêmes du traité, soit pour le 1<sup>er</sup> février 1892. En présence du courant protectionniste qui avait repris le dessus en France à l'inverse des opinions de politique libre-échangiste qui y régnaient dans les années 1860, et en partie même des tendances contraires qui s'étaient produites en 1878 sans cependant avoir un caractère aussi prononcé, personne ne pouvait douter qu'une prolongation du traité du 23 février 1882 n'était pas possible. L'Allemagne qui, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée et sans accorder d'autres compensations importantes que celles consenties par la convention additionnelle du 11 novembre 1888, avait joui pendant de longues années des faveurs que la France et la Suisse s'étaient garanties par le traité susmentionné, s'empessa de dénoncer également le traité principal du 23 mai 1881 avec la convention additionnelle de 1888. Elle fut engagée à cela par la cessation du tarif conventionnel franco-suisse et la perspective en résultant que pour la plus grande partie de son exportation en Suisse, elle serait soumise à notre tarif général des douanes. L'Autriche-Hongrie suivit l'Allemagne et dénonça son traité conclu avec la Suisse le 23 novembre 1888 et qui arrivait aussi à son terme le 1<sup>er</sup> février 1892. Cette dénonciation eut lieu non pas peut-être dans l'attente d'obtenir, par de nouvelles négociations avec la Suisse, de plus grands avantages que ceux possédés jusqu'ici ; elle fut plutôt une conséquence nécessaire des négociations de politique commerciale déjà engagées avec l'Allemagne et qui embrassaient une plus vaste étendue. Les dénonciations notifiées par les gouvernements allemand et austro-hongrois ont naturellement fait un devoir au Conseil fédéral de dénoncer à son tour le traité avec l'Italie conclu le 23 janvier 1889 et expirant aussi le 1<sup>er</sup> février 1892. Si, pour être complets, nous disons que l'Espagne a aussi dénoncé, pour le 1<sup>er</sup> février 1892, le traité de commerce conclu avec la Suisse le 11 mars 1883, et que celui que nous avons conclu avec la Roumanie le 7 juin 1886, a également cessé d'exister, nous aurons ainsi nommé tous les tarifs conventionnels proprement dits, entre la Suisse et l'étranger, en vigueur jusqu'ici.

Malgré la tendance de protéger en quelque mesure la production indigène, tendance qui, dans ces dix dernières années, a de plus en plus gagné du terrain et qui a trouvé en dernier lieu son expression dans le tarif général des douanes du 10 avril 1891, l'opinion publique en Suisse est cependant restée amie des traités. Les efforts du Conseil fédéral devaient donc tendre à remplacer à bref délai, par de nouvelles conventions aussi favorables que possible, les traités expirant prochainement. On pensait que de tels arrangements seraient de nouveau pris, en première ligne, avec la France comme étant le pays avec lequel la fixation des droits, par tarifs, était jusqu'ici la plus étendue. Mais comme on le sait, la France a entrepris de créer, avant d'engager des négociations à cet égard, un nouveau tarif douanier avec droits en moyenne supérieurs à ceux actuellement existants, et de la fixation duquel les corps législatifs sont encore aujourd'hui occupés. En conséquence, lorsqu'au printemps dernier le Conseil fédéral a reçu simultanément des gouvernements allemand et austro-hongrois, après qu'une entente fût déjà intervenue en matière de politique commerciale et douanière, entre ces deux grands Etats voisins, une invitation à entamer à Vienne des négocia-

tions en commun, il s'est déclaré sans hésitation disposé à le faire. La haute importance du trafic des marchandises de la Suisse avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, telle qu'elle ressort des chiffres ci-après de l'importation des pays limitrophes et de l'exportation en ces mêmes Etats, explique la décision du Conseil fédéral.

En 1890, l'importation de la Suisse et son exportation se sont montées aux chiffres suivants :

| <i>Importation de :</i>   |                                   | <i>Exportation :</i> |       |
|---------------------------|-----------------------------------|----------------------|-------|
| Allemagne. . . . .        | 293,1 millions de francs. . . . . |                      | 181,9 |
| Autriche-Hongrie. . . . . | 102,3 " " . . . . .               |                      | 39,3  |
| France. . . . .           | 226,3 " " . . . . .               |                      | 123,9 |
| Italie. . . . .           | 129,0 " " . . . . .               |                      | 50,4  |

Si donc les quatre Etats voisins participent par 752,7 millions de francs ou 79 0/0 à l'importation totale de la Suisse qui est de 953,4 millions, et par 395,5 millions ou 56,2 0/0 à l'exportation totale de 703,5 millions, il échoit par contre à l'Allemagne seule 31 0/0 de l'importation totale, et 25,8 0/0 de l'exportation totale, et à l'Autriche-Hongrie seule 10,7 0/0 de l'importation totale et 5,6 0/0 de l'exportation totale.

Pour se procurer les matériaux sûrs, nécessaires pour les négociations, le département fédéral des affaires étrangères, qui d'ailleurs s'est toujours tenu, avant et pendant les négociations, en rapports étroits avec le département des finances et des péages et avec celui de l'industrie et de l'agriculture, s'est adressé directement et indirectement aux cercles intéressés agricoles et industriels, ainsi qu'au vort de l'union suisse du commerce et de l'industrie; ce dernier a consigné le résultat de ses enquêtes dans un rapport détaillé accompagné d'un précieux travail de statistique comparée, basé sur ces enquêtes.

Le Conseil fédéral a désigné en qualité de plénipotentiaires pour diriger les négociations, MM. les ministres Roth, à Berlin, et Aepli, à Vienne, et les conseillers nationaux C. Cramer-Frey, à Zurich, et Hammer, à Soleure; il leur a adjoint, comme secrétaires, MM. le secrétaire général des péages, H. Suter, chef de la première section de la direction générale des péages généraux; le Dr Huber, statisticien de la division du commerce au département des affaires étrangères.

Les négociations se sont ouvertes à Vienne le 23 mai; elles ont été conduites simultanément avec les délégués allemands et austro-hongrois, conformément à l'entente qui était intervenue auparavant entre les gouvernements des deux Etats voisins et d'après laquelle l'entrée dans leur union douanière et commerciale peut être rendue accessible à un certain nombre d'autres Etats, mais suivant laquelle aussi il n'est permis ni à l'Allemagne, ni à l'Autriche-Hongrie de conclure pour elle seule, sans le consentement de l'autre pays, un traité de commerce avec un Etat tiers. Après environ trois mois de négociations laborieuses, celles-ci ont dû être interrompues. Il eût été certainement désirable que nous eussions pu nous présenter à Vienne avec un tarif ayant définitivement force de loi, mais nous ne pouvions attendre que les délais constitutionnels fussent expirés si nous voulions négocier en temps utile. Cette circonstance, puis le fait que, contre notre attente, la votation populaire a été réclamée sur le nouveau tarif, n'ont évidemment pas contribué à faciliter la tâche de nos négociateurs. La nécessité dans laquelle se trouvaient l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie d'entamer aussi et sans plus de délai, des négociations avec l'Italie, n'a pas été étrangère à l'interruption des nôtres. Ce n'est que lorsque ces négociations eurent été terminées que celles avec la Suisse furent reprises. Après que l'on eut d'abord cherché, par voie diplomatique, à aplanir les principales divergences qui existaient encore, les délégués des trois Etats se réunirent de nouveau à Vienne au commencement de décembre. Leurs délibérations ont abouti à la conclusion définitive des traités que nous vous soumettons et que nous allons maintenant analyser dans leurs différentes parties.



## II.

## A. Traité avec l'Empire allemand.

## 1. Texte du traité.

En ce qui concerne le texte de ce traité, il présente les modifications matérielles ci-après vis-à-vis du traité de 1881 et de la convention additionnelle de 1888.

Article premier. — Déjà lors de la première lecture, les délégués allemands ont proposé de limiter, dans les alinéas 1 et 2, pour les droits d'entrée et de sortie, la clause générale de la nation la plus favorisée, en ce sens que cette clause ne serait exclusivement assurée qu'aux « produits du sol et de l'industrie » des deux parties contractantes. Dans le cours des négociations et jusqu'au moment de conclure, cette proposition a été énergiquement soutenue par les délégués allemands ; ils la motivaient en disant que le gouvernement impérial doit se garder le droit de soumettre à des taux différentiels les produits d'Etats tiers auxquels l'Allemagne n'a pas garanti le droit de la nation la plus favorisée, ou d'empêcher que, pour de tels produits ayant passé dans le trafic libre de la Suisse, on ne réclame, pour leur importation dans le territoire douanier allemand, le régime des droits conventionnels.

Si, pour des raisons de principe déjà, nous avons de sérieux scrupules à limiter, comme le proposait l'Allemagne, la clause générale de la nation la plus favorisée qui est stipulée, pour ainsi dire, dans tous les traités conclus par nous, nous nous sommes vus engagés à refuser notre assentiment à cette restriction eu égard à notre commerce de commission. Après des délibérations détaillées, une entente a enfin été obtenue en ce sens que le gouvernement allemand a consenti au maintien des alinéas 1 et 2 de l'article premier du traité de 1881 quant à la garantie de la clause générale de la nation la plus favorisée pour ce qui a trait aux droits d'entrée et de sortie ; en revanche, nous avons pris l'engagement de ne pas exiger les droits conventionnels allemands pour le blé ainsi que pour les vins qui proviennent d'un pays n'étant pas, avec l'Allemagne, sur le pied de la nation la plus favorisée, et qui entrent en Allemagne pour le commerce libre de la Suisse (voir protocole final I, *ad* articles 1 et 3 du traité, dernier alinéa.)

A l'alinéa 3, les dispositions du traité de 1881 ont été étendues en ce sens qu'après les mots « qui ne soient en même temps », on a ajouté « ou toutefois aux mêmes conditions ». Cette addition est motivée par la possibilité qu'il survienne des circonstances dans lesquelles la prohibition de l'importation, du transit et de l'exportation de certains Etats est démontrée nécessaire vis-à-vis de soi-même, sans qu'il existe dans la pratique des motifs suffisants d'appliquer aussi cette interdiction en même temps à l'égard de tous les autres Etats ; tel est le cas par exemple lorsqu'il s'agit de prohibition d'importation et de transit par suite de découverte du phylloxera ou pour se préserver contre des épizooties.

En ce qui concerne les alinéas 3 et 4, nous renvoyons également au protocole final qui stipule, sous I, *ad* articles 1 et 3 du traité, que malgré les dispositions dont il s'agit, des prohibitions d'importation, de transit et d'exportation peuvent être prononcées dans des cas exceptionnels.

L'exception relative aux monopoles d'Etat a été proposée par nous, celle concernant le matériel et les provisions de guerre l'a été par l'Allemagne. Ces exceptions étaient d'ailleurs déjà contenues dans notre traité avec l'Autriche, de l'année 1878, et ne constituent donc pas une innovation dans notre pratique des traités.

L'exception pour raisons de police sanitaire était déjà stipulée dans notre traité de 1881 avec l'Allemagne.

Art. 2. — Ensuite du complément donné à cet article, sur la demande de l'Allemagne, par l'intercalation des mots « d'origine ou de fabrication



suisse », son texte correspond exactement à celui de l'art. 2 du traité austro-suisse de 1888.

Art. 3. — En ce qui concerne le deuxième alinéa de cet article, nous renvoyons également aux dispositions d'exceptions contenues dans le protocole final, chiffre 1, *ad* articles 1 et 3.

Art. 5. — La franchise de droits d'entrée et de sortie est aussi convenue, au chiffre 4, pour le bétail entrant pour l'affouragement ou revenant après affouragement.

Art. 6. — Par la nouvelle rédaction du premier alinéa le trafic de perfectionnement dit actif est maintenant aussi garanti par le traité, d'où il suit que, sous ce rapport, le texte de l'article 3 du traité de commerce suisse-allemand, du 13 mai 1869, est de nouveau rétabli, tandis que jusqu'ici le traité réglait simplement le trafic de perfectionnement passif.

Dans les négociations de 1881 et 1888, le maintien ou la réadmission du trafic de perfectionnement actif demandé énergiquement par nous surtout dans l'intérêt de l'industrie du coton, a été catégoriquement repoussé par le gouvernement impérial allemand. Si l'Allemagne a consenti à rétablir ce trafic dans le nouveau traité, nos branches d'industrie qui y sont intéressées doivent considérer cette décision comme une concession qui n'est pas à dédaigner, comme une innovation par laquelle le résultat peu favorable des négociations sur les droits allemands en cause, est, tout au moins jusqu'à un certain degré, compensé en notre faveur.

Au sujet du trafic de perfectionnement, il est encore à remarquer ce qui suit.

1. La proposition de la Suisse d'étendre aussi le bénéfice du trafic de perfectionnement aux tissus de coton brut importés de Suisse en Allemagne et qui, après le perfectionnement, ne sont pas réexportés d'Allemagne dans le pays de provenance, mais dans d'autres directions, — en trafic de perfectionnement en transit, — a été définitivement rejetée par le gouvernement impérial allemand; il a motivé ce rejet en disant qu'il doit absolument persister à avoir les mains libres sous ce rapport, c'est-à-dire à pouvoir, selon les circonstances, agir dans la question par voie autonome.

Les délégués d'Allemagne ont d'ailleurs déclaré d'une manière positive que leur gouvernement n'a pas l'intention d'apporter un changement à ce sujet.

2. En revanche, l'Allemagne a accédé à notre demande que le fractionnement des tissus expédiés en trafic de perfectionnement puisse avoir lieu dans l'endroit du pays de perfectionnement où se fait ce travail, s'il est donné des garanties suffisantes quant au contrôle de leur identité; l'Allemagne a toutefois posé la réserve que chaque partie doit garder le droit de se retirer unilatéralement des stipulations éventuellement arrêtées, dès que la pratique démontrerait que les mesures de contrôle convenues ne sont pas suffisantes. L'entente sur ce point a été fixée par la voie d'un échange de Notes, et le représentant du gouvernement impérial allemand a expressément donné l'assurance que des négociations pour fixer le procédé de contrôle seraient prochainement entamées.

Art. 8. *Taxes internes.* — Comparativement au texte du traité de 1888, cet article ne renferme aucune modification matérielle, et il correspond en outre complètement à l'article 6 du nouveau traité austro-suisse, contenu déjà dans celui de 1888. Nos droits de souveraineté quant à l'exercice des monopoles sont de même garantis dans cet article.

Art. 9. *Voyageurs de commerce.* — Cet article renferme la disposition stipulée déjà dans le procès-verbal d'échange des instruments de ratification du précédent traité et suivant laquelle les industriels ou voyageurs de commerce n'auront aucune taxe spéciale à payer pour la recherche de commandes et l'achat de marchandises, ou bien lorsque les commandes sont prises chez des négociants ou des personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi.

L'exemption de taxe n'est donc pas garantie aux industries ambulantes, c'est-à-dire pour la recherche de commandes (voyageurs en détail) chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie et la réglementation de cette industrie, ainsi que du colportage reste réservée à la législation autonome. Cette disposition répond en général aux vœux du commerce suisse et est aussi en harmonie avec le projet d'arrêté fédéral concernant les taxes de patentes des voyageurs de commerce, que nous avons présenté à la haute assemblée fédérale le 29 mai 1891. L'article 11 renferme en outre la disposition de détail suivant laquelle la carte de légitimation à présenter pour être exempt de taxe, doit certifier que dans l'Etat où elle a été délivrée, le porteur acquitte les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son industrie.

Ce complément a été réclamé surtout de la part de l'Autriche-Hongrie parce que l'opinion publique dans ce pays demande des garanties qu'il ne soit pas fait concurrence aux industriels nationaux par des étrangers qui n'ont à payer dans leur pays aucune taxe et aucun impôt pour l'exercice de leur industrie, alors que partout en Autriche-Hongrie de tels impôts et taxes doivent être acquittés. La même demande nous a ensuite été faite par l'Allemagne; mais comme le formulaire de carte de légitimation annexé au traité allemand-suisse, n'est valable que pour la Suisse, pour l'Empire allemand et pour le Luxembourg, il sera nécessaire que les gouvernements intéressés discutent encore en détail la question de savoir dans quels cas doivent être utilisées l'une ou l'autre des deux doubles lignes concernant les taxes existantes ou le droit d'exercer un commerce ou une industrie.

L'article 11 dispose que le traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1892 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1903. La même durée a aussi été stipulée dans les traités conclus entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Partant de la conviction qu'il est dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie et du commerce de conclure les traités pour une longue période afin d'assurer au trafic avec l'étranger une certaine stabilité, nous avons admis la durée sus-indiquée du traité, qui nous a été proposée par l'Allemagne.

L'article 14 de l'ancien traité, concernant la protection des marques de fabrique et de commerce, n'a pas été repris dans le nouveau traité, et cela ensuite d'accord réciproque. A ce sujet, nous avons exprimé au gouvernement allemand le vœu que, à titre de compensation pour la suppression de cet article, il déclare son entrée dans l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle; nous avons cependant reçu une réponse négative; elle était motivée par le fait que le gouvernement allemand se trouvait déjà en négociations avec l'Autriche-Hongrie pour la conclusion d'un arrangement spécial sur cette matière, que ce gouvernement désirait que nous donnions également les mains à un arrangement analogue, et que différentes considérations empêchent l'Allemagne d'entrer dans l'union internationale. Cette question n'a plus été traitée dans le cours des négociations; sa régularisation demeure réservée à d'ultérieurs pourparlers spéciaux.

L'annexe A au traité de 1881 a été complètement supprimée, son chiffre 1 ayant été repris dans les tarifs conventionnels et les chiffres 2 à 7 ayant été introduits dans le protocole final du nouveau traité. En ce qui concerne ces dernières dispositions (voir protocole final II, *ad* article 2 du traité), il n'y a à signaler, en regard du traité de 1881 qu'une seule innovation matérielle : celle du chiffre 6, d'après laquelle les bateaux y compris l'outillage qui leur est nécessaire pour la navigation, seront dorénavant et sans restrictions affranchis de tout droit d'entrée et de sortie.

La précédente annexe B, maintenant C, qui renferme les dispositions sur le trafic de frontière, n'a subi aucune modification.

### Protocole final.

Outre les dispositions du chiffre II, *ad art.* 2 du traité, le protocole final renferme sous lettres B et C une série d'explications au sujet de positions des tarifs conventionnels suisses et allemand.

Au chiffre VII, *ad art.* 6 du traité, il est stipulé que des certificats d'origine peuvent être exigés pour des marchandises qui, d'après leur provenance, sont soumises à des droits différents, tandis que dans les précédents traités les certificats d'origine étaient exclus.

Cette innovation est une conséquence des circonstances que nous avons déjà mentionnées en parlant de l'article premier.

#### 2. Tarif conventionnel pour l'entrée dans le territoire douanier allemand

(Annexe A au traité suisse-allemand.)

Dans le traité actuel, un grand nombre de produits et de déchets jouissant de la franchise douanière étaient placés dans l'annexe spéciale A. Ils ont maintenant, et avec raison, été classés dans le tarif conventionnel.

Comme concessions plus ou moins importantes qui n'étaient pas contenues dans le traité de 1888, il y a à signaler les réductions sur les articles suivants :

Filés de coton, écrus, simples, tarif n° 2, c, 1 ; à une torsion, dits « fils à broder », ex n° 2, c, 4, tissus feutrés, en coton, n° 2, d, 1 ; tissus feutrés, en laine, n° 41, d, 5, a : bonneterie en coton, n° 2, d, 3 ; plumetis, n° 2, d, 5 ; boîtes à musique, n° 13, a, 1 ; beurre, n° 23, f ; fromage à pâte dure, n° 25, o ; extrait de viande et farine pour l'alimentation des enfants. La réduction de 20 à 15 marks du droit sur le fromage mérite d'être spécialement mentionnée ; malheureusement, tous les efforts déployés pour obtenir une réduction ultérieure de quelques marks, sont demeurés infructueux.

Le droit pour les broderies de coton (n° 2, d, 6), inscrit par 300 marks dans le tarif de 1888 (droit autonome 330 marks), est réduit à 275 marks ; le droit pour le fil retors de soie, n° 30 d, qui est de 150 marks au tarif conventionnel de 1888, a été réduit à 140 marks (droit autonome, 200 marks). Par contre, pour les articles de soie, tarif n° 30, e, et la gaze à blutoir, nos efforts n'ont pu aboutir à une nouvelle diminution du droit qui, en 1888, avait été réduit de 800 à 600 marks. Pour ces articles, ainsi qu'en partie pour les broderies, l'opposition inflexible de l'Allemagne doit bien être attribuée pour une large part à la situation de ces branches qui est extrêmement précaire depuis quelque temps, ainsi qu'aux perspectives peu consolantes résultant des tendances protectionnistes de la France et de l'Amérique du Nord.

Pour l'or laminé et le fil d'or, n° 20, a, une nouvelle réduction du tarif de 1888, a été concédée ; puis l'importante position « montres » a été fixée aux droits conventionnels satisfaisants de ce dernier tarif. Si nous faisons abstraction de quelques autres nouvelles réductions, qui ont moins d'importance en elles-mêmes, telles que celles pour les câbles télégraphiques, les cuirs pour semelles, les courroies de transmission, en cuir, les ouvrages en fer et le bétail, nous devons en revanche tout spécialement attirer l'attention sur un certain nombre de précieuses liaisons de positions du tarif qui ne sont soumises à aucun droit ou ne sont assujetties qu'à des droits minimes, liaisons qui excluent toute augmentation de droits pendant la durée du traité, soit 12 ans.

Il y a notamment à indiquer au nombre de ces positions : les machines, dans une plus grande étendue qu'avec les traités actuels ; à cet égard, nous regrettons cependant que l'Allemagne se soit opiniâtrement refusée à satisfaire à une pétition des industriels suisses de machines demandant des facilités dans le dédouanement de parties de machines expédiées séparément, et à une pétition concernant le dédouanement des couvercles de cartes, en fonte. Toutefois, le nouveau traité allemand-belge renferme, sous ces deux rapports, quelques concessions dont la Suisse profitera également en



vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Il a été, en effet, convenu que les cardes garnies du poids minimum de 200 kilogrammes net, sont admises à 18 marks (droit autonome, 36 marks), et, en outre : lorsque les machines pour lesquelles le droit est lié conventionnellement, sont importées à l'état démonté, et que les diverses parties sont présentées simultanément à la douane, elles sont taxées d'après la matière dominant en poids dans la machine montée.

D'autres liaisons précieuses pour l'exportation suisse concernent l'aluminium et les ouvrages en aluminium, n° 19, la soie et la bourre de soie, n° 30, a, b, c; les matières pour la couleur d'aniline, n° 5, m; le lait stérilisé, n° 47, a; les fils de laine peignée, n° 41, c, 3.

D'après les données de la statistique suisse pour l'année 1890, les concessions obtenues s'étendent aux valeurs suivantes de l'exportation suisse.

a. Réductions pour environ..... 44,6 millions de francs.

b. Liaisons de droits pour environ..... 36,5 " "

Ces chiffres ne comprennent pas la valeur des marchandises allant en Allemagne par la voie du trafic de perfectionnement.

Il n'est pas superflu de renvoyer encore ici aux explications du protocole final concernant les machines pour navires, admises en franchise ainsi que les bateaux pour la navigation sur les lacs.

Indépendamment des fixations de droits et des réductions du tarif allemand, ci-dessus esquissées (comparer annexe I), la Suisse aura aussi, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, la jouissance de toutes les autres stipulations de tarif figurant dans les traités déjà conclus ou encore à conclure entre l'Allemagne et d'autres Etats. Si même ces stipulations ne sont pas de très grande valeur pour notre exportation, elles peuvent cependant, eu égard à la longue durée du traité, avoir leur intérêt pour la Suisse par suite des changements qui peuvent survenir dans les conditions de la production.

### 3. Tarif conventionnel pour l'entrée en Suisse.

(Annexe A au traité avec l'Autriche-Hongrie.)

(Annexe B au traité avec l'Allemagne.)

Abstraction faite de la diversité des lettres que porte ce tarif (A ou B) suivant qu'il est intercalé dans le traité avec l'Autriche-Hongrie ou dans celui avec l'Allemagne, il est valable pour les deux Etats et n'exige par conséquent qu'un seul exposé. L'original dudit tarif a été rédigé en langue allemande pour le traité avec l'Empire allemand, et en langue française pour celui avec l'Autriche-Hongrie.

Pour les instructions que nous avons données à nos délégués en vue de la négociation sur les droits suisses, nous nous sommes dirigés d'après les points de vue que voici.

1. Maintien des droits à une hauteur paraissant indiquée par les intérêts de la production agricole et industrielle de notre pays.

2. Garantie d'une somme de recettes douanières pouvant suffire à couvrir, pendant une période donnée, les besoins croissants de l'Etat.

3. Réduction ou fixation des droits si l'une ou l'autre est motivée et balancée par une concession du pays étranger. Des réductions seront accordées lorsqu'elles répondent à l'intérêt évident d'une partie de notre population ou de notre pays.

4. Exclusion de concessions sur les positions qui, d'après leur nature, peuvent être propres à être éventuellement employées comme sources de recettes de la Confédération.

5. Se réserver, pour pouvoir en disposer librement, les positions dont d'autres Etats, par suite de leurs rapports commerciaux avec la Suisse, ont un plus grand intérêt que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à demander la fixation ou la réduction, et qui, par conséquent, peuvent être employées avantageusement dans les négociations avec d'autres pays.



Le nombre total des positions qui ont été entièrement ou partiellement fixées par les deux traités, se monte à 265 numéros de notre tarif douanier autonome du 10 avril 1891. Comme quelques positions de notre tarif ont été, dans les négociations, divisées en sous-rubriques, le tarif conventionnel compte en totalité 291 positions de taxation, dont 93 sont des liaisons et 196 des réductions.

Les liaisons et réductions réclamées, au début des négociations, par les délégués de l'Empire allemand et de l'Autriche-Hongrie, portaient sur 306 positions de notre tarif du 10 avril 1891 qui compte en tout 476 positions d'importation. Dans le cours des négociations, les deux Etats ont abandonné 41 positions.

Les 14 positions du tarif d'exportation, peu importantes au point de vue financier, n'ont été touchées ni dans le sens de la liaison, ni dans celui de réductions.

Par les deux nouveaux traités, 59 0/0 de nos positions de tarif, et parmi elles beaucoup des plus importantes, sont fixées soit par liaison soit par réductions, et la quantité de nos liaisons conventionnelles peut encore s'augmenter par d'autres conventions en perspective. Cette situation de dépendance et surtout sa durée de douze ans pourraient éveiller des craintes ; mais, même sans l'intervention des traités de commerce, des modifications générales à notre tarif douanier devaient être exclues pendant une série d'années pour des motifs de nature intérieure. De plus, la nécessité d'une certaine stabilité dans les conditions douanières résulte d'elle-même et est tirée de considérations purement économiques pour l'avenir.

Suivant notre statistique douanière de 1890, les positions du tarif suisse fixées par liaison ou réductions portent sur 543 millions de francs ou 57 0/0 de notre importation totale de 953 millions.

Les réductions de droits portent sur 279 millions de francs ou 54,2 0/0 de l'importation totale en cause, et les liaisons sur 249 millions ou 45,9 0/0 de l'importation totale y relative.

Dans ces chiffres, nos co-contractants participent comme suit :

*Droits réduits.*

Allemagne : 113 millions ou 38,3 0/0 de l'importation totale d'Allemagne ;  
Autriche-Hongrie : 49 millions ou 48 0/0 de l'importation totale d'Autriche-Hongrie.

*Droits liés.*

Allemagne : 93 millions ou 31,5 0/0 de l'importation totale d'Allemagne ;  
Autriche-Hongrie : 38 millions ou 37,2 0/0 de l'importation totale d'Autriche-Hongrie.  
et notre dépendance douanière résultant des traités porte vis-à-vis de :

L'Allemagne, sur. . . . . 206 millions

L'Autriche-Hongrie, sur. . . . . 87 »

Ensemble. . . . . 293 millions,

ou 73,6 0/0 de la somme d'importation des deux pays qui est de 398 millions de francs.

Le tableau ci-annexé sous n° IV donne des renseignements en ce qui concerne les droits autonomes qui nous restent encore.

Quant au produit présumé de nos douanes pour l'avenir, il s'élève — calculé sur les quantités d'importation de l'année 1890 et d'après les droits inscrits au tarif général du 10 avril 1891 — à. . . . . fr. 49.550.000 dont il y a déduire :

a. Recette en moins sur le tabac. . . . . fr. 800.000

b. Recette en moins par suite de la diminution d'importation à attendre des élévations des droits, approximativement. . . . . 2.000.000

c. Réductions de droits conventionnelles . . . . . 10.320.000 13.320.000

De sorte qu'il reste. . . . . fr. 36.230.000

Il y a lieu de remarquer à cet égard que la déduction pour recette en moins par suite de la diminution d'importation, repose sur une évaluation qui ne peut se baser sur des facteurs de calcul certains. D'un côté, cette diminution ne se fera sentir que successivement selon notre propre surcroît de production pour le marché indigène; d'un autre côté, nous pouvons avoir l'espoir que, tant l'augmentation naturellement croissante de nos recettes douanières, que la conclusion d'autres traités de commerce, réduiront considérablement ce déficit. En revanche, une certaine somme doit encore être réservée pour les concessions qui pourront être faites dans les négociations pendantes et celles que l'on prévoit; mais l'évaluation de cette somme échappe aujourd'hui à notre appréciation; toujours est-il que toutes les positions principales sont déjà touchées par les concessions faites à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

En ce qui concerne enfin l'importance pour l'agriculture, les métiers et l'industrie, des stipulations de tarif convenues, en tant que ces branches de notre économie nationale doivent chercher et trouver le débouché de leurs produits sur les marchés indigènes, vous pouvez, messieurs, par la comparaison des nouveaux droits avec les droits autonomes et conventionnels actuels, acquérir la conviction que prises séparément ou dans leur ensemble, les nouvelles conventions sont propres à avancer et à appuyer sous différents rapports le développement des divers domaines de la production.

Nous avons l'honneur de faciliter cette comparaison par un tableau spécial des anciens et nouveaux tarifs autonomes et conventionnels (annexe III).

Comme il serait trop long de donner un exposé de chaque position du tarif, nous nous bornons, dans les explications qui suivent, à ne parler que des rubriques sur lesquelles il paraît indiqué, pour un motif quelconque, d'entrer en matière.

### I. Déchets et engrais.

Dans cette catégorie, aucune réduction n'a eu lieu, mais les droits généraux des positions qui y rentrent ont été liés. La réduction spécialement demandée par les deux pays pour les engrais chimiquement préparés et les engrais artificiels, a été définitivement repoussée eu égard à la fabrication indigène d'engrais artificiels. Le droit de 30 francs est d'ailleurs de nature, d'un côté, à procurer quelque facilité à la fabrication indigène et, pour ce motif, une réduction n'aurait guère été justifiée; d'un autre côté, il n'est point protecteur au point de permettre à la fabrication indigène de fixer les prix élevés qui lui conviendraient et qui seraient préjudiciables à l'agriculture.

### II. Espèces chimiques.

Pour les « pastilles de sels de source et de sels pour bains » (ex. n° 13), une réduction à fr. 40 du droit général de fr. 100, a été accordée à l'Autriche qui attachait à cette concession une valeur spéciale. Elle a paru d'autant plus possible qu'elle ne lèse en aucune manière les intérêts suisses et qu'elle n'est pas d'une importance considérable.

Dans les négociations, l'article « amidon de tout genre, dextrine », a été, comme dans les débats des chambres fédérales sur le tarif douanier, l'objet de vives discussions. Les nouveaux droits conventionnels fixés constituent, vis-à-vis des droits perçus jusqu'ici, pour le n° 22 (emballés en gros), une charge plus que doublée (fr. 1, 26 au lieu de 60 centimes), pour le n° 23, (emballés en détail), une augmentation de 23 00 (fr. 2, 50 contre 2 francs).

En ce qui concerne la modification apportée au texte, nous faisons remarquer que, désormais, non seulement l'amidon avec étiquettes servant de réclame, mais encore tous les petits paquets de cette marchandise, du poids de moins de 4 kilog., rentreront aussi sous le n° 23. La réduction du droit de ce numéro à fr. 2, 50 ne peut guère porter préjudice à notre industrie indigène.

La majoration des droits sur l'amidon rendra possible d'encourager l'industrie de ce produit, industrie très susceptible de développement et qui, en outre, peut devenir d'une utilité incontestable à notre agriculture en tirant d'elle non seulement des déchets de produits, mais aussi et surtout des matières premières, pommes de terre, etc.

Pour les allumettes (ex. n° 20), le droit général de 40 francs a été réduit à 25 francs, ce qui représente une augmentation de 5 francs du droit prélevé jusqu'ici sur cet article. Outre les demandes instantes formulées surtout par l'Allemagne, diverses considérations ont amené cette réduction, relativement importante, de 40 0/0. D'abord, par suite du monopole des allumettes, qui est en perspective, il a paru bon pour des raisons fiscales de réduire de quelque peu le droit protecteur de 40 francs et d'affaiblir ainsi l'impulsion de construire de nouvelles fabriques. Le nouveau droit conventionnel est cependant encore très protecteur.

N° 41. Jaune de chrome, etc. — Le texte de cette position, tel qu'il figure au tarif autonome, a subi une extension par l'addition du « vert de Schweinfurt », article qui d'ailleurs y rentre déjà ensuite d'une décision sur l'application du tarif des douanes.

Ex. n° 42. — La réduction à 8 francs du droit de 20 francs pour les couleurs dérivées du goudron de houille a paru possible vu le grand développement qu'a pris notre propre industrie ; en revanche, la Suisse s'est réservé le droit autonome pour les encres noires et autres couleurs servant à l'imprimerie et à la lithographie.

N° 43. « Couleurs préparées, en boîtes, bouteilles, petits pots » ; réduction à 20 francs du droit de 30 francs, ce qui représente une augmentation de 4 francs du droit actuellement perçu. Cette réduction est justifiée par le fait que l'on a tenu compte de l'emballage intérieur qui est généralement lourd.

Pour les vernis et laques (n° 44), le droit de 25 francs a été réduit à 18 fr. Cette réduction ne s'applique pas à la position « vernis à l'huile » (n° 45) ; pour cet article, le droit de 40 francs a été lié.

### III. Verre.

N° 51. Verre creux et verrerie, non polis ; le texte de cette position a reçu, dans le traité, une extension par l'addition des mots : même munis d'une marque, d'un nom ou signe, non gravés. Il s'agissait ici de comprendre dans cette rubrique les objets dits « sandgeblase ». Comme la Suisse a simplement un intérêt à soumettre à un droit plus élevé les objets avec inscriptions gravées, la rédaction susmentionnée a pu être admise sans objections de sa part.

Au n° 53, le droit pour les bonbonnes à acides, grossièrement clissées, dites « demi-johns » a été réduit de 12 francs à 6 francs, ce qui pouvait se faire sans nuire à notre vannerie indigène, en raison déjà du bon marché et du poids lourd de ces articles.

### IV. Bois.

Au n° 63, « bois emboîté », a eu lieu une extension qui d'ailleurs ne va pas plus loin que la définition de ce que l'on comprend par bois emboîté.

En ce qui concerne les positions « meubles » (nos 78-81), elles ont jusqu'à la fin, fait l'objet des demandes les plus catégoriques tant de la part de l'Allemagne que de celle de l'Autriche-Hongrie, car les deux pays sont à un haut degré intéressés à l'importation des meubles. Il a paru bon à la Suisse d'accueillir en quelque mesure ces demandes, vu que l'Allemagne du sud, spécialement, attachait une importance décisive au règlement des droits en cause.

Le résultat final est le suivant.



|                                               | Nouveau<br>droit<br>conventionnel. | Tarif<br>général<br>de 1891. | Droit<br>actuel |
|-----------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|-----------------|
| N° 78.                                        |                                    |                              |                 |
| Meubles, etc. : en bois ordinaire, brut.      | fr. 10                             | fr. 15                       | fr. 4           |
| N° 79.                                        |                                    |                              |                 |
| Meubles, etc. : peints, vernis, plaqués, etc. | » 16                               | » 25                         | » 16            |
| N° 80.                                        |                                    |                              |                 |
| a. Meubles, etc. : polis, laqués . . . . .    | » 25                               | » 50                         | » 16            |
| b. » sculptés, rembourrés. . . . .            | » 38                               | » 50                         | » 16            |
| c. » en bois courbé. . . . .                  | » 12                               | » 50                         | » 12            |
| N° 81.                                        |                                    |                              |                 |
| Autres ouvrages en bois, etc. . . . .         | » 30                               | » 50                         | » 16            |

Dans ces positions ne sont pas compris les meubles, etc., en bois d'ébénisterie, mais bien ceux en bois ordinaire imitant le bois d'ébénisterie. A l'égard de l'importante réduction de 50 francs à 25 francs pour la position n° 80 a, il est à remarquer que non seulement les fins meubles, mais aussi le mobilier le plus ordinaire sont vernis ou polis. Par conséquent et en raison aussi de la taxation au poids brut, ce droit, qui est de 9 francs supérieur au *statu quo*, paraît justifié. Cette même remarque s'applique également aux autres ouvrages en bois. Pour les meubles en bois courbé (n° 80 c), le droit actuel a de nouveau été concédé et le texte de l'observation relative à ce numéro a été développé. Ce texte est conforme à la pratique douanière actuelle et n'implique guère une autre application du tarif.

C'est principalement pour des raisons de technique douanière que l'imitation de bois d'ébénisterie a été placée sur le même pied que les ouvrages en bois ordinaire. Un traitement différentiel des articles dont il s'agit pourrait donner lieu à des contestations douanières sans fin, parce que chaque meuble verni noir ou passé au mordant aurait été soumis au régime du bois imitant l'ébénisterie.

Le droit sur les baguettes pour cadres, sans ornements (n° 82), a été réduit de 15 francs à 10 francs; celui de 30 francs sur les baguettes ornementées (n° 83) reste autonome. Déjà jusqu'à présent, les cadres dorés étaient soumis à un droit autonome de 30 francs, et les autres au droit conventionnel de 7 francs. Le droit sur les cadres pour glaces et tableaux (nos 84 et 85) a également subi une augmentation.

## V. Produits agricoles.

Pas d'observations.

## VI. Cuir, ouvrages en cuir, chaussures.

Nos 100 et 101. La réduction du droit de 16 francs pour les cuirs pour semelles, etc. (n° 100), était l'une des exigences principales de l'Allemagne. Mais la demande formulée en commun par les tanneurs et par l'industrie de la chaussure de fixer le droit à 16 fr., puis la modicité des concessions faites par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sur leurs droits concernant les cuirs pour semelles, nous ont engagés à maintenir le droit du tarif général.

Au n° 103, ouvrages en cuir, finis. Le droit de 120 francs a été réduit à 60 francs (droit actuel de 30 francs). Le droit allemand est de 50 marks; celui d'Autriche-Hongrie, de 25 florins.

Pour les chaussures en cuir, grossières (n° 103), l'Allemagne surtout a insisté pour obtenir une réduction importante, eu égard à son industrie de Tuttlinger et de Pirmasens. Il a paru indiqué de faire ici une certaine concession, mais non dans l'étendue demandée. Le droit actuellement perçu est de 30 francs par quintal.

N° 106. Chaussures fines; le droit pour ces articles a été réduit de 130 fr. à 60 fr. (actuellement il est de 30 francs).



## VII. Objets de littérature, de science, de technique et d'art.

Dans cette catégorie, nous n'avons qu'une remarque à faire; c'est à l'égard du n° 116, « microscopes, lunettes, etc. », dont le droit général de 80 francs a été abaissé à 40 francs.

Cette réduction est motivée par le fait que les opticiens suisses, ont, par une pétition collective, demandé une réduction importante de ce droit.

## VII. Objets mécaniques.

Au n° 127, le droit de 30 francs a été réduit à 20 francs, et la position a reçu un autre texte que celui du tarif autonome.

Les horloges et pendules à ressort d'après le système américain, qui y sont mentionnées, sont exclusivement fabriquées dans le sud de l'Allemagne, et le droit de 30 francs a été trouvé trop élevé pour ces articles passablement lourds. Il s'agit ici de mouvements d'horloges ou de pendules, estampés, bruts, à caisses en nickel ou nickelées, et valant 6 à 7 francs la pièce. De même, les horloges à ressort de la Forêt-Noire, qui sont importées en beaucoup plus petite quantité que les horloges à poids, sont à l'avenir soumises au droit de 20 francs.

Ce taux de 20 francs pour le n° 127, qui correspond aussi à celui du n° 126, supprime maintenant, comme étant sans objet, le traitement différentiel fixé par le tarif général pour les parties détachées des horloges à poids (droit général, 20 francs) du n° 126, et des horloges et pendules à ressort du n° 127 (droit général, 30 francs), régime qui n'aurait pas été facilement applicable.

## IX. Métaux.

Une extension a été donnée au n° 163, « Tuyaux, étirés », par l'adjonction du mot « laminés ». Les tuyaux étirés et laminés sont aussi placés sur le même pied dans le tarif allemand, et la douane suisse les a toujours, dans la pratique, traités identiquement. Cette adjonction ne constitue donc pas une modification matérielle.

Au n° 163, « Ouvrages en fer, communs », le droit pour les éclisses et selles pour rails, faux et faucilles, a été réduit de 10 à 7 francs. Cette même réduction avait aussi été réclamée pour les vis, les écrous et les clous, mais sans succès, parce que nos propres propositions relatives à ce dernier article, quant aux tarifs étrangers, n'ont pas été admises.

La réduction de 15 à 12 francs pour le n° 166 a « Ouvrages en fer, adoucis, étamés, zingués », représente, vis-à-vis du régime actuel, une amélioration de 5 francs.

Au n° 167 a, « Ouvrages en fer, fins », le droit général de 35 francs a été abaissé à 22 francs (droit actuel, 20 francs). Les deux états co-contractants attachaient une importance décisive à une réduction plus forte encore; mais en égard à notre industrie indigène, nous avons jugé à propos d'améliorer quelque peu le régime actuel. La réduction assez sensible du droit général est motivée en partie par le fait que la position comprend des articles d'usage général, comme par exemple les ustensiles de cuisine communs, émaillés, pour lesquels le droit fixé, de 22 francs, représente à peu près le 10 0/0 de la valeur (valeur d'unité de statistique 225 francs par q.).

Le droit pour « Câbles de tout genre, etc. » (n° 1 6), a été abaissé de 15 francs à 10 francs, ce qui correspond à la réduction à 8 marks du droit allemand pour les mêmes articles.

Ex n° 178. Le droit général de 60 francs pour « or et argent en feuilles, faux, fil léonique », a été réduit à 30 francs, en raison de ce que divers métiers et industries indigènes emploient, comme matière première, ces articles qui, à notre connaissance, ne se fabriquent pas en Suisse.

Ex n° 194. Le tarif conventionnel a séparé de ce numéro la bijouterie

fausse et l'a rattachée, selon son genre, aux numéros 470 et 471 (quincaillerie et mercerie). Le droit pour l'orfèvrerie d'or et d'argent et la bijouterie vraie, a été réduit de 300 francs à 200 francs (taux actuel, 30 francs).

## X. Matières minérales.

N° 288. Le droit pour la « chaux grasse et le plâtre, calcinés ou moulus », a été réduit de 40 centimes à 20 centimes (10 0/0 de la valeur). L'Allemagne et l'Autriche avaient demandé l'exemption de droit en se basant sur le fait que ces articles entrent en franchise dans ces deux pays.

La réduction de 2 francs à 1 fr. 50 pour le feutre asphalté, le carton asphalté, etc., a été concédée comme compensation de fl. 4. 50 à fl. 4 accordée par l'Autriche-Hongrie pour le mastic d'asphalte et les bitumes d'asphalte.

Pour le ciment (nos 211 et 212), le *statu quo* a été maintenu. L'Allemagne met le ciment en franchise.

## XI. Comestibles, boissons, tabacs.

N° 225. Beurre fondu, etc., beurre artificiel : comme le droit de 15 francs aurait été une lourde charge, il a paru à propos de le réduire à 10 francs, vu que ces produits forment en bonne partie la graisse de cuisine de grands cercles de population.

N° 230. Comme il pourrait être difficile de conserver le régime douanier unique pour le vinaigre et l'acide acétique, cette position a été divisée en deux rubriques avec des droits différents, savoir 10 francs pour le vinaigre de table, etc., et 30 francs pour l'acide acétique. Conformément à la disposition du protocole final relative à cette position, l'importation ne pourra avoir lieu que par les douanes principales de Buchs, Romanshorn, Schaffhouse-gare, Bâle (gare badoise et gare centrale).

L'acide pyroligneux à odeur empyreumatique, incolore, purifié (non chimiquement pur), est tarifé d'après le n° 48 b, au taux de 1 franc les 100 kilog.

N° 235. La réduction de 6 francs à 4 fr. 50 du droit sur la viande de boucherie, fraîche, a eu lieu en connexité étroite avec l'abaissement de 30 francs à 15 francs du droit sur les bœufs.

N° 236. Le droit pour la viande fumée, etc., qui devait être taxée jusqu'ici à 4 francs par q. comme la viande fraîche, est en connexité moins directe avec les droits sur le bétail. Comme la viande séchée, et spécialement le lard séché, est surtout importée en grandes quantités par les sociétés de consommation, une réduction du droit nous a paru équitable en raison du grand nombre de consommateurs qu'elle intéresse. La réduction de 8 francs à 6 francs ne peut guère porter atteinte aux intérêts de l'agriculture.

Au n° 238 b « Gibier », une réduction de 12 francs à 10 francs a été faite en considération surtout de notre industrie des hôtels.

A la position 244 « Fruits secs ou tapés, etc. », qui est importante pour l'Allemagne et l'Autriche, et pour laquelle le maintien du *statu quo* (4 fr. 50) était demandé, la Suisse ne pouvait éviter de faire une petite concession. Le droit fixé à 2 fr. 50 par q. constitue une augmentation de 1 fr. et représente le 3 0/0 de la valeur. Cette réduction a paru admissible en raison des grands cercles de consommateurs qui y sont intéressés.

Ex n° 252. Pour les céréales, le maïs, les légumes à cosse », etc., nous avons en fin de compte et après une longue lutte, consenti à lier le droit sur les céréales, de 30 centimes par q. Il paraissait en effet désirable, pour des raisons de diverse nature, que nous restions autonomes pour cette position : mais l'Autriche-Hongrie, comme principal intéressé dans la question, a fait de la liaison de ce droit une condition *sine qua non* de la conclusion du traité.

Ex n° 253. Pour les farines, etc., l'Autriche demandait que nous descendions au-dessous du *statu quo*; nous n'avons pu y consentir, mais en définitive nous avons de nouveau concédé le droit conventionnel actuel, en l'appliquant aussi au gruau de froment dur qui, jusqu'ici était taxé à 1 fr. 25.

N° 263. L'Allemagne subordonnait la réduction de son droit sur les fromages à l'abaissement du nôtre de 10 francs pour les fromages à pâte molle. Finalement nous avons consenti au droit conventionnel de 4 francs, car ce qui prédomine pour favoriser l'écoulement de nos fromages, ce sont bien plus les droits modérés de l'étranger que notre propre tarif.

N° 270. Sel de cuisine, etc. Pour cet article, nous avons maintenu, dans l'intérêt de nos salines indigènes à la conservation desquelles on doit attacher une grande importance, le droit autonome sur le sel.

Pour le sucre (n°s 281 à 284), le tabac et les tabacs manufacturés (n°s 276 à 279), la liaison des droits a été repoussée en raison du caractère de ces positions au point de vue du fisc. La Suisse a simplement déclaré, par une clause du protocole final, que le droit sur le sucre coupé ou en poudre n'excédera pas de 1 fr. 50 celui qui frappe le sucre en pains, etc.

N° 290. Vins en fûts. Sur les instances de l'Autriche, surtout, le droit conventionnel actuel de 3 fr. 50 a de nouveau été concédé, comme en 1888; en outre, la limite de l'alcool a été élevée de 12 à 13°.

## XII. Huiles et graisses.

Pas de remarques.

## XIII. Papier.

En ce qui concerne les positions relatives au papier (n°s 303 et 304), il est à remarquer que, après de longues négociations, elles ont reçu une rédaction différant de celle de notre tarif; les droits généraux ont été réduits, mais dans une mesure qui laisse encore une légère amélioration sur le *statu quo*. Une réduction devait d'autant plus avoir lieu que, dans leurs arrangements réciproques, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont spécialement réduit les droits sur le papier, et que, pour certains genres, la réduction est même très considérable. Quant aux détails, nous renvoyons au tarif conventionnel ci-annexé.

## XIV. Matières textiles.

Pour satisfaire à une demande de l'Allemagne, la toile pour relieurs, qui, à notre connaissance, ne se fabrique pas en Suisse, a été spécialement dénommée au n° 320 et taxée à 30 francs (au lieu de 50).

N° 328. Le droit pour la rubanerie et la passementerie en coton a été réduit de 70 francs à 45 francs. Une réduction a également eu lieu sur les droits concernant les mêmes articles en lin (n° 344), en mi-soie (ex n° 361), en laine (n° 383), attendu qu'en ces articles et surtout en passementerie, notre fabrique ne peut couvrir qu'en petite partie les besoins de la Suisse, et que le maintien de droits élevés aurait constitué une lourde charge pour la branche confection. Ces raisons s'appliquent, dans un certain sens, aux tapis et, en partie aussi, aux couvertures.

Pour les ouvrages de cordier (n°s 346 et 347), une amélioration a été obtenue quant aux droits. Celui du n° 346 a été réduit de 12 francs à 8 francs (droit actuel, 3 fr.); le droit de 24 fr. pour la position principale « autres ouvrages de cordier », reste autonome.

N°s 374 et 375. Tissus de laine. L'Allemagne, qui participe pour environ 18 millions de francs à l'importation en Suisse et à laquelle ces positions présentent par conséquent un intérêt spécial, a insisté pour obtenir une importante réduction de nos droits sur les tissus. Mais son intérêt se concentre plutôt sur les tissus lourds, tandis que celui de la France se porte sur les tissus légers. Ces considérations de politique commerciale, ainsi que des raisons de technique douanière (difficulté de distinguer certaines sortes de



tissus de laine peignée et de tissus de laine cardée), nous ont engagés à réunir les positions 374 et 375 et à faire une distinction des tissus d'après leur poids, savoir :

- a. plus de 300 gr. par m<sup>2</sup>, avec un droit de 55 francs;
- b. 300 gr. ou moins par m<sup>2</sup>, avec un droit de 80 francs.

La catégorie « laine », jointe aux branches de la confection, a formé l'un des points les plus discutés dans les négociations.

Sans parler des matières premières, dont l'Allemagne importe chez nous pour 2 1/4 millions de francs surtout par la voie du commerce de commission, son article d'importation d'articles fabriqués et mi-fabriqués s'élève encore à environ 38 millions de francs, et embrasse, presque sans exception, tous les numéros de cette catégorie du tarif. En ajoutant à ce chiffre le montant de l'importation des confections en laine, soit 8 3/4 millions de francs, la somme de l'importation totale de l'Allemagne s'élève, pour les articles en laine, fabriqués ou confectionnés, à 38 3/4 millions de francs. Pour ces positions, l'intérêt de l'Autriche-Hongrie n'est que secondaire. Cependant, sur la demande de l'Allemagne, tous les droits de cette catégorie, à l'exception de ceux pour les numéros suivants : ex n° 364, laine brute, naturelle, n° 371, lisières de drap, n° 375, lastings pour la fabrication des chaussures (article anglais), pour lesquels nous gardons l'autonomie, ont été fixés conventionnellement soit par liaison, soit par réduction.

Les quelques liaisons concernent : ex n° 364, laine artificielle ; 365, laine moulue, teinte, etc. ; 367, filés, retors à 3 ou plusieurs bouts ; 377, tissus feutrés ; 385, étoffes en feutre ; 387, ouvrages en feutre, sans travail à l'aiguille, blanchis, teints, etc.

Les droits de toutes les autres positions, au nombre de 16, ont été réduits, mais cependant maintenus à une hauteur qui permettra à notre industrie de la laine, de continuer à se développer graduellement.

L'intérêt de l'Allemagne s'est surtout porté sur les articles confectionnés ; les n°s 397 à 400 sont les positions les plus importantes pour son importation en Suisse.

En effet, pour les objets de la catégorie XIV, G. du tarif fédéral (articles confectionnés), l'Allemagne a participé en 1890 par 18 1/2 millions de francs et l'Autriche-Hongrie par 1/2 million environ, à notre importation totale des objets qui s'est élevée à environ 27 millions cette année-là.

Les réductions survenues sont les suivantes.

| <i>Vêtements, lingerie, etc. :</i> |                                                         | Tarif<br>général<br>1891. | Tarif<br>conventionnel : |     |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------|-----|
|                                    |                                                         | Fr.                       | Fr.                      | Fr. |
| N° 397                             | de coton. . . . .                                       | 120                       | 65                       | 60  |
| » 398                              | de lin, jute, ramie, etc. . . . .                       | 120                       | 70                       | 30  |
| » 399                              | de soie ou mi-soie. . . . .                             | 300                       | 175                      | 150 |
| » 400                              | de laine ou mi-laine. . . . .                           | 180                       | 105                      | 40  |
| » 402                              | bonneterie de coton. . . . .                            | 80                        | 60                       | —   |
| » 405                              | bonneterie de laine ou mi-laine. . . . .                | 120                       | 75                       | 25  |
| » 406                              | fourrures. . . . .                                      | 250                       | 150                      | 150 |
| ex » 408                           | chapeaux de feutre, non garnis. . . . .                 | 100                       | 75                       | 30  |
| ex » 409                           | chapeaux de feutre, garnis. . . . .                     | 200                       | 120                      | 125 |
| » 413                              | parapluies et parasols, mi-soie. . . . .                | 400                       | 60                       | 30  |
| » 414                              | montures de parapluies. . . . .                         | 10                        | 8                        | —   |
| » 416                              | bâches pour voitures, en toile à voile. . . . .         | 25                        | 20                       | —   |
| » 417                              | bâches pour voitures, en étoffes caoutchoutées. . . . . | 50                        | 35                       | —   |

Pour la valeur à laquelle se monte le trafic de chacune des positions, consulter l'annexe III.



Les droits des positions n<sup>os</sup> 397 à 400, qui sont les plus importantes, ont subi une réduction proportionnée à celle concédée sur les droits des tissus mêmes. Mais ils sont tous plus élevés, les uns assez sensiblement, que ceux en vigueur jusqu'ici, et ils contiennent une surtaxe suffisante des droits des tissus pour qu'une industrie indigène des confections puisse vivre.

### XV. Animaux et matières animales.

En 1890, l'importation de bétail d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie s'est montée aux chiffres suivants :

|                              | Allemagne<br>1,000 fr. | Autriche-Hongrie<br>1,000 fr. |
|------------------------------|------------------------|-------------------------------|
| Bétail de boucherie. . . . . | 615                    | 15,720                        |
| Bétail de ferme. . . . .     | 3,338                  | 2,202                         |
| Jeunes bêtes. . . . .        | 859                    | 351                           |
| Porcs. . . . .               | 459                    | 1,081                         |
| Porcelets. . . . .           | 74                     | 40                            |
| Total. . . . .               | 5,365                  | 19,564                        |

Nous ne portons pas en compte ici les chevaux, juments, mulets, veaux, moutons, chèvres, parce que les droits sur ces animaux n'ont pas donné lieu à discussion.

Les chiffres ci-dessus indiqués motivent très bien le haut intérêt que les états co-contractants, et parmi eux surtout l'Autriche-Hongrie, vouaient aux stipulations de tarif de cette catégorie; ils expliquent aussi l'opposition continue que nos élévations de droits ont rencontrée dans les négociations et qui s'est encore accrue par la circonstance que, sauf pour le bétail de boucherie, les augmentations touchent précisément l'importation des pays frontières (la Bavière, le Vorarlberg, le Tyrol) qui sont en même temps des concurrents de la Suisse pour la fabrication des fromages et qui croient leurs intérêts menacés par les réductions de droits sur le fromage obtenues par la Suisse.

Les positions réduites sont les suivantes.

|                                                                     |  | Tarif<br>général<br>1891. | Tarif<br>conventionnel<br>1891. | Tarif<br>actuel. |
|---------------------------------------------------------------------|--|---------------------------|---------------------------------|------------------|
| N <sup>o</sup> 421. Bœufs . . . . .                                 |  | 30                        | 15 »                            | 15 »             |
| ex » 422. Vaches et génisses avec dents<br>de remplacement. . . . . |  | 25                        | 18 »                            | 12 »             |
| » 423. Jeunes bêtes. . . . .                                        |  | 20                        | 12 »                            | 5 »              |
| » 425. Veaux pesant jusqu'à 60 kilogr.<br>inclusivement. . . . .    |  | 6                         | 5 »                             | 3 »              |
| » 426. Porcs pesant plus de 60 kilogr. . . . .                      |  | 8                         | 6 »                             | 5 »              |
| » 427. Moutons. . . . .                                             |  | 2                         | 30 »                            | 50 »             |

S'il n'a pu être par là satisfait complètement aux vœux de l'agriculture suisse, il résulte cependant pour elle, d'un côté, la réduction de 20 marks à 15 marks du droit allemand sur le fromage, et le maintien à 5 florins du droit austro-hongrois sur ce même produit, vis-à-vis d'un droit légal de 20 florins; d'un autre côté, il lui reste le droit d'entrée suisse, de 15 francs sur les bœufs, et elle obtient par le tarif suisse une amélioration de droit de 30 0/0 pour le bétail de ferme, de 140 0/0 pour les jeunes bêtes, de 66 0/0 pour les veaux, de 20 0/0 pour les porcs pesant plus de 60 kilogr. ; elle a par conséquent une meilleure situation à l'intérieur et à l'extérieur.

### XVI. Ouvrages en argile, grès, etc., poteries.

Pour le n<sup>o</sup> 453 « Tuiles brutes », le droit a été réduit de 60 centimes. Une

égère concession de la part de la Suisse a paru indiquée parce que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie admettent en franchise les briques et tuiles à l'exception des tuiles cannelées.

## XVII. Articles divers.

Les positions « Quincaillerie, articles de fantaisie et mercerie » (nos 470 et 471) ont fait l'objet de négociations longues et détaillées.

Pour la quincaillerie fine et les articles de fantaisie, le droit de 200 francs a été réduit à 120 francs. Le texte de ces positions a été étendu en ce sens que les articles qui en font partie ont été spécialement dénommés.

Le n° 471, quincaillerie commune et mercerie, a été divisé en deux rubriques avec des droits de 50 francs et de 30 francs. Cette division correspond en partie à l'application actuelle du tarif et est en outre basée sur la classification, dont nous avons parlé à propos du n° 194, des objets de parure et autres métaux que les métaux précieux, etc.

Rentrent aussi sous le n° 471, les objets de parure de métaux ordinaires, dorés et argentés, la dorure ou l'argentage galvanoplastiques de métaux ordinaires n'augmentant guère la valeur de ces objets et ceux-ci pouvant être facilement distingués de ceux en métaux précieux.

La demande de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie de supprimer le droit d'exportation sur les peaux brutes, n'a pas été admise par égard aux intérêts de notre industrie de la tannerie qui ne se trouve déjà pas dans une situation favorable.

## B. Traité avec l'Autriche-Hongrie.

### 1. Texte du traité.

Sous le rapport du texte, ce traité diffère de celui du 23 novembre 1888 sur quelques points matériels, et spécialement dans les dispositions concernant les voyageurs de commerce et dans les stipulations relatives au règlement du trafic dans les zones frontières. Des modifications de rédaction ont été apportées à divers endroits; mais nous les laissons de côté dans l'exposé qui va suivre.

Voici les remarques que nous avons à faire au sujet des divers articles :

Art. 1<sup>er</sup>. — Cet article renferme, comme le traité de 1888 et sans changement, le principe de la clause générale de la nation la plus favorisée quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation; il renferme en outre l'engagement des parties contractantes de ne prononcer l'une à l'égard de l'autre aucune prohibition d'importation, d'exportation et de transit, sauf pour les monopoles d'Etat actuellement existants ou qui pourraient être établis à l'avenir, pour des raisons de police sanitaire ou vétérinaire, ou pour les provisions de guerre dans des circonstances exceptionnelles.

Art. 2. — Cet article traite des tarifs conventionnels A et B qui forment partie intégrante du traité, et contient en outre des dispositions quant aux certificats d'origine qui pourront être exigés. Au reste, cet article est absolument pareil à l'article 2 du traité actuel.

L'article 3 renferme, sans modifications, l'interdiction de percevoir des droits de transit.

Art. 4. — Cet article traite de la franchise de droits pour le trafic des districts frontières des deux pays, et a été repris presque sans changement du traité de 1888. Il n'y a signaler qu'une petite extension : il a été réciproquement convenu que le bétail mené temporairement d'un territoire dans l'autre à l'affouragement et à l'engrais jouira des mêmes facilités, quant au régime douanier, que celles existant actuellement déjà pour les bêtes de labour et le bétail destiné au marché,

En ce qui concerne le trafic de perfectionnement de la broderie, les dispo-

sitions du traité concordent avec les stipulations de 1888. La Suisse n'ayant pu accéder aux demandes de l'Autriche-Hongrie tendant à ce que le territoire pour la broderie soit étendu à la vallée tyrolienne de Lech, au delà du Vorarlberg et de Liechtenstein, et à ce que des certificats d'origine pour ce trafic soit délivrés par la chambre de commerce de Feldkirch en place des certificats délivrés jusqu'à présent par les organes officiels, le nouveau traité garantit donc pour une nouvelle période de 12 ans le maintien en plein du *statu quo* en ce qui touche le trafic de perfectionnement pour la broderie.

En revanche, nos efforts pour obtenir aussi de l'Autriche-Hongrie le trafic de perfectionnement actif et passif, en franchise de droits, tel qu'il a été maintenant fixé conventionnellement entre la Suisse et l'Allemagne, sont demeurés infructueux. Ce trafic a existé entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie jusqu'en 1881, époque où ce dernier pays l'a supprimé par voie autonome.

Dans les dernières négociations de traité entre ces deux Etats, ce trafic n'a pas été de nouveau concédé, bien que l'Allemagne ait énergiquement insisté pour le rétablissement du trafic dit « d'apprêt ».

Art. 5. — Cet article règle le traitement douanier des marchandises soumises au régime de l'acquit-à-caution. Dans sa forme et dans sa teneur, il est d'ailleurs absolument conforme aux dispositions du traité actuel.

L'article 6 qui traite des taxes internes et renferme des dispositions concernant la garantie des monopoles d'Etat correspond parfaitement à l'art. 6 actuel.

Art. 7. — Cet article, qui détermine les droits des voyageurs de commerce et le traitement auquel ils sont soumis quant aux impôts, renferme quelques changements de nature matérielle, en regard de la rédaction de 1888. Il dispose que la franchise des taxes est garantie aux voyageurs de commerce pour les territoires des deux parties contractantes, ce qui jusqu'à présent n'était pas le cas en Suisse dans tous les cantons. Mais en même temps, les opérations des voyageurs de commerce sont expressément limitées aux négociants et producteurs dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Les dispositions du traité ne s'appliquent pas à la vente en détail chez les particuliers, ni au colportage; ce genre de commerce est soumis à la législation du pays ou de la contrée respective. Pour tous autres détails, nous nous en référons à l'exposé de l'article 9 du traité allemand-suisse, relatif aux voyageurs de commerce.

La carte de légitimation, annexe C, pourra être délivrée, en Suisse, par d'autres offices que par la chancellerie fédérale.

Remarquons ici que, malgré nos efforts réitérés et soutenus jusqu'à la fin des négociations, il ne nous a pas été possible d'obtenir un traitement douanier plus favorable pour les envois d'échantillons d'horlogerie et de bijouterie arrivant en Autriche-Hongrie avec acquits-à-caution, c'est-à-dire qu'ils soient exempts du poinçonnement et de la taxe de cette opération, taxe qui n'est pas sans importance. Nos demandes à cet égard ont toujours été repoussées par l'Autriche en raison de ce que la législation interne prescrit expressément le poinçonnement desdits ouvrages en métaux précieux, même des échantillons de ces ouvrages. A notre grand regret, nous avons en fin de compte été obligés d'abandonner notre demande.

Art. 8 à 14. — Tous ces articles ont été repris, sans changements, du traité de 1888. Ils se rapportent aux points suivants : admission des sociétés par actions, etc., à exercer leur industrie dans les deux Etats (art. 8); inadmissibilité de droits d'escale et de transbordement (art. 9); traitement réciproque égal des conducteurs de bateaux et de barques (art. 10); usage des institutions ou établissements publics destinés au trafic (art. 11); exemption des formalités douanières pour les envois passant en wagons susceptibles de fermeture (art. 12); création de consulats et nomination de fonctionnaires consulaires (art. 13); extension des effets du traité de commerce à la princi-



pauté de Liechtenstein, ainsi qu'aux pays appartenant actuellement ou qui pourraient appartenir à l'avenir au territoire douanier de l'une des parties contractantes.

Art. 15. — En concordance avec la disposition y relative du traité avec l'Allemagne, la durée du traité a été fixée au 31 décembre 1903, avec un délai de dénonciation d'une année.

### Article additionnel.

L'autorisation, déjà contenue dans le traité actuel, d'importer en franchise de petites quantités de pain, farine, viande, fromage et beurre en trafic-frontière est subordonnée à la réserve que ces articles ne soient destinés qu'aux habitants du district-frontière et ne soient pas importés par la poste.

Au chiffre 2, troisième alinéa, une extension des dispositions actuelles a été apportée sur les deux points suivants :

1° Dans le trafic avec les vallées de Samnaun et de Münster, le jeune bétail (bouillons et taurillons) est aussi admis comme bétail destiné aux travaux (jusqu'ici, simplement les bœufs et les vaches).

2° Le délai pour le retour de ce bétail, délai à déterminer par l'intéressé lui-même, est porté d'une année à deux ans.

Dans les stipulations concernant l'exportation de la poterie de Saint-Gall et l'importation en Suisse de la bonneterie du Tyrol, il y a à signaler une modification du traité de 1888. Tandis que jusqu'à présent, la poterie de Saint-Gall, décorée de peinture, y compris la poterie pour jouets d'enfants, était passible d'un droit d'entrée ne s'élevant qu'à 50 kr. les 100 kilog. (droit général 5 fl. ou 8 fl.), ce droit a été, malgré tous les efforts de la Suisse, élevé à 1 fl. 50 par 100 kilog., et la quantité à importer, limitée à 250 q. par an. Le droit pour la poterie ordinaire non décorée, a par contre été lié à 50 kr.

Un équivalent de cette perte est obtenu par le fait que, dans notre propre tarif, les droits sur la poterie et les ouvrages en argile ont en moyenne subi une augmentation, de sorte que le marché indigène paraît plutôt assuré pour l'avenir aux producteurs suisses. En outre, par suite de cette augmentation du droit autrichien sur la poterie, la Suisse a repoussé catégoriquement une demande de l'Autriche-Hongrie tendant à ce que sa poterie brune (poterie de Znaym, etc.) soit admise en Suisse à un taux réduit.

Le traité actuel fixe à 250 q. la quantité annuelle de bonneterie du Tyrol pouvant être importée en Suisse au droit réduit de 15 fr. par q. Cette limite a été maintenue dans le nouveau traité, mais en spécifiant qu'il ne pourra être importé en totalité en Suisse plus de 125 q. de bonneterie ordinaire au droit actuel de 15 francs, et plus de 125 q. de Loden fabriqués dans le Tyrol, y compris la vallée de Montafon, au droit de 25 fr. par q. Les concessions que se sont faites les deux parties contractantes peuvent à peu près se balancer.

Comme le traité actuel, les chiffres 8 à 10 de l'article additionnel au nouveau traité garantissent le transit du bétail et des marchandises venant d'Autriche par la vallée de Samnaun à destination de Paznaun. Mais ce transit est maintenant précisé par une série de dispositions au sujet desquelles nous donnons ci-après quelques détails. Déjà dans le traité actuel, on avait eu soin de subordonner les facilités concédées à la réserve de pouvoir établir les restrictions jugées nécessaires pour empêcher la contrebande. En ce qui concerne le transit entre l'Engadine et Samnaun, ce droit est nul pour l'Autriche-Hongrie, car le chemin par lequel se fait ce trafic a été déclaré territoire neutre par le traité de délimitation des frontières conclu en 1868. Or, l'Autriche-Hongrie avait cherché, par voie diplomatique, depuis des années déjà, à conclure un arrangement avec la Suisse pour empêcher la contrebande, spécialement du café, faite en Autriche par ce chemin neutre. Mais comme la Suisse n'avait pu souscrire aux mesures proposées : fixa-



tion de la quantité des marchandises à importer depuis la vallée suisse de Samnaun, ainsi qu'interdiction de transporter du café par le Novellasteig, les choses restèrent en l'état.

A l'occasion des négociations pour le traité de commerce, l'Autriche a proposé une mesure acceptable et la Suisse s'est déclarée disposée à restreindre la stipulation de l'article IV du traité de 1868 sur la délimitation des frontières. Les dispositions des chiffres 8-10 de l'article additionnel dont nous nous occupons, sont le résultat de l'arrangement qui a maintenant été convenu. D'après ces dispositions, l'Autriche-Hongrie a la possibilité — sans préjudice de notre droit de souveraineté — d'empêcher en quelque mesure la contrebande qui se pratiquait en Autriche par le chemin neutre (entre Schergenholz [Schalkelhof] et Spissermühl). Il nous eût paru impossible de ne pas accueillir favorablement les demandes de l'Autriche-Hongrie sous ce rapport, car ce pays attachait une importance décisive au règlement à l'amiable de la question du Samnaun et subordonnait à sa solution les facilités du trafic-frontière aux frontières st-galloise et grisonne. Aux termes des nouvelles dispositions, l'Autriche-Hongrie établira à Schalkelhof, village où commence le chemin neutre, un bureau douanier qui aura pour mission d'enregistrer, à leur entrée sur le territoire autrichien, les marchandises conduites de Martinsbruck sur le Novellasteig, puis sur le chemin neutre, et de les munir d'un acquit-à-caution. De là, les marchandises arriveront sans obstacle à Spissermühl où l'on constatera simplement leur réexportation.

Si, dans les négociations du traité maintenant conclu, l'Autriche-Hongrie n'a pas renouvelé sa demande de conclure aussi un cartel douanier, demande sur laquelle elle avait particulièrement insisté en 1888, cela tient presque exclusivement à ce que la question de Samnaun a aujourd'hui reçu sa solution.

Relativement au trafic entre la vallée de Münster et la Basse-Engadine par la vallée d'Avigna (chiffre 10), une modification a eu lieu en ce sens que, pour pouvoir faire transiter le bétail et les marchandises par Taufers, l'autorisation doit, dans chaque cas, en être demandée au bureau douanier de cette localité.

L'Autriche a ensuite et conformément aux demandes de la Suisse, autorisé par le traité le bureau douanier de Martinsbruck, qui a les attributions d'un bureau principal de 2<sup>e</sup> classe, à expédier les envois de sucre de consommation destiné à la Suisse, et à restituer la taxe de fabrication ; jusqu'à présent ce bureau n'avait pas cette compétence.

Il est par là satisfait aux désirs formulés depuis des années déjà par les habitants de la frontière suisse.

### Protocole final.

Les dispositions du § 8, *ad* article 4, étendent réciproquement au bétail conduit à l'affouragement et mis à l'engrais, les facilités qui existaient jusqu'ici pour les animaux destinés aux travaux et ceux menés aux marchés.

Les clauses du protocole final concernant le monopole de l'alcool, ainsi que celles relatives aux tarifs conventionnels A et B, ne donnent lieu à aucune observation de notre part. Les premières ont été reprises du traité de 1888 avec quelques petites modifications et adjonctions.

#### 2. Tarif conventionnel pour l'entrée en Autriche-Hongrie.

(Annexe B du traité austro-suisse.)

Quant à ce tarif, nous renvoyons à l'annexe II du présent message, qui donne le tableau des droits du tarif général autrichien ainsi que des droits conventionnels, et, en ce qui concerne les détails, nous avons à faire remarquer ce qui suit :

Fromage, n<sup>o</sup> 85 du tarif ; cette position a reçu une rédaction qui con-

corde avec celle du nouveau traité de 1888. Le taux du droit est resté le même.

Chocolat, n° 91 ; le droit conventionnel actuel a été réduit de 5 florins.

Aux n°s 92 et 93, une importante réduction de droit a été obtenue pour l'extrait de viande ; les droits conventionnels de 1888 sont restés les mêmes pour le lait condensé, la farine lactée et les farines pour soupes, mais le texte de ces positions a été modifié de manière à prêter moins à des interprétations erronées. Le droit pour le mastic d'asphalte, n° 116, a subi une importante réduction, ce qui donne satisfaction dans une large mesure à un vœu souvent exprimé par l'industrie neuchâtoise de production d'asphalte.

Pour les fils de coton, fins, n° 124, nous n'avons pu obtenir une plus forte réduction que celle consentie en 1888. En revanche, une nouvelle concession nous a été faite pour les fils de coton retors à trois bouts ou plus, à simple torsion. En ce qui regarde la position 128, tissus de coton, la plus importante pour la Suisse, il faut mentionner spécialement la réduction de 5 florins sur le droit afferant aux articles teints, et le classement aux droits réduits de 60 florins obtenus en 1888, des tissus imprimés présentant plus de 6 couleurs. Jusqu'au dernier moment, mais en vain, nous avons cherché à obtenir, pour les articles peints et imprimés de ce numéro du tarif, l'abaissement des droits protecteurs qui les frappe et qui sont disproportionnellement élevés.

Quant aux broderies de coton, tarif n° 133, il a été tenu compte de nos demandes en ce sens que les articles de peu de valeur, pour rideaux, ont été séparés des autres broderies, et que le taux du droit auquel ils seront assujettis a été proportionnellement réduit. L'effet de cette concession est toutefois affaibli par la circonstance qu'elle a été subordonnée, en faveur de l'industrie autrichienne de la broderie, à la condition que le tarif conventionnel fixe, pour des tissus expédiés en Autriche pour être brodés, des droits encore quelque peu plus modiques que ceux du traité actuel.

D'autres réductions encore, non contenues dans le traité de 1888, ont été faites pour les articles suivants : bonneterie de coton (n° 134), fils de laine écrus, simples, au-dessus du n° 43 métrique (n° 134), bonneterie de laine (n° 139), bonneterie de demi-soie (n° 170 b), cuir à semelles (n° 214), chasnavettes et gobelets pour transporteurs (ex n° 216), courroies de transmission en cuir (ex n° 216) ; quelques sortes d'ouvrages en fer et en tôle ; accumulateurs (n° 279) pour lesquels le droit de 20 florins a été réduit à 8 florins ; quelques genres de machines outre celles pour lesquelles nous avons déjà obtenu des réductions importantes par le traité de 1888. Mentionnons de plus l'abaissement de la limite de poids stipulée autrefois pour des calandres et les machines-outils, ainsi que la disposition du protocole final d'après laquelle les chaudières à vapeur pour bateaux sont également admises au taux réduit de 5 florins.

Il y a encore à signaler qu'en vertu d'une déclaration spéciale écrite de l'Autriche-Hongrie remise à la délégation suisse, la garantie a été donnée que pour le traitement douanier des cardes montées (tarif n° 271), l'ordonnance du ministère impérial et royal des finances de l'Autriche-Hongrie, du 5 mai 1888, sera maintenue. De cette façon, lorsque les cardes peuvent être séparées de leurs garnitures et que le poids en pourra être fixé séparément, elles seront aussi désormais taxées séparément.

La classification des montres et boîtes de montres a subi une amélioration importante, propre à donner satisfaction aux désirs exprimés par les intéressés suisses.

De même, la nouvelle classification stipulée par le traité pour les livres,

estampes, etc. (tarif nos 348 et 349), répond à l'essentiel aux demandes assez étendues formulées par la Suisse.

Des autres concessions de tarif qui ont été faites par le traité de 1888, toutes celles ayant de la valeur pour la Suisse ont été reprises dans le nouveau traité. Malheureusement, nos efforts n'ont pu aboutir à l'obtention de droits moins élevés pour les tissus de soie (nos 168 et 169) ou à une extension du texte, et à l'adjonction que l'on désirait, de la rubanerie. Pour les tissus unis et armures, dont la définition technique détaillée se trouve dans le protocole final, la position reste la même que jusqu'à présent, soit quant au texte, soit quant au taux du droit.

Quant à la poterie provenant de la vallée Saint-Galloise du Rhin, article pour lequel le traité de 1888 stipule un droit modéré à titre de faveur de trafic-frontière, nous renvoyons à l'« article additionnel ». Il résulte des nouvelles stipulations que le droit de 50 kreuzer a été porté à 1 fl. 50 kr., ce qui constitue encore une faveur importante en regard des droits de 5 et 8 fl. incrits au tarif général austro-hongrois. En compensation de cette augmentation, l'Autriche-Hongrie a renoncé à sa demande qu'une pareille faveur soit accordée pour l'importation en Suisse de la poterie brune autrichienne.

Si nous résumons les concessions obtenues pour notre exportation en Autriche-Hongrie, nous constatons que les réductions portent sur une valeur d'exportation de 28 millions de francs, et les liaisons sur environ 3 millions.

Indépendamment des réductions et fixations ci-après indiquées et qui ont été obtenues directement (voir annexe II), la Suisse bénéficiera aussi, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, des avantages que l'Autriche-Hongrie a accordés par ses traités conclus avec l'Allemagne, l'Italie et la Belgique et de ceux qu'elle pourrait accorder par les traités qu'elle conclurait éventuellement avec d'autres Etats encore. Toutefois, et par la nature même des choses, ces avantages indirects ne sont pas de grande importance.

### 3. Tarif conventionnel pour l'entrée en Suisse.

(Annexe A au traité austro-suisse.)

(Annexe B au traité allemand-suisse.)

Le tarif conventionnel pour l'entrée en Suisse est de même teneur que celui convenu avec l'Allemagne. Nous renvoyons en conséquence à l'exposé que nous en avons donné ci-dessus, ainsi qu'aux annexes III et IV du présent message.

### III.

Si, pour terminer, nous jetons encore un regard sur l'ensemble et sur le résultat tel qu'il est contenu dans les deux traités, il nous reste à relever brièvement ce qui suit :

Les deux traités doivent, tant par suite de la simultanéité des négociations avec les deux Etats, que d'après leur arrangement et leur teneur, être considérés comme une œuvre unique. Abstraction faite de ce point de vue de pure forme, nous estimons cependant que, par lui-même, chacun des deux traités garantit à notre pays la somme d'avantages que l'on pouvait attendre en ayant égard à tous les facteurs qui entraient en ligne de compte. Nous savons parfaitement que bien des espérances que l'on fondait sur les négociations, et bien des desirs, ne se sont pas du tout réalisés ou ne l'ont été qu'en partie. Un traité de commerce laissera d'ailleurs en tout temps certains intérêts non satisfaits, et conduira à des inégalités qui, avec la meilleure volonté du monde, ne peuvent être évitées. Nous pouvons nous rendre le témoignage que nous nous sommes constamment efforcés de faire droit autant que possible à tous les intérêts en jeu, et de maintenir nos positions aussi longtemps que cela pouvait se faire. Le résultat que nous vous soumettons est le produit du plus sérieux examen de tous les facteurs importants, et représente la somme de l'ensemble des intérêts qui ont enfin



été dominants. Nous regrettons surtout de n'avoir pas réussi à obtenir de plus grandes facilités d'exportation pour une assez forte partie de notre industrie d'exportation qui travaille dans des conditions défavorables et qui a besoin pour son existence, quoi qu'on en dise, de l'écoulement direct et indirect, et toujours plus facile, des produits indigènes de l'agriculture et des métiers. La politique protectionniste qui s'est introduite dans nos grands Etats voisins a précisément créé des intérêts qui, malgré la conversion annoncée et constatée du moins en principe par les nouveaux arrangements économiques, ne paraissent pas encore avoir à subir une atteinte trop grave. Cependant, nous ne croyons pas être déçus dans notre attente en disant que la durée des traités convenue pour une longue série d'années et la stabilité, en perspective, de nos rapports commerciaux, stimuleront les industriels suisses à chercher aussi à l'avenir, par la découverte de débouchés, par des études continuelles et, en général, par une union plus intime de toutes les forces à triompher des facteurs de toutes sortes qui leur sont si défavorables.

- L'agriculture a, pour ses branches d'exportation, obtenu d'importants avantages, notamment par la réduction du droit allemand sur le fromage et le maintien du droit actuel de l'Autriche. Pour l'entrée en Suisse, la majeure partie des faveurs qui lui sont faites par le nouveau tarif douanier, lui restent acquises.

Pour les métiers, ainsi que pour quelques branches de la grosse industrie qui travaillent plutôt pour le marché indigène que pour l'exportation, on a maintenu, à peu d'exceptions près, les droits élevés du tarif des douanes fédérales, tels qu'ils sont compatibles avec nos conditions économiques et, en quelque mesure, avec la manière de voir d'une grande partie de la population, constatée lors de la votation sur le tarif douanier. Nous voyons là une certaine compensation pour divers droits étrangers dont la réduction n'a pu être obtenue à un degré suffisant; nous exprimons aussi l'espoir que l'une ou l'autre branche de production nationale trouvera par là un plus grand développement.

Tout bien considéré, nous estimons que les nouvelles conventions, dont la conclusion a rencontré de très grandes difficultés, sont acceptables, et cela d'autant plus qu'il y a aussi été tenu compte, dans la mesure du possible, des besoins financiers de la Confédération.

Nous saisissons l'occasion pour vous renouveler, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Berne, le 5 janvier 1892.

Au nom du conseil fédéral suisse :

*Le président de la Confédération,*  
HAUSER.

*Le chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.





## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### BULGARIE

**Note adressée par le Gouvernement princier à Reschid Bey, gérant le Commissariat impérial Ottoman à Sophia.**

31 mars /12 avril 1892 (1).

Monsieur le Gérant,

Les entreprises révolutionnaires dirigées depuis quelques années contre le Gouvernement de la Principauté par des Comités qui ont leur foyer à l'étranger et tiennent à leur solde les émigrés bulgares, avaient eu pour sanglant épisode à Sophia, au mois de mars de l'année dernière, l'assassinat de Christo Beltchew, ministre des finances de Bulgarie.

A la suite de cet odieux attentat qui a soulevé les protestations indignées de la conscience publique, la Sublime Porte accorda au Gouvernement Princier un témoignage de sa bienveillante sollicitude, en lui donnant depuis lors, à diverses reprises, l'assurance qu'Elle le secondera dans ses efforts à surveiller les agissements des émigrés bulgares et qu'à la moindre tentative de leur part, Elle en poursuivra et punira les coupables qui seraient trouvés sur le territoire ottoman.

Malheureusement, une année ne devait point s'écouler depuis la mort tragique du ministre Beltchew, qu'un nouvel attentat était perpétré.

Le 12/24 février dernier, le Dr Voulcovitch, Agent de la Principauté auprès de la Sublime Porte, était assassiné à Constantinople.

Il résulte d'une lettre interceptée à Belgrade et remise au mois de décembre dernier par le Gouvernement Serbe au Gouvernement Bulgare, ainsi que des dépositions d'un des individus arrêtés par la police ottomane, que l'assassinat du Dr Voulcovitch est l'œuvre des émigrés bulgares soutenus par le Comité panslaviste d'Odessa.

La lettre en question qui est chiffrée, a été écrite à Odessa à la date du 12/24 novembre 1891 par Nicolas Tufektdjiew, l'un des assassins du ministre Beltchew : elle était adressée à un émigré bulgare à Belgrade, nommé Boné Ghéorghiew. Dans cette lettre qui a pu être déchiffrée à Sophia, Nicolas Tufektdjiew disait à Boné Ghéorghiew qu'il avait appelé en septembre 1891 Christo de Constantinople à Odessa pour organiser une « affaire » avec lui; que Christo trouvera l'homme capable « d'écraser la tête de celui qui lui sera désigné »; qu'en effet, Christo lui a fait savoir que « l'affaire est arrangée et qu'il ne reste qu'à faire connaître à l'assassin la personnalité de Voulcovitch ou Natchevitch ».

La teneur de cette lettre fut immédiatement communiquée au Dr Voulcovitch qui en fit part aux autorités Impériales; et, lorsque l'attentat a été commis, l'Agence de la Principauté à Constantinople a donné à la police

(1) D'après le journal « *la Bulgarie* », n°s des 24 et 28 avril 1892.

ottomane copie en traduction de ce document important pour les investigations de la justice.

La police de Constantinople ne tarda pas à arrêter Christo Stefkow Popeto, ainsi que Kaltcho, cabaretier, et Dimitri, Philippow Kassap, tous trois originaires de Ressen (Macédoine). Soumis à un interrogatoire, Christo a d'abord tout nié ; il dit avoir connu en effet Tufekthiew, mais il prétendit ne l'avoir pas vu depuis plusieurs années. Kaltcho et Dimitri, interrogés à leur tour, avouèrent que Naoum Tufekthiew était venu à Constantinople vers le 18 ou 20 décembre 1891 et que Christo avait eu avec lui de fréquentes entrevues.

Se voyant ainsi dénoncé, Christo est entré dans la voie des aveux et, au cours de l'interrogatoire qu'il a subi, le 21 février (4 mars) 1892, il a fait en substance la déclaration suivante :

Au mois d'août 1891, Christo a été mandé à Odessa par Naoum Tufekthiew qui lui a payé les frais de voyage. A Odessa, Tufekthiew lui a proposé de trouver quelqu'un qui se chargerait de tuer le Dr Voulcovitch. Christo promit à Tufekthiew qu'il trouverait l'homme capable d'accomplir le crime qu'on préparait. A son retour à Constantinople, il a proposé cette affaire à un albanais nommé Ghéorghî Merdjan, mais celui-ci aurait refusé. — Trois mois plus tard, le 18 ou le 20 décembre 1891, Naoum Tufekthiew arrivait à Constantinople sur un des bateaux de la flotte volontaire russe ; il ne débarqua pas aussitôt et passa toute une nuit à bord, bien que tous les autres passagers, conformément aux règlements, eussent débarqué dès leur arrivée. Ce jour-là même, le nommé Vladimir Schischmanow, employé de la poste russe à Galata, invitait Christo à venir avec lui sur le bateau russe pour conférer avec Tufekthiew. Ce dernier a débarqué le lendemain avec l'aide et sous la protection de Schischmanow et a trouvé asile au couvent russe de Saint-Pantéléimon à Galata. Ce monastère, depuis plusieurs années, sert d'hôtellerie aux émigrés bulgares où ils ont gratuitement nourriture et logis. Tufekthiew est resté à Constantinople jusqu'au 15-27 janvier 1892 et durant son séjour à Constantinople il a eu des entrevues fréquentes avec Christo, Merdjan et Schischmanow. Ainsi, Tufekthiew s'est rendu un jour dans la maison de Dimitri Philippow Kassap et, par Christo, fit mander Ghéorghî Merdjan pour mener à terme « l'affaire » déjà entamée avec lui, c'est-à-dire l'assassinat du Dr Voulcovitch ; mais cette fois encore l'albanais aurait refusé. Alors, pour s'assurer tout au moins de son silence, Tufekthiew lui a donné quatre Livres turques en présence de Christo ; il a dit ensuite à celui-ci de ne plus s'occuper de cette affaire, parce qu'il avait sous la main deux individus venus d'Odessa exprès pour tuer Voulcovitch. Quelques jours après, Tufekthiew repartit pour Odessa et Vladimir Schischmanow a pris sur lui de cacher et de diriger les deux individus en question. Christo a déclaré qu'il ne peut indiquer le signalement de ces deux individus parce qu'il ne les avait jamais vus, tandis que Schischmanow connaissait les assassins du Dr Voulcovitch, savait leur nom et même l'endroit où ils se sont cachés après avoir commis le crime.

En présence de ces dépositions de Christo, la police Impériale arrêta Schischmanow dans la soirée du 21 février (4 mars) ; mais le lendemain matin, sur les instances de l'Ambassade de Russie, elle le remit à cette Ambassade sans l'avoir interrogé et sans faire de perquisition à son domicile. Trois jours après, Schischmanow, accompagné de M. Maximow,

drogman de l'Ambassade russe, a été emmené de l'Ambassade à la police pour y être interrogé. Confronté avec Christo, il aurait opposé purement et simplement des dénégations aux accusations précises et circonstanciées de Christo ; à la suite de quoi, il a été relâché.

Le Gouvernement Bulgare a été autant surpris de la mise en liberté de Schischmanow que de la protection accordée à ce dernier par l'Ambassade de Russie.

Suivant les données incontestables que nous possédons sur son état civil, Schischmanow est originaire du village Petit-Tirnov, vilayet d'Andrinople. Il a été au service de l'administration rouméliote jusqu'en 1885. Compromis en 1886 dans les tentatives de soulèvement qui ont eu lieu à Bourgas, sous la conduite du capitaine russe Nabokow, il s'est échappé et réfugié à Andrinople où il est resté jusqu'en 1888 ; puis il s'est rendu à Constantinople où il a été engagé au service de la poste russe. Nous ne voyons pas comment il a pu être naturalisé russe, puisqu'en vertu de la Loi sur la Nationalité, du 19 janvier 1869, en vigueur dans l'Empire Ottoman, un sujet de Sa Majesté Impériale le Sultan ne peut se faire naturaliser étranger qu'après avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement Impérial ; aussi, avons-nous le droit de le considérer jusqu'à preuve du contraire comme sujet ottoman. Tout au plus, par le fait de son emploi à la poste russe, pourrait-il être placé dans la catégorie des protégés, qui existe en Turquie sous réserve de certaines conditions, entr'autres celles stipulées dans le Règlement de 1863.

Il en résulte que l'intervention de l'Ambassade russe en faveur de Vladimir Schischmanow n'avait aucune raison d'être, puisqu'il s'agissait d'un sujet ottoman et que, si cet individu avait la qualité de protégé et même de sujet russe, cette intervention était illégale et contraire à l'interprétation, même la plus large, qui puisse être donnée aux Capitulations, puisque les sujets et protégés étrangers impliqués dans des crimes tels que celui dont le Dr Voulcovitch a été la victime, sont justiciables des Tribunaux ottomans.

Les faits qui viennent d'être exposés, relativement à l'assassinat du Dr Voulcovitch, ont été établis par l'instruction et sont connus de la Sublime Porte.

D'un côté, nous voyons des émigrés bulgares, réfugiés à Odessa, tels que Nicolas et Naoum Tufekchiew, originaires de Ressen (Macédoine) et, par conséquent, sujets ottomans, préparer un attentat contre la vie d'un Agent Politique du Gouvernement Princier. D'un autre côté, nous voyons un sujet ottoman, employé à la poste russe à Constantinople, accusé d'avoir dirigé les assassins dans l'accomplissement du crime. Et devant les charges accablantes qui pèsent sur tous ces criminels, il nous est donné de constater que les émigrés bulgares trouvent en Russie non seulement un asile et l'impunité, mais encore des subsides qui les mettent à même d'employer leur temps et leur activité à tramer des complots et à préparer des attentats contre la vie des hommes politiques de la Bulgarie. Il nous est donné de constater que Schischmanow a été remis par la police ottomane entre les mains de l'autorité russe sur la simple affirmation de cette dernière qu'il serait sujet russe et nonobstant les accusations portées contre lui comme un des organisateurs de l'attentat.

Je ne vous cacherai pas, Monsieur le Gérant, que tous ces faits ont péniblement affecté le Gouvernement Princier et produit une fâcheuse impression en Bulgarie. Ils viennent s'ajouter aux nombreux incidents du



passé dans lesquels le Gouvernement Impérial de Russie s'est toujours plu à manifester des dispositions bienveillantes à l'égard des émigrés bulgares et à marquer son attitude hostile au Gouvernement de la Principauté.

On se rappelle la lettre adressée au mois de juillet 1891 à M. Stambolow, par les Zankow, Rizow, Stantchew, Grouew, Benderew et Ludskanow, lesquels, après l'attentat dont le ministre Beltchew fut victime, proclamaient l'intention où ils étaient de préparer de nouveaux attentats. Loin de prendre des mesures contre les auteurs de cette lettre, par eux-mêmes rendue publique, les autorités russes ont, au contraire, continué à garder Grouew et Benderew au service dans l'armée Impériale et à fournir une pension à Dragan Zankow ; tout récemment encore, elles ont fait bon accueil à Pétar Stantchew, reçu en audience par S. E. M. de Giers, ministre des Affaires Etrangères de Russie. On sait pourtant que Stantchew, dont l'extradition était accordée par la Sublime Porte au Gouvernement Bulgare, pour sa complicité dans l'affaire de l'assassinat du ministre Beltchew, était parvenu à s'enfuir de Brousse, où il avait été placé sous la surveillance de la police.

D'ailleurs, c'est un fait de notoriété publique que tous les émigrés bulgares qui voyagent ou séjournent dans l'Empire Ottoman, en Serbie et dans d'autres États, sont munis de passeports russes, sans être sujets russes. En Bulgarie, il a été même constaté que certains chefs de brigands, natifs de Turquie et sujets ottomans, étaient détenteurs de passeports russes. Il nous suffira de signaler le cas du nommé Costa Ivanow dit Ghurdjukli, originaire de Macédoine. Cet individu était le chef d'une bande de brigands qui a fait de nombreux actes de brigandage et commis plusieurs assassinats, avant quatre années, dans les montagnes de Rilo et de Bellovo. C'est lui qui, à la tête de sa bande, avait enlevé à la station même de Bellovo MM. Lændler, employé de la Société de construction Vitali, et Binder, employé de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux, ainsi que Mitkoglou, négociant à Sophia : il ne les a remis en liberté qu'après avoir reçu une rançon de 3,000 Livres turques. Lors de son arrestation à Belgrade par les autorités Royales de Serbie, sur la demande d'extradition faite par le Gouvernement Princier, Ghurdjukli était porteur des deux documents suivants, ci-joints en original :

1° Un passavant valable pour trois semaines, donné et signé par M. Persiani, ministre de Russie à Belgrade, le 3 février 1889, sous le n° 2, au nom de Costa Ivanovitch, avec la qualification d'émigré bulgare ;

2° Un passeport en bonne et due forme délivré par la Légation de Russie à Bucarest le 16 février 1889, n° 131, au même titre qu'à un sujet russe de qualité.

En dernier lieu, on a signalé le cas spécial de Vladimir Schischmanow qui a exhibé un passeport russe lors de son arrestation par la police de Constantinople et s'est soustrait en définitive aux poursuites de la justice sur l'intervention de l'Ambassade de Russie à Constantinople. Il est parti par le premier bateau russe qui, après l'incident de son arrestation, se rendait de Constantinople à Odessa ; et, pour la sûreté de sa personne, l'Ambassade russe l'avait fait accompagner jusqu'au bateau par un drogman et un cavass.

A côté de la protection qui lui est accordée par les autorités russes, les émigrés bulgares reçoivent des subsides de la part des Comités panslavistes pour organiser et exécuter des complots contre le Gouvernement Prin-

cier; ils trouvent enfin des facilités pour effectuer leurs voyages et les bateaux de la flotte volontaire russe et ceux de la Société Gagarine, de manière à échapper à la surveillance des autorités du pays où ils ont projeté de commettre des attentats. C'est le cas de Naoum Tufekhtchiew, illustré par les dépositions de Christo, qui a déclaré en outre que cet émigré est resté caché pendant un mois dans un monastère de Galata, placé sous la protection directe de l'Ambassade de Russie.

Si les anarchistes bulgares n'étaient soutenus et encouragés par les Comités panslavistes de Russie, s'ils n'étaient point visiblement protégés par certains fonctionnaires du Gouvernement Russe, s'ils ne rencontraient pas en Turquie une hospitalité empreinte de trop de tolérance et dont ils n'ont que trop souvent abusé jusqu'à ce jour, il n'est point de doute qu'ils ne pourraient pas exécuter leurs crimes, dont le but évident, cyniquement proclamé par eux-mêmes, est de changer l'état de choses existant en Bulgarie.

Depuis le jour où la Bulgarie a été laissée à elle-même, maîtresse de sa politique, tant intérieure qu'extérieure, conformément à la situation internationale qui lui a été assignée lors de sa création, le Gouvernement Princier s'est efforcé d'entretenir les meilleures relations avec la Sublime Porte et de resserrer de plus en plus les liens qui existent entre la Cour Suzeraine et la Principauté. Après avoir sauvegardé l'ordre et la tranquillité dans le pays, tenu ses engagements internationaux, satisfait en particulier aux réclamations de la Russie relativement aux frais d'Occupation et aux prétendus anarchistes russes réfugiés en Bulgarie, après avoir, en un mot, rempli ses devoirs envers tous, le Gouvernement Bulgare croit avoir mérité la confiance de la Sublime Porte et acquis assez de titres à sa sollicitude pour qu'elle prenne en mains la défense des droits et des intérêts de la Bulgarie.

Le Gouvernement Princier est persuadé que la Sublime Porte est fermement résolue tant à poursuivre et punir les individus coupables de l'assassinat du Dr Voulcovitch, qu'à fermer la voie, sur le territoire de l'Empire, à de nouvelles entreprises révolutionnaires contre la Principauté.

L'instruction a démontré que si Merdjan et Christo sont les auteurs matériels du crime, les frères Nicolas et Naoum Tufekhtchiew avec Vladimir Schischmanow en ont été les auteurs intellectuels. Les uns et les autres sont également coupables pour la perpétration du crime et doivent être également poursuivis et punis. Par conséquent, le Gouvernement Bulgare ne doute pas que la Sublime Porte demandera l'extradition des auteurs intellectuels qui se trouvent en Russie.

Pour mettre des entraves sérieuses à de nouveaux attentats contre l'ordre de choses en Bulgarie ou contre les hommes politiques de ce pays, le Gouvernement Princier prie la Sublime Porte de vouloir bien interdire désormais aux émigrés bulgares le séjour dans les vilayets de la Turquie d'Europe.

Tout en l'aidant à réduire ainsi à l'impuissance les émigrés et les Comités révolutionnaires, la Sublime Porte, dans ses sentiments de haute justice et dans son désir de consolider la situation politique dans la Principauté, voudra bien reconnaître les droits de ce pays, en consacrant, sous le rapport international, conformément à l'article III du Traité de Berlin, l'ordre de choses légal existant en Bulgarie.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) : D. GRÉCOW.



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### Décret sur les rapports commerciaux avec l'Espagne

(27 mai 1892)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi du 29 décembre 1891 (1) ;

Vu la loi du 11 janvier 1892 et notamment, en ce qui concerne les colonies et les possessions françaises, l'article 3 de ladite loi,

Décrète :

Article premier. — Le tarif minimum inscrit au tableau A annexé à la loi de douane du 11 janvier 1892 (2), sera appliqué en France, y compris l'Algérie, à partir du 1<sup>er</sup> juin 1892, et dans les colonies, les possessions françaises et les pays de protectorat de l'Indo-Chine, sous les conditions et dans les délais prévus par l'article 3 de la loi précitée, aux marchandises originaires d'Espagne.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 27 mai 1892.

CARNOT.

— Ce décret est ainsi motivé par le rapport suivant adressé au Président de la République par les Ministres des Affaires étrangères et du Commerce :

La loi du 29 décembre 1891 autorise le gouvernement à appliquer, en tout ou en partie, le tarif minimum aux produits ou marchandises originaires des pays qui bénéficiaient, à cette date, du tarif conventionnel, et qui consentiraient, de leur côté, à appliquer aux marchandises françaises le traitement de la nation la plus favorisée. Par décret du 30 janvier 1892, le gouvernement a usé de la faculté qui lui était conférée à l'égard des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, de la Belgique, de la Suisse, des Pays-Bas et de la Grèce.

Il n'avait pas été possible d'étendre cette mesure à l'Espagne, qui s'était, à cette époque, refusée à faire bénéficier nos produits du tarif conventionnel

(1) V. *Archives*, 1892, I, p. 42.

(2) V. *Archives*, 1892, I, p. 171.



qu'elle s'était engagée à appliquer jusqu'au 30 juin prochain à un certain nombre de pays. La France et l'Espagne se sont, par suite, trouvées réciproquement sous le régime des tarifs généraux.

Ce régime est trop contraire à la fois aux intérêts des deux pays et à leurs sentiments de mutuelle amitié pour que leurs gouvernements n'aient pas cherché d'un commun accord, à en faire cesser les effets.

Des pourparlers se sont poursuivis dans ce but et ont abouti au résultat suivant : les marchandises espagnoles seront admises en France, en vertu du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature, par application de la loi du 29 décembre 1891 (1), aux droits du tarif minimum, tandis que les produits français seront placés sous l'application du tarif conventionnel encore en vigueur en Espagne et, s'il prend fin au 30 juin, sous l'application du tarif minimum espagnol, sans qu'en aucun cas les produits français ou espagnols puissent être l'objet, dans les deux pays, d'un traitement différentiel, par rapport à aucun autre pays.

Malgré cette réciprocité de traitement, l'élévation de certains articles du tarif minimum espagnol serait un sérieux obstacle au rétablissement normal de nos relations commerciales avec l'Espagne. Mais il a été entendu que les deux gouvernements rechercheront, dans un commun accord, sur quels points il sera possible de donner satisfaction aux réclamations qui se sont produites, et des délégués vont être nommés immédiatement à cet effet.

L'accord établi dès à présent s'étend, d'ailleurs, aux colonies et possessions des deux pays, dans les conditions prévues par leurs lois respectives.

## ESPAGNE

### Décret sur les relations commerciales avec la France

(28 mai 1892)

Conformément à la proposition du ministre d'Etat, d'accord avec le conseil des ministres,

Au nom de mon auguste fils, le Roi D. Alphonse XIII, et comme Reine Régente du Royaume,

J'ai décrété ce qui suit :

Article premier. — A partir du 1<sup>er</sup> juin, cessera tout droit différentiel dans les relations commerciales entre l'Espagne et la France, et le même tarif sera appliqué, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, tant aux produits de cette nation qu'à ceux des puissances liées par traité, aussi bien dans la Péninsule et les îles adjacentes qu'à Cuba et à Puerto-Rico.

A partir du 1<sup>er</sup> juillet et en vertu de l'article 2 du décret royal du 31 décembre dernier, approuvant les tarifs de la Péninsule, les produits français seront soumis dans la Péninsule et dans les îles adjacentes au deuxième tarif, soit au tarif minimum.

Quant aux îles de Cuba et de Puerto-Rico, les produits français y jouiront des bénéfices stipulés au deuxième tarif du nouveau tarif spécial approuvé par décret royal du 29 avril dernier (2).

(1) V. *Archives*, 1892, I, p. 42.

(2) Comme complément à l'article 1<sup>er</sup> de ce décret, la *Gaceta* a publié, le 1<sup>er</sup> juin, l'ordonnance suivante :

Article premier. — Sont applicables à toutes les marchandises françaises qui se trouveront en souffrance d'expédition dans les douanes à la date du 1<sup>er</sup> juin et à celles qui y arriveront jusqu'au 30 dudit mois, les droits du tarif spécial conventionnel ou ceux du

Art. 2. — Le gouvernement espagnol soumettra immédiatement à l'approbation des Cortès les dispositions contenues dans ce décret.

Donné au palais d'Arajuez, le 28 mai 1892.

MARIA CHRISTINA.

— Ce décret était accompagné du rapport suivant adressé par le Ministre d'Etat à la Reine Régente :

Madame,

Les négociations relatives à un traité commercial définitif avec le gouvernement français demandent une étude sérieuse des intérêts respectifs des deux nations, ainsi que, sous une forme ou sous une autre, l'approbation des Chambres.

Il est évident que le temps matériel manque pour remplir toutes ces conditions à cause de la date prochaine du 1<sup>er</sup> juillet.

En attendant, chaque jour rendait plus évidente la nécessité de faire cesser le plus tôt possible pour les produits français en Espagne, et pour les produits espagnols en France, l'application de tarifs si préjudiciables aux intérêts des deux pays qui sont appelés, par leur voisinage, à se livrer à des transactions commerciales aussi constantes qu'avantageuses.

Les deux gouvernements, persuadés de cette idée, ont convenu de mettre un terme immédiat à la situation actuelle en cessant de s'appliquer plus longtemps leur tarif maximum respectif.

Ils s'accordent, à partir du 1<sup>er</sup> juin, les plus grands avantages possibles dans l'attente des négociations qui vont s'ouvrir pour arriver à un traité durable qui diminue les graves préjudices supportés par l'agriculture espagnole depuis l'origine du nouveau régime douanier français.

Le traitement différentiel disparaissant entre les deux pays, la France sera ainsi traitée sur le même pied, pendant le mois prochain, que les autres Etats de l'Europe dont les traités finissent le 1<sup>er</sup> juillet.

Mais cet avantage que l'Espagne avait déjà offert antérieurement à la France ne peut causer aucun préjudice à la production espagnole, qui, de toute manière, vient d'affronter la concurrence des articles étrangers de toutes provenances avec les tarifs des traités en vigueur.

Le gouvernement se propose de rendre un compte immédiat de ce *modus vivendi* aux Chambres, conformément à la loi du 19 janvier dernier.

L'abrogation des droits que cette loi accorde au gouvernement n'étant pas encore prononcée par le pouvoir législatif, rien n'empêche d'en faire usage avec des avantages réciproques pour les deux nations.

deuxième tarif douanier en vigueur, dans les mêmes termes et proportions que ceux en usage avec les autres nations liées par un tarif conventionnel.

Art. 2. — Lesdits bénéfices ne s'étendent pas aux eaux-de-vie et aux alcools de production française qui payeront les mêmes droits de douane que les eaux-de-vie et alcools provenant d'Allemagne et que ceux des autres nations qui ont prorogé leurs traités de commerce.

Art. 3. — Pour obtenir l'application des avantages précités, on devra présenter un certificat d'origine pour toutes les marchandises astreintes à cette réquisition, selon les dispositions en vigueur dans la matière.

Art. 4. — La présentation du certificat de transit cesse d'être exigible pour les importations qui se font par voie de terre à travers le territoire français : cette perception est maintenue pour celles qui se font par le Portugal.

---



## QUATRIÈME PARTIE

### CHRONIQUE

---

#### BELGIQUE

##### L'Etat indépendant du Congo.

Le 14 mai, à la Chambre des représentants de Belgique, M. Beekman demandait au gouvernement de démentir les bruits en circulation sur l'Etat indépendant du Congo.

M. Beekman faisait observer incidemment qu'un fonctionnaire de l'Etat du Congo touche comme traitement 60,000 fr. ; il ajoutait que les ouvriers belges feraient plus de travail au Congo que les ouvriers chinois que l'on y engage.

M. Beernaert, ministre des finances, a fait la déclaration suivante :

Je commence par rappeler que l'union est exclusivement personnelle entre le roi des Belges et l'Etat indépendant du Congo ; cela résulte de la déclaration du 3 juillet 1890. L'intervention des Chambres ne peut avoir lieu que dans un seul cas : celui où l'Etat indépendant veut contracter un emprunt.

Mais je reprends les choses d'un peu plus haut.

Le Congo a passé par une longue période d'organisation ; il devait, d'une part, assurer la répression de la traite ; d'autre part, appuyer d'une prise de possession efficace sa déclaration de souveraineté.

Les résultats obtenus sont surprenants : il y a aujourd'hui au Congo 52 postes commandés par des blancs, sans parler de quelques postes secondaires que conduisent des sous-officiers noirs.

Mais il fallait assurer la défense des frontières, par où se faisaient les incursions des Arabes. C'était là pour le Congo une obligation formelle. Sir James Fergusson et lord Salisbury l'ont déclaré à l'occasion du conflit anglo-portugais ; ils ont été d'accord pour déclarer que le Congo portugais devait maintenir l'ordre au dedans et assurer la protection des étrangers. Le Congo belge n'a pas voulu s'exposer à être traité comme l'a été le Congo portugais.

Ses expéditions ont admirablement réussi, et ses limites ont été partout fixées ; son traité avec le Portugal a été approuvé tout récemment par les Cortès.

Une série de postes ont été créés par des agents de l'Etat ; l'un deux est commandé par le jeune prince Henri de Croy, et un rapport arrivé il y a quelques jours annonce qu'il a été assez heureux pour disperser deux caravanes d'Arabes et mettre en liberté d'un côté 273, de l'autre côté 150 esclaves. La situation à l'Ouest est donc excellente.

Au Sud, il n'y avait pas d'occupation ; mais il y a là aujourd'hui et une expédition militaire et une expédition organisée par les Sociétés commerciales.

A l'Est, le capitaine Joubert n'est plus seul : la région du Tanganyka est couverte par l'expédition de la Société antiesclavagiste et celle de l'Etat du Congo.



Au Nord, où la situation était très exposée, il fallait un effort ; il a été fait par les capitaines Van Gele et Van Kerckhove, dont les résultats sont dignes des plus grands éloges. Ils ont chassé les Arabes et — c'est le fait essentiel — les chefs indigènes les ont accueillis à bras ouverts.

Ceux-ci ont conclu avec nos officiers des traités s'engageant à leur payer des tributs en nature, en ivoire notamment. Plus un Arabe n'existe dans ces contrées ; pas un Arabe n'y rentrera.

Pareils résultats ont entraîné des dépenses considérables : en 1890, le Roi a versé, de ses deniers, 1,932,000 francs, et son apport pour l'année 1891 ne sera pas moindre.

L'atténuation de ces énormes dépenses réside en partie dans la vente de l'ivoire qui provient des tributs.

Démentir le racontar stupide qui fait de l'Etat indépendant un marchand de fusils, je ne m'y arrêterai pas.

Ce qui est vrai, c'est que l'Etat a cédé 1,500 fusils aux chefs alliés, et c'est un fait dont on ne peut trop s'applaudir.

Les ventes d'ivoire appartenant à l'Etat libre n'ont causé aucun préjudice au commerce privé, car cet ivoire provenait de régions qui ne lui avaient jamais été ouvertes.

Le Congo a intérêt à développer le commerce, et les Sociétés belges sont ses alliées.

Mais l'Etat libre ne s'est jamais interdit de recueillir certains produits, d'accepter des tributs en nature, en l'absence de toute monnaie. Malgré cela, en 1891, sur 163 tonnes d'ivoire vendues, 32 seulement l'ont été pour compte du Congo.

Les autres pays agissent de même et les choses, chez nous, ont toujours été entendues ainsi.

Le décret du 9 juillet 1890, par lequel l'Etat renonce à recueillir des produits dans un circuit de 50 kilomètres de la rive accessible aux vapeurs, n'a donné lieu qu'à un petit différend actuellement pendant devant la juridiction arbitrale.

Quelques froissements ont surgi entre l'Etat et les Sociétés, principalement à cause de l'insuffisance du nombre des porteurs dans le Bas-Congo ; mais toutes les difficultés disparaîtront à mesure que seront construites les diverses sections du chemin de fer de Matadi.

J'ai donc confiance plus que jamais dans le Congo, confiance pour l'Etat, confiance pour les capitaux belges, et j'en ai divers motifs : le recrutement aisé, dans l'Etat même, d'hommes aisément disciplinables ; l'absolue aptitude des indigènes à apprendre et à exercer tous les métiers ; les horizons énormes que nous ouvrent la culture du tabac, la récolte du caoutchouc, etc.

Quant à la construction du chemin de fer, elle a subi un léger retard, mais ce retard est insignifiant.

---

## ÉTATS-UNIS

Le ministre de Chine à Washington a adressé au département d'Etat une protestation formelle contre le bill d'exclusion des Chinois voté par le Congrès.

La protestation se fonde sur les raisons que le bill renouvelle le Scott act de 1888 ; qu'il prive les sujets chinois du droit de liberté sous caution dans les cas d'*habeas corpus* ; qu'enfin il exige que les travailleurs chinois se fassent enregistrer, ce qui est pratiquement impossible, parce qu'ils doivent prouver, avec des témoins blancs, qu'ils ont légalement le droit de résider aux Etats-Unis, et comme la première loi d'exclusion a été votée en 1882, tout Chinois devrait produire, devant le receveur des revenus intérieurs, un

témoin blanc pouvant attester qu'il résidait aux Etats-Unis il y a plus de dix ans.

Le ministre dit que ces dispositifs du bill constituent une violation du traité de 1880, traité consenti par la Chine sur la demande expresse du gouvernement américain lui-même qui envoya à cet effet trois représentants à Peking, et qui assuraux aux travailleurs chinois le même traitement qu'aux sujets des nations les plus favorisées.

Enfin le ministre invoque l'opinion même de plusieurs sénateurs qui, dans la discussion du bill, ont déclaré que les travailleurs chinois seraient obligés de quitter les Etats-Unis dans l'année fixée pour leur enregistrement, le sénateur Sherman, président du comité des affaires étrangères, ayant même été jusqu'à dire que les dispositions relatives à l'enregistrement équivalaient aux règlements sur l'esclavage existant avant la guerre civile, et aux règlements sur le permis de libération des convicts australiens.

— Le cabinet de Washington a adressé aux puissances une circulaire touchant un projet de conférence monétaire internationale.

Voici le texte officiel adressé par le chargé d'affaires des Etats-Unis à M. Ribot, au sujet de la conférence monétaire :

Par ordre du Président, je suis chargé d'appeler l'attention de Votre Excellence sur l'utilité et la convenance, pour les nations européennes et les Etats-Unis d'Amérique, de tenir une conférence sur la présente situation de l'argent.

C'est l'opinion du Président, et comme il le croit, du peuple des Etats-Unis, avec une complète unanimité, que l'usage absolu de l'argent comme monnaie sur la base d'un rapport avec l'or, qui serait fixé par un accord entre les grandes nations commerciales du monde, concourrait grandement à la prospérité de toutes les nations et de toutes les classes du peuple.

Il n'ignore point, cependant, le fait que les opinions de quelques autres nations dont la coopération à un mouvement en faveur de cet accord est très désirable, peuvent ne point concorder pleinement avec ces vues ou avec l'opinion publique des Etats-Unis.

Il est porté à croire cependant qu'une tendance favorable à un plus large emploi de l'argent s'est développée dans le monde ; et que le moment est maintenant propice à la réunion d'une conférence internationale pour discuter pleinement la question.

Le gouvernement des Etats-Unis, en exposant formellement ses propres vues et le but qu'il désirerait atteindre, n'entend point faire intervenir aucune condition de nature à embarrasser un gouvernement qui serait disposé à conférer d'une manière générale sur la question du rapport le plus convenable et le plus avantageux de l'argent dans le système monétaire du monde, en acceptant cette invitation à une conférence internationale de l'argent.

C'est pourquoi le gouvernement des Etats-Unis propose une convention des puissances dans le but de conférer sur les mesures, s'il y en a, qui pourraient être prises pour accroître l'usage de l'argent dans les systèmes de circulation des nations.

Henri VIGNAUD.

## FRANCE

### Les chemins de fer tunisiens

Le 19 mai, M. Baihaut a interpellé à la Chambre M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des chemins de fer tunisiens.

Après avoir fait l'historique de la question, l'orateur a rappelé que le

monopole des chemins de fer de la Régence avait d'abord été entre les mains de la France, à l'exception de la ligne de Tunis à la Goulette.

Passé à la Compagnie de Bône à Guelma, le monopole des chemins n'y est pas resté, et actuellement on se demande quels seront les concessionnaires des lignes à créer.

M. Ribot a répondu :

Messieurs,

Avant de répondre aux questions que l'honorable M. Baihaut nous a posées en ce qui concerne l'avenir des chemins de fer en Tunisie, vous me permettez de donner des explications très courtes sur les points qu'il a touchés en dernier lieu dans son discours.

M. Baihaut s'inquiète de ce qu'il y aurait en Tunisie une sorte d'abandon des droits de l'Etat français. Il m'est difficile, quant à moi, de me placer au point de vue où s'est mis l'honorable M. Baihaut.

Je ne sais pas quel intérêt nous pourrions avoir à faire, comme lui, une distinction entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien, et je ne voudrais pas à sa suite me lancer dans l'hypothèse d'un abandon futur de la Tunisie par la France, non plus que dans l'étude de la situation qui nous serait faite par suite de cet abandon.

Je crois que cette discussion serait dépourvue de tout intérêt et, dans tous les cas, je n'y entrerais pas.

Les droits du gouvernement français n'ont jamais été oubliés ni méconnus.

M. Baihaut nous a parlé tout à l'heure de la cession qui a été faite à la compagnie de Bône-Guelma de la ligne de Sousse à Kairouan. L'histoire en est extrêmement simple. Lors des opérations de notre armée en Tunisie, le génie français, pour les besoins du service, a construit, sur des terrains qui n'appartiennent pas au gouvernement français, mais qui sont la propriété de la Tunisie, un chemin de fer Decauville.

Lorsque les opérations militaires ont été terminées, l'exploitation de ce chemin de fer, devenue onéreuse pour le génie, allait être abandonnée. Alors, d'accord avec le ministère de la guerre, en 1888, le ministre des affaires étrangères a fait reprendre par le bey les rails qui avaient été posés. Une rétrocession a été faite à la compagnie Bône-Guelma, qui s'est obligée à exploiter, provisoirement et à titre tout à fait précaire, cette ligne, dans l'intérêt des colons.

Voilà ce qui a été fait, et je ne pense pas que cette convention soit de nature à prêter à aucune critique.

En ce qui concerne la convention récemment passée à propos du chemin de fer de Sousse à Mocknin, avec prolongement futur sur Sfax, je relève une autre critique dont je n'aperçois pas le fondement.

M. Baihaut demande pourquoi cette convention a été faite au nom du bey. Cependant M. Baihaut avait commencé son discours en disant que, pour sa part, il se ralliait complètement aux vues exposées par le ministre des affaires étrangères relativement aux concessions de voies ferrées en Tunisie. Quand il n'y a ni emprunt ni garantie d'intérêt, c'est le bey qui seul intervient pour la concéder : il n'est pas besoin de l'autorisation du Parlement français.

Dans l'espèce, il n'y avait ni subvention ni garantie d'intérêt, aucun engagement qui pût affecter les finances du bey, et je ne comprends pas que M. Baihaut, qui se montre si justement impatient de voir les chemins de fer se construire en Tunisie, s'alarme et se plaigne de ce qu'on accorde à des colons qui, à leurs risques et périls, se chargent d'accomplir cette besogne, la permission de construire une ligne qui est d'ailleurs autant d'intérêt local que d'intérêt général.



M. Camille Pelletan. — Est-ce qu'il n'y a aucune subvention du budget beylical pour cette ligne ?

M. le ministre des affaires étrangères. — Aucune.

M. Camille Pelletan. — Pas même pour la construction ?

M. le ministre des affaires étrangères. — Non. Il y a simplement un abandon de terrain de la part du gouvernement tunisien, pour une somme qui ne dépasse pas 60,000 francs, et il ne peut être question d'un emprunt, puisque les disponibilités du Trésor beylical suffisent largement à couvrir cette dépense.

Mais, a-t-on dit, ce chemin de fer pourrait être acheté, dans un but politique, par une Société étrangère.

Messieurs, on a prévu cette hypothèse, et il a été stipulé qu'aucune aliénation ne pourra être faite sans l'assentiment du gouvernement français.

Enfin, la dernière question à laquelle je réponds se rattache à la concession de la ligne de la Medjerdah, que nous avons fait entreprendre par la compagnie Bône-Guelma, à laquelle nous payons tous les ans une garantie d'intérêt.

Il est dit, dans l'article 9 du traité intervenu à cette occasion, qu'à l'expiration de la concession le bey pourra racheter la ligne à dire d'experts.

Mais, nous dit-on, pourquoi le bey et non le gouvernement français ?

Messieurs, cette convention a été faite à une époque où le protectorat n'existait pas. C'est le bey qui a concédé et c'est à son profit que le droit de retour a été stipulé. Je l'ai déjà déclaré devant la commission des chemins de fer : il n'y a aucune difficulté à prévoir et nous sommes prêts à demander au bey, qui ne le refusera pas, un décret transférant au gouvernement français le bénéfice qui peut résulter de cet article 9. Sur ce point, aucune difficulté, aucune objection ne peut s'élever, j'en donne l'assurance à l'honorable M. Baihaut.

Je crois avoir répondu à tous les points accessoires soulevés par le discours de notre honorable collègue. Reste la question principale, qu'il me tient à cœur, autant qu'à lui-même, de voir résoudre : c'est celle de savoir quand la Tunisie aura enfin le complément de réseau qu'elle désire et dont elle poursuit la réalisation depuis dix ans.

En effet, il existait en Tunisie 200 kilomètres environ de chemins de fer quand nous avons établi notre protectorat et, depuis cette époque, nous n'en avons construit que 36 kilomètres. Ce ne sont ni les études ni la bonne volonté qui ont manqué ; il faut construire ces lignes ; les colons les réclament et la métropole désire qu'ils reçoivent satisfaction. Il faut, au nord, poursuivre la ligne de la Medjerdah jusqu'à Hammamet et Nebeul, et en même temps la relier à Bizerte par Djedéda. Il faut, au Sud, remplacer la petite ligne Decauville établie entre Sousse et Kairouan par une ligne qui ira ensuite se souder à Lambessa et ensuite à notre réseau algérien. Il faut aussi joindre ces deux réseaux nord et sud par une ligne qui passera à Zaghouan.

C'est un plan très simple, qui répond à toutes les nécessités et qui a été étudié dans tous ses détails.

Les lignes du Nord sont à voie large et il nous semble que leurs prolongements, celui sur Bizerte et sur Hammamet-Nebeul, doivent être exécutés sur le même type. Les lignes du Sud qui ne sont point engagées, que nous sommes libres de commencer à voie étroite, nous pensons que nous devons les faire dans les conditions économiques de la voie d'un mètre, ainsi que la ligne qui, partant de Tunis et passant par Zaghouan, ira se souder à Sousse. Nos projets sont donc arrêtés.

Le gouvernement tunisien avait préparé, dans cet ordre d'idées, une convention par laquelle il accordait à la compagnie de Bône-Guelma la concession des prolongements du réseau du Nord. Il préparait en même temps des cahiers des charges et des concessions pour les lignes du Sud.

Pourquoi s'est-on adressé à la compagnie de Bône-Guelma ? Par une rai-



son que M. Bailhaut a indiquée, c'est que ces lignes seront exploitées évidemment dans des conditions meilleures par la compagnie de Bône-Guelma que par toute Société nouvelle, puisqu'elle est déjà concessionnaire des lignes principales et qu'en outre la compagnie de Bône-Guelma prétend avoir un privilège sur ces lignes en vertu d'une convention de 1880, que je ne veux pas discuter à cette tribune.

Le projet a été étudié dans des conditions qui ont obtenu la pleine approbation du ministre des travaux publics et du conseil général des ponts et chaussées. C'est à raison de 75,000 fr. le kilomètre que devait être poursuivie la construction de la ligne de Djedeïda à Bizerte, et de 62,000 fr. le kilomètre en ce qui concerne le prolongement sur Nebeul. La formule de l'exploitation était également satisfaisante et économique et je ne crois pas que la convention en elle-même soulève des difficultés.

En nous plaçant au point de vue tunisien, nous avons le plus grand désir de conclure définitivement cette convention. L'honorable M. Yves Guyot avait donné son assentiment et un projet de loi a été déposé sur le bureau de la Chambre. Mais, plus récemment, mon honorable collègue des travaux publics, M. Viette, m'a indiqué, dans une lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'adresser, qu'en ce moment des négociations étaient entamées par son département avec la Compagnie Bône-Guelma pour obtenir une modification dans le régime de l'exploitation du réseau algérien et du réseau tunisien, afin d'arriver à un allègement de la garantie d'intérêts qui pèse lourdement sur le budget de la métropole, et M. Viette a exprimé le désir qu'il fût sursis, dans un délai qu'il n'a pas précisé, mais qu'il espère devoir être court, à la conclusion définitive de la convention et à l'approbation législative qui est nécessaire.

J'ai répondu que nous ne pouvions pas indéfiniment attendre parce qu'il n'y a pas seulement en jeu l'intérêt des colons tunisiens ; que, notamment en ce qui touche la ligne de Djedeïda à Bizerte, il existe d'autres intérêts dont j'ai plus spécialement la garde et que je n'ai pas à indiquer à la Chambre dans des termes plus explicites. Je dois seulement ajouter que nous avons pris l'engagement positif et formel, vis-à-vis de l'entrepreneur du port de Bizerte, de lui livrer cette ligne à une date fixe, et comme nous ne voulons fournir aucun prétexte à un retard dans la construction du port de Bizerte, nous entendons être en mesure, à la date fixée, de livrer le chemin de fer.

En conséquence, j'ai dit à mon collègue, et je répète ici, que si la solution ne peut être obtenue dans un délai court, je donnerai les ordres nécessaires pour que la construction de cette ligne soit entreprise en régie, aux frais du Trésor tunisien, tous droits réservés. Je dégagerai la responsabilité du ministre des affaires étrangères en prenant les mesures nécessaires pour que tous ces retards n'entravent pas plus longtemps l'exécution de la ligne de Bizerte.

Telle est la position que j'ai prise. Je crois qu'au point de vue tunisien, nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour répondre aux vœux qui nous étaient exprimés.

Je désire, autant que personne, aboutir le plus promptement possible ; mais je suis bien obligé aussi, vous en conviendrez, de m'incliner devant certaines considérations étrangères à la Tunisie, qui se rattachent à des questions de politique intérieure et aux négociations pendantes avec la compagnie Bône-Guelma. Sur ce point, il ne m'appartient pas de fournir les explications que vous attendez ; c'est l'affaire de mon honorable collègue des travaux publics, et je suis sûr qu'il s'acquittera de cette tâche d'une façon qui vous donnera pleine satisfaction.

### Les Missions de l'Ouganda.

Le 31 mai, M. le prince d'Arenberg a questionné, à la Chambre des députés, M. le ministre des affaires étrangères sur « les agressions dont viennent d'être victimes les missionnaires français de l'Ouganda ».

« La convention de Berlin, disait le prince d'Arenberg, a soumis la rive nord du Victoria-Nyanza au protectorat anglais et la compagnie commerciale l'East African Company est venue s'y établir. C'est à partir de ce moment que les vexations contre nos nationaux ont commence. Et l'orateur a terminé en exprimant l'espoir que le gouvernement français saurait défendre ses nationaux avec autant de fermeté que le ferait l'Angleterre à l'occasion. »

M. Ribot a répondu :

Messieurs, j'ai accepté volontiers la question que vient de me poser M. le prince d'Arenberg. Il vous a expliqué que depuis un certain nombre d'années le cardinal Lavigerie avait établi dans l'Ouganda des missions très prospères. Plus tard, des missions protestantes se sont introduites dans le pays, et, à la fin de 1890, la compagnie anglaise de l'Afrique orientale a passé avec le roi du pays qui, lui-même est catholique, un traité de protectorat qui devait durer deux ans, jusqu'à la fin de l'année 1892.

Les nouvelles qui nous sont parvenues vers la fin de 1891 faisaient prévoir un conflit violent entre les protestants et les catholiques. Nous avons appris, le 16 avril dernier, que ce conflit se serait produit dans des conditions particulièrement graves. Nous avons reçu communication de rapports que l'évêque catholique adresse au cardinal Lavigerie. Plus récemment nous avons reçu des lettres écrites par un des Pères français qui seraient retenus contre leur gré dans un fort de la compagnie anglaise.

Je ne veux pas entrer dans le détail des faits imputés à la Compagnie orientale, et dont la plupart ont été livrés déjà à la publicité.

Le gouvernement anglais nous a répondu — car nous l'avons saisi dès le 16 avril — qu'il attendait les rapports officiels de ses agents.

M. de Mahy. — Et les fournitures d'armes ?

M. le ministre. — Aux dernières nouvelles ces rapports ne lui étaient pas encore parvenus.

Nous nous sommes adressé au gouvernement anglais, parce que nous le considérons et que lui-même se regarde sans aucun doute comme responsable des actes commis par une Compagnie qui tient ses droits d'une charte royale.

M. le prince d'Arenberg. — Très bien ! très bien !

M. le ministre. — Si les faits étaient tels qu'ils sont consignés dans les rapports que nous avons reçus, le gouvernement anglais aurait le devoir d'intervenir pour assurer une réparation aux missionnaires français et se croirait certainement obligé de répudier toute solidarité dans des actes qui seraient une honte pour la civilisation.

En dehors de la question d'humanité et des égards que se doivent les nations civilisées, l'acte de Bruxelles, à la confection duquel l'Angleterre a pris une si large part, stipule en termes formels que les nations contractantes doivent partout protéger la liberté des cultes et des missions.

M. de Mahy. — Est-ce en vertu de l'acte de Bruxelles que les Anglais fournissent des armes à Samory ? . . .

M. le ministre. — Monsieur de Mahy, ne mêlons pas les questions.

La Chambre comprendra que je ne puis en dire davantage, et que nous ne saurions porter un jugement définitif avant d'avoir reçu les informations que le gouvernement anglais attend de ses agents et qu'il s'empressera, j'en ai l'assurance, de nous communiquer.

M. le prince d'Arenberg. — Je remercie M. le ministre de ses explications.

### La question monétaire et la dénonciation de l'Union latine.

Au cours de la même séance, M. de Soubeyran et M. Bourgeois ont interpellé M. le ministre des finances ; le premier, sur la question monétaire,

« question qui s'impose d'autant plus, disait-il, que l'Autriche vient de prendre la résolution de démonétiser l'argent, ce qui la met dans la nécessité de se procurer 1 milliard 200 millions d'or pour mener à bien l'opération. Cet or, elle viendra le chercher en France. N'est-il pas possible de trouver une combinaison qui nous mette à l'abri d'une sortie métallique qui bouleverserait le marché français ? »

M. Bourgeois demandait au gouvernement s'il avait l'intention de dénoncer la convention monétaire qui nous lie avec la Suisse, la Grèce, l'Italie et la Belgique.

« Cette convention a été conclue, vers la fin de l'année 1883, pour une durée de cinq ans. Elle devait expirer le 31 décembre 1890, à condition toutefois que l'une des parties contractantes l'eût dénoncée avant ce terme, c'est-à-dire au 31 décembre 1889 comme dernier délai.

« Elle n'a pas été dénoncée et, depuis deux ans, elle se continue par voie de tacite reconduction.

« Faut-il aujourd'hui la dénoncer ? »

L'orateur le pensait et concluait par cet ordre du jour :

« La Chambre, considérant qu'en présence de la dépréciation continue de l'argent, il est urgent de sauvegarder la situation économique de la France contre les risques auxquels l'expose l'union monétaire, invite le Gouvernement à dénoncer la convention monétaire du 6 novembre 1883, conformément à son article 13, ainsi que l'acte additionnel à ladite convention, conclu le 12 décembre 1883. »

M. le ministre des finances, qui avait demandé la jonction des deux interpellations, a répondu :

M. Maurice Rouvier, ministre des finances. — Messieurs, je voudrais répondre en même temps aux deux questions qui sont soulevées par MM. de Soubeyran et Bourgeois, mais je ne saurais suivre le premier de nos deux collègues dans les explications, assurément très intéressantes, très savantes, qu'il a apportées à cette tribune.

Il s'est placé — c'était son droit, c'était son rôle — à un point de vue théorique. Le représentant du gouvernement a le souci de la responsabilité des solutions qui, certes, — et ce n'est pas M. de Soubeyran qui nous contredira, — ne sont pas choses faciles.

Je voudrais donc parcourir le cercle d'idées qu'a parcouru M. de Soubeyran, en me plaçant à un point de vue peut-être différent du sien.

Je ne conteste pas que les perturbations du change aient pour effet de rendre plus difficiles et plus onéreuses les transactions commerciales internationales, mais voyons quelle est sur ce point l'opinion de la commission monétaire dont vous connaissez l'autorité et la compétence en ces matières.

Vous savez que cette commission a été instituée par M. Carnot quand il était ministre des finances, qu'elle compte les hommes les plus compétents en ces matières, les spécialistes les plus autorisés, et, à côté de membres du Parlement, le gouverneur et plusieurs régents de la Banque de France ; des économistes, le directeur du mouvement général des fonds, le directeur de la Monnaie, le directeur de nos relations commerciales au ministère des affaires étrangères. Vous comprendrez donc que je sente le besoin de me mettre à l'abri de cette majorité avant d'émettre la proposition que je dois émettre puisqu'elle émane de ses délibérations, mais qui peut-être ne sera pas très sympathiquement accueillie par l'honorable auteur de l'interpellation, à savoir que les perturbations du change les plus profondes proviennent non pas de la baisse du métal argent, mais bien de conditions particulières à ceux de ces Etats qui la subissent le plus profondément.

C'est le cas de la situation du change en Espagne, en Portugal, dans les Républiques de l'Amérique du Sud.



Il n'est pas contestable que l'abaissement du change vient dans ces divers pays d'une cause unique — l'excès de la circulation du papier — et non pas de l'avilissement de la valeur du métal argent.

En Espagne, par exemple, où la dépréciation des billets est grande, bien que ce pays soit sous le régime du bimétallisme, la liberté de la frappe n'appartient pas aux particuliers, d'où il suit qu'il ne peut y avoir là, à aucun degré, une intervention du phénomène sur lequel M. de Soubeyran appelle nos méditations ; au contraire, quand on étudie de près la situation du marché financier espagnol, on voit que c'est l'excès de la circulation du papier qui chasse aussi bien l'or que l'argent et qui, par là, abaisse le cours du change espagnol au prix très bas que vous connaissez.

Dans l'Amérique du Sud, même situation.

Le Brésil, la République Argentine ont fait un large appel au crédit ; ils ont contracté des emprunts considérables, et l'emploi qui en a été fait, que je n'ai pas à juger, n'a pas produit des résultats assez rapidement rémunérateurs ; de telle sorte que là encore la crise est causée par l'abondance du papier et non par la baisse du métal argent.

En Autriche, la situation est un peu différente ; le change est d'ailleurs loin d'être aussi déprécié que dans les pays dont je viens de parler. Il y a en Autriche un papier-monnaie remboursable en argent, et je dois à la vérité de reconnaître que le métal argent se prête si peu, pour les paiements élevés, aux habitudes et aux mœurs de notre temps, qu'on refuse le remboursement des billets en argent et que le public préfère les billets. C'est une des raisons qui ont porté l'Autriche-Hongrie à essayer d'une réforme monétaire et à entreprendre l'opération dont vous avez entendu parler dans les journaux sous le nom de *valuta*. Elle réussira ou elle ne réussira pas, ce n'est pas mon rôle d'apprécier les chances que peut comporter une telle opération.

En Russie encore, là où le change varie, et avec beaucoup de rapidité, puisque d'un jour à l'autre les cours subissent de véritables soubresauts, soit en haut, soit en bas, ce n'est pas non plus le métal argent qui est la cause de ces variations aussi profondes, c'est la spéculation.

En un seul pays, la cause indiquée par M. de Soubeyran, la baisse du change, est la cause réelle. Je veux parler des Indes anglaises, où la liberté de la frappe existe pour les particuliers, et où il appartient à chacun de se libérer de ses acquisitions en transformant des lingots d'argent en monnaie.

De ce très rapide exposé que je viens de faire, je tire cette première conclusion que, sans contester que nous subissons nous-mêmes le contre-coup de la situation, lourde pour tout le monde, qui a été décrite, nous en souffrons beaucoup moins que l'Angleterre. C'est l'Angleterre qui voit ses relations avec l'Inde rendues plus difficiles, souvent plus onéreuses, précisément à raison de la situation que je viens d'indiquer. Il en résulte que c'est surtout à l'Angleterre qu'il appartient de poursuivre la solution que nous recherchons.

M. Bourgeois. — C'est elle qui a imposé le monométallisme argent aux Indes.

M. le ministre. — Messieurs, la clef de la solution n'est pas à Paris ou à New-York, elle est à Londres — et aussi à Berlin, mais dans une mesure beaucoup moins grande.

Si vous me demandez de déclarer que je donnerai pour instructions à nos délégués de favoriser tous les efforts faits pour augmenter l'utilisation de la monnaie d'argent, — je crois que cette formule se rapproche plus du texte de la conférence que celle que vous avez employée et que vous avez puisée dans les documents de 1881, — je suis tout disposé à le faire, mais j'entends que ces instructions soient subordonnées à une action de l'Angleterre se produisant dans le même sens que celle que vous demandez de favoriser.

M. de Soubeyran a parlé ici de l'un des côtés de la question qui peuvent



le plus émouvoir la Chambre, si soucieuse des intérêts agricoles : de la perturbation que peuvent apporter dans le commerce des grains, par exemple, les fluctuations de l'échange dans l'Inde.

Certes, il est vrai que c'est là un facteur de la dépréciation du cours des céréales, mais il ne faut pas en exagérer l'importance. La production des Indes n'est pas, si les documents que j'ai pu me procurer sont exacts, supérieure à 14 ou 15 millions d'hectolitres par an, sur lesquels 7 millions d'hectolitres seulement sont exportés dans le monde entier. D'où il suit que là encore le préjudice porté à nos intérêts n'est pas aussi considérable que celui qui atteint la nation voisine et amie dont je parlais tout à l'heure.

D'autre part, M. de Soubeyran le rappelait, nous sommes la nation qui a la plus grande circulation d'argent ; nous en avons pour 3 milliards et demi, peut-être davantage, car il n'y a pas de certitude absolue : les uns disent 5 milliards, les autres 3 et demi. Disons 3 et demi pour prendre le chiffre le plus bas. Il n'y a guère que les Etats-Unis qui possèdent une richesse en métal blanc aussi considérable que la nôtre.

M. le baron de Soubeyran. — Du tout ! elle n'est pas aussi considérable !

M. le ministre. — Je vous ai effectivement entendu tout à l'heure donner un chiffre qui, je dois le dire, m'a étonné. Vous n'avez sans doute tenu compte que de l'argent monnayé livré à la circulation ; mais j'estime que pour avoir une appréciation exacte, complète, il faudrait y ajouter tous les lingots d'argent qui attendent une occasion plus favorable pour se transformer en monnaie et venir en Europe.

Au surplus, le chiffre exact a peu d'importance et, si vous voulez, nous dirons que nous avons plus de métal argent que les Etats-Unis, et mon argument n'en sera que plus fort, car plus notre richesse métallique renferme un contingent élevé de métal blanc et plus nous avons le devoir d'être circonspects et de ne pas susciter des mesures qui feraient affluer encore dans notre pays un métal qui n'aurait pas de valeur libératoire chez les autres nations.

Certes, il est facile de concevoir que la grande nation des Etats-Unis ait pris l'initiative du congrès auquel elle nous convie de nous rendre. Ce n'est pas seulement une question économique qui émeut et inspire les hommes d'Etat de l'autre côté de l'Atlantique. C'est, M. de Soubeyran le sait aussi bien que moi, une question de politique intérieure. Le bill Mac-Kinley protège l'industrie américaine ; et l'agriculture réclame à son tour. A côté de l'agriculture, de leur côté, les possesseurs des riches mines de l'Ouest se plaignent et font entendre leur voix ; mais notre situation n'est pas la même.

Passons maintenant à la question de la dénonciation de l'union latine.

Dans les chiffres qui ont été donnés tout à l'heure tant par M. de Soubeyran que par M. Bourgeois, on a relevé que nous avons en France une circulation de 2 milliards et demi à 3 milliards d'écus. C'est, en effet, le chiffre que je retrouve dans le rapport que m'a adressé M. Tirard, président de la commission monétaire que j'avais appelée à délibérer sur les questions qui devaient venir aujourd'hui devant la Chambre. Cette commission estime — et je rappelle que le gouverneur de la Banque, qui est bien placé pour savoir quel est le tantième des valeurs étrangères qui sont dans ses caisses, en fait partie — que la circulation d'écus en France est de 2 milliards et demi à 3 milliards, sur lesquels on rencontre 30 0 0 d'écus étrangers.

Il y a 300 millions de ces écus étrangers en dépôt à la Banque de France, et la circulation probable paraît être d'environ 500 millions. En Italie, il n'y a plus de circulation d'écus de 5 fr. : ils ont disparu, chassés par le papier-monnaie, par les petites coupures, et on ne connaît que l'existence d'un dépôt de 100 millions dans les banques italiennes. En Belgique, il paraît y avoir environ 80 millions d'écus français, contre 300 millions d'écus belges qui circulent en France.

Aussi, la commission dont je parlais tout à l'heure, qui est instituée pour veiller sur la circulation monétaire et apprécier les changements que pourrait commander notre intérêt dans nos relations avec nos alliés et nos contractants, s'est exprimée avec une clarté qui me paraît tellement démonstrative, que je demande la permission de mettre sous les yeux de la Chambre ce passage de son rapport relatif à la dénonciation de l'union latine.

Ce rapport n'a pas été fait pour la publicité ; mais il me paraît qu'il la peut affronter malgré les appréciations qu'il contient sur les difficultés que peut faire naître la dénonciation de ce traité :

« Les partisans de la dénonciation, dit le rapport du président Tirard, font le raisonnement suivant : Plus l'argent baisse, plus nos débiteurs éprouvent de difficultés pour nous rembourser. Il importe donc de régler la question par une convention nouvelle, et de ne pas rester dans la situation précaire d'un régime qui ne dure qu'en vertu de la tacite reconduction. »

C'est bien l'argument que produisait tout à l'heure l'honorable M. Bourgeois.

« Ce raisonnement n'est pas juste, répond-on : les conventions monétaires ne font aucune attention à la valeur intrinsèque des monnaies : on ne peut donc se fonder sur une baisse plus ou moins grande de l'argent pour rompre l'union.

« D'ailleurs, en supposant que la Belgique fût en mesure de remplir ses engagements, il est certain qu'il n'en serait pas de même pour l'Italie. La rupture aurait donc, au point de vue politique, les conséquences les plus graves. Au point de vue économique, elle ne présenterait aucun avantage : les écus italiens ne représentent en réalité qu'une partie assez faible de notre circulation argent, et leur retrait pourrait troubler dans leurs habitudes monétaires les populations accoutumées à les recevoir. Enfin, comment pourrait s'opérer le rapatriement des 200 millions d'écus belges et italiens ? Par la voie naturelle des échanges... ? »

J'appelle particulièrement sur ce passage du rapport l'attention de ceux de nos collègues qui se préoccupent de la protection qu'ils ont voulu accorder aux produits agricoles et industriels :

« Nous ne sommes les maîtres ni de nos importations ni de nos exportations de marchandises, et une exportation forcée de numéraire n'exercerait-elle pas une influence fâcheuse sur les changes ? La seule éventualité favorable serait celle d'un emprunt fait par le gouvernement italien.

« Ces considérations ont conduit la commission à conclure, dans l'intérêt de la France, au maintien du *statu quo*, sans se dissimuler toutefois combien il est difficile de traiter de semblables questions à la tribune du Parlement et de dévoiler ainsi publiquement les embarras que causerait à nos associés et même à nous la rupture de la convention. »

Messieurs, j'ai cru, pour ma part, qu'il était de mon devoir de mettre sous les yeux de la Chambre tout ce passage du rapport de la commission. Je n'ignore pas, et personne ne peut ignorer, qu'une campagne a été faite dans la presse qui a pu exercer une certaine action sur les esprits des membres de la Chambre, et, si délicats que soient certains passages de ce rapport, ils n'ont rien cependant qui soit de nature à émouvoir les susceptibilités les plus chatouilleuses : il était donc utile qu'ils fussent mis sous les yeux de la Chambre.

J'abrége, et je terminerai par deux citations.

M. de Soubeyran nous a parlé d'un discours de M. Beernaert, ministre des

finances en Belgique, et d'un discours de M. Goschen. J'ai ces deux documents. Je croyais y trouver la même tendance que notre honorable collègue apportait tout à l'heure à cette tribune. J'ai été frappé, au contraire, de l'extrême réserve de ces deux hommes d'Etat, de leur volonté bien arrêtée de ne prendre aucune sorte d'engagement.

Savez-vous quel est le point culminant du discours du ministre des finances de Belgique, précédant de quelques lignes un compliment à l'adresse de la France, qui joue dans l'union latine le rôle de leader?...

M. Beernaert a dit :

« Que peut-on attendre d'une réunion de ce genre ? C'est ce qu'il est impossible de dire ; mais il est certain que celui qui aurait trouvé un remède aux difficultés de la situation monétaire actuelle, et surtout qui aurait réussi à le faire adopter, aurait bien mérité de l'humanité. »

C'est tout à fait mon avis et c'est aussi certainement celui de M. de Soubeyran.

M. le baron de Soubeyran. — Parfaitement.

M. le ministre. — Quant à M. Goschen, voici ce qu'il répondait à une délégation de la chambre de commerce de Manchester, qui venait le féliciter d'avoir accepté l'invitation des Etats-Unis.

« J'ai surtout, disait-il dans cette entrevue, à bien établir la situation actuelle et les vues du gouvernement. Voici la situation : il y a deux jours, le ministre des Etats-Unis a remis au premier ministre une note conviant le gouvernement de la reine à une conférence dont l'objet serait de rechercher s'il n'y aurait pas des mesures à prendre — et lesquelles — pour développer l'emploi de l'argent dans le régime monétaire des nations.

« Les Etats-Unis ont libellé leur invitation de telle sorte que les autres pays peuvent l'accepter sans engager en rien leur liberté d'action. La formule est très compréhensive, mais l'acceptation ne préjuge rien, et je me rends compte que les Etats-Unis ont cherché à faciliter autant que possible l'adhésion des diverses puissances. En acceptant l'invitation, comme nous l'avons fait, nous avons été guidés, dans une large mesure, par l'extrême intérêt que la question inspire à d'importantes industries, comme celles qui sont ici représentées ; en même temps, nous n'avons pas pu perdre de vue les aspirations de l'Inde, que la question touche si directement. Nous avons donc cru devoir accepter l'invitation qui nous était faite ; mais cette acceptation même m'oblige ici à une discrétion toute particulière. »

Messieurs, je n'en dirai et je n'en peux pas dire beaucoup plus que le ministre des finances du gouvernement qui a entre les mains la clef de la solution.

Nous répondrons à l'invitation des Etats-Unis, nous irons à la conférence dans le sentiment que j'ai indiqué tout à l'heure ; mais, en répondant à cette invitation, nous entendons réserver complètement notre liberté d'action dans le présent et pour l'avenir.

En ce qui touche la demande de dénonciation de l'union latine, la lecture que j'ai faite tout à l'heure du rapport de la commission monétaire dont le gouvernement s'approprie les conclusions, indique assez que le gouvernement est opposé à la dénonciation de ce traité.

Le vote de deux ordres du jour purs et simples acceptés par M. Rouvier a clos la discussion.

## CONGO FRANÇAIS

### Régime douanier du bassin occidental du Congo.

La commission internationale réunie à Bruxelles à la fin de l'année 1890 pour établir les bases du régime douanier à mettre en vigueur au Congo a



laissé aux puissances possessionnées dans le bassin occidental le soin de régler entre elles, par voie d'accord direct, le tarif qu'elles devraient appliquer.

C'est ainsi qu'à la suite de négociations ouvertes entre la France, le Portugal et l'Etat indépendant du Congo, un premier protocole a été signé à Paris le 9 février 1891. Cet accord avait permis d'établir un tarif unique de droits d'entrée dans le bassin occidental du Congo, mais laissait en dehors les droits de sortie.

Pour rendre plus complète l'union douanière projetée entre le Congo français, les possessions portugaises et le territoire de l'Etat indépendant et pour satisfaire aux vœux du commerce français intéressé, de nouveaux pourparlers furent engagés entre les trois gouvernements. Ils ont abouti à une entente qui a été consacrée par un protocole signé à Lisbonne le 8 avril dernier et qui, se substituant à celui du 9 février 1891, soumet à un tarif unique les droits d'entrée et de sortie dans les territoires français, portugais et belges du Congo.

Voici le texte de ce protocole, qui est entré dès maintenant en vigueur :

Le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et le Gouvernement de l'Etat indépendant du Congo, ayant ouvert entre eux la négociation prévue par la déclaration du 2 juillet, à l'effet d'établir un tarif de droits d'entrée et d'exportation dans le bassin occidental du Congo, se sont entendus sur les points suivants :

1<sup>o</sup> Tous les produits importés dans le bassin occidental du Congo seront taxés à 6 0/0 de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel, qui acquitteront le taux de 10 0/0. Les alcools sont réservés.

Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans prenant cours le jour de l'application des droits, et pourront ensuite être imposés à 3 0/0.

Les locomotives, voitures et matériel des chemins de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation.

Ils pourront ensuite être imposés à 3 0/0.

Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte, les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo, sont exempts.

2<sup>o</sup> Les produits exportés du bassin occidental du Congo acquitteront les droits de sortie suivants :

Ivoire et caoutchouc : 10 0/0 de la valeur.

Arachides, café, copal rouge, copal blanc (de qualité inférieure), huile de palme, noix palmistes, sésame : 5 0/0 de la valeur.

Les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc seront perçus sur les bases suivantes :

Morceaux d'ivoire, pilons, etc. : 10 fr. le kilogramme.

Dents d'un poids inférieur à 6 kilogr. : 16 fr. le kilogramme.

Dents d'un poids supérieur à 6 kilogr. : 21 fr. le kilogramme.

Caoutchouc : 4 fr. le kilogramme.

Ces bases seront revisables d'année en année, d'après la valeur marchande à la côte d'Afrique, dans des conditions de nature à donner toute garantie au commerce.

3<sup>o</sup> Les tarifs ci-dessus indiqués des droits d'entrée et de sortie sont établis pour dix ans.

En foi de quoi, les soussignés, M. Paul-Louis-Georges Bihourd, envoyé extra-



ordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, M. Antonio de Sousa Silva Costa Lobo, ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. le roi de Portugal et des Algarves, et M. Léon Verhaeghe de Naeyer, plénipotentiaire de S. M. le roi souverain de l'Etat indépendant du Congo, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Lisbonne en triple exemplaire, ce 8 avril 1892.

(L. S.) Signé : G. BIHOURD.

(L. S.) Signé : COSTA LOBO.

(L. S.) Signé : L. VERHAEGHE DE NAEYER.

M. de Brazza, commissaire général du Gouvernement a adressé au sous-secrétaire d'Etat des colonies, le rapport suivant, au sujet de sa mission :

Station de Bania (4°00'30" lat. N.).

Monsieur le sous-secrétaire d'Etat,

Le développement commercial de la Sangha marche rapidement. Recon nue à peine depuis un an, cette rivière a été déjà parcourue plusieurs fois par des vapeurs de commerce. A Ouesso, dans le Ngoko, à Adoulmadjali et à Bayanda, des factoreries sont établies. L'esprit des populations, sauf quelques tribus du haut Ngoko, paraît tranquille.

Dans les régions du haut, qui n'avaient pas été visitées depuis le retour de M. Fourneau, j'ai été partout accueilli avec enthousiasme. A mon passage à bord de l'*Amiral-Courbet*, des indigènes montaient à bord pour nous servir de pilotes, et des pirogues nous escortaient pour nous montrer les passages difficiles.

J'ai marché rapidement jusqu'à Mokélo (3°34' de latitude nord), où je suis arrivé inattendu.

Là je me suis mis en relation avec les populations de terre ferme, et l'annonce de notre arrivée a pu se répandre ainsi utilement vers le nord par l'intermédiaire même des chefs visités par M. Fourneau, venus sur le bord du fleuve donner des gages d'amitié et faire viser leurs traités.

Le 4 janvier, je suis arrivé à Bania. Bien que les eaux fussent presque entièrement basses, j'ai pu passer partout sans difficultés sérieuses et ai constaté que, sauf à l'époque actuelle, presque tous nos vapeurs peuvent remonter ici. A Bania, aux îles du chef Djoumbé, on se butte à un passage qui peut être franchi, mais seulement dans des conditions spéciales.

Le vapeur le *Courbet* est très approprié à la navigation en amont, par suite de sa vitesse et de ses qualités spéciales permettant de diminuer son tirant d'eau par l'immobilisation momentanée de son appareil moteur ; j'attends de bons services de ce vapeur.

La station de Bania, que M. Decressac établit avec le concours des indigènes, est située en un point qui sera la base d'opérations des transactions vers le nord et le nord-est, et est appelé, je crois à un important avenir. Les populations voisines sont denses : le groupe seul des îles Djoumbé contient trente à quarante villages.

Immédiatement en amont, commence la région habitée par des populations de race différente et en hostilités avec celles des îles. M. Fourneau a eu à subir leurs attaques lors de la descente de l'Ekéla.

A Bania même, la rive droite du fleuve est souvent exposée à leurs incursions, et les populations riveraines, chassées depuis quelques années de terre ferme par leurs empiètements, ont établi leurs villages à l'abri, dans les îles, et osent à peine s'aventurer dans leurs plantations placées dans le voisinage immédiat de la rivière.

La population fluviale est nombreuse et se rapproche beaucoup de certaines races de l'Oyoué, les Okotas. Elle pourra être, par la suite, utilisée et

comme main-d'œuvre locale et pour les transports en pirogue, mais non concourir au développement de notre influence dans la région du nord.

Grâce à la connaissance du caractère de ces populations, et aussi quelque peu à leur langue, j'ai pu éviter la situation qu'elles s'apprêtaient à nous créer vis-à-vis des populations de terre ferme, populations qui, par leur caractère et leurs relations plus étendues et leur groupement autour des chefs, constituent un élément d'action dont nous pouvons tirer profit pour le développement de notre influence dans les régions du nord.

Mon arrivée ici avec douze sénégalais pour toute escorte (y compris l'équipage du *Courbet*) et devançant la venue du personnel nombreux qui accompagne le personnel Decœur aura été utile pour déjouer les intrigues visant à faire de nous les instruments inconscients de revanche d'anciennes querelles.

Dès le début de mon voyage, j'étais pénétré de l'importance qu'il y avait d'entrer au plus tôt en relations avec Djambala, qui se trouve à 80 kilomètres au nord-ouest de Bania et commande sur les territoires qui séparent le groupe de villages où M. Fourneau a eu à subir les hostilités des indigènes du point où une attaque de nuit l'a forcé à la retraite.

Je suis heureux de vous annoncer que ce chef, dont l'importance est très réelle, se trouve depuis le 19 janvier à la station de Bania, où il est venu avec une suite de trente hommes et de chefs sous ses ordres pour me donner des assurances d'amitié.

M. Blot, agent auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe, que j'avais chargé de cette mission délicate et non sans danger, s'en est acquitté d'une manière digne d'éloges qui me fait bien augurer des services qu'il pourra rendre par la suite. J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un rapport et le relevé de son itinéraire.

Les effets que j'attendais de ce rapprochement se sont fait sentir aussitôt, et les chefs qui ne sont pas compromis dans l'attaque de la mission Fourneau, et que la duplicité des populations riveraines s'efforçait d'éloigner de nous, m'envoient des protestations d'amitié.

J'ai même commencé à accepter la soumission de certains chefs qui, éloignés eux-mêmes de la rivière, n'étaient pas compromis, mais dont quelques villages établis sur les rives du fleuve s'étaient montrés hostiles et avaient lancé des flèches sur les pirogues de la mission Fourneau qui descendait le fleuve dans sa retraite.

Je vais faire des démarches pour entrer en relation avec les populations qui se trouvent au delà du point où la mission Fourneau a été arrêtée : j'espère y arriver et ouvrir ainsi la route du nord à de nouvelles explorations vers ce côté.

Les populations à châtier étant ainsi circonscrites par un groupe de populations déjà rassurées, nous aurons une entière liberté d'action dans la répression qui pourra être exercée et qui me paraît déjà pouvoir être localisée à trois groupes de villages appartenant à trois chefs assez peu considérables et que Djambala m'a même offert de châtier sans que je lui prête mon concours.

Je ne pensais pas que la situation pût être en si peu de temps aussi satisfaisante. Je suis heureux de vous faire connaître qu'elle est due aux qualités dont M. Fourneau a su faire preuve dans les conditions difficiles qui ont mis fin à sa mission. Le fait d'avoir brûlé le corps de M. Thiriet a permis que les indigènes en ignorent la mort, et la destruction de ses marchandises a été si complète qu'elle n'a laissé aucun butin aux mains de ses agresseurs, tandis que les pertes qui leur ont été infligées à l'endroit même où l'attaque a été repoussée ont été plus considérables que ne le pensait M. Fourneau lui-même, et, circonstance heureuse, le chef le plus important, l'instigateur de l'attaque a été tué et ses hommes ont été les plus éprouvés. Les seules pertes infligées aux agresseurs au moment où l'attaque a été repoussée, et qui auraient été de cinquante hommes tués, connues au loin, ont produit

une impression considérable sur des populations dont le courage tenait surtout à l'ignorance absolue de l'effet de nos armes.

Parmi les messagers envoyés auprès de moi par les chefs des régions voisines se trouve la femme d'un chef important en antagonisme avec Djambala. Ces avances arrivent en temps opportun et me permettent d'établir dès le début notre situation, qui doit planer plus haut que l'antagonisme des différents chefs.

Les grandes populations avec lesquelles nous allons nous trouver en relation sont, en dehors des riverains, les N'Dérés ou N'Dris, qui nous séparent des gens de Djambala et qui s'étendent en outre sur les deux rives du fleuve en amont. Ce sont les N'Dris du Haut-Oubanghi, et leur territoire paraît s'étendre du Haut-Sangha au Haut-Oubanghi à la limite d'extension des forêts. Viennent ensuite les groupes de Djambala, parmi lesquels se trouvent mélangées au nord-ouest les populations de race foulha qui ont conquis le pays de l'ouest.

Sur la route du nord, ces mêmes populations se trouvent mélangées avec celles de race haoussa, situées à l'est des Foulhas et s'étendant au nord vers le haut cours de la Bénoué. Ils paraissent avoir joué un rôle analogue, mais moins belliqueux que les Foulhas au nord-ouest. Ils s'étendent vers le sud entre les deux rives Massiépa et Ekéla et ont des communications suivies entre les hautes régions voisines d'ici et la contrée du Haut-Bénoué.

Il y a dans toutes ces populations et dans les intérêts qui les guident des éléments d'une action qui, bien exercée, peut tourner au profit de notre influence et faire sentir ses effets à de grandes distances.

Telle est la situation générale qui me paraît se dessiner ici et qui justifie pleinement l'intérêt que j'y attache et le temps que je suis disposé à lui consacrer.

DE BRAZZA.

---

## GRANDE-BRETAGNE

Le Gouvernement canadien a désigné pour le représenter à la Conférence d'arbitrage, qui se réunira à Paris pour examiner le litige relatif aux pêcheries de la mer de Behring, le ministre de la justice du Dominion, sir J. Tompson.

On sait que la France, l'Italie et le Royaume-Uni de Suède et de Norvège doivent nommer chacun un arbitre en vue de régler, de concert avec deux délégués anglais et deux délégués américains, la question des pêcheries de la mer de Behring, qui inquiète et indispose depuis quelque temps les Gouvernements anglais et américain.

On ne connaît pas encore le nom du délégué français que M. Ribot a été prié de désigner il y a un mois.

La diplomatie américaine a obtenu de lord Salisbury que la langue anglaise serait exclusivement employée devant les arbitres, et un amendement a été introduit à cet effet dans le traité d'arbitrage conclu en avril dernier entre le Cabinet de Washington et le Gouvernement anglais; on vient d'ajouter à ce traité un amendement en vertu duquel le jugement des arbitres devra être rendu dans les quatre mois qui suivront la clôture de la discussion.

---

## ITALIE

Le ministère présidé par M. di Rudini a été renversé à la suite d'une discussion qui a rempli deux séances de la Chambre des députés, les 4 et 5 mai.

La séance du 4 mai s'est ouverte par un exposé de la situation que le président du conseil a fait au nom du gouvernement.



M. di Rudini commence par annoncer la démission de M. Colombo et l'octroi de l'intérim des finances à M. Luzzatti. Il ajoute ensuite les explications suivantes :

« Dans la discussion du budget rectificatif 1891-92, le gouvernement a formellement promis qu'il présenterait de nouvelles mesures financières pour combattre le déficit. C'était donc le principal devoir des ministres d'examiner de nouveau la question financière et de proposer à la Chambre les mesures annoncées et nécessitées par la situation.

« Dans le conseil des ministres, on pensa pouvoir demander aux recettes une augmentation d'environ quinze millions ; on pensa surtout aux douanes, mais les douanes ne produisirent pas ce que le gouvernement en attendait. Cependant, au point de vue économique, elles donnèrent des résultats qui jusqu'à un certain point doivent nous rassurer ; la diminution des droits d'entrée sur les blés prouve que la récolte a été bonne, et celle des droits sur le fer atteste qu'on laisse de côté les entreprises hasardeuses.

« Il y eut dissension parmi les ministres. M. Colombo contestait résolument qu'on dût demander quoi que ce soit à l'impôt. Le fait était grave, grave surtout parce que le dissentiment se manifestait avec le ministre des finances sur une matière de sa compétence, et sur une question qui était la véritable raison d'être du cabinet et en vue de laquelle il s'était constitué.

« Dans ces conditions, je crus devoir donner notre démission collective pour laisser à la Couronne pleine et entière liberté. S. M. le roi se réserva le droit de se prononcer sur l'acceptation de cette démission, et en attendant il me chargea de recomposer le cabinet.

« J'ai accepté cette mission et, après avoir demandé l'avis de plusieurs hommes politiques et étudié la situation, j'ai cru devoir proposer à Sa Majesté d'accepter la démission du ministre des finances et de confier l'intérim de ces fonctions à notre collègue du trésor. »

Après avoir répandu des fleurs sur le tombeau ministériel de M. Colombo, le président du conseil expose comme suit la situation financière :

« Avant tout, il est de mon devoir de déclarer que sur les prévisions du budget 1892-93 il y avait encore une *a* qui devait être résolue : les dépenses extraordinaires militaires. La Chambre n'ignore pas que le gouvernement s'est toujours réservé de formuler, quand le moment serait venu, les propositions nécessaires pour les dépenses militaires extraordinaires et pour les crédits nécessaires à cet objet.

« Ces dépenses, ainsi que le ministre de la guerre l'a souvent déclaré, doivent en moyenne atteindre une somme de 20 millions dont 4 millions et demi étaient et sont inscrits dans le budget de première prévision 1892-93, tel qu'il a été présenté. Le ministre de la guerre croit ensuite que 12 millions seront encore nécessaires pour cette année ; mais il ne demandera que 9 millions seulement pour le budget de première prévision de 1892-93, parce que ces 9 millions il peut les trouver dans son budget, en y introduisant des économies en partie définitives, en partie provisoires.

« L'*X* est donc résolue et les 246 millions, somme totale du budget de la guerre pour 1892-93, restent tels quels.

« Le déficit prévu par le gouvernement pour cet exercice sera de 33 millions. Mais il ne sera de 33 millions que si la Chambre approuve les mesures qu'on lui propose : 14 millions d'économies diverses et de prorogation de dépenses ; 11 millions d'augmentation de recettes dont 3 tirés du Fonds pour le culte et le reste de différentes mesures : concessions du gouvernement, hypothèques, etc., etc. »

Le président du conseil affirme ensuite que le budget que le cabinet déposera pour l'exercice 1892-93 sera le plus solidement charpenté qui ait jamais été présenté.

Passant ensuite à envisager l'avenir, il observe que si les symptômes



économiques sont encourageants, il faut tenir compte des nouvelles dépenses exigées par des lois déjà votées :

« Par conséquent, le ministère a dû penser à renforcer le budget et, pour cela, il présentera une loi sur l'impôt de succession qui donnera une augmentation de recettes de 4 ou 5 millions; on présentera aussi une convention pour le monopole des allumettes dont le gouvernement attend pour l'année 1892-93 une recette extraordinaire de 6 millions en or, et une recette normale de 6 ou 7 millions qui augmentera graduellement. Ce sont donc 18 millions environ qu'il faut retrancher des 33 millions de déficit annoncé. »

M. di Rudini parle ensuite de la nécessité d'introduire des économies nouvelles, et il donne alors lecture d'un projet de modifications à introduire dans le personnel des administrations du gouvernement à l'aide de simples décrets, même quand ce personnel aura été établi par une loi. (Bruyantes interruptions à gauche et au centre.)

Après avoir demandé un vote clair et explicite, M. di Rudini conclut en déclarant à la Chambre que, si elle approuve les projets du gouvernement, elle votera un bon budget, mais, que, si elle les repousse, elle se trouvera, pour l'exercice 1892-1893, en face d'un déficit de 60 millions.

Le reste de la séance a été rempli par quatre discours d'opposition.

M. Marinuzzi démontre que, sous prétexte d'aviser au budget financier, on a ruiné la prospérité économique du pays. L'orateur ne conteste pas la netteté des déclarations du gouvernement, mais il estime que la Chambre n'a qu'à prendre acte de la démission du cabinet.

M. Imbriani a pris la parole après lui :

Nous avons assisté tout à l'heure à un spectacle curieux. L'attitude de la Chambre écoutant les déclarations du cabinet avait quelque chose d'éloquent : on eût dit le chœur grec qui précède les catastrophes. Même au Sénat le silence a été profond. On entendait voler une chauve-souris qui s'était introduite dans l'enceinte. (*Hilarité sur tous les bancs.*)

Si le silence est une leçon, messieurs les ministres l'ont reçue, et de façon solennelle.

Comment s'est-elle produite, cette crise extra-parlementaire ? Comment se fait-il que les ministres, chargés de votes de confiance, aussitôt soustraits à l'incubation du contrôle parlementaire, n'aient rien eu de plus pressé que de donner leur démission ? M. di Rudini a bien essayé de nous expliquer ce mystère, mais dans un moment d'émotion il n'a point parlé de la démission des sous-secrétaires d'Etat, comme si le grand officier Lucca (rires) et le commandeur Salandra étaient des non-valeurs.

M. Imbriani rappelle les engagements pris par le cabinet en arrivant aux affaires, et auxquels il a manqué par la suite. Un seul est demeuré fidèle au drapeau : M. Colombo, et il convient de l'en louer hautement. Il dit que M. di Rudini a manifesté son impuissance. Il critique vivement l'intervention dans la crise du chef de l'état-major, M. le général Cosenz, et du secrétaire de la maison royale, M. Rattazzi.

Malgré l'intervention du président, qui lui recommande d'éviter les personnalités, M. Imbriani accuse le gouvernement d'être incohérent en toutes choses, et cite l'exemple du général Gandolfi, blâmé d'abord par M. di Rudini, puis créé grand officier de la couronne d'Italie.

Il faut changer de politique. Le ministère qui vous a précédés a été, et il en sera encore ainsi de celui qui vous suivra, dans le même embarras que vous, car ces embarras résultent d'un même système de gouvernement. L'exagération des dépenses militaires est la conséquence inévitable de la triple alliance.

La ruine de l'Italie procède de deux causes : la triple alliance et la politique africaine.

La rupture avec la France est la conséquence directe de votre politique. Le cabinet est dans un véritable état d'anarchie. Il n'a d'idée nette et claire sur rien (rires). C'est ce qu'on a dit autrefois de l'Autriche. Ce doit être un effet de l'alliance ! (nouveaux rires).

M. Imbriani conclut au renversement du ministère.

Cette thèse est soutenue par M. Vischi.

Enfin M. Bovio, reprenant une partie des arguments développés par M. Imbriani, estime lui aussi qu'il faut changer de système, abandonner le programme de la « Triplice » et se consacrer au relèvement des forces économiques du pays.

M. di Rudini prend de nouveau la parole. Il ne veut pas, dit-il, laisser la Chambre sous l'impression des discours de MM. Marinuzzi, Imbriani et Bovio. L'équilibre du budget n'a pas été obtenu parce que les dépenses extraordinaires ont été incorporées dans le budget ordinaire. Il repousse énergiquement l'accusation d'incohérence portée contre le gouvernement. Il justifie la demande qu'il a faite à la Chambre de lui accorder les pouvoirs nécessaires pour réaliser des réformes organiques et des économies dans les services administratifs.

Les adversaires du gouvernement, continue M. di Rudini, repoussent ce qu'il propose à la Chambre ; mais que ne proposent-ils eux-mêmes quelque chose pour remplacer ce qu'ils blâment si sévèrement ? Il ne suffit pas de démolir, il faut savoir aussi édifier.

M. Biancheri, président de la Chambre, annonce qu'il a reçu un grand nombre de demandes d'interpellation. Il en donne lecture au milieu d'un bruit assourdissant. La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

C'est M. Giolitti qui a ouvert le feu dans la séance du 5 mai.

L'ancien ministre des finances s'est attaché à démontrer dans son discours que le programme ministériel ne suffirait pas à tirer le pays d'embarras et en second lieu que le cabinet n'était pas assez fort pour appliquer ce programme. M. Giolitti s'est déclaré l'adversaire résolu de l'établissement de la régie des allumettes.

En terminant, l'orateur a admis qu'il serait possible de réaliser des économies dans le budget de la guerre, mais il a ajouté qu'il était dangereux de discuter tous les jours sur l'armée. Il a conclu en invitant la Chambre à voter contre le ministère dans l'intérêt suprême de la patrie.

Tout en attaquant M. di Rudini sur le terrain financier, M. Giolitti n'a cependant pas manqué de faire une éclatante apologie de sa politique extérieure. M. Giolitti a préparé ainsi les voies à sa candidature à la présidence du conseil.

M. Ellena a ensuite fait la critique du budget de la guerre.

M. di Rudini est venu enfin annoncer à l'assemblée qu'il acceptait l'ordre du jour de confiance de M. Grimaldi. « Si la Chambre, dit-il, renverse le ministère, elle sera obligée de voter de plus grands impôts que son successeur ne manquera pas de lui proposer. »

Les ordres du jour présentés par l'opposition ayant tous été retirés, celui

de M. Grimaldi a été mis aux voix. Cet ordre du jour était ainsi conçu : « La Chambre approuve les déclarations du gouvernement et passe à l'ordre du jour ».

Au vote, il a été repoussé par 493 voix contre 183. Le ministère était renversé.

Le lendemain 6 mai, M. di Rudini annonçait à la Chambre que le cabinet avait donné sa démission, et que celle-ci avait été acceptée par le roi. La Chambre s'ajournait ensuite *sine die*.

— Un ministère a été constitué le 13 mai, sous la présidence de M. Giolitti, qui a pris le portefeuille de l'intérieur ; M. Brin, qui a été plusieurs fois ministre de la marine, devient ministre des affaires étrangères.

Les Chambres ont repris leurs séances le 25 mai. Le président du conseil a fait la déclaration suivante :

Les questions économiques et financières sont maintenant la principale préoccupation, non seulement de l'Italie, mais de presque toutes les nations civilisées.

L'Italie, qui, en peu d'années, a dû pourvoir à toute son organisation intérieure en s'imposant de lourds sacrifices, ressent plus vivement les effets de la crise générale et plus vivement se préoccupe des difficultés économiques et financières. Ces préoccupations ont leur reflet fidèle dans les discussions et les votes du Parlement. Depuis quatre années qu'il interprète la volonté du pays, il a sans cesse manifesté sa volonté de trouver un remède à la situation, principalement au moyen d'économies et de réformes. Le ministre se présente devant la Chambre fermement décidé à suivre la ligne de conduite indiquée par le Parlement, en régularisant les finances et en aidant de tout son pouvoir à la résurrection économique du pays, qui est liée d'une manière indissoluble à l'équilibre du budget. En réglementant les finances, nous ne perdrons jamais de vue la somme très élevée de nos impôts ; nous chercherons, par tous les moyens, à éviter au pays la nécessité de nouvelles charges en continuant à réduire nos dépenses. Il a déjà été fait beaucoup en ce sens. Nous pensons qu'à la période des économies, qui ont surtout consisté dans la réduction des sommes portées au budget et dans l'ajournement des dépenses, doit succéder une période de réformes dans tous les services publics.

Il faut concilier le minimum de dépenses avec le maximum de simplicité et la rapidité des services. Au point de vue financier, les réformes doivent avoir deux buts : consolider les économies réalisées en organisant les services sur une base de dépenses réduites et obtenir de nouvelles diminutions permanentes de dépenses. Quant aux dépenses militaires, nous nous attacherons à les maintenir dans les limites strictement nécessaires pour la défense du pays. Les dépenses effectives de l'armée seront réduites à 230 millions pour la partie ordinaire et elles ne dépasseront pas 246 millions pour l'ensemble. Nous pourvoirons à la partie extraordinaire, destinée à la fabrication des fusils, en vendant graduellement l'argent des piastres bourbonniennes qui gisent dans les caisses de l'Etat. (Grand bruit.) Le gouvernement ne doit pas être le seul facteur à envisager : en première ligne doit figurer l'initiative privée. Le concours du gouvernement est nécessaire pour écarter les obstacles parmi lesquels il faut compter tout d'abord la condition anormale de notre circulation monétaire, la mauvaise organisation du crédit, l'organisation défectueuse des études, notre découragement qui n'est pas proportionné à notre situation réelle, plus que tout peut-être les obstacles artificiellement créés au commerce international par un courant exagéré de protectionnisme auquel nous avons inutilement cherché à résister avec des tarifs douaniers plus modérés que ceux des peuples voisins et duquel



désormais tous les pays d'Europe éprouvent les malheureuses conséquences. Nous étudierons avec la plus grande sollicitude les remèdes à ces maux, et nous chercherons à atténuer au moins ceux qu'il ne serait pas en notre pouvoir de guérir radicalement.

Le programme économique du ministère correspond à son programme politique à l'étranger et à l'intérieur, nos alliances ont été contractées dans le seul but de la paix et notre cordiale amitié avec toutes les puissances nous met à même de démontrer que l'Italie est pour l'Europe une sûre garantie du maintien de la paix, qui est pour nous comme pour tous les peuples civilisés, le plus vital des intérêts.

Le ministère veillera à l'intérieur sur toutes les libertés ; il se rappellera que la garantie nécessaire de la liberté est le maintien de l'ordre. Nous sommes persuadés que pour la solution des grandes questions économiques et financières, nous aurons l'appui du Parlement.

Le développement du programme économique et financier ne peut pas être l'œuvre de quelques jours, et, comme trente-cinq jours nous séparent seulement de la fin de l'année budgétaire, comme aucun des douze budgets pour l'exercice prochain n'a encore été examiné par le Parlement, il est évidemment de toute nécessité de mettre avant tous les autres travaux la discussion du budget 1892-1893, afin d'éviter les douzièmes provisoires, dangereux pour les services publics.

Nous acceptons comme une nécessité administrative les budgets proposés par le précédent ministère comme base de la discussion, et pour ne pas manquer au bon usage suivi jusqu'ici, nous invitons la Chambre à discuter sans retard le budget rectifié 1890-1891.

Je rappelle à la Chambre qu'en outre plusieurs projets de lois de grande utilité, et qui sont d'urgence, doivent être discutés dans le mois de juin.

Je propose la mise à l'ordre du jour des projets suivants :

Le traité de commerce avec la Suisse, qui donne au gouvernement italien la faculté d'appliquer la clause des vins ; le traité de commerce avec la Bulgarie, la convention commerciale et de navigation avec l'Egypte, l'arrangement international postal, signé à Vienne le 2 juillet 1891, la loi sur l'inscription maritime. La Chambre devra également étudier le budget militaire extraordinaire ; elle devra étudier avec le plus grand soin les modifications qui y seront apportées.

Viendront ensuite la prorogation des conventions postales maritimes, les à-comptes à donner par le Trésor aux fonds du culte ; la prorogation du terme établi par l'article 79 de la loi du 30 décembre 1888 pour le transfert à la charge de l'Etat des dépenses actuellement à la charge des provinces et des communes ; la modification de la loi sur la construction des routes commerciales obligatoires ; l'abolition des droits de sortie sur les soies ; le projet de loi qui doit régler le budget communal de la ville de Rome, un autre pour le budget de la ville de Naples.

Tout ce travail doit être achevé avant les vacances d'été.

Nous faisons appel au patriotisme de la Chambre pour hâter les travaux parlementaires par tous les moyens possibles.

Le projet de loi portant approbation du traité de commerce avec la Suisse sera mis en tête de l'ordre du jour de demain.

Accueilli froidement à la Chambre, M. Giolitti ne l'a pas été moins au Sénat, où M. Guarneri a demandé à interpellier le Gouvernement sur l'inconstitutionnalité de la solution de la crise.

M. Guarneri a dit qu'il n'entendait nullement avec cette interpellation parler de l'action constitutionnelle de la Couronne et a prié le président du Conseil dans sa réponse de ne pas « se dérober sous ce prétexte ».

« Il regrette que dans la solution de la crise on n'ait tenu aucun compte du Sénat. Les bonnes traditions parlementaires ont toujours en Italie laissé une participation équitable dans le pouvoir exécutif aux deux branches du Parle-



ment. Dans la crise actuelle, c'est un hasard ou une bonne chance que le sénateur Saint-Bon ait été confirmé à son poste de ministre; c'est le seul représentant du Sénat dans le Gouvernement. »

Il demande au président du Conseil les raisons pour lesquelles les bonnes traditions ont été ainsi brusquement interrompues.

M. Giolitti, protestant de sa plus haute et respectueuse admiration pour la première assemblée législative, dont il a eu toujours beaucoup à apprendre, a dit que les conditions politiques d'où est surgie la crise et les considérations qu'il a fallu observer dans sa solution indiquaient nettement les personnalités politiques qui devaient être appelées dans le nouveau Cabinet, personnalités qui siègent sur les bancs de la Chambre.

M. Guarneri, nullement satisfait des déclarations du président du Conseil, a présenté l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, regrettant dans l'intérêt du régime parlementaire qu'on n'ait pas tenu suffisamment compte de sa participation dans la composition du pouvoir ministériel, passe à l'ordre du jour. »

Mais sur l'insistance de ses amis politiques, il l'a retiré.

En revenant à la Chambre, M. Giolitti a été interpellé par MM. Imbriani, Cavalotti et de Zerbi.

Défendu par MM. Giovagnoli et Baccelli, il a demandé la remise de la discussion au lendemain.

Au début de la séance du 26, M. Giolitti a pris la parole :

« J'ai développé hier, a-t-il dit, les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouve le ministère.

« Formé sur une majorité homogène, il est attaqué injustement avant de pouvoir appuyer son programme par des actes. Le 5 mai, il s'agissait de juger un ministère déjà démissionnaire, mais qui avait quinze mois de gouvernement. Il avait appliqué son programme et les éléments pour le juger ne manquaient pas. Il serait injuste de nous juger sur nos déclarations sommaires d'hier. J'accepte de les discuter.

« La critique principale est que notre programme est vague. Ce n'est pas exact. Nous avons déclaré que nous tenons pour nécessaire de réformer tous les services de l'armée et le crédit; cela est assez sérieux. (Applaudissements.) Si vous vouliez un discours de rhétorique, vous avez raison. (Applaudissements.) Voulez-vous de grandes promesses? Mais le pays attend des faits; c'est sur ces faits que nous voulons être jugés. Notre programme? Mais vous le connaissez, après notre vie politique, notre passé. Depuis 1883, nous combattons le système dispendieux des finances qui nous a conduits dans les embarras où nous sommes. Pendant vingt-et-un mois, j'ai été ministre du Trésor et j'ai fait 63 millions d'économies.

« Notre programme n'est pas vague, mais il est impossible en dix jours de présenter un programme complet; notre programme est un programme de réformes générales. Nous nous trouvons au 21 mai avec deux budgets et quinze lois à discuter; il n'est pas été sérieux de présenter de nombreux projets organiques que l'on n'aurait pas le temps de discuter.

« Nous avons fixé les dépenses militaires ordinaires à 230 millions et les dépenses extraordinaires à 16 millions, en y comprenant les dépenses de la fabrication des nouveaux fusils. Il est absolument nécessaire que le soldat italien ait un armement qui ne soit pas inférieur à celui des autres pays. La réduction des corps d'armée est une question plutôt technique que financière, car faire de nos douze corps actuels dix corps d'armée nouveaux nous obligerait à rendre ces derniers plus forts, et la dépense serait presque la même, ceux qui préconisent une forte réduction des effectifs veulent détruire notre armée et non la modifier. Tant que le pays n'aura pas assuré sa propre indé-

pendance, il n'aura qu'un crédit de deuxième ordre. (Bruit.) D'ailleurs, faire aux dépens de l'armée 30 millions d'économie, ne changerait rien à la situation financière. (Bruit.) Nous avons eu un déficit de 483 millions; il n'est plus actuellement que d'environ 60 millions; il serait dangereux, pour le réduire à 30 millions, de désorganiser l'armée. »

A ce moment, le tumulte couvre la voie de l'orateur.

« Ceux qui croient que l'Italie accepterait d'être un pays humilié se trompent... »

Le tumulte redouble.

M. Giolitti, abordant la question des nouveaux impôts, rappelle que, lorsqu'il fut ministre du Trésor, il n'en demanda aucun, jugeant nécessaire avant tout de réaliser des économies,

« Pourtant, le déficit était alors de 483 millions, mais le change était de 53 centimes. Aujourd'hui, la situation du budget est dix fois meilleure. Pourquoi donc douter de la vitalité du pays et de la possibilité de réaliser des économies en réorganisant certains services ? »

Toutefois, il serait imprudent de déclarer que jamais le Gouvernement n'aura besoin d'un nouvel impôt; il fera son possible pour éviter d'y avoir recours, mais il ne veut pas prendre l'engagement formel de risquer la ruine de l'armée. Les économies faites sous les ministères Crispi et di Rudini se sont élevées à 200 millions, somme que personne n'aurait pu prétendre demander à l'impôt.

« Rompez la triple alliance, nous disent MM. Imbriani et Cavallotti. Cela est impossible. Ce ministère suivra la conduite de ses prédécesseurs; et les ministères futurs seront aussi obligés de reconnaître les traités existants. Rompre ses engagements exposerait l'Italie à être mise au ban des nations civilisées. »

« Nous avons tous un même but : l'équilibre du budget. Nous différons seulement dans les moyens à employer. La Constitution même du pays exige que l'on procède graduellement. Notre organisation administrative est trop coûteuse et, indépendamment de nos besoins d'argent, une réforme s'impose. Des réformes sociales sont aussi nécessaires; elles dériveront de la première. »

« Le ministère précédent vous demandait des pleins pouvoirs; celui-ci, confiant dans l'énergie du Parlement, s'attend à être jugé d'après ses actes, sûr qu'il est d'avoir un programme qui réponde aux besoins du pays et aux aspirations de ses représentants. »

La déclaration de M. Giolitti concernant l'immutabilité de la triple alliance a soulevé une longue agitation.

Après plusieurs discours en sens divers, la clôture de la discussion a été mise aux voix et repoussée par l'extrême-gauche, la gauche et le centre gauche.

M. Luigi Ferrari, de la gauche, a pris ensuite la parole. Il a dit que, si certains députés de l'extrême-gauche croyaient devoir voter contre le ministère, avec regret et malgré son amitié, il se séparerait d'eux, car le devoir de l'extrême-gauche est aujourd'hui de soutenir le ministère en sacrifiant sur l'autel de la concorde ses préférences personnelles.

M. Barzilaï, également de la gauche, a déclaré qu'il votera pour le ministère, dont il n'approuve cependant pas tout le programme.

Ce symptôme de scission dans la gauche ramène M. Imbriani à la tribune, il prononce un nouveau discours contre la politique étrangère du Gouvernement :

« Il existe, dit-il, une politique nationale et une politique dynastique. Vous parlez du respect des traités, mais comment juger, puisque nous ne connaissons pas le texte de ces traités ? »

L'orateur, continuellement rappelé à l'ordre par le président, conclut en qualifiant le ministère Giolitti de « ministère des employés ».

M. Cavallotti, à son tour, parle dans le même sens et combat, dans le discours de M. Giolitti, la déclaration relative à la triple alliance : « Le prince de Bismarck lui-même a, dit-il, déclaré au Reichstag qu'il n'aurait jamais permis que son pays se ruinât pour respecter des traités conclus dans certaines conditions. Mon vote, dit-il en terminant, ne sera pas inspiré par des considérations ou des impatiences personnelles. »

Cette conclusion soulève un incident, M. Luigi Ferrari voyant dans la phrase de M. Cavallotti une allusion à son vote favorable au ministère. Il ajoute qu'il est hostile à la triple alliance, mais il ne veut pas que l'Italie soit réduite à demander pardon à la France.

On passe au vote des ordres du jour.

M. Giolitti déclare accepter l'ordre du jour de M. Baccelli, ainsi conçu : « La Chambre, se réservant de juger les propositions du ministère, quand elles lui seront présentées, passe à l'ordre du jour. »

Le président du Conseil ajoute qu'il ne demande pas un ordre du jour de confiance absolue, car la Chambre ne connaît pas encore ses projets.

On vote par appel nominal.

Et le scrutin donne 169 suffrages favorables, 160 contraires, soit une majorité de 9 voix.

A l'ouverture de la séance du 27 mai, M. Giolitti a déclaré que le ministère, devant la situation parlementaire actuelle, a offert sa démission au roi, qui l'a refusée. Le ministère reste donc au pouvoir, et il invite la Chambre à voter d'urgence une loi concédant six douzièmes provisoires.

M. Cavallotti ne croit pas que le ministère ait le droit de demander des douzièmes provisoires, n'ayant plus l'autorité nécessaire. « Il n'a pas obtenu hier la majorité, car les abstentions peuvent être comptées contre lui. »

M. Villa, président, conteste à l'orateur le droit d'interpréter les votes de la Chambre.

M. Cavallotti riposte en termes très vifs, et une grande agitation se produit, qui force le président à suspendre la séance pendant un quart d'heure.

A la reprise, M. Bonghi prononce un long discours en faveur de la déclaration ministérielle; M. Villa le prie de conclure et M. Giolitti l'invite à attendre, pour entamer une discussion sur les douzièmes provisoires, qu'un projet en ce sens soit présenté par le Gouvernement.

M. di Rudini appuie cette opinion et déclare qu'il serait maladroit et dangereux de discuter maintenant, « le silence, en certaines circonstances, étant plus éloquent que tous les discours. »

## ROUMANIE

M. B. Bratiano, député d'Ilfov, a présenté à la Chambre un projet de loi tendant à trancher la controverse soulevée au sujet de la disposition qui interdit aux étrangers l'acquisition d'immeubles ruraux.

Voici la traduction de ce projet :

Article premier. — Toute aliénation d'immeubles ruraux par voie de vente, échange, donation, legs particulier, faite à l'encontre de la prohibition de l'art. 7, § 5 de la Constitution est nulle et de nul effet.

Art. 2. — L'action en nullité peut être poursuivie par la partie même qui a aliéné l'immeuble, par ses successeurs ou ses représentants, ainsi que par le ministère public près le Tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble. Ce dernier a aussi le droit de faire tous les actes de procédure et de réforme des sentences judiciaires.

Art. 3. — Lorsque dans une succession échue à des étrangers par testament ou décédés *ab intestat*, sont compris des immeubles ruraux, l'héritier étranger n'a droit qu'à l'équivalent de ces immeubles en argent.

Art. 4. — Le Tribunal chargé du partage de la succession ordonnera la vente des immeubles ruraux qui s'effectuera de la manière et dans les formes prévues pour la vente des biens immeubles des mineurs, conformément aux articles 683 et suivants de la procédure civile.

Art. 5. — Dans tous les autres cas, la vente sera poursuivie sur la demande du ministère public du Tribunal où se trouve situé l'immeuble.

Le Tribunal se prononcera sur cette demande en séance publique, après avoir cité les parties. La décision du Tribunal est sujette à la réformation par toutes les voies prévues par la procédure civile.

Art. 6. — Toutes les fois que des successeurs étrangers viennent à l'héritage concurremment avec des indigènes, la vente des immeubles ruraux n'est pas obligatoire, les successeurs indigènes ayant le droit de conserver ces immeubles et le partage pouvant se faire conformément à l'article 742 du Code civil.

Art. 7. — Jusqu'à la vente des immeubles dans les cas prévus par la présente loi, l'héritier étranger a le droit d'ester en justice et de faire tous les actes de procédure dans tous les procès concernant les immeubles ruraux.

Cette proposition est accompagnée des considérations suivantes :

L'article 7, § V de la Constitution interdit aux étrangers le droit d'acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. A côté de cette prohibition, on a établi le respect des droits acquis et des droits résultant des conventions internationales en vigueur au moment de la révision de la Constitution en 1879.

Cette restriction constitutionnelle, dictée par des motifs sérieux, afin de conserver la propriété rurale comme un patrimoine exclusif des Roumains, n'a pu être, en grande partie, traduite en fait. L'absence de règles de procédure qui déterminent, aussi bien le moyen d'assurer l'application de la prohibition constitutionnelle, que les organes appelés à en imposer l'observation, a fait que cette disposition constitutionnelle n'a pu obtenir une entière application.

D'autre part, cette prohibition constitutionnelle a donné lieu à des difficultés graves par rapport aux successions ouvertes en faveur des étrangers. Comment concilier le droit des étrangers de succéder avec la défense d'acquérir des immeubles ruraux? L'art. 7, § V a-t-il supprimé le droit des étrangers d'hériter toutes les fois que la succession se compose d'immeubles ruraux? Si les étrangers continuent à avoir le droit de succéder sans aucune restriction, ont-ils le droit de posséder des immeubles ruraux en nature, ou bien leur droit se réduit-il à la valeur en argent des immeubles? Voilà autant de questions qui ont donné lieu à autant d'opinions différentes et qui, frappant d'incertitude le droit de propriété, ont jeté l'incertitude et l'inquiétude dans cet ordre de rapports sociaux.

Il est évident que, dans un état de choses régulier, on ne saurait tolérer davantage cette incertitude par rapport à un droit aussi important que le droit de succession. Ces difficultés réclament une solution législative aussi prochaine que possible.

Sans nous étendre sur les controverses auxquelles l'application de l'art. 7, § V de la Constitution a donné lieu, laissant de côté l'opinion extrême suivant laquelle les étrangers seraient privés du droit d'hériter quand la succession consiste en immeubles ruraux, nous reconnaissons que, même après la modification introduite dans la Constitution en 1879, les étrangers continuent à avoir le droit d'hériter, soit *ab intestat*, soit par voie testamentaire. Dans les motifs qui ont déterminé la disposition de l'art. 7, § V, motifs d'ordre politique



seulement et de préservation nationale, ne sont point contenus le désir, ni la volonté de la Constitution de restreindre le droit d'héritage des étrangers. C'est en opposition et avec les traditions de notre droit, qui n'a jamais reconnu le droit *d'alibinatus* (droit d'aubaine), et avec les dispositions larges et généreuses de notre droit privé, qui accorde, aux étrangers aussi bien qu'aux indigènes, la jouissance des droits civils.

D'un autre côté, le texte constitutionnel n'implique pas une restriction au droit des étrangers de succéder, la succession constituant la transmission d'une universalité indépendante de la nature des biens qui la composent. Indépendamment de cela, le second alinéa du § V proclame le respect des droits acquis. Cela ne signifie point évidemment que l'étranger propriétaire rural a le droit de jouir sa vie durant de cette propriété. Une réserve semblable n'était point nécessaire, du moment que la Constitution n'entend point confisquer la fortune de l'étranger.

Le sens de cette disposition, son effet juridique, c'est de respecter le droit de propriété de l'étranger dans la personne de ses enfants, de ses héritiers.

La Constitution empêchant donc les étrangers d'acquérir des immeubles ruraux, pour le seul motif de conserver cette propriété aux Roumains, a entendu empêcher le fait de la possession des immeubles ruraux par les étrangers; elle n'a pas entendu les dépouiller et leur confisquer leur fortune, surtout quand la Constitution elle-même proclame comme un précepte la défense de confiscation des fortunes.

L'effet de la disposition légale se réduit à l'expropriation de droit, en vertu de la loi, des étrangers héritiers de la propriété des immeubles ruraux obtenus par héritage.

L'étranger a droit à l'équivalent en argent de ces immeubles.

Cela est à nouveau confirmé par le fait incontestable que l'étranger a le droit d'hériter des biens meubles et que, conformément à l'art. 742 du Code civil, des héritiers roumains et étrangers venant concurremment à l'héritage, l'inalégitimité des lots doit être compensée en argent. En vertu de ce même texte de loi, au cas où l'héritage comprend aussi des immeubles ruraux, l'héritier roumain gardant les immeubles ruraux, l'héritier étranger aura droit à la valeur en argent de sa part de succession.

Les immeubles ruraux faisant partie des successions ouvertes en faveur des étrangers devant être vendus, il est indispensable qu'une loi établisse par qui et comment s'effectuera la vente, de même que la manière dont devront être représentés en justice les intérêts des propriétaires jusqu'à la vente.

---

## SAINT-SIÈGE

### Lettre du Saint-Père aux Cardinaux français

A nos très chers Fils les Cardinaux

Florian, cardinal Desprez, archevêque de Toulouse;  
Charles, cardinal Lavigerie, archevêque d'Alger et de Carthage;  
Charles-Philippe, cardinal Place, archevêque de Rennes;  
Joseph, cardinal Foulon, archevêque de Lyon;  
Benoît-Marie, cardinal Langénieux, archevêque de Reims;  
François, cardinal Richard, archevêque de Paris.

Nos très chers Fils,

Notre consolation a été grande en recevant la lettre par laquelle vous adhérez, d'un concert unanime, avec tout l'épiscopat français, à Notre Encyclique *Au milieu des sollicitudes*, et Nous rendiez grâces de l'avoir publiée, protestant avec les plus nobles accents de l'union intime qui relie les évêques de France et en particulier les Cardinaux de la Sainte-Eglise au siège de Pierre.

Cette Encyclique a fait déjà beaucoup de bien, et elle en fera, Nous l'espérons, davantage encore, malgré les attaques auxquelles elle s'est vue en butte de la part d'hommes passionnés, attaques contre lesquelles, du reste, Nous aimons à le dire, elle a trouvé aussi de vaillants défenseurs.

Les attaques, nous les avons prévues. Partout où l'agitation des partis politiques remue profondément les esprits, comme il arrive maintenant en France, il est difficile que tous rendent de suite, à la vérité, cette pleine justice qui est pourtant son droit. Mais fallait-il pour cela nous taire? Quoi! la France souffre et nous n'aurions pas ressenti jusqu'au fond de l'âme les douleurs de cette fille aînée de l'Eglise? La France qui s'est acquis le titre de nation *très chrétienne* et n'entend pour rien l'abdiquer, se débat au milieu des angoisses, contre la violence de ceux qui voudraient la déchristianiser et la rabaisser en face de tous les peuples, et Nous aurions omis de faire appel aux catholiques, à tous les Français honnêtes, pour conserver à leur patrie cette foi sainte qui en fit la grandeur dans l'histoire? A Dieu ne plaise.

Or, nous le constatons mieux de jour en jour : dans la poursuite de ce résultat, l'action des hommes de bien était nécessairement paralysée par la division de leurs forces. De là ce que nous avons dit et redisons à tous : « Plus de partis entre vous ; au contraire, union complète pour soutenir de concert ce qui prime tout avantage terrestre : la religion, la cause de Jésus-Christ. En ce point comme en tout, *cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et le reste vous sera donné par surcroît.* »

Cette idée-mère, qui domine toute Notre Encyclique, n'a pas échappé aux ennemis de la religion catholique. Nous pourrions dire qu'ils ont été les plus clairvoyants à en saisir le sens, à en mesurer la portée pratique. Aussi, depuis ladite Encyclique, vrai messagère de paix pour tout homme de bonne volonté, qu'on en considère le fond ou la forme, ces hommes de parti ont redoublé d'acharnement impie. Divers faits déplorables récemment arrivés, qui ont attristé les catholiques et même, nous le savons, nombre d'hommes peu suspects de partialité envers l'Eglise, sont là pour le prouver. On a vu clairement où veulent aboutir les organisateurs de ce *vaste complot*, comme nous l'expliquons dans notre Encyclique, formé pour *anéantir en France le Christianisme*.

Ces hommes donc, saisissant, pour en venir à leurs fins, les moindres prétextes et sachant au besoin les faire surgir, ont profité de certains incidents qu'en d'autres temps ils auraient jugés inoffensifs, pour donner libre champ à leurs récriminations, montrant par là leur parti pris de sacrifier à leurs passions antireligieuses l'intérêt général de la nation, dans ce qu'il y a de plus digne de respect.

En face de ces tendances, en face des maux qui en découlent, au grand préjudice de l'Eglise de France, et qui vont s'aggravant de jour en jour, notre silence nous eût rendus coupables devant Dieu et les hommes. Il eût semblé que nous contemplions d'un œil impassible les souffrances de nos fils, les catholiques français. On eût insinué que nous jugions dignes d'approbation, ou pour le moins de tolérance, les ruines religieuses, morales, civiles, amoncelées par la tyrannie des sectes antichrétiennes. On nous eût reproché de laisser dépourvus de direction et d'appui tous ces Français courageux qui, dans les présentes tribulations, ont, plus que jamais, besoin d'être fortifiés. Nous devions surtout des encouragements au clergé, auquel on voudrait, contre la nature de sa vocation, imposer silence dans l'exercice même de son ministère, alors qu'il prêche, selon l'Evangile, la fidélité aux devoirs chrétiens et sociaux. Du reste, n'est-ce pas toujours pour nous une obligation pressante de parler, quoi qu'il en advienne, dès qu'il s'agit d'affirmer notre droit divin d'enseigner, d'exhorter, d'avertir, en face de ceux qui, sous prétexte de distinction entre la religion et la politique, prétendraient en circonscrire l'universalité?

Voilà ce que Nous a déterminé, de notre entière initiative et en pleine connaissance de cause, à élever la voix ; et Nous ne cesserons de l'élever, chaque fois que nous le jugerons opportun, avec l'espoir que la vérité finira par se

frayer un chemin jusque dans les cœurs qui lui résistent, peut-être avec un reste de bonne foi. Et comme le mal que nous signalons, loin de se limiter aux catholiques, atteint tous les hommes de sens et de droiture, c'est à eux aussi que Nous avons adressé notre Encyclique, pour que tous se hâtent d'arrêter la France sur la pente qui mène aux abîmes. Or, ces efforts deviendraient radicalement stériles s'il manquait aux forces conservatrices l'unité et la concorde dans la poursuite du but final, c'est-à-dire la conservation de la religion, puisque là doit tendre tout homme honnête, tout ami sincère de la société. Notre Encyclique l'a amplement démontré.

Mais le but une fois précisé, le besoin d'union pour l'atteindre une fois admis, quels seront les moyens d'assurer cette union ?

Nous l'avons également expliqué et Nous tenons à le redire pour que personne ne se méprenne sur notre enseignement : un de ces moyens est d'accepter sans arrière-pensée, avec cette loyauté parfaite qui convient au chrétien, le pouvoir civil dans la forme où, de fait, il existe. Ainsi fut accepté en France le premier Empire, au lendemain d'une effroyable et sanglante anarchie ; ainsi furent acceptés les autres pouvoirs, soit monarchiques, soit républicains, qui se succédèrent jusqu'à nos jours.

Et la raison de cette acceptation, c'est que le bien commun de la société l'emporte sur tout autre intérêt ; car il est le principe créateur, il est l'élément conservateur de la société humaine ; d'où il suit que tout vrai citoyen doit le vouloir et le procurer à tout prix. Or, de cette nécessité d'assurer le bien commun dérive comme de sa source propre et immédiate la nécessité d'un pouvoir civil qui, s'orientant vers le but suprême, y dirige sagement et constamment les volontés multiples des sujets groupés en faisceau dans sa main. Lors donc que, dans une société, il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, l'intérêt commun se trouve lié à ce pouvoir, et l'on doit, pour cette raison, l'accepter tel qu'il est. C'est pour ces motifs et dans ce sens que Nous avons dit aux catholiques français : Acceptez la République, c'est-à-dire le pouvoir constitué et existant parmi vous ; respectez-le ; soyez-lui soumis comme représentant le pouvoir venu de Dieu.

Mais il s'est trouvé des hommes appartenant à divers partis catholiques, et même sincèrement catholiques, qui ne se sont pas exactement rendu compte de nos paroles. Elles étaient pourtant si simples et si claires qu'elles ne pouvaient donner lieu, semblait-il, à de fausses interprétations.

Qu'on veuille bien y réfléchir, si le pouvoir politique est toujours de Dieu, il ne s'ensuit pas que la désignation divine affecte toujours et immédiatement les modes de transmission de ce pouvoir, ni les formes contingentes qu'il revêt, ni les personnes qui en sont le sujet. La variété même de ces modes dans les diverses nations montre à l'évidence le caractère humain de leur origine.

Il y a plus : les institutions humaines les mieux fondées en droit et établies dans des vues aussi salutaires qu'on le voudra, pour donner à la vie sociale une assiette plus stable et lui imprimer un plus puissant essor, ne conservent pas toujours leur vigueur conformément aux courtes prévisions de la sagesse de l'homme.

En politique plus qu'ailleurs, surviennent des changements inattendus. Des monarchies colossales s'écroulent ou se démembrent, comme les antiques royautés d'Orient et l'Empire romain ; les dynasties supplantent les dynasties, comme celles des Carolingiens et des Capétiens en France ; aux formes politiques adoptées d'autres formes se subsistent, comme notre siècle en montre de nombreux exemples. Ces changements sont loin d'être toujours légitimes à l'origine ; il est même difficile qu'ils le soient. Pourtant le *criterium* suprême du bien commun et de la tranquillité publique impose l'acceptation de ces nouveaux gouvernements antérieurs qui, en fait, ne sont plus. Ainsi se trouvent suspendues les règles ordinaires de la transmission des pouvoirs, et il peut se faire même qu'avec le temps elles se trouvent abolies.

Quoi qu'il en soit de ces transformations extraordinaires dans la vie des peuples, dont il appartient à Dieu de calculer les lois et à l'homme d'utiliser les



conséquences, l'honneur et la conscience réclament, en tout état de choses, une subordination sincère aux gouvernements constitués ; il la faut au nom de ce droit souverain, indiscutable, inaliénable, qui s'appelle la raison du bien social. Qu'en serait-il, en effet, de l'honneur et de la conscience, s'il était permis au citoyen de sacrifier à ses visées personnelles et à ses attachements de parti les bienfaits de la tranquillité publique ?

Après avoir solidement établi dans notre Encyclique cette vérité, nous avons formulé la distinction entre le pouvoir politique et la législation, et nous avons montré que l'acceptation de l'un n'impliquait nullement l'acceptation de l'autre, dans les points où le législateur oublieux de sa mission se mettrait en opposition avec la loi de Dieu et de l'Eglise. Et, que tous le remarquent bien, déployer son activité et user de son influence pour amener les gouvernements à changer en bien des lois iniques ou dépourvues de sagesse, c'est faire preuve d'un dévouement à la patrie aussi intelligent que courageux, sans accuser l'ombre d'une hostilité aux pouvoirs chargés de régir la chose publique. Qui s'aviserait de dénoncer les chrétiens des premiers siècles comme adversaires de l'empire romain, parce qu'ils ne se courbaient point devant ses prescriptions idolâtriques, mais s'efforçaient d'en obtenir l'abolition ?

Sur ce terrain religieux ainsi compris, les divers partis politiques conservateurs peuvent et doivent se trouver d'accord. Mais les hommes qui subordonneraient tout au triomphe préalable de leur parti respectif, fût-ce sous le prétexte qu'il leur paraît le plus apte à la défense religieuse, seraient dès lors convaincus de faire passer, en fait, par un funeste renversement des idées, la politique qui divise avant la religion qui unit. Et ce serait leur faute, si nos ennemis, exploitant leurs divisions, comme ils ne l'ont que trop fait, parvenaient à les écraser tous.

On a prétendu qu'en enseignant ces doctrines nous tenions envers la France une conduite autre que celle que Nous suivons à l'égard de l'Italie ; de sorte que nous nous trouverions en contradiction avec Nous-même. Et cependant il n'en est rien. Notre but, en disant aux catholiques français d'accepter le gouvernement constitué, n'a été et n'est autre encore que la sauvegarde des intérêts religieux qui nous sont confiés. Or, ce sont précisément ces intérêts religieux qui nous imposent, en Italie, le devoir de réclamer sans relâche la pleine liberté requise par notre sublime fonction de Chef visible de l'Eglise Catholique, préposé au gouvernement des âmes ; liberté qui n'existe pas là où le vicaire de Jésus n'est pas chez lui, vrai Souverain, indépendant de toute souveraineté humaine. Que conclure de là, sinon que la question qui nous concerne en Italie, elle aussi, est éminemment religieuse, en tant que rattachée au principe fondamental de la liberté de l'Eglise ? Et c'est ainsi que dans notre conduite à l'égard des diverses nations, nous ne cessons de faire converger tout au même but : la religion, et par la religion le salut de la société, le bonheur des peuples.

Nous avons voulu, Nos très chers fils, vous confier toutes ces choses pour soulager Notre cœur et réconforter en même temps le vôtre. Les tribulations de l'Eglise ne peuvent manquer d'être très amères pour l'âme des évêques et plus encore pour la Nôtre, puisque Nous sommes le Vicaire de celui qui donna, pour la formation de cette Sainte Eglise, tout son sang. Ces amertumes, cependant, loin de nous abattre, nous stimulent, à nous armer d'un plus grand courage, pour faire face aux difficultés de l'heure présente. Il en résulte aussi, pour Nous, un redoublement de zèle en faveur de cette France catholique, d'autant plus digne de Notre affection paternelle qu'elle sollicite de Nous, avec une confiance plus filiale, encouragement, protection et secours.

Ces sentiments sont aussi les vôtres, Nos très chers fils ; vous venez de Nous en donner la preuve, et Nous avons déjà pu Nous en convaincre quand vous veniez près de Nous, les uns après les autres, Nous rendre compte de votre ministère et conférer des intérêts sacrés dont nous avons la garde. Parmi ces motifs de confiance qui nous réjouissent, cette unanimité est certes l'un des plus puissants, et Nous en remercions Dieu du fond de l'âme. Nous comptons sur la



continuation de votre empressement à seconder Nos paternelles sollicitudes pour ce cher pays de France. Et dans cette assurance, comme gage de Notre affection, Nous vous donnons, Nos très chers fils, à vous, à votre Clergé et aux fidèles de vos Diocèses, avec toute l'effusion de Notre cœur, la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, le 3 mai de l'année 1892, de Notre Pontificat la quinzième.

LEO PP. XIII.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> mai. — *Le Grand Frédéric avant l'avènement. La veillée du règne*, par Ern. Lavisse. — *Une question de droit constitutionnel. Le Referendum belge. — Le progrès matériel, la question du langage, le progrès moral dans la colonie du Cap*, par Ch. de Coutouly. — *L'institution nationale des scurds-muets de Paris*, par F. Deltour. — *La correspondance du margrave Charles-Frédéric de Baden avec le marquis de Mirabeau et Dupont de Nemours*, par G. Valbert.

15. — *La reconstruction de la France en 1800. L'Ecole. L'Université de Napoléon*, par H. Taine. — *Etat social et politique de l'Australasie britannique. Un homme d'Etat australien : sir Henry Parkes et la fédération des colonies australiennes*, par E. Marin la Meslée.

### Revue politique et littéraire.

7 mai. — *L'esprit anarchiste*, par Maurice Spronck. — *Napoléon 1<sup>er</sup> et la fondation de la République Argentine*, par M. de Sassenay (détails curieux sur un épisode fort peu connu). — *Collectivisme et doctrines pontificales*.

14. — *Sophismes politiques de ce temps. La souveraineté nationale*, par Ch. Benoist. — *La prétendue décadence des études*, par Félix Hémon. — *La Colonie française de Berlin*.

21. — *L'Académie des Beaux-Arts et les anciennes Académies*, par G. Larroumet. — *La religion de l'avenir*, par J. Honcey (d'après le livre de M. James Darmsteter sur les *Prophètes d'Israël*).

28. — *Le Tiers-Etat de 1892. — Les religions de la Révolution. Le culte de la Raison et l'Etre suprême*, par Alfred Rambaud (à propos de l'ouvrage de M. Aulard). — *Le vaisseau le Vengeur* (13 prairial an II), par Maurice Loir (d'après les documents des Archives de la marine; historique fort curieux d'un événement historique jusqu'à présent dénaturé).

### La Propriété industrielle.

1<sup>er</sup> mai. — *Les conventions en matière de propriété industrielle conclues par l'Allemagne avec l'Italie et la Suisse*. — Lettre d'Eug. Pouillet sur l'approbation partielle donnée par le Parlement français aux arrangements de Madrid. — Lettre du Dr Exner sur le mouvement de la législation autrichienne en matière de propriété industrielle. — Proposition tendant à augmenter aux Etats-Unis les taxes des brevets étrangers.

### Revue algérienne et tunisienne.

Avril. — Décisions judiciaires. — Loi tunisienne modifiant le régime de la propriété foncière. — Constitution d'une Chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie. — Décret organisant le service des interprètes en Tunisie.

### Le Droit d'auteur.

15 mai. — *Les traités littéraires des Etats-Unis d'Amérique avec les Etats européens.* — Convention entre l'Allemagne et les Etats-Unis concernant la garantie réciproque des droits d'auteur (15 janv. 1892). — Décisions judiciaires.

### La Propriété industrielle.

1<sup>er</sup> avril. — Loi autrichienne du 6 janvier 1890 sur la protection des marques. — Extrait du rapport du commissaire des brevets aux Etats-Unis.

### Le Mémorial diplomatique.

2 avril. — La situation en Bukovine.

16. — La situation en Autriche-Hongrie. — Proclamation du ministère helénique à propos des élections.

23. — *L'arbitrage international*, par le comte de Mouy. — Rapport de sir Evelyn Baring sur l'administration, les finances et l'état de l'Egypte.

30. — *La note bulgare.*

7 mai. — *Le péril anarchiste* (lettre de Russie). — Rapport de sir Evelyn Baring sur l'administration, les finances et l'état de l'Egypte (suite).

14. — *La question tchèque*, par Albert Lefavre.

21. — Le nouveau ministère italien (notes biographiques sur les divers ministres).

4 juin. — Les Roumains de Transylvanie.

### L'Économiste français.

2 avril. — *Les finances françaises. Les crédits supplémentaires.* — *Le projet de budget de 1893*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Des moyens de concilier ou d'arbitrer les différends entre patrons, ouvriers et employés*, par G. Michel. — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis : *le régime municipal aux Etats-Unis, les chartes concédées par la loi générale et les chartes par lois spéciales*, par J. Chailley-Bert. — *Les Compagnies coloniales et les droits à leur conférer* (rapport fait au Comité de l'Afrique française, par P. Leroy-Beaulieu, dont les conclusions ont été approuvées à l'unanimité).

9. — *Les conditions de la colonisation à l'époque présente. La nécessité de la constitution d'une armée coloniale, les Compagnies coloniales*, par P. Leroy-Beaulieu. — Lettre de Suisse, par Emm. Khune (loi réglant l'exercice du droit d'initiative populaire, la représentation proportionnelle). — *Le régime économique de l'Inde anglaise*, par J. Chailley-Bert (à propos de la traduction d'un ouvrage anglais sur la matière publiée par M. Harmand, qui a été plusieurs années consul général à Calcutta).

16. — *Les conditions d'une politique coloniale efficace, l'armée coloniale*, par P. Leroy-Beaulieu. — Le mouvement économique et social aux Etats-Unis, par J. Chailley-Bert (la question de l'immigration, de la naturalisation). — *Les coopératives socialistes en Belgique et leur contre-partie*, par Hubert-Valleroux. — Lettre du Japon (commerce extérieur, révision des traités).

23. — *La Principauté de Bulgarie : les habitants, le pays ; l'outillage et l'exploitation des ressources, les chances d'avenir*, par J. Chailley-Bert (à propos d'un ouvrage récent dont les conclusions sont très favorables à la principauté).

30. — *Les attentats anarchistes et la responsabilité civile de l'Etat.* — *Le régime de l'inscription maritime et les attaques dont il est l'objet*, par G. Michel. — Le mouvement économique aux Etats-Unis, par J. Chailley-Bert : les traités de réciprocité et l'agriculture américaine.

# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

|                                                                                                                            | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1885                                                                                                                       |       |
| Février . . . 17 <i>Allemagne</i> . Acte impérial de protection à la Société de l'Afrique orientale. . . . .               | 187   |
| Mars. . . . 17 Charte de la Compagnie de la Nouvelle-Guinée. . . . .                                                       | 190   |
| 1887                                                                                                                       |       |
| Mars. . . . 26 <i>Congo</i> . Charte de la Compagnie belge du Congo. . . . .                                               | 191   |
| 1889                                                                                                                       |       |
| Juillet. . . 12 <i>Etats-Unis</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention additionnelle d'extradition. . . . .               | 257   |
| 1890                                                                                                                       |       |
| Mai . . . . 1 <sup>er</sup> <i>France</i> . Dépêche de M. Waddington sur les Compagnies de colonisation anglaises. . . . . | 67    |
| Juillet. . . 2 <i>Acte général de la Conférence de Bruxelles</i> . . . . .                                                 | 130   |
| — — <i>Congo</i> . Déclaration relative aux droits d'entrée. . . . .                                                       | 149   |
| Octobre . . 14 <i>France</i> . Le ministre de France à Athènes à M. Ribot (négociations commerciales). . . . .             | 15    |
| — 23 Réponse de M. Ribot. . . . .                                                                                          | 16    |
| — 25 Le ministre de France à Athènes (projet de Convention) . . . . .                                                      | 16    |
| Novembre . 10 Réponse de M. Ribot. . . . .                                                                                 | 18    |
| — 27 Le ministre de France à Athènes (notes échangées). . . . .                                                            | 19    |
| 1891                                                                                                                       |       |
| Janvier . . 24 <i>Congo</i> — <i>Etats-Unis</i> . Traité d'amitié et de commerce. . . . .                                  | 158   |
| Février. . . 20 <i>France</i> — <i>Grèce</i> . Notes échangées au sujet des relations commerciales. . . . .                | 21    |
| Juin. . . . 25 <i>Suisse</i> . Loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour. . . . .     | 202   |
| Juillet. . . 2 <i>Conférence de Bruxelles</i> . Protocole . . . . .                                                        | 150   |
| — 3 <i>France</i> . Le ministre de France à Bruxelles à M. Ribot (non ratification de l'Acte de Bruxelles) . . . . .       | 173   |
| Août. . . . 10 <i>Belgique</i> . Le ministre à Paris à M. Ribot (Acte de Bruxelles) . . . . .                              | 176   |
| — — Note verbale sur le même sujet. . . . .                                                                                | 176   |



|             |    |                                                                                                          |     |
|-------------|----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| —           | 31 | <i>Belgique — France</i> . Convention pour régler le service de la correspondance téléphonique. . . . .  | 9   |
| Septembre . | 30 | <i>Serbie</i> . Renonciation du roi Milan à l'indigénat serbe. . . . .                                   | 116 |
| Octobre . . | 6  | <i>Belgique</i> . Note verbale au sujet de l'Acte de Bruxelles. . . . .                                  | 177 |
| Novembre .  | 17 | <i>France</i> . Note verbale sur le même sujet. . . . .                                                  | 180 |
| —           | 19 | <i>France — Grande-Bretagne</i> . Déclaration relative au service téléphonique. . . . .                  | 5   |
| —           | 20 | <i>France</i> . M. Ribot au chargé d'affaires de France à Washington (relations commerciales). . . . .   | 184 |
| Décembre .  | 7  | <i>France</i> . Le ministre de France à La Haye à M. Ribot (relations commerciales). . . . .             | 26  |
| —           | 10 | <i>Allemagne — Suisse</i> . Traité de commerce et de douane. . . . .                                     | 260 |
| —           | —  | Protocole final. . . . .                                                                                 | 285 |
| —           | —  | <i>Autriche-Hongrie — Suisse</i> . Traité de commerce. . . . .                                           | 291 |
| —           | —  | Article additionnel. . . . .                                                                             | 306 |
| —           | —  | Protocole final. . . . .                                                                                 | 309 |
| —           | 16 | <i>France</i> . Le chargé d'affaires de France à Washington à M. Ribot (relations commerciales). . . . . | 184 |
| —           | 17 | M. Ribot à l'ambassadeur de France près le Saint-Siège. . . . .                                          | 96  |
| —           | —  | Le ministre de France à Lisbonne à M. Ribot (relations commerciales). . . . .                            | 34  |
| —           | 18 | Note verbale et réponse. . . . .                                                                         | 183 |
| —           | 24 | M. Ribot au ministre de France à Athènes (relations commerciales). . . . .                               | 23  |
| —           | 30 | L'ambassadeur de France à Berne à M. Ribot (relations commerciales). . . . .                             | 40  |

## 1892

|             |    |                                                                                                               |     |
|-------------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Janvier . . | 2  | <i>Conférence de Bruxelles</i> . Protocole de ratification. . . . .                                           | 153 |
| —           | 4  | <i>France</i> . Le ministre de France à La Haye à M. Ribot (relations commerciales). . . . .                  | 27  |
| —           | 5  | M. Ribot à l'ambassadeur de France à Berne. . . . .                                                           | 41  |
| —           | 6  | Réponse de M. Ribot au ministre de France à La Haye. . . . .                                                  | 28  |
| —           | 7  | M. Ribot au ministre de France à Lisbonne (relations commerciales). . . . .                                   | 35  |
| —           | 8  | L'ambassadeur de France au Président de la Confédération suisse. . . . .                                      | 44  |
| —           | 12 | Le ministre de France à La Haye à M. Ribot. . . . .                                                           | 29  |
| —           | —  | Le ministre de France à Lisbonne à M. Ribot. . . . .                                                          | 37  |
| —           | 13 | M. Ribot à l'ambassadeur de France à Berne (relations littéraires). . . . .                                   | 46  |
| —           | 15 | M. Ribot au ministre de France à La Haye. . . . .                                                             | 30  |
| —           | —  | <i>Suisse</i> . Le Président de la Confédération à M. Arago. . . . .                                          | 47  |
| —           | 16 | <i>Pays-Bas</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre de France. . . . .                          | 31  |
| —           | 20 | <i>France — Grèce</i> . Notes échangées au sujet des relations commerciales. . . . .                          | 25  |
| —           | 23 | <i>Suisse</i> . Message du Conseil fédéral sur les relations commerciales avec la France. . . . .             | 49  |
| —           | 27 | <i>France</i> . Note au ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sur les relations commerciales. . . . . | 33  |
| —           | 28 | <i>Pays-Bas</i> . Réponse à la note précédente. . . . .                                                       | 37  |
| —           | 30 | <i>France</i> . L'ambassadeur de France à Berne à M. Ribot (Convention littéraire). . . . .                   | 56  |



|              |                                                                                                                                                                    | Pages |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Février . .  | 2 <i>Acte de Bruxelles</i> . Ratification par les Etats-Unis. .                                                                                                    | 156   |
| —            | 16 <i>Saint-Siège</i> . Lettre encyclique au clergé et aux catho-<br>liques de France. . . . .                                                                     | 57    |
| —            | 27 Lettre du Pape au sujet de l'Exposition de Chicago. .                                                                                                           | 92    |
| Mars. . . .  | 3 <i>France</i> . Déclaration du nouveau ministère . . . . .                                                                                                       | 93    |
| —            | — <i>Italie — Suisse</i> . Déclaration complémentaire concer-<br>nant les mariages de leurs ressortissants. . . . .                                                | 12    |
| —            | 30 <i>Acte de Bruxelles</i> . Ratification par le Portugal. . .                                                                                                    | 157   |
| Avril. . . . | 8 <i>Congo — France — Portugal</i> . Protocole réglant les<br>droits d'entrée et de sortie dans la zone occiden-<br>tale du bassin conventionnel du Congo. . . . . | 129   |
| —            | 12 <i>Bulgarie</i> . Note au commissaire impérial ottoman. .                                                                                                       | 341   |
| Mai . . . .  | 3 <i>Saint-Siège</i> . Lettre aux Cardinaux français . . . . .                                                                                                     | 000   |
| —            | 27 <i>France</i> . Décret sur les relations commerciales avec<br>l'Espagne. . . . .                                                                                | 000   |
| —            | 28 <i>Espagne</i> . Décret sur les relations commerciales avec<br>la France . . . . .                                                                              | 000   |

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.